





MÉMOIRES

DU

DUC DE ROVIGO,

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DE

L'EMPEREUR NAPOLÉON.

BIBLIOTHÈQUE DE MÉMOIRES HISTORIQUES ET MILITAIRES
SUR LA RÉVOLUTION, LE CONSULAT ET L'EMPIRE

MÉMOIRES

DU

DUC DE ROVIGO,

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DE

L'EMPEREUR NAPOLÉON.

Edition nouvelle, refondue et annotée

PAR

DÉSIRÉ LACROIX,
Ancien attaché à la Commission de la Correspondance de Napoléon Ier.

TOME QUATRIÈME

PARIS,
GARNIER FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS
6, RUE DES SAINTS-PÈRES

1901

MEMOIRES

DU

DUC DE ROVIGO

CHAPITRE PREMIER

Intrigues diplomatiques. — Agence napolitaine. — Murat. — Ses lettres doivent encore être aux archives. — Voyage en Hollande. — Sentiments qui agitent les diverses classes de la nation. — Affaires d'Espagne. — Affluence des courriers napolitains. — Enlèvement de l'un d'entre eux. — La reine de Naples vient à Paris. — Réception que lui fait l'empereur. — Anecdote de la Malmaison. — Approche de la disette. — Mesures pour la prévenir. — L'empereur ouvre le canal de Saint-Maur. — Il fait occuper les ouvriers. — Projet de remettre les approvisionnements de Paris à l'entreprise.

La réunion du Concile à Paris avait assez occupé les esprits pour fournir la matière de toutes les conversations et par conséquent devenir le sujet d'un grand nombre de correspondances, particulièrement de la part des envoyés diplomatiques. On eut occasion de découvrir quelques intrigues plutôt dignes de pitié que d'attention ; mais celle qui devait sur-

prendre le plus, c'était une petite agence de nouvelles que le roi de Naples, avait cru utile à ses intérêts d'établir à Paris. Plus on y réfléchissait, moins on entrevoyait la nécessité que ce petit pays eût d'autres moyens de correspondances que ceux de sa legation ; et moins on apercevait cette nécessité plus on cherchait à en deviner le motif ; il se découvrit naturellement. L'empereur ordonna au ministre des relations extérieures de faire partir tous les officiers napolitains (nés français) qui sous divers prétextes étaient attachés à l'ambassade de ce pays, qu'il voulut voir réduite aux seuls employés napolitains qui la composaient primitivement. Il fit sans doute signifier cette disposition par les voies officielles, et elle fut exécutée malgré les nombreuses réclamations de tous ces jeunes gens qui ne voulaient pas quitter Paris. Il fallut en contraindre quelques uns à obéir.

Pendant que cela s'exécutait, l'empereur, qui devinait tout, avait reçu d'Espagne des réclamations d'après lesquelles il ordonna l'arrestation d'un chambellan du roi de Naples qui n'avait pas quitté Paris. Elle eut lieu, ainsi que l'examen de ses papiers, dans lesquels on trouva dix-neuf lettres de la propre main du roi de Naples. Après la lecture de ces pièces il n'était plus permis de douter que, soit qu'il se le fût mis dans la tête, ou que cela fût sorti du cerveau de ceux qui travaillaient pour lui à Paris, ce prince n'eût sérieusement songé à succéder à l'empereur dans un cas donné, sa mort par exemple. L'empereur n'ayant pas d'enfant à cette époque, il ne voyait que ses neveux à éloigner de l'héritage, et il s'était abusé au point de croire que, dans un état de choses qu'il prévoyait, la nation se rangerait sans répugnance sous ses bannières.

Il recommandait à son chambellan, dans toutes ses lettres, de voir beaucoup M. Fouché ; de lui dire qu'il y avait longtemps qu'il le négligeait, et que cependant il n'était jamais plus content que lorsqu'il recevait de ses nouvelles. La plupart de ces lettres dataient de 1809 ; elles avaient été écrites pendant que l'empereur était à Vienne et que les Anglais occu-

paient Flessingue. Je remis ces lettres à l'empereur, qui ne me dit pas tout ce qu'il pensait, mais qui ordonna que le chambellan se retirât dans les terres qu'il avait en France, s'il ne voulait pas retourner à Naples.

Le style de cette correspondance ne fut point une énigme pour moi : j'en eus la clef par toutes les recommandations dont elle était pleine, et demeurai convaincu plus que jamais que le projet de succéder à l'empereur était enraciné dans la tête du roi de Naples, et qu'il ne l'avait abandonné qu'à la naissance du roi de Rome. J'ai présumé que son opiniâtreté à vouloir tenir à Paris, près de son ambassadeur, une troupe de jeunes gens, tous militaires et braves, n'était qu'une précaution qu'il prenait pour être informé exactement des dispositions personnelles de chacun des hommes en place, du concours desquels il aurait eu besoin, si l'événement préalable était arrivé. Je me suis aussi expliqué pourquoi ma nomination au ministère de la police lui avait donné tant d'ombrage : c'est qu'il craignait que je ne découvrisse ce qu'il m'a forcé de reconnaître ; car auparavant, quelle que fût à cet égard mon opinion, je ne m'en occupais pas.

Il avait peur que je n'eusse trouvé quelque chose dans les papiers de M. Fouché, et il est revenu à mon esprit que celui-ci n'avait brûlé son cabinet en partie que pour jeter toutes ces intrigues dans l'oubli.

Néanmoins l'empereur remarqua bien que M. Fouché ne lui avait jamais parlé de la correspondance du roi de Naples, ni de son objet, duquel il n'était pas permis de douter d'après le contenu des lettres de ce prince à son chambellan. En mettant le chambellan en liberté, j'ordonnai que l'on déposât aux archives de la police les dix-neuf lettres que le roi de Naples lui avait écrites. Si elles n'ont pas été brûlées au mois de février 1813, elles y sont probablement encore.

Cette découverte me donna l'explication d'une quantité de petites menées qui auparavant ne me paraissaient que du caquetage, mais qui depuis furent

considérées plus sérieusement. Il n'y a point de bagatelles en surveillance : ce sont les moindres minuties qui conduisent aux plus grandes conséquences ; lorsque les grands événements sont amenés autrement qu'en commençant pas à pas, ils avortent toujours, à moins d'une absence totale de surveillance.

Tout ceci était à peine passé, que l'empereur entreprit de faire un voyage en Hollande ; l'impératrice était bien rétablie, et l'accompagna. Il alla de Paris à Anvers, ensuite à Amsterdam, Rotterdam, et revint par le bord du Rhin, lorsqu'il eut vu en Hollande tout ce qui pouvait satisfaire son insatiable désir de connaître les choses par lui-même.

Ce voyage offrit à l'observateur beaucoup de choses dignes d'intérêt. Les Hollandais de la basse classe montraient de l'enthousiasme en le voyant ; les riches n'étaient pas extrêmement fâchés de leur réunion ; il n'y avait que le commerce qui était tout à fait dans l'abattement, et en Hollande, c'est bien quelque chose. Cette classe est indifférente à toutes les questions d'Etat ; pourvu qu'elles n'apportent point d'obstacles à ses opérations, peu lui importe qui règne, elle a toujours son bât à porter. Dans ce cas-ci, elle voyait bien que, tant que le système ne changerait pas, il fallait se résoudre à devenir étrangère à la navigation, ce qui était un sacrifice insupportable ; mais comme il n'y avait pas moyen de s'y soustraire, il fallait bien l'endurer, et encore ne pas le faire de mauvaise grâce. Je ne pourrais que répéter sur ce chapitre ce que j'ai dit plus haut à l'occasion de la réunion de la Hollande.

Lorsque l'empereur faisait quelque voyage, il était toujours harangué par les chefs des autorités civiles des pays qu'il parcourait. Dans les premières années, tous les discours avaient un style et un ton naturel, conforme au respect que l'on devait au chef de l'Etat, et à la dignité du magistrat qui le prononçait. Mais comme on ne veut rien faire de semblable à ce que fait son voisin, on fut bientôt las de répéter les mêmes choses ; on chercha à élever son langage, on adopta des figures de rhétorique, on se jeta sur des citations

d'histoire, enfin, on avait tellement épuisé toutes les ressources de l'art, que l'on eut recours à Paris : on y commandait les discours, en s'arrangeant de manière à les recevoir pour le jour où l'on devait les prononcer. L'empereur l'apprit ; depuis lors il n'en laissa plus prononcer dans les voyages qu'il fit, ou il interrompait net l'orateur dès qu'il s'apercevait qu'on lui tenait un langage apprêté ; il ne se souciait pas de ce qui n'était pas franc et naturel. Les Hollandais, plus particulièrement que d'autres, avaient employé ces moyens, et n'en furent dupes que cette fois-là.

L'empereur avait emmené avec lui ses ministres de la marine, de l'intérieur et des finances, pour résoudre sur les lieux même toutes les difficultés qu'il prévoyait devoir résulter d'une foule de réclamations auxquelles il s'attendait. Ils revinrent directement d'Amsterdam à Paris ; mais l'empereur remonta le Rhin jusqu'à Mayence. Pendant qu'il avait fait le voyage de Hollande, les communications diplomatiques avaient suivi leur marche ordinaire ; on crut en France à une rupture prochaine, parce que l'empereur envoya de la Hollande ordre aux deux régiments de carabiniers qui étaient rentrés depuis peu de temps à leur quartier de Lunéville, de se rendre sur le Rhin où il voulait les voir. Il les vit effectivement, et soit que cette revue n'eût été que le prétexte de leur marche, ou que cela eût réellement été le projet d'une rupture, ils ne rentrèrent pas à Lunéville. On les établit dans le pays de Berg, où ils vécurent à bon marché ; cela était d'ailleurs nécessaire, parce qu'il venait d'y avoir un petit mouvement insurrectionnel dans ce pays, et puis, dans tout état de choses, c'était autant de chemin de fait, quoique ce ne fût pas précisément dans la direction de la Pologne. Ce mouvement fut observé de Paris, il ne pouvait donc pas manquer de l'être à Saint-Pétersbourg.

On n'était déjà plus que sur un ton de politesse, et lorsqu'après avoir été ami, on se refroidit, on a bientôt rompu. Il n'en coûte que pour se mettre sur la pente de déclinaison ; une fois que l'on y est, l'aigreur vient vite.

Il ne s'était rien passé d'extraordinaire nulle part. En Espagne, les armées s'occupaient à faire de petits sièges, et à s'établir : c'était au mois de juin de cette année que Badajoz avait été débloqué, comme je l'ai dit plus haut.

L'armée d'Andalousie était devant Cadix : on occupait presque toute l'Espagne, mais on ne commandait et on n'était obéi que là où il y avait des troupes. Encore les ordres du roi y étaient-ils peu respectés ; ce prince, fatigué d'entendre les plaintes des Espagnols, à la position desquels il ne pouvait pas apporter de soulagement, avait fini par ne se mêler de rien, en sorte que ce malheureux pays était divisé en autant de petites vice-royautés qu'il y avait de généraux commandant des arrondissements particuliers : pour comble de malheur, il y en eut bien peu qui n'attirassent pas sur eux l'animadversion des Espagnols. Ce furent toutes ces vexations locales qui armèrent l'exaspération, et qui firent de cette guerre une suite de meurtres et de pillages.

Il n'y a qu'un très petit nombre de généraux qui, dans ces malheureuses campagnes, aient veillé à leur réputation, et plusieurs généraux espagnols insurgés m'ont dit que cela avait beaucoup contribué à ce que, de leur côté, on ne voulût plus entendre parler d'arrangement, parce que, lorsqu'ils entraient dans des lieux qui avaient été occupés par nos troupes, ils apprenaient que l'autorité du roi Joseph n'y était même pas citée, et que c'était tel général qui y ordonnait dans toutes les branches de l'administration, en sorte que, s'ils étaient soumis, ils auraient aussi été sous les ordres d'un général français. C'est pourquoi, disaient-ils, ils aimaient mieux rester dans leur situation.

Il a été bien funeste à la gloire de nos armes dans ce pays-là que l'empereur n'ait pas pu y faire un voyage : on se serait remis à son devoir avant qu'il se fût seulement approché de cent lieues de la frontière : l'empereur le savait bien et se disposait à s'y rendre, mais les Anglais surent le repousser en Russie.

A Naples, il se passait quelque chose de singulier. Le roi avait témoigné beaucoup d'humeur de la mesure dont son chambellan et ses officiers avaient été les objets, et comme il n'osait pas s'en plaindre à l'empereur, il s'en prenait à ses ministres.

L'empereur était encore absent ; je voyais arriver à Paris autant de courriers napolitains que s'il avait été question d'une négociation importante, et ces courriers, la plupart français, faisaient des commissions dans tous les coins de Paris après avoir remis leurs dépêches ministérielles à l'ambassadeur de Naples. Je n'ignorais pas où ils allaient ni le sujet de leur exactitude ; mais je poussai ma curiosité plus loin. La mauvaise opinion que j'avais personnellement de l'arrière-pensée du roi, et l'absence de l'empereur m'autorisaient d'une part à la méfiance, et de l'autre motivaient un excès de prudence de ma part.

Je donnai ordre que l'on fît si bien qu'en ayant l'air de commettre une maladresse, en prenant un courrier napolitain pour un autre, on le mît à ma disposition pour deux heures.

Je pris sur moi cette hardiesse pour un autre motif encore : c'est qu'il revenait de tous côtés que, dans un accès de mauvaise humeur, le gouvernement napolitain avait obligé tous les Français qui, sur ses instances, avaient quitté l'armée française pour entrer dans ses troupes, à se naturaliser sur-le-champ ou à rentrer en France ; presque tous l'abandonnèrent. Cet acte de gouvernement, qui annonçait de la démence ou de la vengeance, n'était pas à négliger.

Le premier courrier napolitain ne se fit pas attendre longtemps, et on exécuta si bien ce que j'avais ordonné, qu'il fut amené chez moi. Ceux qui l'y avaient conduit crurent qu'ils s'étaient réellement trompés, excepté un seul d'entre eux qui avait le secret de la mesure ; ils s'attendaient à être gourmandés, ils reçurent un témoignage de satisfaction. J'ouvris tout, même le paquet de l'ambassadeur, et le lui renvoyai si promptement, qu'il aurait pu douter de l'indiscrétion, s'il avait eu moins d'expérience.

Ces dépêches apprenaient que le roi de Naples était dans de grandes inquiétudes sur la manière dont l'empereur était à son égard, depuis qu'il ne pouvait plus ignorer qu'il avait lu beaucoup de choses fort peu honorables pour celui qui les avait écrites, et particulièrement depuis l'obligation imposée aux Français de se naturaliser ou de retourner en France.

Son esprit en était tellement tourmenté qu'il venait de faire partir la reine pour arranger une affaire qui n'en était pas une, car enfin un roi de Naples qui était sur le trône par la puissance de l'empereur n'avait qu'à se tenir tranquille, et ne pas chercher à faire plus de bruit en Europe que sa petite importance le lui permettait ; il n'eût jamais été atteint de la peur d'être renversé du trône par celui qui avait trouvé convenable de l'y établir. Ensuite si réellement le projet de la France avait été de faire descendre le roi du trône de Naples, pouvait-il raisonnablement songer à se défendre ? Une pareille entreprise eût achevé de le couvrir de ridicule.

Si donc il a cru nécessaire à ses intérêts d'engager la reine à venir voir l'empereur à Paris, c'est qu'il y avait lieu à se justifier, parce qu'il n'y a que des insensés qui essaieraient de nous persuader que, dans sa position, il redoutait les intrigues ; il ne voulait que savoir jusqu'où avaient été les informations que l'empereur avait acquises.

C'est ici le cas de dire que l'empereur avait déjà songé à séparer la Couronne d'Italie de celle de France sur la tête de son successeur ; il n'attendait pour le déclarer que la naissance d'un second fils, qu'il espérait avoir, et qui aurait été roi de toute l'Italie. Il s'était quelquefois occupé de cette espérance avec ses amis ; et comme il traitait le roi de Naples en homme qu'il considérait comme inséparable de son système, il ne s'arrêta pas à l'idée qu'il songerait à traverser son projet, si le cas prévu arrivait. Ce fut cependant ce qui eut lieu.

La reine de Naples arriva effectivement à Paris avant que l'empereur fût de retour de la Hollande ; son voyage tourna tout en agréments pour elle et

pour les personnes qui éprouvaient du plaisir à la revoir, mais il était inutile aux affaires du roi, que l'empereur connaissait trop bien pour concevoir la moindre inquiétude de tout ce qu'il ferait pour ou contre lui.

Cette circonstance me confirma encore dans l'opinion que la tête du roi de Naples était en travail continuel, et que peut-être il serait jeté, malgré lui, dans des directions dont il ne pouvait lui-même apercevoir le danger : c'est d'ordinaire ce qui arrive aux hommes qui ne veulent pas être naturels, ou qui, ayant une fois manqué, ont la conscience toujours mal à l'aise.

Lorsque l'empereur arriva à Paris, il fit un très aimable accueil à la reine de Naples, et s'occupa personnellement de tout ce qui la concernait. Je crois bien qu'il ne lui cacha pas son opinion sur la conduite du roi son mari, cependant il ne transpira rien à cet égard. L'empereur, que l'on a peint comme un homme vindicatif par caractère, ne s'est jamais vengé que par des bienfaits ; je pourrais citer maints exemples où il a même été prodigue envers des ingrats, je ne lui ai jamais vu méconnaître le moindre service. Il entrait quelquefois dans des détails sur l'intérieur et les affaires de ceux à qui il s'intéressait ; on ne manquait pas de dire que c'était par manie de se mêler des ménages de tout le monde : on était dans l'erreur, c'est qu'il avait quelques projets de libéralités ; et, lorsqu'on lui avait répondu franchement, il était rare que les effets ne suivissent pas la bonne intention. Jamais personne ne donna avec autant de plaisir, mais il ne pouvait souffrir qu'on le remerciât, comme aussi il aurait bien remarqué une faute d'ingratitude et ne l'aurait pas oubliée.

Je me rappelle que, pendant qu'il était encore Consul, il donna un jour 30.000 francs à chacun de ses aides de camp ; nous étions huit, nous allâmes pour le remercier le soir, lorsqu'il fut seul dans son cabinet à la Malmaison. Il nous reçut comme des hommes qui faisaient une chose qui lui déplaisait ;

il nous renvoya en nous disant : « Une autre fois, messieurs, je ne m'exposerai plus à de pareilles visites ; je ne vous demandais point de remerciements ; je savais bien que cela vous ferait plaisir sans que vous prissiez le soin de me le dire. » Et pour se raccommoder avec nous, il nous dit : « Allez vous amuser, vous êtes des nigauds. » Il ne nous a pas tenu parole, car il est tombé vis-à-vis de quelques uns de nous dans la profusion.

Nous étions à la fin d'octobre, lorsque l'empereur et l'impératrice rentrèrent à Saint-Cloud (1), où le roi de Rome était resté pendant leur absence.

On commençait déjà à sentir les approches de la disette ; le blé était fort rare dans les provinces méridionales. C'est dans cette occasion que je vis déployer à l'empereur une activité d'esprit que je ne lui connaissais pas encore : il se faisait remettre les états des magasins à blé comme on lui aurait remis ceux de l'armée ; il tenait très fréquemment, tous les deux jours, par exemple, un Conseil de subsistances où assistait tout ce qui était convoqué pour y apporter le tribut de ses lumières. L'empereur eut alors à regretter d'avoir congédié la compagnie des vivres ; le Conseiller d'Etat qu'il avait mis à la tête de cette administration (M. Maret, frère du ministre secrétaire d'Etat) était un fort honnête homme ; mais il ne pouvait être que régulateur d'opérations, il n'était point capitaliste : il fallut que l'empereur lui donnât des sommes énormes pour tenir l'approvisionnement de Paris au complet. On avait fait la plus grande de toutes les fautes en se servant pour l'armée des farines de Paris, dont on avait laissé vider les magasins : si, dans un moment comme celui-là, l'empereur avait été absent, il y aurait infailliblement eu de très grands désordres, parce qu'en matière d'argent personne n'aurait osé prendre sur lui d'ordonner, et que d'un autre côté, le ministre du trésor public n'aurait pas acquitté ce qui aurait

(1) L'empereur rentre à Saint-Cloud le 11 novembre 1811, à six heures du soir (D. L.).

été tiré sur lui sans l'autorisation de l'empereur. Ce fut donc encore l'empereur qui fit tous les métiers dans cette circonstance ; mais, quels que fussent les soins qu'il avait recommandé que l'on prît, et dont il donna l'exemple à tout le monde, il dut encore avancer des sommes énormes à l'approvisionnement de Paris pour tenir le prix du pain à un taux proportionné au prix de la journée de l'ouvrier ; il dut faire ajouter jusqu'à 12 et 15 francs à chaque sac de blé pour que le pain restât à 16 sous les quatre livres. Il résulta de là que le pain se trouva à meilleur marché à Paris que dans les campagnes, en sorte que celles-ci vinrent de tous côtés en acheter à Paris pour le porter au dehors et le vendre, ce qui augmentait la consommation de la capitale, et par conséquent les dépenses de l'administration, chargée de tenir le pain à un prix modique.

Tout cela donnait de l'humeur à l'empereur. Il faisait tout ce qui était en lui pour apporter au moins l'aisance dans cette classe de la population pour laquelle le pain est la première des dépenses, et l'on était forcé de reconnaître qu'il y avait absence de ressources : aussi nous passâmes un hiver cruel à Paris. Il y eut beaucoup de vols, et quoique l'on eût multiplié les fourneaux économiques, dans lesquels on cuisait par jour une immense quantité de soupes qui se donnaient au prix le plus modique, on eut beaucoup de peine à éloigner le mal que donne à des malheureux la peur de mourir de faim.

En même temps que l'empereur faisait tous ses efforts pour maintenir les subsistances des pauvres au plus bas prix possible pour la circonstance, il leur fournissait les moyens de gagner un peu plus d'argent en les faisant travailler ; c'est à cette occasion qu'il fit ouvrir les travaux du canal de Saint-Maur près Paris. Ce canal devait joindre la Marne à la Seine, en évitant quatre ou cinq lieues de détours que cette première rivière fait avant d'arriver à Charenton. Il devait avoir une double utilité, en ce que l'on se proposait de construire dessus un grand nombre de moulins, qui, en accélérant la mouture,

eussent diminué les frais de la boulangerie, et par conséquent celui du pain à Paris.

Ces travaux s'exécutaient si près de la capitale, que les familles les plus indigentes pouvaient y aller travailler, et y subsister au moyen des fourneaux à la Rumford que l'on avait fait établir sur les lieux (1). De cette manière, un ouvrier avait vécu

(1) Benjamin Thompson comte de Rumford, fut un physicien et un philanthrope célèbre ; né en 1752, dans l'Amérique du Nord, il était major de la milice de son canton, en 1772. Lorsque les Anglais évacuèrent Boston, en 1776, Thompson fut choisi pour porter à Londres la nouvelle des échecs dont cette retraite était la conséquence inévitable ; lord Gerville retint l'envoyé près de lui et le fixa par un emploi dans ses bureaux, puis enfin par une place de sous-secrétaire d'Etat. Mais Thompson donna sa démission, obtint de rentrer dans l'armée active, et contribua beaucoup à une nouvelle organisation de la cavalerie anglaise. Puis il revit encore une fois l'Amérique pour y combattre ses anciens compatriotes et leurs alliés, et gagna le grade de colonel. Après la paix de 1783, l'Electeur de Bavière, dont il avait fait la connaissance à Londres, le pressa d'entrer à son service ; et Georges III, par une distinction flatteuse, lui accorda la permission de s'attacher à un prince étranger tout en conservant la demi-solde de son grade dans l'armée anglaise. Ce prince le créa en outre *baronnet*. A Munich, le colonel Thompson devint l'âme d'une série de mesures qui augmentèrent sensiblement le bien-être général. C'est ainsi qu'il contribua à l'extinction de la mendicité, à la fondation de maisons de travail et à la création de nouvelles manufactures.

La culture de la pomme de terre n'était pas encore introduite en Bavière ; grâce à lui, elle s'y propagea promptement. Une nourriture substantielle, préparée afin de diminuer tous les frais, fut offerte à très bas prix à la classe pauvre et laborieuse. Elle consistait en une espèce de soupe, qui a gardé le nom de *soupe à la Rumford*. Des cheminées économiques, de son invention, donnèrent le moyen de se chauffer beaucoup mieux, tout en épargnant le combustible, etc. La Bavière devint à cette époque la terre classique des institutions de bienfaisance et du perfectionnement des arts les plus usuels. Les services que le colonel Thompson rendait ainsi à l'Etat furent récompensés par le grade de lieutenant général des armées bavaroises et par le titre de *comte de Rumford*, nom que l'illustre américain a porté depuis lors, et qui est resté

et se trouvait encore avoir une bonne partie du prix de sa journée de reste.

L'empereur fit activer les travaux des canaux de Saint-Denis et de l'Ourcq dans le même but. Son projet était, comme on le sait, de joindre par un canal de navigation le grand bassin de la Villette à celui que l'on construisait dans les anciens fossés de la Bastille, et de joindre le bassin de la Villette à la Seine par le canal de Saint-Martin. Ces travaux sont aujourd'hui achevés, et l'on sait quelle extension ils ont donnée au commerce de la capitale. Un monarque dans l'esprit duquel entrent de semblables

attaché à ses œuvres. Durant un voyage qu'il fit en 1799, en Angleterre, ses lumières et son zèle furent mis à contribution ; il eut à fonder et mettre en activité des établissements à l'instar de ceux dont la Bavière lui était redevable ; il propagea ses méthodes économiques, et trouva le moyen d'y ajouter encore quelques perfectionnements. A son retour en Bavière, il se mit à rédiger le seul ouvrage qu'il ait publié, sous le titre d'*Essais et expériences politiques, économiques et philosophiques*. Ce travail était à peine fini lorsque le comte de Rumford perdit son protecteur et son ami, l'Electeur Charles-Théodore. Les liens qui l'attachaient à ce pays étant rompus, il vint s'établir en France dès que la tourmente révolutionnaire fut apaisée. Le savant étranger était veuf alors ; il rencontra la veuve Lavoisier ; la convenance des goûts, des opinions, des vues, une parfaite sympathie les rapprocha, et bientôt l'hymen les unit. En 1802, l'Institut s'adjoignit le comte de Rumford, dont les travaux lui furent utiles jusqu'au moment où les infirmités de la vieillesse mirent fin à cette incessante activité. Il habitait Auteuil, près Paris ; et c'est là que la mort vint le frapper, le 22 août 1814.

L'on voit au musée d'artillerie, à l'Hôtel des Invalides, un projet de voiture portant des marmites à la Rumford. Une plaque encastrée dans le bois, porte l'inscription suivante : « Le 6 janvier 1806, LL. MM. Napoléon 1er, empereur des Français et roi d'Italie, et Maximilien-Joseph, roi de Bavière étant à la chasse près de Baierbrunn, ont daigné goûter les premiers à la soupe à la Rumford, faite dans ces marmites ambulantes, inventées par Rut. Baumgartner, conseiller actuel de S. M. le roi de Bavière. Exécuté en grand, par Martin Roth, carrossier, et ce modèle, d'après l'original, par Sos Settle, mécanicien à Munich. » (D.L.)

conceptions, dont il suit les détails avec une précision mathématique, mérite qu'on garde sa mémoire.

L'empereur ne s'en tint pas à faire travailler des terrassiers ; il commanda de l'ébénisterie et de la menuiserie dans le faubourg Saint-Antoine, de même que dans tous les ateliers d'ouvriers de différentes professions ; il fit confectionner toute sorte d'objets nécessaires aux armées. Il donna dans cet hiver l'argent à pleines mains, et avec sa régularité sans pareille, il n'obéra point ses finances ; il supporta directement la dépense des objets de luxe qu'il avait commandés, et en embellit les palais et musées du gouvernement ; il en fit aussi des cadeaux à un grand nombre de personnes,et il fit supporter par les budgets des ministres dans les départements desquels les objets confectionnés rentraient, les sommes qu'ils avaient coûtées, par exemple, celui de l'intérieur et celui de la guerre. De cette manière, il remplit ses magasins, soulagea l'indigence, et arriva sans incidents fâcheux à la fin d'une cruelle saison qui semblait nous annoncer de bien grands malheurs. J'ai vu le compte des sommes qu'il lui en coûta seulement pour payer la différence qu'il y avait entre le prix auquel il achetait le blé et celui auquel il avait ordonné que l'on tînt le pain. Ces sommes me paraissaient invraisemblables, elles passaient une dizaine de millions ; j'étais assez près de l'administration alors, pour être convaincu que, sans la prodigieuse activité de l'empereur, malgré ces grands secours, nous ne serions pas sortis d'embarras.

Il en était persuadé lui-même ; son mécontentement était extrême contre l'administration des vivres, qui n'avait que des comptes en règle et des magasins vides : aussi s'occupait-il lui-même de recréer l'ancienne compagnie des vivres, qu'il aurait établie à l'instar de la banque, de manière à pouvoir l'aider, dans le besoin, de tous les capitaux qui auraient été nécessaires, sans s'exposer à être encore dupe de quelque grand agiotage, comme il l'avait été en 1805. Ce projet ne fut point exécuté, parce qu'il fut encore entraîné à la guerre.

C'est une chose honteuse que de voir un pays comme la France exposé à des disettes de blé. On ne les connaît pas dans les déserts, ni dans les pays où le blé est apporté d'un autre hémisphère. Il n'y a cependant qu'une seule observation à faire pour s'en garantir ; mais il faut pour qu'elle le soit d'une manière constante, qu'elle s'exerce par des intéressés, et non par des administrateurs qui ne soignent jamais que leur responsabilité. L'empereur en était convaincu, et il allait s'en remettre à eux.

Une suite d'observations a prouvé que la disette arrivait en France tous les neuf ans, à des distances irrégulières, plus ou moins rapprochées, selon que de grands événements avaient plus ou moins interrompu les communications. On en avait éprouvé une en 1802 ou 1803 ; on en éprouva une en 1811, et ce fléau s'est reproduit en 1817. L'hiver fut assez triste ; on ne vit aucun de ces événements qui occupent toute une société ; il se passa en dîners de représentation, et l'on n'eut que très peu de plaisirs.

CHAPITRE II

Le prince de Bénévent et ses ennemis. — Supercherie. — Madame Auguste Talleyrand a recours à l'empereur. — Décision de ce prince. — La mésintelligence éclate entre la France et la Russie. — Rappel de M. de Caulaincourt. — La guerre paraît inévitable. — Considérations générales sur la position respective des deux Etats.

Ce fut dans cet hiver que le prince Poniatowski vint à Paris. L'empereur avait été si content de ses services pendant la campagne de 1809, qu'il lui fit toute sorte de bons accueils. Il recommanda même qu'on lui en fît partout, et lorsqu'il fut au moment de retourner en Pologne, il lui fit cadeau de cent mille écus. Je crois qu'indépendamment de cet argent, il lui donna un autre domaine que celui qu'il lui avait déjà donné après la paix de Tilsitt.

Il traita moins bien M. de Talleyrand. Ce prince était depuis quelque temps l'objet d'attaques continuelles. Les unes étaient plus ou moins justes, les autres portaient évidemment à faux. C'était une lutte de jalousie et d'amour-propre ; M. de Talleyrand savait user de ses avantages, il épiait l'occasion, et quand il avait saisi le défaut de la cuirasse, trois ou quatre bonnes saillies, qui pénétraient au vif et portaient bien leur adresse, faisaient justice de ceux qui s'attaquaient à lui. Ils s'emportaient davantage, Talleyrand riait de l'exaspération qu'il avait causée ; l'irritation devenait plus vive, les propos se multipliaient : mais comme Talleyrand avait un salon que les envoyés diplomatiques avaient conservé l'habitude de fréquenter, il se trouvait en mesure de repousser avec un avantage foudroyant les traits qu'on lui décochait, tandis qu'au contraire la partie adverse n'avait aucun rapport avec la partie de la société qu'il fréquentait. Cependant il fut pris à son

tour, et donna à rire à ses ennemis. J'ignorais l'anecdote lorsque l'empereur me manda un dimanche matin, et me réprimanda vivement de lui avoir laissé ignorer une particularité qui concernait M. de Talleyrand. « Si ce qu'on m'a dit est vrai, ajouta-t-il, je lui ferai bien payer les trois cent mille francs qu'il a promis de donner. »

Ce récit était une énigme pour moi. J'attendais qu'il m'en dît davantage, et j'appris qu'après la messe il devait recevoir madame Auguste Talleyrand, qui était arrivée la veille pour une réclamation, et avait demandé à lui être présentée.

Cette jeune femme était venue comme un courrier de Berne, où son mari était ambassadeur, demander justice à l'empereur contre une action infâme qu'elle attribuait à M. de Talleyrand, et afin de ne pas être éconduite, elle s'était adressée à la femme du ministre des relations extérieures comme étant celle qui devait l'introduire.

L'empereur, qui n'avait entendu que la version de cette jeune femme, était singulièrement indisposé. Heureusement je connaissais toute l'aventure de cette prétendue dette de M. de Talleyrand. Cette affaire, si elle n'était pas irrépréhensible, n'était du moins pas coupable comme on l'avait fait entendre à madame Auguste. Je me hâtai de rendre compte à l'empereur de la manière dont la chose s'était véritablement passée.

Lorsque M. Auguste de Talleyrand, ministre de France en Suisse, voulut se marier, il porta ses hommages à une jeune personne d'Orléans, qui était fort riche. Sa demande fut agréée, mais les parents exigèrent qu'il apportât cent mille écus au contrat, condition sans laquelle ils ne voulaient pas donner leur élève, qui était, je crois, leur nièce ; cette précaution était sage de leur part ; en se mariant, le mari devenait administrateur de sa fortune : il était prudent de lui faire donner des garanties de son administration.

M. Auguste de Talleyrand, n'ayant pas les cent mille écus, vint conter son embarras à M. de Tal-

leyrand, alors ministre des relations extérieures. Il lui demanda de lui prêter cette somme sur son simple billet, observant qu'il était jeune, et qu'il faudrait qu'il fût bien malheureux pour ne pas gagner dans sa vie cent mille écus. Non seulement M. de Talleyrand lui prêta cette somme sur son simple billet, mais encore sans intérêt.

Ce billet resta entre ses mains jusqu'à ce que des pertes d'argent auxquelles il était étranger l'obligèrent à s'en dessaisir. Il avait un autre parent, que je ne nomme pas, parce que j'ai à me plaindre de lui personnellement ; il était dans un extrême embarras, et ne pouvait se procurer des fonds : sa position était telle qu'il fallait qu'il en eût, ou qu'il éprouvât des désagréments pénibles. Il vint voir M. de Talleyrand, et lui raconta le cas dans lequel il se trouvait. Il le pria de considérer que le nom de leur famille pourrait éprouver une flétrissure, faute d'un secours qui lui était indispensable.

M. de Talleyrand était fort embarrassé. Il venait d'éprouver des faillites de tous côtés, et n'avait que le billet dont je viens de parler ; il le montra au solliciteur, en lui disant qu'il ne lui restait que cela, que c'était la première fois que ce titre voyait le jour. Il lui observa qu'il n'en avait fait aucun usage au moment de ses embarras personnels, parce qu'il y aurait eu autant d'inconvénients attachés à un affront fait à la signature du souscripteur qu'au sien. Il lui dit cependant de chercher un prêteur sur gages ; que, s'il en trouvait un, il lui remettrait l'effet, mais qu'il fallait se réserver la faculté de le retirer aussitôt qu'il en aurait les moyens.

Le parent accepte. Il avait, disait-il, un prêteur tout prêt. M. de Talleyrand cède, mais le billet n'est pas plutôt hors de ses mains, qu'il est négocié sur place, et présenté quoique sans échéance à M. Auguste de Talleyrand. Celui-ci ignorait toutes ces circonstances ; il se crut joué, et soupçonna que M. de Talleyrand, des mauvaises affaires duquel il avait entendu parler, avait été réduit à l'accabler. D'un autre côté, madame Auguste de Talleyrand n'était

plus un enfant, elle gouvernait ses affaires et voulut savoir ce que signifiait ce billet ; il paraît que l'on se tira du mauvais pas en lui disant que c'était une somme donnée, que l'on avait promis de ne jamais réclamer, et que la mauvaise situation dans laquelle on disait qu'était M. de Talleyrand lui avait sans doute fait une nécessité de manquer à sa parole. Madame Auguste fut indignée ; peut-être dans un premier moment alla-t-elle jusqu'à soupçonner que le prince s'était prêté à une supercherie. Elle prit la poste, et accourut implorer la justice de l'empereur.

L'empereur eut de la peine à croire à une action semblable. Il se contint néanmoins, ne dit rien de désagréable à M. de Talleyrand lorsqu'il se présenta à l'audience ordinaire qui suivait la messe ; mais il écrivit à M. l'archichancelier pour le charger de prendre connaissance de cette affaire, et M. de Talleyrand porta la peine de la supercherie à laquelle on l'accusait quoique à tort de s'être prêté : il compta les cent mille écus, après quoi madame Auguste reprit la route de Bâle.

Il n'échappa pas à M. de Talleyrand que l'empereur n'avait pas paru disposé à le ménager ; il se garda bien d'avoir l'air de s'en apercevoir, et en devint beaucoup plus prudent encore (1).

(1) En racontant ce fait, qui est devenu pour M. de Talleyrand une cause de plus de ressentiment contre l'empereur, je n'ai eu pour but que d'expliquer comment l'empereur fut conduit à se mêler de cette affaire, où je n'ai eu d'ailleurs aucun intérêt personnel.

Pour répondre à la réclamation que M. Auguste Talleyrand a fait insérer dans les journaux de la fin de septembre 1828, je dirai que je tiens tous les détails que j'ai rapportés, non de l'empereur, ni de la bouche d'un agent, mais de M. le prince de Bénévent lui-même, qui, se voyant menacé des conséquences les plus fâcheuses par la suite de la conduite d'un des siens qu'il avait obligé, a cru devoir venir près de moi pour chercher à détourner le coup qui allait l'atteindre, et me donner les moyens de plaider sa cause près de l'empereur, qui n'avait plus de bienveillance pour lui.

M. Auguste prétend avoir voué à M. de Talleyrand une grande reconnaissance pour son prêt obligeant. Le fait est

Il y avait trop de grands événements à l'horizon pour que le monde s'occupât de bagatelles locales ; il était déjà à peu près reconnu qu'il devait y avoir incessamment une rupture entre la Russie et la France.

L'empereur avait rappelé M. de Caulaincourt, sur les instances que lui-même avait faites pour revenir à Paris ; il voyait sans doute ce qui se préparait, et ne voulait pas se trouver dans une situation à trahir ses devoirs ou à manquer à la reconnaissance que devaient lui inspirer les procédés délicats dont il avait été l'objet à la Cour de Russie pendant près de quatre ans. L'empereur lui-même le concevait, quoique je lui aie entendu manifester que cette position de son ambassadeur, ainsi que le déplorable résultat de sa mission, étaient plutôt la conséquence de sa conduite personnelle que celle des événements (1), que la Russie avait pu faire tourner à son gré, tandis qu'un ambassadeur de France devait les diriger, s'il ne s'était pas laissé déchoir des avantages sur lesquels il se trouvait placé en arrivant à cette Cour.

cependant que le voyage de madame Auguste ne pouvait pas être entrepris dans une circonstance plus opportune pour accabler M. de Talleyrand, et on ne pouvait ignorer en Suisse sa position sous les rapports politique et financier. Du reste, je ne m'établis pas juge de cette question. Le fait est que M. de Talleyrand fut victime, parce que les efforts que je fis pour le défendre dans cette affaire restèrent sans succès. C'est sur la démarche de madame Auguste et des protecteurs auxquels elle s'était adressée à Paris, au lieu de sa famille, et sur le résumé de M. l'archichancelier, que l'empereur a prononcé en faveur de son ministre en Suisse. *(Note de l'édition originale).*

(1) Je l'ai vu, au retour de l'île d'Elbe, encore très irrité d'une lettre écrite par M. de Caulaincourt à l'empereur Alexandre, dans laquelle ce ministre se disculpait de toute participation à l'affaire du duc d'Enghien. Cette lettre, publiée dans le *Journal des Débats*, m'a paru expliquer tout ce qui est arrivé, parce qu'elle avait dû mettre notre ambassadeur à la disposition de l'empereur Alexandre *(Note de l'édition originale).*

L'empereur envoya en Russie son aide de camp, le général Lauriston, pour remplacer M. de Caulaincourt ; ce choix devait plaire aux Russes, mais il était bien tard pour qu'un nouvel ambassadeur eût le temps d'étudier le passé et de détourner l'avenir. Avant de commencer le récit de cette guerre, je dois dire comment on fut contraint de la faire, car pour la désirer et l'avoir recherchée, je pourrais déposer en faveur de l'opinion que l'empereur en a été contrarié au dernier point, si le sens commun le plus ordinaire ne réprouvait de lui-même le soupçon qu'il l'avait provoquée, au milieu de tous les embarras qu'il avait déjà.

Les puissances de l'Europe ne faisaient plus à la France qu'une guerre d'extermination, et celle-ci ne combattait plus que pour sa défense ; elle était sortie victorieuse de toutes les attaques dont elle avait été l'objet, mais l'empereur avait reconnu qu'il était nécessaire pour elle d'avoir une alliance étrangère imposante. Il avait cherché à s'allier avec la Russie malgré tous les inconvénients que cette détermination pouvait avoir pour lui personnellement, puisque la grande duchesse Anne Paulowna n'avait alors que quinze ans, néanmoins il en faisait le sacrifice à l'intérêt général, et assurément il n'y a guère de particulier qui ne se serait trouvé blessé de la réponse que l'empereur reçut dans cette occasion.

La demande en mariage de la princesse Anne Paulowna fut faite tout à fait entre les deux souverains, et rien n'aurait dû en transpirer, puisqu'il n'y eut point de demande officielle. Je crois même que la chose aurait pu s'arranger, parce que, dans la réponse de l'empereur Alexandre, si on y remarquait un peu de défiance, on y voyait aussi de la bonne foi, au moins en apparence.

Pour que cette proposition ait transpiré, il faut que l'un des deux empereurs en ait parlé. Je n'ai pas pour objet d'expliquer pourquoi l'ouverture de l'empereur Napoléon ne réussit pas ; mais il venait de s'attacher à l'Autriche, la haute politique des grandes puissances dut nécessairement se ressentir de l'union

qu'il avait contractée, puisqu'elle l'éloignait de la Russie.

Le fait est qu'après avoir renoncé à des avantages de guerre immenses sur les Russes, uniquement pour avoir leur alliance, nous la perdîmes, même après leur avoir abandonné nos alliés naturels, les Turcs et les Suédois, et que nous nous unîmes aux Autrichiens, avec lesquels nous semblions irréconciliables.

On ne se fût jamais attendu à un tel résultat, si le mariage de l'archiduchesse Marie-Louise n'eût semblé un gage de la disparition de tous les ressentiments, suite naturelle de malheurs qui étaient encore bien récents. L'alliance fut donc cimentée avec l'Autriche, et rompue avec la Russie : tant il est vrai qu'en politique il suffit d'un pas hors de la ligne naturelle pour être entraîné dans des difficultés inextricables.

L'empereur voulait la paix en Europe ; il ne pouvait pas la maintenir seul, à moins de tenir la nation continuellement sous les armes et d'obérer ses finances. D'ailleurs l'expérience avait prouvé que ce n'était même pas un moyen d'éviter la guerre ; que c'était au contraire un motif d'inquiétude pour la sécurité des États voisins, et conséquemment les autoriser à recourir aux armes aussitôt qu'ils croiraient avoir trouvé une occasion favorable. La guerre de 1809 lui avait encore démontré que, malgré son alliance de Tilsitt, il ne pouvait pas compter sur la Russie pour maintenir la paix ; il résultait de là qu'il se trouvait n'y avoir non seulement rien gagné, mais que, de plus, il pouvait encore être attaqué par une coalition plus forte que les précédentes, pendant que lui-même ne pourrait plus se présenter dans l'arène avec des forces aussi imposantes que précédemment.

L'empereur avait, de son propre mouvement, saisi l'occasion de contracter avec la Russie le seul rapprochement qu'il avait été possible à la France d'établir ; il avait voulu le rendre plus intime, et, au lieu d'être accueilli, il avait rencontré du refroidissement. Quelle qu'en eût été la cause, le résultat était constant : dès lors l'empereur fut fondé à

craindre que de tout ce qu'il croyait avoir immuablement fixé entre les Russes et lui, il n'y avait rien de solide. Il dut naturellement penser que si tels étaient les sentiments de la Russie à son égard, alors que lui-même cherchait à s'en rapprocher davantage, ces mêmes sentiments avaient dû prendre encore plus d'animosité depuis qu'il s'était allié à l'Autriche. De plus, il voyait bien que la Russie avait gagné sur lui un avantage considérable par la résistance qu'il éprouvait en Espagne, et qu'indubitablement elle deviendrait le pivot d'une nouvelle coalition dans une circonstance opportune, parce que rien ne s'opposait à un rapprochement entre les Russes et les Autrichiens, et particulièrement entre les Russes et les Prussiens. D'un autre côté, l'Angleterre était trop occupée de l'idée de se replacer sur le continent pour n'avoir pas aperçu ce moyen de s'y introduire de nouveau.

L'alliance de Tilsitt n'avait eu lieu que pour arriver à l'abaissement de l'Angleterre, c'est-à-dire à la pacification générale ; car le seul obstacle qui restait à la paix était l'Angleterre. La paix a toujours été le but de l'empereur Napoléon, car il était trop éclairé pour ne pas voir qu'il n'y avait de stabilité, de salut même pour lui que dans la paix.

L'Angleterre avait proclamé en plein Parlement la guerre perpétuelle ; elle n'a pas dévié de ce principe. La France, en s'attachant à la Russie, avait adopté le seul moyen d'atteindre son but.

Le jour où la Russie se rapprochait de l'Angleterre, la base du système était frappée, et la situation devenait pire que jamais ; aussi l'empereur regretta-t-il amèrement de voir que les affaires n'avaient pas été conduites avec plus d'habileté. Il fit tous les sacrifices et épuisa tous les moyens de conciliation qui étaient en son pouvoir, pour ramener la Russie aux vrais intérêts européens ; il échoua contre les séductions du Cabinet anglais, contre les irrésistibles efforts d'une puissance qui combattait pour son existence avec toutes les ressources que donnent les trésors, le commerce du monde et le génie des affaires

L'empereur Napoléon, condamné à la guerre, dut s'y résoudre et laisser en souffrance les grands intérêts qu'il avait en Espagne ; il fallut la faire avec tous les désavantages d'une position si différente de celle où il se trouvait avant son alliance avec la Russie.

Il avait renoncé à tous les avantages que pouvait lui donner la bataille de Friedland ; il avait scrupuleusement rempli toutes les conditions auxquelles il s'était engagé, et la Russie manquait à celles qui seules avaient du prix pour lui (1), qui seules l'avaient décidé à s'unir à elle, et sur l'observation desquelles il avait trop compté.

La Russie avait gagné à notre alliance une augmentation de puissance et des possessions précieuses autant par leur convenance que par leur étendue ; elle s'est réparée pendant que nous étions engagés dans les affaires d'Espagne, auxquelles on n'eût pas songé, si l'on avait cru être dans le cas de revenir dans le nord. La Russie se déclarait contre nous, et nous trouvait avec tous nos embarras anciens et ceux d'Espagne par surcroît (2).

La France, une fois obligée de se séparer des Russes, ne pouvait pas avoir d'autre projet raisonnable que celui de fonder une puissance qui, en étant son alliée naturelle, pût aussi être assez forte pour s'établir comme balance entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, afin qu'en cas de coalition contre la France, cette puissance, dont l'existence aurait été inséparable de la sienne, pût faire cause commune avec elle, et lui apporter une masse de forces qui dispensât celle-ci de mettre encore sa population sous

(1) On vendait à Leipzig et même à Mayence du sucre et du café qui venaient de Riga.

(2) Je me rappelle qu'étant en 1808 en Russie, j'eus une discussion chez l'empereur Alexandre sur divers officiers de notre armée. L'empereur s'en mêla, et répondit, en m'adressant la parole : « Vous avez raison, parce que votre maître « est incomparablement au-dessus de tout ce qui a com- « mandé des armées ; mais après lui nous verrons. » *(Note de l'édition originale).*

les armes ; avec l'élévation de cette puissance, on aurait pu compter sur de longues années de paix.

D'après tout ce qui paraissait vraisemblable, c'était la Pologne que la France voulait régénérer ; elle formait une nation nombreuse ; réunies déjà par une même langue, les mêmes habitudes et les mêmes souvenirs, ses troupes avaient acquis une gloire digne de la gloire militaire de toutes les autres armées ; de plus, elle avait toujours été l'alliée de la France, ainsi que de ses alliés.

Indépendamment de ces considérations, les portions que la Prusse et l'Autriche en avaient eues en partage étaient déjà réunies à peu de choses près, et il venait d'être stipulé avec cette dernière que, dans le cas où la Pologne serait régénérée, les provinces illyriennes lui seraient rendues en échange de la partie de la Gallicie qu'elle possédait encore. Il n'y avait donc plus qu'à reprendre sur la Russie les provinces polonaises qu'elle avait envahies.

Les Russes avaient à Paris un espionnage dont j'ai parlé tout à l'heure, et par le moyen duquel ils étaient parvenus à être informés de l'état des forces que la France allait déployer, si la campagne s'ouvrait. C'est alors seulement que l'empereur commença à reconnaître que tout ce que je lui avais dit dans le temps du motif du séjour à Paris de l'aide de camp de l'empereur de Russie était vrai, et qu'il m'ordonna de faire mon possible pour découvrir quels pouvaient être ses canaux d'intrigues et d'informations ; il avisa en même temps aux moyens de parer au développement successif des forces de la Russie.

CHAPITRE III

Mesures de prévoyance que prend l'empereur. — Schwartzenberg. — Le général Jomini. — Tentatives de Czernitchef. — Ses artifices. — Les relations extérieures. — Le préfet de police. — Malice. — Découverte du système de corruption organisé dans les bureaux. — Michel. — Moyens qu'il emploie pour se procurer les états de situation qu'il livre à Czernitchef. — Baptême du roi de Rome. — Fête donnée par la ville de Paris. — L'impératrice. — L'empereur *nettoie* son cabinet. — Instructions particulières que me donne l'empereur avant son départ. — Mesures prises pour connaître l'état de l'opinion publique. — Un ministre de la police doit avoir la main légère. — Sous quel point de vue l'empereur envisage la guerre.

L'on avait tiré de la France à peu près tout ce que l'on pouvait lui demander ; on retira d'Espagne les troupes polonaises, qui furent envoyées dans le duché de Varsovie.

L'empereur appela tout ce qu'il put réunir depuis Naples jusqu'à Bayonne, et comme il laissait ainsi une immense quantité de pays sans défense, il songea à les préserver de toute invasion, en emmenant avec lui les troupes autrichiennes et prussiennes, les seules qui auraient pu lui donner de l'inquiétude s'il eût éprouvé un revers, comme cela lui était arrivé en 1807 à Eylau ; en second lieu, il fallait prévoir qu'au moment de couronner son œuvre à la fin de la campagne, il aurait pu surgir, des Cabinets de ces puissances, des prétentions qui auraient remis tout en problème : elles auraient eu d'autant plus beau jeu, qu'elles se seraient trouvées avec des forces considérables sur les derrières de l'armée française, qui alors eût vraisemblablement été aux extrémités de la Pologne.

Ce sont ces puissantes considérations qui détermi-

nèrent l'empereur à faire négocier avec l'Autriche la mise en campagne, comme auxiliaire de l'armée française, d'un corps de trente mille hommes, et avec la Prusse celle d'un corps de quinze mille. Ce dernier fut commandé par le général York, et le premier par le prince de Schwartzenberg, qui était alors ambassadeur d'Autriche à Paris. L'empereur lui avait fait proposer de faire la campagne, parce qu'il le connaissait déjà, et que des habitudes de communications étaient établies avec lui ; il était estimé à Paris, et aimé de toute la société. Ce prince témoigna qu'il serait flatté de servir sous les ordres de l'empereur, et accepta avec empressement l'offre qui lui était faite. L'empereur fit alors connaître à l'empereur d'Autriche qu'il lui serait agréable de voir l'armée autrichienne commandée par le prince de Schwartzenberg ; François s'empressa d'adhérer à la demande, et Schwartzenberg alla se mettre à la tête du corps autrichien qui devait agir avec nous. Il réunit le titre de général en chef au caractère d'ambassadeur qu'il conserva, en laissant toutefois à Paris un chargé d'affaires.

Nous étions vers le milieu de février, les dernières dispositions de l'empereur se poussaient avec une très grande activité. Ce prince savait à jours comptés où se trouvait chaque corps de troupes qui marchait sur le Niemen.

Celles qui venaient d'Italie passaient par le Tyrol, la Bavière et la Saxe, pour se rendre sur la Vistule ; les autres marchaient de la Hollande et de Hambourg sur Berlin, et il n'y avait pas de grande route qui ne fût couverte d'appareils de guerre.

La légation russe était toujours à Paris ainsi que l'aide de camp de l'empereur de Russie. Je venais d'apprendre d'une manière non équivoque qu'il avait négocié l'émigration du général Jomini au service de la Russie. Ce général jouissait dans l'armée de la considération due à son talent d'historiographe ; il était, en cette qualité, attaché à l'état-major de l'empereur, qui en faisait un cas particulier.

Je fus d'autant plus surpris de cette proposition

de l'aide de camp de l'empereur Alexandre, que je ne croyais pas que le général Jomini eût aucun sujet d'être mécontent de sa position ; cependant le fait était si constant, que je me décidai à en parler moi-même à cet officier. Il ne m'avoua pas positivement le fait ; il ne le nia pas non plus, en sorte que je vis bien qu'on lui en avait effectivement parlé. Je lui glissai quelques mots de la manière de penser des Russes sur les transfuges ; il repoussa loin de lui la seule pensée d'une lâche désertion. L'aide de camp de l'empereur Alexandre ne s'en était pas tenu là : il avait poussé l'impudence jusqu'à se rapprocher d'un des premiers secrétaires du prince de Neuchâtel, qui, comme l'on sait, était major général de l'armée ; ses secrétaires étaient conséquemment placés de manière à procurer les informations les plus importantes. L'officier russe ne craignit pas de lui offrir des gains énormes, s'il consentait à entrer en communication avec lui pendant le courant de la campagne, l'assurant qu'il ne courait aucun danger, parce qu'on aurait soin de ne jamais le mettre dans le cas d'expédier des messagers ; on lui en enverrait au contraire sur lesquels il pourrait compter.

Le secrétaire refusa et voulut bien ne pas nuire à l'officier russe en divulgant cette proposition, qui l'eût perdu de considération à Paris ; mais il en fit prévenir le prince de Neuchâtel, qui en fit part à l'empereur le jour même où je lui rendis compte des particularités que je viens de rapporter. L'empereur vit clairement que le séjour de ce jeune officier à Paris n'avait pas un autre but que d'organiser la corruption parmi tout ce qui l'entourait. Il témoigna quelque mécontentement qu'on eût affecté de lui en parler avec tant d'intérêt, qu'il avait fait dire partout qu'il verrait avec plaisir qu'on le traitât bien. Il y a toujours un mouvement de dépit qui est inséparable de la conviction d'avoir été dupe.

Dans cette occasion, le jeune officier russe avait si bien mis à profit la bienveillance du ministère dont il dépendait, qu'il était devenu une petite puissance à laquelle il était maladroit de déplaire.

L'empereur leva les épaules de pitié, qu'on lui eût fait accorder tant de bienveillance à un homme qui en méritait si peu, et ordonna qu'on le fît partir pour Saint-Pétersbourg. Je viens de dire que l'aide de camp russe avait su se faire un crédit qu'il était dangereux d'attaquer. On aura une juste idée du point où cela était poussé par l'anecdote suivante. Quoique l'empereur eût défendu dans le temps que l'on observât aucune des démarches de Czernitchef, je n'avais point discontinué de le recommander à la surveillance de son quartier. Le commissaire, pressé par les ordres qu'il avait reçus, essaya de placer, comme locataire, dans l'hôtel garni où demeurait cet officier, un agent qu'il chargeait d'observer tout ce qui venait le voir. Soit qu'il s'y prît mal, ou qu'il fût trahi, l'aide de camp de l'empereur fit grand bruit de ce manque d'égards ; il courut au plus vite chez son protecteur pour s'en plaindre, celui-ci d'en venir parler à l'empereur, qui me gronda de main de maître, en me disant : « Laissez-le là, M. Maret l'observe ; il a eu le talent de mettre chez lui un observateur ; on verra bien. Laissez faire Maret. »

Ceci se passait très peu de jours avant que j'eusse reçu l'ordre de pénétrer les occupations de cet étranger. Plus je voyais de persistance à me barrer le chemin, plus j'étais persuadé que tout le monde était dupe de ce jeune homme, qu'à tout prix je voulais dévoiler.

L'observateur placé chez l'officier russe n'y voyait jamais entrer personne, et cependant les débats du procès criminel qui a suivi cette découverte d'espionnage ont prouvé que le malheureux qui y a laissé la tête allait tous les jours à la même heure, non seulement chez Czernitchef, mais même chez l'ambassadeur Kourakine. J'avais un secret pressentiment que la surveillance se faisait mal, et la chose était si grave, que je persistai à la tirer à clair.

Je savais que l'aide de camp de l'empereur Alexandre allait partir, et que tout le monde faisait ses dépêches. A Paris, on rencontre des hommes de toute espèce ; depuis quelque temps, j'en avais un qui trou-

vait les combinaisons de la fermeture des cadenas à lettres (on les appelle cadenas à la Reynier). Si M. l'aide de camp ne fût pas parti, je serais probablement devenu le confident de tout ce que contenait l'armoire incrustée dans le mur à côté de la cheminée.

Je réussis enfin, par des moyens qu'il est inutile de dévoiler, à me rendre possesseur de tout ce qui composait la dépêche de l'officier russe, qui était à la date du 21 février 1812. Je tirai de son portefeuille le rapport qu'il adressait à l'empereur de Russie, avec la lettre qui l'accompagnait, la copie des instructions que l'empereur avait données l'avant-veille au ministre directeur de l'administration de la guerre sur des envois d'équipages militaires à l'armée, enfin un état sommaire de l'organisation de la Grande Armée, par corps d'armée, d'après des ordres donnés au ministre de la guerre duc de Feltre. Je résolus d'abord de m'assurer si je n'étais pas moi-même dupe de quelques pièges qu'on m'aurait tendus. J'allai à l'empereur, qui convint qu'il avait justement donné la veille les ordres dont il s'agissait. On semblait en avoir copié les originaux mot pour mot. Je n'hésitai plus alors : j'ordonnai à la police de Paris de franchir toute espèce d'obstacles (1) qui l'empêcheraient d'arriver à l'appartement de l'aide de camp, aussitôt qu'il serait monté en voiture pour se rendre en Russie. Je lui recommandai de s'emparer de tous papiers, vieux ou neufs, qui présenteraient la forme d'une lettre ou tout autre caractère analogue, et de ne pas craindre d'examiner partout ; je lui enjoignis de m'apporter ce qu'elle aurait trouvé aussitôt qu'elle en serait saisie.

Le jour du départ de l'officier russe, je m'avisai d'aller faire une visite au préfet de police, que j'aimais d'amitié. Je le trouvai fermant une lettre pour moi, dans laquelle il m'envoyait les copies de tout

(1) Parce qu'ordinairement on repousse les agents de police de toutes les maisons où ils se présentent *(Note de l'édition originale)*.

ce que l'on avait trouvé de papiers écrits dans la chambre de l'aide de camp de l'empereur de Russie : les originaux étaient sur la table prêts à être envoyés à M. le duc de Bassano, ministre des relations extérieures, qui les avaient demandés. Quoique je dusse me trouver blessé de ce que le hasard me faisait découvrir, je n'en fus pas surpris. Je ne laissai cependant envoyer que les copies et gardai les originaux. Ceci avait lieu un jeudi ; il y avait un petit spectacle à l'Elysée (1) ; je m'y rendis un des premiers avec le projet d'entretenir l'empereur avant la représentation : il n'avait pas même dîné lorsque j'arrivai, et venait de me faire demander, en sorte que je n'attendis pas. Il me dit en me remettant des papiers : « Tenez, M. le ministre de la police, voyez cela ; vous n'eussiez pas trouvé la cachoterie de cet officier russe, les relations extérieures ne l'ont pas manqué. »

J'ouvris le paquet en sa présence, et je reconnus toutes les copies que deux heures auparavant j'avais

(1) Depuis l'arrivée en France de l'impératrice Marie-Louise, l'empereur avait établi ces petits spectacles tous les jeudis, afin qu'elle pût juger du talent de tous les bons acteurs de la capitale. Il y avait peu de personnes invitées à ces représentations, qui étaient suivies de quelques parties de jeux. L'empereur aimait beaucoup la musique, particulièrement le chant italien ; il disait que la musique le reposait, et changeait la situation de son cerveau. La conversation d'un grand artiste l'intéressait ; je l'ai vu causer souvent et longtemps avec le célèbre Paësiello, avec Lesueur, et avec Lays, premier chanteur de l'Opéra. En s'entretenant de leur art avec eux, il portait autant d'attention à la conversation que lorsqu'il causait avec MM. de Laplace, Fontanes, Chaptal, Monge ou Bertholet. Il aimait de même à causer avec Talma, qui avait la permission de venir à son déjeuner ; ce célèbre acteur y manquait rarement le lendemain d'un jour où il avait joué un des grands rôles tragiques dans lesquels il est resté sans pareil. L'empereur aimait passionnément la tragédie, ainsi que tout ce qui parle à l'âme. Il était d'une grande générosité envers les personnes de talents, et jamais, sous Louis XIV, les artistes ne furent rémunérés avec autant de magnificence que sous son règne *(Note de l'édition originale).*

vues chez le préfet de police, et dont j'avais pris les originaux. Seulement les copies avaient encore été retranscrites, sans doute parce que l'on prévoyait que l'empereur me les renverrait, et que je reconnaîtrais l'écriture de la préfecture de police. On n'aurait pas mis tant de soins à cette petite supercherie, si l'on n'avait pas craint que l'empereur n'apprît comment on était devenu possesseur de ces papiers ; on voulait qu'il crût que c'était par d'autres moyens que ceux de la police de Paris que l'on avait fait cette découverte.

La lettre du ministre des relations y était jointe : il se hâtait d'envoyer à l'empereur la copie de tout ce qui avait été trouvé par ses agents chez l'officier russe. Cela devait infailliblement mener à découvrir le traître, et, pour ne pas perdre de temps, l'on n'avait pas envoyé les originaux. La lettre était conçue de manière à laisser croire que tout avait été découvert par le zèle des relations extérieures, sans cependant le dire positivement.

Je surpris bien l'empereur lorsque je lui montrai les originaux de ces copies, et que je lui expliquai comment et par qui cela avait été découvert. Je ne lui cachai pas le tour que j'avais joué aux relations extérieures, en faisant envoyer les copies au lieu des originaux qu'il demandait. Je lui appris ce qu'au reste j'apprenais moi-même dans le moment, c'est que cette prétendue surveillance des relations extérieures n'était rien autre qu'une petite complaisance de la préfecture de police, complaisance dont je défendis la continuation.

Un homme du talent de M. Maret était fait pour trouver d'autres moyens de crédit, et ce crédit eût pu devenir immense, avec un esprit comme le sien, qui était de force à embrasser tout ce que l'avenir nous amenait à grands pas.

Parmi les papiers saisis dans la chambre de l'aide de camp de l'empereur de Russie, se trouvait une lettre à son adresse, par laquelle on lui mandait d'être chez lui le lendemain à huit heures du matin, qu'on lui porterait quelque chose d'intéressant : c'était

un état général de l'armée, corps par corps, avec leur force et le détail de chaque espèce d'armes. Cette lettre, quoique écrite rapidement, était d'une écriture qui ne paraissait pas contrefaite. Elle avait été trouvée sous le tapis de pied à l'entrée de la cheminée. L'on ne put concevoir comment elle était restée là.

Après avoir longtemps cherché, je trouvai dans les bureaux de la guerre, un employé qui en reconnut l'écriture, et me dit le nom et la profession de celui qui l'avait écrite. C'était un autre employé attaché au ministère de l'administration de la guerre. Je l'envoyai chercher ; je lui présentai la lettre qu'il avait adressée à l'officier russe ; il la reconnut, avoua tous ses rapports avec lui, et dressa une déclaration de toutes les sollicitations et promesses qu'il lui avait faites pour le déterminer à se rapprocher de quelques camarades qu'il avait au bureau du mouvement des troupes, au ministère de la guerre. Il avait succombé à la séduction de l'aide de camp de l'empereur de Russie, et lui avait livré la copie de tous les ordres que l'empereur donnait à ce ministère (1).

Le bureau du mouvement est celui d'où partent tous les ordres des marches des troupes, des généraux et officiers, celui enfin dans lequel viennent se fondre les travaux des autres bureaux.

Tous les quinze jours, le bureau faisait pour l'empereur un état général de l'armée avec les mutations qui étaient survenues. Cet état formait un gros volume in-quarto, qu'on était dans l'usage de faire relier avant de le remettre. Comme la sévérité la plus rigoureuse se relâche toujours tôt ou tard, on avait fini, au ministère de la guerre, par charger un garçon de bureau, ancien soldat, de porter ce cahier chez le relieur, où il devait attendre que celui-ci eût fini pour le rapporter.

L'employé qui servait les Russes mit la circonstance

(1) Cet employé était entré pour la première fois en rapport avec l'officier russe sous prétexte de prendre des leçons d'écriture ; il donnait effectivement quelques leçons en ville *(Note de l'édition originale)*.

à profit. Il posta un de ses camarades sur la route que suivait le vieux soldat. La rencontre avait l'air d'être due au hasard, on faisait entrer le garçon de bureau au cabaret, on l'enivrait, on lui prenait son cahier, composé de feuilles réunies, mais non assemblées ; on le passait dans une pièce voisine où se trouvaient un ou deux commis qui avaient du papier ligné tout préparé, sur lequel il n'y avait plus qu'à mettre les chiffres. Cette besogne était d'autant plus tôt faite, que c'était du papier de même format et disposé comme celui des états originaux du cahier.

C'est par un moyen aussi simple que la légation russe se procurait les états de notre armée, pendant que le ministre de la guerre croyait les tenir bien secrets, parce qu'il avait dans sa poche la clef de la double serrure du secrétaire dans lequel il avait coutume de les renfermer. Ce malheureux employé n'était pas le seul qui servait la légation russe, quoiqu'il explorât pour elle les cabinets des deux ministres de la guerre. Il y avait encore d'autres traîtres qui étaient dévoués à cette perfidie. Celui-ci paya de sa tête la trahison dont il s'était rendu coupable ; le tribunal criminel du département de la Seine le condamna à la peine de mort.

Il n'y a nul doute que, sans les tracasseries ridicules qui me furent faites, j'aurais découvert cette corruption six mois auparavant, et peut-être que la Russie n'eût pas armé autant de monde qu'elle l'a fait, en voyant ce que nous armions de notre côté. Mais telle était la fatalité de ce temps-là, que le ministre des relations extérieures voulait faire celui de la police.

Cette découverte me fit plus de peine que de plaisir, parce que j'en prévoyais toutes les conséquences, et qu'en second lieu, elle me laissait une opinion bien faible de la discrétion avec laquelle l'on conservait les choses les plus importantes. Je ne pus me défendre de la pensée que, si on avait mis la même importance à pénétrer les pratiques des ennemis, on y serait parvenu.

Les débats du procès prouvèrent que cette corrup-

tion des bureaux de la guerre, au bénéfice de la légation russe, avait été organisée avant la campagne de 1805, et s'était maintenue à travers les guerres qui étaient survenues depuis cette époque. Cela valait cependant bien la peine d'être observé.

L'empereur fut fort mécontent de l'infidélité de ses bureaux, et me dit à cette occasion, en me parlant de l'aide de camp de l'empereur de Russie : « J'avais prévenu ce jeune homme que ce rôle m'empêcherait de l'admettre chez moi, et il m'avait donné sa parole de ne plus s'occuper de pareilles recherches; il fallait, ou que je le crusse ou que je ne le visse pas. Au reste, il n'a pas vu dans les états des choses bien rassurantes » (voulant dire qu'ils montaient haut).

Lorsque cette découverte eut lieu, l'aide de camp russe n'était pas encore hors de la frontière ; on pouvait, au moyen du télégraphe, le faire arrêter à Mayence ; mais c'eût été l'exposer à trop d'humiliations, parce que le tribunal criminel l'aurait infailliblement appelé dans la cause des employés du ministère de la guerre, et son caractère en eût souffert.

L'empereur approuva que l'on eût agi ainsi ; mais le jeune officier n'en a su aucun gré ; il a même exprimé là-dessus des sentiments propres à donner des regrets de l'avoir préservé d'être mis en spectacle aux yeux de ses compatriotes d'une manière à nuire au reste de sa carrière (1).

(1) La lettre suivante, signée par le duc de Bassano, ministre des relations extérieures a été dictée par Napoléon :

Au prince Kourakine, ambassadeur de S. M. l'empereur de Russie, à Paris.

Paris, 3 mars 1812.

Monsieur l'ambassadeur,

J'ai mis sous les yeux de Sa Majesté les lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire au sujet du sieur Jean Custinguer. Sa Majesté a été péniblement affectée de la conduite de M. le comte Czernitchef ; elle a vu avec étonnement qu'un homme qu'elle avait toujours bien traité, qui se trouvait à Paris, non comme un agent politique, mais comme

Les faits dont je viens de rendre compte eurent lieu au mois de mars 1812. L'empereur avait été s'établir à Compiègne ; il en aimait le séjour à cause de la facilité qu'il offre pour prendre de l'exercice. Une

un aide de camp de l'empereur de Russie, accrédité par une lettre auprès de l'empereur, ayant un caractère de confiance, plus intime même que celui d'un ambassadeur, ait profité de ce caractère pour abuser de ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes.

Sa Majesté se flatte que l'empereur Alexandre sera aussi péniblement affecté qu'elle-même de reconnaitre, dans la conduite de M. de Czernitchef, le rôle d'un agent de corruption, également condamné par le droit des gens et par les lois de l'honneur.

Sa Majesté l'empereur se plaint que, sans un titre qui appelait la confiance, on ait placé des espions auprès de lui, et en temps de paix, ce qui n'est permis qu'à l'égard d'un ennemi et en temps de guerre ; il se plaint que les espions aient été choisis, non dans la dernière classe de la société, mais parmi les hommes que leur position attache aussi près du souverain. Je connais trop, Monsieur l'ambassadeur, les sentiments d'honneur qui vous ont distingué pendant toute la durée d'une longue carrière pour croire que vous ne soyez personnellement affligé d'une chose si contraire à la dignité des souverains. « Si le prince Kourakine, a dit l'empereur, avait pu entrer dans de telles manœuvres, je l'excuserais, mais il n'en est pas de même d'un colonel revêtu de la confiance de son maître et attaché de si près à sa personne. » Sa Majesté venait de donner au comte de Czernitchef une grande preuve de confiance en l'entretenant longtemps et directement ; elle était bien loin de penser qu'elle ne s'entretenait qu'avec un espion et un agent de corruption. — Je me suis chargé spécialement de porter plainte à Votre Excellence : Sa Majesté ne doute pas que l'empereur Alexandre ne fasse justice d'un pareil manquement aux égards, aux procédés et aux lois de l'honneur. »

Le Custinguer dont il est question, était concierge de la légation russe, il avait été l'intermédiaire dont s'était servi le colonel de Czernitchef pour gagner un employé des bureaux de la guerre, et obtenir ainsi les renseignements sur les préparatifs ordonnés par l'empereur en vue de la campagne contre la Russie. Quant à l'employé de la guerre, nommé Michel, il paya de sa tête la trahison commise en faveur de l'aide de camp du Czar. (D. L.)

autre raison encore qui lui faisait aimer les résidences éloignées de Paris, c'est qu'il s'y trouvait plus souvent seul, ce qui lui était commode pour le travail.

Je crois que ce fut dans le mois de mars qu'il fit son plan d'opérations, car ce fut pendant son séjour à Compiègne qu'il reçut de Berlin la confirmation de l'alliance des Prussiens avec lui (1). Les Russes furent surpris de ce traité ; ils avaient compté sur la Prusse, mais non sur l'Autriche, qui venait à peine de s'allier avec nous.

Par toutes ces alliances, l'empereur se trouvait à

(1) Les négociations du Cabinet de Saint-Pétersbourg auprès de la Prusse, de la Suède et de l'Autriche avaient été conduites avec si peu de mystère, on avait donné une publicité si prématurée aux premières ouvertures, que les envoyés français en avaient été instruits dès l'origine, grâce à l'inconséquence du gouvernement russe, ils en connaissaient jusqu'aux moindres particularités : offres, demandes, rejets, tout avait transpiré. Profitant de cette maladresse, la France n'avait point tardé d'entamer elle-même des négociations à Berlin et à Vienne, et avait offert aux deux Cabinets un traité d'alliance offensive et défensive contre les puissances qui les engagaient à se liguer contre Napoléon. Pour donner plus de poids à ses ouvertures, et démontrer à l'Autriche et à la Prusse que la moindre hésitation pourrait être prise pour une rupture, l'empereur avait ordonné au prince d'Eckmühl, alors entre Hambourg et Danzig avec une armée de soixante mille hommes, de se rapprocher le plus possible de Berlin, et à l'armée d'Italie de se porter sans délai à l'extrémité des frontières du royaume. Cette démonstration décida les deux gouvernements : en effet, le 24 février, un traité d'alliance défensive fut signé à Paris, par le duc de Bassano et le baron de Krusemark, au nom de la France et de la Prusse, et le 13 mars, un second traité entre la France et l'Autriche. Par ces deux conventions, les trois puissances contractantes se garantirent réciproquement l'intégrité de leur territoire et s'engagèrent à se soutenir mutuellement en cas de guerre avec une des autres puissances de l'Europe. La Prusse promit un contingent de vingt mille hommes et l'Autriche un de trente mille, avec soixante pièces de canon. Ces contingents devaient marcher au premier appel de la France. (D. L.)

la tête d'une innombrable armée, qui comprenait tous les Etats militaires de l'Europe, hors l'Angleterre, car il y avait des troupes espagnoles et portugaises. Certainement, s'il y a eu une circonstance dans le cours de sa vie où il ait eu besoin d'appuyer par la force les inspirations d'une haute prévoyance, il ne pouvait le faire dans une occasion plus opportune ; il n'était donc pas trop déraisonnable d'en profiter pour opérer en Europe les changements qu'elle réclamait.

Si l'entreprise avait réussi, on aurait mis l'empereur au-dessus de l'espèce humaine, parce qu'on n'aurait rien vu dans l'histoire qui approche d'une aussi immense opération. Tous ceux qui plus tard sont devenus ses ennemis eussent été ses plus humbles flatteurs ; la fortune lui a été infidèle, et l'on a accablé celui qui peu auparavant était l'objet de tant d'admiration.

Avant de partir de Paris pour faire cette campagne, l'empereur fit baptiser son fils, qui avait déjà environ treize mois. Il quitta Compiègne pour venir à Paris assister à cette cérémonie, qui fut célébrée dans l'église de Notre-Dame, vers la fin d'avril 1812 (1).

(1) Le duc de Rovigo est dans l'erreur en disant que le baptême du roi de Rome a eu lieu en 1812. La cérémonie a été célébrée en *1811*. Dès le 29 avril 1811, l'empereur écrit de Saint-Cloud à son frère Jérôme, roi de Westphalie à Cassel :

« Le baptême du roi de Rome a lieu le 2 juin ; arrangez-vous pour être à Paris à cette époque... »

C'est au retour d'un voyage que l'empereur et l'impératrice venaient de faire dans le Nord de la France, dans les départements du Calvados et de la Manche qu'eut lieu le baptême du prince impérial.

Madame Mère était désignée comme marraine pour tenir le Roi de Rome sur les fonds baptismaux, avec l'Empereur d'Autriche, représenté par le prince Charles, son frère, ou le grand duc de Wurtzbourg.

Madame Mère fut suppléée par la reine de Naples et la reine d'Espagne, avec délégation, en son absence, de la reine Hortense, à titre de seconde marraine.

La cérémonie fut célébrée le 9 mai à Notre-Dame ; et « mal-

Elle fut très brillante ; l'empereur et l'impératrice s'y rendirent en grande pompe, accompagnés du cortège d'usage dans les cérémonies, et furent reçus au parvis de la métropole par l'archevêque, accompagné de tout son clergé.

La cathédrale était remplie d'assistants qui ne cessèrent de faire retentir ce vaste édifice des cris de *vive l'empereur! vive l'impératrice!* depuis leur entrée jusqu'à leur sortie de l'église. LL. MM. vinrent de là à l'Hôtel de Ville, où la ville de Paris leur donna à dîner, suivant un usage fort ancien, et qui a été observé exactement à l'occasion du baptême des héritiers du trône. La ville de Paris se distingua dans cette fête par la magnificence qu'elle y déploya, par la somptuosité du service, et par la profusion de toutes choses : ce fut un jour de régal universel ; la ville avait fait distribuer des comestibles au peuple.

On chargea les fontaines de vin, et l'on dansa toute la nuit. Ce jour-là, on avait fait une seule salle de la grande cour de l'Hôtel de Ville, au moyen d'une charpente très forte. Cette construction soutenait un plancher à la hauteur des fenêtres du premier étage, que l'on avait transformées en portes pour communiquer avec les appartements latéraux.

Il aurait été difficile de rassembler une compagnie aussi brillante que celle qu'offrait la réunion de tant

gré le respect dû à la Sainte Eglise, il y eut, dit un historien, un instant où l'émotion générale, jusque-là contenue, déborda tout à coup, et où les applaudissements de tous les assistants traduisirent éloquemment les sympathies nationales. Ce fut quand l'empereur, recevant des mains de sa mère, son fils que venait de bénir la religion, l'éleva dans ses bras, et d'un geste attendri, le fit voir à la foule pressée dans cette vaste enceinte ».

Le jeune prince reçut les noms de Napoléon-François Charles-Joseph.

Le banquet de baptême eut lieu le même jour, à l'Hôtel-de-Ville, avec un somptueux éclat. La table dont l'empereur et l'impératrice occupaient le milieu, était dressée sur une estrade, aux regards du public. (D. L.)

de citoyens. L'empereur aimait particulièrement tout ce qui lui fournissait des occasions de s'entretenir avec eux. L'impératrice, quoique fort jeune encore, supporta cette grande représentation sans perdre de sa bonne grâce ; elle eut besoin de beaucoup de patience, car, en faisant le tour de cette immense réunion, elle dut répéter plus d'un millier de fois, d'une manière différente, la petite phrase de cour qui sert à tout ; elle sut y ajouter quelques paroles finales qui entraînaient vers elle tout ce qui aurait pu être moins disposé à se laisser persuader par un air de froideur qui tenait à la timidité de son âge et à une grande modestie.

Toutes les fois qu'elle parlait, elle entraînait ; ses succès en France furent son ouvrage, car, je le déclare sur l'honneur, dans aucune occasion l'administration n'employa des moyens particuliers pour la faire accueillir du public. Lorsqu'elle devait y paraître, soit au cortège ou au spectacle, la surveillance exercée par l'administration se réduisait à veiller à ce qu'il ne se commit rien de contraire aux plus rigoureuses bienséances ; c'est là la seule espèce de surveillance dont je me sois jamais permis de l'entourer. Par exemple, lorsque je savais qu'elle se proposait d'aller à un théâtre, j'avais soin de louer toutes les loges qui étaient en face de la sienne, ainsi que celles d'où elle ne pouvait éviter l'importunité des regards. J'avais ensuite la précaution d'envoyer les billets de ces loges à des familles respectables qui étaient bien aises d'aller les remplir. C'était ainsi que je composais la galerie qui assistait au spectacle les jours où l'impératrice y allait.

Quant à des précautions pour qu'elle fût accueillie du parterre, je n'en ai jamais pris aucune. L'impératrice Marie-Louise avait l'habitude de faire, en entrant en public, trois révérences si gracieuses, que l'on n'attendait jamais la troisième pour faire partir des millions d'applaudissements : c'était elle-même qui me dispensait de faire aucun frais à cet égard.

Après la cérémonie du baptême du roi de Rome, l'empereur alla s'établir à Saint-Cloud ; il y passa le

reste du temps qui précéda son départ pour la campagne de 1812.

Avant de quitter la France, il termina toutes les affaires qui ne pouvaient se résoudre sans sa présence ; il avait cette habitude toutes les fois qu'il allait faire un voyage : ordinairement il prenait chaque ministre à part pour lui donner une instruction particulière, lorsqu'il voulait qu'il fît quelque chose qui ne devait pas devenir le sujet d'une correspondance. Il était soigneux de toutes les plus petites affaires ; il n'en trouvait pas qui ne fussent dignes de l'occuper ; et lorsqu'il était à la dernière semaine de son séjour, il répondait à tout ce que les ministres avaient d'affaires encore tenantes : il appelait cela *nettoyer son cabinet*, parce qu'il donnait des solutions à une quantité de propositions qui lui avaient été adressées depuis longtemps, et sur lesquelles on était resté sans réponse.

A l'occasion de son départ, il m'entretint de tout ce qu'il voulait que je fisse pendant son absence : c'était une instruction générale qu'il me donnait, et qui était bien loin d'être aussi sévère que le supposaient les hommes qui ont passé leur vie à le peindre comme un tyran qui n'avait ni justice ni bonté dans le cœur; c'étaient précisément les deux qualités dont il était inépuisable; il savait un gré infini à celui qui lui fournissait une occasion de rendre justice, et l'on ne pouvait pas craindre de le solliciter, car il n'était jamais las d'accorder.

Je ne veux cependant pas disconvenir qu'il n'y ait eu beaucoup d'actes de son administration qui ont été vexatoires pour des particuliers, et même ruineux pour quelques familles. Il n'y en a presque pas sur lesquels je ne pusse le justifier, car toutes les mesures acerbes qu'il a prises dans certaines circonstances étaient d'avance sollicitées par des rapports officiels qui lui étaient adressés par ceux qu'il avait chargés de l'instruire de la vérité et de lui proposer le remède à ce dont on se plaignait. C'était en particulier le soin du Conseil d'Etat, auquel il renvoyait tout ce qui était de législation, d'administra-

tion ou de droit public. Indépendamment de cela, il avait permis à quelques personnes de lui écrire confidentiellement sur l'état de l'opinion publique en général, et sur celle que l'on avait des actes particuliers de son gouvernement. On ne pouvait pas avoir pris plus de précautions pour éviter tout ce qui pouvait lui donner un air tyrannique, et il est à croire que, si un généreux dévouement avait animé ceux qui étaient honorés de cette confiance, personne n'aurait eu à se plaindre de la moindre lésion à son égard.

Mais il n'est que trop commun de rencontrer des hommes qui craignent de dire des choses qui déplaisent, ou qui ne savent dire des vérités pénibles que d'une manière désagréable; c'est ainsi que, manquant le but pour lequel ils avaient été mis en communication avec le chef du gouvernement, ils ne l'ont, le plus souvent, entretenu que de métaphysique, au lieu de lui parler de tout ce qui avait l'air d'être aperçu par tout le monde. Ils ont méconnu que, lorsque l'empereur appelait des informations, il fallait courageusement fouler aux pieds l'intrigue, l'envie, les courtisans et toute la flatterie, pour faire parvenir la vérité au fond des palais où elle semble ne devoir jamais arriver. L'empereur l'avait probablement reconnu lui-même, lorsqu'il mettait tant de soins pour l'attirer jusqu'à lui, et je suis particulièrement de l'opinion que, si une malheureuse influence n'avait pas éloigné tout ce qui pouvait le servir, il n'eût pas cessé d'être entouré de tout ce que la France avait d'hommes éclairés, hommes qu'on lui a peints continuellement comme ses ennemis, et dont on est parvenu à le détacher. Cette fatale influence avait écarté tout ce qui pouvait lui offrir des vues utiles; et je dois dire à la face du monde, que l'empereur n'a jamais eu une mauvaise intention pour ces personnes-là sans qu'elle lui ait été suscitée par un rapport mensonger, en sorte que c'est moins à lui qu'il faut s'en prendre qu'à l'auteur du faux rapport.

Dans l'instruction que l'empereur me donna avant son départ, il ne cessa de me recommander de ne

pas être dur, de ménager tout le monde. Il m'observa qu'on ne gagnait jamais rien à se faire des ennemis, et que, dans le ministère de la police surtout, il fallait avoir la main légère ; il me recommanda dix fois de ne faire arrêter personne arbitrairement, et d'avoir grand soin de mettre toujours le bon droit de mon côté.

C'est dans cette conversation qu'il me parla de la guerre qu'il était encore forcé d'entreprendre : il se plaignit d'avoir été mal servi, et de se trouver obligé de faire la guerre à la Russie seul cette année, pour n'avoir pas l'Autriche et la Prusse contre lui l'année suivante ; il me dit que dans ce moment il avait une armée nombreuse, suffisante pour cette entreprise, tandis qu'elle pourrait devenir inférieure, si l'année suivante il avait des ennemis de plus à combattre. Il regrettait vivement d'avoir eu confiance dans les sentiments qui l'avaient décidé à faire la paix à Tilsitt, et répétait souvent : « Celui qui m'aurait évité cette guerre m'aurait rendu un grand service ; mais enfin la voilà, il faut s'en tirer. »

Il espérait n'employer les efforts de son armée que pendant la première campagne, et faire la seconde avec une armée polonaise qu'il aurait fait lever en parcourant les vastes provinces de ce pays.

CHAPITRE IV

Préparatifs pour la campagne de Russie. — M. de Talleyrand. — Spéculations. — Conseil extraordinaire. — Départ de l'empereur. — Dresde. — Le roi de Prusse. — Opérations des armées d'Espagne. — Fâcheuses conséquences de l'indépendance des généraux. — Force et composition de l'armée. — Passage du Niemen. — Les Russes se mettent partout en retraite. — L'empereur devait-il s'arrêter sur la Dwina ? — Considérations à ce sujet.

L'empereur avait, ainsi qu'il l'avait fait en 1807, le projet d'imprimer un grand mouvement national à la Pologne, vers laquelle il avait fait diriger toutes les ressources des arsenaux de France, qui restèrent vides, sans que cette immense quantité d'objets de guerre eussent été utiles au salut de notre malheureux pays : les ordres de l'empereur furent exécutés avec bien peu d'intelligence ; tout ce qu'il avait amassé à grands frais fut gaspillé en quelques semaines. L'exécution de toutes ses vastes conceptions était confiée à des hommes qui croyaient avoir tout fait en écrivant une lettre à quelqu'un qui en écrivait une à un autre, et ainsi de suite.

C'était au centre de la Pologne qu'il voulait établir la puissance qu'il allait déployer dans cette campagne ; il avait prévu tout ce dont son armée manquerait ; aussi avait-il fait faire des achats immenses de denrées et de boissons qui devaient être transportées dans ces contrées. Les mêmes soins avaient été pris pour l'habillement et la chaussure du soldat.

Comme général en chef, il n'avait rien omis ; si l'on avait exécuté la moitié des dispositions qu'il avait prescrites, l'armée aurait trouvé à chaque vingt lieues des soulagements et même l'abondance, au lieu d'éprouver les privations qu'elle a endurées.

Pour donner ce grand mouvement à la Pologne, l'empereur voulait emmener M. de Talleyrand ; il se rappelait la manière dont ce ministre avait servi àVarsovie en 1806 et 1807, c'était encore le même rôle qu'il lui réservait ; il lui en avait parlé, et M. de Talleyrand avait accepté. L'empereur, qui prévoyait peut-être quelque intrigue, lui avait défendu d'en parler, et dans le fait il n'en parla à personne ; mais il donna à des banquiers de Vienne des ordres que ceux-ci laissèrent transpirer. Ces ordres, qui pouvaient ne concerner que des soins domestiques, furent présentés dans le monde comme un commencement d'agiotage et signalés comme tels par le ministre que nous avions à Vienne. L'empereur fut outré de cette manie de spéculations ; il m'en parla, me dit qu'il ne concevait rien à cette avidité d'argent, qu'il ne comprenait pas surtout que M. de Talleyrand eût parlé d'une chose sur laquelle il lui avait expressément recommandé le secret, qu'il ne pouvait plus se confier à lui et renonçait à l'employer. Cette résolution, indépendamment des motifs assez graves qui l'avaient dictée, pouvait bien ne pas avoir été combattue par le ministre des relations extérieures. Ces deux hommes d'Etat vivaient en assez mauvaise intelligence. M. de Bassano avait même déclaré que, si M. de Talleyrand était employé, il fallait que lui-même renonçât à suivre l'empereur, persuadé qu'il était que l'on ne négligerait rien pour faire manquer toutes les mesures qu'il croirait devoir prendre ; conviction qui n'était pas dénuée de fondement, car M. de Talleyrand n'avait pas la réputation d'applaudir aux succès de ses anciens amis.

L'empereur, ayant réglé, par un ordre de service, la manière dont il voulait que l'on conduisît les affaires du gouvernement pendant son absence, assembla un Conseil extraordinaire des ministres, auquel assistèrent M. l'archichancelier et M. de Talleyrand. C'était dans les premiers jours de mai. Il déclara qu'il partirait la nuit même pour cette entreprise, qui eut une issue d'autant plus déplorable

qu'elle aurait été sans exemple dans l'histoire, si elle avait réussi.

C'est à ce même Conseil que l'empereur parla des inquiétudes qu'il avait que, pendant son éloignement, les Anglais ne vinssent enlever le Pape à Savone et le conduire à Rome pour occasionner un mouvement en Italie. Il témoigna l'intention de le faire venir à Paris ; mais les membres du Conseil, dont il prit l'avis, pensèrent qu'il fallait l'éloigner de Savone, mais ne pas l'amener à Paris, en sorte que l'empereur se détermina à le faire venir à Fontainebleau, ajoutant qu'il donnerait des ordres à ce sujet, mais que j'eusse à faire mes dispositions pour faire voyager commodément le Saint Père, et éviter le fracas d'un voyage qui serait la matière de toute sorte de conjectures.

Il s'entretint peu de son entreprise : il dit seulement qu'elle était grande et qu'elle présentait beaucoup de difficultés qu'il espérait cependant surmonter. Il garda le Conseil assez longtemps, et partit dans la nuit pour Dresde (1). L'impératrice l'y accompagna, ayant témoigné le désir de revoir son père. Il vint à Dresde ainsi que le roi de Prusse, qui y amena le prince royal, son fils aîné.

Il y eut dans cette capitale de la Saxe une seconde représentation de la réunion d'Erfurt ; chacun des hôtes s'empressa de donner à l'empereur des témoignages d'affection et de cordialité qui n'avaient pas l'air d'être des adieux.

L'empereur resta à Dresde quinze jours, qu'il prit sur ceux du beau temps, déjà trop court pour sa campagne ; il crut devoir témoigner ainsi son empressement à répondre aux politesses de ses alliés. Il n'y en avait pas un qui ne sût bien dans quel but l'empereur ouvrait cette campagne, et il n'y en eut pas un qui pensât à autre chose qu'à s'attacher à sa fortune. Après ce délai, l'empereur partit pour les bords de la Basse-Vistule, qu'il passa à Thorn, de là

(1) L'empereur et l'impératrice quittent Saint-Cloud le 8 mai 1812, et arrivent à Dresde le 16. (D. L.)

il vint visiter Danzig, et rejoignit son armée, qui marchait sur le Niemen.

Avant de quitter Dresde, il avait nommé M. l'archevêque de Malines (1), qui le suivait en qualité d'aumônier, son ambassadeur près du gouvernement polonais résidant à Varsovie, où le prélat se rendit avec les pouvoirs de l'empereur, et comme l'organe de tout ce qu'il serait dans le cas de demander à ce gouvernement pendant la campagne. Ce fut donc lui qui fut chargé, à Varsovie, du rôle qui était d'abord destiné à M. de Talleyrand, que l'empereur avait laissé à Paris. M. de Bassano le suivit en qualité de ministre des relations extérieures, ainsi que M. Daru en qualité de ministre secrétaire d'Etat.

L'impératrice quitta Dresde, et pour jouir quelque temps de plus du plaisir d'être avec son père, elle alla à Prague, où elle resta une quinzaine avant de revenir à Paris.

Voici à cette époque où en étaient les choses en Espagne.

Après la levée du siège de Badajoz, l'armée de Portugal protégea le réapprovisionnement de cette place et les réparations dont ses fortifications avaient besoin. Ce but rempli, elle s'établit dans la vallée du Tage, son quartier général à Naval-Meral, prête à se porter soit sur Badajoz, soit sur Rodrigo, selon le point d'attaque que choisirait l'ennemi. Rodrigo appartint dès lors à l'armée du nord de l'Espagne, qui occupa Salamanque avec une division. L'armée de Portugal se trouva ainsi entre l'armée du nord et celle du midi, prête à lier ses opérations avec elles suivant les circonstances.

Vers le mois d'août, l'armée anglaise passa le Tage, ne laissant sur la frontière de l'Alemtejo que la deuxième division commandée par le général Hill ; elle vint s'établir aux environs d'Almeida et de Rodrigo, la division légère au-delà de l'Agueda. Des bruits circulèrent que le duc de Wellington avait l'intention de faire le siège de Rodrigo, et que des

(1) L'abbé de Pradt.

approvisionnements se formaient pour cet objet. Marmont porta des troupes sur le col de Baños et cantonna une grande partie de l'armée entre ce col et le Tage ; il établit son quartier général à Placencia, afin d'être à portée d'être instruit et d'agir avec célérité. Le mois d'août et une grande partie de septembre se passèrent ainsi. Rodrigo manquait de vivres, et l'armée du nord de l'Espagne faisait ses dispositions pour y conduire un grand convoi. Elle allait le faire soutenir par douze mille hommes, mais ces troupes étaient trop peu nombreuses pour oser approcher de l'armée anglaise avec un tel embarras. Le concours de l'armée de Portugal était donc nécessaire. Marmont la mit en mouvement pour appuyer cette marche et le ravitaillement. Les mouvements furent combinés ; l'armée de Portugal déboucha du col de Baños et se porta sur Rodrigo par Tamames et Tembron, tandis que le convoi de l'armée du nord passa par Saumuños.

Tout le corps d'armée du nord marchait avec le convoi ; l'ennemi n'ayant point présenté de forces, l'infanterie de l'armée de Portugal resta échelonnée sur la route qu'elle avait prise, sa cavalerie seule se porta sur Rodrigo. Le but de l'opération effectué, il y en avait un autre à remplir : c'était de reconnaître si l'ennemi avait fait des préparatifs pour le siège de Rodrigo. L'armée ennemie n'était pas rassemblée ; on pouvait, en faisant une forte reconnaissance, nettoyer les environs et chercher à pénétrer ses projets. La cavalerie de l'armée du nord fut chargée d'agir sur le chemin d'Almeida à Speja, et celle de Portugal marcha sur El-Bodon. L'infanterie de l'armée du nord étant venue jusqu'à Rodrigo, Marmont demanda au général Dorsenne de faire appuyer sa cavalerie par une de ses divisions. A peine sorti de Rodrigo, on aperçut une brigade de cavalerie anglaise sur les hauteurs d'El-Bodon, et à peu près deux brigades d'infanterie, mais séparées entre elles et ne pouvant se réunir. Marmont donna l'ordre au général Montbrun de les culbuter et de s'emparer de toutes les hauteurs avec sa cavalerie, ce qui fut

exécuté en un moment. Des charges furent vainement exécutées sur l'infanterie : elle se retira en ordre, résista à tous les efforts qui furent tentés à diverses reprises, et les deux brigades parvinrent à se réunir à Fuente-Guinaldo, où quelques retranchements avaient été préparés. La division d'infanterie de l'armée du nord était restée à une assez grande distance, et n'avait pas exécuté ou reçu les ordres qui devaient lui être donnés par le général Dorsenne : elle manqua sur le terrain au moment où, soutenue par la cavalerie de Marmont, elle aurait donné les moyens de s'emparer de Fuente-Guinaldo, lieu de rassemblement indiqué pour l'armée anglaise. La nuit arriva, et empêcha de profiter de la position très critique dans laquelle celle-ci était placée. L'ayant trouvée ainsi décousue, Marmont appela à lui toutes ses troupes ; elles ne purent être réunies que le lendemain au soir ; mais l'armée anglaise, de son côté, avait appelé ses divisions et pris une position respectable. Marmont voulait profiter de la circonstance où il avait le renfort de l'armée du nord, pour combattre l'armée anglaise ; mais dans la nuit elle opéra sa retraite sur Sabugal. Le lendemain matin il ne lui resta plus qu'à la poursuivre pendant plusieurs lieues ; mais elle se trouvait hors d'atteinte des troupes. L'objet de la réunion avait été rempli, un plus long séjour sur ce point n'avait plus de but ; les deux armées, après avoir mis Rodrigo dans le meilleur état de défense, rentrèrent dans leurs cantonnements. Le duc de Raguse, tranquille sur le sort de Rodrigo, et forcé, pour pouvoir vivre, de changer sa position, enfonça ses troupes dans la vallée du Tage, mit son quartier général à Talaveira, et occupa Tolède, qui lui fut cédé par le roi d'Espagne sur l'ordre de l'empereur. Mais tel était dans ces temps malheureux l'esprit de vertige des individus les plus intéressés aux opérations de l'armée, que les agents du roi Joseph, avant de remettre cette province à Marmont, et quand l'armée qui la défendait et sans laquelle il ne pouvait demeurer tranquille à Madrid, mourait de faim, firent vendre les magasins

de subsistances qui y avaient été rassemblés à grande peine.

Les troupes de l'armée de Portugal étaient à peine rentrées de leur expédition sur Rodrigo et établies dans leurs nouveaux cantonnements, que le duc de Raguse reçut l'ordre de faire un fort détachement pour soutenir au besoin le maréchal Suchet, qui faisait ses dispositions pour attaquer Valence : ce détachement devait se mettre en communication avec l'armée d'Aragon et la joindre, s'il était nécessaire. L'ordre était ainsi conçu :

Paris, le 21 novembre 1811.

L'empereur me charge de vous faire connaître, Monsieur le Maréchal, que l'objet le plus important en ce moment est la prise de Valence. L'empereur ordonne que vous fassiez partir un corps de troupes qui, réuni aux forces que le roi détachera de l'armée du centre, se dirige sur Valence pour appuyer l'armée du maréchal Suchet jusqu'à ce qu'on soit maître de cette place.

Faites exécuter sans délai cette disposition de concert avec S. M. le roi d'Espagne, et instruisez-moi de ce que vous aurez fait à cet égard. Nous sommes instruits que les Anglais ont vingt mille malades, et qu'ils n'ont pas vingt mille hommes sous les armes, en sorte qu'ils ne peuvent rien entreprendre ; l'intention de l'empereur est donc que douze mille hommes, infanterie, cavalerie et sapeurs, marchent de suite sur Valence, que vous détachiez même trois à quatre mille hommes sur les derrières, et que vous, Monsieur le Maréchal, soyez en mesure de soutenir la prise de Valence. Cette place prise, le Portugal sera près de sa chute, parce qu'alors, dans la bonne saison, l'armée de Portugal sera augmentée de vingt-cinq mille hommes de l'armée du midi et de quinze mille du corps du général Reille, de manière à réunir plus de quatre-vingt mille hommes. Dans cette situation vous recevriez l'ordre de vous porter sur Elvas, et de vous emparer de tout l'Alemtejo dans le même temps que l'armée du nord se porterait sur la Coa avec une armée de quarante mille hommes. L'équipage de pont qui existe à Badajoz servirait à jeter des ponts sur le Tage ; l'ennemi serait hors d'état de rien opposer à une pareille force, qui offre toutes les chances de succès sans présenter aucun dan-

ger. C'est donc Valence qu'il faut prendre. Le 6 novembre, nous étions maîtres d'un faubourg ; il y a lieu d'espérer que la place sera prise en décembre, ce qui vous mettrait, monsieur le duc, à portée de vous trouver devant Elvas dans le courant de janvier. Envoyez-moi votre avis sur ce plan d'opérations, afin qu'après avoir reçu l'avis de la prise de Valence, l'empereur puisse vous donner des ordres positifs.

« Le prince de Wagram et de Neuchâtel, major général. »

« *Signé :* ALEXANDRE. »

On ne peut s'empêcher de remarquer que cette lettre du 21 novembre n'a pu arriver à Marmont qu'en décembre. Berthier comptait sur la prise de Valence en décembre ; alors à quoi bon le détachement ordonné à Marmont ? Il eut la conséquence qu'il devait avoir : il fut inutile à Suchet, affaiblit Marmont, et compromit Rodrigo. J'ai entendu l'empereur maudire la pensée de ce détachement.

L'ordre était positif, le duc de Raguse envoya deux divisions d'infanterie et une de cavalerie, sous les ordres du général Montbrun, pour remplir cet objet; mais la nullité de la résistance de Black rendit ce secours superflu, et l'opération du général Montbrun se réduisit à une course qu'il poussa jusqu'à Alicante, et il effectua son retour sur Tolède. C'est au commencement de décembre que ce mouvement avait commencé.

Le 13 décembre 1811, l'empereur fit connaître au duc de Raguse les nouvelles dispositions qu'il avait arrêtées, et dont l'objet principal était d'être à même de retirer des troupes d'Espagne, et principalement toute la Garde, qui était dans le gouvernement du nord. D'après ces nouveaux arrangements, le maréchal devait porter toutes ses troupes dans la vallée de la Tormès, et son quartier général à Valladolid ou à Salamanque. Les provinces de Talaveira, d'Avila Valladolid, Léon, les Asturies, Benavente, Astorga, etc., devaient faire partie de l'arrondissement de l'armée. Les mouvements devaient s'exécuter sans retard, et son armée devait être augmentée de la 7e di-

vision, qui était à Salamanque, et de la 8e, qui était dans les Asturies.

Le 5 janvier 1812, Marmont donna l'ordre de mouvement à toutes les divisions de l'armée de Portugal pour se rendre dans les provinces respectives qu'elles devaient occuper, et les troupes marchèrent chacune dans la direction qui leur était propre, tout le matériel et l'artillerie par le Guadarrama; le détachement du général Montbrun était en pleine opération dans la Manche.

Il arriva le 8 janvier à Valladolid ; il s'occupa des soins d'administration que le nouveau système rendait nécessaire, et à préparer le ravitaillement de la place de Rodrigo, ainsi que le relèvement de la garnison, qui devait avoir lieu aussitôt que l'armée serait réunie.

Le 15, il reçut une lettre de Salamanque, datée du 13, qui lui annonçait que l'armée ennemie avait pris position en avant de l'Agueda, bloquait Rodrigo et se disposait à en faire le siège.

Il envoya sur-le-champ dans toutes les directions à la rencontre des diverses colonnes, afin de les faire converger des points où elles se trouvaient pour se rendre à Salamanque ; il calcula que la majeure partie de l'armée y serait réunie le 25, et que par conséquent il pourrait livrer bataille à l'armée anglaise sous Rodrigo le 29. Il partit de Valladolid de sa personne le 18 ; le 20, il arriva à Fuento-el-Famo où il reçut la nouvelle de la prise de Rodrigo, enlevée par l'armée anglaise le 18. Ainsi cette place, qui s'était défendue pendant cinq semaines contre l'armée française, qui était en bon état de défense, et dont la force avait été augmentée par une lunette qui devait prolonger de huit jours sa défense, avait succombé en cinq jours de temps à dater de celui de l'investissement. Cette circonstance changeait toutes les combinaisons : il ne restait plus à Marmont qu'à prendre une disposition défensive qui le mît à même de réunir ses troupes à la première apparence d'offensive de l'ennemi.

Les troupes appuyées sur la rive gauche du Tage,

ayant action sur la rive droite par les fortifications d'Almaraz et le fort de Miravets, qui assurait les moyens de déboucher sur le plateau et barrait la route, empêchaient que l'ennemi pût amener du canon sur Almaraz. La masse des troupes était d'Avila à Valladolid et à Zamora ; Astorga était occupé, et une division était au débouché des Asturies, dans la province de Léon. Le duc de Raguse s'occupa sans relâche d'élever des fortifications permanentes à Salamanque, au moyen de trois grands couvents qui formaient trois bons forts, et, qui, par le système adopté, forçaient à une attaque régulière de plusieurs jours. Ces fortifications se trouvaient être la tête de la position de l'armée de Portugal et protégeaient ses magasins et ses dépôts.

Les choses étaient dans cet état lorsque les Anglais résolurent de continuer leur offensive et de se porter sur Badajoz. En conséquence, après avoir mis en état de défense Rodrigo, ils firent un mouvement au-delà du Tage et laissèrent seulement deux divisions sur l'Agueda. Marmont se flattait de les arrêter, à l'aide de la position qu'il avait prise. Il avait action sur la rive gauche du Tage, ses moyens de passage étaient prêts, ses approvisionnements rassemblés sur un point ; il espérait pouvoir déboucher à temps pour faire sa jonction avec l'armée du midi, et empêcher le siège de Badajoz, ou le faire lever, s'il était commencé. L'empereur jugea ce système trop timide ; il donna les ordres les plus impératifs pour faire une diversion dans le nord du Portugal, afin d'y rappeler les principales forces de l'armée anglaise. La dépêche transmise par le major général était ainsi conçue :

Paris, le 18 février 1812.

« Sa Majesté n'est pas satisfaite de la direction que vous donnez à la guerre. Vous avez la supériorité sur l'ennemi, et au lieu de prendre l'initiative, vous ne cessez de la recevoir. Quand le général Hill marche sur l'armée du midi avec quinze mille hommes, c'est ce qui peut vous arriver de plus heureux ; cette armée est assez forte et assez bien organisée pour ne rien craindre de

l'armée anglaise, aurait-elle quatre ou cinq divisions réunies.

« Aujourd'hui l'ennemi suppose que vous allez faire le siège de Rodrigo ; il approche le général Hill de sa droite afin de pouvoir le faire venir à lui à grandes marches, et vous livrer bataille réunis, si vous voulez reprendre Rodrigo. C'est donc au duc de Dalmatie à tenir vingt mille hommes pour le contenir et l'empêcher de faire ce mouvement, et si le général Hill passe le Tage, de se porter à sa suite ou dans l'Alemtejo. Vous avez le double de la lettre que l'empereur m'a ordonné d'écrire au duc de Dalmatie le 10 de ce mois, en réponse à la demande qu'il vous avait faite de porter des troupes dans le midi ; c'est vous, Monsieur le Maréchal, qui deviez lui écrire pour lui demander de porter un grand corps de troupes vers la Guadiana, pour maintenir le général Hill dans le midi et l'empêcher de se réunir à lord Wellington... Les Anglais connaissent assez l'honneur français pour comprendre que ce succès (la prise de Rodrigo) peut devenir un affront pour eux, et qu'au lieu d'améliorer leur position, l'occupation de Ciudad-Rodrigo les met dans l'obligation de défendre cette place. Ils nous rendent maîtres du choix du champ de bataille, puisque vous les forcez à venir au secours de cette place et à combattre dans une position si loin de la mer... Je ne puis que vous répéter les ordres de l'empereur. Prenez votre quartier général à Salamanque, travaillez avec activité à fortifier cette ville, réunissez-y un nouvel équipage de siège pour servir à armer la ville, formez-y des approvisionnements, faites faire tous les jours le coup de fusil avec les Anglais, placez deux fortes avant-gardes qui menacent, l'une Rodrigo, et l'autre Almeida ; menacez les autres directions sur la frontière de Portugal ,envoyez des partis qui ravagent quelques villages, enfin employez tout ce qui peut tenir l'ennemi sur le qui-vive. Faites réparer les routes de Porto et d'Almeida. Tenez votre armée vers Toro, Benavente. La province d'Avila a même de bonnes parties où l'on trouverait des ressources. Dans cette situation qui est aussi simple que formidable, vous reposez vos troupes, vous formez des magasins, et avec de simples démonstrations bien combinées, qui mettent vos avant-postes à même de tirer journellement des coups de fusil avec l'ennemi, vous aurez barre sur les Anglais, qui ne pourront vous observer... Ce n'est donc pas à vous, Monsieur le Duc, à vous disséminer en faveur de l'armée du midi. Lors-

que vous avez été prendre le commandement de votre armée, elle venait d'éprouver un échec par sa retraite de Portugal ; ce pays était ravagé, les hôpitaux et les magasins de l'ennemi étaient à Lisbonne ; vos troupes étaient fatiguées, dégoûtées par les marches forcées, sans artillerie, sans train d'équipages. Badajoz était attaqué depuis longtemps ; une bataille dans le midi n'avait pu faire lever le siège de cette place. Que deviez-vous faire alors ? Vous porter sur Almeida pour menacer Lisbonne ? Non, parce que votre armée n'avait pas d'artillerie, pas de train d'équipages, et qu'elle était fatiguée. L'ennemi, dans cette position, n'aurait pas cru à cette menace : il aurait laissé approcher jusqu'à Coïmbre, aurait pris Badajoz, et ensuite serait venu sur vous. Vous avez donc fait à cette époque ce qu'il fallait faire : vous avez marché rapidement au secours de Badajoz ; l'ennemi avait barre sur vous, et l'art de la guerre était de vous y commettre. Le siège a été levé, et l'ennemi est rentré en Portugal ; c'est ce qu'il y avait à faire... Dans ce moment, Monsieur le Duc, votre position est simple et claire, et ne demande pas de combinaisons d'esprit. Placez vos troupes de manière qu'en quatre marches elles puissent se réunir et se grouper sur Salamanque ; ayez-y votre quartier général ; que vos ordres, vos dispositions annoncent à l'ennemi que la grosse artillerie arrive à Salamanque ; que vous y formez des magasins... Si Wellingtion se dirige sur Badajoz, laissez-le aller ; réunissez aussitôt votre armée et marchez droit sur Almeida ; poussez des partis sur Coïmbre, et soyez persuadé que Wellington reviendra bien vite sur vous.

Ecrivez au duc de Dalmatie et sollicitez le roi de lui écrire également, pour qu'il exécute les ordres impératifs que je lui donne, de porter un corps de vingt mille hommes pour forcer le général Hill à rester sur la rive gauche du Tage. Ne pensez donc plus, Monsieur le Maréchal, à aller dans le midi, et marchez droit sur le Portugal, si lord Wellington fait la faute de se porter sur la rive gauche du Tage... Profitez du moment où vos troupes se réunissent pour bien organiser et mettre de l'ordre dans le nord. Qu'on travaille jour et nuit à fortifier Salamanque ; qu'on y fasse venir de grosses pièces, qu'on refasse l'équipage de siège ; enfin qu'on forme des magasins de subsistances. Vous sentirez, Monsieur le Maréchal, qu'en suivant ces directions et en mettant pour les exécuter toute l'activité convenable, vous tiendrez l'ennemi en échec... En recevant l'initiative au lieu

de la donner, en ne songant qu'à l'armée du midi, qui n'a pas besoin de vous, puisqu'elle est forte de quatre-vingt mille hommes des meilleures troupes de l'Europe, en ayant des sollicitudes pour les pays qui ne sont pas sous votre commandement et abandonnant les Asturies et les provinces qui vous regardent, un combat que vous éprouveriez serait une calamité qui se ferait sentir dans toute l'Espagne. Un échec de l'armée du midi la conduirait sur Madrid ou sur Valence, et ne serait pas de même nature.

Je vous le répète, vous êtes le maître de conserver barre sur lord Wellington, en plaçant votre quartier général à Salamanque, en occupant en force cette position, et poussant de fortes reconnaissances sur les débouchés. Je ne pourrais que vous redire ce que je vous ai déjà expliqué ci-dessus. Si Badajoz était cerné seulement par deux ou trois divisions anglaises, le duc de Dalmatie le débloquerait, mais alors lord Wellington, affaibli, vous mettrait à même de vous porter dans l'intérieur du Portugal, ce qui secourrait plus efficacement Badajoz que toute autre opération..... Je donne l'ordre que tout ce qu'il sera possible de fournir vous soit fourni pour compléter votre artillerie et pour armer Salamanque. Vingt-quatre heures après la réception de cette lettre, l'empereur pense que vous partirez pour Salamanque, à moins d'événements inattendus ; que vous chargerez une avant-garde d'occuper les débouchés sur Rodrigo, et une autre sur Almeida ; que vous aurez dans la main au moins la valeur d'une division ; que vous ferez revenir la cavalerie et l'artillerie qui sont à la division du Tage..... Réunissez surtout votre cavalerie, dont vous n'avez pas de trop, et dont vous avez tant de besoin...

Le maréchal Marmont avait des idées tout opposées sur la manière dont la guerre devait être conduite. Il les transmettait au major général à peu près en même temps que celui-ci lui expédiait la dépêche qu'on vient de parcourir. Je reproduis sa lettre parce qu'elle fait connaître au vrai l'état des affaires de la péninsule.

Valladolid, le 23 février 1812.

Au prince de Neuchâtel.

MONSEIGNEUR,

J'ignore si Sa Majesté aura daigné accueillir d'une manière favorable la demande que j'ai eu l'honneur d'adresser à Votre Altesse pour supplier l'empereur de me permettre de faire sous ses yeux la campagne qui va s'ouvrir ; mais quelle que soit sa décision, je regarde comme mon devoir de lui faire connaître, au moment où il semble prêt à s'éloigner, la situation des choses dans cette partie de l'Espagne.

D'après les derniers arrangements arrêtés par Sa Majesté, l'armée du Portugal n'a plus le moyen de remplir la tâche qui lui est imposée, et je serais coupable, si, en ce moment, je cachais la vérité.

La frontière se trouve très affaiblie par le départ des troupes qui ont été rappelées par la prise de Rodrigo, qui met l'ennemi à même d'entrer dans le cœur de la Castille en commençant un mouvement offensif ; ensuite par l'immense étendue de pays que l'armée est dans le devoir d'occuper, ce qui rend toujours son rassemblement lent et difficile, tandis qu'il y a peu de temps elle était toute réunie et disponible (1).

Les sept divisions qui la composent s'élèveront, lorsqu'elles auront reçu les régiments de marche annoncés, à quarante-quatre mille hommes d'infanterie environ ; il faut au moins cinq mille hommes pour occuper les points fortifiés et les communications qui ne peuvent être abandonnés ; il faut à peu près pareille force pour observer l'Esla et la couvrir contre l'armée de Galice, qui, évidemment, dans le cas d'un mouvement offensif des Anglais ,se porterait à Benavente et à Astorga. Ainsi, à supposer que toute l'armée soit réunie entre le Duero et la Tormès, sa force ne peut s'élever qu'à trente-trois ou trente quatre mille hommes, tandis que l'ennemi peut présenter aujourd'hui une masse de plus de soixante mille hommes, dont plus de moitié Anglais, bien outillés et bien pourvus de toutes choses ; et cependant que de

(1) L'empereur avait divisé le commandement par suite de ce qui s'était passé en Portugal en 1809.

chances pour que les divisions du Tage se trouvent en arrière ! Qu'elles n'aient pu être ralliées promptement, et soient séparées de l'armée pendant les moments les plus importants de la campagne ; alors la masse de nos forces réunies ne s'élèverait pas à plus de vingt-cinq mille hommes.

Sa Majesté suppose, il est vrai, que, dans ce cas, l'armée du nord soutiendrait celle de Portugal par deux divisions ; mais l'empereur peut-il être persuadé que, dans l'ordre de choses actuel, ces troupes arriveront promptement et à temps ?

L'ennemi paraît en offensive : celui qui doit le combattre prépare ses moyens ; celui qui doit agir hypothétiquement attend sans inquiétude, et laisse écouler en pure perte un temps précieux ; l'ennemi marche à moi, je réunis mes troupes d'une manière méthodique et précise, je sais, à un jour près, le moment où le plus grand nombre au moins sera en ligne, à quelle époque les autres seront en liaison avec moi, et, d'après cet état de choses, je me détermine à agir ou à temporiser ; mais ces calculs, je ne puis les faire que pour des troupes qui sont purement et simplement à mes ordres. Pour celles qui n'y sont pas, que de lenteurs ! que d'incertitudes et de temps perdu ! J'annonce la marche de l'ennemi et je demande des secours, on me répond par des observations ; ma lettre n'est parvenue que lentement, parce que les communications sont difficiles dans ce pays ; la réponse et ma réplique iront de même, et l'ennemi sera sur moi. Mais comment pourrai-je, même d'avance, faire des calculs raisonnables sur les mouvements de troupes dont je ne connais ni la force ni l'emplacement, lorsque je ne sais rien de la situation du pays, ni des besoins de troupes qu'on y éprouve ? Je ne puis raisonner que sur ce qui est à mes ordres, et puisque les troupes qui n'y sont pas me sont cependant nécessaires pour combattre, et sont comptées comme partie de la force que je dois opposer à l'ennemi, je suis en fausse position, et je n'ai les moyens de rien faire méthodiquement et avec connaissance de cause.

Si l'on considère combien il faut de prévoyance pour exécuter le plus petit mouvement en Espagne, on doit se convaincre de la nécessité qu'il y a de donner d'avance mille ordres préparatoires sans lesquels les mouvements rapides sont impossibles. Ainsi les troupes du nord m'étant étrangères habituellement, et m'étant cependant indispensables pour combattre, le succès de toutes mes

opérations est dépendant du plus ou du moins de prévoyance et d'activité d'un autre chef : je ne puis donc pas être responsable des événements.

Mais il ne faut pas seulement considérer l'état des choses pour la défensive du nord, il faut la considérer pour celle du midi. Si lord Wellington porte six divisions sur la rive gauche du Tage, le duc de Dalmatie a besoin d'un puissant secours ; si, dans ce cas, l'armée du nord ne fournit pas de troupes pour relever une partie de l'armée de Portugal dans quelques uns des postes qu'elle doit évacuer alors momentanément, mais qu'il est important de tenir, et pour la sûreté du pays et pour maintenir la Galice et observer les deux divisions ennemies qui seraient sur l'Agueda, et qui feraient sans doute quelques démonstrations offensives ; si, dis-je, l'armée du nord ne vient pas à son aide, l'armée de Portugal, trop faible, ne pourra pas faire un détachement d'une force convenable, et Badajoz tombera. Certes, il faut des ordres pour obtenir de l'armée du nord un mouvement dans cette hypothèse, et le temps utile pour agir ; si on s'en tenait à des propositions et à des négociations, ce temps, qu'on ne pourrait remplacer, serait perdu en vaines discussions. Je suis autorisé à croire ce résultat.

L'armée de Portugal est en ce moment la principale armée d'Espagne ; c'est à elle à couvrir l'Espagne contre les entreprises des Anglais ; pour pouvoir manœuvrer, il faut qu'elle ait des points d'appui, des places, des forts, des têtes de pont, etc. Il faut pour cela du matériel d'artillerie, et je n'ai ni canons ni munitions à y appliquer, tandis que les établissements de l'armée du nord en sont tout remplis : j'en demanderai, on m'en promettra, mais en résultat je n'obtiendrai rien.

Après avoir discuté la question militaire, je dirai un mot de l'administration. Le pays donné à l'armée de Portugal a des produits présumés le tiers de ceux des cinq gouvernements. L'armée de Portugal est beaucoup plus nombreuse que l'armée du nord ; le pays qu'elle occupe est insoumis ; on n'arrache rien qu'avec la force, et les troupes de l'armée du nord ont semblé prendre à tâche, en l'évacuant, d'en enlever toutes les ressources. Les autres gouvernements, malgré les guérillas, sont encore dans la soumission, et acquittent les contributions sans qu'il soit besoin de contrainte. D'après cela, il y a une immense différence dans le sort de l'une et de l'autre armée, et comme tout doit tendre au même but, que partout ce sont les soldats de l'empereur, que tous

les efforts doivent avoir pour objet le succès des opérations, ne serait-il pas juste que les ressources de tous ces pays fussent partagées proportionnellement aux besoins de chacun ; et comment y parvenir sans une autorité unique ?

« Je crois avoir démontré que, pour une bonne défensive du nord, le général de l'armée de Portugal doit avoir toujours à ses ordres les troupes et le territoire de l'armée du nord, puisque ces troupes sont appelées à combattre avec les siennes, et que les ressources de ce territoire doivent être en partie consacrées à les entretenir. Je passe maintenant à ce qui regarde le midi de l'Espagne.

« Une des tâches de l'armée de Portugal est de soutenir l'armée du midi, d'avoir l'œil sur Badajoz et de couvrir Madrid ; et pour cela, il faut qu'un corps assez nombreux occupe la vallée du Tage ; mais ce corps ne pourra subsister et ne pourra préparer des ressources pour d'autres troupes qui s'y rendraient pour le soutenir, s'il n'a pas un territoire productif, et ce territoire, quel autre peut-il être que l'arrondissement du centre ? Quelle ville peut offrir des ressources et des moyens dans la vallée du Tage si ce n'est Madrid ? Cependant aujourd'hui l'armée de Portugal ne possède, sur le bord du Tage, qu'un désert qui ne lui offre aucune espèce de moyens, ni pour les hommes ni pour les chevaux, et elle ne rencontre, de la part des autorités de Madrid, que haine, qu'animosité. L'armée du centre, qui n'est rien, possède à elle seule un territoire plus fertile, plus étendu que celui accordé pour toute l'armée de Portugal ; cette vallée ne peut s'exploiter faute de troupes, et tout le monde s'oppose à ce que nous en tirions des ressources. Cependant si les bords du Tage étaient évacués par suite de la disette, personne à Madrid ne voudrait en apprécier la véritable raison, et tout le monde accuserait l'armée de Portugal de découvrir cette ville.

« Il existe, il faut le dire, une haine, une animosité envers les Français, qu'il est impossible d'exprimer, dans le gouvernement espagnol. Il existe un désordre à Madrid qui présente le spectacle le plus révoltant. Si les subsistances employées en de fausses consommations dans cette ville eussent été consacrées à former un magasin de ressources pour l'armée de Portugal, les troupes qui sont sur le Tage seraient dans l'abondance et pourvues pour longtemps ; on consomme 22 mille rations par jour à Madrid, et il n'y a pas 3,000 hommes : c'est qu'on

donne et laisse prendre à tout le monde, excepté à ceux qui servent. Mais bien plus, je le répète, c'est un crime que d'aller prendre ce que l'armée du centre ne peut elle-même ramasser. Il est vrai qu'il paraît assez conséquent que ceux qui, depuis deux ans, trompent le roi, habillent et arment chaque jour des soldats qui, au bout de deux jours, vont se joindre à nos ennemis, et semblent en vérité avoir ainsi consacré un mode régulier de recrutement des bandes que nous avons sur les bras, s'occupent de leur réserver des moyens de subsistances à nos dépens.

« La seule communication carrossable entre la gauche et le reste de l'armée de Portugal est par la province de Ségovie, et le mouvement des troupes et des convois ne peut avoir lieu avec facilité, parce que, quoique ce pays soit excellent et plein de ressources, les autorités de l'armée du centre refusent de prendre aucune disposition pour assurer leurs subsistances.

« Si l'armée de Portugal peut être affranchie du devoir de secourir le midi, de couvrir Madrid, elle peut se concentrer dans la Vieille-Castille, et elle s'en trouvera bien ; alors tout lui devient facile ; mais si elle doit au contraire remplir cette double tâche, elle ne le peut qu'en occupant la vallée du Tage, et dans cette vallée elle ne peut avoir les ressources nécessaires pour y vivre, pour y manœuvrer, pour y préparer des moyens suffisants pour toutes les troupes qu'il faudra y envoyer, qu'en possédant tout l'arrondissement de l'armée du centre et Madrid. Ce territoire doit conserver les troupes qui l'occupent à présent, afin qu'en marchant à l'ennemi, l'armée ne soit obligée de laisser personne en arrière, mais qu'au contraire elle en tire quelque secours pour sa communication. Elle a besoin surtout d'être délivrée des obstacles que fait naître sans cesse un gouvernement véritablement ennemi des armes françaises ; quelles que soient les bonnes intentions du roi, il paraît qu'il ne peut rien contre l'intérêt et les passions de ceux qui l'environnent ; il semble également que jusqu'à présent il n'a rien pu contre les désordres qui ont lieu à Madrid, contre l'anarchie qui règne à l'armée du centre. Il peut y avoir de grandes raisons en politique pour que le roi réside à Madrid, mais il y a mille raisons positives et de sûreté pour les armes françaises, qui sembleraient devoir lui faire choisir un autre séjour. Et en effet, ou le roi est général et commandant des armées, et dans ce cas il doit être au milieu des troupes, voir leurs besoins,

pourvoir à tout et être responsable ; ou il est étranger à toutes les opérations, et alors, autant pour sa tranquillité personnelle que pour laisser plus de liberté dans les opérations, il doit s'éloigner du pays qui en est le théâtre et des lieux qui servent de points d'appui aux mouvements de l'armée.

« La guerre d'Espagne est difficile dans son essence, mais cette difficulté est augmentée de beaucoup par la division des commandements et par la grande diminution des troupes, que cette division rend encore plus funeste. Si cette division a déjà fait tant de mal, lorsque l'empereur étant à Paris, s'occupant sans cesse de ses armées de la péninsule, pouvait en partie remédier à tout, on doit frémir du résultat infaillible de ce système, suivi avec diminution de moyens, lorsque l'empereur s'éloigne de trois cents lieues.

« Monseigneur, je vous ai exposé toutes les raisons qui me semblent démontrer jusqu'à l'évidence la nécessité de réunir sous la même autorité toutes les troupes et tout le pays, depuis Bayonne jusques et compris Madrid et la Manche ; en cela, je n'ai été guidé que par mon amour ardent pour la gloire de nos armes et par ma conscience. Si l'empereur ne trouvait pas convenable d'adopter ce système, j'ose le supplier de me donner un successeur dans le commandement qu'il m'avait confié. J'ai la confiance et le sentiment de pouvoir faire autant qu'un autre, mais tout restant dans la situation actuelle, la charge est au-dessus de mes forces. De quelques difficultés que soit le commandement général, quelque imposante que soit la responsabilité qui l'accompagne, elles me paraissent beaucoup moindres que celles que ma position entraîne en ce moment.

« Quelque flatteur que soit un grand commandement, il n'a de prix à mes yeux que lorsqu'il est accompagné des moyens de bien faire ; lorsque ceux-ci me sont enlevés, alors tout me paraît préférable, et mon ambition se réduit à servir en soldat. Je donnerai ma vie sans regret, mais je ne puis rester dans la cruelle position de n'avoir pour résultat de mes efforts et de mes soins de tous les moments, que la triste perspective d'attacher mon nom à des événements fâcheux et peu dignes de la gloire de nos armes.

« Maréchal duc DE RAGUSE. »

Ces observations ne furent pas accueillies, l'ordre était positif ; le duc de Raguse n'eut plus qu'à obéir.

Il rappela les troupes qu'il avait sur le Tage, et se porta sur l'Agueda avec quatre divisions, seules forces dont il pût disposer sans découvrir toute la frontière de la Galice, qui était menacée par une armée espagnole, et abandonner ses communications avec la France. Il se mit en mouvement sur la fin de mars, débloqua Badajoz, passa l'Agueda, entra en Portugal, chassa les Anglais qu'il avait devant lui, battit les milices portugaises et envahit le Mondego. Mais pendant qu'il s'enfonçait ainsi dans ces contrées difficiles, les Anglais poussaient vivement Badajoz. La place succomba, et le maréchal fut obligé de se mettre en retraite, et regagna Salamanque sans autre résultat que d'avoir harassé ses troupes.

Ces diverses opérations étaient achevées avant que l'empereur partît pour la Russie : il fut fort mécontent du maréchal Marmont, et trouvait qu'on menait ses affaires sans aucun talent ; il observait qu'avec un peu de combinaison on pouvait facilement réunir trois fois autant de troupes qu'en avait l'armée anglaise, et vider la querelle dans une action dont le résultat n'eût pas été douteux ; mais que, faute de s'entendre, on se sacrifiait réciproquement à quelques amours-propres, et qu'on allait laisser le général anglais manœuvrer avec toute son armée tour à tour sur les corps de la nôtre, et la battre en détail. Si l'empereur avait encore pu disposer de deux mois de son temps, il aurait été lui-même en Espagne ; mais il ne le pouvait pas sans de graves inconvénients.

Après la perte de ces deux places (Rodrigo et Badajoz), la position générale des affaires en Espagne dépendait d'une bataille que l'armée anglaise devait nécessairement chercher l'occasion de livrer ; on devait donc se préparer à la recevoir et savoir abandonner ce qu'il n'était plus raisonnable de s'obstiner à conserver, d'autant plus que l'armée anglaise manœuvrait déjà sur la Castille, tandis que nos meilleures troupes étaient devant Cadix, Malaga, Grenade, dans le royaume de Valence, et sur les autres

points de l'Espagne, où elles ne prirent aucune part aux événements qui devaient nécessairement décider de la retraite forcée de toutes les positions qu'elles occupaient.

Indépendamment des armées d'opérations, il y avait une armée de réserve dans la province de Biscaye, composée de deux bonnes divisions, dont une était placée à Burgos. Le roi Joseph avait en outre à Madrid une forte réserve ; malheureusement tant d'excellentes troupes étaient éparses sous des commandements différents, indépendants les uns des autres, sans centre d'autorité qui pût leur imprimer une action uniforme. Il en résulta que les arrondisements de chaque corps d'armée devinrent autant de petites vice-royautés, qui s'administraient d'autant de manières différentes, et qui ne reconnaissaient pas plus l'autorité du roi d'Espagne que celle du roi de Maroc.

Le ministre de la guerre dirigeait de Paris les opérations qui se faisaient en Biscaye et en Navarre, d'où il ne pouvait avoir de nouvelles qu'au moyen d'un ou plusieurs bataillons qui escortaient le courrier porteur de la correspondance ; celle-ci n'arrivait à Paris que lorsque d'autres événements étaient déjà survenus au point d'où elle était partie. Cet inconvénient n'était pas le seul : il fallait encore tenir sur la ligne de communication une grande quantité de troupes qui n'empêchaient cependant pas qu'elle fût interceptée. L'armée anglaise, plus faible que la nôtre, mais réunie dans une même main, sous les ordres d'un chef habile, était postée derrière Ciudad-Rodrigo, à Fuentes de Onoro ; il était évident qu'elle attaquerait l'armée de Marmont, car elle ne présentait pas plus de difficultés à battre que celle d'Andalousie, et le succès devait avoir des résultats bien différents de ceux qu'auraient eus des revers que nous aurions éprouvés à l'extrémité de l'Espagne.

On aurait donc dû tenir prête une combinaison pour mettre l'armée que commandait Marmont en état de battre les Anglais ; au lieu de cela, on eut l'air d'ignorer qu'elle existât. Chacun ne pensa qu'à

sa responsabilité, on s'occupa de faire vivre les troupes, et on prit la funeste habitude de laisser faire le temps.

L'armée anglaise l'employa mieux : nous verrons bientôt ce qu'elle fit.

Pendant que les choses étaient dans l'état que j'ai indiqué dans le chapitre précédent, l'empereur traversait l'intervalle qui sépare la Vistule du Niemen. C'est ici le cas de nombrer son immense armée, et de retracer ses opérations, dont je ne puis parler que sommairement puisque je n'y ai pas pris part.

On l'évaluait en masse à quatre cent mille hommes, Français, Autrichiens, Prussiens, Polonais, Saxons, Westphaliens, Wurtembergeois, Hollandais, princes confédérés, Suisses, Italiens, Napolitains.

L'artillerie française, à elle seule, comptait vingt mille chevaux du train, la cavalerie au-delà de cent mille ; que l'on ajoute à ce nombre ceux des officiers et des bagages, et l'on verra ce que cela devait gaspiller par jour.

Le reste était en infanterie.

L'armée passa la Vistule dans l'ordre suivant, à partir de la gauche.

Le maréchal Macdonald commandait les Prussiens.

Le maréchal Oudinot et le général Saint-Cyr, les Bavarois et trois divisions françaises.

Le vice-roi d'Italie, les Italiens.

Le maréchal Ney, des Français.

Le maréchal Davout, des Français.

Le général Junot, des Wurtembergeois et des Westphaliens.

Le prince Poniatowski, les Polonais.

Le général Reynier, les Saxons.

Le prince Schwartzenberg, les Autrichiens.

Le roi de Naples, la cavalerie.

Le maréchal Lefebvre, l'infanterie de la Garde.

Le maréchal Bessières, la cavalerie de la Garde.

Le maréchal Victor organisait un corps de réserve sur les derrières.

Le maréchal Augereau veillait à la sûreté de l'Allemagne.

Pendant que cette croisade s'approchait de la Russie, on tenait en réserve en France cent mille gardes nationaux que l'on avait réunis sur les points les plus vulnérables, comme Paris, Cherbourg, Brest, Rochefort, Toulon, Turin, Strasbourg, Anvers. Ils étaient habillés, équipés comme des troupes régulières, et commandés par des anciens officiers de l'armée, retirés ou réformés du service.

Aucune époque de l'histoire ne parle d'armements aussi considérables que ceux qui signalèrent cette fatale année 1812.

Ce fut du 10 au 15 juin que l'armée passa le Niemen sur trois ponts qui furent jetés à côté l'un de l'autre, et à une demi-lieue de Kovno. Elle prit le chemin de Wilna, où étaient, peu de jours auparavant, l'armée russe et l'empereur Alexandre lui-même (1).

(1) Le duc de Rovigo commet encore une erreur de date, et devance de dix jours le passage du Niémen. Il faut rétablir ainsi les faits.

Kovno était le point que Napoléon avait choisi pour opérer le principal passage du Niemen : son intention était de pousser vigoureusement le centre des Russes dans la direction de Wilna, de le chasser de cette position, puis de déborder sa gauche, afin de le couper de son aile gauche, c'est-à-dire du corps du prince de Bagration, beaucoup trop éloignée pour pouvoir le soutenir ou être soutenue par elle-même.

Le 21 juin, l'empereur étant à Gumbinnen, écrit au major général : « Mon cousin, donnez ordre au prince d'Eckmühl (Davout) de se porter avec son corps d'armée dans la direction de Kovno de manière à être arrivé le 23 au matin, de bonne heure, avec l'équipage de pont. Il placera son corps à deux lieues de la rive droite et de manière que l'ennemi ne puisse s'en apercevoir. Il disposera tout de manière que l'empereur soit le maître de jeter le pont sur le Niemen le 23 à midi, et de faire déboucher aussitôt son corps d'armée. Du reste, on manœuvrera de manière que la rive droite ne puisse apercevoir aucun homme d'infanterie, ni aucun cuirassier, ni plus de mouvement qu'à l'ordinaire. »

Puis, le 23, du camp impérial de Nangardszki, l'empereur détermine l'ordre général pour le passage :

On ne rencontra les troupes légères de l'ennemi qu'aux approches de Wilna, qu'il évacua pour se mettre en retraite sur la Dwina, en suivant plusieurs directions. Le plus considérable de ses corps était

« Le prince d'Eckmühl sera chargé de faire jeter les ponts, de commander le passage et de passer le premier avec son corps d'armée. Le général Eblé sera sous ses ordres, avec tout l'équipage de pont, les parcs du génie, les ouvriers et marins qui lui seront attachés.

Le général Eblé divisera son pont en quatre parties, étant dans l'intention de jeter quatre ponts. »

Le 23 juin, à dix heures du soir, les troupes légères de la division Morand furent jetées sur la rive droite du Niemen et engagèrent une vive fusillade avec les troupes russes qui bordaient le fleuve. Au même instant, le général Eblé, commandant des équipages, jeta trois ponts sur la droite de Kovno, à peu de distance l'un de l'autre : les travaux furent poussés avec tant d'activité que les ponts étaient achevés avant onze heures et demie. L'armée était sous les armes : à minuit, les têtes de colonnes du prince d'Eckmühl débouchèrent sur le territoire russe par les trois ponts à la fois, culbutèrent sans peine une nuée de cosaques qui voulurent défendre la route de Wilna, et les dispersèrent. Le 2e et le 3e corps, la garde impériale et les deux premiers corps de la réserve de cavalerie, formant avec le 1er corps une masse de plus de deux cent mille hommes, vinrent à la suite du maréchal Davout et traversèrent les ponts sans laisser le moindre intervalle, jamais on ne vit un spectacle plus imposant, plus grandiose. Le passage continua pendant toute la journée du 24 et celle du 25 ; ce ne fut que vers le soir que les dernières troupes arrivèrent sur la rive opposée. Sans perdre un instant, Napoléon dirigea le maréchal Ney sur Kormelow, le maréchal Davout, sur la grande route de Wilna, et le roi de Naples, avec toute la cavalerie, sur Jijmory. Surpris par les masses françaises, et prêt à être débordé par sa droite et sa gauche, le général Barclay de Tolly, qui commandait le centre des Russes, rappelle alors ses troupes compromises et se retire à la hâte sur Wilna. Son arrière garde, poussée l'épée dans les reins, est bientôt coupée par la cavalerie du roi Joachim, et forcée, pour se tirer d'embarras, d'opérer une marche de flanc dans la direction de Swentziani, sur la route de Saint-Pétersbourg.

Le 10e corps, qui formait l'extrême-gauche de la grande armée, effectue au même instant le passage du Niemen à

en face de notre droite, c'est-à-dire vers Grodno. Il prit sa direction par Bobruisk vers Mohilow.

La majeure partie de l'armée ennemie se retira sur Drissa, où elle avait un vaste camp retranché. Notre armée se mit à sa poursuite ; l'empereur fit marcher le maréchal Davout de manière à obliger le corps qu'il avait devant lui à obliquer à droite, afin de l'empêcher de se réunir à ceux qui se ralliaient derrière la Dwina. Ce fut le seul qui fut compromis dans ce premier mouvement ; il était commandé par le prince Bagration. Si le maréchal Davout avait pu, comme l'avait ordonné l'empereur, l'isoler tellement, s'il n'était pas possible de le détruire, qu'il devînt inutile à l'armée principale, il est probable que cette percée au centre de l'armée russe aurait décidé de la campagne. Privée de la masse de troupes que le maréchal chassait devant lui, elle n'eût pas été en état de réunir plus de quatre-vingt mille hommes.

On entra à Wilna le 21 juin, sans avoir eu d'engagement. L'empereur resta quelques jours dans cette ville, pour faire marcher les différents corps de son armée dans les directions où il voulait les porter (1).

Le maréchal Macdonald, qui avait passé le Niemen à Tilsitt, se dirigea sur Riga. La cavalerie s'avança sur Drissa, où l'on supposait que les Russes voudraient défendre le camp retranché qu'ils y avaient construit. Elle le trouva évacué, et apprit qu'il n'y avait qu'un petit corps sous les ordres du général Wittgenstein, qui était de l'autre côté de la Dwina, en face du camp retranché. L'empereur lui opposa le maréchal Oudinot, et prit, avec le reste de l'armée, la route de Smolensk. Le maréchal Davout marchait toujours à la même hauteur que la

Tilsitt, et chasse devant lui le général Wittgenstein et quinze mille Russes qui voulaient lui barrer le chemin de Rossiena.

Les autres corps de l'armée s'approchent également du Niemen et se préparent à franchir ce fleuve. (D. L.)

(1) L'empereur n'entre à Wilna que le 28 juin à midi, et y reste jusqu'au 16 juillet au soir. Le lendemain 17 il était à Swentziany. (D. L.)

tête de la colonne du prince Bagration, et le forçait si fort d'appuyer à droite, que ce corps d'armée fut obligé d'aller passer le Diepr pour rejoindre la portion de l'armée russe qui avait pris sa marche sur la Dwina. A la vérité, il fit un grand détour, mais il arriva à son but, et rendit à l'armée ennemie une masse de forces qui eût été perdue pour elle, si les ordres de l'empereur avaient été exécutés. La réussite de ce mouvement équivalut pour les Russes à une bataille gagnée. Les pertes qu'ils avaient faites se bornaient à quelques lieues carrées ; ils étaient désormais réunis et en mesure de moins redouter un engagement. Ils le refusèrent cependant ; ils continuèrent leur retraite en dévastant tout ce qu'ils laissaient derrière eux. Ils se rapprochaient de leurs moyens, tandis que l'armée française, qui avait besoin de les forcer à livrer bataille, était obligée de les suivre au milieu des vastes solitudes où elle devait être accablée.

De tous les peuples de l'Europe, il n'y a que les Russes pour lesquels une dévastation aussi générale ne soit pas une destruction complète. En effet, dans un pays où les constructions sont en bois, ce n'est pas imposer un grand sacrifice à la nation à laquelle il faut moins d'un an pour tout réparer.

L'on a beaucoup dit que c'était une barbarie de tout brûler ainsi, on en a accusé les Français ; mais les Russes étaient trop intéressés à ce que les incendies s'exécutassent rigoureusement pour en remettre le soin à ceux qui avaient intérêt à tout conserver. Au reste, on sait aujourd'hui à quoi s'en tenir sur ces imputations.

Les Russes se retirèrent donc par la route de Smolensk à Moscou, laissant à l'armée française l'alternative de rester sur la Dwina, ou de les suivre en s'exposant à mille dangers.

L'empereur se proposait d'abord de prendre ses quartiers sur la Dwina ; mais l'armée russe ayant continué sa retraite et échappé à ses combinaisons, il fut obligé de la suivre pour l'amener à une bataille dans laquelle il comptait la mettre dans l'im-

possibilité de rien entreprendre sur lui de tout l'hiver. Faute d'avoir fait cette réflexion, on s'est beaucoup élevé contre cette résolution de l'empereur, qui cependant me semble facile à justifier.

Car il faut d'abord considérer que l'empereur avait une armée immense, dont la réunion seule ne pouvait se faire sans beaucoup de temps et d'exactitude dans l'exécution de ses combinaisons. Ensuite, une grande portion de cette armée n'avait pas le même intérêt que nous à nos succès ; quelques-uns des corps dont elle se composait auraient bien pu nous manquer plus tard.

On ne sait pas tout ce qu'il en coûtait de petits soins à l'empereur, pour retenir tant de moyens étrangers, qui auraient été employés contre lui presque aussitôt qu'ils auraient été hors de sa main. Il avait besoin de leur concours pour l'exécution de ses projets, et ne devait pas mettre à de trop rudes épreuves la patience de ceux qui ne marchaient qu'avec regret sous ses drapeaux. Le but de la première partie de son plan d'opérations était manqué ; l'armée russe se trouvait rassemblée ainsi que la nôtre ; que ne pouvait-il pas arriver, si nous avions pris des quartiers d'hiver pour protéger un soulèvement de la Pologne ? Vraisemblablement le gouvernement russe, dont on avait ainsi déchiré les entrailles, ne pouvant rien perdre de plus, aurait à tout prix tenu son armée en masse, et l'eût fait tomber sur la nôtre, qui, de son côté, n'avait pas de position militaire naturelle dont elle pût se couvrir après sa dislocation ; l'ennemi se serait trouvé le plus fort sur tous les points où il se serait porté pour empêcher la réunion de nos corps d'armée, que l'on aurait été obligé d'éparpiller pour les faire vivre. De plus, l'empereur venait d'apprendre que les Turcs avaient fait la paix avec les Russes, comme je le raconterai par la suite. Cet événement mettait une armée nouvelle à la disposition des Russes. Le traité fut signé à Bukarest le 20 juillet 1812. D'ailleurs l'on n'était encore qu'au mois de juillet ; dans cette situation, il n'aurait pas fallu songer à voir la Po-

logne répondre au mouvement qu'on cherchait à lui imprimer, car la nation, quoique courageuse, n'aurait pas pris son essor avant d'être convaincue qu'elle n'avait pas de retour à craindre. Alors que serait devenue cette prodigieuse quantité d'armes et d'effets de tout genre que l'on avait fait venir de France pour armer et équiper les Polonais ?

Ne savons-nous pas ce qui faillit nous arriver après la bataille d'Eylau ? C'eût été bien pis cette fois. D'ailleurs, si l'empereur avait mis son immense armée en quartiers d'hiver, elle aurait épuisé la Pologne. On aurait ainsi consommé la dernière ressource de ce pays avant d'avoir commencé des opérations qui ne se seraient peut-être pas terminées dans la même campagne. Le gouvernement polonais pressait, par cette seule raison, pour qu'on portât l'armée en avant. D'ailleurs il n'y a pas un général sensé qui imaginât de mettre son armée en quartiers d'hiver devant un ennemi aussi fort que lui, avant d'avoir décidé, par un événement de guerre important, la question de l'initiative des mouvements ultérieurs ; car, s'il doit garder la défensive, il n'y a qu'une suspension d'armes qui puisse lui assurer du repos dans ses quartiers. Or, une suspension d'armes n'était pas une idée raisonnable dans la situation des choses. Les Russes ne pouvaient que perdre à l'accorder ; ils se seraient privés du seul allié qui pût leur être utile : c'était l'hiver.

L'empereur ne pouvait pas manquer de confiance dans les suites d'une bataille qu'il cherchait ; son armée était dans sa main ; il n'avait pu gagner d'avance sur les corps russes dans leur marche rétrograde ; mais ils formaient une masse plus considérable, plus pesante, qui mettrait plus de lenteur dans l'exécution de ses mouvements. Il n'était pas déraisonnable d'espérer de pouvoir la serrer d'assez près pour l'engager petit à petit, malgré elle, dans des combats partiels qui eussent infailliblement amené à une action générale, à la suite de laquelle l'empereur aurait commencé la seconde partie de son plan d'opérations.

Certainement s'il avait dû mettre en ligne de compte toutes les fautes qui ont été commises dans l'exécution de ses ordres, et qui l'ont empêché d'atteindre l'armée russe avant le 7 septembre, il n'eût pas songé à mener si loin, à une époque aussi avancée, une armée qui, après avoir été dans l'alternative de vaincre ou de mourir de besoins, se trouva, après avoir vaincu, dans celle d'être vaincue à son tour ou de mourir de froid.

CHAPITRE V

Smolensk est sur le point d'être enlevé. — Bataille de Volontina. — Inaction de Junot. — Opérations de l'armée de Portugal. — Bataille de Salamanque. — Le Pape vient en France. — Accident qui lui survient au Mont-Cenis. — Désolation de l'officier. — Le Saint-Père continue sa route. — Fâcheux effet que produit sur l'opinion la perte de la bataille de Salamanque. — Etat de l'opinion. — Anxiété publique sur l'état des affaires dans le Nord. — Paix de Bukarest. — L'armée du Danube se porte sur nos derrières. — Bernadotte. — Réflexions sur la conduite de ce prince.

Bagration avait échappé à nos colonnes; la jonction était faite, on ne pouvait plus l'empêcher. L'empereur voulut donner quelque relâche à ses troupes exténuées de fatigues et de privations. Il les distribua dans les villages qui sont en avant de Witepsk, les cantonna dans tous les lieux qui présentaient quelques ressources. Cette dispersion enhardit les Russes; ils se flattèrent de nous surprendre et revinrent sur leurs pas. L'empereur les laissa se développer, et tandis qu'ils s'avançaient par une rive du Dniepr, il se porta sur l'autre, et arriva, par une marche rapide, à la vue de Smolensk, qu'il faillit enlever. Les Russes revinrent en toute hâte et réussirent à nous prévenir. L'action s'engagea; ils furent battus (1), obligés de nous abandonner la place, et se retirèrent partie par la route de Moscou, partie par celle de Pétersbourg. L'empereur les fit poursuivre, en même temps que le général Junot, chargé de remonter la rive gauche, devait franchir le fleuve et les couper. Si ces dispositions avaient été exécutées, l'ennemi

(1) 17 août 1812. Depuis le 16, l'empereur était en avant de Smolensk où il arrive le 19 Il y reste jusqu'au 24. (D. L.)

était perdu, et la campagne décidée. Mais Junot ne marcha point, la route resta libre, et les Russes se retirèrent après une action meurtrière qui coûta la vie au général Gudin (1).

L'empereur fut fort mécontent de l'inaction du général Junot ; mais le mal était fait.

L'armée russe échappa encore à sa ruine, et se retira en continuant de combattre quand l'occasion favorable se présentait.

Le but était de nouveau manqué ; on se trouvait engagé, obligé de mener avec soi une immense quantité de consommateurs sur les traces désertes de l'armée russe, et, ce qu'il y a de plus étonnant, sans que l'administration eût rien fait avancer de tous les immenses approvisionnements que l'empereur avait fait réunir sur les divers points de la Pologne. Cette faute sans excuse fut une des causes de la désorganisation à laquelle l'armée fut obligée de se livrer pour pourvoir a ses besoins.

Il aurait véritablement fallu que l'empereur pensât, exécutât pour tout le monde. On ne l'aidait pas de la moindre idée ; on se bornait à l'écouter et à lui obéir, sans lui faire observer rien de ce qu'il était bien permis à quelqu'un aussi occupé que lui d'oublier.

Les affaires allaient d'une manière encore plus déplorable en Espagne. Je reprends le récit de ce qui se passait dans ce pays.

Après la prise de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz (2), les Anglais s'étaient pelotonnés dans le nord, y avaient formé de grands magasins et avaient tout disposé pour une offensive sérieuse. Il était important, pour

(1) Le général Gudin, commandant la 3e division du 1er corps eut les deux jambes emportées au combat de Volontina, le 19 août, et mourut à Smolensk le 21.

(2) La prise de Ciudad-Rodrigo, le 19 janvier 1812, avait ouverte la route de Madrid aux Anglos-Portugais, mais avant de pénétrer vers l'intérieur du royaume, lord Wellington voulut s'emparer de Badajoz, dont la garnison succomba dans l'assaut du 7 avril. (D. L.)

que l'armée de Portugal restât isolée lorsque les opérations seraient commencées, que le duc de Wellington, qui supposait des dispositions amies entre les armées françaises, et qui était loin d'imaginer que les rivalités seules avaient déjà produit l'effet qu'il se proposait, voulût préparer ses succès en détruisant les moyens de communication qui existaient entre le midi et le nord. En conséquence, il fit faire un coup de main sur Almaraz, qui réussit complètement.

Les fortifications d'Almaraz avaient pour objet d'assurer le passage du Tage en conservant son pont. Badajoz avait été sauvé l'année précédente au moyen du mouvement de l'armée de Portugal et sa jonction avec celle du midi ; l'armée de Portugal pouvait, à son tour, recevoir un puissant secours de celle du midi.

Le 18 mars, la division du général Hill arriva inopinément devant le port d'Almaraz. Elle évita celui de Miravets et se porta sans canon devant les ouvrages de campagne de la rive droite, qui couvraient le pont sur le Tage la nuit suivante. Les forts étaient construits avec soin et avaient un réduit; les ouvrages étaient fraisés et palissadés. Les troupes anglaises, munies d'échelles, tentèrent l'escalade sans hésiter, et réussirent dans leur entreprise. Un bataillon étranger, qui formait la partie principale de cette garnison, prit lâchement la fuite ; le commandant Aubert, quoique officier de courage, perdit la tête et ne sut remédier à rien. L'ennemi, après avoir démoli les forts de la rive droite et détruit le pont, se retira en Estremadure, et le général Foy, venu d'Oropesa avec sa division, ne put arriver à temps. Si les forts se fussent défendus 24 heures, l'entreprise des Anglais tournait à leur honte.

Le duc de Wellington, tranquille par les mouvements de l'armée du midi de l'Espagne, passa l'Agueda le 13 juin et marcha sur Salamanque. L'armée française était dispersée pour pouvoir subsister, mais tout avait été préparé pour le rassemblement des troupes à l'instant où il serait nécessaire. Les

forts de Salamanque, au nombre de trois, le fort Saint-Vincent, le fort Saint-Gaeteno et celui du Collège-Royal, formaient un ensemble imposant et exigeaient quelque attention de la part de l'ennemi. Ils furent abandonnés à leurs propres forces, et l'armée de Portugal effectua son rassemblement à quelques lieues en arrière. Pendant ce temps, l'ennemi prit position sur les hauteurs de San-Cristoval, bloqua d'abord et assiégea ensuite les forts.

Les instructions de l'empereur avaient déterminé qu'en cas d'offensive de la part de l'armée anglaise sur l'armée de Portugal, deux divisions de l'armée du nord et presque toute son artillerie et sa cavalerie viendraient la joindre, tandis que celle du centre enverrait six mille hommes, et que, dans le cas où le général Hill passerait sur la rive droite du Tage, le cinquième corps le suivrait et viendrait se réunir à l'armée de Portugal. Le duc de Raguse se hâta de réclamer les secours promis ; il envoya des ordres au général Bonnet, qui commandait la huitième division et qui était dans le royaume de Léon, d'arriver en toute hâte, et après avoir rassemblé environ vingt-cinq mille hommes, il se porta en avant, et vint prendre position à une portée de canon de l'armée anglaise. Ce mouvement offensif fit suspendre le siège ; mais l'attaque ayant été ajournée jusqu'à la réunion des forces, le siège fut repris. Des attaques vives furent repoussées et coûtèrent à l'ennemi des pertes égales au triple des forces de la garnison. Mais un accident survint, un incendie détruisit les moyens de défense, et les forts se rendirent (1). L'armée, n'ayant plus d'objet à remplir avant d'avoir réuni les moyens de livrer bataille, se retira sur le Duero, et marcha ainsi au-devant de ses renforts. Cette retraite se fit en présence de l'ennemi sans être inquiétée, et l'armée anglaise suivit l'armée française.

Arrivé dans cette position, le duc de Raguse appela de nouveau à lui tous les contingents qui devaient

(1) Le 28 juin.

le joindre : le général Caffarelli lui annonça, le 14 juin, qu'il se mettait en marche avec huit mille hommes d'infanterie, dix-huit cents chevaux et vingt-deux pièces de canon. De nouvelles lettres annoncèrent que des mouvements de guérillas suspendaient cet envoi : plus tard que l'apparition de bâtiments anglais sur les côtes le retenait définitivement, et qu'enfin, à l'exception du 1er de hussards, aucun renfort ne serait envoyé. Le duc de Raguse avait cependant promis au général Caffarelli de lui prêter autant de troupes qu'il voudrait pour rétablir l'ordre sur son territoire aussitôt que les Anglais auraient été battus ou éloignés ; mais le général ne tint pas compte de ces promesses.

Le roi d'Espagne fit écrire par le maréchal Jourdan au duc de Raguse (1), qu'aucun secours ne lui serait

(1) Monsieur le maréchal, le roi m'a chargé de vous dire qu'il n'a pas reçu de vos nouvelles depuis la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 14 du courant. Depuis lors il a circulé ici des bruits de toute espèce ; mais ce qu'on a pu démêler au milieu de tous ces rapports contradictoires, c'est que l'armée anglaise est en position sur la Tormès, et que vous avez réuni la vôtre sur le Duero. Vous sentez, Monsieur le Maréchal, que Sa Majesté est fort impatiente de recevoir de vos nouvelles. On dit ici que l'armée ennemie est forte d'environ 50.000 hommes, parmi lesquels on ne compte que 18,000 Anglais. Le roi pense que, si cela est vrai, vous êtes en état de battre cette armée, et le roi désirerait bien connaître les motifs qui vous ont empêché d'agir. Il me charge donc de vous inviter à lui écrire par des exprès.

Le roi me charge en même temps de vous communiquer les nouvelles qu'il a reçues d'Andalousie. Les dernières lettres de M. le duc de Dalmatie sont du 16 courant, et la dernière lettre de M. le comte d'Erlon est du 18. A cette époque, le général Hill, qui est toujours resté sur la Guadiana avec un corps de 15.000 hommes et 3 à 4,000 Espagnols, s'était avancé sur la Zafra et même sur Herena.

Des troupes de l'armée du midi sont en marche pour se réunir au général Drouet, et ce général doit être en opération depuis le 20 contre le général Hill. Le roi a réitéré au duc de Dalmatie l'ordre de diriger le général Drouet sur la vallée du Tage, si lord Wellington appelle à lui le général Hill ; mais comme il serait possible, le cas arrivant, que

envoyé de l'armée du centre; il l'engageait à agir offensivement et sans retard contre l'armée anglaise. Cette lettre fut écrite le 30 juin, et arriva dans les premiers jours de juillet.

Que pouvait faire le duc de Raguse dans cet état de choses? Tous les secours lui manquaient à la fois, et l'avenir pouvait rendre sa position plus difficile. En effet, si le général Hill eût passé le Tage, l'armée anglaise aurait été renforcée de 12 à 15.000 hommes et le 5e corps (s'il eût été envoyé, ce qui était douteux) aurait dû faire sa marche par la Manche, pour exécuter le passage du Tage, et serait arrivé beaucoup plus tard que le général Hill, qui aurait passé à Alcantara, dont le pont avait été rétabli. Il y aurait eu 12 à 15.000 hommes de différence dans l'effectif des corps ennemis et des corps français. D'un autre côté, l'armée de Galice bloquait Astorga, et cette place n'avait de vivres que jusqu'au 1er août. Il était impossible de penser à la délivrer, de faire un détachement dans ce but, avant d'avoir battu ou rejeté l'armée anglaise en Portugal. L'offensive fut donc résolue par le duc de Raguse, et le moment n'en fut ajourné que jusqu'à l'arrivée de la 8e division qui s'avançait de la frontière des Asturies.

Le moment étant venu, des mouvements s'opérèrent sur le Duero pour tromper l'ennemi. Le duc de Raguse avait choisi le pont de Tordesillas pour son passage. Indépendamment des localités qui sont

cet ordre ne fut pas exécuté assez promptement, Sa Majesté désirerait que vous profitassiez du moment où lord Wellington n'a pas toutes ses forces réunies pour le combattre.

Le roi a aussi demandé des troupes au général Suchet, mais ces troupes n'arriveront pas. Ainsi tout ce que Sa Majesté a pu faire, c'est d'envoyer un renfort de troupes dans la province de Ségovie, et d'ordonner au général Estive, gouverneur de cette province, de secourir au besoin la garnison d'Avila et de lui envoyer des vivres.

Le Maréchal de l'Empire, chef de l'état-major de Sa Majesté Catholique.

Madrid, le 30 juin 1812.

Signé : JOURDAN.

favorables, ce point se trouvait sur la ligne la plus courte de Valladolid à Salamanque ; ainsi l'armée, en prenant l'offensive, ne pouvait risquer de perdre sa communication. Le passage réussit à merveille ; l'ennemi trompé n'opposa à cette opération difficile aucun obstacle.

Le 18 juillet, l'armée en marche rencontra deux divisions anglaises. Elles se retirèrent promptement en éprouvant quelques pertes dans la poursuite. On arriva sur les bords de la Guadiana, où toute l'armée anglaise était rassemblée. Le passage de cette faible rivière, dont les bords sont marécageux, présentait de grandes difficultés. Il fallait que l'armée française fît une marche de flanc devant un ennemi supérieur en forces et tout formé. Les mouvements furent si bien calculés et exécutés avec tant de précision, qu'elle s'opéra avec un succès complet. Les deux armées marchèrent parallèlement, cherchant à se déborder, et ayant des engagements partiels qui semblaient préluder à la bataille. On arriva par suite de ces manœuvres jusque sur les hauteurs de San-Cristoval, près Salamanque, que les Anglais occupèrent ; l'armée française reprit la position qu'elle avait précédemment occupée sur les hauteurs d'Aldea-Rubia, dominant la Tormès.

Le 21 juillet, toute l'armée passa la Tormès et prit position à Calvaraza de Ariba. L'armée anglaise fit un mouvement parallèle et vint se porter en face de l'armée française.

Le 22 au matin, les positions respectives se dessinèrent avec plus de soin, et chaque armée occupa par son centre un des Arapiles, qui ne sont séparés que par un léger ravin et une distance de 150 toises.

Le duc de Wellington disposa tout pour une bataille, et à onze heures il mit ses colonnes d'attaque en mouvement ; puis, mieux avisé, il s'arrêta, reconnut la forte position de l'armée française et renonça à l'attaquer. Dès lors sa retraite fut résolue, et les choses furent établies pour l'exécuter. Renonçant à la bataille, le mouvement était indispensable, parce que le lendemain l'armée française, par suite

du système qu'elle avait adopté, se serait trouvée sur sa communication. Le duc de Raguse n'attendait qu'une chose pour attaquer les Anglais, c'est que la plus grande partie de leurs forces se fût éloignée ; mais tout à coup le général Maucune, brave soldat, qui n'avait jamais vu l'ennemi sans éprouver un bouillonnement de sang, fut entraîné, descendit de sa position, poursuivit l'armée anglaise sans ordres et sans être soutenu. Ce mouvement intempestif compromettait tout, mettait tout en question, et faisait perdre le fruit de la sagesse et des bonnes dispositions de plusieurs mois. Le duc de Raguse, après avoir envoyé l'ordre de se rétablir dans l'ancienne position, crut plus convenable de s'y rendre, et c'est au moment où il partait pour y aller qu'il reçut, d'un coup de canon, une grave blessure qui le mit hors de combat (1). Cet événement funeste laissa le commandement incertain, mit de l'anarchie et causa les malheurs de la journée. Toutefois, d'après les rapports officiels et authentiques, l'ennemi perdit plus de monde que l'armée française. Ce fut dans la retraite que l'ennemi fit prisonnier un assez grand nombre de soldats, que le manque de vivres avait forcés à s'éparpiller

Pendant que les divers événements dont je viens de faire le récit avaient lieu, le Pape se rendait en France. L'empereur, au moment de son départ de Dresde, avait vu dans les rapports de la marine l'établissement d'une croisière anglaise devant Gènes, et m'avait écrit de ne plus différer le voyage du Pape : il me chargeait de faire venir le Saint-Père à Fontainebleau, me recommandait bien de ne rien négliger, tant de ce qui pourrait rendre le voyage commode, que de ce qui pourrait empêcher de l'ébruiter. Il m'envoya une lettre pour le prince Borghese qui gouvernait en Piémont, afin qu'il fît venir à Turin un évêque d'Italie, que le Pape affectionnait particulièrement, et qu'il serait sans doute bien aise

(1) Il fut atteint d'un boulet qui lui fracassa le bras droit et lui fit deux graves blessures au côté. (D.L.)

de voir à son passage. L'empereur m'avait renouvelé l'ordre de ne rien employer qui pût donner une idée qu'il n'avait pas. Il ne voulait, en aucune façon, violenter le chef de l'Eglise : il ne cherchait qu'à l'isoler d'une influence pernicieuse au repos de nos départements (1).

(1) L'empereur était à Dresde lorsqu'il apprit qu'une croisière anglaise s'était établie devant Savone ; comme il craignit qu'on ne projetât l'évasion du Pape, il décida qu'il serait transféré à Fontainebleau. Il écrivit pour cela, le 21 mai 1812 au prince Borghèse qui était gouverneur général des départements au-delà des Alpes :

« Comme il est nécessaire que le Pape soit en sûreté, vous chargerez le préfet et le commandant de la gendarmerie de faire partir le Pape avec ses gens dans deux bonnes voitures. Le Pape aura son médecin dans sa voiture. Les précautions seront prises de manière qu'il traverse Turin de nuit, qu'il ne s'arrête qu'au Mont-Cenis, qu'il traverse Chambéry et Lyon de nuit, et, qu'il soit ainsi conduit à Fontainebleau, où les ordres seront donnés pour le recevoir. Je m'en rapporte à votre prudence et à celle du commandant de la gendarmerie. Ayez soin que la voiture du Pape soit bonne et que toutes les précautions convenables soient prises. Il ne faut pas que le Pape voyage en habits pontificaux, mais seulement en habits ecclésiastiques, et de manière que nulle part sur la route, excepté au Mont-Cenis, il ne puisse être reconnu. A moins d'événement, cette mesure n'est pas tellement urgente que vous ne puissiez envoyer chercher le préfet de Montenotte pour concerter d'avance avec lui ce départ. — Vous transmettrez la lettre ci-jointe au duc de Lodi. Je lui écris pour qu'il vous envoie à Turin l'archevêque d'Edesse. Lorsque cet archevêque sera arrivé à Turin, vous lui ferez connaître de ma part que vous avez une mission à lui confier, et aussitôt que vous apprendrez que le Pape sera à une poste au-delà de Turin, vous l'enverrez le rejoindre. Il se placera dans la voiture du Pape et l'accompagnera pendant le reste de la route. Vous ferez connaître à ce prélat que la situation des affaires en Europe et la présence des Anglais devant Savone, rendaient le séjour du Pape dangereux dans cette ville ; qu'il faut qu'il soit placé dans le centre de l'Empire ; qu'il sera reçu à Fontainebleau par les évêques de la députation ; qu'il y occupera le logement qu'il a déjà habité ; qu'il y verra les cardinaux qui sont en France, etc. Vous correspondrez pour

Les ordres de l'empereur furent exécutés. J'écrivis dans ce sens une instruction à Savone et y envoyai tout ce qu'il fallait pous assurer le succès de l'opération dont j'étais chargé. Le Pape ne fit aucune difficulté de se rendre à Fontainebleau. Il monta en voiture sans bruit, ne s'arrêta qu'à Turin pour voir l'évêque dont j'ai parlé, et continua sa route pour la France.

En passant le Mont-Cenis, il tomba malade à effrayer tout ce qui l'accompagnait. L'officier de gendarmerie qui dirigeait son voyage m'en fit le rapport par un courrier. Il craignait pour sa vie, et ce brave homme, effrayé de sa responsabilité, se désolait d'avoir été chargé d'une semblable mission.

La maladie du Pape n'était autre chose qu'une rétention d'urine, qui avait pris un caractère d'inflammation par suite de la rapidité de son voyage. Il resta deux ou trois jours au couvent du Mont-Cenis, pendant lesquels on lui prodigua tant de soins, qu'il se trouva en état de continuer son voyage ; il arriva avec la rapidité d'un trait à Fontainebleau, où l'on avait fait préparer, pour le recevoir, l'appartement qu'il avait occupé dans le château, lorsqu'il était venu sacrer l'empereur.

On y avait envoyé des gens de tous les services domestiques de la Maison de l'empereur, ainsi que des voitures et des chevaux de ses écuries. Ce prince écrivit de l'armée, pour que les ministres ainsi que toutes les personnes de sa Maison allassent visiter le Saint-Père, et chargea quelqu'un de lui rendre compte de la manière dont cet ordre serait exécuté. Je laisse là le Pape, je reviendrai à lui tout à l'heure.

Les Anglais ne suivirent d'abord pas rapidement le succès qu'ils avaient obtenu à Salamanque ; au lieu

l'exécution de ces mesures avec le ministre de la police. Je désire que le plus grand secret soit gardé. »

L'ordre de Napoléon s'exécuta sans difficulté : le 20 juin, le souverain pontife arrive à Fontainebleau accompagné de l'archevêque d'Edesse et y fut reçu avec tous les honneurs dûs à sa dignité. (D. L.)

de se porter sur les débris de notre armée, qui n'aurait pas pu se rallier, ils allèrent à Madrid, où le général en chef voulait cueillir les lauriers de sa victoire.

Le roi avait été obligé d'évacuer sa capitale ; il s'était retiré sur le corps d'armée du maréchal Suchet, qui était dans le royaume de Valence. Il donna de là l'ordre impératif et réitéré au maréchal Soult d'évacuer l'Andalousie et d'amener son armée contre les Anglais.

Lorsque le roi donna cet ordre, comme quand le maréchal Soult le reçut, le général anglais était à Madrid, en sorte que l'on ne regarda pas comme un parti prudent de faire repasser l'armée d'Andalousie par la Sierra-Morena. On pensait que les Anglais allaient s'établir dans la Manche. Le maréchal fit son mouvement par le royaume de Murcie, et rejoignit les troupes du maréchal Suchet, avec lesquelles il revint sur Madrid, où le roi entra.

Pendant que tout ce mouvement s'opérait, l'armée anglaise avait marché sur Burgos avec le projet d'enlever le château (1). Heureusement il était commandé par un brave homme, qui résista vaillamment aux attaques des Anglais et les obligea de lâcher prise.

La perte de la bataille des Arapiles diminua de beaucoup l'effet que devaient produire à Paris les *Bulletins de la Grande Armée.* On se mit à les commenter, et les plus confiants remarquaient eux-mêmes que les combats isolés dont ils rendaient compte n'étaient point des événements décisifs. C'étaient des faits d'armes particuliers, glorieux pour les troupes et les généraux qui y avaient pris part, mais qui n'étaient pas de nature à trancher la question.

(1) L'investissement de Burgos par Wellington, avec toute son armée eut lieu le 19 septembre. Le général anglais ajoutait le plus grand prix à la possession de cette place ; il espérait du reste s'en rendre maître sans beaucoup de difficulté ; mais le sort en décida autrement, car ce fut cette bicoque qui devait arrêter la marche victorieuse du généralissime ennemi sur la Navarre. (D. L.)

On calculait ce qu'il restait encore de beaux jours à l'armée ainsi que le chemin qu'elle avait à parcourir ; on était loin d'être rassuré en pesant les chances qu'elle avait à courir.

Il y avait partout une avidité de nouvelles extrême et une sorte d'inquiétude qui portait naturellement à en chercher.

On désirait une bataille décisive entre l'armée russe et la nôtre ; on voyait bien que l'empereur manœuvrait pour forcer l'ennemi à en venir aux mains ; mais on ne regardait plus les rapports de tous ces combats particuliers que comme un dédommagement donné à l'opinion d'une nation, gâtée jusque-là par les victoires.

On ne s'attendait plus qu'à apprendre la conclusion d'un armistice et la mise des troupes en quartiers d'hiver.

L'on s'était arrêté pour faire reprendre haleine aux troupes ; on remarquait que toutes avaient beaucoup marché, que la chaussure devait être en mauvais état, qu'aucun approvisionnement n'avait suivi. Les *Bulletins* rapportaient que des quantités de farine arrivaient, que des approvisionnements se formaient ailleurs ; on en concluait qu'il n'y avait rien, qu'on ne donnait ces détails que pour rassurer l'opinion. On savait que l'armée éprouvait des besoins ; il n'y avait qu'à la nombrer pour s'en faire une juste idée.

On faisait d'autres réflexions qui n'étaient pas moins fâcheuses. On remarquait que jusqu'alors on n'avait encore pu réussir à engager l'armée russe, qu'elle avait échappé à Smolensk, qu'il n'y avait maintenant aucun calcul raisonnable à faire sur les résultats d'une marche en avant, car il n'y avait aucun moyen de mettre un terme à la retraite des Russes.

On se nourrissait de ces idées ; tout le monde soupirait après un armistice d'où l'habileté fait toujours sortir la paix.

On se repaissait de l'idée que l'empereur pousserait quelque temps les Russes, et reviendrait prendre des quartiers d'hiver derrière la Dwina et le long

du Dniepr. Il aurait ainsi, disait-on, tout le mois de septembre pour retrancher une position en avant de Smolensk, entre ces deux rivières, et faire approcher les provisions qu'il avait rassemblées sur les derrières de l'armée.

L'empereur fût venu à Wilna, d'où il eût remué la Pologne, et en eût tiré une armée pour la campagne suivante.

On était si persuadé que les choses devaient se passer ainsi, que déjà l'on parlait du départ de l'impératrice pour Wilna, où l'on supposait que l'empereur la ferait venir.

On prétendait aussi que ce prince avait donné ordre de faire reconnaître par les officiers du génie de l'armée une position militaire entre la Dwina et le Dniepr, susceptible d'être bien fortifiée et capable de contenir l'armée.

Quand on vit que ce beau plan de campagne ne s'exécutait pas, que l'empereur, au lieu de faire halte au milieu de la belle saison, continuait son mouvement, l'anxiété redoubla, chacun s'épuisa en prévisions que l'expérience a malheureusement vérifiées. Sans doute l'entreprise était hardie, et je ne veux pas défendre ce que l'événement a condamné ; mais pesons les considérations que l'on avait de ne pas craindre de se porter en avant, et celles qui ne permettaient pas de livrer une armée composée de tant d'éléments différents à un repos qui ne pouvait pas être de moins de six ou sept mois. Enfin, en ajoutant à ce tableau des réflexions sur la composition de l'entourage de l'empereur, du roi de Naples et du prince de Neuchâtel, on trouvera autant, je crois, que partout ailleurs la raison qui a porté à entreprendre de décider la campagne tout d'une haleine.

Avant d'entrer en Russie, l'empereur avait envoyé le général Andréossy (1) à Constantinople comme

(1) Andréossy appartenait à l'arme de l'artillerie, il fit avec distinction toutes les premières campagnes de la Révolution et suivit Bonaparte en Egypte. Lorsque le général en chef revint en France et ramena quelques hommes dévoués choisis

ambassadeur. On devine aisément que ses instructions étaient de porter les Turcs à entreprendre de reconquérir les provinces qu'ils avaient perdues. Malheureusement on l'envoya six mois trop tard ; la paix était signée lorsqu'il arriva à Constantinople. Il n'avait pas la première notion des intrigues de cette Cour, lorsqu'on lui demandait déjà de lui faire faire ce qui aurait exigé une grande influence, qui ne peut s'obtenir qu'à la faveur de longs antécédents. Le malheur voulut que l'empereur, ayant toujours espéré qu'il ne serait pas obligé de commencer la guerre aussi promptement, avait craint d'envoyer trop tôt à Constantinople un ambassadeur qui aurait effrayé les Russes.

Il résulta de là que lorsque les Turcs le virent arriver, ils jugèrent ce qu'on allait leur demander ; ils observèrent très bien que l'on n'avait pas mis autant d'empressement à leur envoyer cet ambassadeur, lorsque les Russes leur imposaient des conditions

dans son état-major, Andréossy fut de ce nombre. Il seconda puissamment son chef, qui franchit le Consulat, saisit le sceptre, et récompensa son ancien compagnon d'armes en créant pour lui une quatrième division du ministère de la guerre, qui comprenait sous cette dénomination toute l'administration de l'artillerie et du génie. Il remplit plusieurs missions délicates après le traité d'Amiens : puis il devint ambassadeur à Vienne et gouverneur de cette ville en 1809, après la bataille de Wagram. A son retour, l'ambassade ottomane lui fut confiée ; et sa conduite dans ce poste difficile, la protection généreuse et constante qu'il accorda aux Français établis dans ce pays, le firent vivement regretter, lorsqu'il fut rappelé en France en 1814. Pendant les événements de 1815 il reparut sur la scène politique, en attachant son nom à la fameuse délibération du Conseil d'Etat (25 mars 1815). Il fit ensuite partie de la commission chargée de présenter un rapport sur les mesures de sûreté générale, et fut, après la bataille de Waterloo, l'un des commissaires envoyés vers les armées étrangères, qui s'avançaient en ravageant le territoire français. Après la rentrée des Bourbons, le général Andréossy se retira complètement pour se consacrer à des publications d'un grand mérite. Né à Castelnaudary en 1761, il mourut à Montauban en 1828. (D. L.)

aussi dures que celles qu'ils n'avaient plus les moyens de rejeter. Ils se rappelèrent qu'à Tilsitt on les avait abandonnés après qu'ils ne s'étaient mis en campagne que pour nous ; ils nous rendirent la pareille. Ils profitèrent de l'embarras où nous avions jeté les Russes pour obtenir des conditions qui, quoique dures, auraient pu l'être davantage, si nous n'étions venus à propos pour attirer sur nous les efforts des Russes.

Les Turcs, au lieu de se rendre à nos instances, écoutèrent donc les propositions des Russes, qui firent aussitôt partir leur armée pour venir à travers la Pologne se porter sur nos derrières, en remontant le Dniepr.

C'est ici le cas de faire remarquer que l'empereur, tout en prenant ses mesures pour pousser vivement la guerre, avait cependant évité soigneusement ce qui pouvait lui donner l'air d'un agresseur ; il voulait par là se réserver les moyens de négocier avec l'empereur Alexandre, qu'il voyait bien être rentré tout à fait sous l'influence dont on était parvenu à l'isoler à l'époque de Tilsitt.

A la même époque de l'ouverture de la campagne, l'empereur avait fait faire des démarches près de la Suède, pour l'engager à saisir cette occasion de recouvrer la Finlande. Certainement on était loin de s'attendre à ce qu'un maréchal de France présenté au trône sur les pavois des soldats français, et appelé à devenir l'arbitre d'un peuple dont l'intérêt politique, les souvenirs de gloire et d'injustice excitaient l'animosité contre les Russes ; il était, dis-je, difficile de penser que la haine, malheureuse faiblesse du cœur humain, ferait sacrifier à Bernadotte l'intérêt bien entendu des Suédois, dans lequel il devait avoir placé sa gloire, pour assouvir sa vengeance personnelle sur les corps inanimés de ces mêmes soldats que, moins de trois ans auparavant, il appelait ses enfants, et dont le sang avait fait sa fortune.

Ce fut cependant lui qui entraîna la Suède dans le chemin qu'elle prit ; son prédécesseur n'aurait pas fait pis. Lorsqu'il descendit du trône, il n'avait encore

perdu que la Finlande, et Bernadotte, pour prix de son dévouement, s'est vu enlever la Poméranie. A la vérité, il a eu un dédommagement. Quoi qu'il en soit, non seulement Bernadotte n'accueillit pas la proposition d'attaquer la Finlande, mais il se laissa persuader par des entourages qui le rendirent accessible à d'autres propositions, dont l'histoire ne lui fera pas grâce.

Après la retraite de l'armée russe derrière la Dwina, l'empereur de Russie était revenu à Pétersbourg ; il fit assurément quelque chose de très heureux pour ses affaires, en terminant avec les Turcs et en subjuguant Bernadotte. L'empereur Alexandre avait regardé comme si probable que les Suédois chercheraient à recouvrer la Finlande, et que Bernadotte saisirait cette occasion de se populariser en Suède, qu'il avait laissé deux divisions de troupes russes dans cette province, autant pour la défendre que pour couvrir Saint-Pétersbourg.

Voyant que Bernadotte, non seulement ne répondait point aux instances de la France, mais qu'au contraire il manifestait de l'aigreur contre l'empereur Napoléon, il jugea qu'il ne compromettait rien en lui offrant son alliance. En conséquence, il lui envoya un de ses aides de camp pour lui proposer une entrevue.

La vanité de Bernadotte ne résista pas à cette invitation. Sans vouloir reconnaître le motif qui faisait rechercher son alliance, il courut comme un insensé river des fers qu'il pouvait rompre l'épée à la main. Il aima mieux recevoir son investiture au trône de la puissance qui pèse sur la Suède depuis un siècle, que de se rendre digne du choix qui avait été fait de lui, en vengeant les longs outrages que la Russie a faits à la Suède. Etait-ce pour les mettre à la disposition des Moscovites que les Suédois l'avaient appelé au trône ? Ils n'avaient que faire de lui pour cela ; ils n'avaient pas besoin de puiser dans les rangs de l'armée française pour achever leur sujétion : Gustave suffisait pour cela. Leur premier mouvement, lorsqu'ils eurent déposé ce prince, fut de se

jeter dans les bras de la France. Celle-ci pouvait-elle supposer que, dans le moment où elle était en guerre avec les ennemis les plus à craindre pour un prince appelé à régner sur la Suède, celui-ci irait se mettre à la discrétion des Russes, pour empêcher les Français de briser les fers qui lui sont réservés ?

Il n'y a qu'un insensé qui puisse se conduire ainsi, ou bien un homme haineux, pour lequel la vengeance est le premier besoin de l'âme ; et encore, vengeance de quoi, si ce n'est de tous les bienfaits de l'empereur et de l'indulgence dont il avait usé ? Après les affaires de l'Ouest, de Paris, d'Iéna, d'Eylau et d'Anvers, il eût dû le faire passer par un conseil de guerre ; au lieu de cela, il le combla de biens, il en a été noblement récompensé ! Charmé de ce résultat inattendu, Alexandre fit embarquer, pendant que la saison le permettait encore, les deux divisions qu'il avait en Finlande pour venir en Courlande ; tout cela réparait et au-delà les pertes que son armée avait éprouvées, et la mettait en état de moins redouter un grand événement.

CHAPITRE VI

Influence de l'entourage de l'empereur. — Illusion de Murat. — On veut aller à Moscou, parce qu'on ne peut revenir à Paris. — Bruits qui circulent. — Bataille de la Moskowa. — Effet que produit sur l'opinion l'incendie de Moscou. — Singulière coïncidence de date. — Les portes de mon appartement sont enfoncées. — Le général Lahorie. — Le sergent. — Colloque avec les troupes. — J'ai l'épée nue sur la poitrine. — Le général Guidal. — Mon secrétaire.

La défection de Bernadotte, quelque fâcheuse qu'elle fût, occupait moins l'empereur que l'approche de la mauvaise saison et les obstacles qu'elle mettait à l'exécution de ses projets.

Il cherchait d'autant plus vivement à combattre l'armée russe, qu'il était probable que, s'il pouvait la forcer à une action avant l'arrivée du corps que le traité d'Albe avait rendu disponible, il obtiendrait, en employant bien ses avantages, des succès tellement décisifs, que l'arrivée des troupes qui accouraient de la Finlande ne changerait presque rien à la suite des événements dont il se serait trouvé le maître après une bataille gagnée ; mais il fallait que tout fût fini avant la mauvaise saison, dont l'arrivée est une époque fixe à laquelle on devait subordonner tout ce que l'on pouvait entreprendre. Si l'empereur n'eût pas été dominé par les circonstances, qu'il eût pu mettre ses troupes en cantonnement, il fût venu à Wilna et il eût commencé l'ébranlement de la Pologne.

Il eût passé un hiver aussi laborieux que celui qu'il avait passé à Varsovie cinq ans auparavant, et aurait vraisemblablement doublé son armée par les levées

qu'il eût faites, soit dans le grand-duché, soit dans les provinces d'où il venait d'expulser les Russes ; mais d'une part, les événements et la campagne ne le permettaient pas : de l'autre, les principaux membres de la noblesse de Lithuanie ne se souciaient pas d'avoir toute cette immense armée à nourrir pendant l'hiver : d'un autre côté, ils ne voyaient pas l'armée russe assez battue pour oser se compromettre et décider le soulèvement de leur pays.

Un autre inconvénient plus grand encore, était l'entourage de l'empereur : chacun de ceux qui le composaient avait l âme ouverte à tous les genres d'ambition. Si la tête de l'armée avait encore été composée de l'espèce d'hommes dont elle était formée dans les premières guerres de la Révolution, il est vraisemblable que les choses se fussent passées autrement.

Mais depuis que le système du gouvernement avait consacré le retour des principes monarchiques, les anciennes familles nobles s'étaient rapprochées de lui ; toute la belliqueuse jeunesse qui en faisait partie avait sollicité la faveur de suivre la carrière des armes. Elle était entrée en foule dans l'armée, où elle occupa bientôt, sinon les premières places, du moins celles de confiance ; il n'y avait plus un maréchal de France ni un général qui n'en eût parmi ses aides de camp et son état-major ; la presque totalité des régiments de cavalerie de l'armée était commandée par des officiers appartenant à ces familles. Déjà ils commençaient à se faire remarquer dans l'infanterie. Toute cette jeune noblesse s'était franchement attachée à l'empereur, parce qu'elle se laissait facilement entraîner par la gloire. Elle aimait les dangers, courait aux batailles, mais n'avait pas moins d'ardeur pour les plaisirs, lorsqu'elle croyait avoir fait son devoir.

La jeunesse qui entourait l'empereur, le roi de Naples, le prince de Neuchâtel, ainsi que celle qui composait le populeux grand état-major de l'armée, était de la même espèce, avait les mêmes qualités et les mêmes défauts. Elle présenta dans cette occa-

sion une conformité d'opinion qui avait l'air d'être celle de l'armée. Tous ces jeunes gens qui exercent de loin une petite influence de chaque jour, voyant qu'il ne fallait pas espérer de venir passer l'hiver à Paris ne virent pas de milieu entre Paris et Moscou. Ils avaient passé sur la Pologne comme des papillons sur des fleurs ; et y aurait-il eu dix armées pour les empêcher d'arriver où ils s'étaient mis en tête d'aller, qu'ils n'y auraient pas renoncé. Moscou leur parut un lieu de délices ; ils étaient déjà tous amoureux de ce qu'ils espéraient y rencontrer, et leur imagination s'égarait au milieu de l'enivrement des plaisirs qu'ils se flattaient de trouver dans la capitale de l'empire russe.

Le roi de Naples était particulièrement placé sous l'influence des jeunes officiers qui l'entouraient. Il était lui-même homme de plaisirs, et aimait à rencontrer des opinions favorables à ses désirs ; il voulait aussi aller à Moscou.

Son illusion était extrême en tout ce qui dépendait du militaire. Par exemple, il était persuadé qu'il n'y avait pas encore eu dans l'armée un général de cavalerie tel que lui. A la vérité, c'était un homme d'une brillante bravoure, qualité qui peut tenir lieu de beaucoup d'autres choses, dont on ne peut guère se passer, lorsque l'on est parvenu au plus haut degré d'élévation ; il était bon et généreux, et aimé de tous ceux qui l'approchaient. Je dois être d'autant moins suspect dans ce récit, que je n'ai jamais eu le moindre dessein de me rapprocher de lui ; que si j'admirais sa bouillante valeur, je me défiais de sa témérité, qui nous aurait été désastreuse, si l'empereur n'avait pas toujours eu une garde à carreau contre les folles entreprises d'un homme qui se trouvait si avant dans sa confiance.

Ce prince avait, pour le malheur de la France, été rappelé à l'armée de Pologne ; c'était (en sa qualité de général de la cavalerie) par lui que passaient les rapports et les informations des troupes légères qui étaient sur les traces de l'armée russe. Ce n'était que par lui que l'empereur les recevait. Le roi de Naples

peignait l'armée russe comme abattue au moral, épuisée au physique, et ne pouvant se retirer que lentement et difficilement. Il prétendait que, si on la suivait vivement pendant quelques jours, elle ne pourrait pas éviter une bataille, et la bataille était une chose nécessaire.

L'empereur ne pouvait pas ne pas écouter les discours d'un homme qui l'entretenait tous les jours de la même manière, et qui était si connu pour ne pas se ménager sur le champ de bataille.

Le prince de Neuchâtel n'avait pas une opinion contraire à celle du roi de Naples ; d'ailleurs tout le monde préférait marcher sur Moscou plutôt que de revenir sur Wilna ou Witepsk, où l'on craignait de passer l'hiver.

A côté de ces instances, l'empereur considérait que ce qu'il avait ordonné que l'on fît en Pologne était à peine ébauché, ou même ne l'était pas du tout. On dansait à Wilna, on était ruiné à Varsovie, et l'on rejetait ce retard de l'exécution des dispositions qu'il avait prescrites sur le peu de confiance que montrait la nation polonaise, tant qu'il n'y aurait pas entre les deux armées une bataille qui fixât les destinées de la Pologne.

Il fut donc résolu que l'on marcherait à l'armée russe pour la combattre ; les mêmes motifs qui avaient fait appeler le corps diplomatique à Varsovie en 1806, le firent appeler à Wilna en 1812. L'impératrice elle-même, soit qu'elle connût ces dispositions ou qu'elle désirât faire ce voyage, en laissait parler autour d'elle. L'empereur mit l'armée en mouvement, moins avec le projet d'aller à Moscou, qu'avec celui de livrer très prochainement bataille à l'armée russe avant que l'arrivée de leurs divisions de Finlande et de leur armée de Moldavie ne l'obligeât à une autre combinaison. On était dans de vives inquiétudes à Paris ; quelque confiance que l'on était accoutumé à avoir dans l'armée, on ne supportait pas l'idée de la voir se porter aussi loin.

On se plaignait tout haut de l'absence totale de notre influence dans les Cabinets étrangers ; elle était

au point de n'avoir pas su où poser le levier pour ébranler la Suède et particulièrement Bernadotte. On disait : « Que n'a-t-on cherché un plénipotentiaire dans nos boudoirs ? La négociation eut été sûre. »

On espérait cependant encore ; mais on n'aurait pas été étonné d'apprendre la nouvelle d'un malheureux événement. Lorsqu'on reçut le bulletin de la célèbre bataille de la Moskowa, qui fut livrée le 7 septembre 1812, à peu près à vingt-cinq lieues de Moscou, il aurait fait un double plaisir, si l'événement dont il rendait compte ne s'était pas passé aussi loin ; il fallait qu'on y eût autant d'intérêt pour qu'on eût l'air de s'en occuper. L'artillerie des Invalides tira cent coups de canon ; on chanta des *Te Deum* dans toutes les églises ; la satisfaction était universelle, mais elle n'avait pas fait disparaître l'inquiétude dont tout le monde était atteint.

Tout était fort tranquille en France et en Italie ; on n'entendait pas parler de la moindre agitation particulièrement en France, où il semblait qu'on avait fait vœu d'être sage pendant tout le courant de cette année. L'empereur était dans l'habitude d'écrire tous les jours à Paris, et tous les jours on lui expédiait une estafette qui lui portait les rapports et la correspondance de chaque ministre.

Peu de jours après avoir reçu le bulletin de la bataille de la Moskowa, on apprit l'entrée de l'armée à Moscou (1). On revenait un peu à l'espérance, parce

(1) Parvenu à Mojaïsk, dans la journée du 9 septembre, l'armée française s'était portée le 10 à Liontinka, le 11 à Repitchi, le 12 à Petelina, le 13 au-delà de Malo-Viasma. Enfin le 14, tandis que les dernières colonnes russes sortaient par la porte de Kolomna, les Français débouchèrent en vue des minarets de Moscou. « Voilà la grande ville ! s'écrient les chefs avec transport. « Moscou ! Moscou ! » s'écrient au même instant les soldats en battant des mains, comme jadis ils les avaient battues en vue du Caire, de Vienne et de Madrid. La joie était sur tous les visages. Dangers, souffrances, tout s'oubliait à la fois. Murat pénétra le premier dans la ville avec une faible escorte, et se dirigea directement sur le

que l'on supposait que l'armée trouverait dans cette ville de quoi pourvoir à tous ses besoins, et surtout parce que l'on croyait que l'armée ennemie avait fait sa retraite par Twer pour couvrir Saint-Pétersbourg,

Kremlin que Miloradowitch évacua à la hâte pour suivre la retraite de Koutouzof.

Napoléon était arrivé pendant ce temps à la première barrière de Moscou. La Garde, le 1er, le 3e, le 4e et le 5e corps, ainsi que la cavalerie le suivaient de près. Le prince Eugène fut dirigé à l'instant même sur la barrière de Saint-Pétersbourg, et le général Davout et le prince Poniatowski sur les faubourgs du midi, en contournant la ville. Les ducs de Trévise (Mortier), de Danzig (Lefebvre) et d'Istrie (Bessières) entrèrent pour le moment seuls dans la cité avec la Garde et allèrent s'établir au Kremlin, où l'empereur les rejoignit le lendemain, après avoir passé la nuit à donner ses ordres pour l'établissement des troupes et la poursuite des Russes. Le commandement de Moscou fut donné au général Durosnel, et celui de la province au duc de Trévise.

Jusque là tout marchait à souhait. Les troupes étaient joyeuses, car elles se croyaient arrivées, du moins pour cette campagne, au terme de leur longue marche. Moscou offrait d'excellents quartiers d'hiver ; rien ne s'opposait à ce qu'on y passât la mauvaise saison, et, si dans cet intervalle, la Russie ne consentait point à faire la paix avec la France, que l'on reprît les opérations au retour de l'été. Cette idée souriait à tout le monde. L'armée, disait-on de tous côtés, aurait le temps de se reposer de toutes ses fatigues ; elle pourrait se renforcer d'une partie des trois cent mille hommes laissés sur le Dniepr, la Dwina et le Niemen pour protéger les derrières, compléter tous ses cadres et recommencer la guerre au mois de mai avec la vigueur d'une première entrée en campagne. Les vivres et les munitions ne manquaient point ; les arsenaux de Moscou renfermaient à eux seuls de quoi entretenir pendant six mois une armée de deux cent mille hommes, et on en comptait au plus cent mille sous le drapeau à l'entour de Moscou. Tout favorisait donc l'armée française ; si elle ne pouvait terminer la guerre avant l'hiver, elle hivernerait dans la seconde capitale de l'empire, et quelques jours suffiraient, l'année suivante, pour conquérir la paix sous les murs de Saint-Pétersbourg même. Une affreuse catastrophe allait malheureusement renverser ces beaux projets et détruire jusqu'aux espérances de l'armée. Les assassins auxquels Rostopchin avait confié l'exécution

puisque l'on apprenait que le roi de Naples, à la tête de toute la cavalerie, avait pris le chemin qui conduit à cette ville en sortant de Moscou.

L'illusion ne fut pas de longue durée, et fit place à une vive inquiétude. On ne tarda pas à apprendre

de son exécrable projet étaient à leur poste. Dès qu'ils virent les Français engagés dans la ville, les plus déterminés d'entre eux se mirent en devoir de remplir leur épouvantable mission. Le premier feu fut mis à l'hôpital des enfants trouvés, placé sous la protection de l'impératrice de Russie, à la banque d'assignation et au grand bazar. On crut d'abord que le feu avait été mis par l'imprudence de quelques bivacs trop rapprochés, aussi les sapeurs français s'empressèrent de courir sur les lieux du sinistre et d'éteindre ces incendies partiels. Le soir de nouvelles flammes s'élevèrent des quartiers bâtis en bois et communiquèrent le feu aux rues les plus voisines. Le génie fut bientôt sur pied, mais les pompes et l'eau manquèrent, grâce à l'infernale précaution du gouverneur. Ne sachant encore à quoi attribuer ces incendies multipliés, les troupes firent des efforts inouïs pour en concentrer le foyer, mais tout fut inutile : à peine avait-on éteint le feu dans une rue, que dix autres incendies éclataient sur autant de points différents de la ville. L'affreux mystère s'éclaircit alors. Plus de doutes, les incendiaires de Smolensk et de Mojaïsk avaient également voué à la destruction le berceau de la puissance moscovite !

Profitant du premier désordre ainsi que de la nuit, les complices de Rostopchin parcoururent les rues, une torche à la main et jetèrent dans les caves une multitude de pétards et d'étoupe goudronnée, d'autres, impatients d'accomplir le forfait dont ils s'étaient chargés, montèrent sur les églises, sur les palais abandonnés, et lancèrent autour d'eux de nombreuses fusées incendiaires. Une partie d'entre eux furent pris en flagrant délit par les troupes qui sillonnaient la ville dans l'espoir d'arrêter les progrès de l'incendie, et fusillés sur le champ, après qu'ils eurent avoué leur crime et le nom de celui qui l'avait ordonné. Un vent violent, qui s'éleva dans la matinée du 16, vint seconder puissamment les tentatives des sicaires de Rostopchin. La conflagration fut bientôt générale, et la destruction de Moscou inévitable. Alimenté par des matières combustibles, le feu fit des progrès effroyables : le soir, toute la ville n'offrit plus que l'image d'une immense fournaise, d'un océan de feu qui éclairait l'horizon sur une étendue de plusieurs lieues. La chaleur devint telle que l'em-

l'incendie général de cette immense ville, ainsi que la marche de l'armée russe, qui avait dérobé son mouvement à la nôtre après la bataille, en faisant retirer un faible corps sur Moscou, pendant qu'elle-même prenait la route de Kalouga, Toula et Zaraisk. Elle se réunit dans ces positions ; ainsi placée sur notre flanc droit, elle se trouvait beaucoup plus près de Smolensk que nous ; ce qui rendait la position de Moscou intenable, surtout depuis l'incendie qui avait dévoré toutes les ressources sur lesquelles on avait compté. Ce contre-temps arriva fort mal à propos ; on touchait au mois d'octobre, la mauvaise saison approchait ; la population avait fui, tout nous présageait un malheur. D'un autre côté, Moscou était en cendres, l'armée russe accablée se réparait avec peine derrière la Nara. Il était naturel de penser qu'étourdi de ces désastres, l'empereur Alexandre accepterait la paix. Tout ce qui parvenait de l'intérieur de l'empire portait à le croire. La terreur était à Pétersbourg. On s'attendait à voir les Français s'avancer sur cette capitale ; on tremblait que Koutouzof, paralysé ou détruit ne pût empêcher ce mouvement. Des apprêts d'évacuation étaient faits ; tout indiquait l'anxiété profonde de la nation et du gouvernement. Un tel

pereur dut abandonner dans l'après-dîner le Kremlin, quoique très éloigné de l'incendie, et que les troupes se virent dans la nécessité de se retirer à plus d'un quart de lieue du corps de l'enceinte. Ce fut dans cette position que l'armée resta spectatrice pendant quatre jours de l'épouvantable tableau qui se déroulait sous ses yeux ; les troupes en furent stupéfaites de terreur et d'indignation. L'incendie ne cessa que le 21, lorsque les aliments commencèrent à manquer. Ce fut alors que l'on put calculer toute l'étendue du désastre. Des quatre mille maisons en pierre que la ville renfermait le 14, il n'en restait plus que deux cents debout, de huit mille maisons de bois, sept mille cinq-cents avaient été consumées par les flammes, et de seize cents églises, cinq cents seulement étaient restées plus ou moins intactes. Mais ce qu'il y avait de plus horrible, c'étaient ving-cinq à vingt-sept mille blessés russes abandonnés par Koutouzof, qui furent brûlés vifs au milieu de l'incendie ; les Français étaient parvenus, après des peines inouïes, à en sauver environ quatre mille. (D. L.)

état de choses ne permettait pas de se méprendre sur ce qu'il y avait à faire. Une marche rétrograde eût relevé les espérances, doublé les forces de l'ennemi ; il fallait faire bonne figure à mauvais jeu, donner un peu à la fortune et profiter de l'effroi qu'on avait répandu pour négocier. C'est à ce parti que s'arrêta l'empereur ; et, sans doute, il eût eu le succès qu'on devait en attendre, si dans ce pays le souverain, avec sa toute-puissance, n'était souvent le plus dépendant des hommes. Mais les murmures de la haute noblesse, les menaces des commissaires anglais, qui ne craignaient pas de réveiller le souvenir d'une catastrophe récente, ne lui permirent pas de consulter les intérêts de ses États. Il fut obligé de repousser des ouvertures dont la situation du moment ne lui permettait pas de méconnaître les avantages. Ses généraux reçurent ordre de pousser la guerre, de réunir tous les moyens dont ils pouvaient disposer : mais aussi prodigues de protestations généreuses qu'insensibles aux ravages qui désolaient leur pays, ils s'épuisèrent en protestations pacifiques, ne parlant que des maux de la guerre et de l'impatience qu'ils avaient de les voir finir. Ces propos, répétés aux avant-postes comme au quartier général de Koutouzof, produisirent leur effet : Murat et Lauriston (1), dupes de l'astuce, transmirent leurs espérances à l'empereur.

Pendant que notre armée se disposait à revenir sur ses pas, il se préparait à Paris une scène qui faillit être suivie des plus fâcheuses conséquences ; en la racontant, il me sera d'autant plus facile de le faire d'une manière exacte, que je suis à peu près le seul qui en ait bien connu les détails. Il est remarquable que ce soit le 23 octobre qu'elle ait eu lieu,

(1) Lauriston qui avait été remplacer M. de Caulaincourt à Pétersbourg avant la guerre, était revenu au quartier général de l'armée en même temps que le prince Kourakine était reparti pour la Russie. L'empereur, après la prise de Moscou, avait envoyé Lauriston en parlementaire auprès du général Koutouzof pour chercher à ouvrir des négociations.

le même jour et à la même heure que l'on évacuait Moscou (1).

J'ai dit qu'en France tout était en plein repos. Je n'avais jamais rien de fâcheux à mettre dans le rapport que j'adressais régulièrement chaque jour à l'empereur. Les estafettes qu'on lui envoyait de Paris partaient ordinairement le matin à six ou sept heures; j'étais dans l'habitude de faire ma dépêche le matin, c'est-à-dire de me lever de très bonne heure, et de ne plus me recoucher après l'avoir fermée. Ce jour du 23 octobre est le seul, de toute l'absence de l'empereur, où m'étant trouvé obligé de me déranger de cette habitude, j'avais fait mes lettres toute la nuit, et m'étais recouché en défendant qu'on m'éveillât

(1) Depuis que Moscou avait cessé d'exister, l'empereur avait projeté ou d'abandonner cet amas de décombres, ou d'occuper seulement le Kremlin avec 3.000 hommes; mais le Kremlin, après quinze jours de travaux ne fut pas jugé assez fort pour être abandonné pendant vingt ou trente jours à ses propres forces. Il aurait affaibli et gêné l'armée dans ses mouvements sans donner un grand avantage. Si l'on eût voulu garder Moscou contre les mendiants et les pillards il aurait fallu 20.000 hommes. Moscou n'était plus qu'un vrai cloaque malsain et impur. Une population de 200.000 âmes errant dans les bois voisins, mourant de faim, venait sur ses décombres chercher quelques débris et quelques légumes des jardins pour vivre. Il parut inutile de compromettre quoi que ce soit pour un objet qui n'était d'aucune importance militaire, et qui était devenu alors sans importance politique *(26 Bulletin)*.

Tous les magasins qui étaient dans la ville ayant été découverts avec soin, les autres évacués, l'empereur fit miner le Kremlin.

Le 19 octobre il quitta Moscou et porta son quartier général au château de Troïtskoïe, appartenant au prince de Galitzin. D'après les ordres qu'il avait reçus de l'empereur, le duc de Trévise fit sauter le Kremlin le 23 à deux heures du matin et l'on quitta définitivement Moscou. Mais d'après les instructions précises, il ne devait rester dans la ville ni blessés ou malades.

Le 21, le quartier général était à Ignatovo; le 22, à Fominskiya, toute l'armée ayant fait deux marches de flanc, et le 23, à Borovsk. (D. L.)

avant que j'eusse sonné, à moins que ce ne fût pour un cas de force majeure.

Mon habitude était de fermer toutes mes portes au verrou, surtout celles de mon cabinet et de ma chambre à coucher, qui était immédiatement à côté.

A sept heures du matin, je fus réveillé par un tumulte que j'entendais dans les appartements à côté de celui dans lequel je me trouvais. J'étais très fatigué et m'efforçais de rester endormi, lorsque j'entendis, de mon lit, les panneaux de boiserie de la porte de mon cabinet qui tombaient sur le plancher. La première idée qui me vint, fut que le feu était dans la maison, et que m'étant enfermé, on faisait tout ce vacarme pour m'éveiller ; je me lève en toute hâte et dans l'obscurité de ma chambre à coucher je cherche la porte qui conduisait où j'entendais le bruit. En ouvrant la porte qui communiquait à mon cabinet, que les contrevents fermés tenaient dans l'obscurité, je ne voyais la lumière que par les fractures faites à la porte principale, au travers desquelles je distinguais des soldats en armes, qui non seulement remplissaient mes appartements, mais encore la cour de l'hôtel que j'occupais ; ils poussaient avec force les débris des portes qui tenaient encore, assemblés par le verrou ; j'ouvre moi-même, et entrant en chemise au milieu d'eux, je leur demande ce qui les a amenés chez moi.

Mes appartements en étaient si remplis, que je ne pouvais pas distinguer autre chose. Une voix s'écria : *Appelez le général.* Et je vis effectivement approcher le général Lahorie, ancien chef d'état-major de l'armée du Rhin sous le général Moreau. Lahorie avait été mon camarade pendant les premières campagnes de la Révolution ; il y avait entre nous deux une familiarité de tutoiement, et malgré la différence de nos opinions politiques, je lui avais conservé de l'amitié.

Il me dit en m'abordant : « Tu es arrêté ; félicite-toi d'être tombé entre mes mains, au moins il ne t'arrivera point de mal. » Je ne comprenais rien à ce que je voyais. Lahorie me dit en quatre mots :

« L'empereur a été tué sous les murs de Moscou le 8 octobre. — Tu me fais des contes, lui dis-je ; j'ai une lettre de lui de ce jour-là : je puis te la faire voir. » Lahorie, en me fixant, me répondit : « Cela ne se peut pas, cela serait-il possible ? » Il était dans un état nerveux qui avait excité en lui un branlement de mâchoire comme s'il eût été attaqué du tétanos, et il me répétait : « Cela n'est pas possible. »

Voyant que je ne gagnais rien sur Lahorie, je m'adressai aux troupes, pendant qu'il était allé appeler un certain sergent auquel il avait parlé le long du chemin, en venant chez moi ; mais ce sergent, qui était un honnête homme, n'était pas entré avec la troupe qui avait suivi Lahorie. Il l'avait appelé plusieurs fois à haute voix, mais il était probablement resté dans la cour ou sur le quai, où la troupe s'était placée. En voyant Lahorie chercher avec tant de soin le sergent, je soupçonnai que c'était un assassin aposté, d'autant plus que ce général criait : « Faites approcher le sergent auquel j'ai parlé en chemin. »

Je ne songeai qu'à ma défense. Pendant que Lahorie était dehors de mes appartements, je demandai au commandant de la troupe qui il était. Il me répondit : « Je suis capitaine adjudant-major de la 10ᵉ cohorte de la Garde nationale. — Fort bien, lui dis-je. Ces soldats sont-ils votre troupe ? — Oui, monsieur, me répondit-il. — Ainsi, ajoutai-je, vous n'êtes point des soldats révoltés ? » Tous les soldats s'écrièrent : « Non, non ; nous sommes avec nos officiers. C'est un général qui nous a amenés. — Eh bien ! repris-je, connaissez-vous ce général ? » Ils répondirent : « Non. » — « Alors, dis-je, ce que je vois ne m'étonne pas. Moi, je le connais, et vais vous faire connaître la position dans laquelle il vous place.

« C'est un ancien aide de camp du général Moreau, qui était en prison à la Force, d'où il ne devait pas sortir sans mon autorisation. C'est un conspirateur ! Me connaissez-vous ? » Ils répondirent : « Non... » — « Savez-vous chez qui vous êtes ? » Ils répondirent : « Non. » Un seul officier répliqua : « Moi

je vous connais, je sais que vous êtes le ministre de la police. — En ce cas-là, lui répondis-je, je vous requiers, et au besoin je vous ordonne d'arrêter sur-le-champ le général Lahorie, qui vous a amenés chez moi. »

Le capitaine adjudant-major, qui me tenait par le bras droit, ainsi qu'un autre de ses officiers par le bras gauche, me semblaient d'assez braves gens : toute cette troupe me paraissait d'autant plus égarée, que je remarquais que les soldats n'avaient pas même de pierres à feu à leurs fusils. Je dis à cet adjudant-major, qui avait la croix de la Légion d'honneur : « Mon cher monsieur, vous jouez là un jeu auquel il ne faut pas perdre, et prenez garde d'être fusillé dans un quart d'heure, si je ne le suis pas moi-même ; il ne faut que ce temps-là à la Garde impériale pour être à cheval, et alors gare à vous (1). »

Je dois à sa mémoire de dire qu'il était ébranlé moins par la peur du danger que par la crainte de faire une mauvaise action.

Le voyant chanceler, je saisis ce moment pour lui dire : « Si vous êtes homme d'honneur, ne vous laissez pas souiller d'un crime, et ne m'empêchez pas de vous sauver tous. Je ne vous demande que de me laisser faire. » En achevant cela, j'avançai mon bras droit pour saisir la poignée de son épée qu'il avait été obligé de mettre sous le sien à cause de l'exiguité de l'appartement qui était rempli de soldats armés. Il semblait près de se rendre, j'allais prendre son épée, lorsque le malheureux manqua de caractère, et en me repoussant la main qu'il saisit avec force, il me dit d'un ton dur : « Non, vous marcherez où l'on me dira de vous conduire. — Allons, lui répondis-je, vous êtes un malheureux, et vous ne vous en prendrez qu'à vous-même lorsque vous serez à la fin de tout ceci. »

Comme j'achevais, je vis, par la fenêtre qui était en face de moi, le général Lahorie qui traversait ma

(1) La caserne de la Garde était à trois cents pas de mon hôtel.

cour d'un pas précipité ; il venait de la rue, et amenait avec lui un homme d'une figure atroce, que je pris pour le sergent qu'il avait été quérir.

Ils rentrèrent comme des furieux dans l'appartement où j'étais. Lahorie resta derrière les soldats, ce qui me parut d'un plus mauvais augure encore ; mais son compagnon venait à moi tête baissée, ne voulant pas lever les yeux. Il avait à la main une épée nue qu'il venait de prendre à un officier ; mais, en avançant sur moi, il trébucha violemment contre un meuble à la porte d'entrée, et en éprouva une douleur qui l'obligea de s'arrêter pour se frotter la jambe ; cet accident l'ébranla et fit fléchir son courage. Il me posa la pointe de son épée sur la poitrine, en me demandant si je le connaissais. « Non, lui dis-je, je ne te connais pas. » Il me répondit : « Je suis le général Guidal, que vous avez fait arrêter à Marseille et conduire à Paris. — Ah ! ah ! disje, je sais cela ; mais si on m'avait obéi, tu serais maintenant à Marseille, où, depuis près d'un mois, j'ai ordonné que l'on te reconduisît. » Le général Guidal se montait tant qu'il pouvait, et je n'avais d'armes que mon sang-froid ; comme je voyais qu'il se battait les flancs pour s'échauffer, je lui criai : « Es-tu venu chez moi pour te déshonorer par un lâche assassinat ? » Il me répliqua vivement : « Non, je ne vous tuerai pas, mais vous allez venir avec moi au Sénat. »

« Eh bien ! dis-je, va pour le Sénat ; mais laisse-moi m'habiller. » Il répondit : « Oh ! non, on va vous apporter vos habits. » Ce qu'on fit effectivement faire à mes gens, qu'on ne laissa pas approcher de moi. Pendant que je m'habillais le plus lentement que je pouvais, un de mes secrétaires, ancien officier de chasseurs, et qui venait d'être averti, descendit au milieu de cette foule qu'il voulait brusquer sans la marchander ; je lui fis signe de ne pas se faire arrêter lui-même, et lui dis à haute voix : « Allez dire à mon voisin d'être sans inquiétude, que je n'ai point de mal. » Il me comprit à demi-mot, et courut chez M. Réal, Conseiller d'Etat, chef du premier arrondissement du ministère, qui demeurait

immédiatement à côté de moi dans la rue des Saints-Pères : ce furent eux deux qui donnèrent l'alerte à l'archichancelier et au ministre de la guerre.

Lahorie et Guidal me tenaient toujours chez moi avec cette troupe de soldats, qui était composée de trois compagnies de la 10e cohorte : ils décidèrent de m'envoyer à la Force, et Guidal se chargea de m'y conduire.

CHAPITRE VII

On me conduit à la Force. — Ma tentative d'évasion. — M. Pasquier et M. Desmarest. — Ma détention ne dure qu'une demi-heure. — Le général Lahorie dans mon cabinet. — Il est arrêté. — Paris ne voit que le côté ridicule. — Considérations. Le général Malet. — Ses liaisons avec Lahorie et Guidal. — Pourquoi ces deux généraux étaient à la Force. — Plans de Malet. — Il fait des décrets et des nominations. — Le colonel Soulier. — L'abbé Lafond. — Le général Malet s'échappe de la maison de santé.

J'avais chez moi un poste de la garde soldée de la ville de Paris, qui ne demanda même pas ce que signifiait le désordre, et cependant il n'était placé dans mon hôtel par l'état-major de la place que comme garde de sûreté.

J'avais également un gendarme d'ordonnance qui se trouvait sorti pour aller porter mes dépêches à la poste au moment du départ de l'estafette. Il ne me fut donc ni nuisible ni utile, cependant le ministre de la guerre lui fit donner la croix de la Légion d'honneur pour les services qu'il rendit dans cette journée ; à coup sûr cela ne pouvait pas être à moi. Tout ce que je viens de raconter se passa en moins d'une heure, pendant laquelle je fus constamment saisi par les deux bras, et hors de la possibilité de m'emparer d'une arme, quand bien même il y en aurait eu là à ma disposition.

Lahorie et Guidal envoyèrent chercher un cabriolet ; je me plaçai dedans le premier et fis mettre Guidal, qui me conduisait, à ma gauche. Il fit marcher un détachement en avant et prit le chemin de la Force. Il passa le long du quai des Lunettes, cela

me donna l'idée de m'échapper : je décrochai doucement la portière du cabriolet, et en arrivant près de la Tour de l'Horloge, je sautai en bas et pris la course vers le Palais de Justice, où il y a toujours du monde de grand matin ; mais je n'avais pas vu une troupe de soldats qui suivaient le cabriolet : ils se mirent à courir après moi en criant : Arrête ! arrête ! A Paris, il n'en faut pas davantage pour que chacun arrête ; aussi m'arrêta-t-on. Les soldats et Guidal, m'ayant rejoint, me prirent bras-dessus bras-dessous, et me menèrent à pied à la Force.

Ce fut le concierge de cette prison qui m'apprit tout ce qui s'était passé le matin, à six heures, à la porte de la Force, où Lahorie et Guidal étaient renfermés.

Il se conduisit en brave homme, me demanda mes ordres, et m'assura que, quoi qu'il pût arriver, il me sauverait ; il se hâta de faire sortir de sa maison Guidal, ainsi que le demi-bataillon qui l'avait suivi en m'amenant. Pendant la demi-heure que je passai ainsi entre les mains de cette troupe, d'autres détachements du même corps amenèrent successivement à la Force M. Pasquier, préfet de police, et M. Desmarest, chef de la première division de mon ministère ; mais ils n'entrèrent qu'au greffe, parce qu'aussitôt que les troupes qui obstruaient la petite rue qui mène à la Force furent retirées, mon secrétaire ainsi que le secrétaire général du ministère survinrent : ils avaient donné l'alerte partout, et avaient amené une voiture dans laquelle je montai avec le préfet de police, et pris le chemin de mon hôtel. Je rencontrai sous l'arcade de l'Hôtel de Ville le bataillon qui m'avait arrêté.

Il s'y rendait d'après les ordres qu'il avait reçus ; et quoique je m'enfonçasse dans la voiture autant que je pouvais, plusieurs soldats me reconnurent, et néanmoins ils ne dirent rien ; j'arrivai chez moi en même temps que les troupes de la Garde impériale, qui s'y rendaient pour apprendre où l'on m'avait transporté.

Je trouvai tous les employés de mon administration

à leurs postes, et je pouvais agir ; j'étais revenu très vite, en sorte que je pus faire joindre sur la place de Grève ce bataillon de la 10e cohorte, par un détachement de la gendarmerie d'élite, qui était arrivée chez moi la première, parce qu'étant casernée à l'Arsenal, elle avait appris presque aussitôt ce qui s'était passé à la Force, qui en est très près. Son attachement pour moi, aussi bien que son devoir, l'avait fait monter à cheval sans attendre d'ordre. Ce détachement m'amena tous les officiers du bataillon, ainsi que les sous-officiers. Ils étaient dans une consternation facile à comprendre.

A peine avais-je été emmené de chez moi, que ma maison s'était remplie de tous les employés de mon administration qui y arrivaient : c'était à peu près l'heure de leur travail. Ils trouvèrent le général Lahorie maître de mon cabinet, la garde qui était à la porte de mon hôtel n'ayant rien dit au moment de la violence qui avait été exercée contre moi ; ils ne savaient que penser de tout cela.

Lahorie, qui avait fait mettre mes chevaux à une de mes voitures pour me faire conduire, avant d'avoir pris le parti de me faire emmener en cabriolet, s'était ensuite servi lui-même de ma voiture pour aller à l'Hôtel de Ville, où son instruction lui apprenait qu'il devait se rendre après m'avoir enlevé ou tué.

Il venait de rentrer lorsque les employés arrivèrent, et en même temps qu'eux M. Laborde, adjudant de place de la garnison, qui venait de chez le général Hullin : il était déjà au courant de ce qui se passait, comme on va le voir. Il fit arrêter le général Lahorie par mes domestiques, qui le lièrent sur un des fauteuils du salon même dans lequel s'était passée toute la scène du matin, et c'est dans cette situation que je le trouvai en arrivant chez moi.

Laborde était venu de mon hôtel à la Force avec mon secrétaire général, qui s'était fait suivre afin de pouvoir répondre aux troupes si elles avaient voulu s'opposer à mon retour : je l'envoyai à la préfecture de police pour la faire évacuer par les troupes qui s'y tenaient encore, et qui non seulement ne vou

lurent point y laisser entrer M. Pasquier, mais, qui plus est, arrêtèrent M. Laborde lorsqu'il se présenta ; à la vérité, cela ne dura qu'un moment. Paris eut à peine le temps d'être informé de tout cela, que déjà les choses étaient remises à leur place, et le mal se borna au ridicule qui fut jeté sur l'administration de la police, aux dépens de laquelle le public est toujours bien aise de s'amuser. Cette fois il avait beau jeu de se venger de toutes les tracasseries dont il croyait avoir à se plaindre, et l'administration militaire, de son côté, ne négligea rien pour rejeter le reproche loin d'elle.

Je voyais tout si tranquille, que je ne pouvais douter que je ne m'étais point abusé en me persuadant que ce qui venait de se passer n'avait aucun antécédent qui m'eût échappé. Je voyais tout le monde se creuser la tête pour trouver les traces d'une conspiration ; je laissai faire, mais ne voulant rien céder à qui que ce fût des attributions de mon emploi, je fis, malgré tout ce qui s'y opposa, amener chez moi les individus militaires et civils qui avaient été arrêtés tant par mes ordres que par ceux de l'état-major de la place ; je voulus faire faire sous mes yeux l'information de cette singulière affaire.

Je vais en donner le détail exact et vrai ; ceux qui le liront verront à quel point un Etat peut être troublé en quelques heures par un conspirateur audacieux qui marche droit à son but, et combien un gouvernement est à plaindre lorsque des rivalités de pouvoirs divisent les autorités auxquelles il a confié le soin de l'administration publique.

Cette question était entre le ministre de la guerre (M. de Feltre) et moi.

On jugera lequel de nous deux a dit le plus courageusement la vérité, ou n'a cherché qu'à détourner sur son camarade une réprimande qu'il redoutait pour lui-même, et qui n'était cependant méritée ni par l'un ni par l'autre, parce qu'il n'y a personne qui soit hors de la merci d'une troupe qui se portera inopinément à son domicile ; le souverain lui-même est à la disposition du simple officier qui commande

le piquet de gardes à la porte de son palais. S'il y avait eu des antécédents à cette entreprise, et que les informations subséquentes les eussent fait apercevoir, j'aurais pu être blâmé de ne les avoir pas saisis, et on l'aurait probablement fait sans ménagement. Mais le plus habile homme du monde ne peut pas entrer dans une tête, il peut tout au plus se mettre entre deux têtes, quoique l'espace soit étroit.

De même le ministre de la guerre n'était pas responsable de la conduite d'un régiment qui partait en ordre de sa caserne avec son colonel à sa tête ; il n'y avait donc pour lui aucune raison de redouter le blâme, ni d'employer le mensonge et l'adulation pour égarer le jugement de l'empereur, qui se trouvait au fond de la Russie lorsque cet événement arriva. S'il le lui avait rapporté tel qu'il était, l'empereur eût peut-être pensé plus tôt au danger d'avoir une armée composée comme l'était la sienne, et surtout à celui d'aller aussi loin de la capitale.

Le général Malet était un ancien gentilhomme de la Franche-Comté. Avant la Révolution, il avait servi dans les mousquetaires de la Maison du roi. Il entra de bonne foi dans la Révolution, et en professa les principes avec une grande fermeté. Il était républicain par conscience, et avait pour les conspirations un caractère semblable à ceux dont l'antiquité grecque et romaine nous a transmis les portraits.

Il était devenu officier général à la guerre, et longtemps avant l'avénement de l'empereur au trône il avait obtenu un commandement dans l'intérieur. Il s'occupait continuellement d'idées de gouvernement, et toujours il était fidèle à ses principes politiques. Il serait trop long de rapporter ici les détails d'un projet à peu près semblable à celui dont il s'agit qu'il avait cherché à exécuter pendant que l'empereur était en Prusse en 1807. Cela fut taxé de folie, et néanmoins le ministre de la police crut devoir le faire arrêter ; après l'avoir tenu en prison fort longtemps, il l'avait mis dans ce qu'on appelle à Paris une maison de santé, où il était encore à mon entrée au ministère, et dans laquelle je l'avais laissé. Cette maison était

la dernière à gauche du faubourg Saint-Antoine, près de la barrière du Trône.

Malet avait été longtemps le camarade de Lahorie à l'armée du Rhin ; il avait su qu'il était à la Force par d'autres prisonniers de cette maison qui avaient obtenu d'être placés dans la maison de santé où il était lui-même. Il avait su également que Guidal y était ; il avait connu ce général dans le temps du Directoire, chez le directeur Barras qui l'employait particulièrement. Avant de parler de Malet, je dois dire par quelle fatalité ces deux hommes se trouvaient encore à la Force, d'où ils auraient dû être partis depuis quinze jours, d'après les ordres que j'avais donnés.

Guidal avait été arrêté dans les environs de Marseille pour une affaire de jacobinisme, et il avait été amené à Paris, parce que l'on en espérait quelques renseignements d'après ce qu'avait mandé l'administration locale du département du Var, dont la tranquillité avait paru menacée, au point que le préfet de ce département avait eu besoin de recourir à l'emploi de moyens extraordinaires. Pendant que Guidal était à Paris, on éventa à Marseille une affaire semblable qui mena à la découverte d'un ancien espionnage exercé à la côte de Provence par des Français, au bénéfice de l'amiral anglais qui croisait devant Toulon. Guidal fut accusé d'avoir été lui-même à la flotte anglaise, et d'y avoir envoyé son fils. Cet espionnage durait depuis nombre d'années, sans qu'on s'en fût douté. Par suite des dépositions des personnes qui avaient été arrêtées on redemanda Guidal à Marseille, pour le juger, et il y avait plus de quinze jours que j'avais envoyé à la gendarmerie tout ce dont elle avait besoin pour le reconduire à cette destination ; elle différa à exécuter l'ordre que j'avais donné, et Guidal se trouvait encore dans la prison de la Force le 23 octobre.

Il en était de même de Lahorie. Depuis le procès du général Moreau, il était caché en France. L'empereur avait souvent réitéré l'ordre de le faire partir ; M. Fouché l'avait laissé à Paris. Lahorie était breton,

et il avait facilement trouvé les protecteurs dont il avait besoin. L'empereur m'ordonna de le faire partir pour l'Amérique, et de l'arrêter d'abord ; ce qui fut fait. J'avais également mis de la diligence à préparer son départ sur un vaisseau qui devait mettre à la voile de Nantes pour les Etats-Unis. J'avais, depuis plus de quinze jours, signé tous les ordres nécessaires pour le faire conduire dans cette ville, et il se trouvait comme Guidal à la Force par suite de la même négligence.

Malet, toujours occupé de son projet de changer le gouvernement, crut ne pouvoir saisir une meilleure circonstance que celle où le grand éloignement des armées et de l'empereur lui aplanissait les difficultés d'une entreprise aussi hardie, et dont le succès reposait sur une supposition qu'on n'aurait pu éclaircir assez tôt pour détruire la crédulité dont il avait besoin pour réussir.

Après avoir beaucoup pensé aux divers moyens d'exécuter son projet, il s'arrêta à celui-ci. Il supposa l'empereur mort le 8 octobre sous les murs de Moscou, il ne pouvait pas prendre un autre jour sans se trouver contredit par l'estafette, qui pouvait arriver, comme cela avait lieu chaque jour. L'empereur mort, il concluait que le Sénat devait être investi du suprême pouvoir ; ce fut donc l'organe du Sénat qu'il choisit pour parler à la nation et à l'armée. Il fit aux soldats une proclamation dans laquelle il déplorait la mort de l'empereur ; après avoir annoncé l'abolition du régime impérial, et le retour du gouvernement populaire, il fit connaître la nouvelle organisation de ce gouvernement, en désigna les branches et en nomma les Directeurs. Toutes les pièces étaient revêtues des signatures de plusieurs Sénateurs dont il avait retenu les noms, mais avec lesquels il n'avait eu aucun rapport depuis un bon nombre d'années. — C'était lui-même qui avait signé le nom de tous ces Sénateurs ; il fit un décret au nom de ces mêmes Sénateurs, par lequel lui, Malet, était nommé gouverneur de Paris, et commandant des troupes dans la première division militaire.

Cela posé, il fit aussi des décrets semblables pour promouvoir à des grades plus élevés tous ceux qu'il comptait employer à l'exécution de son projet. C'était le général Hullin qui était alors commandant de Paris ; l'adjudant commandant Doucet était son chef d'état-major. Il nommait celui-ci général de brigade, lui conservait sa place, et joignait à l'instruction qu'il lui donnait un bon de cent mille francs à vue sur le trésor public.

Il y avait derrière la maison de santé où était Malet une caserne dans laquelle était établie la 10e cohorte de la Garde nationale et un dépôt du 32e régiment de ligne.

Cette 10e cohorte était commandée par le colonel Soulier, un des braves et anciens officiers de l'armée d'Italie, mais en revanche aussi borné qu'il était brave. Il était venu depuis très peu de jours d'Espagne pour prendre le commandement de cette 10e cohorte. Malet était marié, et sa femme demeurait fort loin de lui à Paris ; elle allait le voir fréquemment, et ne s'apercevait pas qu'il roulait quelque projet dans son esprit.

Il y avait peu de temps qu'un prêtre espagnol, qui était détenu dans la même maison que Malet, avait été mis en liberté et s'était retiré dans un appartement qu'il avait loué à la place Royale. Malet était dans sa maison de santé avec un certain abbé Lafond, qui avait été arrêté depuis longtemps pour des affaires de religion. Comme il était toute la journée avec cet abbé, il avait été obligé de lui confier ce qu'il allait entreprendre. L'abbé Lafond attira à lui, sans leur faire aucune confidence, deux jeunes gens de sa connaisance qui étaient à Paris ; l'un était un jeune caporal de la Garde de Paris nommé Rateau, qui était de son pays, et le second était un jeune Vendéen qui étudiait le droit à Paris. Ce dernier, étant d'un caractère jésuitique, fut goûté par Malet, qui, la veille du jour où il devait exécuter son projet, dit à ce jeune homme d'aller au Palais-Royal acheter une écharpe aux trois couleurs ; il lui donna en même temps une lettre pour sa femme, à laquelle il mandait

de mettre ses uniformes et ses armes dans sa malle, ainsi que ceux d'aide de camp qu'il avait chez lui (probablement à dessein), et de remettre sa malle avec la clef au porteur.

Celui-ci, d'après les ordres de Malet, la porta chez le prêtre espagnol qui était à la place Royale. Le lendemain 22, Malet invita à dîner, ainsi que l'abbé Lafond, les deux jeunes gens dont je viens de parler, et au moment de se séparer il leur dit d'aller l'attendre chez le prêtre espagnol.

A dix heures du soir, lorsque les portes de la maison de santé étaient fermées, il saute avec l'abbé Lafond par la fenêtre de sa chambre qui était au rez-de-chaussée sur le jardin, et au bout duquel était un mur de très peu d'élévation, après quoi l'on était sur la voie publique. Il fit tout cela sans bruit, et vint à pied à la place Royale chez le prêtre espagnol. Il y fit apporter du punch, et lorsqu'il vit les têtes des jeunes gens un peu échauffées, il leur parla de son projet, comme d'une chose déjà convenue depuis longtemps entre lui et le Sénat; mais il leur dit qu'elle ne devait être exécutée qu'après la mort de l'empereur, dont il n'avait été prévenu qu'hier : il abusait ainsi les deux jeunes gens, qui le savaient bien un homme mécontent du gouvernement impérial, mais qui ne se vantait pas de ce qu'il se proposait de faire.

Malet leur montra tous les ordres que venait de lui envoyer la commission du gouvernement établie au Luxembourg, sa nomination au gouvernement de Paris, un crédit considérable sur le trésor public, et enfin l'ordre d'installer de suite les nouvelles autorités à la place des anciennes. Toutes ces pièces étaient de sa fabrication. Sans donner à ces jeunes gens le temps de la réflexion, il ouvre sa malle, revêt son grand uniforme d'officier général, fait prendre au jeune caporal qui était avec l'abbé Lafond l'habit d'aide de camp qu'il avait aussi fait venir, et donne au jeune Vendéen l'écharpe aux trois couleurs.

CHAPITRE VIII

Le général Malet à la caserne de Popincourt. — Il se fait passer pour le général Lamotte. — La 10e cohorte prend les armes. — Malet délivre Lahorie et Guidal. — Le préfet de police me fait prévenir. — Dispositions que prend le général Malet. — L'adjudant général Doucet. — Malet est arrêté. — Le général Hullin. — Mésintelligence entre le ministre de la guerre et moi. — Je prends la défense du général Lamotte. — Confrontations. — Ce qui eût pu arriver. — M. Frochot. — Conduite du ministre de la guerre. — Il envoie un exprès à l'empereur. — Je n'envoie personne. — On me croit perdu. — Belle occasion de connaître mes amis.

Accompagné, comme je viens de le dire, seulement de trois personnes, le général Malet sort de chez le prêtre espagnol vers une heure du matin, et se rend à la caserne de Popincourt où était la 10e cohorte. On ne laisse pas entrer la nuit dans les casernes de Paris, aussi Malet affecta-t-il de dire qu'il n'avait affaire qu'au commandant. On le conduisit chez le malheureux Soulier, qui demeurait hors du quartier ; il était malade, et ne put se lever pour recevoir Malet.

C'est ici que fut joué le tour le plus adroit, et sur le succès duquel reposait tout celui de l'entreprise. Malet entra chez le colonel Soulier, sans lui dire son nom ; celui-ci, après s'être excusé de ne pouvoir se lever, demanda au général ce qu'il avait à lui dire.

Malet lui dit : « Je vois bien que vous n'êtes pas informé ; nous avons eu le malheur de perdre l'empereur. » A ce mot, Soulier fond en larmes ; Malet

a l'air de partager sa douleur et lui dit : « Le gouvernement vient d'être changé, et voici l'ordre que le général Malet m'a remis pour vous, il y a un instant. »

Soulier lit ; c'était un ordre du général Malet, qui lui ordonnait de faire prendre les armes à la cohorte, de lui donner connaissance des événements nouvellement arrivés, et de suivre exactement tout ce que lui commanderait le général Lamotte, qu'il rendait porteur de sa lettre, et qui avait reçu les instructions de la commission du Sénat investie du gouvernement.

Voilà donc Malet qui joue près du colonel Soulier le personnage de Lamotte ; Soulier salue le général Lamotte, fait venir l'adjudant de sa cohorte, lui commande de l'assembler et de venir ensuite prendre le général Lamotte, auquel il fait des excuses de ne pouvoir l'accompagner.

Lamotte (Malet) se rend donc dans la cour de la caserne, où la troupe était assemblée, et lui fait lire aux flambeaux la nouvelle de la mort de l'empereur, la proclamation du Sénat à l'armée, et lui donne connaissance des nouvelles formes du gouvernement. Il ne vint dans la tête de personne de chercher à vérifier si cela était vrai, assurément rien n'était plus clair que les termes dans lesquels Malet s'expliquait.

Lamotte (Malet) emmène la cohorte, forte de douze cents hommes, sans lui faire prendre les dix mille cartouches à balles qui étaient en réserve chez le colonel, ainsi que cela était d'usage dans la garnison de Paris, et même sans faire changer les pierres à bois, que les soldats sont dans la coutume de mettre à leurs fusils pour l'exercice.

Malet marcha à la tête de cette cohorte, dont il ne laissa qu'une seule compagnie au quartier, pour accompagner le colonel Soulier à l'Hôtel de Ville, où il avait ordonné d'aller l'attendre et de faire disposer le bureau nécessaire pour la commission de gouvernement. Il avait eu soin de donner à ce colonel sa nomination au grade de général de brigade, et un bon de 100.000 francs sur le trésor public.

Le 23 octobre tombait un vendredi, jour de parade pour la garnison de Paris, laquelle parade, depuis l'absence de l'empereur, avait lieu tous les vendredis sur la place Vendôme.

Les troupes du faubourg Saint-Antoine étaient obligées de partir de bonne heure pour s'y rendre : c'est ce qui fit que le spectacle de la 10e cohorte avec armes et bagages ne parut pas étonnant.

Lamotte amène sa cohorte par la grande rue Saint-Antoine jusqu'à la porte de la prison de la Force ; il se la fait ouvrir, et, sans y entrer lui-même, il se fait amener les généraux Guidal et Lahorie, qui y étaient détenus ; il ferme ensuite la porte de la prison d'où il défend de laisser sortir qui que ce soit ; il embrasse Lahorie et Guidal, leur fait part de la mort de l'empereur et de tout ce qui en était la suite, et leur dit : « Il n'y a pas de temps à perdre ; voilà vos instructions, prenez cette troupe pour les exécuter : je n'ai besoin que d'une demi-compagnie pour aller m'emparer du gouvernement de Paris, où j'attendrai de vos nouvelles. Ensuite nous nous réunirons à l'Hôtel de Ville. »

Lahorie crut de bonne foi à la mort de l'empereur, et comme il avait été dans la confiance du général Moreau, il savait ce qu'il avait eu le projet de faire ; il avait mémoire du 18 brumaire, auquel il avait assisté ; ces idées-là revinrent à son esprit, surtout en voyant Malet en habit brodé et suivi d'une troupe régulière. Il lut l'instruction que lui donnait Malet, prit la cohorte dont celui-ci n'avait gardé que cinquante hommes, et courut s'emparer de la préfecture de police. Il trouva M. Pasquier, qui avait coutume de se lever de bonne heure, déjà à son cabinet ; il l'arrêta et lui substitua le jeune Vendéen, ainsi que l'abbé Lafond. Le préfet de police, quoique dans cette situation, trouva le moyen de m'envoyer bien vite un de ses employés pour me prévenir de ce qui se passait ; cet employé, en arrivant chez moi, n'insistait que pour me voir et me parler au plus vite, sans rien dire de plus. Comme il était connu du portier de l'hôtel, il aurait pu commencer par faire

fermer la porte ; il ne le fit pas, et trouva la consigne que j'avais donnée à cinq heures du matin (en me couchant), pour qu'on me laissât en repos à moins de force majeure. Comme il était venu à pied, il ne devançait que de très peu la colonne du général Lahorie, qui était sur ses pas et qui entra comme un trait, ainsi que je l'ai dit.

Lahorie avait envoyé le général Guidal, qui était venu avec lui, arrêter le ministre de la guerre ; mais le sergent par lequel il voulait me faire assassiner lui ayant manqué de parole, il courut lui-même après ce général, qu'il atteignit dans la rue des Saints-Pères, et le ramena chez moi avec son détachement. C'est à ce seul incident que le ministre de la guerre doit de n'avoir pas eu la même aventure que moi.

Malet, en quittant Lahorie à la porte de la Force, avait envoyé par des soldats de la 10e cohorte, aux deux commandants des régiments de la Garde soldée de Paris, des paquets renfermant des pièces semblables à celles qu'il avait lues à sa troupe avant de l'emmener, et de plus une instruction que ces deux régiments devaient suivre de point en point.

Il employa l'un à fermer toutes les barrières de Paris, avec défense d'en laisser sortir qui que ce fût ; ce qui fut fait : en sorte que dans les villes du voisinage, d'où on aurait pu avoir des secours si l'on en avait eu besoin, on n'aurait rien su de ce qui se passait à Paris. Il employa l'autre à occuper la banque, la trésorerie et autres points de l'administration publique. A la trésorerie, il éprouva de la résistance ; le ministre s'y était rendu et sut se servir de la Garde de sa maison pour ne pas laisser méconnaître son autorité. Mais dans les deux régiments entiers de la Garde soldée de Paris qui faisaient le service de la place, il n'y eut pas une objection opposée à l'exécution des ordres de Malet.

En même temps que Malet faisait ainsi agir sur plusieurs points à la fois, il descendait la rue Saint-Honoré avec sa petite troupe. Il tourna le coin de la rue qui mène à la place Vendôme, et de là il expédia un officier avec vingt-cinq soldats de sa troupe, aux-

quels il ordonna d'aller se mettre en bataille devant la porte du bureau de l'état-major, qui était dans la maison placée dans l'angle de la place Vendôme à gauche, et de n'en laisser sortir personne.

En même temps il donna à l'officier un paquet pour l'adjudant-général Doucet ; le paquet contenait les mêmes pièces que les autres, la mort de l'empereur, l'acte du Sénat, les proclamations, la nomination de Malet au gouvernement de Paris, une nomination de général de brigade, et un bon de 100.000 francs pour lui Doucet. A ce paquet il avait joint une instruction en forme de lettre confidentielle, dans laquelle il témoignait à Doucet le plaisir qu'il éprouvait à entrer en relation de service avec lui, et le priait d'envoyer tels et tels ordres aux troupes qui étaient à Saint-Denis, Saint-Germain et Versailles, et à celles qui étaient à Paris ; il n'exceptait que la Garde soldée, qu'il avait employée, et la 10e cohorte, qu'il avait chargée de l'arrestation du préfet et du ministre de la police, ainsi que de celle du général Hullin ; il ajouta que, connaissant les relations d'amitié qui existaient entre lui et le général, il avait voulu lui éviter ce que cette commission aurait eu de pénible pour lui, et qu'il s'en était chargé ; seulement il lui recommandait de ne pas s'y opposer, et de garder à sa porte, jusqu'à nouvel ordre, le piquet que commandait l'officier qui lui remettrait le paquet.

L'adjudant général Doucet était couché quand l'officier arriva chez lui. N'ayant pas voulu parler à d'autres, on le fit entrer chez l'adjudant général, qui ne comprenait rien à tout ce que cette dépêche contenait. Il relut plusieurs fois toutes ces pièces, et demanda à l'officier de la 10e cohorte qui les lui avait apportées, et qui avait son détachement de garde à la porte, ce qui s'était passé à leur caserne. Ce jeune homme le lui raconta ; il avait vu prendre les armes à son corps, avait suivi Malet à la Force, en avait vu extraire Lahorie et Guidal, et avait suivi Malet jusque sur la place Vendôme, d'où il avait continué son chemin pour aller chez le général

Hullin, où il était encore. « Je vois d'ici, ajouta-t-il, notre détachement qui est devant la porte du général Hullin. » Et il le voyait effectivement par la fenêtre de l'appartement de M. Doucet.

Doucet ne pouvait plus douter de l'existence d'un projet dont Malet lui donnait les détails dans son instruction ; à la vérité, cela pouvait s'appeler une folie, mais cependant cela s'exécutait. Il ne pouvait en douter, tant par ce qu'il voyait que par ce que lui disait le jeune officier de la cohorte, qui lui-même agissait. Non seulement il ne bougea point, mais perdit la tête au point d'avoir peur de sa responsabilité. Malet lui avait ordonné de mettre M. Laborde aux arrêts, se méfiant sans doute de son activité. Doucet venait de faire appeler M. Laborde, qui demeurait dans le même hôtel ; ils lisaient ensemble toutes les pièces, lorsque Malet, de retour de chez le général Hullin, entra dans la pièce où ils se trouvaient ; il demanda à l'adjudant général Doucet pourquoi M. Laborde n'était pas aux arrêts, ainsi qu'il l'avait ordonné, et lui dit de s'y rendre. Laborde résista, il s'était engagé une petite discussion, à la suite de laquelle Laborde sortit en disant : « Pour me rendre aux arrêts, il faut que je sorte ; ce n'est point ici ma chambre. » Ce qu'il fit ; et c'est en descendant l'escalier de l'adjudant général Doucet, qu'il aperçut l'inspecteur général du ministère de la police, qui se rendait au bureau de l'état-major de la place pour prendre des renseignements dont il avait besoin. Ce piquet de la 10ᵉ cohorte lui en refusait l'entrée, d'après son instruction, et ce fut Laborde qui, du haut de l'escalier, cria aux soldats de le laisser monter, ce qu'ils firent, parce que tous étaient depuis longtemps dans l'habitude d'obéir à Laborde. Ce dernier lui apprend de quoi il est question et le conduit dans la chambre de Doucet, qui causait avec Malet.

Dans le moment la scène changea. La présence de l'inspecteur fit perdre le sang-froid à Malet. L'inspecteur dit tout haut : « M. Malet, vous n'avez pas la permission de sortir de votre maison sans que j'aille

vous chercher ; » et, s'adressant à l'adjudant général Doucet, il lui dit : « Il y a là-dessous quelque chose ; arrêtez-le d'abord, je vais aller au ministère pour savoir ce que cela signifie. » Malet était adossé contre la cheminée de l'entresol dans lequel cela se passait. Se voyant perdu, il met la main à un pistolet qu'il avait dans la poche de son habit ; ceux qui étaient en face de lui virent ce mouvement dans la glace, et tous les trois ensemble ils le saisirent et le désarmèrent.

Pendant qu'il était arrêté, on apprit ce qui s'était passé chez le général Hullin, où Malet avait été avant de venir chez Doucet. Il avait demandé à lui parler en particulier ; il s'était fait accompagner par un capitaine de la compagnie qui le suivait.

Le général Hullin vint le recevoir. Malet lui dit qu'il est chargé d'une commission bien pénible à remplir, puisqu'il est chargé par le ministre de la police de l'arrêter, et de mettre les scellés sur ses papiers. Le général Hullin lui dit : Voyons votre ordre. Malet lui répond : Entrons dans votre cabinet, je vous le montrerai. Hullin passe le premier ; Malet le suit, la main à un pistolet qu'il tenait dans sa poche, et accompagné du capitaine de la cohorte ; au moment où Hullin se retourne pour voir ce que Malet allait lui présenter, celui-ci lui tira son coup de pistolet dans la figure à bout portant, et l'étendit sur le carreau. Il ne le tua pas : la balle entra au milieu de la joue, et resta dans la tête du général Hullin, sans que l'on pût la faire sortir. Ensuite il sortit pour venir chez l'adjudant général Doucet, sans que le capitaine trouvât rien d'extraordinaire à ce dont il était le témoin et devenait le complice.

Le général Malet arrêté, tout était fini. On put commencer les confrontations qui devenaient nécessaires à la suite de tous ces interrogatoires pour se faire une idée juste de l'affaire : les opinions variaient de tant de manières sur le parti dont on disait que Malet n'était que l'agent, que je mis de l'amour-propre à les éclairer, bien convaincu que l'on gagne toujours à se pénétrer de la vérité, quelque tort

qu'elle puisse faire, et que rien n'est si dangereux que de se livrer à des illusions, ou de se laisser aller à la passion. C'est à cette occasion qu'il s'éleva des nuages entre le ministre de la guerre et moi. Il me supposa le projet de lui nuire, et de nuire aux militaires. Il prêta l'oreille à une foule de bavardages dont il n'aurait pas dû se laisser atteindre, et qui le firent agir vis-à-vis de moi comme il me croyait capable de faire vis-à-vis de lui. Comme je ne le fis pas, il resta le maître du terrain. Il rechercha de l'importance pour lui dans cette affaire, et en la rattachant à plusieurs invraisemblances, il fit arrêter à tort et à travers les uns et les autres, en cherchant à les inculper dans cette conjuration de Malet. Moi, au contraire, j'en détachai tout ce qui pouvait n'y pas être compris.

Le ministre de la guerre me faisait un grand grief de défendre l'innocence du général Lamotte, qu'il avait fait arrêter, parce qu'il soutenait qu'il était le complice de Malet, et que c'était lui qui avait été prendre la 10e cohorte dans son quartier.

Il ne voulait pas croire que Malet avait pris le nom et joué le rôle de Lamotte. Je fus obligé, après la déclaration du colonel Soulier, de faire entrer dans mon cabinet le véritable général Lamotte, qu'il ne reconnut point. Peu après, sans rien lui dire, je fis entrer le général Malet, qu'il reconnut pour être celui qui était venu le prendre le matin à son quartier, où il s'était présenté sous le nom du général Lamotte.

Après cette confrontation relative au général Malet et au général Lamotte, le ministre de la guerre prétendit qu'il y avait eu connivence entre le général Malet et le colonel Soulier, commandant de la 10e cohorte ; sans quoi il n'aurait pas choisi cette cohorte préférablement à une autre troupe.

C'était également deux opinions mal établies. La preuve qu'il n'y avait point de connivence entre Malet et Soulier, c'est qu'il prit le nom de Lamotte pour entrer chez lui : à quoi cela lui aurait-il servi, s'ils avaient été d'accord auparavant ? De plus, Sou-

lier n'était arrivé à Paris que depuis l'avant-veille, venant d'Espagne, où il s'était fait remarquer dans la défense du mont-Louis à Barcelone, par sa conduite qui lui avait valu sa nomination au commandement de cette cohorte.

Quant au choix que Malet avait fait de la 10e cohorte, c'est parce qu'elle se trouvait la mieux placée pour être employée loin des regards des autorités que l'on pouvait redouter ; il y avait loin du faubourg Saint-Antoine à la place Vendôme et au ministère de la guerre.

Mais s'il n'avait pas pris cette cohorte, il n'aurait pu en trouver une autre qu'à la rue Verte ou au faubourg Saint-Honoré, c'est-à-dire sous les yeux de l'état-major de la place, qui aurait été averti avant qu'il eût été à la Force, à la préfecture de police et au ministère. Toutes ces observations avaient beau être raisonnables, on ne les écoutait pas, et la passion prenait le dessus.

Cette folie de Malet conduisit devant un conseil extraordinaire de guerre quatorze malheureux qui furent condamnés à la peine de mort. Ils étaient bien coupables assurément ; mais au moins faut-il accorder à ces officiers la justice de convenir que ce qui les rendait inconsolables, c'était la pensée qu'on les crût capables d'avoir coopéré sciemment à ce que Malet leur faisait faire. Ils disaient tous que, si l'empereur avait été là, ils n'auraient pas tous péri. Ils avaient bien raison, car je crois que si l'empereur avait été à Paris, hors Malet, Lahorie et Guidal, il eût fait grâce à tout le reste ; jamais il n'aurait permis une exécution comme celle qui a eu lieu (1). Je m'interposai tant que je pus pour repousser l'idée que le Sénat avait la moindre part

(1) Le 28 octobre, Malet et vingt-quatre autres complices furent traduits devant le Conseil de guerre ; le lendemain 29, ce Conseil condamna à mort Malet, Lahorie, Guidal, et avec eux onze officiers ou sous-officiers convaincus d'avoir favorisé la conspiration. Les condamnés furent fusillés le même jour à quatre heures de l'après midi dans la plaine de Grenelle, aux environs du Champ de Mars. (D.L.)

à tout ce dont Malet se disait être muni de sa part.

Sans le contre-temps qui lui fit manquer l'arrestation du ministre de la guerre, et qui me rendit aussitôt à mes fonctions, le général Malet aurait été maître de beaucoup de choses en peu de moments, et dans un pays si susceptible de la contagion de l'exemple, il aurait eu le trésor, qui était riche dans ce temps-là, la poste et le télégraphe, et il y avait cent cohortes de gardes nationaux en France. Il aurait su par l'arrivée des estafettes de l'armée la triste situation où étaient alors les affaires, et rien ne l'aurait empêché de saisir l'empereur lui-même s'il était arrivé seul ou de marcher à sa rencontre s'il était venu accompagné.

Malgré cela, Malet n'aurait pas joué longtemps le rôle d'un nouveau Cromwell, parce que la fourberie aurait été reconnue, et que tout le monde en France était las de mouvements ; vraisemblablement il aurait bientôt été seul pour consolider l'exécution de son projet. Mais le danger dont la tranquillité publique fut menacée était grand, et l'on reconnut malgré soi un côté faible dans notre position, que chacun croyait mieux affermie.

On fut surtout frappé de la facilité avec laquelle on persuada les troupes de la mort de l'empereur, sans qu'il vînt à la pensée d'un seul de leurs officiers de chercher à s'en assurer, et surtout sans penser à son fils. Ces mêmes soldats se portèrent sur les individus investis du pouvoir, trouvèrent cela naturel et enfin virent tuer le commandant de Paris, leur général, sans faire un seul geste pour le défendre. Cette réflexion était affligeante, et à moins d'aimer les illusions, on était forcé de songer à tout ce que cela préparait de malheurs. Le préfet du département de Paris était à la campagne, lorsque le colonel de la 10e cohorte, Soulier, arriva à l'Hôtel de Ville ; il y fit connaître la mort de l'empereur, et annonça qu'il venait prendre possession de l'appartement destiné à la commission du gouvernement, qui allait arriver à l'Hôtel de Ville.

Un employé de la préfecture envoya bien vite

chercher le préfet. L'exprès qu'on lui avait expédié le rencontra dans la rue du Faubourg-Saint-Antoine par laquelle il revenait lui-même à Paris, ignorant ce qui s'y passait. Le messager lui remit le billet dont l'employé de la préfecture l'avait rendu porteur, et dans lequel il marquait au préfet d'arriver au plus vite ; il finissait par ces mots latins : *Fuit imperator*. Le préfet accourt, il trouve l'Hôtel de Ville occupé par Soulier, qui lui montre tous les actes en vertu desquels il agissait, et qui lui apprend que le ministre de la police venait de sortir et avait recommandé que l'on hâta les dispositions pour recevoir la commission du gouvernement.

Le préfet croit d'abord que c'est moi, et ne peut rien comprendre à ce qu'il voit ; il demande ses chevaux pour aller chez l'archichancelier, et dit à ses gens : « Faites ce que ces messieurs ordonnent »; mais avant que sa voiture fût avancée, la comédie avait cessé. On vint arrêter le colonel Soulier pendant qu'il exécutait les ordres de Malet, ainsi que tout ce qui l'accompagnait. On fit un grand crime au préfet de la Seine d'avoir dit à ses gens : « Faites ce que ces messieurs ordonnent, et on persuada à l'empereur de le déplacer. L'autorité militaire l'attaqua vivement, et il fut disgracié ; cependant que pouvait faire le préfet contre un colonel et sa troupe, en supposant même qu'il eût ordonné à ses domestiques le contraire de ce qu'il leur avait dit ?

Assurément le préfet de la Seine était un homme incapable d'une lâche trahison, et s'il avait été chez lui au moment où cette troupe s'y présenta, il ne l'eût reçue qu'après de bonnes informations ; mais qui aurait pu croire que des troupes entières seraient sorties de leurs quartiers, leurs officiers en tête, sans l'ordre de leurs généraux, et surtout pour un objet comme celui-là ?

Le préfet de la Seine fut généralement plaint ; il lui resta des amis, et l'empereur témoigna des regrets que cela lui fût arrivé. Il l'estimait particulièrement, et je suis sûr que, sans l'opiniâtreté du duc

de Feltre, le préfet de la Seine n'eût pas succombé. S'il lit ces Mémoires, je suis bien aise de lui apprendre qu'à bord du *Bellérophon*, m'entretenant de cette affaire, l'empereur parlait de lui avec intérêt et presque avec amitié (1).

C'est ainsi que finit cette singulière entreprise de Malet. Rien n'égale la ruse et l'audace avec laquelle elle fut conduite ; elle surprit la réflexion de tout le monde, comme aussi ce même monde reconnut sa faiblesse ; on en fut honteux, mais on n'en devint pas plus sage. A Paris, on en fut effrayé, parce que l'on se voyait encore sur un volcan, lorsque depuis longtemps on se croyait sur un rocher.

Le ministre de la guerre entreprit de justifier les troupes ; pour le faire, il accusa la surveillance de la police ; mais en supposant même que celle-ci eût eu un moyen de suivre un fil de cette conjuration, qui n'était que dans la tête d'un homme, rien ne pouvait excuser les troupes qui avaient marché contre l'autorité, quelle que soit la manière dont on s'y soit pris pour les y déterminer ; l'intelligence la plus commune a toujours été obligée de reconnaître cette partie de ses devoirs.

(1) C'est M. Frochot qui était préfet de la Seine ; il fut remplacé par M. de Chabrol, gendre de l'architrésorier, et alors préfet de Savone, où il sut concilier les devoirs que lui imposaient ses fonctions avec ceux que lui inspiraient comme homme, les vertus et les malheurs du Pape pendant sa longue résidence dans le chef-lieu du département de Montenotte. M. de Chabrol avait été attaché en qualité d'ingénieur des Ponts-et-Chaussées à l'expédition d'Egypte.

Lorsque la Restauration survint, M. de Chabrol fut maintenu, malgré toutes les intrigues qui s'agitaient autour de lui Nommé Conseiller d'Etat et investi de la confiance du roi, il se dévoua tout entier aux soins de la vaste administration qu'il a dirigée pendant dix-huit ans. Louis XVIII répondit un jour aux détracteurs de M. de Chabrol : « Il a épousé la ville de Paris, et j'ai aboli le divorce. » Charles X donna aussi toute sa confiance à M. de Chabrol, qui conserva sa préfecture jusqu'en 1830. Depuis cette époque, jusqu'au moment de sa mort, en 1843, il resta complètement étranger aux affaires publiques. Il avait été député de 1816 à 1830. (D.L.)

Le ministre de la guerre fit grand bruit, envoya la Garde à cheval à Saint-Cloud, sous prétexte que le parti de Malet voulait enlever le fils de l'empereur, tandis que Malet et ses complices étaient déjà arrêtés : tout ce que faisait le ministre de la guerre était inutile ; il le savait bien, mais il ne voulait que montrer du zèle, pour prendre place dans l'opinion et conjurer l'orage qu'il voyait arriver. Il fit le cheval de parade, lorsque le danger était passé, et cela lui réussit.

Les détails du procès ne ramenèrent point la tranquillité dans son esprit, et il ne fut en repos qu'après qu'il eut envoyé un officier de son état-major à l'empereur pour surprendre son opinion sur cette affaire, et il l'égara complètement. L'empereur le reconnut après ; mais il avait déjà prononcé, et ne voulut point avoir l'air d'être trompé : néanmoins le ministre de la guerre n'y gagna rien (1).

Moi, je n'envoyai personne à l'empereur, je ne voulais ni surprendre son jugement ni accuser qui que ce fût; je me mis même au-dessus de tout ce que je prévoyais qu'il allait m'en écrire. J'ai été bien souvent grondé par lui, mais je n'ai jamais pu m'accoutumer à une lettre dure : aussi calculai-je le jour où je de-

(1) On lit dans les *Mémoires* du général Rapp : « J'étais de service ; il y avait déjà quelque temps qu'il n'était venu d'estafettes ; il en arriva une, je la remis à l'empereur. Il ouvrit le paquet avec précipitation ; un *Moniteur* lui tomba sous la main, il le parcourut : le premier article qui se présenta à ses yeux fut l'entreprise de Malet ; il n'avait pas lu les dépêches, il ne savait ce que c'était. « qu'est-ce que cela ! quoi ! des complots ! des conspirations ! » Il ouvrit ses lettres ; elles contenaient les détails de la tentative : il fut stupéfait. Cette police qui sait tout, qui devine tout, s'était laissée prendre au dépourvu ; il n'en pouvait pas revenir. « Savary à la Force ! le ministre de la police arrêté ! » J'allais donner quelques ordres. L'aventure avait déjà transpiré ; la surprise, l'étonnement, étaient peints sur toutes les figures ; on faisait des rapprochements qui, jusque-là avaient échappé. L'imprévoyance des suppôts de la police était manifeste ; ils ne sont alertes que parce qu'on croit à leur vigilance. Napoléon ne s'étonnait pas

vais recevoir de l'empereur une réponse au rapport de cet événement. Ce jour-là, je fis ouvrir par mon secrétaire les lettres que je reçus de lui (l'empereur), et lui donnai l'ordre de me remettre ce qui ne respirerait pas l'humeur, et de jeter la réprimande au feu, s'il en venait une, qui effectivement arriva comme je l'avais prévu, et il n'y manquait rien que de l'avoir méritée. Je ne m'en tourmentai point, parce que je prévoyais ce qui avait été pratiqué pour s'emparer de l'opinion de l'empereur. J'ai toujours eu confiance dans son jugement et cru à sa bonté, et je ne me serais pas mis dans le cas de la perdre, pour avoir manqué dans une circonstance semblable.

Je souffris des suites de cette affaire. Bon nombre de personnes se détachèrent de moi, persuadées que je ne pouvais plus rester en place. On me chercha un successeur, tant cela paraissait probable. Les dames disaient : « Ah ! on ferait bien mieux de s'occuper de ce qui se passe dans les casernes que dans nos boudoirs. » Dans tous les temps du monde,

que ces misérables qui peuplent les salons et les tavernes, qui obstruent tout, qui s'insinuent partout, n'eussent pas pénétré la trame ; mais il ne concevait pas la faiblesse de Rovigo. « Comment ne s'est-il pas fait tuer plutôt que de se laisser arrêter ; Doucet et Hullin ont montré bien plus de courage. Le maréchal Berthier, entra au moment où l'empereur s'égayait aux dépens de Savary : sa surprise, son arrestation, étaient le sujet de mille plaisanteries, dont le refrain était toujours qu'il aurait dû se faire tuer plutôt que de se laisser prendre. »

De Benitsa, 5 décembre 1812, l'empereur écrit à Cambacérès, l'archichancelier de l'Empire : « Mon cousin, les querelles des ministres de la police et de la guerre sont ridicules ; je crains que le ministre de la police n'ait tort. Pourquoi en veut-il à l'état-major, qui a tout sauvé ? Cela est injuste. »

Le même jour, 5 décembre, l'empereur écrit au duc de Rovigo lui même : « Vos querelles avec l'état-major de Paris me paraissent pitoyables, injustes et politiques... » Cette lettre aurait dû être citée par le duc de Rovigo dans ses *Mémoires*, mais il en avait peut-être perdu le souvenir ? (D. L.)

les battus ont toujours payé l'amende ; il ne me fallait qu'un peu moins d'honneur pour en faire supporter les frais à un autre.

Mais l'occasion était trop belle pour se venger de la découverte faite dans les bureaux de la guerre de l'espionnage de la légation russe, et on la saisit. J'aurais pu, quelques mois après, en tirer une satisfaction éclatante, comme on le verra par la suite de ces Mémoires, et ne le fis pas. Je fus plaint, parce que l'opinion m'était redevenue favorable, et que je n'avais fait de mal à personne, mais qu'au contraire j'avais obligé beaucoup de monde. On fut fâché de ce qui m'était arrivé, mais on n'en crut pas moins que le premier courrier de l'empereur allait annoncer la nomination de mon successeur ; on se conduisit donc en conséquence, et les intrigues s'agitèrent pour partager ma dépouille. Je n'eus pas l'air de m'en apercevoir, et je profitai de cette occasion pour apprendre à reconnaître mes amis.

CHAPITRE IX

Les Russes ne veulent entendre aucune proposition. — Anxiété de la capitale. — Retraite simultanée des armées russe et française à Mojaïsk. — Départ de l'empereur. — Considérations qui le déterminent. — Arrivée à Paris. — Audience des ministres. — Attitude des courtisans à mon égard. — L'empereur prend une idée juste de la tentative de Malet. — Mon crédit est assuré. — Mes amis me reviennent. — Impôts. — Ressources à créer. — Nouvelle armée. — Mouvement national. — Députations des départements. — Murat retourne à Naples. — Défection de la Prusse. — Conseil privé. — Opinions qui y sont émises. — Négociations par l'intermédiaire de l'Autriche. — M. de Bubna.

Pendant cette fin d'octobre, nous étions dans la persuasion que l'empereur passerait l'hiver à Moscou ; mais nous reçûmes bientôt les *Bulletins* qui annonçaient la retraite de l'armée, et les événements qui y avaient donné lieu.

Les Russes ayant fait le sacrifice de Moscou, n'écoutèrent aucune proposition d'armistice. Ils étaient bien placés à Kalouga. Nos communications étaient impossibles à entretenir ; les troupes légères ennemies ne laissaient que des villages brûlés aux nôtres, elles enveloppaient Moscou ; l'armée y aurait été enfermée et étrangère à tout ce qui aurait pu se passer derière elle, où il y avait encore de quoi faire une puissante armée.

Les privations avaient introduit le désordre dans tous les corps auxquels on ne pouvait point faire de distributions. L'empereur, par beaucoup d'autres considérations, s'était décidé à la retraite, bien mécontent que notre cavalerie n'eût pas su garder

les traces des Russes. S'il eût connu leur marche, il aurait été les éparpiller après la bataille de la Moskowa, au lieu de pousser à Moscou.

A Paris, tout le monde avait des cartes de Russie, sur lesquelles on pointait avec des épingles les lieux cités dans les *Bulletins* ; il n'y avait guère de salons, dans toutes les classes de la société, où l'on ne recherchât avec avidité des nouvelles d'une armée dans laquelle chacun avait un frère, un fils ou un ami. La distance qu'elle avait à parcourir pour retrouver des quartiers d'hiver à l'époque où l'on se trouvait, donnait de vives alarmes, qui n'étaient que trop fondées, ainsi que le désastreux vingt-neuvième *Bulletin* ne tarda pas à l'apprendre.

L'arrivée de l'empereur à Paris acheva de ruiner l'opinion publique. Une fois que l'on eut commencé à faire des calculs noirs, l'imagination ne s'arrêta plus, et on ne voyait plus dans l'armée qu'une immense caravane de gens transis de froid et épuisés de besoin, au lieu de cette masse de bouillantes cohortes qui, depuis tant d'années, étaient l'admiration des contemporains, et fournissaient une multitude de faits d'armes glorieux à l'histoire.

L'on allait ainsi se tourmentant l'imagination, qui ne rencontrait pas de point d'arrêt, lorsque l'on apprit l'arrivée à Wilna des débris de notre armée, qui avait perdu tous ses chevaux, par conséquent toute son artillerie, et qui était revenue jusqu'à la Bérézina, successivement coupée et flanquée par les corps de l'armée russe, partie de Kalouga pour intercepter la route de Smolensk à Moscou. A la Bérézina, elle avait trouvé la rive droite de cette rivière occupée par l'armée russe qui était revenue de Moldavie après le traité de Bukarest. Ce contretemps acheva de détruire les espérances des débris de notre armée. L'empereur ne pouvait pas comprendre comment le prince Schwartzenberg et le général Reynier ne l'avaient pas garanti de la marche de cette armée russe. Il fallut bien la combattre, et il n'y avait pas beaucoup de moments ac-

cordés par la fortune pour ouvrir le passage de la Bérézina, ou pour voir arriver l'autre armée russe, qui suivait à la queue de la colonne.

En partant de Moscou, l'empereur avait prévu tout ce que l'armée aurait à souffrir en traversant un pays que les passages succesifs de deux armées aussi considérables avaient déjà dévasté. C'est pourquoi, en quittant Moscou, il prit la route de Kalouga, à travers un pays neuf dans lequel l'armée eût trouvé de quoi satisfaire ses besoins.

Mais les Russes l'avaient devancé ; il les attaqua, les battit, sans pouvoir les mettre en déroute. Ils se retiraient cependant sur Malojaroslavetz. Malheureusement l'empereur ne fut pas averti. Il crut ne pouvoir les débusquer qu'à l'aide de combinaisons que le temps ne lui permettait pas de faire. Il rétrograda sur Mojaïsk. Les Russes revinrent occuper les positions qu'ils avaient abandonnées, et nos malheurs commencèrent. Enfin l'armée atteignit la Bérézina (1). Les ponts de Borisow étaient détruits ; l'ennemi nous attendait sur la rive opposée ; notre perte semblait inévitable : mais l'empereur veillait sur nos débris. Wittgenstein fut enfoncé, et les lieux qui devaient être témoins de notre défaite virent fuir ceux qui devaient l'assurer. Nous franchîmes cette funeste rivière ; mais le froid, les privations, la fatigue, continuaient leurs ravages. Il fallait courir au-devant des malheurs dont nous étions menacés. L'empereur les mesurait dans toute leur étendue. Il savait les sentiments que nous portait l'Allemagne, les espérances que nos revers allaient réveiller. Il résolut de les prévenir et de s'assurer du moins des moyens capables de les comprimer. Une autre considération contribua à le déterminer. Il venait d'apprendre les détails de l'affaire Malet, et malgré les contes divers que chacun lui adressait là-dessus selon sa manière de voir, ses

(1) Passage et bataille de la Bérézina, 26, 27, 28 novembre 1812.

Après l'évacuation de Moscou, la première difficulté à vaincre était de déborder Koutouzof qui tournait le dos au

rivalités, ou même son ambition (1), la vérité ne lui avait pas échappé. Il avait le tact si juste, qu'il la démêla lui-même, et jugea le danger mieux que personne, non pas par ce que Malet avait fait, mais

Niemen. Le prince Eugéne fut chargé de prendre le chemin de Borowsk pour tourner par la gauche le camp de Tarontino ; Napoléon porta l'armée entière sur le front de Koutouzof, comme pour lui livrer bataille. Parvenu à Krasnoï, il ordonna au roi de Naples de se déployer devant l'ennemi, puis, appuyant à droite, il gagna le chemin que frayait Eugène et l'armée d'Italie. Tout réussit d'abord ; l'avant-garde du vice-roi s'était emparée de Malojaroslawetz, ville située sur les escarpements de la Protiva à huit lieues au sud de Tarontino. Il ne fallait que deux journées de marche pour atteindre Kalouga, où l'on se proposait de gagner Smolensk par la vallée de l'Ougra que les armées n'avaient pas encore épuisée.

Mais les nombreux éclaireurs de l'ennemi découvrirent la marche d'Eugène sur Borowsk. Koutouzof ignorant encore la retraite de l'armée française, crut qu'il s'agissait d'un mouvement isolé ; il détacha Doctoroff avec vingt-cinq mille hommes. Ce dernier bientôt informé que toute l'armée se dirigeait sur Kalouga, en prévint Koutouzof, qui leva son camp le 24, et prit avec toutes ses troupes le chemin de Malojaroslawetz où courait aussi Doctoroff. Il n'y avait dans la ville que deux bataillons français. Les masses de Doctoroff les écrasèrent. Eugène s'y portant aussitôt avec tout son corps montant à seize mille hommes, reprit la ville. Mais Koutouzof se présentait avec son armée. Doctoroff renforcé renouvela l'attaque que le vice-roi soutint avec une intrépide constance, malgré le nombre toujours croissant des ennemis. La ville enflammée fut prise et reprise sept fois. Quatre-vingt mille Russes arrivèrent successivement : Eugène eut infailliblement succombé, si Davout, hâtant le pas, ne fût venu à la fin du jour l'appuyer avec deux divisions de la Garde. Les Russes se retirèrent avec une perte de huit mille hommes ; les Français en perdirent quatre mille.

L'Empereur fut si satisfait du 4ᵉ corps qu'il le remercia à l'instant même sur les ruines de Malojaroslawetz. « Eugène, dit-il au vice-roi en l'embrassant tendrement ce combat est votre plus beau fait d'armes. » En effet, jamais le prince Eugène ne s'était montré plus brave, plus digne de la confiance de son père adoptif. (D. L.)

(1) Tout ce qui briguait le ministère et la préfecture de

par ce que n'avaient pas fait ceux qu'il avait investi de sa confiance dans différentes parties de l'administration. Cette idée le frappa, et ramenait son esprit à de tristes réflexions sur ce qu'il croyait avoir déjà donné de solidité à son système. Cette considération ne contribua pas peu à lui faire hâter son retour à Paris, où il supposait bien que la nouvelle du désastre de l'armée porterait la terreur (1).

police lui écrivait pour le porter à changer ceux qui en étaient pourvus *(Note de l'édition originale).*

(1) Le 29 novembre, après le désastre de la Bérézina et l'écroulement du pont, les débris de la Grande Armée quittèrent enfin le théâtre de ces scènes de carnage et se portèrent sur Zembin. Tous les blessés avaient été évacués la veille sur Wilna, au moyen de traîneaux qu'on s'était procurés dans les villages voisins.

Le 30, l'armée atteignit Pletchenitzié, où fut établi le quartier général ; le 1er décembre à Staïki, et le 3 à Molodetchna, où l'on trouva fort à propos quelques magasins de vivres et de munitions. L'armée ne quitta cette ville que le 4, afin que les traînards eussent le temps de rejoindre. Ce fut à Molodetchna que l'empereur dicta le fameux *29e Bulletin* (daté du 3 décembre), destiné à faire connaître les vicissitudes de la Grande Armée : c'était un appel fait à l'énergie du peuple et à la fidélité des alliés de la France.

Le 5 décembre, dans la matinée, on arriva à Smorgoni, à dix-huit lieues de Wilna. La route était libre : une simple avant-garde russe suivait la retraite et encore à une respectueuse distance. Dès ce moment on pouvait regarder la campagne comme terminée : il ne restait plus qu'à ramener rapidement les débris de l'armée sur la rive gauche du Niemen, puis sur la ligne de la Vistule, où d'excellents quartiers d'hiver se trouvaient. La présence de l'empereur à l'armée devenait désormais inutile ; ce n'était plus à la tête d'une masse désorganisée qu'était sa place, mais à Paris, à la tête de la nation française. Ce n'était que là qu'il pouvait trouver de nouvelles ressources et maintenir l'Europe, principalement l'Autriche et la Prusse, dont les désastres de la France allaient nécessairement réveiller toute l'ambition, toute la haine secrète. Le roi de Naples, le vice-roi d'Italie, le prince de Neuchâtel, les ducs de Danzig et de Trévise, et tous les chefs présents à Smosgoni furent réunis en conseil aussitôt arrivés dans cette ville : « Je pars cette nuit pour Paris,

Il arriva le 19 décembre à huit heures du soir, et fit demander les ministres pour le lendemain à dix heures du matin.

J'allai voir M. de Caulaincourt le soir même du 19. Il m'apprit la ruine absolue de tout ce qui avait été à Moscou ; et comme il venait de passer quinze jours en tête à tête avec l'empereur, qui avait lu vingt fois tout ce qu'on lui avait mandé sur l'affaire du 23 octobre, il ne me cacha point que, quoique l'empereur mît une grande partie de cela sur le compte de l'animosité, il avait encore passablement d'indisposition contre moi. Il avait trouvé ma défense faible, il supposait qu'il y avait quelque raison pour cela. Je ne pouvais pas désirer mieux que de voir l'empereur un peu indisposé, parce que, avec des rapports clairs et naturels, on le ramenait

leur dit Napoléon, mais c'est pour aller chercher trois cent mille hommes. Mon retour est indispensable : il faut que je surveille l'Autriche et que je contienne la Prusse... Quand elles me sauront à Paris, qu'elles me verrontl à la tête de douze cent mille hommes que j'organiserai, elles y regarderont à deux fois avant de me faire la guerre. » Le roi Joachim fut investi du commandement en chef de l'armée et le vice-roi d'Italie nommé lieutenant général .Des instructions particulières furent données à chaque commandant pour le ralliement de ses troupes, la continuation de la retraite et l'évacuation des blessés sur les villes fortes de la Pologne et de la Prusse occidentale. Ces mesures prises, l'empereur fit ses adieux aux officiers, qu'il avait pu réunir autour de lui, leur recommanda la plus grande activité et les soins les plus assidus pour l'infortunée armée qu'il allait quitter, puis il monta dans un traîneau avec les généraux Duroc, Caulaincourt et Mouton, et se lança sur la route de Varsovie.

Le départ de Napoléon produisit la plus triste impression sur l'armée, où sa seule présence avait jusque là soutenu la confiance du petit nombre de braves que le froid et la faim avaient respecté. L'abattement devint alors général ; les âmes les plus fortes se laissèrent aller au découragement, au désespoir même. Et pour aggraver tant de malheurs encore, le thermomètre, qui s'était maintenu depuis la Bérézina à vingt-deux degrés, descendit dans la nuit qui suivit le départ de l'empereur à vingt-huit degrés au-dessous de la glace ! (D. L.)

toujours à la vérité, et alors on était près de lui dans une meilleure position qu'avant qu'on eût cherché à vous y nuire. L'empereur avait causé avec l'aide de camp que le duc de Feltre lui avait envoyé, et il revenait avec l'opinion du ministre de la guerre. Caulaincourt m'avait servi de son mieux, et je lui en dois obligation.

Le lendemain, 20 décembre, les salons de l'empereur étaient remplis dès le matin ; tous ceux qui s'y trouvaient n'y étaient pas venus aussi contents les uns que les autres.

L'empereur reçut d'abord l'archichancelier et ensuite les ministres, l'un après l'autre, en suivant l'ordre de leur ancienneté d'exercice, en sorte que le grand juge et tous les autres ministres, celui du commerce excepté, passèrent avant moi.

De tous ceux qui étaient là, pas un n'eût voulu être à ma place : on avait l'air de ne pas oser me parler, pour ne pas me faire une doléance. L'empereur n'avait pas gardé chaque ministre longtemps, hormis celui de la guerre, en sorte que je ne tardai pas à être introduit. Lorsque je traversai la foule qui était à la porte du salon dans lequel était l'empereur, elle s'écarta comme pour laisser passer un convoi funèbre, qui allait prendre congé de la Cour. Ce qui avait beaucoup contribué à établir cette opinion, c'était le retour à Paris du duc d'Otrante, que l'empereur avait rappelé d'Aix en Provence, où il se trouvait ; tout le monde le regardait déjà comme mon successeur. Quelques amis de ma première prospérité ne m'ont rien laissé ignorer de tout ce qui s'était dit là pendant que j'étais chez l'empereur.

J'y restai deux heures moins quelques minutes, qui furent bien exactement comptées par des observateurs qui n'étaient pas aussi bienveillants pour moi que l'archichancelier, qui resta dans le salon jusqu'à ma sortie.

L'empereur me demanda mille détails sur l'intérieur avant d'en venir à l'affaire de Malet. Comme je n'avais que de bons rapports à lui faire, et que

lui-même avait jugé de la vérité de ce que je lui disais par ce qu'il avait vu en venant de Mayence à Paris, il fut fort content, et particulièrement de ce que je ne lui disais de mal de personne. On n'a jamais connu en France combien on rendait l'empereur heureux en ne lui portant de plainte sur qui que ce fût. Lorsqu'il eut bien poussé à fond tout ce qu'il voulait savoir, il commença le chapitre de Malet ; il parla le premier, et d'après tout ce qu'il me disait, je jugeai par qui il avait été informé. On y avait mis de la méchanceté, car on savait toute la vérité sur des faits qu'on lui avait désignés ; on n'avait cherché qu'à surprendre son opinion, et on y était parvenu.

Il me disait : « Je conçois bien que vous ayez été arrêté par cinquante hommes : il eût été à désirer pour vous que vous eussiez pu vous défendre. Au reste, je suis moi-même à la merci du chef de bataillon qui est de garde à ma porte, mais je ne comprends pas que vous n'ayez pas su que Malet et le colonel de la cohorte se voyaient depuis longtemps, ainsi que Lahorie. »

Il était dans toutes ces idées que lui avaient données la police militaire ; je lui en montrai l'inexactitude en lui faisant les observations que j'ai rapportées plus haut.

Il ne voulait d'abord pas y croire, et me répétait : « Comment, avec de l'esprit, pouvez-vous me faire un conte comme celui-là ? » J'insistai, et commençai à le persuader, lorsque je lui appris que le colonel de la 10e cohorte n'était que depuis peu de jours à Paris ; qu'il revenait de Barcelone, où il s'était distingué, ce qui lui avait valu d'être appelé au commandement de cette cohorte, et que non seulement il n'avait pas donné de cartouches à ses soldats, mais qu'il ne leur avait pas fait mettre de pierres à feu à leurs fusils, ce qu'il n'aurait pas omis de faire s'il avait eu part au complot. La police militaire n'avait pas mis cela dans son rapport.

L'empereur était toujours dans l'opinion que le général Lamotte avait eu part à l'entreprise de

Malet : il me désapprouvait de n'avoir pas été de l'opinion du ministre de la guerre, qui l'avait fait arrêter, et le tenait encore en prison. Je répondis à cette observation ce que j'ai dit quelques pages plus haut. L'empereur ne voulut pas admettre cette opinion sans en avoir parlé en Conseil, et me dit : « Si cela est ainsi, ce sera vous qui aurez vu juste sur cette affaire. »

Le ministre de la guerre ne lui avait pas parlé de l'adjudant général Doucet, qui avait marchandé Malet, au lieu de courir au secours du général Hullin : au contraire il le créa général de brigade ; ce qui fit dire que Doucet ne pouvait manquer de le devenir, puisque Malet de son côté l'avait déjà nommé. L'empereur ne me parla jamais avec plus de bonté ; il regrettait seulement que je n'eusse pu me défendre ; il me disait : Cela est fâcheux ; mais il n'y a pas de votre faute.

Il me demanda aussi pourquoi l'on arrivait jusqu'à moi sans trouver vingt gardes dans mes antichambres. S'il y avait eu seulement, me disait-il, un coup de fusil de lâché, toute cette troupe se serait retirée. Il avait raison ; mais il fallait d'abord avoir les bras libres, « et c'est bien, lui dis-je, parce que Lahorie me connaissait d'humeur à ne pas me laisser saisir, qu'il avait pris cette précaution.

« Ensuite, lui observai-je, il y a toujours huit ou dix hommes chez moi la nuit, uniquement comme guet, mais au jour ils s'en vont ; et lorsque les trois compagnies de la cohorte arrivèrent, ils venaient de sortir. »

Il ne revenait pas de ce que la garde de ma porte eût vu mettre en pièces mon cabinet, m'eût laissé enlever, sans faire la moindre résistance.

Je voyais son opinion se redresser sur tout cela ; il me congédia en me disant de lui envoyer le soir même M. Réal avec lequel il était bien aise de causer.

Lorsque je sortis de chez l'empereur, il fallait voir la curiosité des courtisans qui cherchaient dans mes yeux s'ils devaient m'aborder. Cependant ils augu-

raient bien d'une conversation qui avait été aussi longue, et c'est de ce soir-là (car il était 4 ou 5 heures du soir) que cessèrent les bruits ridicules dont j'étais le sujet depuis un mois. J'ai eu depuis plusieurs belles occasions d'en faire repentir les auteurs ; je ne l'ai pas fait. Avec la faveur reviennent les amis ; je les reçus tous, et ne gardai de rancune à aucun.

L'empereur m'avait paru indisposé contre M. Pasquier, préfet de police ; je le défendis courageusement, et lui fis obtenir la justice qu'il méritait : je n'eus pas grand'peine, parce que l'empereur l'estimait particulièrement.

L'empereur tint un Conseil pour résoudre tout ce qui était relatif à l'affaire du général Malet ; il se fit présenter l'exposé exact de tout ce qui s'était passé, et prit la véritable opinion qu'il devait avoir de cette entreprise. Il ordonna la mise en liberté du général Lamotte, destitua cependant le préfet de la Seine, malgré tout ce que je pus dire en sa faveur ; enfin il cassa la garde soldée à pied et à cheval de la ville de Paris.

Il m'ordonna dans le même Conseil de lui présenter un projet d'organisation d'un corps de gendarmerie pour Paris, et de le placer entre l'autorité civile et l'autorité militaire, de manière à n'avoir rien à redouter du mauvais emploi que l'une ou l'autre de ces autorités pourrait en faire.

Le même jour, on avait reçu la nouvelle de la belle défense qu'avait faite le château de Burgos, qui avait soutenu plusieurs assauts de la part des Anglais, sans perdre un seul des ouvrages de la place (1). Il se trouvait dans la garnison qui le

(1) Les sorties des 19, 20 et 21 octobre (1812) eurent heureusement du succès pour la garnison française. Le 22 au matin, les assiégeants firent sauter le magasin à poudre qu'ils avaient établi sur la hauteur de Saint-Michel ; la fusillade ayant cessé presque en même temps sur les différents points d'attaque, les assiégés reconnurent que l'ennemi était en pleine retraite : en effet l'avant-garde de l'armée française entra ce même jour, 22 octobre, dans Burgos. Le général

défendait un détachement de la garde soldée de Paris ; le ministre de la guerre proposa à l'empereur de recréer sur ce détachement les corps qu'on licenciait à Paris ; l'empereur ne le voulut pas, et me réitéra l'ordre de m'occuper sans délai du projet qu'il m'avait demandé.

La malheureuse campagne de Russie était le premier événement fâcheux qui arrivait à l'empereur et à la France depuis qu'il la gouvernait ; on le supporta avec courage, quoiqu'en en parlant beaucoup, et l'on fit avec générosité tous les sacrifices que le besoin de réunir une armée exigeait.

C'est à cette époque qu'on commença à voir établir des impôts qui furent perçus par des moyens illégaux. C'est aussi à cette même époque que l'on vit l'application à quelques mesures qui n'étaient

Dubreton et l'intrépide garnison qu'il commandait s'y couvrirent d'une gloire immortelle ; amis et ennemis rendirent également justice à leur héroïque défense. La valeur et l'habileté du général français venait d'arrêter la marche triomphale de l'armée anglo-portugaise. « et la Péninsule attentive ne vit pas sans étonnement la fortune de Wellington échouer devant cette bicoque. »

Le siége de Burgos avait duré trente-cinq jours, pendant lesquels l'ennemi avait fait jouer quatre mines, pratiqué cinq brèches et livré cinq assauts, dont un seul lui réussit. Dès les premiers jours, la garnison avait été exposée à l'une des plus cruelles privations, celle de l'eau : elle n'avait point d'abri et le mauvais temps la força à être presque toujours dans la boue ou dans l'humidité ; mais elle supporta tout avec une patience et une fermeté dont les chefs lui donnèrent le constant exemple. Un bataillon formé des deux régiments de la garde de Paris, spécialement affecté au service de l'artillerie, mérita la mention la plus honorable : les jeunes gens qui le composaient, après s'être battus, en maintes occasions, avec la bravoure des soldats vétérans, rivalisèrent bientôt d'adresse avec les meilleurs artilleurs,et rendirent d'éminents services.

La perte de l'ennemi s'éleva à près de 2.500 hommes, en partie de troupes anglaises ; celle des Français n'excéda pas 600 hommes, tant tués que blessés. (D. L.)

pas moins arbitraires (1) ; mais l'embarras de la situation du moment avait forcé à y avoir recours. Le mal était grand, et le temps pour le réparer était court ; il fallait faire vite pour arriver à temps.

Ce serait être sévère jusqu'à l'injustice, que de juger l'empereur par les deux dernières années de son gouvernement ; elles ont fourni des armes à ses ennemis, mais nous ne devons pas les imiter. Ces deux dernières années ont été remplies d'événements hors de la prévoyance humaine, et l'on y employait des remèdes hors de toutes règles ; on ne s'attachait qu'à ce qui pouvait être exécuté le plus rapidement. Sans les mesures arbitraires, on n'eût pas été en état de se remettre en campagne avec autant de moyens qu'on le fit au mois de mai suivant. Il n'y avait que l'empereur qui eût l'art de tirer parti des ressources qu'il possédait et de créer celles qui lui manquaient.

Tous les convois d'armes et d'équipages militaires

(1) Pendant cette campagne de Russie et en l'absence de l'empereur, une grande injustice fut commise à l'égard d'un propriétaire qui avait entrepris, muni d'une autorisation légale, de rendre le canal du centre à la navigation. Pour subvenir aux frais énormes de cette entreprise, il dut recourir à un appel de capitaux considérables à ses amis, qui ne firent aucune difficulté de les lui prêter, en voyant le titre en vertu duquel il se proposait d'opérer. L'ouvrage fut mené à bonne fin, et les profits immenses qui allaient en résulter pour lui étaient indubitables.

Ces bénéfices, quoique licites, éveillèrent la jalousie d'hommes qui, sous le masque de l'intérêt public, firent parvenir à l'empereur une délation dans laquelle ils prétendaient que les intérêts du trésor avaient été lésés dans la concession faite à ce particulier. L'empereur renvoya la délation au Conseil d'Etat. Celui-ci examina, et il en résulta un rapport qui confirmait la délation, et enfin une proposition d'annuler l'autorisation ; ce qui fut fait. Ce malheureux, se voyant ruiné et dans l'impossibilité de rembourser à ses amis les capitaux qu'il en avait reçus, se brûla la cervelle, en adressant une lettre fulminante à celui qu'il crut être l'auteur de son désastre, pensant bien que si l'empereur n'eût point été absent et qu'on eût pu éclairer sa justice, les choses n'auraient pas été ainsi.

avaient été laissés dans les canaux de la Prusse, ainsi que dans les rivières de la Pologne, où ils étaient restés arrêtés par les glaces. L'empereur eut à recréer un matériel d'artillerie complet avec les attelages. Il eut toute la cavalerie à remonter et la moitié de son infanterie à renouveler.

Cette situation aurait fait reculer un autre courage que le sien ; mais lorsqu'il eut bien lu dans ses états de situation (c'était son expression), il mit la main à l'œuvre et en moins de quelques semaines il eut rassemblé les matériaux d'une nouvelle armée.

L'artillerie existait dans les arsenaux ; on n'eut à acheter que les chevaux et qu'à les équiper. On en trouva une suffisante quantité ainsi que pour remonter la cavalerie. On doubla partout les ateliers de confection d'effets militaires, et cette partie alla encore bien.

On prit les cent cohortes de la garde nationale ainsi que tout ce qui se trouvait dans les dépôts des différents régiments. On joignit à cela une levée d'hommes, et on reconstruisit une armée aussi nombreuse que l'était la première, mais qui ne pouvait lui être comparée pour l'espèce des hommes, leur force, et surtout leur expérience.

L'empereur avait bien soin de faire placer dans chacun de ses nouveaux bataillons des officiers et des sous-officiers anciens que l'on tirait des corps de l'armée ; mais comme cette opération avait déjà été faite plusieurs fois, ces sous-officiers n'étaient plus eux-mêmes que de bons soldats, parce que la classe des hommes de choix était épuisée. La cavalerie particulièrement n'était composée que d'enfants montés sur des chevaux aussi inexpérimentés que leurs cavaliers. La marine fut d'un très grand secours dans cette occasion, en ce qu'elle donna de suite son corps d'artillerie, qui était fort nombreux, et compensa bien au-delà les pertes que l'on avait faites dans cette arme ; il fournit de plus une belle division de bonne infanterie. Le mouvement national fut très beau en France. Le Piémont aussi se

distingua par le zèle qu'il mit à aller au devant de tout ce qu'on pouvait lui demander.

Il y eut de tous les points de la France des députations qui vinrent présenter à l'empereur des assurances de dévouement. On semblait un peu consolé du malheur survenu, par la pensée de saisir une occasion de montrer le zèle dont on était animé. C'était à qui fournirait quelque chose. A aucune époque de la Révolution on ne fit des dons patriotiques de meilleur cœur ; on donna du mouvement à toutes les classes de la population, à toutes les corporations et professions, qui contribuèrent pour un nombre déterminé de chevaux et d'équipages de guerre. Pendant que l'empereur se donnait ainsi beaucoup de peine à Paris, on lui gâtait ses affaires à l'armée.

Le roi de Naples, à qui l'empereur avait laissé à Wilna le commandement de l'armée, non seulement n'avait pu parvenir à la rallier, mais il avait évacué cette ville et ramené l'armée en troupeau vers la Vistule. Il acheva ainsi de la perdre. On était dans le mois de janvier (1813), et le froid était des plus rigoureux. Arrivé à la Vistule, il la quitta lui-même pour retourner à Naples, en laissant le commandement au vice-roi d'Italie (1). L'empereur

(1) Lorsque Murat eut ramené à Posen les débris de ce qui avait été la Grande Armée impériale, on le vit avec surprise remettre, le 17 janvier 1813, son commandement en chef au prince Eugène, afin de pouvoir retourner dans ses Etats ; aussitôt arrivé à Naples, il s'occupa de s'allier avec l'Autriche et l'Angleterre, et c'est au moment de ces intrigues perfides qu'a lieu l'ouverture de la campagne de 1813. Appelé de nouveau par Napoléon, Murat rejoignit l'armée quand elle avait déjà livré les batailles de Lutzen (2 mai) et de Bautzen (20 et 21 mai) : cependant il arriva pour prendre une belle part à la bataille de Dresde (27 août) ; à Wachau, il enfonça, avec sa cavalerie, le corps du prince de Wurtemberg et une division de grenadiers : mais là finit sa glorieuse vie militaire ! Après la perte de la bataille de Leipzig (19 octobre), Murat retourna à Naples, où, le 11 janvier 1814, il signe avec l'Autriche un traité par lequel il s'engage à fournir aux alliés un corps de 30,000 hommes. (D. L.)

était bien mécontent de la conduite de ce prince, qui fit bien de ne pas passer par la France, car il aurait pu y rencontrer une mauvaise réception : il se dirigea par la Saxe, la Bavière et le Tyrol. On a eu depuis quelques raisons de croire que Murat avait regardé la circonstance comme favorable à l'exécution du projet qu'il méditait depuis longtemps, parce qu'il ne croyait pas que l'empereur pourrait recréer une armée.

L'armée russe faisait suivre la nôtre par des nuées de cosaques qui passaient les rivières sur la glace, en sorte que l'on ne pouvait prendre de position nulle part : aussi l'armée revint-elle successivement sur Posen, puis sur l'Oder et sur l'Elbe qu'on ne put même pas garder.

Le contingent prussien, sous les ordres du général York, était à la gauche du corps du maréchal Macdonald. Le général prussien traita particulièrement pour son corps avec le général russe qui le suivait ; il conclut avec lui un armistice par lequel il mit ses troupes hors de l'état d'hostilités, exposant ainsi le reste du corps d'armée à une perte certaine. Il compromit par contre-coup le roi de Prusse son maître, qui était dans sa capitale au milieu de notre armée (1).

(1) Le 29 décembre, le maréchal Macdonald entre à Tilsitt, où il établit ses troupes sur la rive gauche du Niemen en *attendant l'arrivée des Prussiens*. Cette arrivée était attendue avec impatience, car le corps prussien était encore presque entier et ses seules forces suffisaient pour former un noyau respectable qui pût favoriser le prompt ralliement de la foule d'isolés qui couvraient les deux rives de la Vistule. Mais pendant que Macdonald écrasait les colonnes de Laskow qui avait cru le cerner, le général York, dont la mauvaise volonté n'avait cessé de percer durant toute la campagne, venait d'entrer en négociations avec les Russes. Ce n'était que dans cette intention qu'il s'était constamment tenu isolé du reste du 10e corps. Le 30 décembre, une convention préliminaire fut signée à Tourogen, entre York et le général-major Diebitsh, un des lieutenants de Wittgenstein. Cette convention portait que les troupes prussiennes se sépareraient

Ce fut lors de cette première défection que nous sentîmes le poids de l'ingratitude du maréchal Bernadotte, qui pouvait, en attaquant la Finlande, retenir le corps qu'il avait laissé venir en Courlande. La réunion des Suédois avec l'armée russe arriva fort mal à propos pour nous, et eut lieu pour ainsi dire au moment où les autres souverains alliés s'empressaient de renouveler à l'empereur leurs sentiments pour lui, en chargeant des ambassadeurs extraordinaires de lui en porter l'assurance.

Le roi de Prusse désavoua la conduite de son général ; il envoya un ambassadeur à l'empereur au mois de janvier ; il fit condamner le général York par un conseil de guerre, mais telle était la rapidité de la marche des événements, que moins de trente jours après il était dans les rangs de nos ennemis. Le roi avait résisté longtemps aux instances dont il était obsédé en Prusse pour se joindre aux Russes. La droiture de son caractère le retenait encore dans notre alliance, malgré les funestes résultats qu'elle ne pouvait manquer de lui amener. Il fut contraint au parti qu'il prit par les hommes de mouvement qui lui déclarèrent nettement, mais avec respect, qu'ils étaient prêts à agir avec lui comme sans lui. Le roi leur répondit alors : « Eh bien ! messieurs, vous m'y forcez ; mais souvenez-vous qu'il faut vaincre ou être anéanti. »

Lorsque l'empereur apprit la défection du corps

immédiatement de l'armée française et qu'elles se retireraient sur le territoire prussien du côté de Memel.

Le général York eut l'audace de notifier cet odieux traité au duc de Tarente. « Quelque soit le jugement que portera le monde de ma conduite, disait le général prussien en terminant sa lettre, j'en suis peu inquiet : mon devoir envers mes troupes et la réflexion la plus mûre me le dictent : les motifs les plus purs, quelles que soient les apparences, me guident. » Dans la soirée du même jour, le général Massenbach, ayant reçu les ordres d'York, déserta le poste que le maréchal Macdonald lui avait confié sur les bords du Niemen et rejoignit le corps prussien avec les six escadrons qui avaient suivi la division Grandjean à Tilsitt. (D. L.)

prussien, il assembla un Conseil privé, auquel assistèrent l'archichancelier, M. de Talleyrand, les ministres, le président du Sénat, des ministres d'Etat, ainsi que plusieurs grands officiers de sa Maison. Il exposa lui-même la situation des choses, fit donner lecture des pièces relatives à cet événement, et posa la question suivante : « Dans cette conjoncture, qui complique encore notre mauvaise position, me conseillez-vous de négocier pour la paix ou de faire de nouveaux efforts pour la guerre ? »

J'étais en mon particulier très fâché de voir soumettre cette question au jugement de tant de monde ; elle aurait dû être traitée dans le cabinet de l'empereur, entre deux ou trois personnes qu'il y aurait appelées l'une après l'autre. Les Conseils trop nombreux ont l'inconvénient de ne produire aucune résolution, parce que personne n'ose y émettre une opinion courageuse. Aussi à celui-là c'était à qui ne parlerait pas.

L'empereur demanda à l'archichancelier son opinion. Elle fut pour la paix. Mais l'empereur était accoutumé à plaisanter avec Cambacérès toutes les fois qu'il n'était pas question de législation ou de jurisprudence ; il s'adressa à M. de Talleyrand, et lui demanda son opinion. M. de Talleyrand ne répondit pas aussi franchement que je l'attendais. Soit qu'il ne voulût pas parler devant tant de monde, ou qu'il eût un autre motif pour se taire, il fut de l'opinion de négocier. L'empereur lui dit : « Voilà comme vous êtes toujours : vous allez disant partout qu'il faut faire la paix ; mais comment la faire ? M. de Talleyrand répliqua : « Votre Majesté a encore entre les mains des effets négociables : si elle attend davantage, et qu'elle vienne à les perdre, elle ne pourra plus négocier. » L'empereur, s'impatientant un peu, lui dit : « Mais expliquez-vous » Et comme M. de Talleyrand hésitait à le faire, il ajouta : « Vous n'avez pas changé. » Puis passant de suite au duc de Feltre, quoiqu'il y eût deux ou trois personnes avant lui, il lui demanda son opinion sur la question posée :

s'il convenait de négocier, ou de faire de nouveaux efforts. M. de Feltre répondit d'une voix ferme, et après y avoir réfléchi : « Je regarderais Votre Majesté comme déshonorée si elle consentait à l'abandon d'un seul village réuni à l'empire français par un Sénatus-consulte. » L'empereur reprit : Voilà qui est clair. Alors que faut-il faire ? — « Il faut armer, Sire, » répondit M. de Feltre. L'empereur continua à recueillir les opinions, mais personne ne s'avisa d'être d'un sentiment opposé à celui qui parut lui convenir.

M. de Feltre crut avoir décidé l'opinion du Conseil. Il était dans l'erreur, et dut voir comme moi, en sortant de ce Conseil, combien chaque membre en particulier désapprouvait qu'on n'eût pas adopté l'opinion de M. de Talleyrand. L'empereur avait bien raison de dire que lorsqu'il demandait l'avis de tout le monde, personne ne voulait parler, mais qu'à peine était-on sorti de chez lui tout le monde récusait ce qu'il avait dit.

Il fut donc résolu à ce Conseil que l'on armerait tout ce que l'on pourrait. La corde de l'arc était déjà bien tendue, et certainement elle se serait rompue en d'autres mains que dans celles de l'empereur. L'on apprit peu de temps après la part que les Suédois prenaient à la coalition, en même temps que l'entrevue de l'empereur de Russie et du roi de Prusse, qui avait été à sa rencontre depuis Berlin jusqu'à Breslau.

Là, il renouvela avec lui tous les traités qui l'attachaient à l'autocrate avant la guerre malheureuse qu'il nous avait faite en 1806 et 1807. Cette défection de toute la Prusse nous fit un grand mal, dans l'intérieur surtout, parce qu'on en entrevoyait d'autres, et qu'alors on ferait une bien mauvaise paix, à moins qu'on n'achevât de ruiner la nation en efforts qui devaient tous les jours devenir d'autant plus grands que le mal augmentait, et que notre moral perdait sensiblement. L'empereur, en passant à Dresde, avait réclamé l'exécution des promesses que lui avait faites l'empereur d'Autriche.

Il lui avait demandé de mobiliser un corps de la Gallicie et de la Transylvanie, de porter ce contingent à soixante mille hommes, et d'envoyer près de lui quelqu'un qui remplaçât le prince de Schwartzenberg, dont la présence était utile à l'armée. « L'alliance que nous avons contractée, avait-il ajouté, forme un système permanent dont nos peuples doivent retirer de si grands avantages, que je pense que V. M. fera tout ce qu'elle m'a promis à Dresde, pour assurer le triomphe de la cause commune, et nous conduire promptement à une paix convenable. » L'Autriche, dont la jubilation s'était déjà trahie, se hâta de revenir sur ses pas. Elle fit partir M. de Bubna en toute hâte, et le chargea de fortes protestations pour Paris. « Il devait prendre les idées de l'empereur sur la réorganisation du contingent, et s'entendre avec lui sur les mesures qu'exigeait la mobilisation des troupes stationnées dans les provinces qui touchaient au théâtre de la guerre. Quant à la paix que voulait l'empereur, l'Autriche la désirait plus encore. Ce n'était pas néanmoins pour la France, elle savait que sa position était toujours la plus brillante, c'était pour l'Europe, c'était pour elle-même. Les progrès de la Russie, la prépondérance que cette puissance s'efforçait de saisir l'alarmaient, et son système politique l'attachait plus étroitement encore à l'alliance après nos revers. La France, de son côté, avait aussi besoin de repos ; son bonheur intérieur, celui de l'impératrice, altéré par les inquiétudes de la guerre, étaient des considérations qu'un même intérêt rendait communes aux deux souverains. L'Autriche désirait donc ardemment la paix qui la laisserait dans la seule position qu'elle enviait en Europe, et qui ne pouvait que consolider la puissance de son allié. Si on voulait qu'elle agît officieusement, elle était prête, non qu'elle prétendît influer par son importance propre, mais par la force que donne un esprit de conciliation, aussi *désintéressé que le sien*. L'empereur Napoléon n'avait qu'à faire connaître ses vues, elle les ferait valoir : lui seul était intact,

lui seul était en mesure de dicter la paix. Tout ce qu'on lui demandait, c'était de *ne pas faire connaître les bases très généreuses qu'il proposait*, de laisser faire le Cabinet autrichien, et de *presser les préparatifs pour une nouvelle campagne.* »

L'empereur n'était pas trop dupe de ces protestations, mais il n'avait rien de mieux à faire, il laissait dire et prenait ses mesures. Le général Bubna, de son côté, ne se prêtait qu'avec peine aux déceptions qu'il semait et voyait semer parmi nous. Il répétait à tous ceux qui voulaient l'entendre, qu'il fallait faire la paix ; il me l'a dit à moi-même, sans doute pour que je le répétasse à l'empereur ; et il ajoutait : « Ceux d'entre vous qui l'aiment doivent le lui conseiller. » M. de Bubna parlait comme un galant homme ; il ne compromit rien de ce qu'il ne devait pas dire, mais ce qu'il conseillait n'était pas facile. Il était à Paris pendant que nous faisions tous les grands efforts qui ont recréé l'armée. Il en était étonné et concevait lui-même quelques espérances que l'on pourrait faire la paix.

CHAPITRE X

Quelques mots sur les affaires d'Espagne. — Visite de l'empereur au Pape. — La culotte du Pape. — Générosité de l'empereur avec ses maréchaux. — M. de Narbonne nommé à l'ambassade de Vienne. — Gardes d'honneur. — Motifs de cette institution. — Insurrection d'un de ces régiments à Tours. — Le colonel de Ségur. — M. de Nétumière. — L'impératrice est nommée régente. — Confiance de l'empereur dans M. de Meneval. — Vive apostrophe du ministre de la guerre. — L'affaire de la capitulation de Bailen devant un conseil de guerre. — Comment elle finit. — Vengeance que je tire du ministre de la guerre. — Quelques indices de trouble dans la Vendée. — Grand zèle du duc de Feltre. — La montagne accouche d'une souris.

L'hiver se passa en armements de toutes parts ; on espérait quelque chose des négociations de l'Autriche, mais pendant qu'elles marchaient, les événements avançaient aussi.

L'empereur était encore à Paris, travaillant jour et nuit à tout ce qui pouvait augmenter ses moyens pour la campagne suivante. Avant d'en parler, je dois dire ce qui était arrivé en Espagne depuis la bataille des Arapiles.

Le maréchal Soult avait rejoint, dans le royaume de Valence, l'armée sous les ordres du maréchal Suchet, à laquelle se trouvait le roi d'Espagne. Ils marchèrent tous deux sous les ordres du roi, d'abord par Madrid, puis par le Guadarrama et Arevalo jusqu'à Salamanque, où ils avaient atteint l'armée anglaise qui s'était retirée de Burgos au bruit de la marche de ces deux armées. On dit que le soir du jour même de leur arrivée elles pouvaient attaquer l'armée anglaise avec succès, et qu'elles

ne voulurent le faire que le lendemain, mais que l'on trouva l'armée ennemie partie.

On raisonne toujours des événements après qu'ils sont arrivés. Il semble cependant que l'on ne peut adresser de grands reproches à des généraux qui ont eu la prudence de ne pas vouloir engager une action sérieuse à la fin du jour, et éviter un désordre dont ils n'auraient pas été les maîtres pendant la nuit.

Quoique l'empereur fût revenu fort tard de Russie, il fit encore un voyage à Fontainebleau où il alla voir le Pape (1). Ils furent réciproquement bien l'un envers l'autre ; ils dînèrent ensemble, et convinrent d'une partie de ce qu'on n'avait pu obtenir dans les négociations de Savone. Le Pape céda, en témoignant cependant des scrupules sur les conséquences que pouvaient avoir ses concessions sur les prétentions temporelles. L'empereur le rassura et lui adressa même, pour le tranquilliser, une lettre spéciale. Le Saint Père parut satisfait, mais le vieillard rusait. Il demanda son Conseil, c'est-à-dire les cardinaux dont il prétendait avoir besoin. L'empereur ordonna qu'on les lui rendît ; mais ils ne furent pas plutôt en liberté, qu'ils remplirent de terreur la tête du Saint Père et le firent revenir sur le Concordat qu'il avait consenti. Il protesta et adressa à l'empereur une longue lettre pleine de componction et de réserve. L'empereur, impatienté, prit de l'humeur et ordonna que, malgré ce ridicule désaveu, le Concordat fut promulgué partout et devînt loi de l'Etat.

Le Pape était avare, et quoique l'on eût pourvu amplement à tous ses besoins, il comptait fort exactement quelques douzaines de pièces d'or qu'il avait dans son secrétaire. Il suivait le compte des moindres objets de sa toilette, depuis ses simarres jusqu'aux bas et menu linge.

Il n'ouvrait pas un livre dans toute la journée ; il s'occupait à des choses que l'on aurait de la peine

(1) 19 janvier 1813.

à croire si on ne l'avait pas vu : il cousait et raccommodait lui-même quelques petites déchirures qui se faisaient à ses vêtements ; par exemple, il remettait lui-même un bouton à sa culotte, il lavait le devant de ses simarres, sur lesquelles il avait l'habitude de laisser tomber beaucoup de tabac, dont il faisait un grand usage. Il fallait avoir une bonne dose de foi pour croire à l'infaillibilité du Souverain Pontife que l'on voyait si près des misères humaines.

Il avait à Fontainebleau mille moyens d'employer son temps : il avait une bibliothèque superbe, il n'y toucha pas, et ne voulut, pour ainsi dire, voir personne, que les cardinaux qu'on lui avait rendus. L'empereur fut si pressé par les événements, qu'il n'eut pas le temps de terminer cette affaire avant d'être obligé de partir pour la campagne de 1813. Il avait fait venir quelques maréchaux d'empire à Paris pour leur faire prendre un peu de repos.

En les renvoyant prendre le commandement de leurs corps, il fut, envers eux, généreux jusqu'à la magnificence. Il donna au maréchal Ney cent mille écus pour réparer la perte totale de ses équipages, qu'il avait faite pendant la campagne ; au maréchal Oudinot cinq cent mille francs ; celui-ci en eut deux cent mille de plus, parce que sa maison venait d'être brûlée à Bar-sur-Ornain.

A cette époque, on dénonça à l'empereur le général Lecourbe, comme cherchant à vendre ses terres pour passer au service de la Russie (1). Comme cela pouvait être vrai, l'empereur ordonna d'y prendre garde ; c'est ce qui fit envoyer le général Lecourbe en surveillance en Auvergne, au lieu de le laisser en Franche-Comté où il était. Pour plus de précaution on mit entre les mains du général Dutaillis une opposition au paiement de la terre qu'il venait d'acheter du général Lecourbe.

Avant de commencer la campagne, l'empereur en-

(1) Je connais le dénonciateur *(Note de l'édition originale).*

voya M. de Narbonne à Vienne, en qualité d'ambassadeur, en place de M. Otto, qui s'était un peu trop laissé prendre aux protestations du Cabinet de Vienne. (1)

Malheureusement, lorsque M. de Narbonne arriva, l'Autriche avait déjà résolu de profiter de notre situation pour revoir ses comptes avec nous. Les armées combinées des Russes et des Prussiens s'approchaient ; nous venions de repasser l'Elbe ; ils étaient entrés à Dresde, d'où le roi de Saxe avait été obligé de se retirer en toute hâte ; il était venu, ainsi que ses troupes en Bohême, sur les pressantes sollicitations de l'Autriche, qui ne négligeait aucun moyen de l'attirer dans la coalition contre la France.

L'empereur le voyait bien, et ce fut, je crois, particulièrement pour retenir l'Autriche et la Saxe, qu'il se hâta de partir, afin de ramener la fortune de son côté. Il ne regrettait que de n'avoir pas eu un mois de plus pour faire rejoindre tout ce qui était en chemin pour l'armée, particulièrement sa cavalerie ; il en avait tiré une bonne partie de celle d'Espagne. C'est à cette époque que l'on créa les régiments des gardes-d'honneur, mesure contre laquelle on a cherché à soulever l'opinion : il y avait dans la levée de ces jeunes gens deux buts que je vais expliquer.

La nécessité d'avoir de la cavalerie était reconnue : on avait pris pour l'infanterie tout ce qu'of-

(1) Le chevalier Louis de Narbonne, maréchal de camp au moment de la Révolution, fut commandant en chef des gardes nationales du Doubs en 1790 et ministre de la guerre du 6 décembre 1791 au 9 mars 1792. Pendant son ministère il visita les frontières et fit, à la suite de cette inspection, un brillant rapport à l'Assemblée législative sur les ressources militaires de la France. Il organisa trois armées sous les ordres des généraux Rochambeau, Luckner et Lafayette. Fait général de division en 1809, il remplit plusieurs missions diplomatiques ; fit la campagne de Russie en qualité d'aide de camp de l'empereur, fut ambassadeur à Vienne en 1813, puis commandant de la place de Torgau, où il mourut la même année, âgé de cinquante huit ans. (D.L.)

fraient encore de disponible les états de la conscription ; d'ailleurs les gens de la campagne ne pouvaient pas faire de suite des cavaliers. Ils ont ensuite besoin du manége et de tout ce qui compose l'instruction du cavalier, que l'on n'avait pas le temps de leur donner ; la classe des jeunes gens aisés, au contraire, était abondante en bons écuyers, auxquels il ne manquait que de la vocation pour être de très bons cavaliers de guerre. On observait bien que la plupart des familles auxquelles ces jeunes gens appartenaient les avaient déjà rachetés du service militaire, ou qu'ils avaient satisfait entièrement à la conscription. Mais l'on revisait les listes de conscription elles-mêmes, on rappelait au tirage des hommes qui y avaient déjà satisfait ; pourquoi aurait-on ménagé la classe qui offrait le plus d'hommes propres au service militaire, lorsque l'embarras de la circonstance obligeait à être injuste envers celle qui avait moins de moyens de supporter cette charge, qui est toujours ruineuse pour les familles qui sont accoutumées à vivre du travail de leurs enfants.

Il eût sans doute mieux valu que l'on ne fût pas dans le cas d'avoir recours à une telle mesure ; mais puisqu'on ne pouvait pas sortir d'embarras autrement, on était suffisamment autorisé à l'employer ; elle a beaucoup indisposé, parce que toute cette jeunesse avait une nombreuse clientèle de parents qui jetèrent les hauts cris, tandis que les gens de la campagne partaient sans mot dire. On eût pu demander aux gardes-d'honneur ce qu'ils étaient de plus que les autres pour prétendre rester chez eux, lorsque toute la France courait aux armes.

Le second but était de sortir de l'état d'oisiveté des jeunes gens dont l'esprit ardent est toujours prêt aux entreprises hasardeuses, et qui pouvaient devenir dangereux dans la main d'un homme entreprenant auquel ils auraient accordé leur confiance.

Cette jeunesse des gardes-d'honneur ne fit de façons que pour quitter le toit paternel ; une fois enrégimentée elle prit l'esprit militaire au plus haut

degré de perfection, et hormis quatre ou cinq récalcitrants, tout au plus, sur toute la quantité des jeunes gens appelés, il ne fut besoin d'aucune mesure extraordinaire pour les faire rejoindre. On eut beau crier à la tyrannie, on leva au-delà de dix mille hommes de cette classe, dont on fit quatre beaux régiments de deux mille cinq cents hommes chacun. Celui de ces régiments qui s'organisait à Tours, fut le seul qui devint l'objet d'une surveillance.

J'avais été informé qu'on excitait les jeunes gens qui le composaient à l'insurrection, et qu'on leur donnait les plus coupables conseils.

M. de la Rochejaquelein, qui avait servi autrefois dans la Vendée, allait et venait, paraissait souvent à Tours, dont cependant il demeurait assez loin. J'avais des informations assez précises pour me décider à prendre un parti.

J'écrivis au colonel de ce régiment des gardes-d'honneur, qui était M. Philippe de Ségur, de faire arrêter un ou deux de ces jeunes gardes que je lui désignai, et de me les envoyer à Paris.

Pendant qu'il se disposait à les faire partir, il éclata une petite insurrection parmi cette jeunesse : desquels un nommé M. de Nétumière vint chez M. de Ségur lui demander la liberté de son camarade, et sur le refus du colonel il lui tira un coup de pistolet à bout portant. Les grains de poudre de la charge s'incrustèrent dans le visage de M. de Ségur, la balle lui perça sa cravate, mais il n'eut pas d'autre mal.

On m'envoya le jeune de Nétumière à Paris, ainsi que ceux des autres jeunes gens que j'avais demandés : la position du premier était claire, et il n'y avait aucun moyen de le sauver ; au fond ce n'était qu'un étourdi, mais il était incapable de méditer un crime. Je donnai à mes recherches la suite que je voulais. M. le duc de Feltre m'écrivit plusieurs fois de lui remettre le jeune de Nétumière, afin de le faire juger ; je donne à penser ce qu'il serait devenu si j'y eusse consenti. Je fus obligé, pour le sauver, de le comprendre dans l'information que je faisais faire

pour ses autres camarades ; par ce moyen je le retins en prison où il resta à ma seule disposition.

Les événements de 1814 survinrent : le duc de Feltre lui eût alors plutôt donné le commandement d'un régiment qu'il ne l'eût fait rechercher par un conseil de guerre.

L'empereur, avant de quitter Paris, voulut prévenir les suites d'une seconde entreprise comme celle de Malet. Jusqu'alors, pendant ses absences, le gouvernement avait résidé dans le Conseil des ministres présidé par l'archichancelier, mais il pouvait arriver qu'un ministre vînt à mourir ou à tomber malade au point de ne pouvoir s'occuper ; dans ce cas, personne n'était autorisé à prendre sa signature, à moins d'un décret de l'empereur ; faute de l'avoir, tout ce qui se serait ordonné dans cette branche d'administration aurait couru risque de ne pas être exécuté.

Pour obvier à cet inconvénient, il nomma l'impératrice régente, et lui composa un Conseil : de cette manière il y eut un pouvoir toujours présent, qui pouvait déléguer celui dont on aurait besoin dans un cas extraordinaire. L'empereur confia cette autorité à l'impératrice avec beaucoup de grâce.

Il fit travailler pendant plusieurs jours à la rédaction d'une organisation de régence ; on compulsa tout ce qui avait été fait en France aux différentes époques de l'histoire où des régentes avaient gouverné l'Etat ; lorsque tout fut prêt, il convoqua un Conseil privé auquel l'impératrice se rendit en cérémonie, accompagnée des personnes de son service d'honneur : elle vint prendre place à côté de l'empereur. Après un instant de silence on donna lecture du décret d'organisation de la régence, et de l'étendue de son autorité ; le même décret faisait connaître qu'elle était confiée par l'empereur à l'impératrice. En conséquence elle prêta serment d'administrer l'Etat selon les lois et la Constitution, et de remettre le pouvoir aussitôt que la volonté de son époux lui serait notifiée. Après cette cérémonie, elle

rentra dans ses appartements où l'empereur l'accompagna. (1)

On fut généralement satisfait de voir l'impératrice Marie-Louise revêtue de cette autorité ; on la savait bonne et sensible, on l'aimait et on l'estimait beaucoup ; il ne revenait que de bonnes choses pour tout ce qui avait des rapports avec son intérieur, et on pouvait avec raison dire qu'elle avait conquis l'estime de la nation, qui avait beaucoup de bienveillance pour elle. Cela provenait de ce que dans toutes les occasions où elle devait paraître, elle ne se montrait jamais qu'accompagnée de tout ce que la plus rigoureuse bienséance exigeait. En montrant beaucoup d'égards pour le public, elle l'avait capté plus sûrement que n'auraient pu le faire les soins administratifs. Pour faciliter à l'impératrice le travail qu'allait lui donner la régence, l'empereur plaça près d'elle l'homme dans la probité duquel il avait le plus de confiance, son secrétaire intime M. de Meneval. Il s'imposa cette privation et recommanda à ce dernier de lui écrire directement tous les jours.

Avant de quitter Paris, l'empereur organisa définitivement la nouvelle Garde soldée de la capitale.

(1) Les lettres patentes qui confèrent la régence à Marie-Louise, sont du 30 mars 1813, et le même jour, dans un Conseil de Cabinet convoqué à l'Elysée, l'impératrice prêta serment comme régente.

Mais à la teneur des instructions que contenaient les lettres conférant cette régence, on voit que Napoléon compte peu sur l'impératrice ; qu'il veut, en la revêtant d'une qualification éminente, rassurer les populations inquiètes et centraliser un pouvoir dont Cambacérès, prince archichancelier aura presque seul la direction. Le roi Joseph, revenu d'Espagne, fut nommé lieutenant général de l'empereur, titre éminent qui nuisit quelquefois à la liberté d'action du prince archichancelier. Le duc de Cadore, ministre secrétaire d'Etat, pendant l'absence du comte Daru, devint secrétaire de la régence ; le maréchal de Conegliano remplit les fonctions de colonel général de la garde ; le général Caffarelli eut le commandement des détachements de cette même garde qui restaient à Paris ; le baron de Meneval fut nommé secrétaire des commandements de l'impératrice régente. (D.L.)

telle qu'elle l'est encore aujourd'hui ; il fit faire dans un Conseil des ministres lecture du projet d'organisation que je lui avais présenté à cette occasion, et auquel il avait fait quelques changements, puis il demanda au ministre de la guerre : « Que dites-vous de cela, monsieur le ministre de la guerre ? » Celui-ci lui répondit, rouge de colère : « Sire, Votre Majesté est la maîtresse de faire ce qu'elle veut, mais avec un projet comme celui-là il ne me reste plus aucun moyen d'empêcher M. le ministre de la police de se faire maire du palais, et de détrôner vous ou le fils de Votre Majesté. — Oh ! oh ! répliqua l'empereur, vous dites là une sottise, ce ne serait pas ce ministre-ci qui pourrait faire cela ; et lui-même il faut bien qu'il ait des moyens contre vous, comme vous en demandez contre lui. Si vous n'avez que cette objection là à faire au projet, je ne l'admets pas. » Et le projet passa.

Je pris la parole ; je répondis au ministre de la guerre, que le premier de nous deux qui abandonnerait l'empereur ou son fils, ne serait pas moi : je ne me doutais pas que j'en verrais l'expérience aussitôt. M. de Feltre ne pensait pas à ce qu'il disait, aussi ne lui en ai-je gardé qu'une très petite rancune ; on en verra la preuve dans le chapitre suivant.

C'est vers cette époque que l'empereur fit mettre en jugement l'affaire du général Dupont (pour sa capitulation de Bailen), parce qu'il y avait plusieurs généraux qui y étaient impliqués, et qu'il les aurait employés si une fois ils avaient été hors de cette situation. D'ailleurs l'information de toute cette longue affaire était faite depuis longtemps, et en tardant autant à la juger, on avait l'air de vouloir agir despotiquement, en refusant aux prévenus de les mettre en présence de la justice. Leur caractère ne les rendait justiciables que d'une Haute Cour nationale, et avant de former ce tribunal, l'empereur voulut savoir si les prévenus étaient véritablement coupables ; il ne voulut pas émettre d'opinion, qui eût servi de règle à ce que chacun aurait eu à dire. En conséquence il envoya l'affaire devant le

Conseil d'Etat pour y être examinée, et entendre les prévenus dans leurs moyens de défense. Il fit adjoindre (pour ce cas seulement), au Conseil d'Etat, tous les Maréchaux d'empire qui se trouvaient à Paris. Cette cause excita l'attention publique ; les faits étaient clairs et positifs, et, quoique des relations de société eussent rendu de grands services au général Dupont, en faisant supprimer dans le dossier du procès-verbal plusieurs pièces qui pouvaient être à sa charge, les conséquences de l'événement de Bailen avaient été si fatales, qu'il était difficile que le ressentiment n'en fût pas vif ; et il n'y a nul doute que si le Conseil d'Etat avait émis l'opinion qui résultait de l'exposé des faits eux-mêmes, les prévenus eussent été déclarés coupables, et conséquemment exposés à toute la sévérité d'un jugement qui eût été un grand exemple.

Puisque le Conseil d'Etat ne prononça pas nettement la culpabilité, ce ne pouvait être que parce qu'il avait reconnu l'impossibilité d'épargner des hommes qui avaient été les camarades de plusieurs de ses membres ; et s'il les renvoya à la clémence de l'empereur, c'est qu'il était assuré de son indulgence : autrement c'eût été l'équivalent d'une condamnation.

Effectivement l'empereur n'en envoya aucun devant les tribunaux ; il se contenta de faire enfermer le général Dupont, et de lui ôter les honneurs qu'il avait obtenus par d'anciens services ; il renvoya du service militaire les généraux qui avaient participé à cette capitulation de Bailen, regrettant toutefois le général Vedel, pour le courage duquel il avait une estime particulière, et qu'il avait le projet d'employer à la suite de ce procès. Ce ne fut que pour être impartial qu'il le sacrifia.

Ainsi finit cette honteuse affaire de Bailen. Il faudrait être bien impudent calomniateur pour trouver tyrannique la conduite de l'empereur envers des généraux qui, hermis Vedel, avaient manqué aussi essentiellement. On pourrait à plus juste titre lui reprocher une bonté qu'il a souvent poussée

jusqu'à la faiblesse ; il a toujours pardonné : c'était un besoin de son cœur que d'être généreux ; je suis convaincu qu'il n'aurait jamais fait mourir un de ses ennemis. Et le vit-on jamais faire de la fortune de ses armes l'usage que ses ennemis ont fait de la leur contre lui ? Je dois compte ici d'une anecdcte qui concerne M. de Feltre.

L'enlèvement des papiers du cabinet du général Dupont avait porté à ma connaissance plusieurs lettres du général Clarke au général Dupont. Elles étaient toutes d'une date fort ancienne et d'Italie : en les examinant je vis qu'elles étaient des rapports que le général Clarke adressait au général Dupont sur le général Bonaparte, après que celui-ci se fut expliqué avec lui sur la nature de la mission dont il était chargé en Italie.

On se rappelle que Dupont était alors chef du Dépôt de la guerre, sous le directeur Carnot, et que Clarke était sous le général Dupont, qui lui avait fait donner une commission (qui n'était elle-même qu'un masque) pour aller résider au quartier général de l'armée d'Italie, et rendre compte des démarches et des projets ultérieurs du général Bonaparte, dans le cas sans doute où il aurait aspiré au suprême pouvoir. C'était pendant ce séjour qu'il avait écrit les lettres dont je parle. Il était encore observateur du Directoire près du général Bonaparte, lorsque le 18 fructidor renversa la faction du Directoire, à laquelle il était attaché, et lui fit perdre sa faveur avec son emploi. Ce fut cependant ce général Bonaparte qu'il espionnait, même après que celui-ci eut eu avec lui une explication sur la nature de sa mission, qui l'accueillit, vint à son secours et le couvrit de sa puissance, lorsqu'il n'avait qu'à retirer la main qui lui servait d'appui pour le perdre.

J'étais le maître de ces lettres, qui déshonoraient le caractère que M. le duc de Feltre affectait de vouloir prendre exclusivement sur tout ce qui faisait profession d'être attaché à l'empereur. Je pouvais les communiquer, et lui nuire capitalement : non seulement je n'en ai point parlé, mais je les lui ai

fait rendre. Je ne voulais ni avoir l'air d'être dominé par des ressentiments, ni altérer la confiance que l'empereur paraissait mettre dans un ministre qui lui était utile, et qui professait tout haut un dévouement exclusif à sa personne.

Il le témoigna dans une autre occasion qui se présenta avant le départ de l'empereur pour l'armée, et toujours en cherchant à prouver que sans lui la tranquillité intérieure serait troublée, qu'il n'y avait que son zèle pour le service de l'empereur dans lequel on pourrait avoir confiance. Les demandes successives d'hommes qui avaient été répétées en aussi peu de temps, avaient produit un très mauvais effet dans les campagnes ; celles de l'ouest ne se soulevèrent pas, mais il y eut de nouveau du brigandage, c'est-à-dire qu'une bande d'une quinzaine de mauvais sujets se mit à courir les chemins, tirant sur la gendarmerie et dépouillant tout ce qui possédait quelque chose. Ces misérables ayant besoin d'exciter en leur faveur une partie de la population, afin d'en être protégés, et d'en recevoir des informations sans lesquelles ils ne pouvaient ni se soutenir ni éviter les poursuites dont ils étaient l'objet, imaginèrent de se dire royalistes, et envoyés par le roi pour organiser une armée dans la Vendée.

Ils défendirent aux jeunes gens appelés par la conscription de marcher, sous peine de voir les maisons de leurs parents brûlées, et eux-mêmes fusillés si l'on parvenait à les prendre.

L'apparition subite de cette petite bande fut un coup de tocsin pour toutes les branches de l'administration. On la signala de tous côtés, mais en même temps l'on était complètement rassuré sur l'état de tranquillité, que les campagnes étaient décidées à faire respecter. Il n'y eut que le ministre de la guerre qui cria *tolle* jusque sur les toits, disant que si on n'y prenait pas garde, les Bourbons viendraient à Paris pendant que l'empereur irait faire la campagne ; il ne craignit pas de citer ce qu'un général qui commandait dans l'ouest lui avait mandé, qu'un gentilhomme du pays avait parcouru la contrée

à cheval en cocarde blanche, cherchant à enrôler, etc. Le bon sens suffisait pour apercevoir le ridicule de ce rapport, d'un homme qui court la campagne en cocarde blanche dans un temps où celui qui l'aurait portée n'aurait pu faire quatre pas sans être mis en pièces.

L'empereur, sans accorder beaucoup de confiance à cet avis, ne le méprisa pas; il m'ordonna d'approfondir la vérité. J'appris que ce prétendu gentilhomme était un fermier habitant sur la route d'Alençon au Mans ; c'était un ancien officier de la Révolution, acquéreur de domaines nationaux. L'empereur leva les épaules de pitié, en voyant avec quelle crédulité on venait lui faire des rapports, qui ne tendaient à rien moins qu'à lui faire prendre des mesures de sévérité envers des citoyens paisibles, qui redoutaient plus qu'ils ne désiraient le retour des divisions intestines ; car enfin la conséquence de la délation du ministre de la guerre aurait été l'arrestation de la presque totalité de l'ancienne noblesse du Maine, de l'Anjou et du Perche.

Si cette mesure ne fut pas prise, c'est que toutes les fois que l'empereur était exactement informé, il avait toujours la meilleure idée, et il était naturellement porté à l'indulgence. Que voulait donc le duc de Feltre, si lui-même n'était pas dupe du faux zèle de son informateur ? rien sans doute que de manifester le sien à l'empereur, en lui prouvant que, malgré l'excès de sa besogne, il portait ses regards sur tout ce qui intéressait personnellement l'empereur, et que, sans sa prodigieuse surveillance, l'empire serait à chaque moment bouleversé.

Pendant que le ministre de la guerre faisait ainsi des histoires, je menais vivement la poursuite de cette bande, qui avait paru et commis des assassinats dans le département de la Sarthe. On lui prit plusieurs individus, et on amena le reste à la soumission, sous condition qu'ils quitteraient le département. Ils y consentirent, et vinrent se rendre à la préfecture du Mans, d'où ils furent conduits dans le département de l'Yonne et distribués dans les

communes, où ils se livrèrent au travail de la campagne avec assiduité. Cette petite pacification prouva que j'avais deviné juste, et que ces prétendus royalistes n'étaient autre chose que des déserteurs qui fuyaient la poursuite de la gendarmerie, contre laquelle ils se défendaient à coups de fusil.

La gendarmerie de ces contrées était excellente, et elle était commandée par le colonel Henry, qui était un homme brave et juste tel qu'on en rencontre rarement. Il était propre à exécuter habilement tout ce qui était droit et honnête. On lui dut beaucoup de bien que son caractère conciliant lui donnait le moyen de faire. Avant de partir pour l'armée, l'empereur avait appris l'évacuation de Hambourg par le général Carra Saint-Cyr, le même qui fut malheureux à Wagram. Cet événement lui donna beaucoup d'humeur, parce qu'il fut suivi d'une irruption des troupes légères ennemies qui vinrent jusque sur le Weser et l'Esler, qu'elles passèrent sur plusieurs points. Il envoya le maréchal Davout commander les troupes qui devaient reprendre Hambourg, et appela à l'armée le général Lauriston, qu'il avait primitivement envoyé à Hambourg, puis à Magdebourg. Les grandes armées russe et prussienne avaient passé l'Elbe à Dresde et s'avançaient vers Leipzig (1).

(1) Nous rappelons brièvement les faits principaux qui furent le début de la sixième coalition contre la France. Convention du général d'York avec Wittgenstein (30 décembre 1812). — Traité de la Prusse avec la Junte d'Espagne (20 janvier 1813) — Le 22 janvier, Frédéric-Guillaume quitte brusquement Postdam, et se rend à Breslau. — L'empereur Alexandre y arrive peu après ; et là furent établies les bases d'une nouvelle coalition, à laquelle on allait inviter les peuples et les rois. D'abord fut signé, le 28 février, un traité d'alliance offensive entre la Prusse et la Russie, dont le but principal était de rétablir la première puissance où elle était avant 1806 ; ensuite le 3 mars, la Suède, (c'est-à-dire Bernadotte) conclut avec l'Angleterre un traité d'alliance s'engageant à employer un corps de 30.000 hommes pour agir de concert avec les troupes russes placées sous le

commandement de Bernadotte. Pour prix de sa complaisance, on promettait à la Suède, la Norvège, la Guadeloupe et un million sterling. Enfin, par une seconde convention entre la Prusse et la Russie, en date du 19 mars, il fut stipulé que, par une proclamation annonçant que les deux puissances n'avaient d'autre but que de soustraire l'Allemagne à la domination de la France, tous les princes Allemands seraient appelés à concourir dans un délai fixé, à l'affranchissement de leur patrie, sous peine d'être privés de leurs Etats ; qu'un Cônseil central serait créé pour administrer au profit des alliés, les provinces conquises ; qu'il serait organisé une armée de ligne, une milice et une levée en masse dans les Etats de la Confédération du Rhin. Cette convention du 19 mars fut notifiée aux rois de Saxe et de Danemark ; mais ces fidèles alliés de la France la repoussèrent avec fierté. On sait que ce noble refus coûta la ruine du royaume de Saxe et le morcellement du Danemark en faveur de la Suède.

Le 16 mars, rupture de la Prusse avec la France ; le 27 l'ambassadeur de Prusse remet à Napoléon la déclaration de guerre de son roi et demande ses passeports.

L'Angleterre (car dans cette longue suite de coalitions on trouve ses subsides partout où il y a la guerre contre la France) et les associations du *Tungen-Bund* soulevaient l'Allemagne et organisaient les ennemis contre l'empire français. La levée en masse avait été ordonnée en Prusse ; de nouvelles défections se préparaient. L'Autriche était encore incertaine ; mais son rôle devenait des plus importants ; car, de quelque côté qu'elle se portât, son alliance allait être dans la balance d'un poids considérable.. Sans rompre son alliance avec la France, elle cessa d'en remplir les conditions, et offrit seulement sa médiation pour la conclusion de la paix. Quant aux Saxons, retenus par la loyauté de leur souverain, ils devaient encore attendre quelque temps avant de se déclarer.

Ainsi, des quatre puissances qui allaient entrer en lice contre la France, sous le seul prétexte de secouer son influence et de rendre aux peuples leur indépendance politique, la Russie se battait par orgueil et dans l'espoir de placer l'Europe sous sa propre prépondérance ; la Suède par l'appât de la Norvège ; la Prusse avec l'assurance de reconquérir le territoire que les désastres de 1806 lui avaient enlevés ; et l'Angleterre pour établir irrévocablement sa puissance maritime sur les ruines de son éternelle rivale. (D. L.)

CHAPITRE XI

L'empereur quitte Paris. —Position de l'armée. — Manœuvres de l'empereur. — Bataille de Lutzen. — Mort de Bessières. — Réflexions sur la conduite de l'Autriche. — Le général Thielmann. — Les ennemis se rapprochent des frontières de Bohême. — Armistice. — Duroc blessé à mort. — Il refuse les secours de l'art. — Ses derniers moments. — Détails sur ce maréchal. — Etat des choses après la conclusion de l'armistice.

L'Autriche ne s'était point encore déclarée contre nous, mais elle avait fait connaître que le contingent qu'elle avait eu dans notre armée pendant la dernière campagne ne prendrait aucune part aux hostilités, en sorte qu'en même temps que cela nous ôtait des moyens, les ennemis pouvaient en réunir autant et plus contre nous.

Le temps était court, les insurrections commençaient en Westphalie et dans le pays de Berg ; les événements approchaient, lorsque l'empereur partit pour aller se mettre à la tête de l'armée (1). Il avait donné le commandement d'un corps au maréchal Marmont, et avait fait venir de Laybach en Illyrie le général Bertrand avec le reste des troupes françaises qui étaient dans son gouvernement : elles traversèrent par le Tyrol, la Bavière, et se formèrent en corps d'armée à Augsbourg, d'où elles se mirent en mouvement pour le pays de Bamberg et les bords

(1) L'empereur avait bien accepté la médiation de l'Autriche : mais comme les négociations n'arrêtaient pas les hostilités, il quitta Saint-Cloud le 15 avril à sept heures du matin et arriva à Mayence *quarante heures après.* (D. L.)

de la Saale. Notre armée s'était successivement retirée jusque dans la Thuringe. L'empereur la rejoignit et lui eut bientôt rendu sa première audace. Il passa quelques jours à réunir ses différents corps d'armée, et à observer les projets des ennemis. Il eut bientôt jugé les généraux qu'il avait en tête. Il était de beaucoup inférieur en nombre, ses troupes étaient médiocres ; mais son génie compensait la supériorité du nombre.

Il trouva son armée dans la position suivante :

Le vice-roi qui commandait les débris de l'armée de la campagne précédente, avait repassé l'Elbe au-dessus de Magdebourg, et était venu se placer à Mersbourg. Il avait éprouvé une perte considérable à Halle où il repassa sur la rive gauche de la Saale. Il avait avec lui le maréchal Macdonald et le maréchal Victor. Les troupes qui venaient de France arrivaient par Weimar, et passaient la Saale sur le pont de Kœsen, près de Naumbourg.

Celles qui venaient d'Italie arrivaient par la vallée du Mein, Kronach, Schleiz, Nauma et Gera.

L'empereur n'avait pas encore de réunis dix escadrons de cavalerie ; les ennemis en comptaient plus de six cents. En revanche, nous avions une artillerie formidable. L'empereur commença son mouvement dès qu'il apprit que l'armée russe venait au-devant de lui. Il prit sa route par Leipzig, en faisant marcher le vice-roi de Mersbourg à Marck Ranstadt, pendant qu'il suivait lui-même le grand chemin de Weissenfels à Leipzig par Lutzen (1).

(1) De Weissenfels, 1er mai 1813, huit heures du matin, l'empereur écrit à Eugène Napoléon : « Mon fils, il est huit heures. A neuf heures, nous nous mettons en mouvement sur Lutzen. Je suppose qu'à dix heures, sous serez avec toute votre armée, la gauche à Maritzch, et la droite à Schladebach. Si vous entendez le canon sur Lutzen, marchez sur la droite de l'ennemi. Réunissez toute votre cavalerie, afin de pouvoir la faire donner ensemble, en la ménageant et en la faisant couvrir par de l'infanterie. Faites mettre en bon état Mersbourg, et faites garder tous les débouchés de l'Elster, qui, dans ce temps-ci, ne doit pas être guéable. » (D. L.)

Il faut observer que la manœuvre de l'empereur avait pour but de s'approcher des places de l'Elbe où il avait des ponts et des garnisons : c'était Torgau, Wittenberg et Magdebourg.

Le 2 mai (1813), toute l'armée était en marche entre Weissenfels et Leipzig ; sa tête avait déjà dépassé Lutzen, lorsqu'elle fut attaquée à Kaja, sur la route de Lutzen à Pegau, où avaient passé les deux armées russe et prussienne, qui marchaient pour intercepter notre ligne de communication, lorsqu'elles attaquèrent le maréchal Ney, qui se trouvait posté à Kaja.

L'empereur forma sur-le-champ son armée en bataille dans l'ordre suivant : le vice-roi à la gauche, appuyant à Marck Ranstadt, avait le maréchal Macdonald avec lui. A la droite du prince, était le général Lauriston qui commandait un corps d'armée ; en revenant vers la droite, se trouvaient le maréchal Marmont, puis le général Bertrand ; le maréchal Mortier était en réserve avec l'infanterie de la jeune Garde ; le maréchal Oudinot n'était pas encore arrivé de France avec les troupes qu'il en amenait ; enfin le maréchal Ney était à Kaja. L'armée avait le chemin de Weissenfels à Leipzig à dos, et le champ de bataille était traversé diagonalement par un gros ruisseau, appelé dans le pays le Flossgraben.

La clef de la position était le village de Kaja, qu'occupait le maréchal Ney, par lequel passe le chemin qui vient de Pegau à Lutzen. Si les ennemis eussent réussi à l'enlever, ils seraient venus à Lutzen, et auraient ainsi coupé l'armée française en deux parties, qui n'auraient pu se réunir que par l'autre rive de la Saale. Aussi fit-on de grands efforts pour conserver ce poste, qui fut pris et repris plusieurs fois dans la journée.

L'affaire avait commencé à onze heures du matin, le 2 mai 1813 ; à quatre heures du soir le maréchal Ney fut forcé au village de Kaja. L'empereur s'y porta lui-même, au milieu d'une grêle de mousqueterie ; les troupes n'étaient point en déroute, mais elles avaient affaire à trop forte partie. Il les rallia,

il se plaça à la droite du corps du maréchal Ney, d'où il découvrit les colonnes d'infanterie ennemie, dont la terre était noire. Elles marchaient de Pegau sur le chemin de Kaja, que les ennemis occupaient déjà, et par où ils allaient déboucher sur Lutzen : ce mouvement décidait de la victoire ou de la perte de la bataille : l'empereur ordonna à son aide de camp, le général d'artillerie Drouot, de réunir au plus vite soixante pièces de canon de la réserve, d'en prendre le commandement et de se porter le plus près possible des colonnes ennemies, de manière à les battre en écharpe par leur gauche (1). Cette disposition fut exécutée à la lettre, et fit un tel ravage dans les colonnes ennemies pendant une heure, qu'elles ne purent pas résister à l'attaque vigoureuse que l'empereur fit renouveler sur Kaja par le corps du maréchal Mortier qu'il avait fait avancer de la réserve : le village fut emporté, et décida de la retraite des deux armées russe et prussienne, qui repassèrent l'Esler à Pegau et à Zwickau.

Si l'empereur avait eu vingt mille hommes de cavalerie pour les faire donner vigoureusement après la canonnade de ses soixante pièces de canon, il n'y a nul doute qu'il aurait obtenu des succès qui eussent décidé de toute la campagne ; mais il n'en avait pas, il fut obligé de suivre les armées ennemies en colonnes serrées. Il était trop faible pour détacher aucun corps de son armée, sans quoi il aurait fait marcher droit à Berlin ; il fut donc obligé de subordonner ses projets à ce que les ennemis pouvaient eux-mêmes entreprendre s'ils avaient autant d'infanterie et d'artillerie que lui, et de plus toute leur immense cavalerie.

L'empereur fit à Lutzen, c'est-à-dire un jour auparavant, une perte qui lui fut très sensible ; celle du maréchal Bessières, qui fut tué d'un coup de canon à Posarna entre Weissenfels et Lutzen. Cette mort d'un aussi ancien et aussi fidèle serviteur fut

(1) Le cours du Flossgraben offrait une position avantageuse.

un vide pour l'âme de l'empereur qui l'aimait ; la fortune lui enlevait ses amis, comme si elle avait voulu l'avertir des coups qu'elle lui préparait (1).

Le soir de la bataille de Lutzen on fit rester l'armée dans sa formation de colonnes serrées, tant on avait peur de la cavalerie ennemie, qui en effet tenta plusieurs charges à travers l'obscurité ; mais elle fut si bien accueillie qu'elle ne jugea pas à propos de réitérer ses attaques. La nuit était profondément obscure, l'on n'y voyait point à dix pas, et il y avait si peu d'hommes à cheval dans l'armée, que les carrés d'infanterie avaient ordre de faire feu sur tout ce qui paraîtrait à cheval, tant on était persuadé que ce ne pouvait être que des ennemis.

Après cet événement, l'empereur renvoya de nouveau son aide de camp le général de Flahault près

(1) A l'ouverture de la campagne de Saxe, en 1813, Bessières fut appelé au commandement en chef de toute la cavalerie de l'armée : le 1er mai, la veille de la bataille de Lutzen, le maréchal, chargé de l'attaque, se rendit au défilé de Rippach ; l'ennemi le défendait vivement ; Bessières commandait lui-même les tirailleurs ; il avait mis pied à terre pour mieux les diriger ; l'ennemi s'éloigna bientôt et le défilé fut emporté ; dans ce moment un boulet atteignit le maréchal à la poitrine et le tua. Ses officiers prescrivirent le silence à ceux qui étaient présents, afin que ce malheur fut caché momentanément à l'armée qu'il eût pu consterner ; l'empereur seul connut cette fatale nouvelle : elle l'accabla de douleur, car il perdait un de ses plus habiles maréchaux et surtout un de ses plus dévoués. Napoléon écrivit lui-même à la duchesse d'Istrie :

« De mon camp impérial de Colditz, 6 mai 1813.

« Ma cousine, votre mari est mort au champ d'honneur. La perte que vous faites et celle de vos enfants est grande sans doute, mais la mienne l'est davantage encore. Le duc d'Istrie est mort de la plus belle mort et sans souffrir ; il laisse une réputation sans tache ; c'est le plus bel héritage qu'il ait pu léguer à ses enfants ; ma protection leur est acquise ; ils hériteront aussi de l'affection que je portais à leur père. Trouvez dans toutes ces considérations des motifs de consolation pour alléger vos peines et ne doutez jamais de mes sentiments pour vous. (D. L.)

du roi de Saxe, pour lui en faire part. Lorsque ce prince avait évacué Dresde, il s'était retiré à Prague, et sur les instances de la Cour de Vienne il avait résolu de se retirer en Autriche, peut-être même à Vienne. L'empereur lui avait envoyé un de ses aides de camp avant la campagne, pour le prévenir de ce qu'il allait faire, et l'engager à rester en Bohême et y attendre les événements ; cet aide de camp de l'empereur avait joint le roi de Saxe à Linz en Autriche, et ce qu'il lui dit le détermina à revenir à Prague, où M. de Flahault le retrouva (1).

La bataille de Lutzen nous fit un bien incalculable; elle nous préserva de nouvelles défections en Allemagne (2), et par là nous rendit une confiance que l'on n'avait plus dans l'avenir. On chanta des *Te Deum* partout ; l'impératrice en fit chanter un à Notre-Dame, où elle se rendit en grand cortège. Elle était accompagnée de sa Cour et des troupes de la Garde ; elle fut accueillie du public avec un enthousiasme qui tenait du délire, et lorsqu'elle entra dans Notre-Dame, les applaudissements fendaient la voûte de ce majestueux édifice.

On revient vite d'une grande extrémité en France ! tout le monde se regardait comme perdu avant la bataille de Lutzen, et immédiatement après l'on crut à la paix, du moins on avait l'espérance qu'elle suivrait de près un aussi glorieux événement. Cette consolation donna du courage ; de tous côtés on n'admirait plus que l'habileté avec laquelle l'empereur s'était relevé d'un péril aussi imminent, en sorte que l'attachement qu'on lui vouait depuis si longtemps n'avait rien perdu de sa force ni de sa sincérité.

C'est ici le cas d'observer que si les Autrichiens,

(1) C'était M. Anatole de Montesquiou, pour lequel l'empereur avait une bienveillance toute particulière.

(2) S. M. l'impératrice elle-même en témoignait une grande joie, parce que, disait-elle, cela retiendrait ses compatriotes, qu'elle soupçonnait d'être ébranlés *(Note de l'édition originale)*.

au lieu de tergiverser, nous eussent aidé du contingent qu'ils nous devaient, d'après nos traités avec eux, et qu'ils avaient exactement observés pendant notre prospérité, la paix se serait faite immédiatement après la bataille de Lutzen ; car les alliés n'eussent pas couru les chances d'une nouvelle campagne, ou s'ils l'eussent fait, la cavalerie autrichienne nous aurait donné les moyens de profiter de la victoire ; mais ils n'eussent eu garde de s'aventurer ainsi : s'ils n'eussent pas connu les dispositions de l'Autriche, ils n'eussent pas passé l'Elbe, peut-être même fussent-ils restés de l'autre côté de la Vistule. Ils recueillirent le fruit de la conduite qu'ils avaient eux-mêmes tenue en 1809, en ne prenant aucune part à la campagne ; on appelle cela de la politique : il n'y avait pas un monarque qui aurait osé la mettre en pratique au quinzième siècle, il en aurait rougi ; et il fallait arriver au dix-huitième siècle pour en voir l'exemple souvent réitéré, et perfectionné comme toutes les connaissances qui distingueront le siècle.

Il eût été plus noble à l'Autriche de refuser de marcher en Russie ; elle savait où on la menait, et pourquoi on l'y conduisait : certainement si elle avait refusé de coopérer à cette entreprise, on ne l'y aurait pas obligée. — Son refus eût été noble, et eût peut-être fait abandonner l'entreprise.

Après la bataille de Lutzen, l'empereur fit marcher son armée sur Dresde, où se retirait l'armée combinée russe et prussienne. Lorsque son mouvement rétrograde fut bien prononcé, et qu'il devint évident qu'elle n'accepterait point la bataille en avant de l'Elbe, l'empereur commença à manœuvrer pour approcher de ce fleuve sur plusieurs points. Le maréchal Ney alla le passer à Wittenberg ; après quoi il vint, par sa droite, se placer à une marche en avant de Torgau. Il fut remplacé en avant de Wittenberg par le maréchal Victor.

Le général Lauriston passa l'Elbe à Torgau. Il y avait dans cette place une garnison saxonne, commandée par le général Thielmann, de la même nation. Tout dévoué aux nouvelles doctrines qui cou-

raient l'Allemagne, cet officier refusa de livrer la forteresse aux alliés, mais courut, de sa personne, se ranger sous leurs drapeaux, dès qu'il vit que son souverain l'ouvrait aux Français.

L'empereur, avec le reste de l'armée, marcha sur Dresde, où il arriva le 9 ou le 10 de mai (1). Il avait été rejoint par le maréchal Soult, qu'il avait rappelé d'Espagne depuis que l'armée d'Andalousie avait été dissoute après sa réunion avec les troupes que commandait le roi Joseph. Le pont de Dresde avait été coupé par nous dans la retraite de Varsovie sur l'Elbe en venant de Russie ; les ennemis l'avaient rétabli pour passer le fleuve, et l'avaient ensuite rompu en se retirant. L'empereur le fit à son tour réparer pour y faire passer son armée. Il resta à Dresde une dizaine de jours, tant pour observer les ennemis que pour manœuvrer et attendre les troupes qui étaient en marche pour le rejoindre. Le roi de Saxe revint de Prague, et entra dans sa capitale le 12 ou le 13 juin. Celui-là du moins nous resta fidèle dans la mauvaise comme dans la bonne fortune (2).

L'empereur fit porter l'armée vers les frontières de Silésie. La gauche, composée des corps du maréchal Ney et du général Lauriston, passa par Dobrilugk et Hoyersverda, pendant que ce qui avait passé à Dresde se portait sur Bischofsverda. Cette partie de l'armée était composée des corps du maréchal Oudinot, qui avait rejoint l'armée, du maréchal Marmont, du général Bertrand, de Macdonald, de la Garde à pied et à cheval, des Saxons, et de la cavalerie venue d'Espagne et de France. Le vice-roi

(1) Les souverains alliés quittent Dresde le 8 mai et le même jour Napoléon s'établit au palais du roi de Saxe. (D. L.)

(2) Le 12 mai, le roi de Saxe, qui s'était d'abord retiré à Ratisbonne, puis à Linz et enfin à Prague, fit sa rentrée solennelle dans la capitale de ses États, délivrés par les armées françaises. L'empereur Napoléon, qui s'était rendu à sa rencontre, se tint à cheval aux côtés de Frédéric-Auguste, et le conduisit jusqu'au palais, au bruit du canon, des cloches et des acclamations du peuple et des troupes. (D.L.)

avait été envoyé de Dresde en Italie, où il devenait indispensable de se mettre en mesure contre les mauvaises dispositions qu'annonçait l'Autriche.

L'armée ennemie avait pris la route de Silésie, et s'était postée à Bautzen, qu'elle occupait ainsi qu'une double position en arrière, beaucoup plus forte que la première. L'empereur la fit reconnaître. Les officiers du génie la jugèrent abordable, et rapportèrent que c'était celle-là même qu'avait autrefois occupée le grand Frédéric. « Cela est vrai, répondit Napoléon, mais Frédéric n'y est plus. »

L'armée se mit en mouvement par la gauche. L'action commença. Débordé sur la droite, rompu au centre, l'ennemi fut obligé de nous abandonner le champ de bataille.

Cette affaire, qui eut lieu dans les journées du 20 et du 21 mai, avait été précédée d'une reconnaissance qui occasionna un engagement assez sérieux entre le général Bertrand, le général Lauriston, et les corps des généraux ennemis Kleist et Barclay de Tolly, qui étaient venus pour reconnaître notre armée.

La bataille de Bautzen fut encore une action de guerre vigoureuse, en ce qu'elle mit l'armée française dans l'obligation de ne présenter que des masses d'infanterie au canon et à la mousqueterie des ennemis. Cependant ils se retirèrent, nous laissant le champ de bataille, mais rien de plus. En sorte que les affaires n'en étaient pas plus avancées.

L'armée russe et prussienne se retira par Gœrlitz, Breslau, Hanau et Liegnitz, sur Schweidnitz. Cette singulière marche des ennemis vers la frontière de Bohême était la preuve évidente qu'ils étaient en intelligence avec les Autrichiens ; autrement ils se seraient exposés à une destruction complète, parce qu'en nous abandonnant ainsi Breslau ils nous mettaient à même d'arriver avant eux sur l'Oder, s'ils avaient voulu le repasser sur le pont de cette ville. S'ils avaient eu dessein de le franchir ailleurs, nous pouvions encore nous-mêmes les devancer sur le point qu'ils auraient choisi, soit qu'ils eussent

voulu défendre la Prusse dont ils se trouvaient ainsi séparés, et où ils n'avaient laissé que le corps du général Bulow pour couvrir Berlin, soit qu'ils eussent voulu couvrir la Pologne ; car il faut observer que nous avions dans la place de Glogau (sur l'Oder) une garnison qui la défendait toujours ; en sorte que notre gauche, c'est-à dire le maréchal Victor, pouvait, comme je l'ai dit, arriver sur le fleuve avant les ennemis. Il était donc facile de prévoir ce qui allait survenir, d'après la position qu'avaient prise les armées russe et prussienne qui s'étaient mises à la merci de l'Autriche, et avaient abandonné la Prusse à tout ce qui pouvait être entrepris contre elle.

L'empereur ne s'abusait pas sur la position et la crise où était l'Europe ; il avait proposé l'ouverture d'un Congrès, où chaque puissance put discuter ses intérêts, faire valoir ses prétentions. Ses propositions étaient restées sans réponse ; mais la victoire avait tempéré les rêves de l'ambition. Les alliés acceptaient, après leur défaite, les propositions qu'ils avaient repoussées auparavant. Il se flatta qu'une trêve pourrait amener un rapprochement, et consentit à un armistice (1). Il était très affecté de la perte du

(1) Le 20 mai eut lieu le terrible combat que l'histoire a surnommé la bataille de Bautzen, mais qui n'était toutefois que le prélude de l'action beaucoup plus sanglante et qui fut la bataille de Wurschen, livrée le lendemain 21. Ce jour là, Napoléon coucha sur la route au milieu de sa Garde, à l'auberge de Klein-Baschütz. Le 22, à quatre heures du matin, l'armée française se mit à la poursuite des Russo-Prussiens sur les deux routes par lesquelles ils effectuaient leur retraite. Le duc de Reggio fut seul laissé sur le champ de bataille, en seconde ligne, en attendant l'arrivée du duc de Bellune et du général Sébastiani, à la veille de rejoindre l'armée active. Les Français trouvèrent l'arrière-garde russe, formée des troupes du général Miloradowitch, déployées en ordre de bataille sur les hauteurs, entre Reichenbach et Markersdorf, sur la route de Gorlitz. Napoléon envoya contre elle le 7e corps, qui n'avait point donné à la bataille de Wurschen, et le fit soutenir par une partie de la cavalerie du général Latour-Maubourg. Les Russes soutinrent vigoureusement l'attaque pendant près d'une heure, Miloradowitch crut même

grand-maréchal, tué le lendemain de la bataille de Bautzen. Duroc venait de le quitter pour donner un ordre relatif à son service ; il causait avec le général Kirgener, lorsqu'un boulet perdu les atteignit l'un et l'autre. Il abattit roide Kirgener, et ouvrit le bas-

pouvoir prendre l'offensive en faisant charger le flanc droit du 7e corps ; mais l'empereur fit aussitôt charger la cavalerie ennemie par les lanciers polonais et les lanciers rouges de la garde, et les Russes furent culbutés avant d'avoir entamé les troupes du général Reynier. L'infanterie russe se soutenait encore sous la protection d'une batterie de trente pièces. Napoléon ordonna alors à Latour-Maubourg de charger avec tous ses cuirassiers, et au général Reynier de se jeter sur la batterie. Le succès le plus complet couronna cette attaque. Les Russes furent enfoncés, chassés de hauteurs en hauteurs et enfin obligés de précipiter leur retraite sur le gros de leur armée. Mais ce brillant succès coûta des larmes de sang.

Dès le commencement de l'action, un boulet avait emporté le général de division Bruyères. A la fin du combat, un des derniers boulets des batteries russes vint frapper un arbre auprès duquel se trouvait l'empereur, ricocha à gauche, tua le général du génie Kirgener, alla ensuite frapper Duroc, à cinquante pas de Napoléon, et lui coupa les deux cuisses. Il fut transporté dans une petite ferme de Markersdorf, près du lieu où il avait été frappé. Duroc ne survécut que douze heures. Napoléon acheta la maison pour 16.000 francs, et donna 4.000 francs au pasteur du village pour faire élever un monument à la mémoire de Duroc à la place où il avait expiré. Napoléon voulut que cette pierre portât pour inscription : « Ici le général Duroc, duc de Frioul, Grand maréchal du palais de l'Empereur Napoléon, frappé d'un boulet, a expiré dans les bras de son empereur et ami. » Plus tard le corps de Duroc fut ramené à Paris, et depuis 1840, il est dans un tombeau, aux Invalides, près de celui de Napoléon.

Le 23, à neuf heures du matin, le général Reynier entra dans Gœrlitz. Des ponts furent jetés sur la Neisse, et l'armée se porta au-delà de cette rivière. Le 24, l'armée continua sa poursuite et pénétra en Silésie. Le 26, combat à Liegnitz. Le 27, passage de la Kalzback. Les alliés se retirent sur Breslau. Le 28, le général Sébastiani met en déroute une forte colonne prussienne à Sprottau, sur la route de Glogau, et le 29, l'avant-garde française entre à Glogau. Le 31, le général Lauriston, arrivé à une lieue de Breslau, culbute l'arrière-garde après un combat opiniâtre et entre le 1er juin

ventre au grand-maréchal, qui vécut encore trente heures, sans vouloir qu'on le pansât, disant que cela était inutile, et ne pouvait que le faire souffrir davantage. Il demandait avec instance qu'on lui donnât quelque chose pour l'aider à mourir, et en vérité il y aurait eu de l'humanité à le faire ; mais personne n'osa lui rendre ce triste service. L'empereur alla le voir et lui dire adieu. Duroc causa avec lui sans paraître occupé de sa situation. Il lui parla de la France, lui recommanda sa fille, ne témoigna aucun regret de quitter la vie, et répéta plusieurs fois qu'il n'avait rien à redouter du jugement de Dieu et des hommes ; que l'on trouverait tous les comptes de son administration dans le plus grand ordre.

La visite se prolongeait, il pria l'empereur de se retirer, en lui observant que le tableau qu'il avait sous les yeux était trop pénible, et rendit l'âme quelques heures après. Le sort priva ainsi l'empereur de l'homme qui lui était le plus nécessaire, dans une circonstance surtout où son zèle, son esprit d'ordre, l'austère franchise de ses rapports, pouvaient lui être si utiles. Cette perte fut grande, ainsi que celle du maréchal Bessières : l'empereur ne la répara jamais, aussi l'entendait-on souvent rendre hommage à la mémoire de cet officier. Duroc, Duroc, s'écriait-il toutes les fois qu'une chose était mal faite ou lui déplaisait. Duroc était un ancien élève de l'Ecole Militaire de Paris; passé dans celle de Pont-à-Mousson lorsque la première fut supprimée, il était rentré bientôt après dans l'artillerie ; il commandait l'artillerie de la place de Monaco lorsque l'empereur fut nommé au commandement en chef de l'armée d'Italie. Le général eut occasion de voir le jeune officier ; il apprécia son mérite, l'emmena comme son

dans la capitale de la Silésie. Le lendemain, les différents corps de l'armée française bordèrent la ligne de l'Oder.

Enfin, vaincue sur trois champs de bataille, la coalition était aux abois : elle proposa un armistice, qui fut signé le 4 juin à deux heures après midi et dont la durée était de deux mois, c'est-à-dire jusqu'au 1er août, mais elle fut prorogée jusqu'au 10 de ce mois. (D.L.)

aide de camp, et ne s'en sépara plus. Peu de têtes étaient aussi bien organisées que celle du maréchal Duroc ; il avait un esprit prompt, analytique ; il saisissait avec une sagacité rare. Quelque mal arrangé que fût un rapport, il démêlait sans effort ce qu'il renfermait.

Il avait tant d'ordre, qu'obligé de proscrire de l'armée diverses choses qui devaient se faire à Paris, il indiquait les papiers de son cabinet dans lesquels on trouverait les renseignements dont on aurait besoin pour l'exécution de ce qu'il commandait. C'était lui qui avait établi cet ordre admirable qui régnait dans les palais impériaux, à la réparation et à l'ameublement desquels il avait présidé. Le service économique de l'intérieur de la Cour était réglé comme la dépense d'une administration publique, et cependant le luxe et la somptuosité étaient étalés partout.

En offrant de suspendre le mouvement de ses troupes, l'empereur espérait se mettre en communication directe avec les Russes et se soustraire à l'intervention d'une puissance dont les projets ne lui échappaient pas. Il voulait la paix, mais il la voulait solide, honorable, fondée sur les intérêts des divers Etats, et non sur les convenances de ses ennemis. Aussi ne cessait-il, dans ses instructions comme dans sa correspondance, de recommander à son plénipotentiaire d'aviser aux moyens de *préparer quelque ouverture directe*. L'Autriche, à ses yeux, était déjà dans la coalition, il s'adressait au chef et se souciait peu de passer par l'intermédiaire d'un des membres de la ligue armée contre lui ; mais tout était déjà convenu entre les souverains : ils avaient *déféré la question de paix au Cabinet de Vienne* ; c'était à lui qu'il fallait s'adresser. Ainsi déchu dans ses espérances, Napoléon se résigna et accepta la médiation. L'Autriche avait enfin obtenu ce qu'elle avait poursuivi à travers tant de ruses et d'artifices ; mais quelle était notre position naturelle ? Le traité de Paris subsistait-il ? L'alliance était-elle rompue ? Voilà ce qu'il s'agissait de déterminer. Le duc de Bassano demanda des explications à cet égard. Le comte de

Metternich accourut et s'épuisa à le convaincre qu'il n'y avait pas opposition entre ces deux actes, qu'il s'agissait seulement de faire quelques réserves. Pressé de s'expliquer sur la nature de ces réserves, il déclara modestement qu'elles devaient s'étendre à toutes les stipulations qui pouvaient affecter l'impartialité du médiateur. Il abusait des mots, car placer toutes les stipulations dans les réserves, c'était annuler le traité. L'empereur, blessé de ces bas artifices, offrit de briser les liens qui paraissaient être à charge à l'Autriche. Metternich refusa ; mais, passant au mode de discussion qui devait être adopté au Congrès, il ne craignit pas d'afficher la prétention que la France n'y parût que par l'intermédiaire du Cabinet de Vienne. L'empereur repoussa bien loin une inconvenance semblable et lui fit remettre un projet (1) où, cherchant à replacer sur ses bases

(1) 1° S. M. l'empereur d'Autriche offre sa médiation pour la pacification générale.

2° Sadite Majesté, en offrant sa médiation, n'entend pas se présenter comme arbitre, mais comme un médiateur animé du plus parfait désintéressement et de la plus entière impartialité, et ayant pour but de concilier tous les différends, et de faciliter, autant qu'il dépendra de lui, la pacification générale.

3° La médiation s'étend à l'Angleterre, aux Etats-Unis, au roi d'Espagne, à la régence de Cadix et à toutes les puissances des deux masses belligérantes.

S. M. l'empereur d'Autriche leur proposera les villes de Vienne ou de Prague pour le lieu du Congrès.

4° S. M. l'empereur des Français accepte pour lui et ses alliés la médiation de S. M. l'empereur d'Autriche, telle qu'elle est proposée par l'article ci-dessus.

Elle accepte également pour le lieu des congrès celle des deux villes de Vienne ou de Prague qui sera le plus à la convenance des autres parties belligérantes.

5° Les plénipotentiaires français, russes et prussiens se réuniront dans lesdites villes, dans les cinq premiers jours de juillet, sous la médiation de l'Autriche, afin de commencer les négociations, et, soit par des préliminaires, soit par une convention, soit par un traité de paix particulier, de faire cesser l'effusion de sang qui afflige le continent.

6° Si au 20 juillet l'une des deux parties belligérantes dé-

l'Europe ébranlée par trente ans de guerre, et à substituer à la paix partielle une paix générale, négociée non dans le Cabinet, mais à la face de l'Europe, il appelait tous les peuples, tous les partis, à débattre leurs intérêts respectifs, comme il en avait été usé à Munster, à Nimègue, à Riswich, à Utrecht, etc. Metternich n'avait pas d'objection bien plausible à opposer. Il élagua ce qu'il y avait de plus généreux dans le projet, signa le reste et se retira.

L'empereur d'Autriche était venu se placer à Prague, sous prétexte d'être plus près pour les communications qu'il avait à faire à l'un et à l'autre parti, comme médiateur.

Le roi de Prusse et l'empereur de Russie avaient leurs quartiers à Schweidnitz, ils pouvaient par conséquent communiquer avec Prague autant que cela leur convenait. Cette époque aura une place si importante dans l'histoire, que l'on ne saurait entrer dans trop de détails et d'observations pour mettre le lecteur en état de juger comment sont arrivés coup sur coup les malheurs qui ont détruit le plus bel édifice de gloire qui ait été élevé par la puissance du génie.

Il y avait armistice ; cette mesure était au moins la preuve que l'empereur ne se refusait pas à faire la paix, puisqu'il était le maître de ne pas accorder une suspension d'armes qui lui faisait perdre les avantages qu'il avait pris sur les armées ennemies depuis l'ouverture des hostilités. On ne pouvait pas douter, dit-on, du désir des Russes de faire la paix ; cependant elle ne s'est pas faite. Voyons comment.

Les Autrichiens avaient été nos alliés dès la campagne de 1812 ; si elle eût réussi, elle aurait sans doute été suivie de quelques arrangements politiques préjudiciables à la Russie, et favorables à la Prusse et à l'Autriche.

nonce l'armistice conformément à la convention du 4 juin, les négociations des congrès n'éprouveront pour cela aucune interruption.

Dans la situation où les choses étaient arrivées, il ne pouvait plus être question de ce projet ; la paix ne pouvait se faire que sur d'autres bases, aussi il n'a jamais été dans les intentions de l'empereur de reprendre les projets de la campagne précédente, les événements de Lutzen et de Bautzen ne l'avaient pas assez avancé pour cela.

Mais si l'on croyait ne pas devoir demander de sacrifices aux Russes et aux Prussiens, il devait paraître tout au moins injuste de songer à demander à l'empereur d'en faire de son côté d'assez grands pour satisfaire tout le monde ; c'était cependant ce qu'on lui proposait : et qui ? des alliés qui non seulement avaient fui, et reconnu par des traités la cession des provinces qu'ils redemandaient, qui avaient marché sous ses drapeaux pour lui en acquérir de nouvelles, à la seule condition qu'il leur en reviendrait quelque part.

Si les Autrichiens n'eussent voulu que faire faire la paix, ils n'avaient autre chose à faire qu'à ne pas se mêler de la guerre, même sans rester nos alliés, puisqu'ils avaient cru pouvoir honorablement nous abandonner dans les circonstances où nous étions.

S'ils fussent restés neutres, la Prusse et la Russie étaient obligées de faire la paix. Elles étaient déjà au bout de leurs ressources, et avaient été obligées de prendre le parti de la retraite dès le début de la campagne. Elles auraient traité sur l'Oder, pour avoir des conditions plus raisonnables que celles qui leur auraient été imposées sur la Vistule ou le Niemen.

Si donc elles n'ont pas traité pendant cet armistice, c'est qu'elles étaient, comme je l'ai dit, assurées de l'Autriche. Et pourquoi avaient-elles recherché l'Autriche ? Ce n'était pas pour obtenir les conditions qu'elles savaient bien qu'on ne leur refuserait pas, ni pour rejeter celles qu'on ne pourrait plus leur proposer : mais parce que l'empereur de Russie ne voulait pas s'exposer de nouveau au danger auquel il avait échappé à Tilsitt et dans la campagne d'hiver précédente. La meilleure preuve que la Russie et

la Prusse étaient dans l'impuissance de refuser de traiter, c'est qu'elles s'adressaient toutes deux à l'Autriche pour contre-balancer par son poids la prépondérance que l'empereur avait déjà reprise sur eux. On parlait sans cesse de cette prépondérance, et on ne permettait pas à la France de faire d'objections à tout ce que ces mêmes puissances avaient acquis pendant qu'elle faisait sa révolution.

L'empereur de Russie, en faisant déclarer l'Autriche, a fait quelque chose de très habile. S'il n'avait pas eu la fortune favorable, il aurait repris le chemin de ses Etats avec son armée, bien persuadé que les Français n'auraient pas la fantaisie de l'y suivre une autre fois, et prendraient de préférence la route de Vienne, que la même circonstance leur aurait ouverte.

Il aurait ainsi laissé ses alliés dérouler la fusée, et se serait mis hors de cause.Si, au contraire, la fortune lui avait été favorable, il aurait, au moment de traiter, ajouté à ses prétentions celles de ses alliés, qui ne pouvaient plus alors être satisfaites qu'aux dépens de la France. C'est-à-dire que cela amenait sa ruine, ce que la Russie voulait pour n'avoir plus rien à en redouter, et que, devenant la plus forte des puissances qui restaient intactes, elle était naturellement l'arbitre des destinées du monde.

C'est assurément une grande monstruosité que cette conduite de la part des gouvernements, qui n'eurent pour maximes d'Etat que la soumission envers la prospérité et la mauvaise foi envers l'adversité. Ces sentiments-là ne devraient jamais habiter sur les trônes, mais puisque le malheur des temps avait porté la corruption jusque-là, il fallait s'arranger de ce que l'on y rencontrait, sans chercher à triompher par de l'équité, qu'on n'écoutait plus, de ce qu'on ne pouvait pas empêcher par la force.

CHAPITRE XII

Congrès de Prague. — Politique de l'Autriche. — L'empereur après ses victoires. — M. de Metternich. — Résultat des conférences. — Prétentions des alliés. — Mesures que prend l'empereur. — Le roi de Naples revient à l'armée. — M. Fouché à Dresde. — Conduite de l'impératrice régente. — Sa recommandation au sujet des cas non graciables.

L'empereur, après Lutzen, avait écrit à l'empereur d'Autriche pour proposer aux alliés la réunion d'un Congrès à Prague.

Le Congrès eut lieu ; la Russie y envoya, comme son négociateur, un alsacien, que nos lois ne nous permettaient pas de reconnaître comme un agent des puissances étrangères. La Prusse y envoya M. Hardenberg, qui s'attacha à l'envoyé de Russie. La France y envoya M. de Caulaincourt et M. de Narbonne, le même qui était ambassadeur à Vienne. L'Autriche y envoya M. de Metternich. L'Angleterre fit mettre en route lord Aberdeen, pour assister à ces conférences comme son ministre plénipotentiaire ; mais il n'arriva pas avant la rupture de l'armistice. Ce cas paraissait avoir été prévu, car il avait aussi une mission d'envoyé près l'empereur d'Autriche, dont il prit le caractère.

Napoléon avait agréé la médiation dès le moment où, après la bataille de Lutzen, il proposa d'entrer en négociation pour la paix. Un mois s'était écoulé depuis que l'empereur avait demandé l'ouverture d'un Congrès. Il faisait presser, le 15 juin, pour parvenir à la convention qui devait régler l'offre et l'acceptation de la médiation, et déclarait qu'il était

prêt à la signer. Il faisait connaître en même temps, pour prévenir toutes difficultés, « qu'il ne pouvait négocier que dans les formes consacrées par l'usage, et par des plénipotentiaires qui, réunis à ceux des autres puissances, échangeraient leurs pleins pouvoirs, et entreraient en explication », ce qui était une définition claire et précise d'une négociation par conférences.

M. de Metternich adhéra assez exactement à ces dispositions par une note datée du 22, qu'il remit lui-même à Dresde le 26. La question y fut de nouveau traitée, comme tenant essentiellement à celle de la médiation. On fut parfaitement d'accord. Ces mots, « Les plénipotentiaires français, russes et prussiens se *réuniront* », furent choisis d'un commun accord pour instituer une négociation par des conférences, et éloigner l'idée d'un arbitrage où chaque partie aurait plaidé séparément sa cause devant le plénipotentiaire du médiateur, arbitrage contre lequel l'empereur s'était justement et fortement prononcé, et dont M. de Metternich niait que sa Cour eût jamais eu la prétention. Les formes ainsi convenues furent prescrites aux plénipotentiaires français dans leurs instructions. Le comte de Narbonne était depuis longtemps à Prague : ses pouvoirs lui avaient été expédiés le 16. Les procédés et les lenteurs des ennemis et de l'Autriche, au sujet de la prolongation de l'armistice, occasionnèrent un retard de quelques jours dans le départ du duc de Vicence, qui, de son côté, jugeant sans doute les dispositions de l'étranger, et prévoyant l'événement, ne se pressait pas de partir, et élevait des incidents sur des demandes d'argent et sur d'autres arrangements économiques. Il partit enfin le 27.

L'empereur, qui avait reçu sous le sceau du secret des notions sur les engagements contractés à Trashenberg par l'Autriche avec les alliés (1), était parti

(1) On ne comprendra jamais comment M. le ministre des relations extérieures de France, qui a eu connaissance de cette communication confidentielle, au lieu de se livrer à des

le 25, à quatre heures du matin, pour Mayence, afin d'y régler les dispositions à faire en France dans le cas, sinon certain, au moins probable, de la guerre, et de se *mettre en mesure*, même contre l'*Autriche*, comme il le dit dans sa lettre du 29 juillet au duc de Vicence. L'on voit en effet l'influence qu'exerçait sur son esprit l'aspect général des affaires.

M. de Metternich, à l'arrivée de M. de Vicence, savait l'empereur absent, et n'ignorait pas que lui seul pouvait autoriser des modifications aux formes convenues pour les négociations. Il fit son plan en conséquence ; au moment où il désespérait d'empêcher le Congrès de s'ouvrir, et où les plénipotentiaires français demandaient que les pouvoirs fussent échangés en commun, il repoussa la forme convenue des conférences, et mit en avant celle des transactions par écrit, appliquant fort mal à propos l'exemple du Congrès de Teschen, exception unique à l'usage général, où il y avait *deux médiateurs*, au lieu d'un, qui négociaient ensemble, chacun représentant l'intérêt de la partie qui l'avait choisi, et où il ne s'agissait pas, comme à Prague, d'une négociation générale des grands intérêts du droit public de l'Europe, mais de la succession de Bavière (1). M. de Metternich, douze jours avant la déclaration de l'armistice, arrêtait ainsi dans le premier pas la négociation par une difficulté au moyen de laquelle il forçait les plénipotentiaires français à attendre les ordres de l'empereur, qui était en France. L'Autriche,

illusions ne s'est pas imposé le devoir d'user de tout son ascendant pour décider l'empereur à régler d'après elle toutes ses opérations ultérieures, et même à lui faire adopter le parti de revenir sur le Rhin *(Note de l'édition originale).*

(1) N'était-il pas pitoyable de voir dépenser les quelques jours d'armistice qui restaient encore en des discussions aussi futiles, et après la première conférence qui fut ouverte sur ce point ne devait-on pas profiter de cet armistice pour ramener l'armée française sur la frontière ? *(Note de l'édition originale).*

dans son manifeste écrit par M. de Gentz, avoue en quelque sorte l'artifice de son Cabinet. « La forme dans laquelle les pleins pouvoirs devaient être réunis, et les déclarations réciproques entamées, objets sur lesquels il y avait déjà eu des pourparlers de tous les côtés, devint la matière d'une discussion qui fit échouer tous les efforts du ministre médiateur. »

Au reste la conduite que cette puissance tint à Prague était digne de celle qu'elle avait tenue depuis le commencement des négociations. Elle commença par mêler ses prétentions particulières à celles des autres alliés, puis elle voulut se constituer arbitre des contestations qui les divisaient, en sorte qu'il n'était plus question de terminer la première guerre, mais d'en commencer une nouvelle, en revenant sur tout ce qui avait été conclu dans les traités qui avaient suivi celui de Lunéville. Elle s'intitulait médiatrice, c'est-à-dire que, placée entre les deux parties, elle ne s'occupa des intérêts d'aucune, mais songea aux siens, se ménageant la faculté de prendre parti avec la puissance qui lui offrait des facilités pour recouvrer à bon marché ce qui faisait l'objet de son ambition. Or, comme tout ce qu'elle avait perdu pendant les guerres qu'elle avait eues avec nous était ou entre nos mains ou dans celles de nos alliés, il n'en coûtait rien à l'empereur de Russie de lui en promettre le recouvrement, parce que, dans tous les cas, il n'aurait pas été forcé de le garantir, si les affaires militaires avaient mal tourné, ainsi que cela faillit arriver.

L'Autriche savait bien qu'elle n'avait de droits à ce qu'elle demandait que par l'impuissance dans laquelle nous jetait sa conduite. Elle était forte de cela d'une part ; elle l'était, de l'autre, de ce que la Russie et la Prusse n'auraient pu faire qu'une mauvaise paix sans son concours. Elle eut cela de supérieur, qu'elle connut bien sa situation et en tira parti, parce que, faisant la guerre pour la guerre, il était raisonnable de suivre le parti où il y avait le plus à gagner. On devait connaître tout cela avant d'aller à Prague combattre des arguments, et ré-

futer des propositions qui, quoique déloyales et même peu raisonnables, étaient celles du plus fort. Ou il ne fallait pas y aller, ou bien il fallait y porter en habileté ce que l'on avait perdu du prestige jusqu'alors attaché à nos armes. Mais nous étions dans une position difficile ; nous devions être accablés, et pourtant l'empereur, loin d'outrer la victoire, avait toujours refusé d'accabler les vaincus. Toujours il arrêta ses triomphes, ne voulant pas, comme il le disait lui-même, pousser une nation au désespoir. Ce fut lui qui fit en Italie la première démarche pour réconcilier la Révolution française avec l'Europe, et qui jeta les bases de la paix qui fut signée à Campo-Formio. Ce fut lui qui s'arrêta après les batailles de Marengo et de Hohenlinden, qui pouvaient le rendre maître de Vienne. Il s'arrêta de même après la bataille d'Austerlitz, où il avait confondu la plus honteuse des agressions. Il en fit autant après Friedland, à Tilsitt, de douloureuse mémoire, où il renonça à tous les avantages d'une guerre plus heureuse encore que la première, et ne poursuivit pas ses succès contre une puissance qui n'avait plus d'armée, afin de rendre la paix moins difficile, et d'assurer enfin d'une manière stable le repos de toute l'Europe. Tant de magnanimité ne méritait pas qu'on l'oubliât.

Une autre considération encore n'eût pas dû être perdue pour les souverains. Il avait calmé la fièvre révolutionnaire, et comprimé l'esprit philosophique qui les menaçait plus que lui. On parlait de son insatiable ambition de gloire, de la fureur des batailles qui le tourmentait ; mais il en avait donné un gage de son désir de vivre en paix, en s'alliant avec la Maison qui devait avoir contre lui le plus de ressentiment, et qui était celle dont il lui était le moins difficile de consommer la ruine.

Une dernière chose qu'on n'eût pas dû perdre de vue, c'est que M. de Metternich se trouvait dans une position toute particulière. Placé entre les reproches de l'empereur d'Autriche, pour lui avoir conseillé la guerre de 1809, que la France lui attribuait aussi,

et ceux de sa nation, qui avait été victime des calamités qu'elle avait attirées sur elle, il ne pouvait se dissimuler que, tôt ou tard, il éprouverait le ressentiment de la France, si jamais elle reprenait de l'influence à Vienne. Ce qu'il venait de faire, et ce qu'il avait fait en 1809, lui avait été trop préjudiciable pour qu'elle l'oubliât jamais. Il refit sa position avec son maître, en menant chaudement la négociation qui avait été commencée sans son insinuation, pour faire conclure le mariage de l'archiduchesse avec l'empereur. Il fit par là croire à la France qu'il disposait de tout à Vienne ; et à Vienne, qu'il était agréable à la France. Cela fini, il eut quittance de la France ; mais comme cela n'avait rien fait sur l'opinion publique en Autriche, où l'on savait qu'il n'avait pas eu la pensée du mariage, il regagna celle-ci en saisissant l'occasion de faire recouvrer à l'Autriche tout ce qu'elle avait perdu depuis vingt ans.

Il ne devait pas compte des moyens qu'il employait pour y parvenir ; il ne faut juger que du résultat, et il a été le plus habile.

Les ennemis de l'empereur se sont plu à répandre qu'il avait été le maître de faire la paix moyennant l'abandon de Danzig et de Hambourg. Cette assertion est fausse ; les alliés redemandaient à peu près tout ce qu'ils avaient perdu, les uns par le traité de Tilsitt, et les autres par le traité de Vienne, sans compter ce qu'ils n'avaient point reconnu, tel que la réunion de la Hollande, des villes hanséatiques et autres objets. Aucun d'eux ne parlait des compensations qu'ils avaient reçues, car enfin tout n'avait pas été des pertes pour eux, puisqu'ils avaient reçu des indemnités dans les mêmes traités qui concernaient ces concessions. A la vérité, ils avaient fini par être obligés de les recéder par une conséquence des autres malheurs qu'ils avaient éprouvés à la suite de nouvelles agressions de leur part ; mais puisqu'il était question de rétablir l'équilibre de puissance entre les différents Etats, ce n'était pas le moyen d'y parvenir, car les uns auraient non

seulement recouvré ce qu'ils avaient, mais même ce qu'ils n'avaient pas avant le bouleversement général dont ils avaient été les moteurs.

Je ne suis entré dans tous ces détails que pour prouver que l'empereur n'a pas eu pour faire la paix autant de facilité que ses ennemis se sont plu à le répandre, et qu'on l'a forcé de faire la guerre, en ne lui offrant pas une paix complète et durable pour lui ; aucune espèce de sacrifice ne lui eût coûté pour obtenir celle-là. Il avait d'ailleurs remis le soin des négociations à son ministre, et ne s'occupait principalement que de renforcer son armée, parce qu'il avait bien jugé que ses ennemis avaient résolu de miner sa puissance par la guerre. Il fortifiait Dresde, dont il avait fait sa capitale, et autour de laquelle il avait le projet de manœuvrer, si une reprise d'hostilités suivait l'armistice, il pressurait tout ce qui pouvait lui donner un homme ou un cheval.

Il faisait fortifier Hambourg, et en tirait à peu près toutes les troupes qu'il avait pour les approcher de Dresde ; elles furent remplacées à Hambourg par les troupes danoises, dont le gouvernement était rentré dans notre alliance depuis les batailles de Lutzen et de Bautzen.

L'empereur fit faire les plus grands efforts à tous les princes confédérés qui lui étaient encore attachés, et ne négligea rien de ce qui pouvait augmenter sa puissance physique pour qu'il en rejaillit quelque chose sur sa puissance morale.

Il rappela le roi de Naples à l'armée. Ce prince avait cru l'empereur perdu sans ressource, lorsque les batailles de Lutzen et de Bautzen le ramenèrent à son devoir. Après la campagne de Russie, il avait abandonné l'armée dont l'empereur lui avait confié le commandement, pour courir en toute hâte à Naples s'occuper de ses propres affaires ; il avait eu la bonne foi de croire qu'il pourrait rester roi sans l'appui de l'empereur : l'expérience a prouvé, comme on le verra, que déjà à ce voyage qu'il fit à Naples il avait eu des rapports avec les ennemis.

La reine de Naples avait été déclarée régente du royaume avant le départ du roi pour la campagne de Russie. Elle aimait l'autorité, et avait eu besoin de celle de l'empereur pour prendre à Naples le titre qui était l'objet de son ambition. Elle faisait un bon usage du pouvoir, et eut le rare talent de l'employer à se faire aimer ; elle avait la main ferme, mais le cœur si généreux, que son gouvernement n'était qu'une suite de bienfaits répandus autour d'elle ; elle estimait et respectait son mari, mais elle aurait volontiers conservé son autorité sans partage, en sorte qu'elle ne nuisit point au retour du roi son époux, à un commandement qui rendait au sien toute l'étendue qu'il avait primitivement. Le roi de Naples rejoignit l'empereur à Dresde pendant l'armistice, et reprit le commandement du peu de cavalerie que nous y avions.

L'empereur avait également appelé de Paris à Dresde le duc d'Otrante : on augurait de là qu'il voulait l'employer aux négociations. Je savais le contraire, l'empereur n'avait appelé M. Fouché que pour être dispensé de s'occuper de lui encore une fois d'une manière désagréable, car il était informé qu'il commençait à intriguer à Paris, et qu'il y aurait infailliblement fait faire quelques sottises, pour faire dire ensuite que, durant son administration, pareille chose ne serait pas arrivée. M. Fouché était d'une nature impatiente, avait toujours besoin d'être occupé de quelque chose, et le plus souvent contre quelqu'un. Il s'était déjà rapproché de l'intérieur de l'impératrice, où il cherchait à établir son crédit pour s'en servir lorsqu'il en serait temps.

Je ne fus personnellement pas fâché de cet éloignement, qui me dispensait d'entendre davantage les condoléances des uns et des autres, qui regardaient comme impossible que M. le duc d'Otrante ne revînt pas à un poste auquel chacun le croyait exclusivement propre.

Si l'empereur ne l'eût pas appelé à Dresde, il est vraisemblable que nous n'aurions pas vécu longtemps en bonne intelligence, car j'étais bien résolu de lui

faire un mauvais parti au premier pas que je lui verrais faire dans une intrigue dont le but ne pouvait être que de jeter du ridicule sur moi : nous aurions vu lequel des deux aurait gagné l'autre de vitesse. J'étais bien éloigné de partager l'opinion de ceux qui lui prêtaient tant d'habileté. Nous verrons si l'expérience a justifié mon opinion.

Le gouvernement de l'impératrice régente était doux, et semblait fait pour la malheureuse circonstance dans laquelle nous nous trouvions. Elle présidait le Conseil des ministres, guidée par l'archichancelier. Ce prince allait lui-même la prévenir dans son appartement lorsque le Conseil était réuni, et il la suivait jusque dans la pièce où il avait lieu.

L'impératrice avait fait ordonner que, dans le ministère du grand juge, qui rendait compte des opérations des tribunaux, on ne lui soumît pas de cas non graciable, parce qu'elle ne voulait pas mettre son nom au bas d'un jugement quelconque, si ce n'était pour faire grâce ; effectivement, elle l'a fait bien des fois ; elle n'y mettait point d'ostentation ; on ne prenait aucun soin de lui en faire les honneurs en répandant partout le bruit de sa bonté ; on le savait par ce qui l'entourait et qui l'aimait. Elle ne faisait point de frais pour conquérir ; elle était simple et naturelle ; elle recevait tout ce qui cherchait à se rapprocher d'elle, mais n'aurait jamais fait quoi que ce fût pour attirer ceux qui n'y étaient pas portés naturellement.

Sans doute elle aurait eu aussi ses ennemis, comme toutes les souveraines, mais jusqu'alors elle n'était l'objet que du plus profond respect et de l'admiration générale. J'aime à répéter que, dans aucune circonstance, je n'ai été dans le cas d'avoir recours à des moyens particuliers pour la faire bien accueillir d'un public qui l'estimait particulièrement, et qui était naturellement porté à l'aimer.

Tout allait fort bien en France ; on s'y taisait sur les maux que l'on avait soufferts, on comptait sur une heureuse issue des conférences de Prague, qui étaient devenues le sujet de la sollicitude générale ;

on était plein de l'espérance d'une paix prochaine, parce que l'armistice, qui devait expirer le 8 juillet, avait été prolongé jusqu'au 17 août. Il y avait tout lieu d'espérer que ce temps serait bien employé, et suffisant pour régler et terminer des discussions sur lesquelles il fallait bien finir par s'entendre.

C'est dans ces circonstances qu'il arriva en Espagne un désastre qui ne pouvait que nuire aux espérances de l'opinion publique en France, et embarrasser les négociations de Prague, en ce que les ennemis pouvaient tirer avantage d'une position que nous n'occupions plus en Espagne.

CHAPITRE XIII

Manœuvres de l'armée anglaise. — Bataille de Vittoria. — Pertes immenses de matériel. — Retraite. — L'empereur reçoit cette nouvelle à Dresde. — Le général Moreau. — Bernadotte. — Madame de Staël. — Le maréchal Soult va prendre le commandement de l'armée d'Espagne. — L'impératrice se rend près de l'empereur à Mayence. — Je demande à l'accompagner. — Mes motifs. — Réponse de l'empereur. — M. Decazes. — Reprise des hostilités. — Le général Jomini.

Après la réunion des armées des maréchaux Soult et Suchet, l'armée anglaise était retournée dans ses positions au-delà de Salamanque. Après le départ du maréchal Soult pour Paris, son armée resta sous les ordres du roi.

On retomba dans la même faute que l'année précédente, on ne s'occupa point de l'armée anglaise, devant laquelle on aurait dû être campé à vue, ou bien ne pas la combattre. Mais il y avait un mauvais génie qui avait soufflé sur la direction de nos armes dans ce pays-là ; chacun alla reprendre sa petite vice-royauté, s'occupant peu de ce qui pourrait arriver.

Le maréchal Suchet retourna en Catalogne. Le ministre de la guerre, le duc de Feltre, auquel l'empereur avait laissé en partant la direction des opérations en Biscaye et en Navarre, avait employé l'ancienne armée du maréchal Marmont à parcourir les deux provinces en colonnes mobiles pour poursuivre des guérillas qui ne méritaient assurément pas autant d'importance que l'armée anglaise, en sorte qu'il ne restait réuni en corps d'armée que ce

qui était venu d'Andalousie. Le roi était, je crois, à Valladolid, ou même à Madrid, lorsque l'armée anglaise se porta en avant. Il suffira, pour donner une juste idée de la manière dont l'empereur était servi, de dire que ce fut de Paris qu'on fit partir l'ordre adressé au général Clausel, qui commandait l'armée qu'avait eue Marmont, de se réunir à l'armée du roi. Ses troupes étaient en colonnes mobiles dans la Navarre lorsqu'il le reçut. L'on peut juger du temps qui fut perdu pour la marche des troupes, par celui qui fut employé à faire parvenir depuis le point menacé, d'abord à Madrid ou à Valladolid, l'avis de l'approche des Anglais, ensuite à en faire part à Paris, et y demander l'emploi des troupes qui étaient en Navarre, enfin à faire recevoir à celles-ci l'ordre de marcher ; il y avait en sus une ligne d'échelons très forte pour maintenir la communication entre Bayonne et le quartier du roi.

On avait accumulé à Vittoria un matériel immense d'artillerie, provenant de toutes les évacuations successives auxquelles on avait été forcé ; tout ce matériel aurait dû être ou renvoyé à Bayonne, ou au moins mis dans une autre place d'Espagne ; mais, faute de chevaux ou d'autre chose, il avait été laissé à Vittoria. La situation de notre armée était à peu près telle que je viens de le dire. Pendant que tout ce temps se perdait dans l'armée française, l'armée anglaise commençait un grand mouvement, qu'elle exécuta avec autant de tranquillité que si elle n'avait point eu d'ennemis devant elle.

Le général anglais avait sans doute bien calculé tout ce qui était à l'avantage de ses projets, et une fois qu'il eut pris l'initiative des mouvements, il la conserva jusqu'au moment où la fortune couronna ses efforts dans les champs de Vittoria.

La reddition d'Astorga et l'évacuation de tout le royaume de Léon lui donnèrent la possibilité de manœuvrer avec toute son armée (après avoir rallié la division espagnole qui revenait de la Galice), et de la conduire par le revers des montagnes en prolongeant la route de France, de manière à venir

menacer la communication de Bayonne avec notre armée, en débouchant sur Biviesca, Miranda ou Vittoria, selon ce que la fortune lui offrirait de plus avantageux à faire.

Ce mouvement, qu'il n'aurait osé entreprendre devant un ennemi actif et manœuvrier, s'exécuta sans coup férir, comme une marche simple en pleine paix. Lorsque l'armée française en fut informée, il était déjà trop tard pour rallier toutes les troupes avec lesquelles on pouvait combattre le général anglais, qui, ne dépendant de personne, était absolu dans tout ce qu'il entreprenait.

L'armée française prit le parti de se retirer succesivement du Douro sur Burgos, puis sur l'Ebre, et enfin sur Vittoria, parce que l'armée anglaise, de beaucoup supérieure à elle, prolongeait notre droite, sur laquelle elle avait de l'avance. On arriva ainsi jusqu'à Vittoria, où l'on comptait attendre la réunion des troupes qui devaient venir joindre l'armée du roi ; mais l'armée anglaise arriva avant nous, déboucha sur la droite de la nôtre, qui combattit ayant Vittoria en arrière de sa droite, et faisant face à l'ouest : le succès ne fut pas longtemps indécis.

Des troupes que l'on ramenait ainsi en retraite depuis Cadix jusqu'aux frontières de France, voyaient, aussi bien que leurs généraux dans lesquels elles n'avaient plus de confiance, qu'elles auraient beau faire des efforts, qu'elles n'empêcheraient pas l'armée anglaise de les repousser, parce qu'elle était éminemment plus forte.

Pendant que l'action était engagée sur toute la ligne, l'armée anglaise fit déboucher un corps de cavalerie par sa gauche, et se porta jusque sur la route de Vittoria à Bayonne. Ce mouvement mit le désordre dans l'armée française, parce que cette troupe de cavalerie poussa jusqu'au parc d'artillerie et à celui des voitures de tous les réfugiés qui la suivaient. Chacun ne pensa plus qu'à son bagage, en un instant cette armée fut mise dans une déroute complète. Voilà comment des troupes qui, quelques années auparavant, étaient supérieures à ce que

furent jamais les armées romaines, perdirent par la licence, et le peu de soin que l'on eut d'elles, cette discipline et cette élévation de courage sans laquelle les peuples les plus belliqueux ne parviendraient jamais à la supériorité qu'ils obtiennent sur les autres.

La bataille de Vittoria (1) fut une faute : elle ne devait être ni donnée, ni l'être où elle le fut, ni enfin engagée comme elle le fut ; et par-dessus tout cela, elle ne fut qu'une fuite honteuse.

On y perdit cent cinquante pièces de canon, et le triple ou le quadruple de voitures tant d'artillerie que d'équipages ; les troupes revinrent par la route de Navarre, n'emmenant avec elles qu'une pièce de canon et pas une seule voiture. Elles se rallièrent et prirent la route de France par Pampelune, sans même songer à ce qu'allait devenir le corps du général Clausel, qui avait reçu l'ordre de joindre l'armée du roi. Ce général était déjà arrivé en Aragon, et remontait le long des bords de l'Ebre par Tudela, pour gagner Miranda, d'où il aurait été en communication avec cette armée ; heureusement une de ses reconnaissances ayant poussé jusque sur la grande route de Miranda à Vittoria, à un lieu nommé la Puebla, y fit quelques prisonniers anglais, qu'elle ramena au général Clausel, à qui ils apprirent l'événement arrivé la veille à notre armée, et à la suite duquel elle s'était retirée par la route de Pampelune, où l'armée anglaise la suivait.

Le général Clausel fut en conséquence obligé de retourner sur ses pas, et de descendre le cours de l'Ebre pour aller se mettre en communication avec le maréchal Suchet en Catalogne, et lui faire part de ce qui était arrivé ; il put ensuite exécuter l'ordre qu'il avait reçu, de rejoindre l'armée du roi en passant par Jaca et Yverdun. Nous étions ainsi hors de toute l'Espagne de ce côté-là, et il semblait que l'on eût fait exprès de faire naître toutes les occasions de fonder la gloire de l'armée anglaise, qui,

(1) 21 juin 1813.

pour la troisième fois, remportait un succès complet sur la nôtre, laquelle, quoique composée des mêmes troupes qui avaient vaincu les Russes, les Prussiens, fut battue par celles des Anglais. Mais le général anglais doit convenir lui-même que ce n'était ni le nombre ni la qualité des troupes qui nous manquait en Espagne ; il n'y fallait qu'un homme qui, sans même avoir une capacité extraordinaire, eût été actif, ferme, probe, sévère jusqu'à la rigueur et prudent.

Personne n'eût osé piller, ni manquer à son devoir, et lorsqu'il aurait commandé à ses lieutenants de se réunir à lui, ils n'auraient été occupés que du soin d'obéir promptement, et non pas de chercher des prétextes pour éluder ses ordres, ou justifier des retards qui nous ont successivement conduits au bord de l'abîme. Cette affligeante nouvelle vint bouleverser toutes les têtes à Paris ; il y en avait qui allaient jusqu'à en être bien aises, sous prétexte que cela hâterait le dénouement d'une guerre qui était insupportable à la nation.

L'empereur reçut cette nouvelle à Dresde, lorsque l'armistice était déjà renouvelé, sans quoi les hostilités eussent peut-être recommencé de suite. On doit penser comment il accueillit cette nouvelle, et quelles tristes réflexions il dut faire.

Ce fut à peu près à la même époque que le général Moreau parut en Prusse. Son arrivée au milieu de nos ennemis surprit tout le monde ; car que venait-il faire dans le camp des Russes ? pourquoi lui avaient-ils envoyé une frégate ? à quoi le destinaient-ils ? Ce n'était pas à commander ni diriger leurs armées. Sans faire tort aux talents du général Moreau, il n'en avait pas déployé de si extraordinaires à la tête des armées françaises, pour qu'ils allassent le chercher au fond de l'Amérique, et le prier de leur donner des leçons. Je rends plus de justice à l'armée russe que j'ai connue. Elle a un bon nombre d'officiers généraux auxquels il ne manque que des occasions pour égaler au moins le général Moreau. Ce n'était pas de sa réputation militaire que les

Russes avaient besoin ; ils ne voulaient que tirer parti de la célébrité que ses malheurs lui avaient donnée. C'était un moyen nouveau que l'empereur de Russie mettait en usage ; il espérait, avec le général Moreau, mettre de la division dans notre armée. Et comment douter qu'il n'eût déjà alors des projets de bouleversement, et de substituer le général Moreau à l'empereur, en cas de succès ? Que doit-on penser des sentiments dans lesquels on recherchait l'alliance de l'empereur d'Autriche, avec une arrière-pensée de flétrir sa fille, et enfin des ministres de ce monarque qui lui firent contracter cette alliance sans demander ce que signifiait la présence du général Moreau à Prague, où il venait d'arriver ? On devait le deviner à l'étiquette du sac. J'ai toujours cru particulièrement que cette idée d'envoyer chercher le général Moreau en Amérique avait été suggérée à l'empereur de Russie par le maréchal Bernadotte, à la conférence d'Abo, qui avait eu lieu l'année précédente. Je ne serais même pas surpris que l'empereur Alexandre se fût servi de Bernadotte pour écrire au général Moreau, et le décider à accepter ce qu'il lui proposait.

Je crois d'autant plus que l'idée première vient de Bernadotte, qu'il n'y avait guère que lui qui alors pouvait avoir démontré à l'empereur de Russie les facilités qu'offrait l'exécution d'un pareil projet, en le mettant au fait des antécédents qu'il y avait entre Moreau et Fouché, auxquels Bernadotte lui-même n'avait pas été étranger, et que l'empereur Alexandre ne connaissait pas, du moins aussi bien que lui. A son tour, Bernadotte n'avait pas trouvé cette idée tout seul, et je crois que ce fut madame de Staël qui la lui donna à son passage en Suède pour se rendre en Angleterre, lorsque, croyant devoir fuir la *tyrannie*, elle quitta Coppet vers le commencement de 1812.

Puisque l'occasion s'en présente, qu'on me permette de dire quelques mots sur madame de Staël, qui a jugé convenable d'en dire tant de moi.

Elle a cru bien faire en n'épargnant, dans un de

ses ouvrages, ni l'injure ni la calomnie, et cependant un esprit éclairé comme le sien ne pouvait pas ignorer que ce sont des moyens faibles. Toutefois elle est peut-être excusable, parce que, vivant loin de la scène dont elle a voulu retracer le tableau, ses ombres ont pu la tromper, et d'après ce qu'elle ajoute elle-même, que, dans ces temps-là, « hors de Paris, elle ne voyait ni n'apprenait rien », on peut penser que, faute d'avoir vu le grand jour à cette époque, il ne lui a pas été possible de mieux juger ce qu'elle ne pouvait pas pénétrer. Tout ce qu'elle a dit à ce sujet est plein d'aigreur, et cette aigreur vient des mesures sévères qui furent prises contre elle. Peut-être bien aussi vient-elle d'une vanité offensée qui donne à sa vengeance tout l'éclat de sa célébrité.

Toute injure qui porte sur un fait faux ne blesse pas ; elle ne doit et ne peut nuire qu'à celui qui n'a pas rougi de la prononcer.

Madame de Staël m'a fait l'honneur de me distinguer pour m'insulter exclusivement. Je suis sensible à cette bienveillance, et je suis seulement surpris qu'elle n'ait pas remarqué que cette préférence de sa part pouvait me sortir de l'obscurité qu'elle me reproche. C'est du reste le moindre des cas où son animosité ait égaré sa raison. Si j'aimais à me venger, j'aurais ici une belle occasion de le faire, et pour cela, plus heureux que madame de Staël, qui a été obligée d'avoir recours à son imagination, je n'aurais qu'à raconter. Son esprit fort s'oubliait parfois, Corinne avait ses faiblesses, et j'ai bonne mémoire.

Je me renfermerai donc dans mon sujet, et je ne dirai que quelques mots sur son voyage dans le Nord. Suivant elle, c'était une fuite pour se soustraire à la *tyrannie*. Elle manifesta le désir de se rendre en Amérique, on n'y apporta aucun obstacle ; de là elle eût pu se rendre en Angleterre, puisqu'elle ne voulait que respirer un *air libre*. Elle a cependant préféré aller à Coppet. Quelle *tyrannie* pouvait-elle y craindre ? De Coppet, qui pouvait l'em-

pècher d'aller au bout du monde ? Coppet, d'ailleurs, était en Suisse alors comme aujourd'hui, et on y respirait un *air libre*. Mais ce n'était pas la tyrannie impériale que fuyait madame de Staël ; ce n'est pas celle qu'elle redoutait le plus, et nous eussions pu même lui en faire trouver le poids léger. L'espèce humaine est si méchante et si imparfaite, qu'elle semble chercher à se venger de toute supériorité qu'elle est forcée de reconnaître ; or, celle de madame de Staël était incontestable, aussi n'a-t-on pas manqué les occasions de s'égayer, et on n'a guère ménagé les défauts de la cuirasse. Le meilleur remède à de semblables positions, c'est un voyage ; mais c'est le comble du bien joué dans une femme quand elle peut, d'un seul coup, sauver les apparences et se venger.

C'est elle qui, en passant à Saint-Pétersbourg, se chargea d'amener Bernadotte à ce que désirait alors l'empereur Alexandre, qui, dans ce temps-là, avait bien autre chose à faire que de penser à des Constitutions, comme veut le faire croire madame de Staël. Elle a été le chaînon de l'entrevue d'Abo où Bernadotte s'est livré à l'empereur Alexandre : ce fut elle qui donna l'idée d'envoyer chercher Moreau en Amérique.

Voilà comment madame de Staël a servi la Restauration ; elle s'est bien gardée de dire un mot de cela dans son ouvrage ; on le conçoit aisément, parce qu'elle aurait dû renoncer aux éloges qu'elle y répand sur un dénouement qu'elle n'avait pas prévu, et tout à fait opposé à la tournure qu'elle espérait faire prendre aux affaires. Il faut convenir qu'elle avait bien des droits à la restitution des deux millions qu'on lui a rendus, malgré la Charte, qui prononce l'irrévocabilité de la vente des biens nationaux. M. Necker (son père) n'avait pas été plus injustement saisi que tous ces malheureux paysans de la Vendée, que l'on enterrait dans leurs propres champs pour se donner le droit de les vendre au gré de convenances particulières, et M. Necker avait été une des premières causes de tous ces

malheurs publics. Mais madame de Staël méritait à tous égards une préférence, et si le moment de la lui accorder n'était pas favorable, elle a bien saisi celui de la demander.

Si j'avais connu madame de Staël, nous y aurions gagné tous deux ; je vois maintenant la sorte d'ennemis qui la tourmentaient, c'étaient des rivaux qui craignaient qu'elle ne les surpassât en talent, ou d'anciens entrepreneurs politiques qui, ayant renoncé à un métier devenu dangereux, redoutaient les moindres rapports avec elle.

A l'époque où elle me sollicitait, je n'étais pas encore assez étayé pour me charger de ses ennemis réunis aux miens ; elle ne m'aurait apporté de force que celle qu'elle aurait reçue de moi, et il m'aurait fallu la soutenir lorsque je me conduisais à peine seul : je ne pouvais donc faire qu'un mauvais marché ; elle crut me pétrir comme un novice, et m'a su mauvais gré de m'en être méfié. Je vois maintenant que son fils avait raison en m'assurant que sa mère n'avait que du dépit contre l'empereur, et que rien n'aurait été si facile que de la mettre à ses pieds, parce qu'au fond elle en était l'admiratrice sincère. Je n'y ai pas cru parce qu'il n'y avait qu'un cri contre elle, lancé même par ceux qu'elle croyait ses amis, et assurément il en est quelques-uns qui n'ont pas été étrangers à son exil.

Je reconnais aujourd'hui qu'elle avait moins d'inconvénients que beaucoup d'hommes ; je suis même sûr que c'est elle qui a fait faire dans le temps la paix entre la République et la Suède, uniquement pour rester à Paris et y établir sa puissance au milieu des ruines de la bonne compagnie.

Madame de Staël traite mal l'empereur ; mais elle ne l'atteint pas, tandis qu'elle prouve avoir été la plus malheureuse femme du monde de se voir dédaignée par celui qu'elle aurait voulu servir. Elle aurait effectivement tiré un bien meilleur parti pour sa gloire de tous les matériaux qu'une autre conduite de sa part eût pu mettre à sa disposition, que des basses calomnies auxquelles elle n'a pas craint de descendre.

Puisque je viens de parler du général Moreau, c'est le cas de dire qu'en cette occasion l'empereur fut si mal servi par ses agents diplomatiques que le général Moreau était déjà arrivé à Berlin sous un nom supposé, lorsqu'il m'écrivit de Dresde pour que je cherchasse à approfondir quel était ce personnage mystérieux qui était arrivé à Berlin. Je lui répondis courrier par courrier que c'était le général Moreau, et que je lui avais envoyé quelque temps auparavant l'avis de son départ d'Amérique, qui m'avait été apporté par un bâtiment américain entré dans les ports de France.

L'empereur n'avait point lu mon rapport ; et, lorsque le second lui parvint, l'armistice de Dresde était dénoncé. Ce qui me porta à croire que l'idée d'envoyer chercher Moreau avait le but que je suppose à l'empereur de Russie, c'est qu'en se reportant à la situation dans laquelle étaient alors les affaires des Russes (au moment de la conférence d'Abo), il n'est pas déraisonnable de penser que le réveil du trouble et de l'anarchie en France était le maximum des succès que l'empereur Alexandre pouvait se flatter d'obtenir pour opérer une diversion qui lui était si nécessaire dans ce moment-là. Il était bien loin encore, à cette époque, d'envisager comme possible tout ce qu'il vit depuis par lui-même après son entrée à Paris.

On doit se rappeler qu'à l'époque où Moreau était à l'armée alliée, M. le comte d'Artois se rendit d'Angleterre, par mer, dans la Baltique, et que Bernadotte lui refusa de le laisser descendre à terre : il s'en retourna en Angleterre. Bernadotte ne lui avait refusé le passage que parce qu'il voulait être favorable au général Moreau. Jusqu'alors on n'avait pas osé admettre la supposition que les souverains alliés projetaient la chute de l'empire, en sorte qu'on n'avait pas de raison de s'expliquer le voyage du comte d'Artois, qui n'était vraisemblablement venu se présenter à l'armée alliée que parce qu'il savait que ce principe de subversion avait été adopté.

Je dirai, en suivant l'ordre que je me suis pres-

crit, toutes les raisons que j'ai à l'appui de mon opinion. Je les ai prises dans la conversation qu'eut avec l'empereur de Russie feu le général Reynier, qui avait été fait prisonnier à Leipzig et échangé à Troyes, où l'empereur Alexandre lui donna son audience de congé.

La bataille de Vittoria produisit partout l'effet le plus nuisible à nos intérêts : elle embarrassait notre position à Prague, et achevait d'ébranler la confiance de ceux de nos alliés qui nous étaient encore fidèles.

L'empereur envoya en toute hâte le maréchal Soult, qu'il avait près de lui, prendre le commandement des troupes qui revenaient avec le roi d'Espagne (1). A cette occasion, il chargea le duc de Feltre d'écrire à ce prince pour le prévenir de cette disposition afin qu'il ne fit aucune difficulté de remettre le commandement de l'armée au maréchal, contre lequel on le savait personnellement indisposé depuis l'occupation de l'Andalousie.

Le maréchal Soult arriva à Paris avec la rapidité d'un trait, ne s'y arrêta que quelques heures pour prendre connaissance des ressources que le ministre de la guerre pouvait mettre à sa disposition, et courut prendre le commandement de l'armée, qui était à peu près sous les murs de Bayonne, où elle vint s'établir presque aussitôt. Le mois de juillet était écoulé, et on ne voyait pas encore les conférences de Prague suivies de quelque résultat ; on n'osait plus se flatter de voir finir la guerre, et on aurait pu dire avec justesse que l'impatience publique s'était fait un calus qui la rendait insensible au mal.

Les espérances de paix achevèrent de s'évanouir, lorsque l'on vit que l'empereur appelait l'impéra-

(1) Soult fut nommé le 1er juillet, commandant en chef de toutes les troupes en Espagne ou dans les Pyrénées, avec le titre de lieutenant général de l'empereur et un pouvoir illimité. Le maréchal partit de Dresde sur le champ. Le 12, il arriva à Bayonne, où il prit le même jour le commandement des troupes, jusque-là dirigées par le roi Joseph. (D. L.)

trice à Mayence, au lieu d'annoncer qu'il allait lui-même revenir à Paris ; elle partit effectivement pour cette ville, où elle ne resta que très peu de jours avec l'empereur qui n'y fut accompagné que par le général Drouot.

J'avais saisi cette occasion de donner à l'empereur une marque de dévouement à sa personne, en lui demandant la permission d'aller le voir à Mayence. Je voulais l'entretenir de tout ce que je remarquais, et qui n'était pas de nature à faire la matière de rapports écrits ; j'insistai vivement pour obtenir ce que je désirais, en lui observant que je regardais cela comme si nécessaire, que j'avais pris des mesures pour que mon administration n'en souffrît point, et que mes dispositions étaient faites pour être en chemin une heure après avoir reçu sa permission, que je le priais de me faire transmettre par le télégraphe.

Je n'avais pas d'autres projets que de l'entretenir de tous les dangers que je prévoyais, et du besoin que l'on avait de la paix ; je ne voulais que lui parler de ce qu'il avait fait lui-même dans tant d'autres circonstances contre ces mêmes ennemis, en s'arrêtant à propos, et le supplier de ne pas leur fournir l'occasion de satisfaire tous leurs ressentiments à la fois. J'aurais été inépuisable dans toutes les raisons que j'aurais prises au dedans et au dehors pour faire conclure la paix, même à tout prix, parce que je sentais vivement le besoin que l'on en avait, et je ne me serais laissé rebuter par aucune considération, parce que je n'aurais été dirigé par aucun projet d'ambition ; d'ailleurs je savais que l'empereur voulait la paix, il m'avait même fait l'honneur de me l'écrire ; il n'y avait que sur les sacrifices qu'il était difficile, aussi n'était-ce que sur ce point que je m'attendais à le trouver déterminé à ne pas céder. Peu m'importaient ses répugnances, j'en aurais triomphé, parce que le besoin de la paix une fois reconnu, les sacrifices pour l'obtenir n'étaient rien ; je lui aurais cité ses propres ennemis, qui recouvraient aujourd'hui tous ceux qu'ils

avaient faits depuis quinze ans. L'habileté ne devait consister en ce moment qu'à céder, parce que la force physique que l'on pouvait perdre n'était rien, en comparaison de la puissance morale que l'on recouvrait en ramenant la tranquillité. Je n'aurais pas promené les regards de l'empereur sur un champ de bataille gagné, mais j'eusse mis sans cesse devant ses yeux les détails et le tableau d'un revers, qui ne pouvait être que proportionné aux efforts qu'il ferait sans doute pour le prévenir. L'empereur me répondit qu'il m'aurait fait venir à Mayence, s'il avait eu un peu plus de temps à y rester ; mais qu'il était trop tard, puisqu'il devait en partir le lendemain ou le surlendemain ; il ajoutait des choses obligeantes à sa lettre, mais elles ne diminuèrent pas le chagrin que me fit éprouver la résolution que je ne voyais que trop que l'on avait prise (1).

M. Decazes, instruit que l'empereur devait venir jusqu'à Mayence, s'était hâté de s'y rendre pour le solliciter en faveur d'un fonctionnaire dont il était parent, et qui se trouvait gravement compromis. Avant de quitter Paris, il s'était muni de deux lettres, l'une de l'archichancelier, l'autre de moi, pour appuyer sa demande. L'empereur le reçut et lui donna sur sa cassette 250,000 francs pour arranger des affaires qui, quoique étrangères à M. Decazes, l'avaient déterminé à aller jusqu'à Mayence. L'empereur, toujours bon et généreux, ne s'en tint pas là, il m'écrivit d'employer toute mon influence à

(1) De Dresde, le 13 juin 1813, l'empereur écrit au duc de Rovigo :

« Le ton de votre correspondance ne me plaît pas. Je connais mieux que vous la situation de mon Empire, et cette direction donnée à votre correspondance ne produit pas un bon effet sur moi. Je veux la paix, et j'y suis plus intéressé que personne : vos discours là-dessus sont donc inutiles ; mais je ne ferai pas une paix qui serait déshonorante ou qui nous ramènerait une guerre plus acharnée dans six mois. Ne vous en mêlez pas. »

Ce n'est pas de cette lettre que le duc de Rovigo veut parler, car elle ne contient pas des *choses obligeantes*. (D. L.)

faciliter à M. Decazes la conclusion des affaires désagréables dans lesquelles il allait s'engager. Je lui permis en conséquence de s'établir dans un de mes bureaux, d'où il envoyait lui-même mes propres agents chercher les personnes avec lesquelles il avait à traiter. Il fit tant et si bien, que la somme que l'empereur lui avait donnée suffit à tout. Je ne fus pas étranger au succès qu'il obtint, et j'aime à penser qu'il en a conservé le souvenir.

L'impératrice revint à Paris à peu près en même temps que l'empereur rentrait à Dresde, et l'armistice fut rompu le 17 août, d'après les conditions sous lesquelles il avait été conclu, c'est-à-dire qu'il ne fut point renouvelé, et que les hostilités furent reprises. La destinée n'avait pas voulu que l'on détournât les événements qui en peu de temps ont achevé notre destruction ; la fin des grandes choses s'approchait, il n'y eut plus de moyens de conjurer l'orage qui était prêt à fondre sur nous.

Voilà donc l'armistice dénoncé, et en même temps la notification de l'Autriche envoyée à l'empereur, par laquelle elle déclarait que, dans l'intention de hâter la fin de la guerre, elle portait le poids de ses armes du côté des alliés, qui reçurent par cette réunion un surcroît de forces de plus de deux cent mille hommes, tandis que l'empereur n'en recevait pas un. Malgré cette prodigieuse disproportion de troupes entre lui et ses ennemis, on verra combien peu il s'en est fallu qu'il ne sortît victorieux de sa position, et que si, au lieu d'avoir une armée composée de soldats aussi jeunes, il en avait eu une de l'espèce de ceux d'Austerlitz, il aurait étonné les siècles à venir par ce qu'on lui aurait vu exécuter de prodigieux. Mais déjà les officiers généraux de l'armée étaient atteints d'un dégoût qui ne se laissait que trop apercevoir.

On a beaucoup comparé l'empereur à Louis XIV. Tous deux en effet ont eu leur temps de prospérité, tous deux ont eu leur temps de revers. Louis XIV fut trahi seulement par la fortune, mais l'histoire nous apprend que son grand règne ne doit son éclat

qu'à l'heureuse fécondité de grands hommes dont il fut favorisé.

L'empereur n'a pas été aussi heureux il a été obligé de prendre ce que la Révolution lui avait légué, et parmi les hommes qu'elle avait fait éclore il a été trahi par ceux sur lesquels il devait le plus compter.

On pourrait répondre avec avantage à ceux qui s'obstinent à vanter les temps passés aux dépens des temps modernes, et le règne de Napoléon a effacé le siècle de Louis XIV.

Si on parle d'hommes de lettres, de poètes, d'écrivains célèbres, sans doute que le règne de Louis XIV en a fourni un plus grand nombre ; mais le règne de Napoléon a été remarquable par les progrès des sciences et des idées positives. C'est sous Napoléon que le savoir s'est répandu, que le peuple a connu sa dignité, et que les honneurs et la fortune ont été le prix du talent et des services rendus. Napoléon, qu'on dit avoir été si despote, l'a-t-il jamais été autant que Louis XIV, et a-t-on vu à sa Cour des maîtresses titrées ou des princes légitimés ? Je laisse à d'autres le soin de compléter le parallèle, je me borne à dire que dans mon opinion, et malgré les calomnies et les passions, Napoléon a surpassé Louis XIV et tous ceux qui pourraient lui être comparés.

Sans doute aucun des lieutenants de l'empereur n'a pu l'égaler, et aucun sans doute n'a eu la prétention qu'on le pensât ; aussi n'est-ce pas avec lui qu'il faudrait les mettre en parallèle. Mais qu'on les compare aux hommes de guerre de l'histoire, Ney, Masséna, Soult, Lannes, Davout, Suchet, Macdonald, et tant d'autres généraux que je pourrais citer, soutiendront la comparaison sans désavantage.

Pourquoi donc avec tant d'hommes habiles les revers se sont-ils succédé ? Ne s'était-il donc formé, à la plus grande école de guerre qui fut jamais, aucun homme capable d'embrasser l'ensemble des opérations d'une armée dont les corps avaient à agir dans plusieurs directions ? Néanmoins qu'on me

permette de le dire, et en cela je ne crois point diminuer la juste renommée de nos généraux, mais avec l'empereur ils ont perdu leur éclat, comme ces diamants qui, loin de la lumière, ne jettent plus de feux.

Les troupes commencèrent à se réunir : le corps du maréchal Ney était à Liegnitz, et il commençait son mouvement de concentration, lorsque le général Jomini, qui était chef de l'état-major de ce corps d'armée, passa à l'armée ennemie (1). Il justifia par cette désertion tous les soupçons que l'on avait eus de ses rapports avec l'aide de camp de l'empereur de Russie, rapports dont il a été question au commencement de ce volume.

Il est à présumer que le général Jomini, qui était suisse, et au service de France, avait jugé l'empereur comme devant succomber contre autant d'ennemis, et qu'alors se trouvant sans état, il avait préféré saisir l'occasion d'une nouvelle fortune, qui lui semblait aussi assurée que la première lui avait paru l'être au moment où il s'y était attaché.

S'il a eu quelques motifs particuliers pour prendre ce parti, je ne les ai point connus.

Le corps du maréchal Oudinot, qui était dans la direction de Glogau, se concentra et prit sa direction

(1) Jomini était colonel chef d'état-major du maréchal Ney pendant les campagnes de 1806 et 1807, ce qui lui valut le titre de baron. En 1808, il suivit le maréchal Ney en Espagne. En 1810 il fut promu général de brigade et nommé historiographe de l'empereur : c'est en cette qualité qu'il reçut, au commencement de la campagne de 1812, la mission d'écrire l'histoire de la Grande Armée : gouverneur de Wilna et de Smolensk, il déploya la plus grande activité pendant la retraite de Russie ; puis, après la bataille de Lutzen, il rentra dans l'état-major du maréchal Ney. Mis en non activité par Napoléon, et aigri par cette mesure, Jomini, après l'armistice de Plesswitz, quitta secrètement le drapeau français, passa du côté des alliés, et fut attaché à l'empereur Alexandre qui le nomma lieutenant général. Jomini était suisse de naissance ; il était âgé de 90 ans lorsqu'il mourut à Passy le 24 mars 1869, dans une villa qu'il habitait depuis son retour en France, en 1855. (D. L.)

par Cotbus, Enbenau et Kœssen ; il avait avec lui le corps saxon commandé par le général Reynier, et celui du général Bertrand ; le tout faisait un total de plus de quatre-vingt mille hommes, qui devaient marcher sur Berlin, et attaquer le corps ennemi qui était commandé par Bernadotte, arrivé depuis peu avec ses Suédois ; il avait avec lui le corps du général prussien Bulow, et beaucoup de milices de cette nation avec quelques troupes russes. On évaluait ce corps à une centaine de mille hommes ; il était posté à quelques lieues en avant de Potsdam.

Le corps du maréchal Macdonald se concentra dans les environs de Lœwemberg en Silésie, sur le Bober : il avait avec lui le corps du général Lauriston. Les corps des maréchaux Marmont et Mortier se concentrèrent dans les environs de Dresde, ainsi que le corps organisé avec des troupes nouvellement arrivées, et qui étaient commandées par le maréchal Gouvion Saint-Cyr, aussi nouvellement arrivé à l'armée.

Le maréchal Augereau avait été envoyé avec une seule division en Bavière pour soutenir le corps bavarois qui s'était organisé dans l'Inn-Firteld, après la déclaration de guerre des Autrichiens à laquelle on s'était attendu (1).

Je ne me souviens pas où était le maréchal Victor, je crois qu'il était sur la rive gauche de l'Elbe, dans la direction de Vittenberg ou de Torgau, mais il se réunit aussi à Dresde. Le général Vandamme commandait le corps qu'avait primitivement le maréchal Davout, lequel venait d'être envoyé à Hambourg

(1) Je prie le lecteur de considérer que je ne parle sommairement des événements militaires que parce qu'ils font partie de l'époque dont j'écris l'histoire. N'ayant plus été à l'armée depuis 1809, je ne puis prononcer sans appel sur tout ce qui est mouvement d'armée ; je renvoie mes lecteurs que cela peut intéresser aux auteurs militaires qui ont traité avec la plus scrupuleuse exactitude des mouvements de nos troupes en 1812, 1813, 1814 et 1815. Placé comme je l'étais alors, je n'ai pu en apercevoir que les conséquences sur l'opinion publique. *(Note de l'édition originale).*

comme gouverneur général, et où l'empereur avait de grands projets ; le maréchal Davout avait avec lui les troupes danoises, et de nombreux détachements de conscrits venus de France, dont il fit un magnifique corps d'armée.

Depuis la nouvelle occupation de Hambourg par nos troupes, on avait mis cette portion de territoire hors du régime constitutionnel ; on s'est beaucoup élevé contre cette mesure, mais l'on n'a pas considéré qu'elle ne fut prise que pour retenir les peuples de ces contrées dans l'obéissance, et arrêter des projets d'insurrection. L'empereur avait le projet d'ouvrir les hostilités en pénétrant dans la Silésie, puis en Bohême, où les trois armées combinées étaient amoncelées, et formaient une multitude si considérable, qu'il fallait un grand talent et une grande habitude du mécanisme des masses pour être en état de deployer tous les moyens qu'offraient celles de cette armée.

Les militaires, de quelque nation qu'ils soient, qui ont fait la guerre d'Italie, ainsi que celles de 1805 et de 1807, doivent convenir que si l'empereur avait eu en Saxe une armée composée de soldats aguerris et rompus à la marche, comme l'étaient ceux qui l'ont suivi dans ces immortelles campagnes, il eût dispersé toutes les armées autrichienne, russe et prussienne, en très peu de temps. Il les aurait obligées à manœuvrer sans cesse, et à cette partie-là les Français auraient infailliblement été les plus forts ; malheureusement il n'avait que des soldats peu exercés, et nullement formés à la marche, aussi la fortune l'abandonna-t-elle bien vite.

Il ne laissa sur la rive gauche de l'Elbe que le corps du maréchal Saint-Cyr, qui se plaça à Pirna pour couvrir Dresde, que l'on avait fortifié par six bonnes redoutes.

Pendant qu'il faisait marcher le corps du maréchal Oudinot sur Berlin, il se porta avec le reste de son armée, par Dresde et Bautzen, sur le Bober : mais à peine était-il arrivé à Lœwemberg, qu'il eut connaissance du mouvement qu'avaient fait les

armées ennemies : elles étaient passées de Silésie en Bohême, par Schweidnitz, et avaient pris la route de Tœplitz et de Peterswald, pour se porter sur Dresde par la rive gauche de l'Elbe. Le maréchal Saint-Cyr, qui était à Pirna, s'était retiré dans la ville, dont il garnissait l'enceinte. L'empereur ramena toute l'armée sur Dresde à marches forcées, excepté le corps de Macdonald, qu'il laissa sur le Bober. Le 26 août (1813), il parut à Dresde au moment même où les ennemis forçaient les redoutes dont il avait entouré la ville.

Il était temps que l'armée arrivât. Elle déboucha, attaqua sur-le-champ, reprit les redoutes qui avaient été emportées et se déploya en avant de Dresde. Ce fut la jeune Garde qui frappa ce coup de vigueur. L'armée se plaça le soir, ainsi que pendant la nuit du 26 au 27 août, de la manière suivante : Son aile droite, où se trouvaient les corps des maréchaux Ney et Victor, était à la droite de Dresde, adossée à l'Elbe, et ayant en réserve toute la Garde ainsi que la cavalerie. Dresde formait le centre de la position. L'aile gauche avait la route de Pirna en avant de son front, appuyant la droite à Dresde. Cette aile gauche était composée des corps de Vandamme et de Saint-Cyr, et, je crois, du maréchal Marmont.

L'armée ennemie formait la circonvallation parfaite ; les Russes ainsi que les Prussiens composaient sa droite, la gauche était presque entièrement formée d'Autrichiens.

CHAPITRE XIV

Bataille de Dresde. — Mort du général Moreau. — Retraite des alliés. — Echec du corps de Vandamme. — Ce général est fait prisonnier. — Revers. — L'empereur est forcé de changer ses premières combinaisons. — La fortune cesse de nous être favorable. — Marche du maréchal Augereau. — Défection de la Bavière. — Irruption des alliés en Saxe. — Mouvement de l'empereur. — Bataille de Leipzig. — Défection des Saxons. — Passage de l'Elster. — Mort du prince Poniatowski.

Le 27 août, l'empereur fit commencer l'attaque par son aile droite, où j'ai dit qu'était placée toute sa cavalerie. Il fit déborder l'extrême gauche des Autrichiens, et en remontant la ligne de circonvallation que formait cette immense armée ennemie, il combattit avec des forces supérieures chacune de ses parties, sans que les masses énormes par lesquelles elles auraient pu être secourues se missent en mouvement. Le bonheur voulut encore que le temps, qui était couvert, amenât un orage qui versa des torrents de pluie, au point que le feu de la mousqueterie ne prenait pas. On profita de cette circonstance pour faire charger toutes les masses ennemies par notre cavalerie, qui n'était presque composée que de très jeunes gens. Elle les rompit et fit autant de prisonniers que l'on en avait fait dans nos plus brillantes batailles.

C'est dans cette journée que le général Moreau, qui suivait l'empereur Alexandre, eut les deux cuisses emportées d'un coup de canon (1). On a prétendu que cet accident lui était arrivé en portant un ordre

(1) C'est sur les hauteurs de Leubdiz, dès le commencement de l'action, et à la première salve des batteries de la Garde.

de l'empereur de Russie, mais je n'ai pas entendu deux versions semblables à ce sujet. Ce n'est pas la mort du général Moreau qui mit du désordre dans l'armée ennemie, elle ne contraria qu'une partie des projets de l'empereur de Russie, qui substitua bientôt une autre idée à celle qu'il avait eue en appelant le général Moreau près de lui.

Nous avions si bien profité du moment de l'orage pour nous étendre et prendre une position qui non seulement débordait la gauche des ennemis, mais qui de plus nous permettait de côtoyer toute leur ligne par derrière, qu'ils furent obligés de changer leur position ; c'est alors que le désordre se mit parmi leurs innombrables colonnes. Elles prirent le mouvement qu'on leur faisait faire pour un mouvement de retraite, qui, du reste, paraissait commandé par le revers qu'elles venaient d'essuyer.

Les chemins, naturellement mauvais dans ce pays, étaient devenus impraticables ; la pluie avait surtout gâté les traverses. Les différentes colonnes ennemies étaient trop éloignées du défilé de Peterswald dont nous étions maîtres, et notre cavalerie les suivait de si près qu'elle ne leur laissa pour rentrer en Bohême que des défilés pénibles et jusqu'alors peu pratiqués. Les alliés perdirent un matériel énorme en voitures de toute espèce, et un personnel considérable, puisque nous comptâmes trente-deux ou trente-trois mille prisonniers de guerre. Jusque-là tout allait à merveille.

Lorsque l'armée ennemie fit son mouvement de retraite, les corps qui composaient sa droite étaient trop éloignés des défilés de la Bohême pour qu'ils pussent y arriver sans tomber dans les mains de notre cavalerie qui côtoyait déjà l'armée ennemie en la

qu'un boulet lui avait emporté les deux jambes. Transporté à Lahn, petite ville de Bohême, Moreau y expira le 2 septembre. Son corps fut embaumé par ordre de l'empereur Alexandre et porté à Saint-Pétersbourg. On sait que le roi Louis XVIII fit déposer le bâton de maréchal sur le tombeau de Moreau, comme récompense au transfuge qui avait porté les armes contre sa patrie. (D. L.)

remontant derrière sa gauche ; mais ils étaient assez près du défilé de Pirna pour qu'il ne fût pas déraisonnable, de la part du général ennemi, de leur ordonner de se retirer par ce point. Il n'y en eut que deux qui purent y arriver : le premier était composé de Russes sous les ordres du général Osterman-Tolstoi, qui tenait l'extrême droite de l'armée ennemie ; le deuxième était composé de Prussiens sous les ordres du général Kleist, qui était à la gauche de celui du premier.

L'empereur, en voyant le mouvement rétrograde des armées ennemies, avait bien pensé qu'une bonne partie de leurs troupes, c'est-à-dire leur droite, ne pouvait rentrer en Bohême que par Peterswald. Il avait en conséquence ordonné le mouvement suivant. Son extrême gauche était, comme l'on sait, composée du corps de Vandamme. Il avait à sa droite le maréchal Saint-Cyr, et celui-ci à la sienne le maréchal Marmont, qui s'appuyait sur Dresde. Ces trois corps avaient l'Elbe derrière, et la route de Pirna à Dresde devant eux.

L'empereur ordonna à ces trois corps de marcher par leur gauche et de suivre la route de Pirna. Le général Vandamme se trouvait ainsi en tête ; il était suivi par le maréchal Saint-Cyr, qui lui-même l'était par le maréchal Marmont.

La tête de cette colonne ne put arriver au défilé de Peterswald, que lorsque le corps russe du général Tolstoi l'eut passé ; mais le général Vandamme, ne pouvant se persuader qu'il ne serait pas suivi, ne balança pas à entrer dans le défilé et à suivre le corps du général russe. Malheureusement, en descendant ainsi en Bohême, il ne fit pas garder le défilé de Peterswald, qu'il laissait derrière lui ; à la vérité, il comptait sur la marche du maréchal Saint-Cyr et du maréchal Marmont qu'il dit avoir prévenus du mouvement qu'il faisait en avant. Mais n'importe qui a failli dans cette occasion, le fait est que Vandamme ne fut pas soutenu, et que le défilé étant ainsi resté libre, le corps du général Kleist, qui suivait celui du général Osterman, passa, sans se

douter de cette circonstance, entre le corps du maréchal Saint-Cyr et celui du général Vandamme, qui se trouvait ainsi en avant de lui. On entendit bientôt le canon ; c'était le général Vandamme qui était aux prises avec le général Osterman, et qui, pendant le plus fort de l'action, vit déboucher derrière lui des troupes qu'il prit d'abord pour celles du maréchal Saint-Cyr, mais par lesquelles il ne tarda pas d'être attaqué. Ne pouvant s'expliquer comment cela avait pu arriver, il fit ses dispositions pour se défendre en avant et en arrière, ce qui l'affaiblit sur tous les points à la fois. Le moral de ses jeunes soldats n'était pas à la hauteur d'une position aussi difficile, il les forma vainement en carré ; il fut enfoncé, perdit son artillerie avec sept ou huit mille prisonniers, parmi lesquels il était lui-même. Le reste s'éparpilla, gagna les bords de l'Elbe à la faveur des bois, et rejoignit l'armée (1).

On marcha tant que l'on put au bruit du canon du général Vandamme ; mais on ne put pas arriver avant sa défaite, et voilà comment le corps prussien du général Kleist, qui aurait dû être pris, décida la dispersion de celui de Vandamme ; chose qui ne serait pas arrivée, si, au lieu de descendre en Bohême, ce général était resté au défilé de Peterswald, où il aurait intercepté les Prussiens, ou si, lorsqu'il

(1) Cette bataille de Kulm, qui eut lieu le 30 août, coûta a l'armée française plus de 10,000 hommes, dont 3,000 tués, 7,000 prisonniers, y compris les blessés, toute son artillerie et ses bagages ; Vandamme et les généraux Haxo et Guyot, tous trois blessés furent faits prisoniners. Le général Vandamme fut d'abord conduit à Prague où il fut reçu par l'empereur de Russie, et ensuite transféré au nord de Kazan, à vingt lieues de la Sibérie. Il y resta jusqu'en 1814, revint en suite en France, où il reprit du service à l'époque du retour de l'empire, et fit la campagne de 1815. Forcé de s'expatrier pour se soustraire aux ordonnances de Louis XVIII, Vandamme se réfugia d'abord à Gand, puis en Amérique, d'où il ne revint en Europe que plusieurs années après. Rentré en France, il se retira à Cassel sa ville natale, et c'est là qu'il mourut le 15 juillet 1830. (D. L.)

eut fait son mouvement, le maréchal Saint-Cyr fût venu le remplacer.

Lorsqu'on vint annoncer cet événement à l'empereur, il était à Dresde, tourmenté par des coliques violentes que lui avait occasionnées la pluie froide qu'il avait reçue sur le corps pendant toute la bataille du 27. Il en eut de l'humeur, mais le mal était sans remède : il ordonna à son aide de camp, le comte de Lobau, de prendre le commandement des débris du corps du général Vandamme. On rassembla quinze à vingt mille hommes ; on les réarma, on les équipa, et en très peu de temps ce corps se trouva remis, au moral, de la perte qu'il avait éprouvée. Elle n'aurait eu qu'un bien faible effet sur le reste de la campagne sans deux événements qui la suivirent coup sur coup.

La bataille de Dresde avait eu des effets si surprenants, que l'empereur avait songé à leur donner toute la suite que rendait possible le vaste plan sur lequel les opérations des alliés paraissaient basées. Les masses énormes de leurs troupes rentraient en Bohême par des chemins déjà difficiles, et gâtés par le mauvais temps. Elles ne pouvaient y arriver qu'en désordre, et, avant que toute cette multitude eût été ralliée et réformée d'après un nouveau plan, l'initiative des mouvements ne pouvait lui être contestée.

Avant le malheur arrivé à Vandamme, il voulait marcher lui-même par la route de Pirna avec le corps de ce général, ceux de Saint-Cyr et de Marmont, qu'il aurait fait suivre par la Garde ; de cette manière, il serait arrivé, avec la plus grande partie de l'armée, sur n'importe quel point de l'intérieur de la Bohême, longtemps avant la réunion des colonnes ennemies. De plus, il entrait en communication naturelle avec le corps du maréchal Macdonald, qui était resté sur le Bober. Si ce mouvement eût réussi, il aurait été bientôt suivi d'un événement de guerre qui aurait surpassé tout ce que l'empereur avait fait jusqu'alors, et ses ennemis eussent éprouvé une défaite d'autant plus grande, que leur nombre

les rendait moins mobiles. Mais le temps qu'il fallut pour réorganiser le corps du général Vandamme fit perdre des moments précieux que les ennemis mirent à profit.

La fortune avait cessé de nous être favorable. Le maréchal Macdonald, qui avait reçu ordre de déboucher du Bober, et de passer cette rivière, éprouva un échec encore plus grave que celui de Vandamme : il fut obligé de se retirer en désordre, ayant perdu beaucoup de monde ainsi qu'un matériel d'artillerie énorme.

Le maréchal Oudinot avait reçu ordre de se porter sur Berlin, qui était couvert par le corps du général Bulow, lequel venait d'être rejoint par les Suédois, commandés par Bernadotte (1.)

Le maréchal Oudinot avait avec lui les corps du général Bertrand et du général Reynier, qui commandait les Saxons : il avait encore d'autres troupes ; son corps dépassait quatre-vingt mille hommes : il marcha jusque près de Potsdam. Le général Reynier faisait tête de colonne : il rencontra les ennemis, et les attaqua, à ce que l'on dit, assez précipitamment, afin d'agir hors de l'influence de son général en chef, ce qui était devenu un peu trop ordinaire dans l'armée. Mais toujours est-il vrai que le maréchal Oudinot aurait pu et dû arriver plus tôt sur le champ de bataille. C'était à lui à empêcher le général Reynier de s'engager seul, ou à le faire soutenir par ses autres corps, une fois qu'il fut engagé. Au lieu de cela, il ne fit rien : Reynier combattit avec ses seuls Saxons contre tout le corps de Bulow. Ses troupes, voyant qu'elles étaient inhumainement sacrifiées sans qu'on s'occupât à les appuyer, plièrent bientôt, et prirent la fuite. On essaya de les rallier, on voulut faire donner les troupes du général Bertrand ; mais le mouvement était imprimé, la confusion fut bientôt extrême. Le maréchal Oudinot éprouva des pertes considérables en tout genre, et fit à la hâte sa re-

(1) 4 septembre 1813.

traite sur l'Elbe, dans la direction de Torgau. Il vint jusque sous le canon de cette place.

Ce funeste événement, arrivé en même temps que celui qu'avait éprouvé le maréchal Macdonald, dérangea totalement les projets de l'empereur. Au lieu de chercher à profiter des succès de la journée du 27, il fallut songer à défendre la rive droite de l'Elbe.

L'empereur répara les pertes du maréchal Oudinot en le faisant joindre par des troupes que lui conduisit le maréchal Ney, qui était dans les environs de Wittenberg. Ce maréchal prit le commandement de tout ce corps, nouvellement réorganisé ; il reporta en avant son armée, qui n'était pas encore remise du coup qu'elle avait essuyé : son mouvement coïncidait avec celui que l'empereur faisait lui-même sur le Bober, où il s'était porté avec la meilleure partie de l'armée pour réparer l'échec qu'y avait reçu le maréchal Macdonald.

Si ces deux mouvements avaient réussi, la conséquence raisonnable qui aurait pu en résulter aurait été d'obliger la majeure partie des forces des alliés, qui étaient en Bohême, de repasser en Silésie pour venir s'opposer à l'empereur ; mais la fortune en ordonna autrement.

Les choses allaient bien sur le Bober où l'empereur s'était porté de sa personne, lorsqu'un nouveau malheur, arrivé au maréchal Ney, vint encore lui faire abandonner ses premiers projets.

Le maréchal, ne consultant que son ardeur, marcha droit devant lui sur une très grande profondeur ; il fut attaqué pendant son mouvement, tant en tête que par son flanc gauche, sur lequel Bulow donna avec ses Prussiens (1). Il rompit ainsi la ligne d'opérations du maréchal Ney, et y mit un tel désordre, que toute cette armée revint à la hâte sur l'Elbe, d'où elle était à peine partie : elle éprouva une perte encore plus grande que la première fois. Cet événement ramena l'empereur sur Dresde, et l'obligea d'abandonner toute espèce de plan d'opérations sur la rive

(1) Bataille de Juterbogk, 6 septembre.

lroite de l'Elbe pour concentrer ses troupes sur la rive gauche. Il avait toujours ses places situées sur e cours de ce fleuve et espérait former quelque combinaison nouvelle pour améliorer une situation de choses que cette suite d'accidents avait successivement aggravée. Il se trouvait dans la même position que Frédéric dans sa dernière campagne ; mais il était moins heureux que ce grand roi, en ce que là où il n'était pas en personne on n'éprouvait que des revers, tandis que Frédéric avait quelques généraux qui savaient gagner des batailles.

Le moral était rentré dans l'armée ennemie qui s'accroissait de tous les revers partiels de la nôtre. L'empereur n'avait plus de troupes à appeler à lui, et celles qu'il avait commençaient à souffrir des privations de vivres, qui devenaient plus rares à mesure que le cercle du terrain qu'elles occupaient se rétrécissait.

Depuis la bataille du 27, l'empereur avait songé à appeler à lui le peu de troupes françaises qui, sous les ordres du maréchal Augereau, étaient réunies à l'armée bavaroise sur les bords de l'Inn. Ces troupes formaient deux petites divisions. Si les succès de la bataille gagnée à Dresde le 27 rendaient leur présence insuffisante sur l'Inn, les revers dont elle fut suivie rendaient impérieux l'appel de ces troupes à l'armée ; sans ces revers, la réunion des deux divisions du maréchal Augereau à la Grande Armée eût été une imprévoyance, parce qu'indubitablement les ennemis auraient été obligés de se renforcer de tout le corps autrichien qui était commandé par le général Frimont dans les environs de Linz et de Wels aux frontières de la Bavière. Alors l'armée française et bavaroise combinée sur l'Inn devenait inutile. L'arrivée de cette petite armée fit beaucoup de bien, mais n'était pas, à beaucoup près, proportionnée au besoin que l'on éprouvait partout de voir paraître de quoi ranimer les espérances.

Son départ livra la Bavière aux intrigues qui l'agitaient. Le général de Wrede, fortement appuyé par les opinions du prince royal de ce pays, se

trouva affranchi de toute contrainte, jeta l'effroi partout, et bientôt la nouvelle de nos désastres, qui y arriva promptement, détermina ce pays à suivre le parti que lui commandait notre mauvaise fortune. Je reviendrai sur ce point tout à l'heure.

L'empereur était avec toute son armée sur la rive gauche de l'Elbe, menaçant toujours de porter l'offensive sur la rive droite, lorsque toute la grande armée ennemie sortit une seconde fois de la Bohême, où on avait été obligé de la laisser se réorganiser, au lieu d'aller la disperser comme cela avait été le premier plan de l'empereur.

Elle entra en Saxe, et vint, par l'intérieur de ce pays, occuper toutes les communications que l'empereur pouvait avoir avec la Saale et Leipzig ; elle s'étendait beaucoup par sa gauche pour donner la main au corps de Bernadotte, qui, après avoir battu le maréchal Ney, avait passé l'Elbe un peu au-dessus de Magdebourg. La grande armée ennemie exécuta cette marche en évitant toute espèce d'action entre elle et l'armée que commandait l'empereur. Si ce prince était resté sur les bords de l'Elbe, l'armée ennemie eût effectué son mouvement sans coup férir, et l'eût infailliblement affamé dans son camp, en le resserrant successivement, et en évitant les batailles, ce qu'elle pouvait faire, puisque ses derrières étaient libres.

L'empereur, pour déjouer ce projet, quitta les bords de l'Elbe et vint se placer en avant de Leipzig, ayant l'Elster à dos ; et comme il ne cherchait qu'une bataille générale, à la suite de laquelle il voulait reprendre tous les projets qu'il avait après celle de Dresde, il laissa le corps du général Saint-Cyr à Dresde, ainsi que de bonnes garnisons dans Torgau et Wittenberg.

A la guerre, les plus vastes combinaisons sont taxées d'extravagances, lorsqu'elles ne sont pas couronnées par le succès : il faut réussir, c'est là la condition indispensable. Mais, quelle que soit la sévérité du jugement de l'histoire sur les événements de cette époque, il est juste de dire que, si cette

célèbre bataille de Leipzig avait été gagnée par l'empereur comme l'avait été celle de Dresde, rien ne s'opposait à ce qu'il remarchât vivement sur cette place, ou sur un des autres points qu'il occupait sur l'Elbe, selon la direction que l'armée ennemie aurait donnée à sa retraite. Placé par cette manœuvre sur la corde de l'arc que les ennemis auraient eu à parcourir pour arriver à un appui qui ne pouvait se trouver qu'en Bohême, rien, dis-je, ne s'opposait à ce que l'empereur y arrivât avant eux, et ne réparât par un coup d'éclat tous les malheurs de cette campagne. Si cela était arrivé ainsi, on aurait manqué d'expressions pour le louer, et il n'y a nul doute qu'avec l'armée d'Austerlitz et l'espèce de troupes qu'il eut jusqu'à la fatale année de 1812, il eût vu son audacieuse conception couronnée du succès qu'elle méritait. Quant à moi qui l'ai servi dans les glorieuses années de sa carrière, je ne me permets de blâmer son entreprise à Leipzig que parce qu'il jouait sa dernière ressource ; je voyais bien ce qu'il pouvait gagner, mais je ne le trouvais pas proportionné à ce qu'il courait le risque de perdre, surtout ayant des troupes médiocres, et ayant déjà appris la guerre à ses ennemis. Néanmoins beaucoup de considérations étaient en sa faveur (1).

En se retirant de Dresde à Leipzig, il avait emmené avec lui le roi de Saxe et sa famille. Les princes qui composaient la Confédération du Rhin étaient

(1) Le 7 octobre, après avoir pris toutes les mesures nécessaires pour détruire les fortifications de la ville, si l'évacuation en devenait indispensable, et assurer la retraite de la garnison sur Torgau, l'empereur quitta définitivement Dresde où il ne devait plus rentrer. Le roi de Saxe, la reine, la princesse Augusta, toujours fidèles à leur alliance avec la France, voulurent accompagner Napoléon, malgré les dangers de la guerre. L'Empereur arriva le 8 à Wurtzen, où se trouvait déjà sa Garde, ainsi que les trois corps d'infanterie, et le 9 à Eilenburg. Il fut rejoint peu d'instants après par le maréchal Ney, avec les 4e et 7e corps qui s'étaient repliés sur Delitsch. La réunion de ces différents corps portaient les forces de Napoléon à 125,000 combattants. (D.L.)

ébranlés, mais aucun n'avait encore abandonné son alliance ; il recevait au contraire de leur part des assurances d'un constant attachement dans sa mauvaise comme dans sa bonne fortune. En se retirant de la Saxe, il perdait d'abord l'armée de ce pays, et avec elle successivement les contingents de tous les autres, dont les armées alliées se seraient grossies, c'est-à-dire que le résultat de sa retraite eût égalé les pertes de la bataille sans en entraîner aucune pour l'ennemi.

Bien plus, s'il s'était retiré, tout ce qu'il avait laissé sur l'Elbe était perdu. Un malheur de la situation de l'empereur, c'est que, parmi tant de guerriers éprouvés sur les champs de bataille, dans mille occasions difficiles, pas un ne s'est élevé jusqu'aux hautes conceptions à l'exécution desquelles ils ont si noblement concouru.

Pendant qu'après la perte de la bataille de Leipzig l'empereur ramenait les débris de son armée vers le Rhin, il y avait dans Dresde trente mille hommes, dans Torgau et Wittenberg vingt-cinq mille au moins, dix à douze mille dans Magdebourg, plus de trente mille dans Hambourg. Tout ce monde devint inutile, on n'en tira aucun parti.

Malgré toutes les considérations qui semblaient porter l'empereur à risquer encore le sort des armes dans une bataille rangée, l'on ne peut penser, lorsqu'on l'a connu particulièrement, qu'il ne l'eût pas évitée s'il avait été informé par sa diplomatie, comme il devait l'être, que tout ce qu'il pouvait craindre, soit après l'avoir perdue, soit en se retirant sans la livrer, était déjà arrivé d'un côté, et se préparait de l'autre.

Assurément, s'il avait su qu'aussitôt le départ des divisions du maréchal Augereau des bords de l'Inn, l'armée bavaroise avait ouvert des communications avec l'armée autrichienne, et que, par suite des fâcheux effets que nos malheurs avaient produits sur les princes confédérés d'Allemagne, le gouvernement bavarois, oubliant tout ce qu'il devait à l'empereur, avait signé presque aussitôt un traité d'alliance avec

l'Autriche ; s'il avait su qu'en conséquence de ce traité les trois divisions bavaroises qui, quelques jours auparavant, étaient campées à côté de celles du maréchal Augereau, s'étaient aussitôt mises en mouvement avec l'armée autrichienne qui leur était opposée, pour venir à marches forcées lui couper la retraite par la rive gauche du Mein, qu'elles passèrent à Asschaffembourg, il eût sans doute regardé comme inutile de combattre pour prévenir ce qui était déjà effectué. Il fut on ne peut pas plus mal servi sous ce rapport pendant toute la campagne (1).

Il y avait encore dans l'armée même une division bavaroise, sur laquelle il n'était plus permis de compter. Mais ce qui ne peut s'expliquer, c'est que ses agents diplomatiques lui aient laissé ignorer que toutes les Cours des princes confédérés se communiquaient déjà leurs intentions réciproques, en sorte

(1) Après une longue résistance aux intrigues du Cabinet de Vienne et aux demandes de ses propres ministres, le roi de Bavière venait enfin de se laisser entraîner vers la coalition et de permettre la jonction de son armée aux troupes alliées. Le traité d'alliance, arrangé d'avance au quartier général de Reid, entre les généraux de Wrede et de Reuss-Plaüen, avait été signé le 8 octobre. Ce qu'il y avait de plus déplorable dans cet événement, c'est que la défection de la Bavière, jusque là l'alliée intime de la France à laquelle elle devait son agrandissement, allait forcément entraîner celle de Bade, du Wurtemberg et de Darmstadt, dont les contingents servaient encore dans les rangs de Napoléon, et dégarnir les frontières de l'empire depuis Huningen jusqu'à Mayence. Le flanc de l'armée française était également mis à découvert, et rien ne s'opposait plus à ce que les troupes autrichiennes passassent l'Inn, ralliassent les quarante mille hommes du général de Wrede et vinssent intercepter les communications de la France avec la Grande Armée ! Par cette malheureuse défection, le beau plan de Napoléon devenait inexécutable : il ne s'agissait plus de porter la guerre sur la rive droite de l'Elbe, mais de se rapprocher à l'instant de la ligne d'opération de Leipzig, afin d'y prévenir la réunion des trois armées alliées et par conséquent d'éviter d'être coupé de la France. Toutes les troupes déjà en marche vers l'Elbe furent rappelées sur le champ, et, le 15, au point du jour, le centre et la droite (ancienne gauche) se portèrent sur Leipzig.

que le parti de chacune d'elles était pris ; il ne leur fallait que l'occasion d'éclater sans trop se compromettre.

L'armée saxonne, qui était campée avec la nôtre, était travaillée sourdement, et montrait les dispositions les plus hostiles ; il n'y avait que les Polonais qui fussent inébranlables. Ils restaient ce qu'ils avaient constamment été, toujours prêts à verser leur sang pour celui auquel ils s'étaient attachés.

Les fonctionnaires qui, par état, devaient avoir un œil vigilant sur ces relations, sont bien à plaindre d'avoir été abusés, ou bien coupables de n'avoir pas tout bravé pour découvrir ces pénibles vérités, et n'avoir pas averti du danger que l'on courait. On avait l'habitude de se retrancher derrière l'empereur, il était le remède et la consolation à tout : personne ne l'aidait, il fallait qu'il pensât, devinât et agît pour tous.

Il vit cependant, quelques jours avant la bataille, toutes les chances défavorables qu'il avait à la livrer. Mais il n'était plus possible de l'éviter : d'une part, l'armée ennemie s'était tellement avancée, qu'une marche de retraite eût été bien difficile, quoiqu'elle n'eût jamais été comparable à la défaite qui suivit la fatale journée de Leipzig : on ne dérange pas aisément le plan d'opérations d'une armée entière, pour la faire agir dans un sens diamétralement opposé à ce que l'on avait projeté : il eût fallu pouvoir disposer de quelques jours, pour tenter de retirer au moins ce que l'on avait laissé sur l'Elbe ; et déjà les heures que la fortune se lassait de nous accorder étaient comptées. Je n'étais pas à l'armée, et n'ai su que sommairement les incidents et les résultats de la bataille de Leipzig, dont les suites ont été immenses. L'empereur avait pris position en avant de la place, avec le projet de prendre l'offensive dans l'attaque, aussitôt que les armées ennemies se seraient assez approchées pour lui faciliter l'exécution de ses vues, qui demandaient une grande rapidité de mouvements décisifs. Mais indépendamment de ce que les incidents dont je viens de parler appor-

tèrent une grande différence entre ce qu'il voulait entreprendre et ce qu'il lui fut possible d'exécuter, il eut encore le désavantage d'être prévenu dans l'attaque.

La veille du jour décisif, il y eut un combat extrêmement meurtrier qui acheva la destruction du maréchal Ney. Les troupes y combattirent avec leur valeur accoutumée, mais elles épuisèrent cette dose de moral dont les courages les plus héroïques même ont toujours besoin. Enfin dans l'événement qui suivit, elles furent mises dans un état de décomposition complet. L'armée fit son devoir, mais elle fut écrasée par le nombre, et surtout par une quantité prodigieuse d'artillerie. Cette méthode avait été introduite dans les armées depuis la guerre de 1809, où l'espèce médiocre des troupes que nous avions avait obligé d'y suppléer par le nombre de pièces de canon. L'artillerie fut augmentée au point que, sur le champ de bataille de Wagram, nous eûmes jusqu'à sept cent cinquante-six bouches à feu, y comprenant les pièces de position qui avaient protégé le passage du Danube (1).

Les ennemis, qui depuis plusieurs années imitaient l'empereur en tout, avaient aussi accru leurs forces dans cette arme : comme lui, ils avaient pris l'habitude de réorganiser l'artillerie étrangère, et de la faire servir sur le champ de bataille, en sorte que celle que les trois puissances déployèrent à Leipzig surpasse l'imagination.

Le grand usage de cette arme terrible rend en général les batailles peu décisives ; mais lorsqu'elle est appuyée par une forte cavalerie, comme l'était celle que les puissances alliées déployèrent, elle devient un moyen de victoire assuré, surtout lorsqu'il est question de combattre en force double une armée qui a une rivière à dos, comme l'avait l'armée française à Leipzig.

(1) Je tiens ce détail du général La Riboisière, qui commandait l'artillerie de l'armée en 1809. (*Note de l'édition originale*).

Dans l'affaire qui avait eu lieu la veille ou l'avant-veille, on avait fait prisonnier le général autrichien Merveldt (1) ; l'empereur le reçut au bivouac, eut avec lui un long entretien, et le renvoya avec des propositions pacifiques. Il était trop tard, les ennemis avaient la conscience de leurs forces ; ils voyaient que la fortune nous avait tout-à-fait abandonnés. Ils ne pouvaient plus craindre un revers, particulièrement les Russes, dans les bras desquels toutes les puissances d'Allemagne s'étaient jetées ; une victoire leur livrait le monde, tandis qu'une bataille perdue n'entraînait que des résultats médiocres, attendu la disproportion du nombre qu'il y avait entre eux et nous.

Il n'y a nul doute que si l'empereur avait eu avec lui les corps qu'il avait laissés sur l'Elbe, il aurait

(1) Le 16 octobre, à la bataille de Wachau. Ce jour là, dès neuf heures du matin, la grande armée alliée déboucha sur nous. Elle opérait constamment pour s'étendre sur sa droite. On vit d'abord trois grosses colonnes se porter, l'une le long de la rivière de l'Elster, contre le village de Dœlitz ; la seconde contre le village de Wachau, et la troisième contre celui de Liebertwolkwitz. Ces trois colonnes étaient précédées par 200 pièces de canon. L'empereur fit aussitôt ses dispositions. A dix heures, la canonnade était des plus fortes, et à onze heures les deux armées étaient engagées aux villages de Dœlitz, Wachau et Liebertwolkwitz. Ces villages furent attaqués six à sept fois ; l'ennemi fut constamment repoussé. A midi la sixième attaque de l'ennemi avait été repoussée ; on était maître des trois villages. Au même moment, Macdonald débouchait par Holzhausen, se portant sur une redoute de l'ennemi, que le général Charpentier enleva au pas de charge, en s'emparant de l'artillerie. Le moment parut décisif à l'empereur ; il ordonna au maréchal Oudinot de se porter sur Wachau avec deux divisions de la Garde. Il ordonna également au maréchal Mortier de se porter sur Liebertwolkwitz avec deux autres divisions de la jeune Garde, et de s'emparer d'un grand bois qui est sur la gauche du village. En même temps il fit avancer sur le centre une batterie de 150 pièces de canon, que dirigea le général Drouot ! L'ensemble de ces dispositions eut le succès qu'on en attendait. L'artillerie ennemie s'éloigna. L'ennemi se retira, et le champ de bataille resta en entier aux Français. (D. L.)

abandonné l'Allemagne. Il a fallu qu'une suite d'incidents fâcheux le missent dans la nécessité de jouer le tout pour le tout, ce qu'il n'a jamais fait depuis les premières époques de sa gloire.

Les ennemis attaquèrent l'armée en avant de Leipzig, je crois, le 18 octobre ; le feu fut meurtrier. On fit de part et d'autre des prodiges de valeur. Ils devaient surprendre davantage de la part des troupes françaises, dont les plus vieux corps étaient les cohortes des gardes nationaux, qui avaient été mobilisées et mises en campagne depuis le mois de mars. La cavalerie n'était non plus composée que de recrues ; les hommes et les chevaux étaient aussi neufs les uns que les autres ; il n'y avait que l'artillerie qui fût en bon état. Quel que fût néanmoins l'appui qu'elle tirait de cette arme, l'armée n'eût pas résisté quelques heures à une attaque aussi vigoureuse sans la présence de l'empereur, qui se reproduisait partout.

Ls ennemis étaient si nombreux, qu'ils apercevaient à peine les pertes qu'ils essuyaient. Leurs masses nous pressaient dans tous les sens ; la victoire ne pouvait leur échapper. Elle aurait cependant été plus indécise sans la défection des Saxons. Au milieu de la bataille, ces troupes s'ébranlèrent, marchèrent à l'ennemi comme si elles eussent voulu l'attaquer, et, faisant tout-à-coup volte-face, elles ouvrirent un feu violent d'artillerie et de mousqueterie sur les colonnes à côté desquelles elles combattaient quelques instants auparavant. Je ne sais à quelle page de l'histoire il faudrait remonter pour trouver un semblable trait. Cet événement apporta tout-à-coup une grande différence dans nos affaires, qui déjà allaient mal. C'est ici le moment de rappeler qu'avant la bataille, l'empereur avait renvoyé la division bavaroise qui était avec lui ; il parla aux officiers en des termes qui sortiront difficilement de leur mémoire. Il leur dit que « les lois de la guerre les rendaient ses prisonniers, puisque leur gouvernement avait pris parti contre lui, mais qu'il ne pouvait pas oublier les services qu'ils lui avaient rendus qu'en

conséquence ils étaient libres de retourner chez eux. » Ces troupes quittèrent l'armée, où on les aimait, et prirent la route de la Bavière.

Le passage des Saxons dans l'armée ennemie obligea l'empereur à des mouvements qu'il n'aurait pas faits, surtout au milieu d'une action aussi chaude. Ces mouvements jetèrent le désordre parmi les troupes, dans un moment où on ne pouvait désirer trop de calme et de ce silence froid qui peut remédier à tout quand une bataille se décide. Il fallut bientôt songer à la retraite, qui s'exécutait déjà par suite de l'épuisement des forces physiques et morales des troupes, qui combattaient depuis le matin avec un désavantage marqué.

Les ennemis s'en aperçurent bientôt. Leurs attaques n'en devinrent que plus vives ; il n'y avait plus que par le pont de Leipzig que la retraite pouvait s'effectuer, et l'on ne conçoit pas que l'état-major de l'armée eût négligé de faire construire plusieurs ponts : la chose aurait été d'autant plus facile, qu'une ville comme Leipzig offrait plus de matériaux et d'ouvriers qu'il n'en fallait, si ceux de l'armée n'avaient pas été suffisants.

Le prince de Neuchâtel dit avoir donné des ordres ; l'artillerie et le génie soutiennent n'en avoir pas reçu. Oubli ou négligence, les conséquences n'en furent pas moins désastreuses.

Presque toute la gauche et une partie du centre étaient déjà retirées, et avaient repassé l'Elster, lorsque l'empereur le repassa lui-même. Il recommanda à l'officier d'artillerie qui était de garde au pont, où l'on avait préparé des artifices pour le détruire, de ne pas s'absenter, et de ne mettre le feu que lorsque les dernières troupes seraient en sûreté. Les corps s'écoulèrent d'abord sans incident fâcheux ; mais le désordre était tel que personne ne pouvait dire si sa colonne était ou n'était pas la dernière. Les tirailleurs ennemis avançaient ; on se pressait sur le pont, la confusion était au comble.

L'officier, ne sachant pas quel était l'état des choses sur la rive ennemie, court à un officier général

pour s'en assurer. La foule le porte au loin, il ne peut revenir sur ses pas ; ses artilleurs, qui voient déboucher des Allemands, des Cosaques, mettent le feu aux artifices ; le pont s'écroule et le corps de droite, qui contenait les masses ennemies, est coupé.

Le bruit de ce malheureux événement lui arriva bientôt. Il se mit à son tour en désordre, et vint chercher un passage à travers champs et marais. Ce fut là le comble du désastre : les troupes furent prises en entier, et avec elles les généraux Lauriston et Reynier. Le prince Joseph Poniatowski, qui venait d'être fait maréchal de France, gagnait en ce moment les bords de l'Elster ; il était blessé, mais ne consultant que son courage, il se jeta à cheval dans la rivière, où il périt malheureusement. On n'était pas plus brave que ce prince ; impétueux, magnanime, plein d'aménité, il fut aussi regretté du parti qu'il servait qu'estimé de celui qu'il avait combattu (1).

(1) Napoléon prit, à Leipzig, congé du roi de Saxe et de sa famille, qu'il avait amenés avec lui de Dresde. L'empereur dit alors aux habitants qui remplissaient la place du Marché où demeurait le roi de Saxe, « Adieu Saxons ». Il parvint avec peine, et par des détours, dans le faubourg de Runstadt, et quitta Leipzig par la porte extérieure de ce faubourg, qui conduit au pont de l'Elster et à Lindenau.

Le pont sauta peu après qu'il l'eut passé, et beaucoup trop tôt, puisque cet événement empêcha complètement la retraite de toute la partie de l'armée qui se trouvait sur la rive gauche de l'Elster, et qui tomba au pouvoir de l'ennemi.

On a, dans le temps, accusé Napoléon d'avoir ordonné la destruction du pont, immédiatement après son passage, pour assurer sa retraite personnelle, se trouvant menacé par l'active poursuite de l'ennemi. Les journaux anglais étaient unanimes sur ce point, et peu d'habitants de Leipzig en doutaient. Pour détruire cette opinion qui dans le moment était générale, on fit insérer dans le *Moniteur* l'article suivant :

« L'empereur avait ordonné au génie de pratiquer des fougasses sous le grand pont, qui est entre Leipzig et Lindenau, afin de le faire sauter au dernier moment, de retarder ainsi la marche de l'ennemi et de donner le temps aux bagages de défiler. Le général Dulauloy avait chargé le colonel Montfort de cette opération. Le colonel, au lieu de rester sur les

Ainsi finit cette fatale journée de Leipzig, qui fit perdre à la France une belle et nombreuse armée et tous ses alliés.

lieux pour la diriger et pour donner le signal, ordonna à un caporal et à quatre sapeurs, de faire sauter le pont aussitôt que l'ennemi se présenterait. Le caporal, homme sans intelligence, comprit mal sa mission, entendant les premiers coups de fusils tirés des remparts de la ville, il mit le feu aux fougasses et fit sauter le pont. Une partie de l'armée était de l'autre côté avec un parc de quatre-vingt bouches à feu et de quelques centaines de voitures.

La tête de cette partie de l'armée qui arrivait au pont, le voyant sauter, crut qu'il était au pouvoir de l'ennemi. Un cri d'épouvante se propagea de rang en rang. L'ennemi est sur nos derrières et les ponts sont coupés. Ces malheureux se débandèrent et cherchèrent à se sauver. Le duc de Tarente passa la rivière à la nage. Le prince Poniatowski monté sur un cheval fougueux s'élança dans l'eau, et n'a plus reparu. L'empereur n'apprit ce désastre que lorsqu'il n'était plus temps d'y remédier ; aucun remède même n'eût été possible. Le colonel Montfort et le caporal des sapeurs, sont traduits à un conseil de guerre. »

Napoléon avant de passer le pont de l'Elster, avait chargé le prince Poniatowski de couvrir et de protéger, de concert avec le maréchal Macdonald, la retraite, et de défendre la partie du faubourg de Leipzig, qui avoisine le plus le chemin de Borna. Il n'avait pour exécuter ces ordres que deux mille hommes d'infanterie polonaise. Il était dans cette triste position, lorsqu'il aperçut les colonnes françaises en pleine retraite, et le pont tellement encombré de leur artillerie et de leurs chariots, qu'il n'était plus possible d'y passer. Tirant alors son sabre et se tournant vers les officiers qui étaient près de lui : « Messieurs, dit-il, c'est ici qu'il faut succomber avec honneur ». Il s'élança aussitôt à la tête d'un petit nombre de cuirassiers et d'officiers polonais, sur les colonnes des alliés. A cette action il reçut une balle dans le bras gauche : il avait déjà été blessé le 14 et le 16. Il n'en marcha pas moins en avant ; mais il trouva le faubourg rempli de troupes alliées. Il se fit jour et reçut une autre blessure : alors il se jeta dans la Pleisse qui est avant l'Elster. Aidé par ses officiers, il gagna le bord opposé, laissant son cheval dans la Pleisse. Quoique très fatigué, il en monta un autre et gagna l'Elster au travers d'un jardin d'une propriété appartenant à M. Reichenbach, qui borde cette rivière. Le moment

pressait ; aussi la majeure partie des troupes se noya dans la Pleisse et l'Elster. Quelque escarpées que fussent en cet endroit les rives de cette dernière rivière, le prince quoique blessé s'y précipita avec son cheval ; l'homme et le cheval furent engloutis, ainsi que plusieurs officiers qui prirent la même résolution. Beaucoup furent pris sur la rivière. Le maréchal Macdonald échappa heureusement. Cinq jours après, un pêcheur retrouva le corps du prince, et le retira de l'eau. Il fut provisoirement déposé le 26 octobre dans les sépultures du Sénat, avec tous les honneurs dûs au rang du défunt. Une modeste pierre désigne l'endroit où le prince fut trouvé. Les polonais témoignèrent à M. de Reichenbach le désir d'élever à leur compatriote un monument dans son jardin. Il leur déclara qu'il voulait s'en charger lui-même. Il fit, en effet, élever un beau sarcophage au milieu d'un gazon, entouré de magnifiques saules pleureurs.

Le corps du prince, après avoir été embaumé, fut envoyé l'année suivante à Varsovie. L'empereur Alexandre permit, en 1816, que les restes du prince fussent déposés dans la cathédrale de Varsovie, où reposent les rois et les grands hommes de la Pologne. Le célèbre sculpteur Thorswalden reçut la commission de faire son monument. Le prince Poniatowski avait été élevé à la dignité de maréchal d'Empire le jour de la bataille de Wachau, le 16 octobre. Sans décliner cet honneur il en fut parait-il affecté, et dit à quelques uns de ses compatriotes, qui étaient venus le complimenter : « Je suis fier d'être le chef des Polonais. Quand on a le titre unique et supérieur au maréchalat, celui de généralissime des Polonais, tout autre ne saurait convenir. D'ailleurs, ma mort approche, je veux mourir comme général polonais et non comme maréchal de France. » Sa mort fut pleurée non seulement par sa patrie, qu'il avait aimée avec passion, mais aussi par la France, pour laquelle il avait si vaillamment combattu et qu'il avait si fidèlement servie. (D.L.)

CHAPITRE XV

Position du roi de Saxe. — Part que Bernadotte prend à la défection des Saxons. — Etat de l'opinion. — Mesures diverses. — Murat, ses intrigues et son départ.— Le général de Wrede. — Bataille de Hanau. — Irruption des Cosaques à Cassel. — Arrivée de nos troupes à Mayence. — Déplorable état des choses et de l'opinion. — Mesures de défense. — L'impératrice au Sénat. — Ouvertures des alliés. — Artifices de Metternich. — Le maréchal Soult. — Beau mouvement. — Comment il échoue.

Le roi de Saxe était resté dans Leipzig ; l'empereur alla lui dire adieu, et lui témoigner de sincères regrets de ce qu'il l'enveloppait dans sa mauvaise fortune. La position de ce prince était d'autant plus mauvaise, qu'il se trouvait exposé à tous les ressentiments des puissances qui avaient tenu une conduite moins estimable que la sienne. Son armée passa de nos rangs dans ceux des ennemis, mais ce ne fut ni par son ordre ni avec sa participation. On se servit cependant de son nom pour la séduire ; on lui dit que le roi était entré dans l'alliance contre la France, et on l'enleva. Il n'y avait sorte de petits moyens de cette espèce que la Russie ne mît en jeu pour détruire l'influence de la France sur les armées des princes d'Allemagne. Mais celui de tous les coalisés qui abusa le plus de ces indignes moyens, fut Bernadotte. Il avait commandé les Saxons pendant qu'il combattait dans nos rangs, il se servit des relations que cette circonstance lui avait données parmi eux pour les égarer : correspondances, proclamations, séductions de toute espèce, rien ne fut épargné.

Après l'affaire de Leipzig, qui fut pour l'empereur une véritable Pharsale, il ne lui restait pas d'autre parti à prendre que de regagner les bords du Rhin. L'armée prit la route d'Erfurt, Gotha, Fulde et Hanau ; mais les subsistances manquaient partout (1). Cette fâcheuse circonstance acheva de mettre le désordre dans les troupes ; je ne sais comment cela arriva, mais tous les frais qui avaient été faits pour remonter les équipages des vivres furent en pure perte. L'armée, ne trouvant pas de quoi vivre dans les villages situés sur la route qu'elle suivait, se répandit dans les terres, où elle croyait trouver de quoi satisfaire ses besoins. Il résulta de là qu'elle ne présentait plus d'organisation ; c'était une multitude harcelée par les troupes légères ennemies, et qui se rapprochait presque par instinct de la frontière.

En passant à Erfurt, l'empereur laissa une garnison dans la place, afin de retarder la poursuite des ennemis, en les obligeant à aller prendre un détour pour venir rejoindre la route de Hanau, où se dirigeait notre armée.

L'on sut bientôt à Paris la nouvelle de l'état déplorable dans lequel étaient nos affaires : ce fut pour l'opinion publique un coup de massue qui acheva de détruire ses espérances de repos et de bonheur. On avait su la défection de la Bavière avant même que l'empereur en fût informé, et, qui plus est, on avait appris la marche de l'armée combinée de Bavarois et d'Autrichiens sous les ordres du général bavarois de Wrede, que l'empereur avait tant affectionné dans les campagnes précéden-

(1) Le 19 octobre, l'empereur couche à Markranstœdt. Le maréchal Oudinot était resté à Lindenau.

Le 20, l'empereur passe la Saale à Weissenfels.

Le 21, l'armée passe l'Unstrut à Freyburg. Le général Bertrand prend position sur les hauteurs de Kœsen.

Le 22, l'empereur couche au village d'Ollendorf et le 23 il arrive à Erfurt, laisse dans cette place un approvisionnement pour huit mois et une garnison de 6,000 hommes, sous les ordres du général d'Alton, et ramène son armée à Mayence.

tes. Il arriva à marches forcées à Hanau avant nos colonnes, et se préparait à donner le coup de grâce à l'armée française,qui avait si généreusement combattu pour l'indépendance de son pays, et qui en même temps avait fondé sa gloire et sa fortune particulière. Quand on est ingrat, on ne l'est jamais à demi. Il ne lui suffisait pas d'avoir soulevé son pays contre la France, il voulait donner le coup de mort à nos débris. Les Bavarois devinrent en un jour nos ennemis les plus implacables. Au lieu de combattre pour leur indépendance, ils oublièrent que si l'empereur eût voulu les sacrifier à l'Autriche, il aurait éteint tous les ressentiments de cette puissance, et aurait, une bonne fois pour toutes, terminé avec elle.

Cette bataille de Leipzig augmentait prodigieusement la puissance morale des alliés ; leurs forces physiques se grossirent encore des armées bavaroise, wurtembergeoise, enfin de tous les princes confédérés du Rhin.

Le ministre de la guerre servait encore l'empereur avec beaucoup de zèle ; il jugea le danger que courait l'armée, et fit fort sagement marcher sur Francfort tout ce qu'il put rassembler de troupes à Mayence : en même temps, il proposa à l'impératrice, qui présidait le Conseil des ministres, de lever et d'organiser promptement la garde nationale de la Lorraine, de l'Alsace, des bords du Rhin et de la Franche-Comté. Cette proposition fut adoptée, mais elle présentait mille difficultés dans son exécution, en ce que les arsenaux étaient dépourvus d'armes, qui avaient été envoyées en Pologne, avant le désastreux hiver de 1812, où elles tombèrent au pouvoir des ennemis.

On s'aperçut des embarras qu'on allait avoir pour subvenir aux besoins de l'armée. La position qu'avaient prise les Bavarois interceptait les communications de l'empereur avec la France, en sorte que l'on était livré aux conjectures ; et lorsqu'une fois l'on pense en noir, l'imagination ne trouve plus de bornes qui l'arrêtent. La consternation était partout,

on ne prévoyait plus que des malheurs, qui ne tardèrent pas à arriver.

C'est ici le moment de parler d'une anecdote qui mérite une place dans l'histoire.

Depuis quelque temps la police de Rome avait rendu compte que, d'après des bruits publics qui venaient de Naples, le gouvernement de ce pays avait prêté l'oreille aux propositions des Anglais, et se préparait à suivre le parti de la coaliton. Quelque absurde que parût un semblable bruit, on le répandait avec tant de détails et de circonstances, qu'il était bien difficile de ne pas reconnaître qu'il y avait eu au moins quelques rapports entre le ministère napolitain et les agents du gouvernement britannique. Il fallait donc que le roi de Naples, qui était près de l'empereur à l armée, où il commandait la cavalerie, eût donné des instructions particulières pour ouvrir ces négociations, ou qu'il ne se fût pas opposé à ce que la reine régente les ouvrît en son absence. De quelque manière que la chose se fût passée, le fait n'en était pas moins criminel, en ce qu'il donnait aux ennemis une idée de plus de l'état désespéré dans lequel étaient les affaires de l'empereur, que le roi de Naples lui-même abandonnait. On trouvait cela si coupable en France, que l'opinion en était soulevée ; on se refusait à le croire, parce que le roi de Naples y avait la réputation d'un homme brave et loyal. Cependant rien n'était plus vrai, comme on va le voir.

Pendant que ces bruits s'établissaient à Rome, où ils ruinaient la confiance publique, l'on me rendait compte, de Florence, du passage par cette ville d'un personnage napolitain de haute considération, le duc de Rocca-Romana, grand-écuyer de la Cour de Naples, qui allait rejoindre son souverain à l'armée. En comparant l'époque du passage de cet individu par les départements français au-delà des Alpes, avec la défection du gouvernement napolitain, on voit évidemment qu'il en était le messager, et qu'il n'avait pas d'autre mission que de prévenir le roi que tout était prêt, et qu'on n'attendait plus que lui.

Il passa par Lyon, gagna de là Strasbourg et Mayence, d'où il rejoignit l'armée au-delà de Hanau, qu'il traversa avant qu'il fût occupé par les Bavarois. Il trouva le roi de Naples à Eisnach, où était son quartier général ; et, sur le rapport qu'il reçut, le prince partit précipitamment. Avait-il eu l'ordre de se porter en avant pour éclairer la marche de l'armée, dont la retraite était déjà menacée d'assez près pour que l'on ne pût plus en douter, ou bien se tenait-il loin de l'empereur pour pouvoir lui échapper, soit qu'il craignît qu'on fut informé de ses projets, ou que le moment de se dérober à ses regards fût arrivé ? Je n'en sais rien, mais j'appris presque en même temps le passage par Mayence de M. de la Romana et le départ du roi de Naples. Il traversa Mayence, Strasbourg, et les Alpes qu'il franchit par le Simplon.

Il eut aussi le bonheur de passer par Hanau avant l'arrivée de l'avant-garde bavaroise, qui intercepta cette route presque aussitôt après, en sorte que l'empereur ne put lire tous les détails qu'on lui avait envoyés à ce sujet que lorsqu'il n'était plus temps.

Le passage subit du roi de Naples par la France surprit tout le monde. La première pensée qui se présenta fut que l'empereur l'envoyait en toute hâte en Italie pour réunir son armée et la joindre à celle du vice-roi, afin de préserver l'Italie d'une invasion dont elle paraissait menacée : cela semblait d'autant plus vraisemblable, qu'on savait les troupes anglaises de Sicile en mouvement. On n'attribuait pas le voyage du roi de Naples à un autre but ; on était bien loin de la vérité.

Joachim passa par Turin, Florence et Rome, sans laisser échapper un mot qui trahît ses projets. Le prince Borghese, qui gouvernait en Piémont, ni la princesse de Lucques, qui gouvernait la Toscane, n'en eurent le moindre soupçon. On s'en douta encore moins à Rome, où commandait le général Miollis. L'arrivée du roi de Naples fut bientôt suivie d'un nouveau danger pour l'Italie, où il ouvrit peu de temps après les hostilités contre les troupes françaises.

Ce fut dans le même temps qu'arriva la défection de la Westphalie. Les malheurs qu'avait éprouvés l'armée la rendaient inévitable ; mais, hâtée comme elle le fut par une irruption subite de Cosaques, elle produisit en France une impression fâcheuse, en ce qu'elle portait le cachet d'un abandon général de tous les alliés de l'empereur. On y était bien préparé, mais l'on avait de la peine à se persuader qu'une simple apparition de troupes légères pût le consommer. Voici comment cet événement eut lieu.

Pendant que l'armée de l'empereur était encore près de Leipzig, un corps de Cosaques passa l'Elbe au-dessous de Magdebourg, marcha par le Hanovre, et vint avec une grande rapidité jusque près de Cassel, où le roi de Westphalie était encore. La sécurité y était telle que l'officier général russe qui commandait les Cosaques arriva jusqu'aux lieux où l'artillerie westphalienne faisait l'exercice du tir au canon. Il y trouva quelques pièces avec leurs munitions qu'on avait crues suffisamment gardées par le voisinage de la capitale ; il les emmena et poussa sur Cassel, que les Cosaques traversèrent au galop. Dans le premier moment, tout prit la fuite. Le roi fut obligé de se retirer, mais il fut fidèlement accompagné par les troupes de sa Garde ; il n'alla qu'à très peu de distance de sa capitale. Il apprit bientôt la force du corps qui l'attaquait.

L'infanterie qui était en garnison dans la ville s'était renfermée dans la citadelle. Les ennemis furent obligés de se retirer presque aussitôt qu'ils furent entrés ; mais cela n'avança pas beaucoup les affaires du roi de Westphalie, qui fut obligé de suivre le mouvement de la Grande Armée et de venir derrière le Rhin, qu'il passa à Bonne ou Cologne. Ses gardes le suivirent jusque sur les bords du fleuve, où il les congédia ; la plus grande partie retourna à Cassel, et les autres se retirèrent chez eux. Le roi vint à Paris ainsi que la reine, avec les personnes qui suivaient leurs destinées.

Il y avait déjà plusieurs jours que l'on était sans nouvelles de l'empereur. On n'en avait pas eu depuis

que la communication était interceptée par la prise de Hanau. Ce prince était bien mécontent de la conduite du gouvernement bavarois, et cette mauvaise disposition de sa part était aigrie encore en reconnaissant combien il avait été mal servi sous le rapport des informations extérieures ; il reçut presque en même temps l'avis de l'arrivée du corps du général de Wrede à Hanau, et un rapport de son ministre à Munich, qui lui rendait compte que la Bavière resterait dans son alliance, malgré les revers de sa fortune ; et ce qui paraîtra plus extraordinaire encore, c'est que cette lettre du ministre de France à Munich était datée du jour même que fut signé le traité qui fut conclu à Ried (1), et d'après lequel les troupes bavaroises et autrichiennes réunies se mirent en marche pour les bords du Rhin.

Il fallait ou que le ministre de France eût écrit bien précipitamment, ou qu'il eût été singulièrement trompé, car il était trop homme d'honneur pour être suspecté.

La tête de l'armée qui revenait de Leipzig déboucha enfin par la route de Fulde à Hanau, où elle trouva les Bavarois en position depuis plusieurs jours. On ne les marchanda pas, on les attaqua avec furie, et les soldats firent un traitement impitoyable à tous ceux qui leur tombèrent dans les mains. Ils ne revenaient pas de voir que des troupes pour lesquelles ils avaient combattu en 1805 et 1809 eussent tourné aussi perfidement leurs armes contre eux.

Le passage fut bientôt ouvert. L'armée bavaroise reprit la route du Mein, où on ne pouvait pas perdre à la poursuivre un temps trop précieux pour la retraite de la Grande Armée ; on en hâta la marche autant qu'on le put, et on ramena enfin à Mayence cette grande multitude qui n'offrait que du désordre, et n'avait plus rien d'une armée. La

(1) Ried est un village d'Autriche, à quatre lieues au-delà de Braunau, sur la frontière d'Autriche et de Bavière.

dispersion des soldats des différents régiments était au comble, et pour surcroît de malheur, l'administration, accoutumée à compter sur des succès, n'avait aucun magasin à Mayence, ce qui obligea de disperser l'armée dans les villages, où on la fit vivre chez les habitants ; cette mesure, qui aurait été bonne si les corps avaient été réorganisés, devint désastreuse en ce qu'elle retarda la réunion des soldats épars. Les revers, les fatigues et la misère les avaient abattus au point qu'ils étaient devenus indifférents à tout. Ils s'arrêtaient dans les premiers lieux qu'ils rencontraient, et s'y établissaient. Combien l'on regretta de n'avoir pas fait des approvisionnements de tous genres à Mayence, où l'on aurait pu tenir l'armée réunie sur un terrain assez rétréci pour visiter souvent les troupes et les ravitailler ! On serait alors indubitablement parvenu à les remettre en ordre, et à leur faire reprendre une attitude respectable. Au lieu de cela, leur dispersion rendit l'activité du chef presque inutile, les ordres restaient pour la plupart sans exécution, et l'état de l'armée, loin de s'améliorer, empira ; les maladies contagieuses se mirent parmi les troupes et achevèrent de les ruiner. Jamais les armées françaises n'avaient offert un si triste tableau : on appelait la paix à grands cris, comme le seul remède qui pût donner le temps nécessaire pour réparer tant de maux ; mais nous allons voir combien il était difficile de la faire.

L'empereur était arrivé à Mayence ; il avait le cœur déchiré de cet état de choses, mais il n'adressait de reproches à personne : sa situation était affreuse. Il avait une avant-garde à Hocheim, sur la rive droite du Rhin ; une garnison dans Danzig, à l'embouchure de la Vistule ; une dans chacune des places de Stettin, de Kustrin et, je crois, de Glogau, sur l'Oder, et une à Spandau près Berlin.

Sur l'Elbe, il avait, comme je l'ai déjà dit, trente mille hommes dans Dresde, environ huit mille dans Torgau, cinq à six dans Wittenberg, environ dix mille dans Magdebourg, et trente mille dans Ham-

bourg. Il en avait aussi laissé quatre ou cinq mille dans Erfurt en se retirant.

Toutes ces garnisons lui auraient donné une armée fraîche s'il avait gagné la bataille de Leipzig ; il la perdit, et non seulement ces troupes lui devinrent inutiles, mais leur absence acheva de ruiner ses affaires. Le système de guerre avait changé depuis que les armées que l'on mettait en campagne étaient devenues aussi considérables. On ne faisait plus de sièges, on bloquait une place avec des troupes légères, et l'on attendait paisiblement que la garnison eût mangé son dernier boisseau de farine. Pendant ce temps les grandes armées agissaient offensivement l'une contre l'autre, et celle des deux qui gagnait la dernière bataille faisait Charlemagne.

Tels étaient les affligeants résultats de la bataille de Leipzig, dont les conséquences ne pouvaient jamais être pour les ennemis, s'ils l'avaient perdue, ce qu'elles devinrent pour nous.

J'ai déjà dit qu'avant de la livrer l'empereur avait eu des pressentiments de ce qui pouvait arriver. Il avait même prévenu que, s'il la gagnait, il ne lui resterait pas des moyens suffisants pour donner à son succès des suites capables de faire conclure la paix. C'est pourquoi il voulut faire déployer à la France de nouvelles forces, proportionnées à la masse énorme d'ennemis que l'adversité avait réunis contre nous. Dans ce but, il envoya ordre à l'impératrice régente de convoquer extraordinairement le Sénat et d'aller y faire elle-même l'exposition des malheurs dont la France était menacée par toutes les défections de ses alliés. Elle parla à cette Assemblée d'un ton digne et élevé (1), qui donnait à sa jeunesse un lustre encore plus grand que l'éclat de son rang et de sa naissance ; elle partageait vivement les malheurs d'un pays qu'elle avait adopté franchement : elle croyait que chaque Français en particulier était intéressé à ne point compter des sacrifices qui devaient empêcher la ruine de l'édifice national.

(1) Le 7 octobre.

Elle fut attentivement écoutée et pénétra tout le monde du plus vif intérêt pour elle ; elle sortit de la salle du Sénat au milieu du plus respectueux enthousiasme de toute cette Assemblée. M. Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, dont le zèle était infatigable comme le talent, développa les motifs de la démarche du gouvernement, qui demandait encore une levée d'hommes. Les dangers pressants ne permettaient aucune réflexion ; elle fut approuvée, parce que l'on consulta moins l'impossibilité de l'effectuer, que la nécessité impérieuse où l'on était de ne rien refuser de tout ce qui pouvait préserver le territoire d'une invasion contre laquelle il se trouvait presque sans défense ; il n'était d'ailleurs plus question de faire des conquêtes, mais d'empêcher d'être conquis à son tour.

Cette démarche de l'impératrice régente au Sénat eut lieu avant l'arrivée de l'armée de Mayence, et par conséquent avant qu'elle eût éprouvé les pertes qui l'avaient rendue nécessaire, de sorte que la première réflexion que fit faire cette levée d'hommes, c'est qu'elle ne suffirait pas, et qu'infailliblement il en faudrait une seconde avant peu pour mettre l'armée au point où on avait voulu la porter avant de tenter le sort des armes à Leipzig. Cette idée navrait tous les cœurs, la confiance s'éclipsa, on n'apercevait plus de consolation dans l'avenir, et les esprits se livrèrent à toutes sortes de conjectures sur des changements que l'on prévoyait devoir arriver par l'impuissance où l'on était tombé de les empêcher.

Il n'y a nul doute que le vœu national ne demandait que la paix, telle qu'elle eût été, elle eût comblé tous les désirs, mais il n'était encore dans la pensée de personne de sacrifier celui dont l'amour et la reconnaissance nationale n'étaient pas complètement détachés.

Des incidents qui survinrent firent successivement changer ces dispositions : je vais en rendre compte en suivant l'ordre dans lequel ils sont arrivés. Aussitôt que je sus l'empereur arrivé à Mayence, je lui écrivis pour lui faire connaître tout ce que j'aperce-

vais de sombre, et je le pressai de venir lui-même à Paris pour imprimer le mouvement national, sans quoi on ne se sauverait pas.

Le temps pressait, et la malveillance, jointe au découragement, aurait été plus puissante qu'une impulsion qui aurait été donnée de Mayence. L'empereur arriva à Paris dans les premiers jours de novembre (1), et fut suivi de tout ce qu'il avait emmené avec lui à l'armée.

Un incident qui survint presque aussitôt fit un instant trêve aux sombres idées qui remplissaient les esprits. Le ministre de France près du duc de

(1) L'empereur arriva à Paris le 9 novembre, et reprit les rênes de l'Etat. En le revoyant au milieu de la nation, les hommes les plus faibles sentirent renaître leur confiance. La plus grande activité marqua le retour de Napoléon. Dès le lendemain de son arrivée, l'empereur présida un conseil de ministres et un conseil de finances ; le 11, un conseil d'administration de la guerre, le conseil d'Etat et un conseil privé ; le 12, il fit présenter au Sénat un projet de sénatus-consulte pour une nouvelle levée de trois cent mille conscrits, et le 14, il reçut le Sénat, qui vint au nom du peuple français, lui présenter ses hommages, et lui promettre le généreux concours de la nation dans la lutte engagée entre l'Europe et la France. « Toute l'Europe marchait avec nous il y a un an, répondit Napoléon au président du Sénat, l'illustre Lacépède ; toute l'Europe marche aujourd'hui contre nous : c'est que l'opinion du monde est faite par la France ou par l'Angleterre. Nous aurions donc tout à redouter sans l'énergie et la puissance de la nation. La postérité dira que si de grandes et critiques circonstances se sont présentées, elles n'étaient pas au-dessus de la France et de moi. » ,

La confiance de Napoléon ne fut point trompée. Le 15, le Sénat mit en délibération le projet de loi pour la levée extraordinaire des trois cent mille hommes. C'était la cinquième levée depuis le 1er janvier ; mais ce nouveau sacrifice était indispensable dans la fâcheuse situation où se trouvait la France : le Sénat le vota par acclamation. Ces trois cent mille hommes, qui portaient le chiffre de la conscription de cette année à un million quarante mille hommes, furent pris sur les classes des années XI, XII, XIII, XIV, 1806 et les années suivantes jusqu'à 1815. Le sénatus-consulte fut porté à l'instant à Napoléon et promulgué dès le lendemain. (D. L.)

Saxe-Weimar avait été enlevé par un détachement ennemi, qui viola la résidence de ce prince. Il fut envoyé à Tœplitz, rappelé au quartier général des alliés, et mandé par M. de Metternich, avec lequel il eut une longue conversation, dont il rendit compte lui-même à son retour.

« Après avoir été, dit M. de Saint-Aignan dans son rapport, traité pendant deux jours comme prisonnier de guerre à Weimar, où se trouvait le quartier général des empereurs d'Autriche et de Russie, je reçus l'ordre, le jour suivant, de partir pour la Bohême avec un convoi de prisonniers. Jusque-là je n'avais vu personne ni fait aucune réclamation, pensant que le titre dont j'étais revêtu était une réclamation suffisante. Outre cela, j'avais déjà protesté contre le traitement qu'on me faisait éprouver. Cependant je crus, dans ces circonstances, devoir écrire au prince de Schwartzenberg et au comte de Metternich, pour leur représenter l'inconvenance d'un pareil procédé. Le prince de Schwartzenberg m'envoya sur-le-champ le comte Paar, son premier aide de camp, pour excuser la méprise commise à mon égard, et m'inviter soit chez lui, soit chez le comte de Metternich. Je me rendis de suite chez ce dernier, parce que le prince de Schwartzenberg n'était pas chez lui. Le prince de Metternich me reçut avec des égards distingués ; il me dit quelques mots sur ma position, dont il se chargea de me tirer, s'estimant heureux, me dit-il, de me rendre ce service, et de me témoigner en même temps l'estime que l'empereur d'Autriche a pour le duc de Vicence. Ensuite il me parla du Congrès, sans que je lui aie fourni matière à ce nouveau tour de conversation. « Nous désirons sincèrement la paix, me dit-il, et nous la conclurons. Il s'agit de saisir la chose ouvertement et sans détour. La coalition restera unie : les moyens indirects que l'empereur Napoléon pourrait employer pour parvenir à la paix ne peuvent plus avoir d'effet. Que toutes les parties s'expliquent clairement l'une envers l'autre, et la paix pourra être conclue. » Après cette conversation, le comte de

Metternich me dit que je devais me rendre à Tœplitz, où j'aurais dans peu de ses nouvelles, et qu'il espérait me voir à mon retour. Je partis le 27 octobre pour Tœplitz, où j'arrivai le 30. Le 2 novembre, je reçus une lettre du comte de Metternich, d'après laquelle je quittai Tœplitz le 3, et me rendis au quartier général de l'empereur d'Autriche, à Francfort, où j'arrivai le 8. Je fus le même jour chez le comte de Metternich. Il me parla de suite des succès des puissances alliées, de la révolution qui se passait en Allemagne, et de la nécessité de faire la paix. Il me dit que les alliés, longtemps avant la déclaration de l'Autriche, avaient salué l'empereur François du titre d'empereur d'Allemagne, mais qu'il n'avait point accepté ce titre insignifiant, et que l'*Allemagne, de cette manière, lui appartenait plus qu'auparavant ;* qu'il désirait que l'empereur Napoléon se persuadât que la plus grande impartialité et la plus grande modération régnaient dans les Conseils des alliés, mais qu'ils se sentaient d'autant plus forts qu'ils étaient plus modérés ; que *personne n'avait des projets contre la dynastie de l'empereur Napoléon ;* que l'Angleterre était bien plus modérée qu'on ne croyait ; que jamais il n'y avait eu un moment plus favorable pour traiter avec cette puissance ; que, si l'empereur Napoléon voulait réellement conclure une paix durable, il épargnerait de grands maux à l'humanité et de grands dangers à la France, en ne retardant pas les négociations ; qu'on était prêt à s'entendre ; que les idées qu'on s'était formées de la paix étaient de nature à poser à l'Angleterre des bornes équitables, et assurer par mer à la France toutes les libertés auxquelles pouvaient prétendre les autres puissances de l'Europe ; que l'Angleterre était prête à rendre à la Hollande, comme état indépendant, bien des choses qu'elle ne lui rendrait pas comme province de l'empire français ; que ce que M. de Merveldt avait été chargé de dire de la part de l'empereur Napoléon pouvait donner lieu à plusieurs déclarations, qu'il me prierait de rapporter ; qu'il ne demandait de moi que de les rendre exacte-

ment, sans y rien changer : que l'empereur Napoléon ne voulait pas concevoir l'idée d'un équilibre entre les puissances de l'Europe ; que cet équilibre cependant était non seulement possible, mais nécessaire ; que la proposition avait été faite à Dresde de prendre en compensation différents pays que l'empereur ne possédait plus, comme, par exemple, le duché de Varsovie, et que, dans le cas présent, on pouvait encore donner de semblables compensations. Le comte de Metternich me fit prier de me rendre chez lui le 9 au soir. Il venait du palais de l'empereur d'Autriche, et me remit la lettre de S. M. à l'impératrice. Le comte me dit que le comte de Nesselrode allait venir à l'instant chez lui, et qu'en sa présence il me chargerait de ce que je devais annoncer à l'empereur. Il me chargea de dire au duc de Vicence qu'il avait toujours pour lui les mêmes sentiments d'estime que lui avait en tout temps inspirés son caractère noble. Peu d'instants après, le comte de Nesselrode entra. Celui-ci me répéta en peu de mots ce que le comte de Metternich m'avait déjà dit sur la mission dont j'étais invité à me charger ; il y ajouta qu'on pouvait considérer M. de Hardenberg comme présent et agréant tout ce qui avait été dit. Ici M. de Metternich développa les intentions des alliés, ainsi que je devais en rendre compte à l'empereur. Après que je l'eus entendu, je répliquai que, puisque mon rôle ici n'était que d'écouter sans parler, je n'avais à faire que de répéter mot à mot ses paroles, et que, pour en être plus sûr, je demandais la permission de les écrire, simplement pour mon usage, et de les lui mettre après sous les yeux. Le comte de Nesselrode proposa que j'écrivisse cette note sur-le-champ, et le comte de Metternich me conduisit seul dans un cabinet où j'écrivis la note qui suit :

Le comte de Metternich me dit que la circonstance qui m'avait conduit au quartier général pouvait être utilisée, en me chargeant de porter à S. M. l'empereur la réponse aux propositions qu'il avait fait faire par le comte de Mer-

veldt. En conséquence, le comte de Metternich et le comte de Nesselrode m'ont invité d'annoncer à S. M. que les puissances alliées s'étaient unies par des liens indissolubles, par lesquels elles étaient puissantes, et auxquels elles ne renonceraient jamais. Que d'après les engagements qu'elles avaient contractés, elles avaient pris la décision de ne point conclure d'autre paix qu'une paix générale. Qu'au temps du Congrès de Prague, il était encore possible de penser à une paix continentale, parce que, d'après les circonstances, on n'avait pas encore eu le temps de s'entendre sur une autre négociation ; mais que, depuis, les intentions des puissances et de l'Angleterre étaient connues, et qu'il serait en conséquence inutile de penser à un armistice ou à une négociation qui n'aurait pas pour but une paix générale. Que les souverains coalisés, sous le rapport de la puissance et de la prépondérance, sont unanimement d'accord *que la France doit être conservée dans son intégrité et dans ses limites naturelles, le Rhin, les Alpes et les Pyrénées*. Que l'indépendance de l'Allemagne était une condition *sine quâ non*, et qu'en conséquence la France devait renoncer, non pas à l'influence que tout grand Etat a nécessairement sur un Etat moins puissant, mais à toute espèce de souveraineté sur l'Allemagne ; que S. M. avait elle-même posé en principe que les grands Etats doivent être séparés par de plus faibles. Que, du côté des Pyrénées, l'indépendance de l'Espagne et le rétablissement de l'ancienne dynastie étaient également une condition *sine quâ non*. Qu'en Italie, l'Autriche devait obtenir une frontière qui serait un des objets de la négociation, et que le Piémont, ainsi que l'Etat italien, offrait plusieurs lignes qui pourraient être un objet de négociation, pourvu que l'Italie, ainsi que l'Allemagne, fût gouvernée dans l'indépendance de la France et de toute autre puissance. Que de même l'Etat de la Hollande serait un objet de négociation, toujours en partant du principe qu'elle doit être libre. Que l'Angleterre était disposée à faire les plus grands sacrifices pour une paix établie sur ces bases, et à reconnaître la liberté du commerce et de la navigation, que la France a le droit de demander. Que si S. M. adopte ces bases d'une paix générale, on pourrait déclarer neutre une ville jugée convenable, sur la rive droite du Rhin, où les plénipotentiaires de toutes les puissances belligérantes se réuniraient, sans que le cours des événements de la guerre soit arrêté par ces négociations.

Lorsque je l'eus terminée, je rentrai dans l'appartement. M. de Metternich dit : Vous voyez

lord Aberdeen, l'ambassadeur anglais ; nos intentions sont les mêmes, ainsi nous pouvons continuer à nous entretenir en sa présence. Alors il demanda que je lusse ce que j'avais écrit. Lorsque j'en vins à l'article concernant l'Angleterre, lord Aberdeen parut ne pas m'avoir bien compris ; je le lus encore une fois, et alors il observa que les expressions *liberté du commerce et droit de navigation* étaient très vagues. Je répondis que j'avais écrit ce que M. de Metternich m'avait chargé de dire. M. de Metternich ajouta que ces expressions pouvaient en effet embrouiller la question, et qu'il serait mieux d'en mettre d'autres à la place. Il prit la plume, et écrivit : « que l'Angleterre ferait les plus grands sacrifices pour une paix fondée sur ces bases (celles énoncées plus haut). » Je fis l'observation que ces expressions étaient tout aussi vagues que celles qu'on avait retranchées. Lord Aberdeen fut de la même opinion, et dit qu'il serait mieux de rétablir ce que j'avais écrit d'abord : en même temps il répéta l'assurance que l'Angleterre était prête aux plus grands sacrifices ; qu'elle possédait beaucoup et rendrait à pleines mains. Le reste de la note ayant été trouvé conforme à ce que j'avais entendu, la conversation tomba sur des objets indifférents. Alors entra le prince de Schwartzenberg : tout ce qui avait été traité fut répété. Le comte de Nesselrode, qui s'était éloigné un instant pendant la conversation, revint, et me chargea, de la part de l'empereur Alexandre, de dire au duc de Vicence qu'il ne changerait jamais d'opinion sur son caractère et sa loyauté, et que tout serait bientôt arrangé, s'il était chargé d'une négociation. Je devais partir le lendemain, 10 novembre, au matin ; mais le prince de Schwartzenberg me fit prier d'attendre jusqu'au soir, n'ayant pas encore eu le temps d'écrire au prince de Neuchâtel. Dans la nuit, il m'envoya le comte Woyna, son aide de camp, qui me remit cette lettre, et me conduisit aux avant-postes. J'arrivai le 11 au matin à Mayence. »

Ainsi il fallait abandonner ce qui nous restait de

nos conquêtes, sanctionner les conséquences que nos revers avaient entraînées, livrer l'Italie, évacuer la Hollande, et tout cela pour obtenir, non pas la paix, mais l'ouverture de négociations qui ne sauveraient pas la France des ravages dont elle était menacée. On ne pouvait faire de communications plus dures ni plus suspectes. On ne les repoussa pas néanmoins. Elles avaient été transmises le 15 novembre ; le 16, M. de Bassano répondit qu'une *paix fondée sur l'indépendance de toutes les nations*, tant sous le point de vue continental que sous celui des relations maritimes, avait toujours été l'objet des vœux de l'empereur : que ce prince acceptait la réunion d'un Congrès à Mannheim. Mais l'horizon politique avait changé ; la réponse ne parut ni assez claire ni assez précise ; le Cabinet des Tuileries n'admettait pas assez nettement les bases qu'on lui proposait. C'était jouer sur les mots, mais les circonstances étaient trop graves pour le remarquer. Le duc de Vicence, qui avait succédé au duc de Bassano, réitéra l'adhésion dans les termes qu'exigeait Metternich (1). Ce furent alors d'autres difficultés. Les souverains n'étaient pas tous à Francfort ; les négociations ne pouvaient s'ouvrir qu'ils ne se fussent entendus.

L'empereur voyait la déception et la ressentait d'une manière cruelle. Mais tout se réunissait pour nous accabler. L'épidémie s'était mise parmi nos troupes. Les fatigues, les besoins, et, plus que tout cela, l'impression morale de nos désastres, avaient semé les maladies dans nos cantonnements. Les hôpitaux étaient encombrés, et nos soldats, habituel-

(1) C'est le 20 novembre que le duc de Vicence fut nommé ministre des relations extérieures. L'opinion publique accusait le duc de Bassano d'exciter l'empereur à repousser la paix, et Napoléon voulut, en le remplaçant, donner à la France et à l'Europe une preuve de plus de son désir de terminer la guerre.

Le comte Molé fut nommé le même jour ministre de la justice, en remplacement du duc de Massa, et le comte Daru au ministère de l'administration de la guerre. (D. L.)

lement si fiers devant l'ennemi, étaient sans force contre les goûts et les privations. Ils succombaient à leurs misères ; chaque jour voyait affaiblir des rangs que le fer avait déjà tant éclaircis. Les affaires n'allaient pas mieux en Espagne. Le maréchal Soult avait été prendre le commandement de l'armée battue à Vittoria. Parvenu, à force de soins et de peine, à la réorganiser, il résolut de tenter un coup capable de rétablir les affaires au-delà des Pyrénées.

L'armée anglaise et espagnole, qui s'était avancée sur la Bidassoa, bloquait Pampelune avec une division, en même temps qu'avec le gros de ses forces elle pressait le siège de Saint-Sébastien. Le maréchal Soult saisit avec beaucoup de sagacité le parti qu'il pouvait tirer de cette circonstance pour la couper. Il marcha par sa gauche, et arriva devant Pampelune, que Wellington était encore sous les murs de Saint-Sébastien. L'attaque commençait, le succès allait couronner cette belle combinaison, lorsqu'une averse affreuse, versant des torrents de pluie sur les montagnes, le força à rappeler ses colonnes. Les Anglais ne furent pas arrêtés par les mêmes obstacles. Ils n'avaient ni cols ni ravins à franchir ; ils arrivèrent à la course, et se trouvèrent en ligne lorsque nous fûmes en mesure de reprendre notre opération. Un autre contre-temps encore : le maréchal avait ordonné au général Drouet, qui occupait une position intermédiaire de laquelle il contenait un corps anglais aux ordres du général Picton, de marcher pour venir le joindre en dérobant son mouvement ; ce fut justement le contraire qui arriva : le corps anglais aux ordres du général Picton rejoignit celui du général Wellington, devant Pampelune, au moment où le maréchal Soult l'attaquait, et le général Drouet ne parut que lorsque tout était fini. Le corps qu'il devait contenir avait pénétré dans le flanc droit du maréchal, et l'avait obligé à se mettre en retraite après avoir essuyé une perte notable. Le mal était désormais irréparable, les troupes que Drouet amenait se mirent même en désordre ; il n'y eut d'autre parti à prendre que celui d'une prompte retraite.

pendant laquelle le soldat éprouva toutes sortes de privations.

L'armée anglaise une fois réunie sous les murs de Pampelune, il n'était plus possible d'intercepter sa ligne d'opérations ; mais la concentration faite, le maréchal eût encore réussi à dégager la place, si le général Drouet était venu le joindre, ainsi qu'on devait l'espérer, au moins quand le corps du général Picton se présenta sur le champ de bataille. Cet effort n'ayant été suivi d'aucun succès, Pampelune capitula, et nous perdîmes la dernière place que nous occupassions sur cette partie du territoire espagnol (1).

Ce triste événement ne pouvait arriver dans une circonstance plus fâcheuse ; il acheva de détruire les faibles espérances qu'on nourrissait encore de sortir de la cruelle position où tant de revers nous avaient placés. Une autre conséquence non moins grave, c'est qu'il contribua beaucoup à changer les dispositions que les alliés avaient manifestées par l'organe de M. de Saint-Aignan. On blâma beaucoup le duc de Bassano de n'avoir pas accepté dans toute leur étendue les bases qu'ils avaient posées. L'accusation était injuste. Le projet de la lettre qu'il écrivit le 16 novembre à M. de Metternich renfermait, conformément à l'intention manifestée d'abord par Napoléon, l'acceptation explicite des bases de Francfort. Cette partie fut supprimée, et en lisant la lettre (2) avec attention, on voit bien qu'elle a été

(1) La place de Pampelune bloquée par les Espagnols depuis le 26 juillet, capitula le 13 octobre. (D. L.)

(2) *Au comte de Metternich*

Paris, le 16 novembre 1813.

Monsieur, le baron de Saint-Aignan est arrivé hier ici à midi, et il annonce que, d'après les communications faites par V. Exc., l'Angleterre accède à la proposition relative à l'ouverture d'un Congrès pour la paix générale, et que les puissances sont portées à déclarer neutre une ville sur la rive droite du Rhin, pour la réunion des plénipotentiaires.

ronquée. Elle le fut à dessein. Napoléon, qui avait reconnu à Prague le degré de confiance que méritaient les alliés lorsqu'ils parlaient de paix, jugeait qu'il leur serait très facile de désavouer ce qui aurait été dit dans un entretien confidentiel à une personne sans mission et sans caractère spécial, et qu'il serait plus habile de les amener à donner à leurs propositions une consistance officielle. Son ministre lui proposait, à cet effet, de renvoyer à Francfort M. de Saint-Aignan, avec autorisation de faire et de signer en son nom une déclaration d'acceptation des bases, en présence des ministres qui les avaient dictées. Cette déclaration, si elle n'avait pas été éludée, aurait nécessairement été reçue par une note écrite, et le terrain de la négociation se serait ainsi trouvé établi diplomatiquement ; mais Napoléon préféra le moyen d'une lettre par laquelle les bases de la négociation seraient acceptées implicitement par la nomination d'un plénipotentiaire pour négocier. Il connaissait assez le comte de Metternich, et sa politique, qui le portait à saisir toutes les occasions de se donner un vernis de bonne foi, pour ne

. M. désire que cette ville puisse être Mannheim. Le duc e Vicence, qu'elle nomme son plénipotentiaire, s'y rendra ussitôt que V. Exc. me fera connaître le jour que les puisınces fixent pour l'ouverture du Congrès. Il paraît conveıble, Monsieur, et même conforme à l'usage, qu'il n'y ait oint de troupes à Manheim, et que le service soit fait par bourgeoisie, pendant que la police serait confiée à un mployé du grand-duché de Baden. Si on jugeait conveable d'y avoir des piquets de cavalerie, leur force doit re égale de part et d'autre. A l'égard des communications plénipotentiaire anglais avec son gouvernement, elles ourraient avoir lieu par la France et par Calais. *Une ıix fondée sur l'indépendance de toutes les nations, tant us le point de vue du continent que sous celui du commerce aritime,* a toujours été l'objet des vœux de l'empereur. M. conçoit un heureux présage du rapport que le baron Saint-Aignan lui a fait sur les assurances du ministère ıglais.

J'ai l'honneur, etc.

DUC DE BASSANO.

pas douter qu'il ne répondît par la demande de l'acceptation formelle des bases proposées, lesquelles recevraient de cette réponse le caractère officiel et irrévocable qui leur manquait. « J'en suis si convaincu, disait Napoléon à son ministre, que je dicterais sa lettre dès aujourd'hui. » Il ne cherchait pas, comme on le répandit alors, à gagner du temps, puisqu'il était convenu que les négociations n'arrêteraient pas le cours des opérations militaires. La lettre attendue (1) combla les espérances qu'on en avait conçues, car elle engageait les *hautes puissances alliées* de la manière la plus formelle. « Leurs Majestés, disait M. de Metternich, sont prêtes à entrer

(1) *Au duc de Bassano.*

Francfort-sur-le-Mein, 25 novembre 1813.

Monsieur le duc, le courrier que V. Exc. a expédié de Paris le 16 est arrivé ici hier. Je me suis empressé de mettre sous les yeux de LL. MM. II. et de S. M. le roi de Prusse la dépêche dont vous m'avez honoré. LL. MM. ont vu avec plaisir que l'entretien confidentiel avec M. de Saint-Aignan a été considéré par S. M. l'empereur des Français comme une preuve des intentions pacifiques des hautes puisances alliées. Animées des mêmes intentions, constantes dans leurs vues et inséparables dans leur alliance, elles sont prêtes à entrer en négociations, aussitôt qu'elles auront la certitude que S. M. l'empereur des Français reconnaît les bases générales et sommaires que j'ai indiquées dans ma conférence avec le baron de Saint-Aignan. Il n'est pas fait mention de ces bases dans la dépêche de V. Exc. Elle se borne à énoncer un principe auquel tous les gouvernements européens prennent part, et qui forme le premier objet de leurs vœux. Mais enfin ce principe, étant trop général, ne peut pas remplacer les bases énoncées. LL. MM. désirent donc que S. M. l'empereur Napoléon veuille se déclarer sur ces bases, afin d'empêcher que des difficultés insurmontables n'arrêtent les négociations dès leur ouverture. Les alliés n'ont aucune difficulté à admettre le choix de la ville de Mannheim. Sa neutralisation, et les règles de la police, telles que V. Exc. les propose, sont parfaitement conformes à l'usage, et peuvent avoir lieu en tous cas.

Agréez, etc.

METTERNICH.

en négociation dès qu'elles auront la certitude que Sa Majesté l'empereur des Français admet les bases générales et sommaires que j'ai indiquées dans mon entretien avec le baron de Saint-Aignan. » Ce qui ne l'empêcha pas, lorsque cette certitude lui eut été donnée (1), de dire, dans une lettre tardive, que les puissances alliées n'étaient plus *prêtes à négocier les bases générales, et qu'il fallait les consulter* (2).

(1) *Au prince de Metternich.*

Paris, le 2 décembre 1813.

Prince, j'ai mis sous les yeux de S. M. la lettre que V. Exc. a adressée au duc de Bassano. La France, en acceptant sans restriction comme base de la paix l'indépendance des nations, tant sous le point de vue du continent que sous celui des mers, a *déjà reconnu en principe ce que les alliés paraissent encore trouver manquant* ; S. M. accédait par là à toutes les conséquences de ce principe, dont le résultat final doit être une paix basée sur l'équilibre de l'Europe, sur la reconnaissance de l'intégrité des nations dans leurs limites naturelles, et de l'indépendance totale des Etats, en sorte que personne ne puisse prétendre à une domination ou à une suprématie, sous quelque forme que ce soit, sur les autres. Cependant c'est avec la plus vive satisfaction que j'annonce à V. Exc. que je suis autorisé par l'empereur, mon auguste souverain, à déclarer que S. M. accepte les bases générales et sommaires qui ont été communiquées par M. de Saint-Aignan. Elles entraîneront de grands sacrifices du côté de la France ; mais S. M. les fera sans peine, si après cela l'Angleterre fournit les moyens d'arriver à une paix générale et honorable pour chacun, qui, ainsi que V. Exc. l'assure, est le vœu non seulement des puissances coalisées, mais même de l'Angleterre.

Agréez, etc.

DUC DE VICENCE.

(2) *Au duc de Vicence.*

Francfort-sur-le-Mein, 10 décembre 1813.

Monsieur le duc, la note officielle dont V. Exc. m'a honoré en date du 2 décembre, m'est arrivée de Cassel par nos avant-postes. Je n'ai pas tardé à la mettre sous les yeux de LL. MM. Elles y ont vu avec plaisir que S. M. l'empereur des

L'empereur ne s'était pas laissé abuser par les artifices des alliés : il avait poussé ses préparatifs avec vigueur. Si les propositions qu'on lui transmettait étaient sincères, l'attitude qu'il cherchait à prendre ne pouvait nuire aux négociations. En conséquence, il fit un appel à la nation pour la déterminer à prendre les armes ; quoique cette mesure fût commandée par une impérieuse nécessité, elle devint le prétexte que les ennemis saisirent pour revenir sur les dispositions qu'ils avaient manifestées dans les ouvertures dont ils avaient rendu porteur M. de Saint-Aignan. Ils firent paraître une déclaration imprimée (1) qui fut répandue avec profusion.

Français a adopté les bases essentielles pour le rétablissement d'un état d'équilibre, et pour la tranquillité future de l'Europe. Elles ont décidé de communiquer sans délai cette pièce officielle à leurs coalisés. LL. MM. II. et RR. sont convaincues qu'aussitôt après la réception de leurs réponses, les négociations pourront être ouvertes. Nous nous hâterons alors d'en prévenir V. Exc., et de concerter avec vous les mesures qui paraîtront les plus propres à atteindre le but qu'on se propose.

Je vous prie, etc.

PRINCE DE METTERNICH.

(1) Le gouvernement français vient d'arrêter une nouvelle levée de trois cent mille conscrits ; les motifs du sénatus-consulte renferment une provocation aux puissances alliées. Elles se trouvent appelées de nouveau à promulguer à la face du monde les vues qui les guident dans la présente guerre, les principes qui font la base de leur conduite, leurs vœux et leurs déterminations. Les puissances alliées ne font point la guerre à la France, mais à cette prépondérance hautement annoncée, à cette prépondérance que, pour le malheur de l'Europe et de la France, l'empereur Napoléon a trop longtemps exercée hors des limites de son empire.

La victoire a conduit les armées alliées sur le Rhin. Le premier usage que LL. MM. II. et RR. ont fait de la victoire a été d'offrir la paix à S. M. l'empereur des Français. Une attitude renforcée par l'accession de tous les souverains et princes de l'Allemagne n'a pas eu d'influence sur les conditions de la paix. Ces conditions sont fondées sur l'indépendance de l'empire français, comme sur l'indépendance

Cette pièce, rédigée avec beaucoup d'art, présentait l'empereur comme un éternel artisan de troubles, comme un furieux qui ne répondait à des ouvertures de paix que par des levées de conscription. On cherchait à l'isoler ; on annonçait que c'était à lui, et non à la nation, qu'on faisait la guerre. On la flattait de l'espoir de ne perdre aucune de ses conquêtes. On caressait son orgueil, on lui disait qu'une nation ne perd pas ses droits à l'estime de ses rivales, qu'elle ne doit pas cesser d'être grande pour avoir à son tour éprouvé des malheurs.

des autres Etats de l'Europe. Les vues des puissances sont justes dans leur objet, généreuses et libérales dans leur application, rassurantes pour tous, honorables pour chacun.

Les souverains alliés désirent que la France soit grande, forte et heureuse, parce que la puissance grande et forte est une des bases fondamentales de l'édifice social. Ils désirent que la France soit heureuse, que le commerce français renaisse, que les arts, ces bienfaits de la paix, refleurissent, parce qu'un grand peuple ne saurait être tranquille qu'autant qu'il est heureux. Les puissances confirment à l'empire français une étendue de territoire que n'a jamais connue la France sous ses rois, parce qu'une nation valeureuse ne déchoit pas pour avoir à son tour éprouvé des revers dans une lutte opiniâtre et sanglante, où elle a combattu avec son audace accoutumée.

Mais les puissances aussi veulent être heureuses et tranquilles. Elles veulent un état de paix qui, par une sage répartition de forces, par un juste équilibre, préserve désormais leurs peuples des calamités sans nombre qui, depuis vingt ans, ont pesé sur l'Europe.

Les puissances alliées ne poseront pas les armes sans avoir atteint ce grand et bienfaisant résultat, noble objet de leurs efforts. Elles ne poseront pas les armes avant que l'état politique de l'Europe ne soit de nouveau raffermi, avant que des principes immuables n'aient repris leurs droits sur de vaines prétentions, avant que la sainteté des traités n'ait enfin assuré une paix véritable à l'Europe.

CHAPITRE XVI

Alexandre refuse de passer le Rhin. — Communication qui le décide. — Artifices des alliés. — Défaut de ressources. — Le Corps législatif. — Disposition des esprits. — L'histoire jugera. — Insurrection de la Hollande. — Encore le roi de Naples. — Considérations que je présente à l'empereur. — Elles paraissent faire impression. — M. de Talleyrand est sur le point de rentrer au ministère. — Condition qu'y met l'empereur. — Wellington doit aspirer à la Couronne d'Angleterre. — Il faut appuyer ses prétentions. — Réponse de l'empereur. — Changement de ministère. — Le duc de Vicence aux relations extérieures.

Le ton de bonne foi qui était adroitement répandu dans cette pièce artificieuse ne pouvait pas manquer de faire bien des dupes dans un pays où l'on n'apercevait plus de portes de salut.

Cependant l'empereur de Russie refusait de passer outre. La France était humiliée, il avait atteint son but, il ne voulait pas courir de nouvelles chances qui ne devaient profiter qu'aux Anglais. Mais la conspiration de l'intérieur s'agitait déjà à Francfort. Un homme connu par les malheurs qu'il attira sur son pays, et l'inquiétude qu'il promena de Pétersbourg à Paris, la représentait dans cette place. Il avait inutilement usé un reste de crédit, et n'avait recueilli de ses instances que l'annonce bien positive qu'on ne passerait pas le Rhin. Mais un incident survint qui fit évanouir cette résolution. Un autre brouillon, Sénateur de la Suisse, tout couvert des bienfaits de l'empereur et qui ne respirait que sa ruine, correspondait avec lui. Celui-ci lui avait dépêché son secrétaire, il le conduisit chez l'empereur

Alexandre, livra son chiffre à ce prince avec les données que l'émissaire apportait. Elles étaient si détaillées, si précises, que l'autocrate n'hésita plus. On n'a connu ces honteux détails que quand leurs coupables auteurs s'en sont fait un mérite pour obtenir des récompenses (1).

Nous étions au mois de décembre, on venait de convoquer le Corps législatif, et pour surcroît de malheur, on ajourna successivement de plusieurs semaines l'ouverture de la session, ce qui donna à tous les Députés de cette Assemblée le temps de se gâter l'opinion par les lamentations dont retentissait la capitale. Elles se répandaient dans les départements, abattaient le peu d'énergie qu'ils conservaient encore, et revenaient dans la capitale où elles achevaient de tout perdre, de tout troubler ; de sorte que l'on vivait dans une atmosphère d'inquiétudes et de mauvais bruits qui anéantissaient les restes de l'esprit public. La déclaration de Francfort parvint à Paris ; elle y trouva des hommes crédules qui eurent la simplicité d'ajouter foi à ses promesses. On se flatte aisément de ce que l'on espère, on s'accoutuma à croire à la sincérité des alliés ; on ne les regarda plus comme des ennemis de la nation, on alla même jusqu'à admirer leur magnanimité, et à vanter une modération dont on reprochait à nos généraux d'avoir manqué.

L'empereur luttait seul contre ce funeste aveuglement ; il avait trop de connaissance des hommes pour être dupe de l'artifice : mais aussi on le croyait trop intéressé à le combattre, pour lui accorder la con-

(1) L'épouse de ce Sénateur était dame du palais de l'impératrice. A peu près vers ce temps là, l'empereur la rencontra un soir chez cette souveraine. Comme s'il eût pressenti la trahison de son mari, et au sujet de mauvais propos qui lui avaient été rapportés, il se répandit en reproches auprès d'elle-même, parce qu'il avait eu beaucoup de bontés pour elle ainsi que pour sa mère et son frère. Cette jeune dame, dans son embarras, alla confier son chagrin à son mari, qui en était la cause, et qui jura dès lors une haine implacable à l'empereur. *(Note de l'édition originale).*

fiance qu'on n'aurait jamais dû cesser d'avoir en lui. Il s'en plaignait quelquefois dans son intérieur, et disait à ceux qui l'écoutaient : « Vous verrez, messieurs, ce qu'il en coûte pour croire à la foi publique, » et il citait la fable du traité des loups avec les brebis.

Son courage et le calme de son esprit étaient intacts. Il travaillait à toute heure du jour et de la nuit à se créer une armée avec laquelle il pût défendre le territoire ; mais les tableaux de la conscription ne présentaient plus d'hommes disponibles ; les états des arsenaux n'offraient que des ressources insignifiantes : tout avait été épuisé pour la campagne de 1812 et pour celle de Saxe. L'on avait très peu travaillé dès lors ; les fusils, entre autres choses, manquaient totalement. Depuis plusieurs années, on avait suggéré à l'empereur de retirer ceux que l'on avait donnés à la Garde nationale : c'était à peu près tout ce que contenaient les arsenaux ; mais ces armes étaient dans un si mauvais état, que l'on dut établir partout des ateliers pour les réparer. Cette situation était cruelle. Aussi l'empereur répétait-il fréquemment : « Mais pourquoi ne m'a-t-on pas dit tout cela ? pourquoi m'a-t-on caché l'état des arsenaux ? »

Les besoins de chevaux de toute espèce étaient immenses, et cette branche n'était pas moins épuisée que les autres. On se flattait d'y pourvoir avec de l'argent. L'empereur avait une forte épargne, fruit de ses économies. Il fit porter 30 millions au trésor ; mais cette ressource était loin de suffire aux besoins. Le crédit du gouvernement était ébranlé, on ne pouvait sans argent comptant assurer aucun service; c'est ce qui fit recourir à la mesure de la vente des biens communaux. Cette ressource aurait été suffisante, mais quoiqu'elle fût exploitée de suite administrativement, elle n'en devint pas moins un des griefs dont le Corps législatif, en s'isolant de lui, se servit pour achever de priver le gouvernement du dernier appui qui lui restait.

Le Corps législatif était depuis longtemps à Paris, et on n'ouvrait pas la session. Quelle responsabilité

ne pèse pas sur ceux qui en détournaient l'empereur, pour servir de petits intérêts particuliers ! Déjà la malveillance et les brouillons s'occupaient de machinations. Ils s'attachaient aux députés, qui étaient déjà mécontents de leur oisiveté, et surtout d'un état de choses qu'ils s'exagéraient encore, parce qu'on ne le leur exposait pas. Il s'éleva bientôt parmi eux toutes sortes de réflexions : entre autres, que si la constitution était plus forte, et que si les ressources, tant de la population que des finances, n'étaient pas livrées à l'arbitraire du gouvernement, de pareils malheurs n'arriveraient pas, et ne pourraient pas arriver. A ces réflexions vinrent se mêler des ressentiments particuliers. Le Corps législatif renfermait quelques anciens fonctionnaires publics qui imaginaient avoir à se plaindre de l'empereur, ceux surtout qui n'avaient obtenu ni faveur ni distinction ; ils crurent le moment favorable pour compter rigoureusement avec lui. Ils se laissèrent aller à leurs passions particulières, au lieu d'envisager le danger où se trouvait l'Etat. Tous avaient encensé le gouvernement de l'empereur pendant sa prospérité ; ils s'étaient répandus en éloges sur tous les actes de son administration, lorsqu'il n'avait que faire de leur assentiment ; ils lui avaient fait mille protestations de fidélité et de dévouement, lorsqu'il était le maître du monde; et dans la seule circonstance peut-être où il eût besoin de leur concours pour tirer l'état d'un péril qui devait les engloutir eux-mêmes, ils se montrèrent difficiles, et choisirent ce moment pour régler les limites d'un pouvoir qui ne pouvait être trop absolu dans la circonstance où l'on se trouvait, et dont ils auraient eux-mêmes reculé les bornes dans un temps où l'on pouvait véritablement en abuser.

Cette conduite du Corps législatif mit le comble au mal, et il arrivera un jour où le temps, qui éclaire et analyse tout, donnera à l'histoire la force de reprocher à chacun de ces mauvais citoyens d'avoir prostitué le caractère dont la confiance de leurs compatriotes les avait investis, et d'avoir trahi le pays pour satisfaire des passions particulières.

Les mois de novembre et de décembre de cette année furent féconds en événements. Le premier qui arriva fut la capitulation du corps qui était resté dans Dresde pendant la bataille de Leipzig. Il avait obtenu de sortir avec les honneurs de la guerre pour rentrer en France avec armes et bagages, mais après quelques jours de marche on le désarma, au mépris des conventions stipulées (1).

(1) C'est Gouvion-Saint-Cyr qui défendait Dresde. Depuis le 18 décembre cette place était investie par des forces ennemies considérables. La position des troupes françaises devenait de plus en plus critique : une affreuse disette ne tarda point de mettre le comble à leur infortune. Le 1er novembre, les magasins de la ville ne renfermaient plus que pour neuf jours de vivres. Forcé de sortir de cette triste position ou de poser les armes, Gouvion-Saint-Cyr conçut le projet hardi de passer sur le ventre du corps de blocus, de rallier rapidement la garnison de Torgau, et de s'ouvrir ensuite un chemin jusqu'au Rhin, les armes à la main. Tout fut disposé à l'instant pour tenter cette entreprise désespérée. Le 5, avant le jour, la garnison sortit de Dresde sur trois colonnes, en longeant la droite de l'Elbe, elle alla se jeter sur les troupes austro-russes. Le premier choc fut à son avantage ; mais foudroyé par les batteries que Tolstoï avaient établies sur ce point, le maréchal ne put forcer la ligne de blocus, et se vit contraint, après des efforts inouïs, de rentrer dans la ville. Les habitants étaient dans l'effroi. Une députation fut envoyé le 9 à Gouvion-Saint-Cyr pour le prier d'épargner à la ville les horreurs d'une attaque de vive force et de sauver la capitale de Frédéric-Auguste, le fidèle et malheureux allié de la France. La résistance était du reste aussi inutile qu'impossible. Cédant aux prières de la population de Dresde, le maréchal français se décida à offrir une capitulation, qui fut acceptée avec empressement par les généraux alliés. L'acte de reddition, basé sur la capitulation de Wurmser à Mantoue, en 1797, fut signé le 11 novembre, et du 12 au 17, la garnison, déclarée prisonnière sur parole, se mit en marche vers la France, sur six colonnes. Arrivé à Altenberg, le général Chasteler signifia au commandant français que Schwartzenberg « refusait de ratifier la capitulation, et que la garnison, à moins qu'elle ne se rendît purement et simplement, allait être reconduite à Dresde » Rien, on le voit n'était sacré pour les prétendus libérateurs de l'Europe ; semblables à des barbares éblouis par l'orgueil de la victoire, le droit des gens

Peu de temps après arriva l'insurrection de la Hollande ; l'empereur avait été obligé d'en retirer les troupes pour les réunir à un corps d'armée qu'il organisait dans la Belgique. Le pays se trouvant sans autre défense que les garnisons du Helder et de Gorcum, un corps russe arriva des bords de l'Ems à ceux du Wall, passa ce fleuve, et vint offrir aux nombreux mécontents de la Hollande un appui dont ils profitèrent. L'insurrection éclata à Amsterdam et à Rotterdam presque en même temps ; elle se fit, pour ainsi dire, sans effusion de sang ; on mit en fuite les autorités françaises, et surtout les employés des douanes, contre lesquels la haine était plus prononcée.

On cria partout : *Vive Orange !* et les anciennes couleurs du stathouder furent arborées. Jamais un pays ne rentra avec si peu d'effort sous la domination de ses anciens chefs ; le corps russe qui protégeait ce mouvement s'avança jusqu'à la frontière du côté de Gorcum. Le prince d'Orange arriva d'Angleterre presque aussitôt, et tout fut fini pour la Hollande, c'est-à-dire que nous en fûmes complètement expulsés. Si le corps du général Davout, qui était dans Hambourg, avait eu l'ordre de quitter les bords de l'Elbe lorsque l'armée revenait sur le Rhin, et qu'on l'eût fait passer en Hollande, bien certainement l'insurrection n'eût pas éclaté, et la guerre eût peut-être eu une toute autre issue (1).

La position de l'empereur était terrible, et cependant il ne faisait que préluder aux malheurs qui devaient l'accabler.

Depuis son retour, le roi de Naples avait rassemblé son armée, et s'était mis en communication immédiate avec les agents anglais. Comme il était trop

et les lois de la guerre, n'existaient plus pour eux ! Ne pouvant accepter la proposition dérisoire de se faire ramener à Dresde, la malheureuse garnison se vit dans l'affreuse nécessité de subir le honteux despotisme des vainqueurs. (D. L.)

(1) L'insurrection se déclara à Amsterdam le 16 décembre et les Russes y firent leur entrée le 22. (D. L.)

faible pour faire respecter son indépendance, et que sa coopération changeait totalement la position des Autrichiens en Italie, il était bien évident que la première condition qui lui serait imposée pour mériter les bonnes grâces des alliés serait d'abord d'abandonner l'empereur, puis enfin de tourner ses armes contre lui ; ce qu'il fit, comme on le verra tout à l'heure.

L'empereur, qui connaissait toute l'inconstance d'esprit de ce prince, prévit ce qu'il allait faire. Déjà l'armée autrichienne avait renforcé le corps qu'elle avait en Italie. Il était devenu si supérieur à celui que nous y avions, que la lutte ne pouvait être incertaine. Il pénétra d'abord en Illyrie, dont on se souvient que M. Fouché avait été nommé gouverneur pendant l'armistice de Neumark.

Le pays s'insurgea à l'approche des Autrichiens, et M. Fouché fut obligé de se retirer. L'empereur le chargea de se rendre à Naples pour diriger le roi, dont la position devenait délicate ; mais au lieu de s'occuper des intérêts de la France, M. Fouché s'occupa des siens. Il négocia, usa le temps pour obtenir le paiement de quelques réclamations qu'il avait sur le duché d'Otrante. Si on l'en croit, il fit pis encore, puisqu'il se vantait d'avoir fixé les irrésolutions de Murat, et de l'avoir décidé en faveur de la coalition.

Si au lieu d'employer l'ascendant qu'il avait sur ce prince à vaincre la pudeur qui le retenait encore, il l'eût engagé à marcher contre ses ennemis et les nôtres, qui sait la tournure qu'eussent prise les affaires? Qui sait si les alliés eussent même osé franchir le Rhin? Cette détermination n'eût-elle d'ailleurs rien changé à la marche des affaires, ils eussent du moins fait l'un et l'autre ce qu'ils devaient faire, Murat surtout : car ce prince était du nombre de ceux auxquels leur position avait tellement tracé leur devoir, que toute conduite même équivoque était une lâche trahison. On ne garde pas plus un trône après la perte de l'honneur, qu'on ne reste sur un trône déshonoré.

Je voyais de tous côtés le danger si pressant, et en même temps je voyais faire si peu d'efforts pour en triompher, que je me décidai à en parler à l'empereur.

Il m'en fournit lui-même l'occasion après un lever à Saint-Cloud. Il me demanda mon opinion sur l'état des affaires ; je lui répondis qu'elles ne pouvaient pas être plus mauvaises, et, qui plus est, que les intentions des alliés étaient visibles, qu'il n'y avait pas à s'y méprendre, que sa perte était résolue. — Vous le croyez ? me dit-il avec un regard animé. — Je le sais, Sire, Votre Majesté est nécessaire au repos de l'Europe ; mais les passions ne voient pas l'avenir, tout leur est bon ; pourvu qu'elles se satisfassent, peu leur importe ce qui vient après. Assurément l'Autriche ne devrait pas tremper dans ces complots ; mais que penser de tout ce qui nous revient à ce sujet. Il est bien évident que vous n'avez plus que la chance des négociations pour revenir à une situation que le succès de vos armes ne vous permet plus d'espérer. C'est par conséquent de l'habileté du négociateur qu'il faut s'occuper. Or, M. le duc de Bassano est tombé dans une telle infériorité vis-à-vis de la diplomatie étrangère, que vous ne pouvez plus vous flatter de l'employer avec succès. Ici, l'empereur m'interrompit pour faire un grand éloge de M. de Bassano ; ne lui adressant que le seul reproche d'avoir laissé douter, jusqu'au dernier moment, du parti que prendrait l'Autriche à l'époque des conférences de Prague ; et il ajoutait : Mon premier mouvement était de faire la paix et j'aurais bien fait. Je lui répondis : Cela ne me surprend pas, je m'en étais douté d'après les propos qui se tenaient ici autour de cette Maison, où l'on a fait son affaire principale de détruire M. de Talleyrand, pour qu'il ne vous vienne pas à la pensée de le reprendre. Il y a cependant, Sire, de la différence entre ces deux hommes ; c'est à vous de juger si vous avez plus de confiance dans l'habileté de M. Maret pour en imposer à M. de Metternich, que je crois très influent près de la coalition, que dans M. de

Talleyrand pour tromper M. de Metternich ; moi je crois que M. de Talleyrand est préférable, parce que M. le duc de Bassano se fait des illusions et n'en impose qu'à lui-même. Il peut bien mentir, mais il ne trompe pas, tandis que M. de Talleyrand ne prend pas la peine de mentir et trompe toujours. L'empereur se mit à rire et me renvoya à Paris, en me disant de lui renvoyer M. de Talleyrand. Je montai en voiture, et me rendis chez M. de Talleyrand (1) pour lui transmettre les ordres dont j'étais chargé ; mais apparemment que ce que j'avais dit à l'empereur avait fait impression sur son esprit, car j'étais encore chez le prince de Bénévent, qu'un page lui apporta l'invitation de se rendre à Saint-Cloud.

J'étais persuadé que M. de Talleyrand allait rentrer au ministère ; mais retourné au château le soir, j'appris par l'empereur lui-même, qui eut la bonté de me le dire, comment les choses s'étaient passées. Il avait assez goûté tout ce que M. de Talleyrand lui avait dit, et lui proposa, après une longue conversation, de reprendre la direction des affaires étrangères, à la condition cependant qu'il donnerait sa démission de la charge de vice-grand-électeur. M. de Talleyrand accepta la direction des affaires, mais ne voulut pas donner la démission qu'on lui demandait. Il observa que c'était le priver d'un moyen de bien servir, que de diminuer sa considération, tout en le portant à une place à laquelle on le rappelait dans un moment où elle était plus difficile à remplir que jamais ; il hésita, et l'empereur ne conclut rien.

La conversation continua ; M. de Talleyrand, qui avait vu le but de toutes les coalitions précédentes, ne s'abusait point sur les vues de celle-ci. Il m'a

(1) Le public s'apercevra sans doute que la rédaction de ce passage n'est point conforme à ce qui est dit dans la première édition. Nous sommes forcés de convenir que nous avions égaré ce feuillet du manuscrit de l'auteur qui se trouvait absent au moment où nous avons mis sous presse. Ce n'est que depuis son retour que nous avons pu le rétablir. *(Note de l'éditeur dans la seconde édition).*

rapporté avoir dit à l'empereur : « Voilà votre ouvrage détruit ; vos alliés, en vous abandonnant successivement, ne vous ont laissé d'autre alternative que de traiter sans perdre de temps, de traiter à leurs dépens, et à tout prix. Une mauvaise paix ne pourra pas nous devenir aussi funeste que la suite d'une guerre qui ne peut plus nous être favorable ; le temps et les moyens de ramener la fortune vous manquent, et vos ennemis ne vous laisseront pas respirer.

« Il y a parmi eux des intérêts différents qu'il faudrait faire parler : les ambitions particulières sont les moyens que l'on peut saisir pour préparer une diversion. »

Ici l'empereur le força de s'expliquer. M. de Talleyrand continua : « Voilà en Angleterre une famille qui acquiert une gloire favorable à tous les genres d'ambition ; il est naturel de lui en supposer, ou du moins il est permis de penser qu'en lui montrant l'intention de la seconder, on ferait naître en elle le désir de s'élever, et qu'elle trouverait en Angleterre assez d'hommes aventureux pour courir les chances de sa fortune ; en tout cas, cette proposition ne peut pas nous nuire. Bien plus, si elle est écoutée, elle peut amener des changements tels que nous n'ayons bientôt plus que peu de chose à réparer. Une autre considération : vos alliés vous ayant manqué, vous ne pourrez rien faire de solide qu'avec des hommes nouveaux, liés d'origine à la conservation de votre système. »

L'empereur écoutait M. de Talleyrand et lui disait encore de s'expliquer, en lui reprochant qu'il était toujours le même, qu'on ne pouvait pas le deviner. Ainsi pressé, M. de Talleyrand nomma la famille Wellesley, en ajoutant : « Voilà un Wellington qui doit avoir quelque arrière-pensée. S'il se résigne à vivre sur sa réputation militaire, il ne peut pas ignorer qu'il ne sera bientôt plus question de lui ; il a plusieurs modèles devant les yeux, et un talent comme le sien ne s'arrêtera pas, tant qu'il y aura quelque chose à convoiter. »

L'empereur n'adopta pas ces suggestions ; il observa qu'avant de songer à favoriser l'ambition des autres, il fallait être en état de se faire respecter chez soi. Il ajouta même que, pour le moment, c'était la seule chose à laquelle il fallait penser. M. de Talleyrand me rapporta qu'il avait vu l'empereur fort pénétré de ce qu'il lui avait dit ; il espérait qu'il lui en reparlerait.

On a blâmé M. de Talleyrand de ne s'être pas sacrifié dans une circonstance comme celle-là. On a prétendu que c'était un crime de faire des conditions lorsqu'on avait besoin du concours de son talent. Le blâme est facile à répandre, mais dans ce cas-là il n'était pas mérité. M. de Talleyrand connaissait sa position ; il craignait que les haines qui le poursuivaient depuis longtemps ne parvinssent encore à le faire éloigner. Démis alors de sa place de vice-grand-électeur, il se serait trouvé sans appui et même sans argent, car il avait éprouvé une faillite énorme l'année précédente.

Il observait avec raison que, si l'empereur n'avait pas d'arrière-pensée en lui rendant sa confiance, il ne devait pas lui en refuser le témoignage, qu'il devait lui accorder tout ce qui pouvait lui donner de la sécurité.

Dans le cas contraire, il devait prendre garde à lui, afin d'éviter de se trouver en spectacle d'une manière trop fâcheuse. Il ne voulut pas se dessaisir du titre qui était sa sauvegarde, et le projet de lui rendre le portefeuille en resta là. Le choix tomba sur le duc de Vicence, qui semblait posséder la bienveillance de l'empereur de Russie.

L'empereur retira aussi le ministère de la justice au duc de Massa (M. Régnier), et celui de l'administration de la guerre au comte de Cessac.

Il n'était mécontent ni de l'un ni de l'autre ; mais le premier était fort âgé, il avait déjà eu une attaque d'apoplexie, et était menacé d'en avoir une seconde. L'empereur craignait qu'elle ne lui arrivât pendant qu'il serait absent ; il le nomma président du Corps législatif, et le fit remplacer dans son ministère par

M. le comte Molé, qui était alors inspecteur général des ponts et chaussées.

L'empereur aimait M. Molé. Il y avait longtemps qu'il cherchait à le rapprocher de lui, et quoiqu'il n'eût pas même fait son droit, il le mit à la tête de la magistrature, parce qu'il y a des places qui semblent faites pour les noms, comme il y a des noms qui semblent convenir aux places ; c'était le cas de M. Molé. Sa nomination fut le sujet de quelques réflexions, car la place avait plusieurs prétendants ; lorsque les malheurs arrivèrent, M. Molé justifia l'opinion que l'empereur avait conçue de lui.

L'empereur n'avait non plus aucun grief contre M. de Cessac ; mais M. de Bassano était rentré à la secrétairerie d'Etat, il fallait pourvoir M. le comte Daru : il le fit ministre de l'administration de la guerre. M. Daru, qui s'était toute sa vie occupé d'administration militaire, était particulièrement propre à gérer ce ministère. Il avait suivi les armées, et connaissait parfaitement le mécanisme des troupes ; il était d'ailleurs plus jeune que M. de Cessac, auquel l'empereur donna pour retraite le titre et les émoluments de ministre d'Etat.

Ces trois changements eurent lieu le même jour à la fin de novembre (1) ; ils ne soutinrent pas longtemps l'espérance du public, qui vit cependant avec plaisir le choix de M. le duc de Vicence, qu'on lui présentait comme entouré d'une auréole de paix. Celui-ci se mit, comme je l'ai dit, aussitôt en communication avec M. de Metternich ; il donna aux bases transmises par M. de Saint-Aignan une adhésion aussi explicite que ce ministre le désirait ; mais la réponse se faisait attendre, le temps s'écoulait, l'avenir se présentait chaque jour sous un aspect plus menaçant.

(1) Le 20 novembre 1813.

CHAPITRE XVII

L'empereur ne désespère pas. — Activité avec laquelle il pousse ses préparatifs. — Manie de délations. — Les flatteurs. — L'empereur se décide à négocier avec Valençay. — Intrigues de ce château. — Passion subite de Ferdinand pour le cheval. — Comment je réussis à la calmer. — Conventions de Valençay. — Elles ne s'exécutent pas. — Parti qu'il eût fallu prendre au sujet du pont de Bâle. — Mes motifs. — Envoi de commissaires extraordinaires. — Je propose que les fonctionnaires restent à leurs postes. — Etat de l'opinion. — Artifices des alliés. — Ouverture du Corps législatif.

L'empereur, qui n'avait pas pris le change sur les vues des alliés, employait à assembler des moyens de défense le temps qu'autour de lui on perdait à espérer. Il s'occupait sans relâche à réunir une armée, à l'équiper et à la mettre en état de prendre la campagne. Il faisait approvisionner les places de l'ancienne frontière auxquelles on n'avait plus pensé depuis 1795 ; mais ses ordres, ses mesures de prévoyance même ne servaient qu'à faire sentir la pénurie de nos moyens.

Toute cette formidable ligne de forteresses qui faisaient une ceinture à la France était à peu près désarmée. L'artillerie dont elle était autrefois pourvue avait été transportée dans les places de la nouvelle frontière, et conduite de place en place jusqu'à l'embouchure de l'Elbe et de la Vistule. On se donna des peines incroyables pour créer ce qui n'existait pas, et pour porter ce que l'on avait sur les points où il était nécessaire. L'administration déploya une

grande activité que la population seconda généralement de son mieux; mais son zèle se rebutait lorsque le tableau de nos dangers s'offrait à ses yeux. On demandait des armes d'un bout de la France à l'autre, et, au lieu d'en donner, l'on retirait des mains de la Garde nationale le peu de fusils qu'elle avait encore, pour en faire un magasin, afin d'être en état de subvenir aux besoins de l'armée. Le duc de Feltre est sans excuse de n'avoir pas fait employer l'année 1813 à augmenter la fabrication d'armes comparativement aux années précédentes, d'autant qu'il savait tout ce qui avait été perdu dans la campagne de 1812.

Le manque de chevaux de traits pour l'artillerie se fit sentir, et apporta de nouveaux embarras. On fut obligé d'avoir recours à l'emploi de toutes sortes de moyens vexatoires pour accélérer des fournitures qui ne pouvaient être faites assez tôt en suivant les formes prescrites par les règlements. Les plaintes se firent entendre de tous côtés, et l'on opposa la force d'inertie.

L'empereur ne s'abusait pas sur les événements qui s'approchaient ; je crois fermement que, dans ces instants pénibles, il jugea bien ces hommes qui, six mois auparavant, lui disaient en plein Conseil « qu'ils le considéreraient comme déshonoré s'il faisait la cession d'un seul village réuni à l'empire par un sénatus-consulte, » ainsi que ceux qui lui dissimulaient le véritable état des choses. Ces hommes savaient cependant dans quelle situation était la France. Si, au lieu d'écouter les inspirations d'un fol orgueil, ou d'un zèle intéressé, ils eussent fait entendre les plaintes qui retentissaient à leurs oreilles, ils nous eussent épargné bien des maux.

Mais ils n'ont jamais ambitionné que la faveur exclusive de l'empereur : ils avaient la fièvre lorsqu'il le voyaient parler deux fois de suite avec une personne qui avait la réputation de leur être supérieure en talents. Aussitôt ils prenaient leurs mesures pour écarter l'importun, ils n'avaient pas de repos qu'ils

ne l'eussent éconduit (1). Cette funeste tactique porta bientôt son fruit, la vérité fit place à la flatterie, et l'empire succomba. Il n'y eut plus alors ni zèle ni dévouement. Nos malheurs n'étaient pas l'ouvrage de ceux qui les avaient causés, mais les résultats d'une opiniâtreté qu'ils n'avaient pu vaincre. Ils se targuent d'une rudesse qu'ils n'ont jamais eue ; ils se donnent un vernis d'opposition qu'on ne leur connut jamais ; ils auront beau faire, leurs noms sont inséparables des calamités publiques, nos neveux sauront par quelles mains a péri un édifice de gloire que nous comptions avec orgueil leur transmettre en héritage.

Ce sont toujours les hommes dont le métier n'est pas de se trouver sur le champ de bataille qui sont les plus avides de guerre ; ils cherchent à s'attribuer les honneurs et la considération dont on récompense ceux qui courent les dangers. Entendez-les, ils tranchent sur le mérite des généraux, pèsent leurs talents et leur courage ; s'ils ne peuvent en faire des hommes médiocres ou lâches, ils en font des hommes immoraux ou des spoliateurs. Combien j'en ai vu accuser près de l'empereur, parce qu'on lui savait de l'estime pour eux ; et lorsqu'on était parvenu à leur nuire, on cherchait à leur persuader qu'on leur était favorable, mais que l'empereur avait sur eux des rapports dont on n'avait pu triompher. J'ai vu souvent l'empereur obligé d'imposer silence à la malveillance, et se plaindre avec amertume du besoin que l'on avait de se nuire les uns aux autres ; je l'ai vu quelquefois entrer en fureur en lisant des rapports faits par des officiers généraux qui croyaient lui donner des preuves de dévouement en calomniant leurs camarades. J'ai connu une grande partie de toutes ces infâmes délations, et le seul reproche qu'on puisse faire à l'empereur, c'est d'avoir été bon jusqu'à la faiblesse pour des hommes qui ne recherchaient que

(1) L'empereur disait à ce sujet : « Cela en est venu au « point que quand j'entretiens Talleyrand, son adversaire a « la jaunisse. » *(Note de l'édition originale).*

la faveur. Ils l'obsédaient pour faire leur fortune particulière, mais ils étaient sans affection pour lui, ou du moins ils n'avaient rien de cette exaltation, de ce dévouement dont ils ne cessaient de se targuer.

J'ai dit que l'empereur, en voyant tant de difficultés, ne s'en faisait point accroire sur les résultats dont sa pénible situation pouvait être suivie ; en voici la preuve.

Il n'avait aucune confiance dans les sentiments manifestés par les déclarations des alliés. Il avait dit depuis longtemps, en parlant d'eux : « Ils se sont donné rendez-vous sur ma tombe, mais c'est à qui n'y arrivera pas le premier. » Il ajoutait dans cette circonstance : « Le moment de leur rendez-vous est arrivé ; ils regardent le lion comme mort ; c'est à qui lui donnera le coup de pied de l'âne : si la France m'abandonne, je ne puis rien ; mais l'on ne tardera pas à se repentir de ce que l'on aura fait. »

Il jugeait bien qu'il était impossible que les alliés ne sussent pas à peu près d'une manière exacte tous les embarras dans lesquels il était plongé. Il ne se dissimulait pas que cette circonstance, loin de leur donner des dispositions pacifiques, ne les rendrait que plus exigeants ; mais au lieu de l'abattre, cette circonstance ne fit que redoubler son activité.

On vit, dans cette occasion, ce que peut un génie comme le sien. On jugera de ce qu'il aurait fait, s'il avait été secondé : il semblait que l'infortune, en l'accablant de ses rigueurs, les eût proportionnées à la force de son âme ; rien ne l'étonnait ni ne l'ébranlait.

L'empereur résolut de terminer les affaires d'Espagne. S'il l'avait fait deux mois plus tôt, il n'y a nul doute qu'il était sauvé ; car l'armée d'Espagne aurait pu se trouver en Bourgogne lorsque celle des alliés arrivait sur les frontières de Suisse. Il parla de ce projet à Cambacérès, qui l'approuva fortement. Le ministre des relations extérieures eut ordre de s'en occuper sur-le-champ. Celui-ci me demanda un permis d'entrée et de séjour à Valençay, tant que

bon lui semblerait, pour M. de Laforest, qui était attaché aux relations extérieures, ainsi qu'un passeport pour le duc San-Carlos, qui avait été séparé du prince des Asturies sous l'administration de M. Fouché, et résidait à Lons-le-Saunier, en Franche-Comté.

Les princes d'Espagne vivaient dans un isolement absolu à Valençay. On n'ignorait cependant rien de ce qui se passait dans leur intérieur, et il ne faut qu'avoir connu les mœurs espagnoles pour croire que l'on était forcé de recourir à des moyens vexatoires pour être informé de ce que l'on désirait savoir. Il y avait autant d'intrigues à cette petite Cour qu'il n'y en avait jamais eu à celle de Madrid. On s'y disputait la confiance du prince comme la vice-royauté du Mexique ; celui qui avait le plus d'ambition était toujours prêt à sacrifier son rival, comme celui-ci était disposé à éloigner celui qu'il redoutait.

Les princes d'Espagne n'ont jamais été surveillés par moi que de cette manière, il suffisait d'ouvrir les yeux et de faire parler. J'ai toujours recommandé qu'on les laissât aller et venir. Je m'en suis bien trouvé, car cela m'a dispensé de recourir à l'emploi des moyens coercitifs, que l'embarras des affaires générales aurait peut-être excusé.

Je n'eus d'inquiétude que dans une occasion. Le prince des Asturies se prit tout à coup de belle passion pour le cheval, tandis qu'auparavant il ne sortait presque pas, ou s'il le faisait, c'était en calèche. J'étais un peu embarrassé, parce que je ne voulais ni être sa dupe ni lui manquer d'égards, en le privant avec violence d'un amusement qui semblait lui plaire. Je pris mes mesures en conséquence : ses chevaux de selle se trouvèrent tout à coup détestables : chaque fois qu'il voulait les monter, ils étaient encloués ou boiteux. Comme il n'était pas très bon écuyer, on mettait sur son compte une foule de petits accidents qui étaient le fait d'un homme stationné sur les lieux pour tenir ses chevaux dans un état de clopection continuel. Je fis si bien, que l'envie de l'équitation lui passa. J'avoue que j'en fus fort aise.

Du reste, je ne laissais échapper aucune occasion de lui faire part de tout ce qui pouvait l'intéresser. Je veillais surtout à éloigner l'intrigue qui s'attache toujours au malheur, et qui aurait pu lui attirer quelques désagréments. L'empereur m'avait particulièrement recommandé d'agir vis-à-vis de ce prince avec beaucoup de respect et d'égards, en faisant cependant concorder le tout avec les devoirs qui m'étaient imposés.

Avant mon entrée dans l'administration de la police, il s'était passé une intrigue qui aurait pu être pour ces princes la source de grands désagréments. Un homme déjà repris par la police correctionnelle imagina d'acquérir de la célébrité en les faisant évader. Il se rend en Angleterre et va faire part de son projet au ministère de ce pays. Celui-ci, qui ne risquait rien dans cette affaire que de l'argent, dont il était encore prodigue à cette époque, lui donna une partie de diamants assez considérable qu'il devait réaliser en France en prenant le masque d'un agent de commerce, et des signes non équivoques, pour se faire reconnaître et accréditer près des princes d'Espagne. Notre homme revient à Paris, et, pour se mettre à l'abri des recherches, s'établit à Versailles sous le nom de baron de Colli. Il avait été signalé par nos agents à son départ de Londres. Une intrigue galante qu'il avait formée à Versailles eut pour lui des suites qui le firent arrêter. Son nom de Colli était connu à la police, et l'examen des papiers dont il était porteur convainquit bientôt qu'il était l'homme qui avait été signalé à son départ de Londres. Il avoua tout, dans la crainte qu'on ne menât la chose trop loin, et l'on sut son vrai nom qui était Bourguignon, fils d'un gendarme d'une des résidences de Lorraine ou de Bourgogne. La police de France imagina de substituer à ce baron de Colli un homme adroit, de le munir de toutes les pièces trouvées sur Colli et de l'envoyer à Valençay pour jouer le rôle que celui-ci devait y remplir, afin de savoir s'il y avait d'autres complices dans l'affaire ; mais le prince des Asturies n'y prit aucune confiance et dénonça lui-même la

proposition de ce nouveau messager. La chose en resta là. Colli fut mis à Vincennes, où il était encore à l'époque de la Restauration ; ce fut en vain qu'il déclara qu'il n'avait jamais eu le projet d'aller à Valençay, mais n'avoir eu que l'intention de se procurer de l'argent en abusant le gouvernement anglais : ce qui était croyable.

On disputait à Valençay sur des misères, et on était d'accord sur le point principal. On avait bien eu la pensée de demander au prince des Asturies l'abandon de la Catalogne ; mais on jugea sagement qu'abuser de sa situation pour exiger des sacrifices contraires à sa dignité, et qui décéleraient la contrainte, ce serait lui fournir, une fois rentré chez lui, un prétexte pour annuler tout ce qu'il aurait fait. En conséquence, il fut arrêté que tous les princes de la Maison de Bourbon d'Espagne retourneraient en Espagne, et que le roi Joseph, frère de l'empereur, se désisterait de toutes les prétentions qu'il pouvait avoir sur ce royaume en vertu des actes antérieurs qui avaient été reconnus par toutes les puissances de l'Europe, hormis l'Angleterre. Le prince des Asturies s'engagea, de son côté, à maintenir la paix entre la nation espagnole et la France, et à retirer par conséquent toutes les troupes espagnoles qui se trouvaient à l'armée anglaise ; enfin à ne pas donner passage par ses Etats aux troupes étrangères pour attaquer la frontière de France.

Cet arrangement fut signé, et l'on a toujours ignoré la bonne foi avec laquelle l'empereur le concluait ; il ne faudrait, pour en être convaincu, qu'avoir connu ce qu'il lui en coûta de soins et d'instances près de son frère pour lui faire faire la pure et simple renonciation au trône d'Espagne. L'empereur, qui me fit l'honneur de me parler de cela, me disait que, dans une discussion pendant laquelle son frère lui résistait, il lui avait dit : « Mais, en vérité, ne dirait-on pas que je vous enlève votre portion de l'héritage du feu roi notre père ? » Il n'y avait que le maréchal Berthier qui connaissait tous ces détails, parce que c'était lui que l'empereur avait chargé de

suivre les négociations avec Joseph. Ce que l'on ne peut pas comprendre, c'est que lorsque l'on fut d'accord sur tout, et qu'après avoir mis autant de chaleur à faire conclure un arrangement qui permettait de disposer de forces presque doubles de celles qu'avait l'empereur, on ait mis tout à coup de la lenteur dans son exécution, au point qu'il devint de nul effet dans nos affaires.

M. de San-Carlos était venu de Valençay rapporter le traité, et voilà en quel état les choses se trouvaient tombées depuis l'ouverture de ces négociations.

Jamais le temps ne fut aussi précieux qu'il l'était alors, ni le danger si pressant. Quelques mois auparavant, on n'avait pas craint de perdre la Confédération du Rhin en retirant le corps du maréchal Augereau de la frontière de Bavière pour le réunir à l'armée ; et dans cette occasion, où il y allait de la France, on négligea de faire faire le même mouvement à l'armée d'Espagne. qui pouvait encore arriver sur le théâtre des événements, où sa présence eût tout changé. On ne saurait trop regretter que les ordres de l'empereur aient été mal exécutés, ou même éludés dans un intérêt particulier. Je dirai à ce sujet ce que j'ai appris par mes canaux d'informations, afin de rendre cette énigme claire ou au moins compréhensible ; l'on verra que l'intrigue marchait toujours, et que l'on était occupé de toute autre chose que du salut de l'Etat.

L'empereur m'avait ordonné de ne rien négliger pour lui procurer des informations certaines sur les projets des armées alliées. Je me trouvai avoir un moyen naturel de mettre une personne qui m'était attachée, en relation avec un de ses amis qui suivait le quartier général de la coalition, et qui avait accès à la chancellerie du prince de Schwartzenberg. En conséquence, je l'envoyai par la Suisse jusqu'à l'armée ennemie, dont la réunion générale dans le Brisgau décelait bien assez les projets.

Cette personne m'écrivit de Bâle d'employer toute mon influence pour faire, sans délai, détruire le pont

que cette ville possède sur le Rhin, soit en l'achetant aux Suisses, soit de toute autre manière. Le temps était trop court pour faire de cette idée l'objet d'une négociation, d'autant plus qu'elle se serait ressentie de l'influence des ennemis, qui ne l'auraient pas vue avec indifférence. Il aurait fallu acheter le pont immédiatement après la défection de la Bavière, et le faire détruire sur-le-champ. Cette même personne revint en poste à Paris m'apporter tout ce qu'elle avait appris à l'armée ennemie, qui commençait son mouvement offensif vers la frontière.

Je crus alors de mon devoir de me rendre importun, jusqu'à ce que l'empereur eût pris des mesures et donné des instructions sur ce qu'auraient à faire les autorités locales en cas d'une invasion que je regardais comme imminente. Je mis tant d'instances à cette affaire, qu'enfin je fus écouté ; il y eut un Conseil à ce sujet. Indépendamment des ministres qui avaient des départements, l'empereur y fit appeler les ministres d'Etat et les grands dignitaires. Je rappelai le souvenir des dangers qu'avait courus le territoire aux premières époques de la Révolution, et que ce n'était qu'aux mesures énergiques du gouvernement d'alors que l'on avait dû le déploiement des forces gigantesques qui avaient sauvé l'Etat. Je m'étendis beaucoup sur le danger, qui ne pouvait être plus grand, ni, je crois, le temps plus court, et j'insistai pour l'emploi prompt de tout ce qui pouvait exciter un mouvement national, sans lequel il fallait s'attendre aux plus grands malheurs.

Je citai la conduite des Autrichiens lorsque nous avions occupé leurs provinces ; ils avaient eu la bonne politique de donner des instructions à tous leurs employés civils, et de les faire rester à leurs postes. Ceux-ci régularisaient tout : à la vérité, ils nous étaient utiles, mais ils préservaient le pays de plus grands maux, et surtout observaient leurs administrés, que leur présence et leur autorité contenaient dans le devoir.

Ici je fus interrompu par une observation que me fit un membre du Conseil : il me dit que les Autri-

chiens n'avaient jamais rendu l'occupation de leur pays plus facile qu'en laissant chaque administrateur à sa place ; qu'il fallait bien se garder de les imiter, qu'ils seraient obligés de tout désorganiser, et seraient ainsi embarrassés à chaque pas lorsqu'ils trouveraient les administrations parties.

J'insistai malgré cette observation, pour que les administrateurs restassent à leurs places, et eussent des instructions pour faire de bonne grâce ce que l'on ne pouvait refuser de force. J'ajoutai que le pays y gagnerait, qu'il éviterait le pillage ; et qu'en second lieu, si la fortune amenait une occasion favorable à un mouvement national, on pourrait le tenter, car on saurait à qui s'adresser. Aucun fonctionnaire n'oserait alors méconnaître l'autorité qui lui écrirait, quelle que fût la direction dans laquelle on voudrait le faire agir.

J'observai que la position dans laquelle nous nous trouvions était bien différente de celle dans laquelle s'était trouvée l'Autriche ; il était bien vrai que, si le gouvernement de ce pays avait retiré ses employés civils à notre approche, il nous aurait embarrassés pour pourvoir à leur remplacement, parce que sa population offrait moins de gens lettrés que la nôtre ; mais c'était précisément une raison pour ne pas imiter sa conduite. En retirant nos autorités, nous nous priverions de beaucoup de moyens d'informations et de leviers pour mettre la population en mouvement, si l'occasion s'en présentait ; tandis que nous n'arrêterions pas les progrès des ennemis, parce que le premier conseiller de préfecture, ou même le premier employé de bureaux qui se trouverait sur les lieux, serait suffisant pour faire marcher la machine autant que les ennemis auraient besoin de la faire aller. J'ajoutai que ces fonctionnaires provisoires ne s'exposeraient pas à perdre la vie pour nous servir, d'autant plus qu'ils auraient toujours une excuse à donner pour se refuser à ce qu'on serait dans le cas de leur demander, en supposant même que l'on parvînt à les connaître.

Enfin je conclus à ce que le moindre désavantage

pour nous était de laisser les administrations à leur place. Cette partie de mon opinion ne prévalut pas : on persista à croire que leur éloignement, au moment de l'approche des ennemis, embarrasserait leur marche ; on leur donna l'ordre d'évacuer successivement leur résidence à mesure que les alliés s'avanceraient. Je fus particulièrement très fâché de cette disposition, parce que je ne m'abusais pas sur les projets des souverains, et que je voyais que cette mesure leur était moins nuisible que favorable.

On résolut, dans le même Conseil, d'envoyer un commissaire du gouvernement dans chaque division militaire, pour y exciter l'émulation et réchauffer, s'il était possible, l'ancienne énergie nationale qui avait fait tant de prodiges. Ces commissaires trouvèrent partout de la bonne volonté, mais de l'espérance nulle part ; or, sans elle, point d'enthousiasme : l'énergie était usée ; on se résignait à ce que le sort déciderait. Il y eut cependant quelques parties de la France où l'on vit encore briller des étincelles du feu sacré ; mais c'était le même cri d'un bout du territoire à l'autre : des armes ! des armes ! On entendait de tous côtés crier à la trahison ; on accusait le ministre de la guerre, et il m'en coûta quelques soins pour lui rendre l'opinion de beaucoup de monde moins défavorable. A la vérité, les fabriques d'armes ne travaillaient pas ; et tout le monde se demandait comment, dans un moment aussi pressant, on n'avait pas songé à faire monter une manufacture d'armes à Paris, ainsi que cela avait eu lieu dans la Révolution ; comment celles de Liège, de Charleville, de Maubeuge et d'Alsace n'avaient pas été dirigées sur Paris pour n'en faire qu'une générale.

Si cette mesure avait été prise immédiatement après la perte de la bataille de Leipzig, la manufacture de Paris, aidée de la quantité d'ouvriers dont cette ville fourmille, aurait donné deux ou trois mille fusils par jour. Cela seul aurait sauvé la France : et puisque le ministre de la guerre s'était prononcé pour la continuation des hostilités, il devait au moins aviser au moyen de les pousser avec

vigueur. Il faut dire cependant que le temps lui manquait plus que la besogne, et qu'il était difficile de prévoir que les événements marcheraient aussi vite. Je lui ai souvent entendu dire qu'il regardait comme une folie de ne pas faire la paix ; il se repentait alors de l'avis qu'il avait ouvert au retour de la campagne de Russie.

Les commissaires du gouvernement ne purent pas tous se rendre à leur destination, quelques-uns rencontrèrent l'ennemi en chemin.

Quelque faibles qu'ils fussent, nos préparatifs n'avaient pas laissé de faire impression sur les alliés. Ils tremblaient que la nation ne prît fait et cause dans la querelle qui se débattait, et ne négligeaient aucun moyen de répandre partout la déception. Les mesures de défense qui avaient été prises furent taxées de projets de conquêtes. Ils affectaient de la modération, avec une armée sextuple de tout ce que l'empereur pouvait réunir ; ils venaient au cœur de la France l'accuser d'ambition, et lui faire un crime d'avoir appelé les Français à la défense de leurs domiciles et de leurs familles.

La tête avait tourné à tout le monde. On crut aux paroles artificieuses des ennemis, et on repoussa les prévisions de l'empereur.

L'ouverture du Corps législatif, qui avait été successivement ajounée, fut enfin fixée au 20 décembre (1) ; l'empereur voulait donner à cette Assemblée une communication de la réponse des alliés ; c'était un des motifs qui avaient tant retardé la session. Cette cérémonie eut lieu dans les formes accoutumées jusqu'alors ; l'empereur prononça le discours d'usage. Je trouvai qu'il ne s'étendait pas assez sur les événements qui avaient amené la situation actuelle. On était trop occupé en France du passé et de l'avenir pour se contenter d'un exposé aussi simple que celui qui fut fait au Corps législatif, et j'ai toujours pensé qu'il eût mieux valu ne lui en

(1) C'est le 19 qu'il faut lire. Le discours de l'empereur est inséré dans le *Moniteur* du 20. (D.L.)

point faire du tout, que de lui cacher quelque chose, ou, pour mieux dire, de ne pas lui montrer une confiance entière ; car le moindre des inconvénients qui pouvaient résulter d'une telle réticence, c'était de s'en faire un ennemi qui saisirait la première occasion de restreindre un pouvoir qui lui portait ombrage, et de le soumettre à l'empire de l'opinion.

Les membres du Corps législatif étaient depuis un mois à Paris, où ils étaient rassasiés de tous les mauvais bruits qui y étaient répandus. Ils s'attendaient à une communication qui redresserait leur opinion formée sur tout ce qu'ils avaient entendu ; faute de cela, ils restèrent dans leurs préventions. Ils furent toutefois flattés qu'on leur eût communiqué l'état de la négociation, mais ils surent qu'on leur avait caché quelques pièces ; la chose était peu importante, et cependant elle devint le prétexte qu'ils saisirent pour rester dans leur état de méfiance. Il faut convenir qu'il n'y avait rien d'aussi facile que d'influencer cette Assemblée, parce qu'elle n'était pas encore indisposée personnellement contre l'empereur, et encore moins disposée à refuser ce qu'il serait en son pouvoir de faire pour sortir de la crise où l'on se trouvait. Je le répète, le Corps législatif n'était point mauvais ; il renfermait bien quelques mécontents, mais la plupart étaient flattés de se trouver dans une session qui promettait aux uns des occasions de faveur, et aux autres celles de montrer leur patriotisme ou de faire remarquer leurs talents. Il ne fallait que de l'habileté pour démêler ces dispositions-là. Ceci a besoin d'être expliqué.

CHAPITRE XVIII

Intrigues pour s'interposer entre le gouvernement et le Corps législatif. — Préventions qu'on inspire à l'empereur. — Communications diplomatiques. — L'Assemblée montre de l'indépendance dans le choix de la commission. — Inconvenance du rapport. — M. Lainé. — Conseil privé pour aviser aux moyens qu'exige la circonstance. — Avis divers. — Le Corps législatif est ajourné. — Combien il eût été facile de tirer parti de cette Assemblée. — Opinion de l'archichancelier sur le renvoi du Corps législatif. — Ce que Fouché pensait des Corps délibérants. — Violation du territoire helvétique. — Les armées alliées pénètrent en France. — Genève. — Marche générale de l'invasion. — Il manque deux mois à l'empereur.

L'empereur avait, comme je l'ai dit, nommé président du Corps législatif M. le duc de Massa, auquel il avait retiré depuis peu le portefeuille de la justice.

Les sessions du Corps législatif ont toujours été des circonstances de crédit pour les intrigants ; ils ont soin de semer à l'avance de l'inquiétude parmi les membres qui le composent, et, après avoir récolté les fruits de ce qu'ils ont semé, ils viennent sonner l'alarme auprès des personnes qui approchent du gouvernement. Celles-ci qui sont immédiatement intéressées au succès des affaires, ne manquent pas d'en faire un rapport confidentiel, dans lequel elles nomment leurs auteurs.

C'est une manière de faire parvenir au souverain une preuve du zèle dont on est animé pour son service, ou de se faire inscrire au bureau des grâces.

Le séjour qu'avaient fait à Paris les députés du

Corps législatif, avant son ouverture, avait fourni un vaste champ aux intrigants ; et comme l'ordinaire de ces hommes est d'être jaloux de tout le monde, cette année-là ils eurent encore soin de faire rejeter sur l'influence des individus qu'ils redoutaient, ou qu'ils voulaient perdre, toutes les mauvaises dispositions qu'ils croyaient apercevoir parmi quelques membres du Corps législatif.

J'observais exactement la marche que prenaient les affaires, sans chercher à donner une direction à qui que ce fût, parce qu'avant d'essayer de remettre les gens en bon chemin, il faut s'assurer qu'ils se trompent. Souvent, en voulant lui faire prendre une route, on rend méfiant celui que l'on prétend conduire ; il en suit une autre par esprit d'opposition : c'est ce qui arriva dans la circonstance dont il s'agit. On avait peint à l'empereur le duc de Massa comme incapable de diriger l'Assemblée dans une circonstance aussi difficile. On alléguait que les suites des deux attaques d'apoplexie dont il avait été frappé avaient affaibli ses facultés. S'il en avait été ainsi, on aurait au moins dû en faire l'observation avant sa nomination à la présidence ; mais probablement on n'était pas prêt à saisir l'influence qu'on voulait avoir, ou bien on craignait qu'un autre président fût moins facile.

Ils réussirent, à l'aide de quelques rapports, à se faire charger par l'empereur de se mêler à des agitations qu'ils lui disaient exister dans le Corps législatif. Ces messieurs avaient tellement pris la besogne à cœur, qu'ils redoutaient même ce qui n'existait pas. Ils me firent donner l'ordre positif, qui me fut même exprimé sèchement, de m'abstenir de toute démarche vis-à-vis du Corps législatif, dans lequel je n'avais aucune pratique que la surveillance ordinaire qu'il était dans mon devoir d'y exercer ; et je dois dire à la louange de cette Assemblée, que je n'y remarquais encore que des sentiments qu'il était bien facile de faire tourner à l'avantage du grand intérêt national.

Les premières démarches des hommes qui vou-

laient ainsi diriger le Corps législatif se firent apercevoir dans la formation du bureau, dans la nomination des questeurs et autres charges dont la nomination est soumise à l'élection. L'Assemblée vit de suite qu'on voulait la mener, et aux mouvements que se donnaient certains individus dont la livrée était connue, elle aperçut sous quelle influence on voulait la ranger.

Un mouvement naturel à l'homme est de repousser tout ce qui attaque sa dignité, et un corps principalement se trouve toujours blessé qu'on veuille le conduire dans un chemin qu'il connaît aussi bien que celui qui prétend être son mentor. Mais les hommes habitués au mouvement ont un besoin continuel d'être comme la mouche du coche, autrement ils n'auraient point de mérite, on ne leur tiendrait aucun compte d'efforts superflus, et pour lesquels ils se promettaient cependant de demander des récompenses. Ils auraient au moins dû ne pas se laisser apercevoir en se servant d'orateurs connus pour leur appartenir ; leur maladresse gâta une Assemblée qui pouvait faire tant de bien, et dont la dissolution combla les vues des alliés, qui cherchaient à séparer l'empereur de la nation.

L'Assemblée céda à l'influence qui pesait sur elle, et nomma pour questeurs les individus qui avaient été désignés à son choix ; mais elle reprit son caractère, repoussa nettement tout ce qui sentait l'officiel, et nomma M. Lainé son vice-président (1). Dès ce moment, les intrigants furent aux abois. Par suite des communications que l'empereur fit faire au Corps législatif sur l'état des affaires, celui-ci nomma une commission pour examiner les pièces du portefeuille des relations extérieures que l'on portait à sa connaissance, et prouva par les choix qu'il fit qu'il voulait rester indépendant. On ne pouvait pas le blâmer en cela ; il ne fallait pas l'assembler, ou lui faire

(1) M. Lainé, alors avocat de Bordeaux, était considéré comme républicain de bonne foi ; c'est ce qui décida le choix qu'on fit de lui. *(Note de l'édition originale).*

connaître franchement la position dans laquelle on était, parce que d'abord on le devait, et qu'ensuite il était lui-même intéressé à ce qu'on sortît d'embarras ; aurait-il même demandé des concessions injustes, il fallait encore les lui accorder; il ne pouvait rien y avoir de déshonorant à céder à la nation.

D'ailleurs cette Assemblée ne demandait rien de déraisonnable ; il y avait très peu de distance entre ce qu'elle réclamait et ce que l'empereur a toujours été dans l'intention d'accorder. On pouvait donc s'entendre, il n'y avait même au fond qu'à faire prendre au discours une forme moins choquante, ce que les ressources de notre langue donnaient mille moyens de faire, et tout était aplani. Au lieu de cela, on peignit à l'empereur le rapport de cette commission du Corps législatif comme une attaque personnelle dirigée contre lui, en même temps comme un coup de cloche qui allait faire surgir de tous côtés des assemblées populaires. On lui dit que de cette manière on ruinerait insensiblement son pouvoir et qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour se mettre en garde contre les suites de vues aussi hostiles. Je ne puis disconvenir qu'il y avait dans cette opinion quelque chose de vrai, mais ce n'était pas le moment de compter.

L'empereur m'écrivit de me procurer le rapport de la commission du Corps législatif, qui était imprimé et devait être distribué à la séance du lendemain.

Il m'avait défendu de m'immiscer en rien dans ce qui concernait cette Assemblée, je me l'étais tenu pour dit. Je n'avais voulu ni m'exposer à lui déplaire ni contrarier ce qu'il voulait faire faire par d'autres voies. Cependant ces messieurs, qu'animait tant de zèle, auraient bien pu se procurer le rapport avant de laisser aller les choses aussi loin ; mais ils n'en faisaient pas d'autres dans toutes les occasions.

J'avais heureusement ce rapport ; je l'envoyai à l'instant même aux Tuileries. Comme il devait paraître le lendemain, on convoqua le soir même un Conseil privé extraordinaire auquel assistèrent le roi Joseph, les dignitaires de l'Etat, les ministres et les

ministres d'Etat. Le président du Corps législatif s'y trouva en cette dernière qualité. Il y avait dans la composition de ce Conseil tout ce que l'on pouvait désirer, soit comme réunion des lumières, soit comme dévouement à l'empereur.

M. de Bassano, en sa qualité de secrétaire d'Etat, donna lecture du rapport de la commission du Corps législatif. Il est bon d'observer que les jours précédents on avait mis toutes sortes de moyens en œuvre pour faire connaître à cette commission ce que l'on désirait qu'elle dît, tant dans son exposé que dans ses conclusions. On avait échoué, et son rapport était en ce moment l'objet de la délibération du Conseil privé. Il faut convenir que cette pièce avait quelque chose de choquant pour le gouvernement, et pourtant ce n'était qu'une première attaque.

L'empereur laissa parler tout le monde ; on lui donna de fortes raisons en faveur du Corps législatif, particulièrement l'archichancelier ; mais personne ne voulait s'engager à lui répondre qu'il n'y avait pas quelque arrière-pensée de raviver des principes dont la profession avait causé tant de désordres (1). Lorsque, dans le discours, on arrivait à ce point, chacun faisait un pas en arrière en témoignant de l'inquiétude, en disant qu'il ne répondait pas de ce qui pouvait être la suite de telle ou telle chose, etc.

L'empereur s'était plaint souvent que toutes les discussions des Conseils qu'il assemblait finissaient par prendre cette tournure, mais dans le cas dont il s'agit, la chose fut pire encore. Il semblait que l'on prévoyait une catastrophe, et que chacun cherchât autant à n'y point attacher son nom, qu'à se garantir de ses effets.

L'empereur résuma la question, et demanda si dans l'état des choses, la direction que prenait le Corps législatif pouvait amener plus de mal que de bien. Il alla jusqu'à demander s'il pouvait être à

(1) On redoutait de la part du vice-président, M. Lainé, une direction révolutionnaire. *(Note de l'édition originale).*

craindre que, dans un cas de revers éprouvé à l'armée, ou de l'approche de la capitale par les ennemis, cette Assemblée se déclarât permanente et s'emparât du gouvernement. Il demanda si on la croyait à l'abri d'une influence ennemie au-dedans aussi bien qu'au dehors, et il ajouta ces paroles : « Parlez, messieurs, vous avez l'expérience de la Révolution, vous avez vu où nous ont menés les bonnes intentions qu'avait l'Assemblée constituante ; celle-ci a-t-elle plus de moyens d'éviter de tomber dans des erreurs que n'en avait la première ? »

Personne n'osa l'affirmer, mais tout le monde la défendit contre la possibilité qu'elle cédât à une influence venant du dehors ; que quant à une influence intérieure, elle existerait toujours ; les événements seuls détermineraient la direction qu'elle prendrait.

« Alors, repartit l'empereur, je n'ai aucun secours à en espérer, puisque elle-même attendra pour se décider que la fortune prononce. Qu'ai-je besoin de cette Assemblée, si, au lieu de me donner de la force, elle ne me présente que des difficultés ? C'est bien le moment, lorsque l'existence nationale est menacée, de venir me parler de Constitutions et de droits du peuple. Dans un cas semblable à celui où se trouve l'Etat, les anciens étendaient le pouvoir du gouvernement, au lieu de le restreindre : ici au contraire on va perdre son temps en puérilités, pendant que l'ennemi s'approche. Je ne voulais pas m'en rapporter à mon opinion, mais puisque je vous vois pour la plupart du même avis que moi, mon parti est pris, et je vais ajourner une Assemblée qui se montre si peu disposée à me seconder. »

Il en signa le décret sur le champ, et me donna l'ordre de saisir tous les exemplaires du discours de la commission du Corps législatif. Cette mesure fut prise un vendredi soir, et le lendemain samedi il en fut donné connaissance à chaque membre du Corps législatif.

D'après les ordres de l'empereur, je vis les membres de la commission. Ils vinrent sans doute chez moi avec de l'inquiétude, parce que l'on ne manqua

sûrement pas de leur dire qu'ils allaient être victimes de quelques violences. J'avais un tout autre langage à leur tenir, et j'eus l'occasion de me convaincre que, si l'on en avait usé autrement qu'on avait fait, non-seulement on aurait prévenu ce malheur, mais l'on aurait fait imprimer un grand mouvement à la nation au moyen d'un levier comme le Corps législatif. On eût même découvert parmi ses membres beaucoup d'hommes de talents, dont l'administration publique commençait à éprouver le besoin, parce que la coterie qui disposait des places ne faisait de choix que dans le cercle de ses amis ; ceux-ci amenaient les leurs, et ainsi de suite. J'étais déjà convaincu de cet abus depuis longtemps. Je fus particulièrement fort content des membres de la commission du Corps législatif, il n'y avait pas de mauvaises intentions parmi eux. Il était bien déplorable qu'on eût manqué d'une aussi petite dose d'habileté que celle qu'il fallait pour rapprocher des idées qui différaient si peu les unes des autres.

L'ajournement du Corps législatif produisit dans Paris autant d'effets divers qu'il y avait de cercles. Cet événement aurait paru inouï même dans des circonstances ordinaires ; il le parut bien plus dans celles-ci. On avait rattaché quelques espérances à cette Assemblée, on les voyait s'évanouir ; tout le monde fut navré. On cherchait ce qui avait pu donner lieu à cette mesure et comme on ne communiquait aucun détail qui en expliquât les motifs, les imaginations divaguèrent, ainsi que cela arrive toujours. On se disait : il faut donc qu'il y ait quelque chose que nous ne savons pas, et que l'empereur ait eu avis de quelques projets semblables à celui du 23 octobre ; autrement il n'aurait pas renoncé à tous les avantages qu'il pourrait retirer de cette Assemblée. Cette opinion fut la plus commune ; elle contribua à terrorifier les esprits qui avaient conservé quelque espoir.

Le dimanche suivant, les membres du Corps législatif vinrent prendre congé de l'empereur, dans les formes accoutumées, ainsi que cela était d'usage

dans les cas ordinaires des clôtures de session. Ils furent introduits dans la pièce où se trouvait l'empereur par M. l'archichancelier ; l'on venait d'entendre la messe. L'empereur était descendu de l'estrade sur laquelle le trône était placé, pour s'approcher d'eux ; il leur parla sans aigreur, et leur tint à peu près ce discours :

« Messieurs les Députés, vous allez retourner dans vos départements. C'est avec beaucoup de regret que j'ai reconnu que l'esprit d'agitation qui s'est manifesté parmi vous ne pouvait qu'aggraver les maux de l'Etat, au lieu de me donner les moyens d'en triompher. Je vous avais assemblés avec confiance, et comptais sur votre concours pour illustrer cette époque de notre histoire. Vous pouviez faire un grand bien en ne vous séparant pas de moi, et en me donnant toute la force dont j'ai besoin, au lieu de vous occuper de me disputer le pouvoir, ou de vouloir me renfermer dans des bornes que vous viendriez vous-mêmes me prier de reculer, lorsque vous auriez reconnu les funestes effets de vos discordes.

« Le temps prouvera si les hommes qui vous ont poussés dans cette direction étaient mus par leur intérêt particulier ou par l'amour du bien général : je n'ai jamais été inaccessible à tout ce qui m'a été demandé en faveur de ce dernier, et si vous aviez des observations à me faire concernant les libertés publiques, ce n'était pas le moment d'en faire le sujet d'une question qui suspendait l'élan national dans une occasion où il était aussi essentiel de l'exciter.

« D'ailleurs qui vous a donné le droit de borner l'action du gouvernement dans un moment comme celui-ci ? Avez-vous reçu de vos commettants le droit de mettre la légitimité du pouvoir en question ? Est-ce de vous que je tiens celui dont je suis investi ? Je ne tiens mon autorité que de Dieu et du peuple. Avez-vous oublié comment je suis monté sur ce trône que vous attaquez ? Il y avait à cette époque-là une Assemblée comme la vôtre ; et si j'avais cru son autorité et son élection suffisantes, pensez-vous que je manquasse de moyens pour réunir ses suffrages ? Je n'ai jamais pensé qu'un souverain pût être légitimement élu de cette manière ; c'est pourquoi j'ai voulu que le vœu qui m'était généralement exprimé, de revêtir l'autorité suprême, fût soumis à un vote national.

donné par chaque individu ; c'est comme cela que j'ai voulu monter au trône.

« Ce droit-là est bien autre chose que celui que je pourrais tenir de vous ; et dans aucun cas il ne peut vous être permis d'en mettre l'authenticité en délibération ; vos pouvoirs me sont subordonnés lorsque vous tendez à outrepasser ceux que vous avez reçus. Les droits du trône sont hors de vos atteintes, parce que le trône est indépendant de vous. Croyez-vous que j'appelle le trône un morceau de velours étendu sur des tréteaux ? Vous êtes dans l'erreur : le trône consiste dans le vœu unanime de la nation.

« Je suis, comme empereur le garant de son intégrité ; je veux le conserver tel que je l'ai reçu, autrement il cesserait de me convenir, et ne serait plus fait pour moi. Si jamais il doit cesser d'en être ainsi, vous vous gouvernerez comme vous l'entendrez. Jugez-vous, et voyez quelles circonstances vous choisissez pour me susciter des embarras. N'aurait-on pas le droit de penser que vous servez nos ennemis ? La position dans laquelle nous nous trouvons est difficile. Vous eussiez pu m'être d'un grand secours en ne vous séparant pas de moi. J'espère cependant qu'à l'aide de Dieu et l'armée je m'en tirerai, si l'on me reste fidèle. Si je succombe, vous aurez de grands reproches à vous faire, et l'on ne pourra attribuer qu'à vous les malheurs qui désoleront la patrie. Vous verrez ce qu'il en coûte pour se fier à la foi punique : vous pourrez alors rappeler les Bourbons, il n'y a qu'eux qui pouront vous gouverner ; puisque vous renoncez à défendre votre indépendance, ils ne seront pas obligés de la faire respecter. »

Il y eut quelques députés qui répliquèrent à plusieurs parties du discours de l'empereur ; il les écouta, mais ne reçut point leurs excuses, et persista dans ce qu'il leur avait dit.

Cette audience dura un grand quart d'heure : ce fut la dernière qu'il donna au Corps législatif.

L'empereur étant rentré dans ses appartements, fit appeler l'archichancelier, M. de Bassano et moi. Il n'était pas du tout animé contre le Corps législatif : il se plaignait d'une manière générale que l'on ne pût parvenir à composer une Assemblée qui marchât franchement dans le même sens que le gou-

vernement, qu'elle envisageait toujours comme ennemi, et il faisait remarquer que c'était en manifestant aussi les meilleures intentions au roi Louis XVI que petit à petit on l'avait conduit à l'échafaud. Il disait qu'il fallait que l'on eût perdu l'esprit, ou que l'on voulût amener les ennemis en France, pour se conduire ainsi ; que, dans l'un comme dans l'autre cas, il était dangereux de laisser derrière soi un semblable état de choses, lorsqu'on était au moment de partir pour l'armée, où il y avait bien assez à faire sans se donner encore l'embarras de diriger une telle Assemblée. Ayant demandé à l'archichancelier son avis, celui-ci répondit qu'il avait depuis longtemps manifesté son opinion sur les Corps constitués, et qu'il persistait à croire qu'on aurait bien de la peine à s'en passer, mais qu'il n'approuvait pas l'opposition qu'avait montré une partie du Corps législatif ; comme aussi il était d'avis que, si l'on s'y fût pris différemment, on aurait pu éviter une mésintelligence qui ne pouvait amener que des malheurs. Je n'avais pas la même expérience que M. l'archichancelier ; l'empereur se souciait peu de mon opinion sur cette matière : aussi ne me la demanda-t-il point.

Il répondit à l'archichancelier : « Que vouliez-vous que je fisse avec un Corps qui n'attend que le moment favorable pour troubler l'Etat ? Il ne me laissait aucun côté par lequel je pusse éclairer les opinions ; il ne m'offrait que de la mauvaise volonté. D'ailleurs, ajoutait-il, je me rappelle que M. Fouché, qui était lié avec tout ce monde-là, en avait cette opinion. Il m'a longtemps parlé de la nécessité de supprimer le Corps législatif ; il me disait que ses membres ne venaient à Paris que pour obtenir quelques faveurs pour lesquelles ils importunaient les ministres du matin au soir, se plaignant de n'être pas servis sur le champ ; que, quand on les invitait à dîner, ils crevaient de jalousie en voyant l'opulence des maisons dans lesquelles ils étaient reçus, et qu'à la suite de tout cela, ils s'en retournaient dans leurs départements, persuadés que le

gouvernement volait tout pour enrichir des favoris ; que c'était là le langage qu'ils tenaient dans leurs sociétés, où ils étaient regardés comme des oracles au moment de leur retour. »

L'empereur ajouta que M. Fouché ne pouvait pas être suspect lorsqu'il émettait une opinion comme celle-là, puisqu'il avait toujours professé des principes républicains. Néanmoins l'archichancelier persista dans son opinion.

Le Corps législatif avait ouvert la session le 21 décembre, et ce fut, je crois, le 1er janvier que son ajournement fut prononcé (1). Pendant ce court laps de temps, on avait appris la violation de la neutralité de la Suisse, et l'entrée des troupes de nos ennemis sur son territoire pour venir envahir le nôtre ; la nouvelle en arriva vite à Paris par des courriers du commerce de Bâle. C'est le moment de rapporter que, lors de l'accumulation des troupes alliées dans le Brisgau, les cantons suisses, auxquels la France avait demandé une explication sur la conduite qu'ils se proposaient de tenir dans le cas où les ennemis demanderaient le passage à travers le territoire helvétique, avaient répondu qu'ils feraient respecter leur neutralité, et avaient envoyé une députation pour assurer l'empereur de la fidélité de la Suisse, et de la résolution où elle était de ne pas souffrir qu'on violât son territoire. Cette députation était encore à Paris lorsqu'on y apprit ce qui s'était passé à Bâle.

Les alliés avaient en effet donnée au Corps helvétique l'assurance qu'ils respecteraient ses frontières; mais l'intrigue était en mouvement là comme ailleurs. Elle tendit paisiblement ses réseaux ; et, quand tout fut prêt, l'explosion eut lieu. La Suisse apprit tout à coup qu'elle n'était pas libre, mais que la coalition, jalouse de lui rendre son indépendance, allait la fouler avec un million de soldats (2). Le général

(1) Le décret d'ajournement est du 31 janvier 1813. (D.L.)

(2) Les soussignés ont reçu l'ordre de leurs Cours de re-

qui devait faire respecter le territoire des cantons, trouva que c'était peine superflue. « Les hautes puissances alliées avaient déclaré que la neutralité de la Suisse ne pouvait pas être reconnue dans les cir-

mettre à S. Exc. le landammann de la Suisse la déclaration suivante :

La Suisse jouissait depuis plusieurs siècles d'une indépendance bienfaisante pour elle, utile à ses voisins et nécessaire pour le maintien de l'équilibre politique. Le fléau de la Révolution française, les guerres, qui depuis vingt ans ont détruit le bonheur de tous les Etats de l'Europe, n'ont pas épargné la Suisse. Ebranlée dans son intérieur, affaiblie par d'inutiles efforts pour s'opposer aux effets destructeurs du torrent, elle fut dépouillée par la France, qui se disait son amie, des plus importants boulevards de son indépendance. L'empereur Napoléon fonda enfin sur les ruines de la Constitution fédérative helvétique, et sous un titre jusqu'alors inconnu, une puissance suprême formelle et permanente, incompatible avec la liberté de la Confédération : avec cette antique liberté, respectée par toutes les puissances de l'Europe, le premier garant des relations amicales que la Suisse a entretenues jusqu'au jour de son oppression avec les autres puissances de l'Europe, la première condition d'une véritable neutralité. Les principès qui animent les souverains coalisés dans la guerre présente sont connus. Tout peuple qui n'a pas perdu le souvenir de son indépendance doit les reconnaître. Les souverains veulent que la Suisse participe de nouveau, avec l'Europe entière, à ce premier droit national, et obtienne, en recouvrant ses anciennes limites, le moyen de le soutenir. Mais ils ne peuvent reconnaître une neutralité qui, dans les relations actuelles de la Suisse, n'est que purement nominale. Les armées des puissances coalisées espèrent, en entrant sur le territoire suisse, ne rencontrer que des amis. LL. MM. s'engagent à ne pas poser les armes sans avoir assuré à la Suisse la restitution des pays arrachés par la France. Elles ne se mêleront pas de sa Constitution intérieure, mais elles ne peuvent permettre qu'elle demeure soumise à une influence étrangère. Elles reconnaîtront sa liberté du jour où elle sera libre et indépendante : et elles attendent du patriotisme d'une nation respectable, que, fidèle au principe qui dans les siècles passés fondèrent sa gloire, elle ne refusera pas son accession aux nobles et généreuses entreprises pour lesquelles les souverains et tous les peuples de l'Europe se sont réunis en cause commune. Les soussignés sont en même

constances présentes, et que l'acte de médiation était annulé, avec toutes ses conséquences ; dès lors, l'objet pour lequel l'armée fédérative avait été réunie n'existait plus. » Il licencia ses troupes, et leur ordonna de rentrer dans leurs foyers. L'acte était inouï mais les contingents durent se retirer, et nous fûmes assaillis par la partie la plus vulnérable de nos frontières.

Le prince de Schwartzenberg commandait en chef les armées alliées ; il avait amené avec lui la plus grande partie des troupes des ci-devant princes confédérés du Rhin, afin d'en tirer un meilleur parti : cette nombreuse armée arriva des plaines de Friedling en face de Huningue, à la tête du pont de Bâle, le 20 ou 21 décembre au matin, dans le moment même où l'empereur se rendait au Corps législatif à Paris. Les Suisses n'avaient pas détruit le pont de Bâle, ils en avaient seulement enlevé les madriers, mais sans faire tomber les poutres dans le courant, c'est-à-dire qu'en deux heures on pouvait tout rétablir ; c'est ce qui arriva.

Le prince de Schwartzenberg se présenta lui-même à la tête du pont sur la rive droite, et demanda le passage au nom des souverains alliés. Il somma les Suisses de rétablir leur pont, sous peine de voir incendier leur ville ; il fut obéi : on replaça les madriers, on livra passage, et, pendant huit jours consécutifs, Bâle vit traverser son territoire par cette innombrable quantité de troupes qui venaient dévaster la France, tout en proclamant des principes de modération et d'humanité.

Une partie de l'armée alliée, composée d'Autri-

temps chargés de communiquer à S. Exc. le landammann la proclamation et l'ordre du jour que le général commandant en chef la grande armée coalisée publiera en entrant sur le territoire suisse. Ils se flattent que S. Exc. ne méconnaîtra pas, dans cette publication, les véritables intentions de LL. MM. II. envers la Confédération helvétique.

Signé, LEBZELTERN, CAPO D'ISTRIA.

20 décembre 1813.

chiens, traversa la Suisse pour venir déboucher par Genève ; elle arriva devant cette place le jour même où le brave officier général qui la commandait était attaqué d'apoplexie (1) ; la garnison n'était que de quinze cents hommes mal armés et la plupart vétérans. La population était nombreuse et une de celles qui accordaient le plus de confiance au langage des ennemis, en sorte qu'il fallait que la garnison contînt cette population, toute disposée à ouvrir ses portes.

Les malveillants de Genève voyaient bien son impuissance ; ils ne restèrent pas inactifs, et mirent tout en œuvre pour déterminer l'officier qui commandait la garnison, à la place du général, à accepter une capitulation qui lui permettait de sortir avec les honneurs de la guerre ; les autorités civiles étaient déjà retirées, l'officier céda, et la frontière se trouva de ce côté reculée jusqu'au fort de l'Ecluse.

L'empereur Alexandre, de son côté, établit d'abord son quartier général à Bâle, et poussa un corps en Alsace ; c'étaient les Bavarois qui nous témoignaient leur reconnaissance en venant rouvrir les blessures que nous avions reçues pour défendre leur indépendance.

Ce corps bavarois était commandé par le même général de Wrede, celui des officiers de toute l'armée bavaroise que l'empereur avait le plus affectionné. Il lui avait donné une terre de trente mille livres de rente, qui se trouvait à sa disposition par suite du traité de paix de 1809, et avait l'avantage d'être située dans la portion du territoire autrichien qu'acquit alors la Bavière.

De Wrede était un de ces hommes dont le caractère avait particulièrement plu à l'empereur, il aimait à le voir et à lui faire du bien. Le corps bavarois vint sommer Huningue, qui ne voulut entendre aucune proposition ; les ennemis en firent le blocus, et poussèrent une reconnaissance jusque vers Colmar, pendant que leur armée principale pénétrait en France par Alkirck, Belfort et Vesoul. Il y avait une garnison très faible dans Belfort, mais, en revanche,

(1) Le général Jordy.

la population était très martiale : cette petite place fit une belle et vigoureuse défense. L'armée ennemie se porta de Vesoul à Langres, et attendit dans cette position que l'armée prussienne, qui avait passé le Rhin au-dessus et au-dessous de Mayence, c'est-à-dire à Oppenheim, à Worms et Mannheim, pour la partie au-dessus, et depuis Bingen jusqu'à Coblentz pour la partie au-dessous, fût réunie et arrivée sur la Moselle, et la communication établie entre elles, pour se porter en avant.

Cette armée prussienne, qui marchait sous les ordres du général Blücher, s'avança par Kaiserslautern, Saarbruck, Château-Salins, Saint-Avold ; elle laissa Metz à sa droite, se porta par Vic sur Nancy, Pont-à-Mousson et Toul (1). Dans cette position, les

(1) Le 1er janvier 1814, la gauche et le centre de l'armée de Bohême, c'est-à-dire les corps de Bubna, du prince de Hesse-Hombourg, de Colloredo, du prince de Lichtenstein et de Giulay, s'avancèrent sur les routes de Lyon, de Dijon, de Besançon et de Vesoul. Surpris par cette brusque agression, car personne ne s'attendait à voir déboucher l'armée alliée par la Suisse, le petit nombre de soldats qui occupaient la ligne du Jura furent culbutés sans peine par les masses ennemies, refoulés de position en position, et forcés de précipiter leur retraite pour ne pas être écrasés. Jamais triomphe ne fut plus facile. Le général Giulay s'empara le 3 janvier de la ville de Montbéliard, et le 5 de Vesoul. Le 6, le corps du prince de Lichtenstein déboucha devant Besançon occupée par une faible garnison, et investit complètement la place. Au même instant, Colloredo s'empara d'Auxonne, après avoir forcé le pont de Dôle, que le général Lambert défendit avec une rare intrépidité. Enfin, du 8 au 15, le gros de l'armée de Schwartzenberg s'établit entre la Saône et la Marne, la gauche à Auxonne et la droite derrière Langres.

Le 10, les dernières troupes de Barclay de Tolly et de Wittgenstein passèrent le Rhin à leur tour, bloquèrent sans obstacle Landau, Phalsbourg, Petite-Pierre et Bitche, et, après avoir laissé un corps respectable devant Strasbourg, rejoignirent Schwartzenberg à Vesoul dans la journée du 17. Le lendemain, au point du jour, le prince royal de Wurtemberg opéra également sa jonction à l'armée de Bohême, et, le 19, le prince de Hesse-Hombourg, retardé dans sa marche à travers le Jura par les neiges qui obstruaient les routes, débou-

armées ennemies étaient en ligne : elles n'auraient jamais osé faire un tel mouvement à travers tant de places, si l'empereur avait eu seulement le tiers de leurs forces et que cette masse d'hommes eût été assez disponible pour qu'il pût de suite prendre l'offensive en se jetant avec elles au milieu de ces mêmes places. Si la fortune lui avait laissé cette ressource, nous aurions vu bien des gloires anéanties, et ce triumvirat d'aigles qui venaient dévorer la nôtre, chassé par autant de routes qu'il était venu.

Il faut convenir que l'empereur pouvait avoir cette armée, si l'on avait donné aux négociations d'Espagne l'activité qu'exigeait le danger qui avait déterminé à les ouvrir. On avait encore le temps de conclure et faire arriver les troupes ; pourquoi ne saisit-on pas cette dernière planche de salut ? on le verra tout à l'heure.

L'empereur reçut la nouvelle de l'envahissement du territoire sur autant de points à la fois avec une fermeté imperturbable : « Il me manque deux mois, nous dit-il ; si je les avais eus, ils ne l'auraient pas passé (le Rhin). Ceci peut devenir sérieux ; mais je ne puis rien seul. Si l'on ne m'aide pas, je succomberai. L'on verra alors si c'est à moi que l'on en veut. »

L'activité était grande partout ; on travaillait de tous côtés ; mais rien n'était achevé nulle part. L'envahissement vint glacer tous les courages. Ce ne fut pas tout ; outre l'effet moral qu'il produisit, il eut encore l'inconvénient de diminuer nos moyens de toutes les ressources qu'offrent les populations belliqueuses de l'Alsace, de la Franche-Comté et de la

cha de son côté devant Dijon, que le général Vaux, qui commandait dans cette ville, se vit dans la nécessité d'évacuer à son approche. Ainsi, au 20 janvier, toute la grande armée alliée, à l'exception du corps du général de Wrede, encore dans les Vosges, et du corps du général Bubna, dirigé de Genève sur Lyon, se trouva enfin en ligne dans le bassin de la Marne et de la Saône. C'était sur la Marne, on se le rappelle, que devait avoir lieu la réunion des armées de Bohême et de Silésie. (D.L.)

Lorraine. C'était là le plus grand mal, et celui qui fut le plus vivement senti.

La France entière était dans le plus grand calme ; il n'y avait aucune étincelle d'agitation sur quelque point que ce fût : on souffrait, mais on était patient ; on désirait la fin de tant de maux, sans que personne songeât aux désordres. L'empereur était satisfait de cet état de choses au-dedans ; mais il ne voyait pas les bataillons se grossir, et les ennemis s'avançaient.

Il fit réunir sur Châlons-sur-Marne les troupes qui se retiraient par les deux routes de Metz et de Strasbourg, et en même temps il fit partir la Garde impériale pour Arcis-sur-Aube. Le théâtre des opérations ne présentait pas encore d'autres points intéressants, comme cela eut lieu dans le courant de février et de mars.

L'empereur était dans une position bien extraordinaire. Il avait de quoi former une bonne armée dans les places d'Allemagne qu'il occupait encore. Il avait des troupes dans quelques unes de celles de la Hollande et de la Belgique, et depuis l'envahissement du territoire on avait mis autant de garnisons que l'on avait pu dans les places de l'ancienne frontière. Indépendamment de huit mille hommes qui étaient dans Anvers, il y en avait dix mille dans Wesel, douze ou quinze dans Mayence. Il y avait en outre en Italie une armée qui était à peine assez forte pour se défendre ; un petit corps occupait Rome, un autre défendait Florence ; deux corps luttaient sur la frontière d'Espagne, l'un en Roussillon et l'autre sous Bayonne ; enfin l'empereur, à la tête d'une petite armée, défendait Paris contre toute l'Europe, et faisait échec au roi presqu'à chacun de ses mouvements.

Il n'y a que les premières puissances de l'Europe qui aient sous les armes autant de troupes que l'empereur en avait encore, éparses sur tous les points que je viens de nommer ; s'il avait pu prendre l'offensive plus tôt, il se serait successivement fait joindre par toutes les garnisons, hormis celles qui

se trouvaient si éloignées qu'elles étaient devenues étrangères à la guerre.

Il est triste qu'un héros qui luttait avec tant de force contre les revers n'ait pas été mieux secondé. J'ai déjà dit qu'on avait pris l'habitude de se reposer sur l'empereur du soin de tout faire et de penser à tout ; il avait lui-même accoutumé tout le monde à cette manière de servir, de telle sorte que le plus souvent on agissait machinalement, parce qu'on ne faisait qu'exécuter à la lettre ce qu'il avait ordonné ; cela plaisait d'autant plus que l'on était dispensé de travaux d'esprit et de combinaisons, et qu'il suffisait d'une prompte exactitude.

Si l'empereur avait été aidé par un esprit capable de s'élever jusqu'à ses conceptions, toutes les troupes qu'il avait dans les places au-delà du Rhin auraient été mises en mouvement dès le mois de décembre, lorsque l'armée alliée s'approchait de la Suisse. Elles l'eussent été par une conséquence du principe qui a établi que les garnisons des places fortes sont destinées à tenir l'armée ennemie en échec à la suite d'une bataille perdue, ou à favoriser un mouvement de l'armée qui agit pour elles. Il était raisonnable de supposer que les garnisons de toutes ces places auraient été réunies. Si cela eût été fait, elles eussent présenté une masse qui eût été suffisante pour attirer l'attention de l'armée ennemie et la rendre circonspecte, puisqu'elle n'avait accordé aucune considération à ces places prises isolément, et qu'elle les avait laissées derrière elle.

Le ministre de la guerre n'ignorait pas que, depuis la perte de la bataille de Leipzig, il m'avait remis des lettres importantes pour les faire parvenir au maréchal Davout, à Hambourg, et que j'avais réussi en les faisant passer par l'Angleterre.

Il n'était pas besoin d'un grand génie pour juger de ce qu'il y avait à faire dans cette circonstance pour servir l'empereur et la France ; il ne fallait que se rappeler que ce prince avait mis moins de deux mois, en 1806, pour se porter des bords du Mein sur l'Oder ; qu'après avoir fait capituler en rase campa-

gne l'armée prussienne entière, il était arrivé au-delà de la Vistule avant la fin du troisième mois de campagne, depuis son départ de Mayence.

Il n'était donc pas impossible à ceux qui se trouvaient sur l'Oder et l'Elbe d'arriver sur le Rhin pendant les mois de décembre, janvier et février ; la liberté des communications n'avait pas été assez gênée pour l'empêcher. Pourquoi ne le fit-on pas ? c'est à ceux qui dirigeaient à répondre ; quant à moi, je sais qu'il était tellement dans l'intention de l'empereur de faire faire ce mouvement, qu'il crut l'avoir ordonné, et qu'au mois de mars il me fit l'honneur de m'écrire et de me mander qu'on ne lui obéissait plus. C'est après avoir reçu cette lettre que le ministre de la guerre, M. le duc de Feltre, m'envoya des petites boules de papier à faire passer à tous les commandants des garnisons enfermées dans ces places. Ces ordres étaient écrits sur des bandelettes si petites, que, roulées, elles n'étaient pas plus grosses qu'une fève ; j'eus l'indiscrétion d'en ouvrir une, elle ne contenait que ces mots : « Monsieur le général, l'empereur trouve que vous n'occupez pas assez les ennemis. » Je l'avoue, j'eus un chagrin mortel qu'on ne mandât que de pareilles choses à des généraux dont on eût pu tirer d'autres services.

CHAPITRE XIX

Le duc de Vicence est refusé aux avant-postes ennemis. — Des plénipotentiaires se réunissent à Châtillon-sur-Seine. — Murat. — Opinion de Napoléon sur ce prince ; il ne peut croire à sa défection. — M. de La Vauguyon. — M. de Laharpe. — Conversation sur son élève. — Organisation de la garde nationale. — M. de Talleyrand. — L'empereur refuse de le faire enfermer. — Propos qu'on lui attribue. — Présentation des officiers de la garde nationale. — Le roi de Rome. — Allocution de l'empereur aux officiers de la garde nationale. — Effet qu'elle produit.

Malgré toutes ces imprévoyances, l'armée alliée, à la tête de laquelle était les trois souverains principaux ne s'approchaient qu'avec une extrême circonspection, tant elle craignait que quelque manœuvre imprévue ne vînt tout à coup porter la désorganisation dans ses colonnes. L'empereur resta encore un mois à Paris, où certainement il serait arrivé en quinze jours s'il avait été à la place des chefs de la coalition. Pendant ce temps, il acheva de réunir tous les moyens sur l'emploi desquels il pouvait compter ; en même temps il fit partir M. le duc de Vicence pour le quartier général de l'empereur Alexandre, plutôt pour satisfaire l'impatience de ceux qui étaient dans l'opinion qu'il ne tenait qu'à lui de faire la paix, que dans l'espérance que le duc parviendrait à ouvrir des négociations. Il lui donna des instructions qui peignent à la fois le désir qu'il avait de mettre fin à une guerre malheureuse, et la résolu-

tion bien arrêtée de descendre du trône plutôt que de souscrire à une paix honteuse :

« Monsieur le duc de Vicence, lui disait-il, je pense qu'il est douteux que les alliés soient de bonne foi, et que l'Angleterre veuille la paix ; moi je la veux, mais solide et honorable. La France sans ses limites naturelles, sans Ostende, sans Anvers, ne serait plus en rapport avec les autres Etats de l'Europe. L'Angleterre et toutes les puissances ont reconnu ces limites à Francfort. Les conquêtes au-delà du Rhin et des Alpes ne peuvent compenser ce que l'Autriche, la Russie, la Prusse ont acquis en Pologne, en Finlande, ce que l'Angleterre a envahi en Asie. La politique de l'Angleterre, la haine de l'empereur de Russie, entraîneront l'Autriche. J'ai accepté les bases de Francfort, mais il est plus que probable que les alliés ont d'autres idées. Leurs propositions n'ont été qu'un masque. Les négociations une fois placées sous l'influence des événements militaires, on ne peut prévoir les conséquences d'un tel système. Il faut tout écouter, tout observer. Il n'est pas certain qu'on vous reçoive au quartier général : les Russes et les Anglais voudront écarter d'avance tous les moyens de conciliation et d'explication avec l'empereur d'Autriche. Il faut tâcher de connaître les vues des alliés et me faire connaître jour par jour ce que vous apprendrez, afin de me mettre dans le cas de vous donner des instructions que je ne saurais sur quoi baser aujourd'hui. Veut-on réduire la France à ses anciennes limites ? C'est l'avilir......

« On se trompe si on croit que les malheurs de la guerre puissent faire désirer à la nation une telle paix. Il n'est pas un cœur français qui n'en sentît l'opprobre au bout de six mois, et qui ne la reprochât au gouvernement assez lâche pour la signer. L'Italie est intacte, le vice-roi a une belle armée ; avant huit jours j'aurai réuni de quoi livrer plusieurs batailles, même avant l'arrivée de mes troupes d'Espagne. Les dévastations des Cosaques armeront les habitants et doubleront nos forces. Si la nation me seconde, l'ennemi marche à sa perte ; si la fortune me trahit, mon parti est pris ; *je ne tiens pas au trône.* Je n'avilirai ni la nation ni moi, en souscrivant à des conditions honteuses. Il faut savoir ce que veut Metternich. Il n'est pas dans l'intérêt de l'Autriche de pousser les choses à bout ; encore un pas,

et le premier rôle lui échappera. Dans cet état de choses, je ne puis rien vous prescrire. Bornez-vous pour le moment à tout entendre et à me rendre compte. Je pars pour l'armée. Nous serons si près, que vos premiers rapports ne seront pas un retard pour les affaires. Envoyez-moi fréquemment des courriers. Sur ce, etc.

« NAPOLÉON. »

Paris, le 4 janvier 1814.

L'empereur avait deviné juste, les alliés ne voulaient qu'un simulacre de négociations. Le duc de Vicence ne put se faire admettre. Il s'arrêta à Lunéville, où étaient déjà les troupes ennemies, se mit en communication avec M. de Metternich, et insista vainement pour obtenir d'aller plus loin. On allégua la marche que devait suivre les affaires ; on se retrancha sur la nécessité de s'entendre, de consulter, et on laissa le plénipotentiaire français se morfondre seize jours à Lunéville.

Cependant l'empereur d'Autriche continuait de correspondre avec Marie-Louise, il l'assurait toujours de toute sa tendresse, et protestait que *quels que fussent les événements, il ne séparerait jamais la cause de sa fille et de son petit-fils de celle de la France*. Comme cela pouvait avoir trait à des projets conçus par d'autres puissances en faveur des Bourbons, l'empereur chargea le duc de Vicence de faire une démarche confidentielle auprès de Metternich, et lui exposa de nouveau les vues, les considérations qui devaient le guider dans la discussion des grands intérêts qui lui étaient confiés :

« La France devait conserver ses limites naturelles. C'était une condition *sine quâ non*. Toutes les puissances, l'Angleterre comprise, continuait-il, avaient reconnu ces bases à Francfort. La France, réduite à ses anciennes limites, n'aurait pas aujourd'hui les deux tiers de la puissance relative qu'elle avait il y a vingt ans ; ce qu'elle a acquis du côté des Alpes et du Rhin ne compense pas ce que la Russie, l'Autriche et la Prusse ont acquis par le seul démembrement de la Pologne ; tous ces Etats se sont agrandis. Vouloir ramener la France

à son ancien Etat, ce serait la faire déchoir et l'avilir. La France sans les départements du Rhin, sans la Belgique, sans Ostende, sans Anvers, ne serait rien. Le système de ramener la France à ses anciennes limites est inséparable du rétablissement des Bourbons, parce qu'eux seuls pourraient offrir une garantie du maintien de ce système, et l'Angleterre le sentait bien. Avec tout autre, la paix sur une telle base serait impossible et ne pourrait durer. Ni l'empereur, ni la République, si des bouleversements la faisaient renaître, ne souscriraient jamais à une telle condition. Pour ce qui est de S. M., sa résolution est bien prise ; elle est immuable. Elle ne laisserait pas la France aussi grande qu'elle l'avait reçue. Si donc les alliés voulaient changer les bases acceptées et proposer les anciennes limites, elle ne voyait que trois partis : ou combattre et vaincre, ou combattre et mourir glorieusement ; ou enfin, si la nation ne le soutenait pas, abdiquer. Elle ne tenait pas aux grandeurs, elle n'en achèterait jamais la conservation par l'avilissement. Les Anglais pouvaient désirer de lui ôter Anvers, mais ce n'était pas l'intérêt du continent, car la paix ainsi faite ne durerait pas trois ans. Elle sentait que les circonstances étaient critiques, mais elle n'accepterait jamais une paix honteuse. En acceptant les bases proposées, elle avait fait tous les sacrifices absolus qu'elle pouvait faire ; s'il en fallait d'autres, ils ne pouvaient porter que sur l'Italie et la Hollande. Elle désirait sûrement exclure le stathouder, mais la France conservant ses limites naturelles, tout pourrait s'arranger, rien ne ferait un obstacle insurmontable. »

Les armées ennemies avaient continué leur mouvement, un tiers de la France était envahi, le duc de Vicence reçut du quartier général ennemi l'autorisation de se rendre à Châtillon-sur-Seine, où s'acheminèrent aussi les ministres des souverains alliés, savoir : les lords Aberdeen et Cathcart pour l'Angleterre, M. le comte Razoumowski pour la Russie, M. de Stadion pour l'Autriche, et M. de Humboldt pour la Prusse.

L'empereur, comme je l'ai dit, s'attendait à la difficulté qui avait été opposée à M. de Caulaincourt ; il hasarda cependant une démarche, et fit proposer une suspension d'armes. La coalition refusa. Il ne

fallut dès lors rien attendre que de son courage. L'empereur se disposa à prendre l'offensive avec une armée d'à peu près 60,000 hommes, contre environ 4 à 500,000 qui agissait sur le point où il se trouvait. Pour surcroît de malheur, le roi de Naples venait de jeter le masque. Cet événement fut accompagné de circonstances si pénibles qu'on ne peut se dispenser de les rapporter.

Depuis le retour subit du roi de Naples dans ses Etats, la correspondance de ce pays, comme celle de Rome, ne parlait que des intelligences du gouvernement napolitain avec les agents du gouvernement anglais. L'empereur avait-il demandé des éclaircissements sur ces bruits étranges? je l'ignore, mais je le crois. Quant à moi, je ne lui laissai pas ignorer la moindre des particularités qui me venaient de tous côtés à ce sujet. Il répugnait à y croire ; il me fit même un jour l'honneur de me dire qu'il ne pouvait pas ajouter foi à tout ce qu'on me rapportait, car M. Fouché, qu'il avait envoyé près du roi de Naples, non seulement ne parlait pas dans ce sens, mais rendait au contraire témoignage des bons sentiments du roi ; qu'il y ajoutait foi, d'autant plus que le prince lui écrivait et lui protestait de sa constance et de sa fidélité.

L'empereur ajoutait : « Il n'a pas beaucoup d'esprit mais il faudrait qu'il fût bien aveugle pour s'imaginer qu'il puisse rester là lorsque je ne serai plus, ou lorsqu'il m'aura manqué, si je triomphe de tout ceci. »

Néanmoins les lettres de Rome ne tardèrent pas à apprendre le passage par cette ville de M. Fouché, qui se rendait de Naples en Toscane, près de la princesse Elisa : très peu de jours après, elles annoncèrent l'entrée des troupes napolitaines à Rome, ayant à leur tête le général Carascosa, et le général La Vauguyon qui commandait la garde du roi de Naples.

Ce dernier signifia aux autorités françaises l'ordre de cesser leurs fonctions, qu'il prenait possession de la ville de Rome et de son territoire au nom du roi de Naples.

Les autorités civiles évacuèrent Rome, et se retirèrent sur Florence ; le général Miollis, qui gouvernait la place, se renferma dans le château Saint-Ange, avec une partie des troupes qui occupaient les Etats romains : le reste prit la route de Toscane.

Le général La Vauguyon, qui figurait dans cette défection, est le fils de l'ancien ambassadeur de France en Espagne sous Louis XVI.

Le roi d'Espagne donna l'hospitalité à cette famille, et la combla de biens pendant les orages révolutionnaires. Il avait placé ce général La Vauguyon, encore enfant, dans ses armées. En 1807 celui-ci quitta le service de l'Espagne ; il vint joindre l'armée française après la bataille d'Eylau, et demanda du service. On ne lui devait rien assurément ; cependant l'empereur le fit placer comme aide de camp à la suite du roi de Naples, qui était alors grand duc de Berg ; il lui rendit une portion des biens de sa famille qui n'avaient pas été vendus, et, qui plus est, fit des avantages pécuniaires considérables à M. de Carignan, parce qu'il épousait une demoiselle de La Vauguyon. L'année suivante, M. de La Vauguyon suivit le grand duc de Berg à Naples, et témoigna enfin à l'empereur sa reconnaissance en se mettant à la tête des troupes qui marchaient contre nous.

Le roi de Naples ne s'en tint pas à l'occupation de Rome ; il poussa en Italie, joignit ses troupes à celles des Autrichiens qui attaquaient le prince Eugène, et n'eut pas honte de souiller par cette conduite sacrilége le territoire qui avait été le berceau de sa gloire.

Ce prince voulait passer pour un Bayard ; il affectait la loyauté, courait après le danger, prodiguait sa vie, et cherchait à fixer l'attention jusque par son costume. Jamais acteur tragique n'eut de mise semblable : les habits à la Henri IV, à la Tancrède, ne lui suffisaient pas ; il fallait chaque jour qu'il imaginât quelque accoutrement nouveau. Il était malheureux qu'une sœur de l'empereur, belle, spirituelle, qui savait se faire aimer, eût voulu, presque malgré sa famille, unir sa destinée à celle d'un

homme dont le mérite ni la réputation, à l'époque où elle l'épousa, n'avaient rien de bien transcendant. Cette alliance l'avait élevé à la couronne, et cependant il n'était pas satisfait. Que lui fallait-il donc ? qu'espérait-il en s'armant contre son bienfaiteur ?

Les événements commençaient à se presser ; l'empereur jugea qu'il ne pouvait plus longtemps rester à Paris. Avant son départ, j'eus à l'entretenir d'une demande de passeport qui m'avait été faite par M. de Laharpe, ancien précepteur de l'empereur Alexandre, puis membre du Directoire de la république helvétique, qui désirait aller en Suisse. Je lui en rendis compte, et fus autorisé à le délivrer.

M. de Laharpe vint me voir ; nous causâmes beaucoup de la Russie et de son élève. Je ne lui cachai point que j'étais persuadé qu'il le verrait en passant par Troyes, où il serait probablement lorsqu'il y arriverait lui-même. Je lui dis que la guerre semblait avoir réservé un beau rôle à l'empereur Alexandre, et lui avait ménagé une occasion d'offrir une paix aussi généreuse que celle qu'il avait reçue à Tilsitt, lorsque la position de ses affaires était désespérée ; qu'il ne pouvait pas ignorer que c'était le vœu du pays qu'il avait inondé de ses soldats, et qu'à moins d'être insensé on ne pouvait pas croire que l'empereur Napoléon ne désirât pas mettre fin à la guerre ; sans doute il ne se fiait pas beaucoup au langage dont les armées ennemies se faisaient précéder ; mais que moi qui connaissait particulièrement la sincérité de ses vœux pour la paix, je ne pouvais concevoir que le plus mauvais augure du peu de grâce avec laquelle on avait accueilli M. le duc de Vicence, lorsque l'Europe se souvenait encore de la manière dont l'empereur avait agi avec l'empereur Alexandre, lorsque celui-ci, après avoir repassé le Niemen, à la suite de la bataille de Friedland, crut n'avoir eu rien de mieux à faire que de demander la paix.

Je dis entre autres choses à M. de Laharpe que je souhaitais me tromper, mais je ne pouvais me défendre de la pensée que l'empereur Alexandre avait banni de son cœur tout sentiment de généro-

sité, qu'il avait épousé de nouveau tous les projets qu'il avait formés en 1805, lorsqu'il s'était fait le moteur de l'agression dont nous avions failli être les victimes, et que, quoiqu'il m'eût paru les avoir franchement abandonnés après Tilsitt, il était à croire qu'il les avait repris. J'ajoutai qu'avant de faire la guerre de 1812, l'empereur Napoléon n'avait pas cessé de témoigner à l'empereur Alexandre son désir de ne pas rompre une harmonie qui avait été heureusement rétablie, et qu'assurément, dans la situation où les événements l'avaient jeté, ce ne serait pas lui qui apporterait des obstacles à la paix.

M. de Laharpe défendait l'empereur Alexandre d'un soupçon aussi dangereurx ; il en disait sa manière de penser franchement, et a dû bien réfléchir à notre entretien depuis que les événements ont justifié mes conjectures.

Avant de quitter la capitale, l'empereur voulut terminer l'organisation de la garde nationale de Paris, qu'il s'était décidé à appeler aux armes. Cette question était le sujet de fréquentes discussions et de beaucoup d'objections, en ce que tout le monde observait que la garde nationale de Paris avait été le moyen le plus puissant dont les agitateurs politiques n'avaient cessé de disposer pendant la Révolution, et qu'il était dangereux de le leur remettre de nouveau entre les mains. A la vérité la situation n'était pas la même ; de plus on se flattait que les temps étaient changés. Sous ce dernier rapport on était dans une trop grande sécurité ; mais la nécessité où l'on était d'avoir recours à la population pour la défense de la capitale, faisait que l'on s'abusait sur quelques vérités dont au fond l'on était convaincu ; d'ailleurs on était moins opposé à la levée de la garde nationale de Paris, qu'embarrassé de la composer d'hommes qui ne laissassent rien à craindre en cas d'agitation, et qui fussent disposés à la fois à défendre leurs murailles et à faire respecter leurs domiciles.

Ces deux qualités étaient à peu près impossibles à réunir, parce que l'espèce d'hommes qui conve-

nait à la défense de la ville était celle qui est toujours généreuse de ses efforts et prodigue de son sang ; c'est la moins opulente, celle qui n'a rien à perdre, et chez laquelle l'honneur national parle toujours haut ; mais on la considérait comme dangereuse pour la classe opulente et les propriétaires, et on était d'avis de l'éloigner de la formation des cadres.

Les opinions étaient tellement partagées là-dessus, que l'empereur ne voulut ni renoncer à l'emploi d'un moyen dont il avait besoin, ni le mettre en usage, sans avoir entendu d'avance tous les avis et jugé lui-même les différences qu'il y avait entre toutes les opinions. Il réunit à ce sujet un Conseil privé qui était composé comme ceux dont j'ai déjà eu occasion de parler ; il était d'environ dix-huit ou vingt personnes (1). L'empereur y posa la question de la nécessité de lever la garde nationale de Paris, et laissa un libre cours à toutes les observations qui furent développées sur les inconvénients qui pourraient résulter du réarmement de cette partie de la population. On parla beaucoup sur ce point ; on rappela tout ce que la garde nationale de Paris avait fait aux époques marquantes de la Révolution, et l'on était généralement de l'avis de ne la point armer : à quoi l'empereur répondait qu'il y avait nécessité absolue, que conséquemment les observations ne devaient porter que sur le choix à mettre dans sa composition, mais que sa réunion était urgente.

Il laissa encore parler une bonne heure, puis il mit la proposition aux voix ; une chose remarquable, c'est que tous les membres du Conseil qui avaient acquis de la célébrité dans la Révolution furent d'abord d'avis de ne point lever la garde nationale de Paris, et qu'ensuite, obligés de se rendre sur ce point, ils conseillèrent de ne point mettre de choix

(1) Les princes de la famille, les trois dignitaires, les ministres, les ministres d'Etat, les présidents des sections du Conseil d'Etat, le président du Sénat, le grand-maître de l'Université, le premier inspecteur de la gendarmerie.

dans la composition des cadres. Les autres membres du Conseil opinèrent pour la levée de la garde nationale, en surveillant la nomination des chefs qui devaient commander cette milice urbaine. L'empereur adopta cet avis ; il ordonna en conséquence la mise en activité de la garde nationale de Paris : je n'eus plus qu'à exécuter des dispositions qui avaient été prises à l'avance. Il était trois heures du matin lorsque le Conseil se sépara.

On ne cessait d'entretenir l'empereur des menées de M. de Talleyrand ; on précisait les faits, on indiquait des intrigues, on faisait remarquer les fatales conséquences que trop de longanimité pouvait avoir. L'empereur écoutait, s'indignait de cette audace, sans pouvoir se décider à sévir. La question lui paraissait trop grave pour être résolue autrement que par la victoire, il crut sans doute pouvoir laisser aller les intrigues que la fortune étoufferait. Un jour, après la messe, M. de Talleyrand étant dans le salon où étaient aussi M. l'archichancelier, le prince de Neuchâtel et moi, l'empereur s'échauffa, et lui dit les choses les plus amères. M. de Talleyrand soutint cette pénible scène avec sang-froid ; l'empereur fut sur le point d'adopter les mesures violentes qu'il avait repoussées jusque-là. « Nous allons voir, dit-il dans un mouvement de vivacité : faites entrer M. de Bassano. »

Malheureusement le duc était sorti : on ne le trouva point, l'empereur se calma, et le prince de Bénévent en fut quitte pour l'orage qu'il venait d'essuyer. Mais le souverain avait laissé échapper des paroles de colère contre lui : les rapports ne s'arrêtèrent plus ; chaque jour il lui revenait quelque propos coupable. La chose en était venue au point que, le lendemain du jour où l'on avait tenu le Conseil relatif à la mise en activité de la garde nationale, on lui rapporta un prétendu propos de Bourse qui avait fait un moment baisser les fonds. On racontait qu'immédiatement après la sortie du Conseil, il avait été dit chez M. de Talleyrand, qu'il n'y avait que les Jacobins qui n'avaient pas voulu que l'on armât les

citoyens de Paris, parce qu'ils se proposaient encore de faire des leurs. Ce propos pouvait bien être vrai ; mais il n'avait certainement pas été tenu par M. de Talleyrand dans la circonstance où on le lui attribuait. Je voulus m'assurer du fait, et il fut constaté que, lorsqu'il était rentré, c'est-à-dire à trois heures du matin, il n'y avait plus personne chez lui (1). qu'il se coucha en arrivant, et que le lendemain la Bourse était fermée avant que l'on eût ouvert les rideaux de son lit.

Après la scène dont je viens de rendre compte, M. de Talleyrand ne fut plus autorisé à rien attendre de l'empereur. Il brûla ses papiers, fit disparaître tout ce qui pouvait le compromettre, et redoubla d'efforts pour échapper au sort que ses menées lui avaient fait.

L'empereur resta encore dix ou douze jours à Paris pour recevoir le serment de fidélité des officiers de la garde nationale. La cérémonie eut lieu dans le salon dit des Maréchaux (2).

Pendant la messe, madame de Montesquiou, gouvernante du roi de Rome, reçut ordre de porter ce jeune prince dans l'appartement de l'empereur. Elle le fit ; l'office divin continua, et quand il fut près de sortir de la chapelle, l'empereur l'envoya de nouveau avertir d'amener l'enfant jusqu'à la porte du salon qui communique immédiatement à celui des Maréchaux, et de faire en sorte d'entrer dans celui-ci en même temps qu'il y entrerait lui-même, en venant de la chapelle par la porte opposée.

La messe achevée, l'empereur emmena l'impératrice, qui d'ordinaire marchait avant lui. Il entra dans le salon des Maréchaux ; la porte opposée à celle par laquelle il arrivait s'ouvrit, et l'on vit entrer madame de Montesquiou, qui portait le jeune roi

(1) Ce fut madame de Brignole qui sortit la dernière du salon de M. de Talleyrand, plus d'une heure avant qu'il revînt des Tuileries. *(Note de l'édition originale).*

(2) 23 janvier.

sur ses bras ; personne n'était prévenu, et on ne devinait pas ce que cela voulait dire.

L'empereur le fit poser à terre, et le prenant par une main, tandis que sa mère le tenait de l'autre, il s'avança au milieu du cercle des officiers de la garde nationale, qui garnissaient le pourtour du salon des Maréchaux ; la singularité de ce spectacle, autant que le respect qu'il imprimait, avait établi un silence absolu. L'empereur parla en ces termes :

« Messieurs les officiers de la garde nationale de la ville de Paris, j'ai du plaisir à vous voir réunis autour de moi. Je compte partir cette nuit pour aller me mettre à la tête de l'armée. En quittant la capitale, je laisse avec confiance au milieu de vous ma femme et mon fils, sur lesquels sont placés tant d'espérances. Je devais ce témoignage de confiance à tous ceux que vous n'avez cessé de me donner dans les époques principales de ma vie. Je partirai avec l'esprit dégagé d'inquiétudes, lorsqu'ils seront sous votre garde. Je vous laisse ce que j'ai au monde de plus cher après la France, et le remets à vos soins.

« Il pourrait arriver toutefois que, par les manœuvres que je vais être obligé de faire, les ennemis trouvassent le moment de s'approcher de vos murailles. Si la chose avait lieu, souvenez-vous que ce ne pourra être l'affaire que de quelques jours, et que j'arriverai bientôt à votre secours. Je vous recommande d'être unis entre vous, et de résister à toutes les insinuations qui tendraient à vous diviser. On ne manquera pas de chercher à ébranler votre fidélité à vos devoirs, mais je compte sur vous pour repousser toutes ces perfides instigations. »

L'empereur était ému en parlant aux officiers de la garde nationale, et il était au moment de terminer son discours, lorsque, prenant lui-même son fils entre ses bras, il le promena ainsi devant le cercle des officiers de la garde nationale, qui ne purent résister à ce spectacle, et éclatèrent par des milliers de cris de *vive l'empereur ! vive l'impératrice ! vive le roi de Rome !* Il resta longtemps au milieu d'eux après

que l'impératrice et le roi de Rome furent rentrés dans leur appartement ; il ne pouvait qu'être satisfait et plein d'espérances, en voyant tant d'élan ; dans le fait, les idées de tout ce qui était là étaient bien éloignées de ce qu'on a vu arriver moins de deux mois et demi plus tard.

Le soir, l'empereur avait chez lui les personnes qui jouissaient de la faveur des entrées particulières, c'était le 21 janvier 1814 ; il se retira de bonne heure, en disant à ceux qui étaient près de lui : « Au revoir, messieurs ; nous nous reverrons peut-être . » J'avais l'honneur d'être chez lui ce soir-là : il m'accabla de tristesse, parce qu'il me fit l'effet de quelqu'un qui fait un dernier adieu.

La régence et son Conseil avaient été organisés dans la même forme que pendant la campagne précédente ; l'empereur partit à minuit pour se rendre à Châlons-sur-Marne (1).

A aucune époque de l'histoire, la France ne s'était trouvée dans une position aussi critique ; il est inconcevable qu'avec une armée aussi peu considérable, l'empereur ait tenu en échec pendant autant de temps des forces ennemies qui n'avaient qu'à marcher franchement pour arriver à la capitale, et il faut croire que si elles ne l'ont pas fait d'abord, c'est parce qu'elles voulaient faire concorder les progrès de leurs opérations militaires avec quelques projets de désorganisation du système de gouvernement qui était établi en France. J'ai toujours cru particulièrement que l'empereur avait pénétré leurs desseins sous ce rapport, et que c'était là en grande partie la raison pour laquelle il n'avait jamais voulu croire à aucune disposition de paix de leur part, comme aussi j'ai cru m'apercevoir que c'était alors

(1) C'est le 24 janvier que des lettres patentes investissent Marie-Louise du titre et des fonctions de régente ; Joseph, le roi détrôné d'Espagne, lui est adjoint comme lieutenant général de l'empereur. Dans la nuit, l'empereur dit à sa femme et à son fils un adieu qui devait être éternel, et partit des Tuileries à trois heures du matin. Dans la soirée du 25 il arrivait à Châlons-sur-Marne. (D.L.)

qu'il regrettait de ne l'avoir pas faite à Dresde avant que l'empereur de Russie eût acquis cette influence qui l'avait rendu l'arbitre des volontés de toutes les puissances de l'Europe.

A peine le ministre anglais Castlereagh avait-il quitté l'Angleterre pour se rendre à l'armée alliée, que l'on vit les princes de la Maison de Bourbon se mettre en mouvement. M. le comte d'Artois suivit la même route que M. Castlereagh, et vint jusqu'à Vesoul en Franche-Comté ; son fils aîné, M. le duc d'Angoulême vint par mer au quartier général du marquis de Wellington, qui était à Saint-Jean-de-Luz, près Bayonne ; et son second fils, M. le duc de Berry vint à l'île de Jersey sur la côte de Normandie et de Bretagne. La présence de ces princes sur le territoire donna à penser sérieusement sur les projets des ennemis pour un changement de gouvernement.

Il y avait avec chacun des princes un ou deux Français émigrés, qui essayaient de leur faire des partisans, et de réchauffer dans les esprits l'ancien attachement des Français pour la Maison de Bourbon ; mais ils n'obtenaient aucun succès, comme on le verra par les détails que je vais donner.

Ils avaient si peu de partisans en France, que tout le monde s'empressait de les desservir sous main. M. de Talleyrand lui-même était un de ceux qui étaient le plus assidus à m'envoyer tout ce qu'il apprenait des alentours de M. le comte d'Artois, et des mouvements que se donnait le marquis de Lasalle, qui était en exil à Châtillon-sur-Seine, d'où il courait toute la Bourgogne pour l'agiter.

J'étais parvenu à avoir un agent très près du duc d'Angoulême, et j'avais connaissance de presque tous les rapports qu'il adressait au roi ; assurément ils n'étaient pas satisfaisants, et ne présentaient pas grande espérance. L'empereur fut informé de cet état de choses, et il fit sans doute demander à Châtillon des explications sur une conduite qui devait faire suspecter les intentions où on lui disait être de vouloir la paix. Il paraît qu'il fut écouté, puis-

qu'on lui fit répondre que les alliés avaient signifié aux princes de la Maison de Bourbon l'ordre de se retirer. Ces menées eurent un effet fâcheux pour les alliés ; on entrevit leurs intentions, on perdit la confiance que l'on avait eue jusque-là dans leur langage, et vraisemblablement si l'on avait obtenu un succès, que l'on eût eu un peu de temps, on aurait réveillé la nation, qui commençait à s'apercevoir que les ennemis la trompaient.

Schwartzenberg s'avançait sur Paris par la route de Bourgogne, Blücher arrivait par celle de la Champagne. J'eus peur pour le Pape, qui était encore à Fontainebleau, et je me hâtai de demander à l'empereur la conduite que je devais tenir dans cette circonstance.

L'empereur venait d'apprendre de nouveaux détails sur la conduite du roi de Naples, qui avait joint ses troupes à celles des Autrichiens, et qui marchait lui-même contre le vice-roi d'Italie (1). Il m'ordonna

(1) Le roi Murat, livré à lui même, aveuglé par les conseillers perfides, ne recevant de nouvelles ni de l'empereur ni de son armée, concluait avec la Cour de Vienne, sous l'influence du comte de Niepperg un traité d'alliance offensive et défensive auquel l'Angleterre ne tarda point à accéder. Ce traité, signé le 11 janvier, garantissait au roi de Naples l'intégrité de ses Etats et lui abandonnait Ancône ainsi que les Marches. Le roi, de son côté, promettait une armée de trente mille hommes aux coalisés. Lord Bentinck, ambassadeur d'Angleterre, l'ayant vivement pressé de donner un gage immédiat de ses intentions hostiles envers Napoléon, il annonça, par un proclamation en date du 16, qu'il allait prendre possession de toute l'Italie méridionale située sur la rive droite du Pô, pour la restituer à qui de droit lors de la paix ; et, marchant jusqu'à Bologne et Reggio, il attaqua les avant-postes de l'armée française. Cette agression fut molle, telle qu'on devait l'attendre d'un prince qui ressentait au fond du cœur les plus vives sympathies pour la France. On remarqua même qu'en accueillant les ennemis personnels de l'empereur, Murat ne cessait de témoigner des égards à tous les Français.

De Château-Thierry, le 13 février 1814, l'empereur écrit à Fouché à Florence : « J'ai reçu vos différentes lettres. La conduite du roi de Naples est infâme, et celle de la reine n'a pas

de faire de suite repartir le Pape et les cardinaux pour Rome en évitant de les faire passer par des contrées déjà occupées par les alliés, et d'écrire au vice-roi d'Italie, ainsi qu'au prince Borghese, pour leur faire part de cette disposition (1). Le Saint Père passa par le Berry et Toulouse, puis Avignon, Grenoble, Chambéry. Les cardinaux le suivirent. Tout ce cortége fut remis aux avant-postes autrichiens vers Parme et arriva juste à Rome pour en expulser toutes les autorités napolitaines ; l'opération était bonne, mais elle aurait dû être faite deux mois plus tôt.

de nom. J'espère vivre encore assez pour venger moi et la France d'un tel outrage et d'une ingratitude aussi affreuse. Rendez-vous à Lyon ou à Marseille, selon l'endroit par où vous venez, et arrivez à Paris. » (D. L.)

(1) L'état des affaires religieuses et l'absence de Rome du Souverain Pontife entretenaient une irritation que le renvoi du Pape en Italie devaient faire cesser. Cette négociation, dit M. de Meneval fut confiée à la comtesse Brignole, dame du palais de l'impératrice et mère de l'ambassadeur de Sardaigne à Paris sous la Restauration : « C'est la seule femme que l'empereur ait employé dans des négociations diplomatiques. Il est nécessaire d'ajouter que l'amitié qui liait cette dame au cardinal Consalvi et ses relations à Rome, où l'un de ses fils était prélat, décidèrent le choix de l'empereur autant que ses qualités personnelles. Enfin tous les efforts susceptibles de porter remède à nos maux ou d'accroître nos ressources furent tentés. »

Le 10 mars 1814, étant à Chavignon, l'empereur écrit au duc de Rovigo, ministre de la police générale : Ecrivez à l'officier de gendarmerie qui est auprès du Pape de le conduire, par la route d'Asti, Tortone et Plaisance à Parme, d'où il le remettra aux avant-postes napolitains.

L'officier de gendarmerie dira au Saint-Père que, sur la demande qu'il a faite de retourner à son siège, j'y ai consenti, et que j'ai donné ordre qu'on le transportât aux avant-postes napolitains. (D. L.)

CHAPITRE XX

Arrivée de l'empereur à l'armée. — Affaire de Brienne, de Champeaubert, etc. — Prise de La Fère, de Soissons. — Le maréchal Victor. — Conséquences de son inaction. — Nouvelle députation des traîtres à l'empereur Alexandre — Situation de Paris. — Etat de la capitale. — Contes divers. — Comités. — Complot contre la vie de l'empereur. — Le secrétaire de M. de Dalberg. — M. de Vitrolles. — Calcul de M. Anglès. — L'empereur Alexandre et le général Reynier.

L'empereur en arrivant à Châlons, avait fait attaquer de suite l'armée prussienne, qui s'avançait par la route de Toul, et il l'avait menée battant jusqu'au-delà de Saint-Dizier ; mais pendant ce mouvement, l'armée russe et autrichienne, qui s'avançait par la route de Troyes, poussa jusqu'au confluent de l'Yonne et de la Seine, passa la première de ces rivières sur le pont de Montereau, et poussa un corps de huit à dix mille hommes jusqu'à Fontainebleau, où il entra (1).

Les troupes que l'on avait tirées de l'armée d'Espagne se trouvaient heureusement au moment d'arriver. On leur envoya l'ordre de traverser d'Orléans à Pithiviers, pour passer sur la route de Paris à Fontainebleau ; les ennemis ne les attendirent pas, ils se retirèrent par le même chemin qu'ils étaient venus.

L'empereur, après avoir poussé au-delà de Saint-Dizier, fit une marche par sa droite pour venir

(1) 27 janvier 1814.

tomber sur les derrières de tout ce qui s'était avancé sur Paris par la route de la Bourgogne ; les ennemis avaient eux-mêmes fait un mouvement pour venir à sa rencontre, et il y eut un combat très sérieux à Brienne (1), qui fut emporté sur les ennemis, qui le reprirent presque aussitôt. Il y eut un désordre et un incendie presque total de Brienne, à la manière des Russes. La résistance que l'on trouva à Brienne fit perdre à l'empereur un temps qu'il espérait employer à d'autres opérations. Le corps du général Blücher s'était réorganisé : il n'avait pas été très maltraité, il se porta de nouveau sur Châlons, où il prit l'ancienne route de Paris, qui mène par Etoge à Montmirail. Cela obligea l'empereur à se rapprocher de la Seine, pour avoir au moins un de ses flancs à couvert. Dans cette position, il fut joint par les troupes qui venaient d'Espagne ; c'est avec elles et sa Garde qu'il partit à l'improviste, en laissant à Troyes les maréchaux Macdonald et Oudinot pour imposer aux ennemis. Il passa par la traverse de Coulommiers à Sézanne, et vint prendre en flanc les corps russe et prussien qui étaient en pleine marche sur Paris. Ce fut ce mouvement qui donna lieu aux deux actions de Champeaubert et de Montmirail (2), où l'empereur mit en pièces le corps russe de Sacken, ainsi qu'un corps prussien, qui sans cela auraient pu être à Paris le 15 février. Il les poursuivit jusqu'au-delà de Château-Thierry. On fit, dans ces deux journées, dix ou douze mille prisonniers, que l'on amena à Paris. La population des cantons sur lesquels on s'était battu se livra à toutes sortes de fureurs et de vengeances sur les ennemis épars ; elle en fit un grand massacre, et il n'y a nul doute que, si l'on avait eu des armes à donner, il en aurait été de même d'un bout de la France à l'autre.

Les ennemis se retirèrent de Château-Thierry, partie sur Epernay, d'où ils gagnèrent Châlons, et

(1) 29 janvier.

(2) 10 et 11 février.

partie sur Soissons, qui venait d'être enlevé. Les troupes ennemies qui avaient passé le Rhin vers Wesel et Cologne, après avoir traversé la Belgique, étaient entrées en France par Liége et Beaumont, et s'avançaient par Rethel, Reims et Soissons. L'empereur avait ordonné qu'on armât cette dernière place, qui depuis plus de deux siècles n'était plus regardée comme un poste militaire. On y avait mis à la hâte quelques pièces de canon que l'on avait tirées de La Fère, et, à l'aide de quelques palissades, on avait organisé une défense passable ; mais déjà le mauvais génie était dans nos armées : partout où l'empereur n'était pas, nous ressemblions aux armées que nous avions si souvent dissipées comme de la poussière.

Les ennemis s'approchèrent de l'Aisne; ils sommèrent la place de La Fère, qui se rendit en effet (1), sous le prétexte inconcevable qu'elle n'était point une place de guerre, mais une école d'artillerie ; qu'elle ne devait pas compromettre les habitants ni leurs propriétés par une défense qui ne comportait ni le rang ni l'état de la place. Les ennemis y trouvèrent de quoi venir réduire Soissons, qu'ils prirent de vive force et livrèrent au plus affreux pillage. Cet événement contraria beaucoup l'empereur ; il y marcha sur le champ, parce qu'il était encore sur les lieux. Il y remit une garnison avec du canon, et partit de suite à marches forcées pour déborder le flanc droit de la grande armée ennemie, qui s'était portée en avant aussitôt qu'elle avait su l'empereur parti pour Montmirail. Les deux maréchaux chargés de la contenir avaient sagement pris le parti de se retirer sans se compromettre. L'empereur les joignit vers Provins ; il fit attaquer Montereau-sur-Yonne, l'emporta de vive force, fit rétablir le pont et poursuivre l'ennemi avec vigueur sur la route de Sens (2). Pendant ce temps-là, le corps du maré-

(1) 13 février. — (2) Le 12, combats de Château-Thierry, de Nogent ; occupation de Laon. Le 13, prise de Soissons ; le 14, bataille de Vauchamps ; prise de Montereau et de Moret.

chal Victor, qui, par la direction qu'on lui avait donnée, arrivait à Bray-sur-Seine, au-dessous de Nogent, avait ordre de passer la rivière tout en arrivant, et de se porter sur la grande route de Sens, déjà obstruée par les colonnes ennemies qui se retiraient. Il n'y a nul doute que, si ce corps d'armée eût exécuté ce qui lui avait été ordonné, la grande armée ennemie aurait été mise dans un désordre affreux, et aurait perdu un nombre prodigieux de prisonniers. Les officiers d'état-major de l'armée ennemie en ont convenus eux-mêmes quelque temps après, et ont même ajouté qu'il y avait eu un moment d'hésitation si l'on n'ordonnerait pas de se rapprocher du Rhin ; mais que, lorsqu'on vit que les troupes françaises qui devaient agir sur la haute Seine ne la passaient pas, on avait pris le parti de suspendre toute résolution de retraite, et que l'on était parvenu à remettre de l'ordre dans l'armée.

On m'a rapporté depuis que ce fut à ce momnet-là qu'il arriva au quartier général de l'empereur Alexandre une nouvelle députation des traîtres dont une ville comme Paris a toujours le malheur d'être empoisonnée ; on m'a dit que l'empereur Alexandre avait hésité à se prêter aux vues qu'on lui proposait, tant cela lui paraissait odieux.

Pourquoi le corps du maréchal Victor n'avait-il pas fait son devoir ? Ce n'est pas sans doute par mauvaise intention, mais bien probablement, on peut le dire sans contester aucune des bonnes qualités de ce général, parce qu'il n'était pas pénétré de la position des ennemis, ni de celle de l'empereur, ni par conséquent de l'importance du service qu'il pouvait rendre. En portant rapidement ses troupes au-delà de la Seine sur la ligne de retraite des ennemis, il aurait décidé leur mouvement rétrograde : en suspendant le sien, il a arrêté celui des ennemis, et rendu celui de l'empereur sans effet.

Il faut aussi compter pour quelque chose la lassitude universelle où chacun était, laquelle faisait que l'on était devenu insensible à tout ; l'on ne ju-

geait plus de ce qu'on pouvait faire, on ne comptait plus que le temps que pouvait durer encore une agonie à laquelle on ne voyait aucun remède.

Cette inactivité du corps du maréchal Victor donna de l'humeur à l'empereur qui disait tout haut : « On ne m'obéit plus, on ne me craint plus, il faudrait que je fusse partout. »

Elle eut encore une conséquence plus funeste, non seulement en ce qu'elle rendit de nul effet le mouvement offensif dans lequel ce corps jouait un rôle principal, mais encore parce qu'il restait à l'empereur si peu d'occasions pour combiner d'autres opérations décisives, qu'il était doublement à regretter que le chef de ce corps d'armée n'eût pas passé la Seine quand il en était temps encore. La non-réussite de cette entreprise sur la haute Seine était le cachet de notre impuissance, parce que les derniers moyens qui nous restaient y avaient été employés. Aussi on se hâta de conclure un armistice qui ne devait durer que quelques jours, et, comme l'on n'apercevait pas du côté des ennemis la nécessité d'une mesure semblable, on se berça encore de nouvelles espérances de paix. On se flatte aisément de ce que l'on désire, et on ne voyait pas un individu qui ne la demandât à grands cris. J'ai ouï dire à l'officier général français qui avait été chargé de régler les conditions de cet armistice, que, s'il avait eu là les pouvoirs de traiter de la paix, il aurait encore obtenu la frontière du Rhin et les sommités des Alpes ; mais je crois qu'il s'abusait. Pendant cet armistice, on ramassait les jeunes soldats épars qui, pendant les mouvements perpétuels de ces marches forcées, avaient quitté les colonnes ; on rassemblait tout ce qui se trouvait dans les dépôts, en un mot on réorganisait le mieux possible tout ce qui avait besoin de l'être.

C'est le moment de parler de l'état politique dans lequel se trouvait Paris. Nous étions alors dans les premiers jours de mars ; nos troupes étaient, à peu de chose près, sur l'Oise d'un côté, et sur l'Aube de l'autre.

Cette occupation du territoire national par les troupes étrangères avait fait refluer sur Paris une quantité prodigieuse de monde : 1° tous les fonctionnaires et employés des administrations ; 2° les familles françaises qui, ayant cru pouvoir s'établir dans des pays réunis à la France depuis près de quinze ans, en étaient parties à l'approche des ennemis, et s'étaient successivement retirées jusque sur la capitale : 3° les indigènes de ces mêmes pays qui, ayant épousé chaudement les intérêts de la France, pensaient avoir quelque chose à craindre de l'esprit de parti et de réaction, et avaient suivi les premiers

La terreur dont il n'était pas possible de guérir l'esprit de ceux qui en étaient atteints en avait aussi poussé un grand nombre d'autres sur leurs traces ; tous les individus qui avaient été éloignés de Paris par des mesures administratives y étaient rentrés à la faveur de ce désordre, en alléguant avec raison qu'on aurait pu leur imputer à crime d'être restés dans un pays occupé par les ennemis, et saisir ce prétexte pour rendre leur position plus mauvaise encore. Ce fut là le motif dont se servit M. l'archevêque de Malines pour quitter son diocèse, et il avait raison ; cela lui était d'ailleurs ordonné. En même temps que les individus qui avaient été éloignés de Paris y rentraient, ceux qui avaient reçu ordre de quitter la Belgique pour des motifs semblables profitaient de cette occasion pour y rentrer aussi : de manière qu'il en résultait un double mal. Les départements de l'est et du midi où les troupes ennemies avaient pénétré offraient les mêmes inconvénients. L'administration était à peu près sans force ; on lui rendait compte de tout, mais on éludait ceux de ses ordres qui pouvaient engager une responsabilité que l'on craignait déjà de compromettre, tant l'on regardait la chute de l'empereur comme probable ; les esprits s'occupaient moins de la position des affaires intérieures que de chercher à démêler leur avenir à la suite des progrès des ennemis, auxquels on ne voyait plus de moyens de résister.

L'arrivée du comte d'Artois à Vesoul paraissait

avec raison ne devoir pas être étrangère aux projets ultérieurs des alliés, et quoique l'on eût dit qu'il avait été invité par ces mêmes alliés à s'éloigner, l'on ne fut pas plus calme, parce que l'on apprit presque aussitôt son retour dans cette ville. L'on savait de même la présence du duc d'Angoulême au quartier général de l'armée anglaise à Saint-Jean-de-Luz ; mais le peu d'égards qu'avait pour lui le général en chef de cette armée, chose dont tous les habitants de ces contrées étaient témoins, suffisait pour empêcher que l'on crût qu'il entrait dans les projets des puissances étrangères de renverser le gouvernement établi en France, pour y replacer l'ancienne dynastie, dont on n'avait l'air de se servir que comme un moyen politique.

Un hasard extraordinaire avait mis à ma disposition un agent français, que M. de Blacas, qui était à Londres, avait envoyé à travers la France à M. le duc d'Angoulême. J'avais eu avis de son voyage par Londres même, je l'avais fait arrêter; il avoua tout, et, pour se mieux sauver, il prit le parti de gagner de l'argent des deux côtés. Je le laissai aller et venir autant qu'il voulut, mettant beaucoup plus d'importance à savoir ce qui se rattachait au duc d'Angoulême, qu'à ce qu'il pouvait lui rapporter de l'intérieur de la France. Cela ne pouvait pas avoir un grand intérêt pour un prince qui n'avait de moyens que l'armée ennemie. C'est par cette voie que j'ai eu connaissance de la plupart des rapports que le duc d'Angoulême adressait au roi à Londres, où ce prince était encore ; et comme je ne pouvais pas supposer qu'il le trompait, je voyais par ces rapports combien le duc d'Angoulême avait peu d'espoir de réussir, et combien il se louait peu de l'accueil qu'il rencontrait partout, sans omettre même le général en chef Wellington. C'est par ces mêmes rapports que j'appris que MM. Ravez et Lainé n'osaient même pas aller chez M. le duc d'Angoulême pendant le jour, et que, si M. de la Rochejaquelein ne leur eût ménagé une entrée furtive la nuit, par une fenêtre, ils n'auraient osé le faire. Ce qui me faisait prendre

confiance dans ces rapports, c'est que le général Wellington lui-même avait dit à Saint-Jean-de-Luz, en parlant du duc d'Angoulême, qu'il n'avait reçu aucune instruction de son gouvernement pour favoriser la guerre civile en France, qu'il ne prêterait jamais les mains à l'exécution d'un projet qui exposait particulièrement les citoyens aux plus grands malheurs, d'autant plus que l'on traitait toujours à Châtillon ; mais que si la paix ne suivait pas cet armistice, ce serait alors que l'on ferait bonne guerre à l'empereur.

Je laissais parvenir très exactement à Londres les rapports qui étaient adressés de Saint-Jean-de-Luz au roi, après toutefois en avoir tiré des copies que j'envoyais à l'empereur. Par toute la France on gémissait, mais l'on était tranquille ; on attendait tout des événements, contre le cours desquels on ne pouvait rien.

En Bretagne, et même dans les départements de l'ouest, il ne se passait rien contre l'ordre de choses sous lequel on vivait depuis la fin de la guerre civile, ni contre l'obéissance que l'on devait au gouvernement. Cependant M. le duc de Berry était à Jersey, près des côtes de Bretagne ; et comme depuis longtemps il y avait un espionnage organisé entre les côtes de Saint-Malo et les îles soumises à l'Angleterre, on aurait connu d'une manière positive tout ce qui aurait pu se pratiquer autour de ce prince de la part des anciens chefs du parti royaliste dans cette province : mais, d'après ce que j'ai appris depuis, il y avait longtemps que le commissaire général de police de Saint-Malo trahissait son devoir, et néanmoins il ne sut point exciter de mouvement. Là, comme ailleurs, on attendait les événements, et on ne se souciait pas de s'exposer à des malheurs particuliers avant de savoir quelles seraient les probabilités du succès d'une nouvelle entreprise.

La province même dans laquelle se trouvait M. le comte d'Artois ne s'agitait point, et les hommages qu'on lui rendait n'étaient que ceux qu'on ne pouvait pas lui refuser sans se compromettre, parce que,

dans cette province, où l'on avait vu défiler les armées ennemies, on pouvait juger bien mieux que partout ailleurs de leur supériorité ; et si l'on ne se déclarait pas davantage en faveur de l'ancienne dynastie, c'est que les souverains alliés ne s'étaient pas encore prononcés. Paris était alors livré à des inquiétudes beaucoup plus grandes que celles qu'il avait jamais connues. Comment la politique n'aurait-elle pas été le sujet de toutes les conversations ? Dans cette circonstance, pouvait-on cacher à cette nombreuse population ce dont elle était menacée ? En s'entretenant de ce sujet, on exagérait les dangers de la mauvaise situation dans laquelle on se trouvait, et l'on ne s'arrêtait à rien de consolant, parce que l'on n'entrevoyait point de moyen de salut.

Il y avait des réunions partout, depuis les salons jusqu'aux boutiques et aux lieux publics, ce n'était qu'un colportage continuel de tout ce qui pouvait le plus détériorer le peu d'espoir qui restait peut-être encore. Toutes ces différentes classes dans lesquelles on a continué de diviser la population, en réagissant les unes sur les autres, avaient fait disparaître jusqu'aux traces de l'énergie dont on avait un si grand besoin.

La capitale, comme je l'ai dit, était devenue à peu près le seul point où on était encore à l'abri des irruptions des troupes légères et de tous les maux qui les accompagnent. Dans un rayon de plus de trente lieues autour de Paris, on était venu y mettre à couvert sa famille, son mobilier et tout ce que l'on avait de précieux, et enfin les habitants des campagnes les plus voisines avaient fait entrer en ville jusqu'à leur bétail ; les faubourgs en étaient remplis. Les logements étaient devenus rares ; dans toutes les maisons on pratiquait des cachettes, où l'on enfermait tout ce que l'on croyait exposé à une spoliation .

Que l'on se figure les contes vrais ou faux qui circulaient au milieu d'un tel état de choses, que l'on y ajoute les propos des halles et marchés, des

rues, des places publiques et des oisifs, et l'on aura une juste idée de la situation dans laquelle était Paris. La surveillance était inutile, parce que l'action des surveillants ne pouvait être suivie d'aucun effet. Les mesures coercitives eussent fait éclater une insurrection ; et c'était bien le moindre soulagement que l'on pouvait donner à tant de monde qui souffrait, que de lui laisser le droit de se plaindre. Il y avait plus de motifs qu'il n'en fallait pour justifier des arrestations ; mais pour être juste, il aurait fallu arrêter tant de monde, que les prisons, eussent-elles été doubles, n'auraient pas suffi pour contenir tout ce qui aurait plus ou moins mérité d'y être enfermé.

D'ailleurs j'ai toujours été persuadé que la multitude n'est jamais à craindre tant qu'il reste une ombre d'autorité. Il y avait quelque chose qui occupait davantage mon attention.

J'avais appris qu'à l'armée même, et après les succès de Champeaubert (1), il s'était manifesté de très mauvais desseins parmi des officiers supérieurs. Cela était parvenu jusqu'à Paris, où l'on n'espérait déjà presque plus ; c'est seulement depuis ce moment que les hommes accoutumés depuis vingt-cinq ans à

(1) Bourrienne raconte qu'après la bataille de Champeaubert, l'empereur se faisait une telle illusion sur sa position qu'en soupant le soir même avec Berthier, Marmont et son prisonnier, le général Alsufief : « Allons Messieurs, leur dit-il, encore une victoire comme celle-là et je suis sur la Vistule. » Voyant que personne ne répondait, et croyant remarquer sur le visage des maréchaux qu'ils ne partageaient pas ses espérances : « Je vois bien, messieurs, ajouta-t-il que tout le monde se dégoûte de la guerre ; il n'y a plus d'enthousiasme ; tout le feu sacré semble éteint chez vous. » Puis s'étant levé de table et allant droit au général Drouot, avec l'intention marquée de lui faire un compliment qui serait en même temps un acte de blâme pour les maréchaux. « N'est-il pas vrai, général, lui dit-il en le frappant sur l'épaule, il ne faudrait pour réussir que cent hommes comme vous. » Drouot lui répondit avec autant d'esprit que d'à propos et de modestie : « Dites cent mille, Sire. » (D.L.)

fomenter des révolutions, et à donner le mouvement dans tous les grands désordres, commencèrent à concevoir de l'espoir pour l'exécution de ce qu'ils rêvaient depuis nos désastres, et qu'enfin ils mirent de nouveau les fers au feu, comme ils l'avaient fait à différentes époques de la Révolution, jusqu'au 18 brumaire. Ils s'occupèrent dès lors à rechercher les éléments de trouble ; ils les échauffèrent ; ils recueillaient les mauvaises nouvelles, les exagéraient, et les répandaient avec art sur les différents points de la capitale ; tout cela était connu de l'administration de la police. Les mauvaises dispositions étaient trop générales pour qu'elles échappassent aux esprits les plus bornés, mais aussi elles offraient un champ si libre aux excitateurs, qu'elles les dispensaient de se faire remarquer par aucune démarche ou fait particulier qui aurait donné occasion de les saisir, et de commencer une information qui aurait pu produire un résultat.

On voyait bien que l'on abandonnait l'empereur, mais on ne remarquait pas de quel côté ceux-là même qui l'abandonnaient tournaient leurs regards ; ils ne laissaient rien apercevoir parce que l'on traitait encore à Châtillon, et qu'un mot de là aurait pu détruire tous leurs projets et les jeter dans la plus fâcheuse des positions.

Je n'ignorais pas l'existence de quelques petits comités dans lesquels se rendaient M. le duc de Dalberg ainsi que M. Anglès, qui était le chef du quatrième arrondissement de la police, et qui, au conseil de police, était celui qui poussait aux mesures extrêmes de répression. Il ne m'avait pas dit un mot de cette association, mais je n'eus pas besoin de lui pour être informé que l'on ne faisait qu'y parler, et que l'on n'agissait pas.

Il n'y avait chez ces messieurs que de la bonne volonté, de laquelle bien certainement je leur aurais demandé compte si les choses eussent pris une tournure différente. Le seul fait duquel ce comité se soit rendu coupable, c'est, je crois, l'envoi de M. de Vitrolles à l'armée alliée, pour connaître si, en tra-

vaillant pour les Bourbons, on pouvait espérer d'être appuyé, et ne pas être exposé à perdre la tête.

Cette démarche était prudente, puisque tout ce que l'on pouvait faire était subordonné à ce que décideraient les alliés, et ce n'était qu'après s'être mis en communication avec eux que l'on pouvait commencer à travailler avec quelque espoir de succès.

J'ai pensé que M. Anglès n'était entré dans cette association qu'avec le projet de m'en rendre compte si M. de Vitrolles avait apporté une réponse peu favorable, et avec celui de profiter de ce que cela aurait eu d'avantageux dans la supposition opposée. Avant cela M. de Dalberg avait déjà envoyé son secrétaire particulier à l'armée russe, pour y joindre M.*** et le général Jomini, avec qui ce secrétaire était lié. Il arriva au général russe lorsqu'il était encore à Francfort-sur-le-Mein, et il marcha avec l'armée ennemie jusqu'au moment où elle passa le Rhin. Je fus avisé de son retour et je l'envoyai chercher; il me rapporta beaucoup de particularités qui, sans mériter une foi absolue, me laissaient suffisamment apercevoir que les ennemis allaient de nouveau organiser des communications régulières avec Paris. Mais en même temps je remarquai que ce secrétaire de M. de Dalberg, qui avait quitté le quartier général russe avant l'arrivée de lord Castelreagh, ne croyait nullement à des projets favorables à la Maison de Bourbon, de laquelle on ne parlait point au quartier général de l'empereur Alexandre.

Ce n'était que depuis l'arrivée du ministre anglais que ce projet-là avait été adopté ; c'était aussi pour s'en assurer que M. de Dalberg se décida à faire partir M. de Vitrolles. M. Anglès savait ce départ, et me le laissa ignorer. Je fus averti cependant, le jour même de son départ, que l'on envoyait un émissaire au comte d'Artois, mais l'on ne me disait pas son nom (1). Il était bien difficile de l'apprendre

(1) La personne qui me dénonçait le départ de Vitrolles, en s'exprimant ainsi, ne disait pas son nom : seulement elle rendait compte du fait, cependant elle avait vu M. de Vi-

et de le saisir en aussi peu de temps. On m'a assuré que le rapport que fit M. de Vitrolles aux alliés ne fut pas sans influence sur la résolution que prit l'empereur Alexandre de précipiter du trône l'empereur Napoléon.

M. de Vitrolles était un agent des postes que M. de Lavallette avait placé par égard pour quelques-uns de ses amis. Depuis l'envahissement de la France, il était devenu pour ainsi dire impossible de communiquer avec l'Italie, où était encore l'armée du vice-roi. M. de Lavallette avait imaginé de charger M. de Vitrolles, sur la reconnaissance duquel il comptait d'aller organiser une communication régulière avec l'Italie, en passant par la Suisse et les derrières des armées ennemies.

Vitrolles, qui s'était chargé d'une partie du service des postes dans les Alpes Maritimes, où les communications sont extrêmement difficiles, avait, pour couvrir sa mission d'intrigue, pris le prétexte d'aller voir dans quel état se trouvait ce service. Il avait été témoin de l'état de l'anxiété de Paris : il accepta la double commission que lui donnèrent Lavallette et le duc de Dalberg qu'il connaissait ; en conséquence, il se chargea de passer d'abord au quartier général ennemi, où on l'avait bien adressé, et d'y prendre des informations précises sur les intentions des souverains alliés, après quoi il devait, suivant les circonstances, aller exécuter les ordres de M. de Lavallette, ou se rendre au quartier de M. le comte d'Artois, qui était alors à Vesoul : dans tous les cas, c'était la route qu'il devait prendre. A cette époque,

trolles, et elle savait toute sa mission : mais cette personne, qui se disait mon amie, qui reconnaissait tout haut les obligations qu'elle m'avait, ne voulait pas en dire davantage, parce qu'elle voyait que l'édifice s'écroulait : et elle voulait se retirer de dessous, en se réservant les moyens de venir m'achever la dénonciation si les affaires eussent mieux tourné. Ce faux ami a été un des plus acharnés à ma perte après les événements du 22 juin 1815, et je l'avais protégé de mon pouvoir et aidé de ma bourse en 1812. (*Note de l'édition originale*).

je suspectai violemment M. le duc de Dalberg et étais prêt à user de mesures violentes contre lui. Mais, comme il était Sénateur, que sa femme était dame du Palais ainsi que sa belle-mère, que de plus il ne devait sa fortune entière qu'à l'empereur, je crus qu'il me fallait plus que des soupçons pour me porter à un acte de sévérité que je n'aurais pu justifier par aucune preuve matérielle. C'est en revenant de cette mission que Vitrolles tomba entre les mains des troupes françaises, d'où il se tira par subterfuge, et fit bien ; mais il ne put être utile à ses commettants, parce qu'il ne rentra à Paris que lorsque le sort avait déjà prononcé sur l'avenir. Il s'en fallut peu qu'il ne payât cher la démarche dont il s'était chargé : il fut arrêté sous le déguisement d'un domestique, que lui avait fait prendre le prince de Wurtemberg, commandant de l'avant-garde russe, à laquelle il s'était présenté pour être conduit près de l'empereur Alexandre. Le prince Paul le faisait conduire par un officier, dont il passait pour être le domestique, lorsqu'ils furent pris par le général Piré, qui commandait nos avant-postes ; il ne connaissait pas Vitrolles, et il les envoya au grand quartier général, où on ne les reconnut pas non plus d'abord : on n'y avait aucune idée d'une trame de cette espèce. On venait d'envoyer les prisonniers, lorsque arriva au grand quartier général M. de Saint-Didier, officier de la Maison de l'empereur, qui connaissait Vitrolles. Si celui-ci était parti une heure plus tard, c'en était fait de lui.

Les journaux anglais avaient rendu compte, dans les premiers jours de mars, de la mission d'un gentilhomme du Dauphiné envoyé à M. le comte d'Artois ; ils avaient tiré ces détails de la correspondance du quartier général russe, où l'on exaltait cette circonstance comme le présage d'un heureux succès dans les projets ultérieurs ; mais ils avaient mal rendu le nom de Vitrolles, ils l'avaient écrit Vitrieux ou Vitreux : je cherchai dans tous les cahiers de statistique du Dauphiné, je ne trouvai pas un nom semblable. Je ne doutais déjà plus que ce ne fût l'émis-

saire dont on m'avait annoncé le départ, mais ma pensée ne s'arrêta pas sur M. de Vitrolles, que je savais être employé aux postes, et en commerce de société assez habituel avec M. de Lavallette et M. Pasquier, qu'il voyait chez madame de Vaudemont.

Dans tous les cas, la prise d'un tel homme n'aurait pas produit un bien grand résultat ; sa mission ne pouvait être d'aucune utilité ; elle ne tenait encore qu'à de l'obscure intrigue. J'ai toujours cru que M. de Talleyrand en avait été instruit, mais qu'il ne l'avait pas vu avant son départ ; j'expliquerai cela tout à l'heure.

Au milieu de cet état de dissolution apparente et déjà réelle, le général Reynier rentra à Paris ; il avait été, comme l'on sait, fait prisonnier à la bataille de Leipzig, et venait d'être échangé ; il avait passé par le quartier général des souverains alliés, auxquels il avait eu l'honneur d'être présenté avant d'être renvoyé au quartier général de notre armée.

L'empereur d'Autriche, en l'accueillant, lui avait dit de conseiller à l'empereur de profiter des leçons que lui-même avait reçues de lui ; de suivre son exemple, en traitant à tout prix ; qu'autrement lui, empereur d'Autriche, ne pourrait plus rien en faveur de sa fille et de son petit-fils.

L'empereur Alexandre fit particulièrement beaucoup d'accueil au général Reynier. Celui-ci demanda, dans la conversation, s'il ne se chargeait pas de quelque chose pour l'empereur Napoléon, près de qui il allait se rendre, et qui saurait qu'il avait eu l'honneur de le voir. L'empereur Alexandre lui répondit que non, qu'il avait à se plaindre de lui personnellement, et qu'il ne se sentait aucunement disposé à un rapprochement de quelque nature qu'il fût.

La conversation s'engagea plus avant, et sur les observations du général Reynier, que l'empereur était le chef de l'Etat, l'empereur Alexandre lui répliqua : Mais ce chef, c'est vous (l'armée) qui l'avez fait, et si l'on exige de vous que vous en preniez un

autre, pourquoi ne le feriez-vous pas pour vivre en paix avec tout le monde ? Le général Reynier répliqua qu'indépendamment de ce que l'on ne trouverait personne qui pût remplacer l'empereur, les souverains alliés seraient autorisés à concevoir bien peu d'estime pour une nation qui abandonnerait si légèrement un prince qu'elle avait si solennellement proclamé. L'empereur de Russie répondit qu'il n'y aurait aucun reproche à faire à la nation, puisqu'elle aurait cédé à la force des circonstances ; que quant au choix, il semblait déjà indiqué par le suffrage accordé par l'empereur à celui de l'armée qu'il considérait sans doute comme le plus capable de gouverner, et il désigna nominativement Bernadotte. Le général Reynier répondit comme il le devait, sans se permettre aucune réflexion défavorable au maréchal Bernadotte : il demanda congé, et revint à Paris, où il me raconta lui-même cette conversation. Assurément, d'après le rapport du général Reynier, on peut croire sans invraisemblance que l'empereur de Russie voulait abattre l'empereur Napoléon. Le langage pacifique qu'on prêtait aux alliés à Châtillon n'était qu'une feinte, et il n'est pas juste de dire qu'il a été au pouvoir de l'empereur d'obtenir la paix à ces conférences. J'en rendis compte à l'empereur le jour même, et il me fit l'honneur de me répondre qu'il désirait voir le général Reynier. Ce général partit à franc-étrier pour arriver plus tôt près de l'empereur (1), mais à la deuxième poste il fut atta-

(1) Un autre individu, nommé Thurot, se rendit au quartier général russe, et s'y fit passer pour un envoyé du parti ennemi de l'empereur ; on l'y accueillit, et comme cet homme joignait à la plus honteuse immoralité beaucoup de perfidie d'esprit, il se fit écouter. Ce Thurot avait été secrétaire général du ministère de la police sous le directoire, jusqu'au 18 brumaire ; M. Fouché le renvoya peu après cette époque : depuis lors il vécut dans l'intrigue. En 1809, il fut condamné aux fers pour des affaires d'administration dans la Grande Armée ; peu après avoir été relevé de ce jugement, il vint à Paris, où il s'était attaché à M. Anglès. De là il se mit à écrire au cabinet de l'empereur, sans y être autorisé, sur

qué par un accès de fièvre si violent, qu'on fut obligé de le ramener à Paris dans un état de transpiration qui fut suivi d'un refroidissement, et enfin il eut une maladie inflammatoire qui l'emporta en très peu de jours, en sorte que l'empereur ne le vit pas (1).

Les armées ennemies étaient si rapprochées de Paris qu'il était impossible d'empêcher les allées et venues continuelles qui ont lieu à la faveur des désordres qui accompagnent une armée ; d'ailleurs les communications entre Londres et Châtillon passaient par Paris, d'après un accord qui avait été fait. On n'ignorait donc guère la supériorité des alliés ni leurs projets ; tout cela rendait la malveillance active, et rejaillissait sur les provinces. Je n'avais pas attendu que le mal fût sans remède pour rendre compte à l'empereur de ce que je voyais, de ce que l'on me rapportait, et de ce que je pressentais s'il ne faisait pas la paix à tout prix.

L'armistice n'était point encore conclu, je pouvais craindre que mon rapport ne tombât entre les mains des ennemis et ne portât à leur connaissance un état de choses qu'il était du plus grand intérêt de leur cacher ; aussi je n'écrivis point sur une matière aussi délicate, je me servis de l'occasion du retour à l'armée d'un officier du premier mérite, connu

toutes sortes de matières et d'individus. L'empereur, révolté de son impudence, me demanda sur ce Thurot un rapport ; pour le faire complet, je le fis arrêter et enlever ses papiers : ce qui s'y trouva était de nature à être soumis à un Conseil privé, qui le condamna à être détenu dans une prison d'Etat, comme homme immoral et dangereux. On le conduisait au lieu de sa détention, lorsqu'il s'échappa en chemin, et alla au quartier général ennemi se donner pour un envoyé du parti ennemi de l'empereur. En 1815, ce même homme resta à Paris et s'attacha à un des chefs de l'administration, pendant que M. Anglès était à Gand. Quel parti servait-il ou trahissait-il ? Je n'en sais rien ; mais voilà l'espèce d'homme qui a eu une influence sur nos destinées. *(Note de l'édition originale).*

(1) Il mourut à Paris le 17 février 1814.

de l'empereur particulièrement (1), et je lui répétai jusqu'à satiété tout ce que je le priai de dire de ma part à ce prince ; il remplit exactement sa commission, j'en ai la preuve.

Enfin, voyant que cela ne produisait rien, je me décidai à écrire à l'empereur pour lui faire part de mes inquiétudes que je ne croyais que trop fondées, et je le priai de me permettre de lui donner la dernière marque de dévouement qu'il allait bientôt être en mon pouvoir de lui offrir, en le priant de me permettre de rester comme son commissaire à Paris pendant le séjour que les alliés allaient y faire.

Je lui disais qu'il était inutile de s'abuser sur la suite de ce funeste événement, mais qu'un homme qui se dévouerait pourrait par son exemple encourager tous ceux qui ayant la possibilité de mettre leur responsabilité à couvert derrière son autorité, opposeraient du moins de l'inertie à ce que l'on se proposait de faire, et qu'une première opposition courageuse dans une pareille circonstance retiendrait bien du monde dans le devoir et ferait parler l'honneur. Je fis voir ma lettre à M. l'archichancelier, et je la fis aussi voir à M. Pasquier qui vint chez moi au moment où je la fermais ; j'avais causé avec lui de tout ce que je craignais, il était persuadé comme moi de tout ce qui allait arriver. L'empereur me fit l'honneur de me répondre d'une manière flatteuse sur la proposition que je lui avais faite, mais il ne partageait pas mes opinions sur ce que je me flattais de pouvoir faire. Il me disait même que dans mon intérêt il m'ordonnait de ne pas rester à Paris, et ajoutait que je m'exposerais au plus grand malheur personnel si je me mettais à la discrétion des ennemis. Je dus donc abandonner mon projet, parce que si je n'avais pas réussi je n'aurais eu aucune excuse à donner après avoir éludé un ordre qui m'avait été adressé directement. Je voyais de tous côtés que cha-

(1) C'était M. de Saint-Aignan ou M. Gourgaud. Je me rappelle qu'ils y sont venus successivement tous les deux. *(Note de l'édition originale).*

cun songeait à soi ; on plaignait l'empereur, mais l'on prenait petit à petit congé de lui. Quelques-uns des commissaires qui avaient été envoyés dans les départements pour y réchauffer l'esprit public ne correspondaient déjà plus, et ne disaient que ce qu'ils ne pouvaient plus faire. Il n'y avait plus d'énergie nulle part, l'agonie était complète, il y a même eu de ces messieurs qui ont cherché à se préparer une position nouvelle en se faisant un mérite d'avoir éludé les ordres qu'ils avaient reçus des ministres.

CHAPITRE XXI

Le marquis de Rivière. — Comment on avait songé à lui. — Joseph, ses communications avec Bernadotte. — Folies qui remplissent la tête des frères de l'empereur. — Intrigue qui empêche l'armée d'Espagne d'accourir. — M. de la Besnardière. — M. de Talleyrand, ses menées, ses insinuations. — Rupture des conférences de Lusigny. — Proclamation de Louis XVIII. — Les intrigues de l'époque n'avaient rien de royaliste. — M. Fouché, son expédient pour en finir. — Opérations de l'empereur. — Il se jette sur les derrières des alliés. — Sa lettre à l'impératrice est interceptée. — Angoisses de cette princesse.

Pendant ces pénibles moments, je reçus l'ordre de mettre le marquis de Rivière en arrestation. Cette mesure était probablement la conséquence de quelques rapports qui avaient été adressés du Berry, où M. de Sémonville avait été envoyé comme commissaire. J'ai toujours cru que c'est lui qui avait provoqué cette mesure, en s'adressant directement au cabinet de l'empereur ; car, en vérité, on avait bien autre chose à faire à l'armée qu'à penser à ce que faisait M. de Rivière. Depuis longtemps on était attentif à saisir toutes les occasions de faire voir à l'empereur que la surveillance de son ministre de la police était en défaut, afin que dans un moment favorable, que l'on guettait, on eût une masse de petites anecdotes qui déterminassent ce prince à le changer. J'avais cependant entendu parler de tout ce que faisait M. de Rivière en Berry, et j'en avais écrit à M. de Sémonville et à M. Didelot, qui y était préfet. C'est, je crois, lorsque le premier vit que j'avais les yeux ouverts qu'il se décida à écrire, pour

éviter un reproche ; mais lorsqu'il reçut l'ordre qui en fut la suite, d'arrèter M. de Rivière, les choses étaient tout à fait désespérées : il ne l'exécuta pas. Je ne cite cette anecdote que parce qu'elle vient à l'appui de ce que j'ai dit plus haut, et que j'ai lu, écrit de la main de M. de Rivière, « que M. de Sémonville aurait exécuté mon ordre, s'il ne lui avait démontré qu'il servait la cause de Dieu et de la Justice. »

J'avoue aussi que je faisais peu d'attention à M. de Rivière, parce que m'ayant lui-même donné sa parole d'honneur qu'il ne vivrait qu'en paisible citoyen, je croyais qu'il la tiendrait. Je devais le croire d'autant plus que, dans le temps de ses plus grands malheurs, il m'avait dit ces propres paroles : « Monsieur, je me regarde comme tellement obligé envers l'empereur, que si M. le comte d'Artois lui-même arrivait demain dans la plaine de Grenelle, à la tète de cent mille hommes, je n'irai pas le joindre. »

C'est cette réponse de M. de Rivière, que je rapportai à l'empereur, qui lui valut tous les adoucissements que sa malheureuse position reçut successivement ; car l'empereur a toujours cru à l'honneur de ceux qui savaient en donner des preuves : il croyait à celui d'un homme qui, après avoir servi sa cause avec autant de dévouement, disait lui-même qu'il s'en détachait de bonne foi : dès-lors toute espèce de mauvais traitement n'eût été que barbarie.

Cependant M. de Rivière n'avait pas attendu que M. le comte d'Artois eût cent mille hommes, ni qu'il fût dans la plaine de Grenelle, puisqu'il avouait que s'il n'avait pas démontré à M. de Sémonville qu'il servait la cause de Dieu et de la Justice, il aurait été arrêté.

Vers les premiers jours de mars, le prince Joseph avait envoyé (avec la permission de l'empereur) un agent au prince de Suède, qui venait d'arriver avec son armée dans les environs de Maubeuge ou de Liége. Il l'avait envoyé, afin de savoir de lui par quel moyen on pourrait porter les alliés à accorder la paix à des conditions supportables. Cet agent était revenu

avec une réponse qui ne confirmait que trop les mauvais pressentiments que l'on avait déjà. Bernadotte annonçait qu'il était question d'ôter le pouvoir à l'empereur, il engageait à traiter sur ces bases-là, parce que, si les ennemis mettaient le pied à Paris, alors il n'y aurait plus rien à faire, parce que l'on rétablirait les Bourbons (1).

Le message de cet homme resta secret : mais il fut transmis à l'empereur, qui déjà ne doutait plus du projet des souverains alliés. Il voyait que, tout en l'accusant de ne vouloir pas faire la paix, on lui présentait des conditions qui n'étaient que des sources de guerre, ou plutôt qui ne faisaient que donner aux ennemis le temps de reprendre haleine pour achever la campagne suivante ce qu'ils n'avaient pas la possibilité de terminer dans celle-ci.

Toutefois l'empereur ne se décida pas seul, car je me rappelle qu'il envoya à son frère Joseph les conditions qu'on lui imposait. Il lui manda d'assembler un Conseil (je ne me souviens pas si ce fut celui de la régence ou celui des ministres), de les lui communiquer, de recueillir ensuite les avis et de

(1) Il circula à cette époque des bruits étranges sur le prince Joseph. On prétendait lui avoir entendu dire que l'empereur ne pouvait plus faire la paix, mais que lui, Joseph, pouvait l'obtenir avec l'impératrice. Je n'y ajoutai foi que parce que ce n'était pas la première fois que je voyais les frères de l'empereur se persuader qu'ils pouvaient être quelque chose sans lui. Ce qui me surprenait dans la circonstance dont il s'agit, c'était de voir le prince Joseph donner dans des illusions de cette espèce : il était moins avantageux que les autres, et puis il aimait sincèrement son frère. Cependant l'intrigue s'agitait vivement autour de lui : il me parla lui-même d'un projet dont on l'avait entretenu. On voulait le faire proclamer régent par le Sénat, qui aurait prononcé la déchéance de l'empereur. Joseph voyait bien que si cela avait lieu, il serait à la merci des ennemis, après leur avoir ouvert le chemin de Paris, qu'un reste de prestige attaché au nom de l'empereur leur fermait encore : mais j'ai cru qu'en quittant la capitale, les meneurs ne l'avaient pas laissé partir sans lui donner des espérances. *(Note de l'édition originale).*

les lui envoyer. Je ne pus assister au Conseil pour cause d'indisposition, mais M. Molé, qui vint me voir à la sortie de la séance, me dit sommairement de quoi il avait été question. Je ne puis que le rapporter de même : les ennemis, en proposant le démembrement de toutes les conquêtes achetées par la France au prix de tant de sang, demandaient encore des sûretés, comme Besançon, et je crois quelques autres places de première ligne qui ouvraient tout à fait la frontière ; on ne pouvait pas appeler cela faire la paix, ce fut l'opinion du conseil.

L'empereur ne se dissimulait pas que ces propositions n'étaient qu'un piége. Il était convaincu que les souverains alliés avaient déjà prononcé, et que tout ce qu'ils lui proposaient n'était que des subterfuges imaginés pour l'humilier aux yeux de la nation. Il aima mieux tomber que de se prêter à une transaction ignominieuse, qui peut-être ne se consommerait pas. C'était vraisemblablement aussi parce qu'on lui connaissait un caractère incompatible avec l'idée d'un outrage, qu'on lui proposait des conditions inadmissibles, mais propres à accréditer l'opinion qu'il ne voulait pas la paix. On s'apercevait bien que les ennemis eux-mêmes n'avaient pas une grande confiance dans l'exécution d'un plan qu'ils faisaient marcher si lentement ; néanmoins ils n'avaient pas encore osé s'expliquer nettement sur leur projet de changement de dynastie.

Si dans ce moment-là l'empereur avait été bien servi, comme il devait l'être, il aurait dû avoir près de lui, ou du moins sur la haute Loire, les différents corps qui composaient l'armée d'Espagne. S'il les avait eus, il aurait pulvérisé les Russes, les Prussiens, ainsi que tous ses anciens confédérés ; alors les Autrichiens auraient traité séparément pour eux, car l'on avait acquis la certitude que l'empereur d'Autriche ne voulait point que l'on allât à Paris ; c'était vraisemblablement par intérêt pour sa fille. Le malheur voulut qu'à la suite du mouvement offensif de notre armée sur la haute Seine, il quittât le quartier général des alliés pour se retirer en Bourgogne, et ne

reparût plus à l'armée : en sorte que l'empereur Alexandre et le roi de Prusse restèrent les arbitres de l'avenir, et soumirent à leurs vues les ministres et les généraux de l'empereur d'Autriche. On a été fondé à croire que cette absence de l'empereur d'Autriche avait été calculée, car un reste d'affection pour l'impératrice se montrait encore dans les pièces qui émanaient de son cabinet. Il n'avait cessé de protester « qu'il ne séparerait pas la cause sa fille et de son petit fils de celle de la France. » Il avait confié au souverain qui régnait sur ce pays « son enfant de prédilection, il chérissait sa fille, il gémissait de la voir exposée à de nouvelles inquiétudes, il souffrait que Napoléon méconnût les intentions de son Cabinet. » Ces expressions d'intérêt, cette tendre commisération avaient sûrement effrayé ceux qui avaient arrêté la perte de l'empereur Napoléon ; ils ne voulurent pas s'exposer aux retours d'un père prêt à immoler sa fille, ils trouvèrent plus prudent de l'éloigner.

J'ai dit que l'empereur pouvait avoir l'armée d'Espagne ; il me reste à raconter comment il ne l'eut pas.

Le duc de Bassano avait, comme je l'ai rapporté, entamé des négociations avec Valençay ; elles ne pouvaient réussir qu'à la faveur du secret, toutes les mesures avaient été prises pour que rien ne transpirât. Cependant la transaction n'avait pas été mise à fin, qu'elles étaient déjà divulguées. Le secrétaire d'Etat prétendit :

« Que le parti qui conspirait prit l'alarme ; que tel était son ascendant qu'il réussit à présenter cette mesure de salut contre le coup de grâce de nos institutions ; que le ministre qui eût dû le surveiller (sans doute M. de Caulaincourt) épousa ses inspirations, et poussa l'aveuglement au point de se jeter aux pieds de l'empereur pour lui faire abandonner un projet qui, disait-il, allait achever de détruire le prestige qui nous protégeait ; que l'empereur le traita durement ; mais que comme il était la clef de la politique de l'Etat, et que d'ailleurs les Anglais avaient pris l'éveil, il était diffi-

cile désormais de faire réussir une combinaison qui d'abord ne présentait pas d'obstacles ; que les événements s'étant pressés, il n'était pas douteux que tout ne fût déjà disposé au-delà des Pyrénées pour paralyser une transaction qui devait être si fatale aux alliés. »

Mais je suis d'une opinion différente. M. de Bassano, qui avait ouvert la négociation, savait entre quelles mains elle était ; et si elle courait des dangers de divulgation, c'était un motif de plus pour en hâter l'exécution, afin de profiter de ses conséquences. Il n'y avait qu'à perdre à retarder le départ du prince Ferdinand, puisqu'on ne pouvait disposer de notre armée en Espagne qu'après cet événement.

C'est ce qui me fait avoir de la croyance aux rapports qui me parvenaient à cette époque et qui m'informaient que ce retard inconcevable n'avait été que la suite d'une misérable intrigue de vanité, laquelle ne peut s'expliquer que par le déplaisir secret qu'on aurait eu de voir la négociation, qu'on avait commencée, terminée par le ministère d'un autre. On ne pouvait porter un coup plus fatal à l'empereur, j'en laisse mes lecteurs juges (1).

Le temps de l'expiration de l'armistice approchait, et l'on ne donnait aucune suite au traité. J'en écrivis à l'empereur ; je lui marquai qu'en voyant commencer les négociations de Valençay, tout le monde avait conçu l'espoir qu'il en résulterait au moins l'avantage de pouvoir appeler à lui l'armée d'Espagne, mais que l'on avait abandonné cette espérance, puisque rien, pas même le départ des princes, ne s'effectuait.

Je ne sais si c'est ma lettre qui produisit cet effet,

(1) Par suite de mon absence, lorsqu'on imprimait cette partie de mes *Mémoires*, et par une erreur assez singulière, on n'a pas tenu compte des guillemets que j'avais mis à tout ce passage, et il en est résulté que l'on a imprimé comme la mienne l'opinion que j'attribue à la secrétairerie d'Etat d'alors. C'est ce qui m'a mis dans la nécessité d'ajouter quelques explications qui ne se trouvent pas dans la première édition. *(Note de l'édition originale).*

mais, courrier par courrier, l'empereur donna ordre de faire partir Ferdinand ; ce qui prouve combien ce départ entrait dans son projet, et que, si on l'avait entretenu de cette affaire comme on le devait, elle aurait été terminée de manière à ce qu'il pût disposer de son armée qui était à la frontière d'Espagne.

Ce fut le 19 mars que les princes espagnols quittèrent Valençay pour se rendre en Espagne par Perpignan, et ce fut le 22 du même mois que l'armistice fut dénoncé. Jusqu'à ce moment l'intrigue s'était tenue muette à Paris, ou du moins s'était beaucoup observée ; elle avait pu toutefois se mettre en communication avec les alliés, peut-être les engagea-t-elle à rompre à Châtillon, et à marcher sur Paris. Plus je cherchais à la pénétrer, et plus je trouvais de preuves qu'elle attendait la certitude d'être appuyée pour développer ses projets, qui ne pouvaient qu'être subordonnés à la volonté des souverains alliés ; tant que ceux-ci pouvaient traiter, elle ne s'était pas prononcée. Le moment arriva enfin ; l'on vit rentrer à Paris tous les employés du ministère des relations extérieures qui avaient été appelés tant à Châtillon qu'au quartier général de l'empereur pendant tout le temps qu'avaient duré ces conférences.

Parmi eux se trouvait M. de La Besnardière, qui avait dirigé la négociation. Habitué comme il l'était aux affaires, il n'avait pu se méprendre sur les véritables intentions des alliés. Ce fut par lui que M. de Talleyrand eut connaissance de tout ce qui se fit à Châtillon. J'ai su plus tard que cet ancien ministre avait eu des communications directes avec quelqu'un de plus élevé ; mais ce qu'il avait appris de M. de La Besnardière, la rupture de l'armistice, celle des conférences, lui prouvèrent que les paroles qu'il avait reçues n'étaient pas vaines. Dès lors il prit plus d'assurance, et ne songea qu'à précipiter une révolution dont il avait longuement préparé les éléments, mais dont il n'avait pas arrêté la direction, quoique bien déterminé cependant à la faire servir

à la chute de l'empire. Il n'y avait rien dans les provinces ; tout se passait à Paris, et tout attendait le signal des alliés. S'ils ont été bien servis, on peut se demander avec raison comment ils n'y sont pas arrivés plus tôt.

Quant à nous, nous avions déjà éprouvé les funestes effets de la mesure que nous avions prise à l'égard des administrations, auxquelles on avait ordonné de se retirer à l'approche des ennemis. Nous étions presque étrangers à la partie du territoire qui était envahie. La chose était au point que, lorsqu'il fallut faire parvenir aux places bloquées les ordres que le ministre de la guerre leur adressait le 19 mars, on fut obligé d'employer des transfuges ; au reste, ces ordres ne signifiaient rien, car en supposant que le duc de Feltre eût pris sur lui d'indiquer un rendez-vous général aux troupes qui défendaient nos places, le temps dont elles avaient besoin pour y arriver n'existait pas (1). C'était au moment du passage du Rhin par les armées ennemies qu'il fallait appeler ces garnisons, les réunir, les mettre en ligne, puisque les alliés ne s'occupaient pas de nos places.

Je me mis à observer de plus près M. de Talleyrand, qui avait plusieurs langages, et qui était d'ailleurs le seul autour duquel pouvaient se grouper les hommes de mouvement. Sa position était déterminée par une suite d'intrigues sur lesquelles il ne pouvait se promettre de donner le change. On n'avait pas à la vérité de données assez précises pour sévir contre un homme qui avait le rang qu'il occupait dans l'Etat. Mais la paix eût fait éclore les révélations et M. de Talleyrand était trop habile pour ne pas voir qu'il n'y avait désormais que péril à s'arrêter. Je le considérais donc comme celui qui allait devenir le chef d'un parti contre l'empereur, mais non pas contre la dynastie qui était le résul-

(1) Les ordres du ministre de la guerre, qui ne partirent de Paris que le 20 mars, n'avaient pas encore dépassé la frontière, que déjà le sort de Paris était décidé. *(Note de l'édition originale).*

tat de la Révolution à laquelle il avait eu tant de part

Il était dispensé de s'envelopper de mystère, s'il avait eu besoin de se donner du mouvement, parce qu'il voyait bien que l'événement venait le trouver. Il connaissait la résolution des souverains alliés, il observait, attendait de quel côté s'écroulerait l'édifice. Il venait me voir quelquefois, m'attendait si j'étais sorti, et se répandait en conversations dans lesquelles il déplorait la situation où se trouvait la France. Il la comparait à celle de Tilsitt, et s'écriait : « Et cela en six ans ! » Puis il se déchaînait contre le duc de Bassano, parlait d'adulation, de flatterie, et arrivant enfin où il voulait en venir, il me disait :

Mais que faire dans des circonstances aussi fâcheuses ? Il ne convient pas à tout le monde de rester dans une maison qui brûle ; prenez garde à vous, il vous arrivera encore une scène comme celle du 23 octobre. Vous le savez, il y a en Bourgogne un certain marquis de Lasalle qui se donne beaucoup d'activité et qui fait des prosé-lytes : cet exemple gagnera d'autres provinces.

M. de Talleyrand avait raison en ce qui concernait le marquis de Lasalle. J'étais informé de ses tentatives comme du peu de succès qu'il obtenait.

Sans l'arrivée des ennemis à Paris, et ce qui en a été la suite, des moyens semblables à ceux du marquis de Lasalle n'auraient pas fait broncher un homme de tant soit peu d'importance. M. de Talleyrand ne le désirait pas, il avait bien d'autres projets que celui à l'exécution duquel il a été obligé de concourir par une suite de circonstances que j'expliquerai.

Je me doutais bien qu'il n'était si exactement informé des démarches du marquis que parce qu'il était en relation d'amitié avec quelqu'un qui en avait eu de très intimes avec M. de Lasalle ; et comme, en révolution, lorsqu'on n'a plus à penser à soi, on s'occupe de ses amis, il ne voulait plus me laisser faire naufrage et me tendait la main. J'avais l'ordre positif de ne pas sévir, je ne pouvais que laisser dire. J'affectai de ne pas comprendre, et ne me montrai que plus curieux ; mais il avait trop d'expérience

pour se laisser prendre à l'amorce. Je ne pus rien obtenir de précis.

Je savais exactement tout ce qu'il recevait ; mais il avait tant d'art dans sa conduite, qu'il savait la rendre naturelle, en voyant successivement des hommes de toutes les opinions et de différents caractères. Je me gardai bien d'en faire aborder un seul ; la position de nos affaires était trop désespérée pour qu'aucun d'eux renonçât aux faveurs qu'il entrevoyait déjà pouvoir obtenir. D'ailleurs que m'aurait-il dit ? une conversation dans laquelle on n'aurait pu trouver aucun fait, ou bien il m'eût donné son opinion particulière sur les dispositions de M. de Talleyrand, desquelles je me doutais bien.

J'étais dans cette inquiétude, lorsque, me promenant à cheval, j'imaginais de passer près de l'hôtel de ce prince. Je vis la voiture de l'archevêque de Malines à sa porte ; je l'avais aperçue d'assez loin : je pensai qu'ils étaient en conférence. Résolu de m'en assurer, au lieu de me faire ouvrir la porte cochère, je descendis dans la rue, et entrai rapidement à pied. Le portier qui me reconnut, n'osa m'arrêter. Je montai lestement l'escalier, et j'arrivai au cabinet de M. de Talleyrand sans avoir rencontré âme qui vive à l'antichambre ; il était en tête à tête avec l'archevêque. J'entrai si brusquement, que je produisis sur eux le même effet que si je me fusse introduit par la fenêtre.

Leur conversation, qui était animée, s'arrêta net ; l'un et l'autre semblait avoir subitement perdu la parole. La figure de l'archevêque était néanmoins celle des deux qui était la plus décomposée. Je devinai à ce trouble le sujet de l'entretien, et ne pus m'empêcher de leur dire : « Pour cette fois, vous ne vous en défendrez pas ; je vous prends à conspirer. » J'avais deviné juste. Ils se mirent à rire, essayèrent de me donner le change ; mais j'eus beau les prier de continuer leur conversation, ils ne purent pas la ressaisir. Je me retirai, avec la conviction qu'ils tramaient quelque complot, mais sans savoir au juste en quoi il consistait.

L'on se rappelle que ce ne fut que le 20 mars que les conférences furent rompues. On en reçut la nouvelle à Paris le 22 ou le 23. Avant que les conspirateurs pussent être d'accord sur la démarche qu'il convenait de faire près des alliés, il eût fallu quelques jours. On regardait sans doute la chose comme inutile, puisque l'on pouvait calculer le nombre de jours dont les ennemis avaient besoin pour être aux portes de la capitale. Je fus cependant averti de l'arrivée soudaine à Paris de M. Adrien de Montmorency, sur lequel j'avais les yeux, et qui habitait, depuis ces événements, chez M. de Chevreuse, à son château de Dampierre, dans les environs de Rambouillet ; je l'envoyai chercher, mais il éluda le rendez-vous. On me rapporta qu'il avait vu M. de Talleyrand, après quoi il était, disait-on, reparti pour Dampierre. Il n'en était rien : il s'était mis en route pour se rendre, par un grand détour, auprès du comte d'Artois. Il était trop tard pour que ce message pût amener quelque résultat ; celui qui en était chargé était d'ailleurs d'un naturel trop prudent pour courir de nouveaux hasards, et s'aventurer sans avoir des chances à peu près sûres. Il n'y avait que son retour qui pouvait fournir la matière d'une observation sérieuse ; or les événements amenèrent les ennemis à Paris avant qu'il y put entrer. Je restai ainsi dans l'opinion que tout était subordonné aux événements, et que le volcan ne ferait explosion qu'après la décision des souverains alliés. Les intrigues continuèrent : les uns y prenaient part pour les livrer à la police si elles ne réussissaient pas, les autres pour se faire une position de faveur si elles réussissaient. Tous ensemble n'avaient d'autre projet que d'adorer le chef nouveau qui leur serait présenté (1).

(1) Les projets des intrigants étaient tellement circonscrits à eux-mêmes, qu'ils prenaient les plus grandes précautions pour se dérober aux recherches de la police. Ce ne fut qu'à la fin de février, et dans le courant de mars, qu'ils osèrent faire circuler la proclamation du roi aux Français. Elle était

Ce déplorable état de choses était la conséquence de celui où l'on était tombé, et qui était hors de la portée des intelligences ordinaires. Dans une circonstance comme celle-là, je me félicitais de n'avoir pas M. Fouché à Paris, parce qu'il n'aurait pas manqué d'entrer en accommodement avec celui qui lui aurait paru être le plus fort, et de lui livrer tout le reste pour se faire à lui-même un sort particulier. Le hasard avait voulu qu'à la suite des événements qui avaient eu lieu en Italie, il fût revenu avec la princesse Elisa dans les départements méridionaux, je crois à la sénatorerie d'Aix, où il attendait le dénouement de tout ce qui obscurcissait l'horizon politique (1.

datée de Londres, et de l'époque à laquelle les princes de Bourbon en partirent pour venir sur le continent, c'est-à-dire de près d'un an. S'ils avaient eu un comité ou des intelligences avec les meneurs du jour, ils auraient reçu cette pièce presque aussitôt qu'elle eût paru en Angleterre. La vérité est cependant que ce fut l'empereur qui la reçut le premier pendant le dernier séjour qu'il fit à Trianon.

Je m'étais tellement rendu maître de toutes les voies de communication avec l'Angleterre et les pays étrangers jusqu'au moment de l'envahissement de la France, que ce ne fut, comme je l'ai su depuis, que par l'un de mes subordonnés que l'archevêque de Malines se procura les gazettes anglaises où cette proclamation se trouvait. C'est aussi depuis ce moment que l'on commença à répandre dans Paris de petites copies imprimées de cette pièce ; on les semait le soir dans les rues ; on les glissait sous les portes, afin que les agents de police ne pussent pas les ramasser. On avait mis un tel mystère à les imprimer, que l'on ne s'était servi que d'une presse de cabinet ; les caractères étaient en désordre au point que les mots d'une même ligne étaient plus hauts ou plus bas l'un que l'autre, ce qui dénotait une grande circonspection de la part de ceux qui répandaient cet imprimé. On n'osa pas en hasarder un seul écrit à la main ; on aurait été bien plus hardi, si l'on avait été appuyé. Presque toutes les maisons où on les jetait les renvoyaient à la police. *(Note de l'édition originale).*

(1) Je tiens d'un témoin auriculaire qui se trouvait chez la princesse Elisa, avant que Paris fût occupé, que M. Fouché osa dire à la propre sœur de l'empereur : Madame, il

La rupture des conférences, en jetant l'épouvante dans les esprits, amena encore dans Paris une surabondance de population qui provenait de tout ce qui avait été atteint de la peur dans les campagnes. Chacun y débitait les contes qui pouvaient justifier sa frayeur, et il ne manquait pas de badauds pour y croire. Il y aurait eu de la démence à vouloir empêcher cela : je laissai aller les propos, car comment les eussé-je arrêtés ? Si les mécontents avaient entrepris quelque chose, j'étais sans moyens de leur résister, et la moindre mesure de rigueur qui aurait été déployée eût été le signal d'un soulèvement.

Paris était devenu le seul point où l'on se croyait à couvert ; partout ailleurs, l'on craignait de se trouver au milieu des ennemis extérieurs ou des troubles qui semblaient devoir être la conséquence de leur approche. Les premières opérations qui suivirent la reprise des hostilités commencèrent par un mouvement vers l'Oise. Les ennemis s'étaient renforcés dans cette partie par l'arrivée de différents corps de leurs troupes, qui avaient successivement passé le Rhin, depuis la Hollande jusque vers Coblentz.

L'empereur fit un mouvement offensif sur Soissons ; (1) il poussa vivement les alliés, les culbuta

n'y a qu'un moyen de nous sauver, c'est de tuer l'empereur sur-le-champ. Madame la princesse Elisa m'a confirmé elle-même ce fait, lorsque j'ai eu l'honneur de la voir à Trieste en 1818. *(Note de l'édition originale).*

(1) Index chronologique :

Le 15 février, l'empereur est à Meaux.

Le 16, il traverse Crécy et Fontenay.

Le 17, combats de Mormant, de Valjouan, de Montmirail.

Le 18, bataille de Montereau ; le 19, reprise de Soissons ; le 22 combat de Méry et deuxième combat de Château-Thierry.

Le 23, combat de cavalerie de Fontvannes ; l'empereur reçoit le prince Wenzel-Liechtenstein porteur d'une offre d'armistice de l'empereur d'Autriche.

Le 25, conférence de Lusigny.

Le 27, combat de Bar-sur-Aube ; bataille d'Orthez ; combat de Meaux.

en avant de Craonne, et les suivit jusque sous les murs de Laon, où il eut une affaire malheureuse. Après une marche et des engagements qui avaient duré toute la journée, nos troupes se remettaient de leurs fatigues, lorsque la cavalerie ennemie fondit sur elles à la faveur de l'obscurité. Elles ne purent résister au choc ; le désordre gagna. Le corps du maréchal Marmont et celui du duc de Padoue éprouvèrent des pertes considérables : on hasarda néanmoins le combat, il ne réussit pas : il fallut se retirer. L'empereur marcha sur Reims, où il entra après avoir culbuté les Russes. Mais pendant ce temps-là la grande armée ennemie s'était remise en marche en descendant la Seine, pour nous resserrer sur Paris.

L'empereur avait été rejoint dans la première de ces villes, par quelques troupes qu'il avait tirées de la garnison de Mézières et de celles des places environnantes. Il se rapprocha de la Marne, pour être à même de se porter vers la rivière d'Aisne à sa gauche, et sur la Seine à sa droite. Comme je n'étais point à l'armée, je n'ai qu'imparfaitement connu la série des mouvements par lesquels l'empereur contenait, depuis le mois de janvier, une armée qui était plus du quintuple de la sienne. On comptait les jours qu'il pourrait résister encore : on plaignait un héros auquel il ne manquait que des

Le 28, combat du Gué-de-Thème : reddition de la Fère ; combat de Lons-le-Saunier : l'empereur passe à Sézanne.

1er mars, traité de Chaumont ; combats de Lizi et de Saint-Julien : l'empereur passe à La Ferté-Gaucher et à Rebais.

2 mars, combat de Bar-sur-Seine, de Tarbes et d'Aire.

3 mars, combat de Neuilly-Saint-Front ; attaque des ponts de la Barce ; passage de la Marne.

Le 5 mars, reprise de Reims : combat de Berry-au-Bac.

Le 6, reconnaissance sur Craonne.

Le 7, bataille de Craonne.

Le 8, attaque de nuit sur Étouville ; le 9, l'empereur se porte sur Laon, et le lendemain 10, a lieu l'attaque du plateau.

Le 13, reprise de Reims, l'empereur y arrive le 14 à une heure du matin. (D. L.)

forces physiques pour étonner le monde par de nouveaux prodiges.

En quittant les bords de l'Aisne pour se porter sur la Marne, il laissa les deux corps des maréchaux Marmont et Mortier sur cette rivière, et il se dirigea par Meaux pour venir joindre la portion de son armée qui se retirait par la rive droite en descendant la Seine, et cela par suite du mouvement de la grande armée ennemie, à la tête de laquelle se trouvaient l'empereur Alexandre et le roi de Prusse. L'empereur d'Autriche était resté en Bourgogne, où on lui avait sans doute suggéré de se fixer, afin de lui épargner l'odieux des mesures qu'on allait prendre.

Le mal était si pressant, que de tous côtés on sollicitait l'empereur de prévoir le moment où les ennemis entreraient à Paris. Chacun lui demandait des instructions pour ce qui le concernait : il répondait aux uns et aux autres de manière à leur persuader ce qu'il ne croyait pas lui-même. La sécurité qu'il affectait ne rassurait plus, et chaque jour amenait de nouvelles alarmes. Il paraît cependant qu'il avait été persuadé de tout ce qu'on lui avait écrit, et qu'il avait donné au prince Joseph des ordres précis pour le cas qu'il avait prévu lui-même, comme on le verra ci-après.

Les maréchaux Mortier et Marmont, qui s'étaient retirés sur Meaux, venaient d'y être attaqués par des forces supérieures, et avaient été contraints de se retirer. Quelque fâcheuse que fût la situation où étaient les affaires, l'empereur conçut un plan d'opérations qui pouvait remédier à tout. Il aurait en effet déconcerté tous ses ennemis, et aurait probablement eu d'heureux résultats sans l'incident dont je vais rendre compte

L'empereur, reconnaissant l'inégalité de ses forces, imagina de concentrer son armée, et de faire une percée à travers les ennemis, de manière à se porter au milieu de ses places, dont il se proposait de rallier les garnisons : une fois arrivé à Verdun, il pouvait communiquer avec elles et tout ce qui était inter-

médiaire entre cette place, Metz et Strasbourg, qui n'étaient bloquées que par des troupes peu redoutables

Il marchait à l'exécution de ce projet dont il avait fait part à son frère Joseph, et en même temps il avait donné ordre aux deux corps des maréchaux Mortier et Marmont de le suivre en traversant la Champagne. Ceux-ci devaient le joindre au-delà de Vitry, par la rive gauche de la Marne. En faisant ce mouvement, l'empereur avait donné des ordres à Paris pour que l'on y retînt toutes les troupes qu'on aurait pu lui envoyer, et il avait recommandé que l'on s'y préparât à une défense de quelques jours, parce que, faisant son mouvement dans l'espoir que toute l'armée ennemie le suivrait, il croyait pouvoir revenir assez tôt à Paris ; s'il en arrivait autrement, il était évident que l'on ne se battait plus que pour Paris, et l'empereur ne s'en éloignerait pas trop, afin de pouvoir le secourir : nous allons voir ce qui arriva.

L'empereur avait coutume d'écrire à l'impératrice, et depuis que les communications étaient devenues aussi difficiles, il se servait d'un chiffre.

En commençant son mouvement il voulut la rassurer sur les résultats dont il pourrait être suivi ; il lui écrivit pour l'en prévenir, et lui dire en même temps de ne pas s'étonner si elle restait quelques jours sans recevoir de ses nouvelles. Le malheur voulut que cette lettre, au lieu d'être chiffrée, ne le fût point ; et par une fatalité encore plus grande, le courrier qui en était porteur, croyant que les troupes françaises occupaient toujours Meaux, se dirigea sur cette ville, où il tomba avec ses dépêches au pouvoir des alliés.

Le même jour, le maréchal Blücher envoya un parlementaire aux avant-postes avec une lettre pour l'impératrice, à laquelle il adressait celle de l'empereur, qui avait été décachetée. Il lui exprimait combien il s'estimait heureux que cette circonstance lui eût fourni l'occasion de mettre à ses pieds l'hommage de son profond respect, etc. ; mais la lettre de

l'empereur n'en avait pas été moins lue. Elle contenait la pensée de son mouvement, et finissait par cette phrase : Cette manœuvre me sauve ou me perd.

L'impératrice, qui était très maîtresse d'elle-même, ne laissa pas apercevoir d'abord tout ce que la lecture de cette lettre lui avait fait éprouver ; elle n'en parla pas aux personnes qui se trouvaient chez elle lorsqu'elle la reçut ; mais le soir, quand je me présentai dans son salon, elle me fit l'honneur de me désigner pour sa partie. On s'était assis, et contre son habitude elle ne permit pas qu'on rompît l'enveloppe des cartes, ce qui était une preuve qu'elle n'était point disposée à jouer. Elle attendit un moment que le salon eût pris son assiette ordinaire, et lorsque l'attention ne fut plus uniquement fixée sur elle, elle commença la conversation. Elle parla d'abord de choses indifférentes, et revint petit à petit sur l'empereur, dont elle parlait toujours avec un vif intérêt. Elle cherchait, près de ceux qu'elle savait lui être attachés, à se rassurer contre des pressentiments qui chaque jour devenaient plus sinistres. Elle me demanda si j'avais reçu des lettres de l'empereur, je lui répondis que non. Eh bien ! me dit-elle, je puis vous donner de ses nouvelles, j'en ai reçu ce matin. Je ne pus m'empêcher de témoigner ma surprise, et de lui observer qu'il n'était pas arrivé de courrier. « Cela est vrai, me dit-elle, il n'est pas arrivé de courrier, et je vous étonnerai encore davantage en vous disant que c'est le maréchal Blücher qui m'a envoyé une lettre de l'empereur, laquelle, à ce qu'il me dit, a été trouvée parmi plusieurs autres dont un courrier était porteur au moment où il a été pris par les ennemis. A vous dire vrai, je suis dans des inquiétudes très vives depuis que j'ai réfléchi aux conséquences qui peuvent résulter de cet accident ; l'empereur m'a toujours écrit en chiffres ; depuis son départ, toutes les lettres ainsi chiffrées sont arrivées à bon port ; celle-ci, qui ne l'est point, est la seule dans laquelle il me parle de son projet, et il faut qu'elle tombe entre les mains des ennemis ! Il y a là une fatalité qui m'attriste. »

Le bon jugement de cette princesse lui avait fait saisir sur le champ les conséquences fâcheuses que pouvait avoir cet incident, et elle ne se faisait point illusion, tout en ayant l'air de se laisser persuader de ce qu'on lui disait pour la rassurer. Je crois que l'on peut trouver dans cet accident l'explication de ce qu'a voulu dire M. de Castlereagh au Parlement d'Angleterre lorsqu'en rendant compte à cette Assemblée des opérations des armées alliées en France, il dit que l'on était indécis si l'on marcherait sur Paris, lorsqu'on reçut au quartier général des communications tellement précises et si importantes. que l'on se décida à s'approcher de cette capitale.

Si ce n'est pas de la lettre de l'empereur à l'impératrice que parle le diplomate, ce ne peut être que des communications apportées par M. de Vitrolles. qui allait faire part aux ennemis de l'état dans lequel était Paris, et du point où M. de Talleyrand, de Dalberg, etc., avaient amené les affaires. Paris, la France entière lui doivent une véritable reconnaissance.

On eut pendant quelques jours à Paris l'espérance que les ennemis s'attachaient uniquement au mouvement de l'empereur, parce qu'en effet ils agissaient lentement : mais l'on fut bientôt dissuadé en apprenant la marche de la grande armée ennemie à travers la Brie. On voulait encore espérer. lorsque l'on sut que l'empereur Alexandre et le roi de Prusse avaient couché à Coulommiers, à environ quatorze lieues de Paris, sur la route qui, après avoir traversé la Brie, vint joindre la Marne à Lagny. Il n'y avait plus moyen d'en douter, car des habitants de Coulommiers étaient partis pour rentrer à Paris après l'arrivée de ces deux souverains dans leur commune.

La foule des gens de la campagne fuyait de toutes parts à l'approche des ennemis, et revenait sur Paris, dont la nombreuse population était presque la seule sauvegarde qui restait. Le danger était imminent : le ministre de la guerre, que cela regardait plus particulièrement, demanda à la régente de convoquer un Conseil pour y exposer la situation où l'on était,

et mettre du moins sa responsabilité à couvert pour ce qui le regardait. Il se fit autoriser par la régente à rappeler sur Paris les corps des maréchaux Mortier et Marmont, qui étaient déjà en marche pour rejoindre l'empereur ; l'ordre qu'on leur envoya put recevoir son exécution, et ces deux corps arrivèrent à Charenton le jour où la grande armée ennemie poussait en arrière de Claye sur la route de Meaux, à six lieues de Paris, le faible corps que nous avions dans cette direction (1).

Le Conseil dont le ministre de la guerre avait demandé la convocation fut assemblé le même soir au château des Tuileries. Comme cette séance est celle où l'on a pris la résolution qui a perdu la France, il est important de n'en omettre aucun détail.

(1) Index chronologique :

15 mars, arrivée à Troyes de l'empereur de Russie et du roi de Prusse ; attaque de Compiègne.

Le 16, la grande armée alliée se concentre à Arcis-sur-Aube ; attaque d'Epernay ; combat de Cormiron et de Nogent.

Le 17, l'empereur est à Epernay, il passe la revue des troupes : il donne des instructions au duc de Vicence pour la paix.

Le 18, combat de la Fère-Champenoise ; les souverains alliés sont à Nogent-sur-Seine ; combats de Saint-Georges et de Vic-de-Bigorre.

Le 19, passage de l'Aube à Plancy ; les alliés rentrent à Reims et Châlons ; arrivée du comte d'Artois à Nancy ; combat de Plancy et de Méry ; rupture du Congrès de Châtillon.

Le 20, combat d'Arcis-sur-Aube ; l'empereur a un cheval tué sous lui, rupture des négociations.

Le 21, évacuation de Lyon ; combat de Tarbes ; proclamation du comte d'Artois.

Le 22, prise et pillage d'Epernay.

Le 23, l'empereur est à Saint-Dizier ; les alliés passent l'Aube ; proclamation des alliés qui marchent sur Paris.

Le 24, arrivée de Ferdinand VII sur la Fluvia près de Figuières.

Le 25, combat de La Fère-Champenoise.

Le 26, deuxième combat de Saint-Dizier. Combats de Sézanne, de Chailly, de la Ferté-Gaucher et de Montès.

Le 27, combats de Trilport et de Meaux ; les souverains alliés sont à Coulommiers. — Joseph, lieutenant général de l'empereur passe en revue la Garde nationale dans la cour des Tuileries.

Le 28, séance du Conseil de régence. (D. L.)

CHAPITRE XXII

Conseil de régence. — L'impératrice doit-elle ou non quitter Paris ? — M. Boulay de la Meurthe propose de l'installer à l'Hôtel-de-Ville. — Le Conseil adopte cette opinion. — Le duc de Feltre. — Joseph se range à son avis. — Le départ est arrêté. — On me propose d'insurger Paris. — Motifs qui m'arrêtent. — Les intrigues dont j'étais l'objet m'inspirent de la circonspection. — Encore M. de Talleyrand. — L'impératrice quitte Paris. — Le roi de Rome refuse de sortir des Tuileries. — Conseil de défense. — Le prince Joseph. — Arrivée du général Dejean. — Encore le duc de Dalberg. — Je reçois ordre de suivre l'impératrice. — M. de Talleyrand. — Ses instances pour se faire autoriser de rester à Paris. — Il n'était donc pas bien sûr de ses trames, ou il avait de bien grandes répugnances pour les Bourbons.

Les ennemis, instruits par la lettre de l'empereur du danger qui les menaçaient, assemblèrent un Conseil où la situation des choses fut vivement discutée : les uns voulaient marcher sur Paris, les autres opinaient pour se retirer sur le Rhin ; chacun faisait valoir des considérations qui lui étaient propres. On balançait, on ne savait que résoudre, lorsqu'un nouvel émissaire vint fixer toutes les indécisions. Alexandre annonça la résolution de tenter la fortune. Tout se mit aussitôt en mouvement, au lieu de se replier sur Chaumont, comme l'empereur se l'était promis. Schwartzenberg avait passé l'Aube, Blücher avait franchi l'Aisne, les armées alliées avaient opéré leur jonction elles s'avancèrent en masse sur Paris, ce qu'elles n'auraient jamais osé faire, si l'armée d'Espagne avait été seulement en marche pour venir

joindre l'empereur. Si, au lieu de disséminer nos troupes sur les différents points du territoire, on les eût serrées en masse, on eût rassemblé une armée plus formidable encore que celle des alliés, et qui eût été composée de troupes accoutumées depuis longtemps à les battre ; c'est en cela que l'empereur fut mal servi. On devait lui réunir une armée, et l'on aurait vu comme les ennemis auraient été traités.

Le Conseil qui fut réuni ce soir-là aux Tuileries était composé de : l'impératrice, du prince Joseph, du prince de Bénévent, de l'archichancelier, de l'architrésorier, du grand juge, M. Molé, de M. de Montalivet, du duc de Feltre, de M. Bigot de Préameneu, de M. de Sussy, du duc de Cadore, comme secrétaire d'Etat, du duc de Gaëte, de M. Mollien, de M. Daru, du duc de Rovigo, du duc Decrès, du duc de Massa, de M. Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, de M. Boulay de la Meurthe, de M. Merlin (de Douai), de M. Muraire, du comte de Cessac, de M. de Fermon et du président du Sénat M. de Lacépède.

Je crois que les maréchaux Moncey et Serurier assistèrent au Conseil, mais je ne puis l'assurer.

Il était huit heures et demie lorsque le Conseil s'assembla. La régente occupait le fauteuil ; le prince Joseph, après lui en avoir demandé l'autorisation, fit connaître au Conseil le motif de sa convocation, puis donna la parole au duc de Feltre, ministre de la guerre. Celui-ci fit un exposé exact des dangers dont la capitale était menacée, et qui étaient si pressants, qu'il avait cru, comme je l'ai dit, de son devoir d'en rendre compte à la régente, ne voulant pas prendre sur lui la responsabilité des événements. En comparant le temps qu'il fallait à l'empereur pour arriver, et la proximité à laquelle se trouvaient les ennemis, il ne voyait aucun moyen de leur résister. Il fit l'énumération de ce qu'il y avait de troupes tant à Paris que dans les environs, et exposa que les corps des maréchaux Mortier et Marmont n'étaient pas encore arrivés. S'il n'ajouta rien à ce qui pouvait augmenter les inquiétudes, il ne dit rien

non plus de propre à rassurer. Il découvrait attentivement tout ce qui pouvait alarmer, mais il était muet sur ce qu'il nous restait de ressources, et ne trouva rien de ce qui pouvait consoler. Il ne dit pas un mot de plus, de dix mille hommes de troupes qui occupaient la route de Versailles à Vendôme, où il les avait envoyés d'avance, ayant sans doute arrêté le départ de l'impératrice. Il ne dit pas, entre autres choses, un mot de la situation de l'arsenal de Paris, dans lequel il y avait cinquante-quatre mille fusils de munitions réparés à neuf. Il garda le même silence sur un parc d'artillerie de deux cent cinquante pièces de canon de différents calibres qui étaient montées sur leurs affûts, et accompagnées de leurs caissons de munitions, chargés et rangés avec les pièces dans le Champ-de-Mars, et cela indépendamment de l'artillerie qui se trouvait aux barrières ; mais il prévint soigneusement que l'empereur n'avait pas laissé un seul cheval d'artillerie dont on pût disposer, qu'il avait successivement appelé à l'armée tous ceux que l'on était parvenu à réunir. En cela le ministre n'accusait pas vrai : les chevaux d'artillerie que l'empereur avait fait venir de Paris à l'armée avaient été réunis par les soins du préfet du département de la Seine pour le service de l'artillerie des barrières, si l'on avait eu besoin de la mouvoir ; mais le ministre de la guerre, à qui aucun moyen de témoigner plus de zèle qu'un autre n'échappait, ne négligeait rien de tout ce qui pouvait faire croire à l'empereur que lui seul savait le servir, et enlevait d'autorité à la préfecture de la Seine les chevaux de traits qu'elle parvenait à réunir.

En écoutant parler le ministre de la guerre, il était difficile de se défendre de mauvais pressentiments : c'était un mélange de loyauté, de prudence, d'adulation et d'indépendance auquel on ne comprenait rien : il semblait vouloir dire : Je vous ai prévenus de tout, je me lave les mains du reste.

Un tel exposé n'était pas propre à inspirer de la confiance à ceux qui étaient étrangers aux opérations militaires. En voyant le duc de Feltre déses-

pérer des ressources qui lui restaient, qui pouvait se rassurer ? Je ne sais quelles considérations le portèrent à rembrunir un tableau par lui-même assez sombre. Il fallait cependant qu'il en eût, car la conséquence naturelle de son exposé était de mettre en discussion la nécessité du départ de l'impératrice et de son fils, qu'il venait de faire voir comme entourés de dangers.

Effectivement, on se borna à ouvrir la discussion sur la question de savoir si l'impératrice devait rester à Paris ou s'éloigner. Les débats s'ouvrirent ; les membres du Conseil parlèrent comme de bons Français et des hommes attachés à l'empereur et à son ouvrage. Ils développèrent tous le danger qu'il y avait d'abandonner la capitale à l'influence ennemie, en désintéressant les citoyens de Paris à sa défense ; ce qui arriverait dès qu'ils verraient que l'on manquait de confiance en eux pour la conservation de l'impératrice et du petit roi de Rome, que l'empereur leur avait fait jurer de défendre, et au nom desquels on avait armé la garde nationale de Paris.

On observa que la puissance qui nous restait était dans Paris, que la force de celle-ci consistait dans la présence de la souveraine au milieu de la population, qui se dévouerait lorsqu'elle verrait qu'on lui accordait de la confiance.

On proposa d'emmener l'impératrice à l'Hôtel-de-Ville au moment du danger, et de la montrer au peuple dans les rues, dans les faubourgs et sur les boulevards. Cet avis courageux, ouvert par M. Boulay de la Meurthe, fut appuyé par tout le Conseil. M. de Talleyrand lui-même opina dans ce sens ; il développa les motifs de son opinion et ne cacha point la possibilité d'un bouleversement que la présence seule de l'impératrice pouvait arrêter. Le duc de Feltre parla à son tour, et fut d'un avis contraire. Le duc de Massa prit la parole après lui ; il présenta des considérations tout opposées, et fut très énergique dans son opinion. Je parlai à mon tour, et insistai fortement sur le danger que l'impératrice

s'éloignât. Je motivai particulièrement mon opinion sur les bonnes dispositions dans lesquelles je savais être la portion de la population que l'on prise le moins, et qui est celle qui ne met jamais de bornes à ses sacrifices. Il se fit quelques minutes de silence, l'archichancelier recueillit les voix ; toutes, hors celle du ministre de la guerre, furent pour que l'impératrice restât à Paris. M. le duc de Feltre demanda la parole ; il commença un long discours qui ne peut être sorti de la mémoire d'aucun de ceux qui l'ont entendu ; il a eu trop d'influence sur nos destinées pour ne pas en rapporter les principaux traits. Après un exorde assez long dans lequel il rappela quelques faits d'histoire, et cita des traits de fidélité tirés de la même source, il fit une application de la situation du moment à celle dans laquelle s'étaient trouvés les souverains que des événements de guerre avaient obligés de quitter leur capitale. Il dit que c'était une erreur de regarder Paris comme le centre de la puissance de l'empereur, que le pouvoir de ce prince le suivait partout, et que tant qu'il resterait un village où lui ou bien son fils seraient reconnus, c'était là que devaient se rallier tous les Français, là qu'était la capitale ; qu'il ne fallait pas désespérer aussi vite du salut de l'Etat. Quant à lui, il ne concevait pas comment des hommes qui faisaient depuis si longtemps profession d'attachement à la personne de l'empereur pouvaient proposer d'exposer son fils à tomber entre les mains des ennemis ; il n'y avait plus que ce lien qui intéressât l'Autriche ; il ne resterait plus de ressource, lorsqu'on se serait laissé aller à la perfide insinuation de livrer le fils d'Hector aux Grecs.

Le duc de Feltre était très échauffé ; on voyait qu'il cherchait des tournures de phrases et des expressions pour marquer son dévouement à l'empereur en présence de l'impératrice, devant laquelle il ne craignait pas d'être d'un avis opposé à tout le Conseil ; du reste, son discours ne resta pas sans réplique. On répondit aux différents tableaux qu'il avait faits, et malgré le ton d'assurance avec lequel

il s'était énoncé, le Conseil, dont on recueillit de nouveau les suffrages, fut de l'avis que l'impératrice devait rester à Paris ; il n'y eut pas une seule voix de moins que dans le vote précédent (19 voix sur 21 ou 23).

Le prince Joseph opinait pour la retraite, mais on s'apercevait aisément qu'il combattait la résolution, moins parce qu'il l'improuvait que pour s'assurer de la franchise d'opinion de tous les membres du Conseil. Obligé à la fin de voter à son tour, il appuya l'opinion du ministre de la guerre, en exhibant une lettre de l'empereur, qui lui avait marqué qu'il ne pouvait pas, à cause de la difficulté des communications, lui dire ce qu'il conviendrait de faire dans les cas qui pourraient survenir ; que c'était à lui à prendre conseil des circonstances et à se conduire d'après les événements ; mais que le plus grand malheur qui pourrait arriver, était que le roi de Rome tombât au pouvoir des ennemis ; que, dans ce cas, il lui ordonnait positivement de faire partir l'impératrice et son fils pour Rambouillet, d'où il les dirigerait sur Tours. Je crois même que l'empereur ajoutait dans sa lettre que ce serait une trahison que d'exposer le roi de Rome à tomber entre les mains des ennemis. La communication de cette lettre attéra les membres du Conseil, et expliqua l'opinion qu'avait émise le duc de Feltre, qui en avait sans doute eu connaissance ; car depuis longtemps il sollicitait l'empereur de donner des instructions pour le cas qui était malheureusement arrivé. Il faut en convenir, l'empereur ne pouvait donner un ordre plus favorable à ceux qui aiment à recueillir des honneurs sans courir de dangers (1).

(1) Voici les instructions de l'empereur à son frère Joseph :

Nogent, 8 février 1814, onze heures du soir.

Mon frère, j'ai reçu votre lettre du 7, à onze heures du soir ; elle m'étonne beaucoup. J'ai lu la lettre du roi Louis. Je vous ai répondu sur l'éventualité de Paris : vous n'avez plus à y revenir. Cette fin là touche à plus de gens qu'à nous quand cela arrivera, je ne serai plus ; par conséquent ce n'est

Malgré les intentions formelles manifestées dans la lettre de l'empereur, le Conseil ne changa point d'avis ; le duc de Cadore proposa même de passer outre et de faire rester l'impératrice à Paris. Tout le monde pensa que si l'opinion des membres du

pas pour moi que je parle. Je vous ai ordonné, pour l'impératrice et le roi de Rome, et notre famille, ce que les circonstances indiquent. Soyez bien certain que, si le cas arrivait, ce que je vous ai dit arrivera infailliblement : je suis persuadé qu'elle-même a ce pressentiment.

Le roi Louis parle de la paix ; c'est donner des conseils bien mal à propos. Du reste, je ne comprends rien à votre lettre. Je croyais m'être expliqué avec vous ; mais vous ne vous souvenez jamais des choses, et vous êtes de l'opinion du premier homme qui vous parle et qui paraît réfléter une opinion.

Je vous répète donc que Paris ne sera jamais occupé de mon vivant.

J'ai droit à être aidé par les hommes qui m'entourent, par cela même que je les ai moi-même aidés.

Après cela, si par des circonstances que je ne peux pas prévoir, je me portais sur la Loire, je ne laisserais pas l'impératrice et mon fils loin de moi, parce que, dans tous les cas, il arriverait que l'un et l'autre seraient enlevés et conduits à Vienne. Cela arriverait bien davantage si je n'existais plus.

Je ne comprends pas comment, pendant ces menées auprès de votre personne, vous couvrez d'éloges si impolitiques les propositions de traîtres indignes de conseiller rien d'honorable. Ne les employez jamais, même dans le cas le plus favorable. ,

C'est la première fois depuis que le monde existe, que j'entends dire qu'il faudrait une somme de trente mille napoléons à l'impératrice reine pour pouvoir vivre trois mois. D'ailleurs nul n'est tenu à l'impossible ; je ne peux plus payer aucun officier, et je n'ai plus personne.

J'avoue que votre lettre du sept, à onze heures du soir m'a fait mal, parce que je ne vois aucune tenue dans vos idées et que vous vous laissez aller aux bavardages et aux opinions d'un tas de personnes qui ne réfléchissent pas. Car je vous parlerai franchement. Si Talleyrand est pour quelque chose dans cette opinion de laisser l'impératrice à Paris, dans le cas où nos forces l'évacueraient, c'est une trahison qu'ils doivent compter. Je vous le répète, méfiez-vous de cet homme. Je le pratique depuis seize années ; j'ai même eu de la faveur pour lui ; mais c'est sûrement le plus grand ennemi de notre Maison, à présent que la fortune l'abandonne depuis quelque

Conseil devait décider la question qui était en délibération, l'impératrice ni le gouvernement ne devaient pas quitter la capitale ; mais que, si l'on voulait donner à l'ordre de l'empereur son exécution, il était inutile de les assembler, car on ne devait pas

temps. Tenez-vous aux conseils que j'ai donnés. J'en sais plus que ces gens-là.

S'il arrivait bataille perdue et nouvelle de ma mort, vous en seriez instruit avant mes ministres. Faites partir l'impératrice et le roi de Rome pour Rambouillet ; ordonnez au Sénat, au Conseil d'Etat et à toutes les troupes de se réunir sur la Loire ; laissez à Paris ou le préfet, ou un commissaire impérial ou un maire.

Je vous ai fait connaître que je pensais que Madame et la reine de Westphalie, logée chez Madame, pourraient bien rester à Paris. Si la vice-reine est revenue à Paris, vous pourriez aussi l'y laisser, mais ne laissez jamais tomber l'impératrice et le roi de Rome entre les mains de l'ennemi .

Soyez certain que, dès ce moment, l'Autriche serait désintéressée et qu'elle l'emmènerait à Vienne avec un bel apanage, et sous le prétexte de voir l'impératrice heureuse, on ferait adopter aux Français tout ce que le Régent d'Angleterre et la Russie pourraient lui suggérer. Tout notre parti se trouverait par là détruit par cette horrible ligue entre les républicains et les royalistes qui l'auraient tué, au lieu que, dans le cas opposé, l'esprit national et le grand nombre d'intéressés à la Révolution rendraient le résultat incalculable.

Du reste, il est possible que l'ennemi s'approchant de Paris, je le batte ; alors tout cela n'aurait pas lieu. Il est possible aussi que je fasse la paix sous peu de jours, mais il résulte toujours de cette lettre du sept, à onze heures du soir, que vous n'avez pas de moyens de défense. Pour comprendre les choses que je vous conseille, je trouve toujours votre jugement faux. D'ailleurs, l'intérêt même du pays est que l'impératrice et le roi de Rome ne restent pas à Paris parce que l'intérêt du pays ne peut pas être séparé de leurs personnes, et que, depuis que le monde est monde, je n'ai jamais vu qu'un souverain se laissât prendre dans des villes ouvertes. Ce malheureux roi de Saxe eut le tort de se laisser prendre à Leipzig, il perdit ses Etats et fut fait prisonnier.

Dans les circonstances bien difficiles de la crise des événements, on fait ce qu'on doit et on laisse aller le reste. Car, si je vis, on doit m'obéir, et je ne doute pas qu'on s'y con-

penser qu'ils eussent l'intention de désobéir à l'empereur ; c'était à ceux qu'il avait investis de son pouvoir à juger si le moment que ce prince avait indiqué pour la retraite du gouvernement était arrivé (1).

M. de Talleyrand observa encore que tout était

forme ; si je meurs, mon fils régnant et l'impératrice régente doivent pour l'honneur des Français, ne pas se laisser prendre, et se retirer au dernier village avec leurs derniers soldats. Souvenez-vous de ce que disait la femme de Philippe V. Que dirait-on en effet de l'impératrice ? Qu'elle a abandonné le trône de son fils et le nôtre. Et les alliés aimeraient mieux en finir en les conduisant prisonniers à Vienne, je suis surpris que vous ne conceviez pas cela. Je vois que la peur fait tourner toutes les têtes à Paris.

L'impératrice et le roi de Rome à Vienne, ou entre les mains des ennemis, vous et ceux qui voudraient se défendre seraient rebelles.

Quant à mon opinion, je préférerais qu'on égorgeât mon fils plutôt que de le voir élevé jamais à Vienne, comme prince autrichien ; et j'ai assez bonne opinion de l'impératrice pour être aussi persuadé qu'elle est de cet avis, autant qu'une femme et une mère peuvent l'être.

Je n'ai jamais vu représenter *Andromaque* que je n'aie plaint le sort d'*Astyanax* survivant à sa Maison, et que je n'aie regardé comme un bonheur pour lui de ne pas survivre à son père.

Vous ne connaissez pas la nation française : le résultat de ce qui se passerait dans ces grands événements est incalculable ! Quant à Louis, je crois qu'il doit vous suivre.

(1) Reims, 16 mars 1814.

Mon Frère, conformément aux instructions verbales que je vous ai données et à l'esprit de toutes mes lettres, vous ne devez pas permettre que, dans aucun cas, l'impératrice et le roi de Rome tombent entre les mains de l'ennemi. Je vais manœuvrer de manière qu'il serait possible que vous fussiez plusieurs jours sans avoir de mes nouvelles. Si l'ennemi s'avançait sur Paris avec des forces telles que toute résistance devînt impossible, faites partir dans la direction de la Loire, la Régente, mon fils, les grands dignitaires, les ministres, les officiers du Sénat, les présidents du Conseil d'Etat, les grands officiers de la Couronne, le baron de la Bouillerie et le Trésor. Ne quittez pas mon fils, et rappelez-vous que je préférerais

perdu si l'on quittait Paris ; néanmoins on déclara, à une troisième épreuve, que, puisqu'il y avait un ordre de l'empereur, on devait y obtempérer, mais que cela était bien malheureux. M. l'archichancelier, après avoir recueilli toutes les voix, se déclara aussi pour le départ, en annonçant que S. M. partirait le lendemain, à huit heures du matin, pour Rambouillet, où elle emmènerait son fils.

Cette décision prise, chaque ministre demanda des instructions pour son département, et il fut résolu 1° que le prince Joseph resterait à Paris, et que l'archichancelier seul accompagnerait l'impératrice et le roi de Rome ; 2° que les autres dignitaires, avec les ministres, resteraient à Paris jusqu'à ce que le prince Joseph leur eût signifié l'ordre de partir, que, pour éviter toute équivoque, il ferait parvenir à chacun d'eux par le grand juge M. Molé ; 3° il fut arrêté que le président du Sénat accompagnerait l'impératrice et qu'avant de partir il écrirait à tous les membres de ce Corps de ne se rendre à aucune convocation illégale, c'est-à-dire qui ne serait pas faite dans les formes prescrites par les Constitutions.

Ces dispositions arrêtées, la séance fut levée : il était deux heures du matin.

Les membres qui composaient le Conseil s'arrêtèrent dans la pièce voisine, déplorant la résolution qui venait d'être prise. Plusieurs me disaient : « Si j'étais ministre de la police, Paris serait insurgé demain, et l'impératrice ne partirait pas. »

Paris sans doute était disposé à s'insurger (1) :

le savoir dans la Seine, plutôt que dans les mains des ennemis de la France. Le sort d'Astyanax, prisonnier des Grecs, m'a toujours paru le sort le plus malheureux de l'histoire.

Donc les instructions de Napoléon étaient bien précises, et Joseph ne pouvait aller à l'encontre. Enfin, la séance du Conseil se termina par cette déclaration de l'impératrice : « Que dût-elle tomber dans la Seine avec son fils comme le disait l'empereur, elle n'hésiterait pas un moment à partir. » Un désir aussi formellement exprimé que celui de son époux était un ordre sacré pour elle. » (D. L.)

(1) L'empereur avait été exactement instruit par moi des

je n'avais pas été jusqu'à ce moment sans m'apercevoir qu'il était facile de le mettre en mouvement, et que cela dépendait de moi. « Mais, leur dis-je, quel est celui d'entre vous qui voudrait prendre la responsabilité des événements dont ce mouvement peut être suivi, surtout après ce dont vous venez d'être les témoins, c'est-à-dire lorsque vous venez de décider qu'il fallait obéir aux ordres de l'empereur ? Vous me conseillez de prendre sur moi ce que vous n'avez pas cru pouvoir faire. Mais connais-je les projets de l'empereur ? Suis-je même assuré que ce mouvement ne les contrarierait pas ? et si je venais à échouer, à quoi auraient servi le meurtre, le pillage, tous les désordres dont peut être suivi un appel à la multitude ? Est-il sûr, est-il même probable que le souverain qui refusa de couvrir sa défaite par l'incendie de Leipzig, voulût régner au prix des malheurs qu'une telle résolution peut attirer sur la capitale ? Que répondrais-je à ses reproches ? Qu'opposerais-je aux plaintes de cent mille familles, dont l'une me demandera son chef, l'autre ses habitations, sa fortune, que je lui aurais ravis ? Ce serait trop de victimes, trop de larmes ; je ne puis prendre sur moi de lancer toute une population dans un abîme. D'ailleurs, quand j'en aurais la force, l'esprit de mes instructions le défend. Loin de vouloir que je compromette la population, l'empereur m'ordonne de quitter Paris si les alliés pénètrent dans la capitale. Je puis bien empêcher l'impératrice de partir : mais il n'y a qu'un fou qui osât se flatter de maîtriser les événements dont cette violence pourrait être suivie. En voulant servir l'empereur, je puis détruire les chances qui lui restent, et faire tourner au profit d'un parti les espérances qu'il peut conserver. Passe cependant si je n'avais pas d'ordres, que le cas fût fortuit : mais tout a été prévu : il ne me reste qu'à m'y conformer. Je déplore, comme tout le monde, la funeste résolution qui vient d'être arrêtée ; mais

dispositions des citoyens de Paris, qui ne demandaient que des armes qu'on leur refusait. (*Note de l'édition originale*).

je ne veux pas me charger seul de ce que vous n'avez pas osé faire tous ensemble. »

J'avais plus d'un motif pour ne pas me rendre au conseil qu'on me donnait, et je vais les exposer. Je m'étais aperçu depuis longtemps que l'empereur, sans cesser de croire à mon dévouement pour lui, n'avait pas été inaccessible aux insinuations qui lui avaient été faites sur mon compte : que je ne travaillais pas ; que j'étais mené par mes bureaux ; qu'une intrigue me dirigeait ; que j'avais les meilleures intentions possibles, mais que j'étais au-dessous de cette place, et étranger à la Révolution, qu'il importait éminemment de connaître pour la bien remplir.

La cabale qui avait été contrariée de ma nomination au ministère, n'avait pas perdu l'espérance de m'en éloigner pour y porter un des siens, comme elle faisait depuis quinze ans dans les sept huitièmes des places administratives. Je n'avais pu méconnaître, à l'occasion de l'affaire du 23 octobre, que si l'empereur ne m'avait pas sacrifié après les calomnies du ministre de la guerre, c'est que la turpitude des rapports qui lui étaient parvenus lui avait été tellement démontrée, qu'il ne put disconvenir que je n'avais aucun tort dans cette affaire ; mais comme il avait d'abord donné une sorte de sanction à ce qu'on lui dit, il ne voulut pas tout de suite en revenir. Le ministre de la guerre avait fait ses preuves dans les intrigues de la Révolution ; quelques frères et amis de l'époque s'étaient joints à lui, et tous ensemble tentaient tous les moyens imaginables pour me donner un successeur. Je voyais tout cela, on me le disait, je le croyais, et je n'en servais que mieux ; mais aussi j'avais renoncé à compter jamais sur les effets de cette bienveillance que l'empereur avait pour moi quand j'étais son aide de camp ; j'étais persuadé au contraire qu'il compterait plus rigoureusement avec moi qu'avec tout autre, non pas qu'au fond il ne m'estimât, mais parce qu'on lui avait persuadé que j'étais disposé à me targuer d'une bienveillance particulière de sa part, et que je me permettais une

foule de choses, parce que je me croyais sûr de l'impunité.

Depuis son voyage en Hollande, pendant lequel la reine de Naples vint à Paris, et surtout depuis son retour de Russie, j'avais eu lieu de me convaincre que j'avais baissé dans son opinion.

Je m'observai dès lors, mais j'éprouvai constamment le chagrin d'un homme que l'on considère comme mal à sa place, et qui est obligé de se replier sur lui-même pour se consoler de l'injustice qu'il essuie. Je regrettais l'état militaire, et je sentais de l'aversion pour ces guerres continuelles qui n'étaient plus qu'un métier, au lieu d'être une carrière de gloire comme dans les premières années du règne de l'empereur.

Dans la position où je me trouvais placé, sachant, comme je viens de le dire, toutes les intrigues dont j'étais l'objet, j'avais tout à craindre en traversant l'opinion du ministre de la guerre. En effet, il aurait sûrement rejeté sur moi toute la responsabilité de l'entreprise, et, pour être conséquent avec lui-même et mettre sa responsabilité à couvert, autant que pour céder à un mouvement assez naturel au cœur humain, il n'aurait pas manqué de faire connaître aux troupes ce dont il aurait été question. Les généraux qui commandaient celles-ci m'eussent dès lors abandonné, et je ne devenais plus qu'un chef de factieux. Or, qu'est un chef de parti au moment du danger, lorsque les troupes l'abandonnent ? Les maréchaux Marmont et Mortier, instruits par le ministre de la guerre, eussent-ils voulu prendre part à une insurrection dans laquelle ils n'auraient pas même eu le premier rôle, tandis que leur responsabilité était à couvert en suivant la direction donnée par le ministre de la guerre.

Que me serait-il resté alors pour parti ? Les hommes qui venaient de reconnaître qu'il fallait obéir à l'ordre que le prince Joseph avait exhibé ? Ils n'auraient pas manqué de m'abandonner, d'autant qu'ils voyaient bien que cet ordre de l'empereur n'avait été

donné que sur les remontrances et les sollicitations réitérées du ministre de la guerre.

En supposant que j'eusse mis en mouvement ce qu'on appelle vulgairement les hommes de la République, quels moyens me seraient restés pour prévenir leurs écarts? Ce parti était pour le moins aussi dangereux pour l'empereur que les ennemis. N'ayant aucun antécédant avec lui, je m'exposais à devenir sa victime dès qu'il serait réuni. Que n'aurait-on pas dit si les choses avaient pris cette tournure, comme cela pouvait arriver? On m'aurait couvert de ridicule ; car enfin les alliés, qui ne voulaient que la chute de l'empereur, pouvaient s'arranger avec un parti auquel ils auraient fait accepter ce qu'ils auraient voulu ; ils se seraient même fait remettre l'impératrice et son fils. Une fois qu'ils auraient traité sur des bases opposées, ils étaient les maîtres, et en promettant de ménager Paris, ils auraient obtenu tout ce qu'ils auraient proposé. Il ne faut que se reporter au temps et aux circonstances d'alors, pour ne pas trouver ces observations déraisonnables.

L'expérience des hommes que j'avais acquise m'avait assez pénétré de cette opinion, pour que je n'accordasse aucune confiance aux démonstrations que me faisaient ceux qui n'avaient pas l'ombre du courage indispensable pour ce qu'ils me proposaient.

Je me décidai donc à obéir et à suivre l'opinion émise dans le Conseil. Dès lors je ne me considérai plus que comme un administrateur de la tranquillité publique. En sortant du château des Tuileries, M. de Talleyrand s'approcha de moi, et me parla en ces termes : « Eh bien ! voilà donc la fin de tout ceci : n'est-ce pas aussi votre opinion? Ma foi, c'est perdre une partie à beau jeu. Voyez un peu où mène la sottise de quelques ignorants qui exercent avec persévérance une influence de chaque jour. Pardieu ! l'empereur est bien à plaindre, et on ne le plaindra pas, parce que son obstination à garder son entourage n'a pas de motif raisonnable ; ce n'est que de la faiblesse qui ne se comprend pas dans un homme tel que lui. Voyez, monsieur, quelle chute dans l'his-

toire ! donner son nom à des aventures, au lieu de le donner à son siècle ! Quand je pense à cela, je ne puis m'empêcher d'en gémir. Maintenant quel parti prendre ? Il ne convient pas à tout le monde de se laisser engloutir sous les ruines de cet édifice. Allons, nous verrons ce qui arrivera. L'empereur, au lieu de me dire des injures, aurait mieux fait de juger ceux qui lui inspiraient des préventions ; il aurait vu que des amis comme cela sont plus à craindre que des ennemis. Que dirait-il d'un autre qui l'aurait mis dans cet état ? »

Il ajouta encore plusieurs autres phrases qui étaient à peu près la répétition des premières, et nous nous quittâmes.

Il n'y eut presque aucun des membres de ce Conseil qui, en sortant des Tuileries, ne dît un sincère adieu à son camarade, tant il était persuadé que c'était le dernier acte du gouvernement auquel il avait été associé. J'expédiai un exprès à l'empereur à la sortie de ce Conseil, et je lui détaillai dans ma lettre tout ce qui s'était passé, ainsi que tout ce que je prévoyais devoir en être la suite avant quarante-huit heures. Je fis partir successivement jusqu'à quatre copies de ma lettre dans la même journée : j'avais depuis longtemps fait usage des moyens usités dans les correspondances clandestines pour soustraire mes lettres aux événements de guerre, et cela m'avait réussi.

Le lendemain, dès sept heures, les dispositions du départ étaient faites. Le bruit se répandit promptement que l'impératrice s'éloignait. La foule accourut et la place du Carrousel fut bientôt couverte d'une multitude d'hommes, de femmes, qui ne demandaient pas mieux que de couper les traits, de renvoyer les attelages, et de voir la régente courir généreusement avec eux les dernières chances de la fortune. Mais tel était le respect que l'on portait encore à sa personne et à ses volontés, que, dans une foule immense dont chacun eût voulu la retenir, il ne se trouva personne qui osât même en manifester l'intention. Une simple tentative eût cependant

tout sauvé, car l'impératrice était loin d'approuver la résolution qui avait été prise. Le prince Joseph, l'archichancelier, ne l'approuvaient pas davantage. Ils l'avaient appuyée, parce que les ordres de l'empereur étaient précis ; mais ni l'un ni l'autre ne se faisaient illusion sur les conséquences dont elle serait suivie.

Marie-Louise était dans la même situation d'esprit. Chacun voyait ce qu'il fallait faire, sans que personne osât l'ordonner. Joseph proposait à l'impératrice de prendre l'initiative, l'impératrice se rejetait sur le Conseil de régence, et observait que l'empereur ne lui avait donné un Conseil que pour la guider : que c'était à ceux qui en étaient membres à lui tracer la conduite qu'elle devait suivre ; que pour rien au monde elle ne se mettrait en opposition avec les volontés de l'empereur. Joseph observa alors qu'avant de quitter la capitale, il convenait au moins de s'assurer des forces qui la menaçaient. Il partit à la pointe du jour pour aller lui-même prendre connaissance de l'état des choses. L'impératrice voulait, comme elle en était convenue, attendre son retour pour prendre une décision ; mais les avis les plus alarmants, les rapports les plus contradictoires, se succédaient d'un instant à l'autre : le ministre de la guerre la pressait, elle céda et monta en voiture sur les onze heures du matin (1).

Elle fut suivie des personnes qu'elle avait désignés pour l'accompagner, et s'éloigna sous l'escorte de ses gardes ordinaires. La foule lui donna des marques d'intérêt dans ce moment cruel ; mais si quelqu'un eût été assez hardi pour couper les traits des attelages, il n'y eût plus eu de responsabilité à craindre, l'indécision eût disparue, et tout eût été sauvé. Une chose remarquable, c'est la résistance qu'opposa le roi de Rome au moment où l'on voulut l'emporter chez sa mère. L'enfant se mit à crier que l'on trahissait son papa, qu'il ne voulait pas partir. Il saisissait les rideaux de l'appartement, et disait que

(1) Le 29 mars 1814.

c'était sa maison, qu'il n'en sortirait pas. Il fallut tout l'ascendant de madame de Montesquiou pour le calmer ; encore fallut-il qu'elle lui promît bien de le ramener pour le décider à se laisser emporter chez sa mère.

Après le départ de l'impératrice, le pouvoir tomba dans les mains du prince Joseph, qui quitta le Luxembourg, où il demeurait, pour venir s'établir aux Tuileries. Il chercha à prolonger la défense, à utiliser le peu de moyens qui nous restaient, et ne se montra indifférent qu'à ce qui n'intéressait pas le service de l'empereur ; car, je dois le dire, l'intrigue ne fut pas inactive autour de lui. Déjà avant que l'armistice de Lusigny fût rompu, il y avait eu un commencement de tentative pour le décider à se déclarer protecteur de l'empire, et faire prononcer par le Sénat la déchéance de l'empereur. Les hommes qui étaient à la tête de ce complot étaient à peu près les mêmes que ceux qui, quinze jours après, se mirent en mouvement pour faire appeler la Maison de Bourbon, avec laquelle ils répugnaient de s'allier, ou du moins n'avaient pas encore de rapports bien arrêtés. Le prince Joseph non seulement rejeta l'insinuation, mais il démontra à ceux qui la lui présentaient le danger d'une entreprise dont le résultat le moins fâcheux devait détruire les dernières ressources qui restaient à l'empereur dont l'ombre nous défendait encore ; qu'elle pouvait même engendrer la guerre civile, et mettre les Français aux prises les uns avec les autres ; qu'au surplus, quelles que fussent les chances,on se trompait beaucoup si on le croyait capable de se ranger parmi les ennemis de son frère. Il ajouta qu'il voulait bien oublier cette proposition, mais il défendit qu'on lui en parlât davantage, ou que l'on y donnât aucune suite, parce qu'alors il en ferait poursuivre les auteurs.

Le prince de Bénévent avec l'architrésorier et les ministres restèrent à Paris. Le moment approchait où cette longue agonie allait se terminer.

Le départ de l'impératrice ne pouvait rester ignoré des ennemis, qui étaient aux portes de la capitale.

Il fut aussi le signal d'une quantité d'autres départs particuliers qui avaient tardé jusqu'à ce moment à s'effectuer en sorte que, depuis la barrière de Paris jusqu'à Chartres, ce n'était plus, pour ainsi dire, qu'un immense convoi de voitures de toute espèce. On ne peut se faire une idée de ce spectacle lorsqu'on ne l'a pas vu. Que l'on se figure le désordre qui accompagnait cette scène de désolation, et l'on sera moins étonné des conséquences dont elle a été suivie.

Paris était dans un état de désertion vers le midi, et toute la population du voisinage y affluait vers le nord. Cependant les ennemis qui avaient, les jours précédents, poussé sur la route de Meaux le petit corps aux ordres du général Compans, venaient de le rejeter encore jusque sur les approches de la barrière de Bondy, entre l'étang de la Villette et les hauteurs de Ménilmontant. Les souverains alliés étaient là en personne.

De leur côté, les corps des maréchaux Marmont et Mortier, appelés au secours de la capitale, étaient arrivés à Saint-Mandé la nuit qui précéda l'attaque. Le soir, ils prirent leur position de bataille : Marmont appuya sa droite à la Marne, et développa à sa gauche les troupes de Mortier sous les hauteurs de Montmartre. Il était chargé de la direction des corps (1) ; il avait fait reconnaître Romainville.

(1) Epernay, le 17 mars 1814.

6 heures et demie du soir.

Monsieur le duc de Raguse, l'empereur en arrivant ici a appris que l'ennemi avait passé la Seine sur ses ponts à Pont et marchait sur Provins. Sa Majesté s'est résolue à marcher sur Troyes ; le quartier général de l'empereur sera demain à Semoins et après-demain à Arcis. Sa Majesté laisse à Epernay le général Vincent.

L'empereur désire, Monsieur le maréchal, que vous ayez la direction de votre corps et celui du duc de Trévise, qui dans ce moment est à Reims avec deux divisions d'infanterie et de cavalerie du général Roussel, et qui a la division

et croyait, sur la foi des rapports qui lui avaient été faits, que les alliés n'y avaient pas paru : il fit marcher sur le village. Les Russes l'occupaient en force. L'action s'engagea, et devint bientôt des plus vives. Le duc de Padoue, qui conduisait la droite, ne put se soutenir : atteint, au milieu de la mêlée d'un coup

Charpentier à Soissons. Le ministre de la guerre a dû envoyer un général de brigade avec quelques troupes à Compiègne.

Sa Majesté, Monsieur le duc, désire que vous fassiez faire le plus de mouvements possible de cavalerie pour imposer à Blücher et gagner du temps : si Blücher passe l'Aisne, vous devez lui disputer le terrain et couvrir la route de Paris. Il est probable que le mouvement de l'empereur va obliger l'ennemi à repasser la Seine ; ce qui arrêtera Blücher, et rendra disponible le corps du duc de Tarente qui alors vous serait envoyé.

Il faut, Monsieur le maréchal, pour les choses importantes, écrire en chiffre par Epernay, et par des hommes intelligents qui sachent passer ailleurs que par les grandes routes.

Il est très important que vous envoyiez ordre sur ordre à la division Durutte, composée de toutes les garnisons de la Meuse, de vous rejoindre sur Reims, Rethel ou Châlons. Envoyez cet ordre de toutes les manières.

Comme M. le maréchal duc de Trévise est le plus ancien, puisqu'il est de la création, ayez l'air de vous concerter avec lui plutôt que d'avoir la direction supérieure ; c'est un objet de tact qui ne vous échappera pas.

Je charge le duc de Trévise de nommer un major pour commander la place de Reims, la garde nationale et les batteries qui s'y trouvent, et de faire partir demain le général Corbineau pour venir rejoindre l'empereur.

Je recommande au duc de Trévise de porter tous ses soins à l'organisation de la garde nationale et de la levée en masse, et de se procurer quelques chevaux pour atteler la batterie laissée à Reims.

Si Blücher prenait l'offensive dans la direction de Reims, de manière à ce que cette ville se trouvât sous les pas de l'ennemi, et que vous et le duc de Trévise ne fussiez pas en état de la défendre, alors vous retireriez avec vous l'un ou l'autre, la garnison et les pièces de canon et vous emmèneriez les gardes nationaux de la levée en masse avec vous.

Le prince vice-connétable, major général,

ALEXANDRE.

de feu qui le mit hors de combat, il fut remplacé par le général Lucotte, qui vint se reformer au cimetière du Père La Chaise. Ce mouvement rétrograde découvrait tout à fait la route qui va de Belleville à Saint-Mandé. Le duc de Raguse fut obligé d'abandonner l'attaque de Romainville pour venir en toute hâte couvrir le premier de ces deux villages. Il était temps, car le général Compans avait abandonné la position qu'il occupait dans le bassin de la Villette, pour se retirer plus en arrière. Les Russes, qui n'étaient plus contenus par nos troupes, s'étaient portés en avant, et débouchaient déjà sur sa droite, que le duc de Raguse ignorait encore la retraite de son lieutenant. Il fit néanmoins bonne contenance, et réussit à opérer son mouvement.

Pendant que ces choses se passaient, Paris était témoin d'une scène qui fait la honte de ceux qui en étaient les auteurs. Il y avait plus d'un mois que la garde nationale demandait avec instance qu'on lui délivrât des fusils de munition, au lieu de ces piques ridicules avec lesquelles on l'avait en grande partie armée ; elle avait renouvelé plusieurs fois sa demande sans pouvoir rien obtenir. J'en écrivis à l'empereur qui me répondit : « Vous me faites une demande ridicule ; l'arsenal est plein de fusils, il faut les utiliser. »

J'avais montré cette lettre au prince Joseph et au ministre de la guerre. Celui-ci m'avait répondu qu'il n'avait que très peu de fusils, qu'il les conservait pour l'armée , qui en avait besoin à chaque instant, en sorte que je ne pus rien obtenir. Ce ne fut qu'au moment où l'on attaquait les troupes postées sous les murailles de Paris, que le duc de Feltre consentit à livrer à la garde nationale quatre mille fusils au lieu de vingt mille dont elle avait besoin ; encore, pour couronner l'œuvre, ne distribua-t-on les quatre mille fusils que lorsque les différentes légions étaient déjà réunies. Les chariots chargés de ces armes furent amenés devant elles, et on en fit la distribution. L'artillerie n'avait reçu que la veille dans la nuit l'ordre de délivrer ces fusils ; à cette heure le

sort de Paris ne paraissait plus douteux. Le ministre de la guerre surtout ne dissimulait pas qu'il regardait la capitale comme perdue. Pourquoi donc ne pas ouvrir alors les arsenaux à la population, ne pas lui abandonner tout ce qu'ils contenaient, puisqu'on ne pouvait pas empêcher ces armes de tomber entre les mains des ennemis ?

A la pointe du jour, le prince Joseph s'était établi à Montmartre, et avait fait prévenir les membres du Conseil de défense de venir le joindre. J'y étais appelé, je m'y rendis un des premiers. Le tambour battait de tous côtés dans Paris ; les citoyens s'assemblaient, le dévouement était général dans les faubourgs. Lorsque j'arrivai à Montmartre, je ne fus pas peu surpris de n'y voir aucune disposition de défense ; on y avait grimpé deux ou trois pièces de campagne, et il y en avait deux cents dans le Champ-de-Mars, que l'on aurait pu transposter sur n'importe quel point de Paris avec les chevaux de carrosse de cette capitale. Le ministre de la guerre n'avait qu'un mot à dire, il ne le dit pas ; rien ne fut disposé pour la défense, les plates-formes n'étaient pas même ébauchées ; il n'y avait pas une esplanade de faite pour mettre du canon en batterie.

Bien plus, Montmartre était sans troupes ; la garde nationale fut obligée de l'occuper. Le moment où sa présence aurait pu y être utile était celui où elle recevait les quatre mille fusils que l'on avait eu tant de peine à arracher des arsenaux.

L'ennemi, dont le plan était arrêté, avait développé tous ses moyens. Il faisait des progrès rapides sur les hauteurs de Belleville et de Ménilmontant, où on n'avait pas à lui opposer le quart des troupes qu'il avait déployées sur ce point.

Les membres qui devaient occuper le Conseil de défense n'étaient pas arrivés ; le prince Joseph m'engagea à aller moi-même voir ce qui se passait sur le point où l'attaque paraissait s'échauffer, et revenir lui rendre compte de ce que j'aurais vu. Je m'y rendis par l'extérieur de la muraille d'enceinte. Déjà nos troupes commençaient à céder ; elles se défen-

daient cependant avec courage, et cela était d'autant plus méritoire que l'issue du combat ne pouvait pas devenir favorable.

Le Conseil de défense était composé du ministre de la guerre, des deux maréchaux (ils ne pouvaient s'y rendre parce que leurs corps se trouvaient dans ce moment engagés avec l'ennemi), du commandant de Paris, avec quelques autres officiers généraux. Il lui arrivait à chaque instant les nouvelles les plus fâcheuses ; il voyait, du point où il était, les troupes ennemies qui couvraient la plaine entre Saint-Denis et la capitale. Les chefs de corps donnèrent cependant à la défense un élan qui imposa quelque temps aux alliés. Mais ceux-ci recevaient incessamment de nouveaux renforts ; le soleil n'était pas aux deux tiers de sa course. Une plus longue résistance fut jugée impossible. Marmont fit connaître ce fâcheux état de choses à Joseph, qui lui répondit par le billet suivant :

« Paris, le 30 mars 1814.

« Si M. le maréchal duc de Trévise et M. le maréchal duc de Raguse ne peuvent plus tenir leurs positions, ils sont autorisés à entrer en pourparlers avec le prince de Schwartzenberg et l'empereur de Russie, qui sont devant eux. »

« *Signé :* JOSEPH. »

Montmartre, à midi un quart.

« Ils se retireront sur la Loire. »

Marmont se mit alors en communication avec l'ennemi. Ses parlementaires, accueillis à coups de fusil sur la route de Belleville, furent mieux reçus sur celle de la Villette. Ils furent admis, annoncèrent que le maréchal était autorisé à traiter, et demandèrent une suspension d'armes qui fut accordée.

Au moment où ces choses se passaient à Belleville, le général Dejean arrivait à Paris avec des dépêches de l'empereur. Ce prince se trouvait aux alentours d'Arcis-sur-Aube, lorsqu'il apprit la marche

des alliés sur la capitale. Il entrevit de suite les fatales conséquences que ce mouvement pouvait avoir; il chargea le colonel Gourgaud d'aller en toute hâte s'emparer des ponts de Troyes, d'expédier de cette ville un courrier qui annonçât au ministre de la guerre que l'armée accourait au secours. Le colonel Gourgaud n'était pas arrivé à Troyes, qu'il y fut joint par le général Dejean, dépêché directement à Paris. La poste manquait de chevaux ; Gourgaud donna celui qu'il était parvenu à se procurer, et Dejean poursuivit sa route. Il arrive au moment où l'attaque est la plus vive, descend chez son père, prend un cheval et court à Montmartre. Le prince Joseph venait de s'éloigner ; il se mit sur ses traces, et le joignit au milieu du bois de Boulogne. Il lui transmit les dépêches de l'empereur, et l'engagea à retourner à Paris. Le prince s'y refusa ; il répondit qu'il était trop tard, qu'il avait autorisé les maréchaux à traiter ; il engagea du reste le général à se rendre auprès d'eux et à leur faire connaître les ordres dont il était porteur. Dejean joignit en effet le maréchal Mortier, qui combattait près du canal de la Villette, lui transmit les instructions dont il était chargé. De nouvelles ouvertures avaient été faites ; les alliés ou du moins l'Autriche semblaient disposés à les accueillir ; on était près de s'entendre. Il fallait, à tout prix, gagner quelques heures, et sauver la capitale des malheurs de l'occupation. Le duc de Trévise adopta vivement cette idée. Il fit approcher un tambour et écrivit, au milieu de la mitraille qui décimait ses carrés la lettre suivante :

« Sous Paris, le 30 mars 1814.

« A S. A. S. le prince Schwartzenberg, commandant en chef les armées combinées.

« Prince,

« Des négociations viennent d'être ouvertes de nouveau, M. le duc de Vicence est parti pour se rendre auprès de S. M. l'empereur d'Autriche ; le prince de Metternich doit être en ce moment auprès de Napoléon : dans cet état de choses, et au moment où les affaires

peuvent s'arranger, épargnons, prince, l'effusion du sang humain. Je suis suffisamment autorisé à vous proposer des arrangements. Ils sont de nature à être écoutés. J'ai donc l'honneur de vous proposer, prince, une suspension d'armes de vingt-quatre heures, pendant laquelle nous pourrions traiter pour épargner à la ville de Paris, *où nous sommes résolus de nous défendre jusqu'à la dernière extrémité*, les horreurs d'un siège.

« Je prie V. A. S. d'agréer l'assurance de ma haute considération, et je saisis cette occasion pour lui exprimer de nouveau les sentiments de l'estime personnelle que je lui porte.

« Le maréchal duc DE TRÉVISE. »

Le duc de Trévise avait à peine expédié sa lettre, qu'un des officiers du duc de Raguse vint lui donner connaissance de la convention que ce maréchal avait conclue. Dès lors, sa démarche devenait un hors-d'œuvre ; il jugea bien que les nouvelles qu'il avait transmises au généralissime ne paraîtraient qu'un leurre destiné à gagner du temps. C'est en effet ce qui arriva. Schwartzenberg ne se borna pas à révoquer en doute les ouvertures dont il lui parlait, il contesta jusqu'à la possibilité d'un rapprochement (1). Rien n'était cependant plus réel que les négociations qu'avaient annoncées le maréchal.

(1) Ce 30 mars 1814.

MONSIEUR LE DUC,

Je viens de recevoir la lettre que V. Exc. m'a fait l'honneur de m'adresser.

L'union intime et indissoluble qui règne entre les souverains alliés m'est un sûr garant que les négociations que vous supposez avoir été entamées isolément entre l'Autriche et la France, n'ont pas eu lieu, et que vos données à cet égard sont dénuées de fondement.

La déclaration que j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint en est une preuve incontestable.

Il ne dépendra que de vous, Monsieur le maréchal et des autorités de la ville de Paris.de lui épargner les malheurs inévitables dont elle se trouve menacée.

Je prie V. Exc. d'agréer les assurances de ma haute considération et de l'estime personnelle que je lui ai vouée.

SCHWARTZENBERG.

Outré de voir que son négociateur n'avait rien su conclure, l'empereur avait pris le parti d'être lui-même son diplomate, et de se mettre en communication directe avec l'empereur d'Autriche. Il avait fait appeler, dans la nuit du 25 au 26 mars, le colonel Galbois, lui avait remis des dépêches pour ce prince, et après lui avoir spécialement recommandé d'éviter les Russes, de ne parlementer qu'avec les troupes du souverain auprès duquel il était envoyé, il lui avait dit : Allez, faites diligence, *vous portez la paix*. Le colonel réussit à échapper aux cosaques, mais ne put pousser jusqu'à Dijon. Du reste, il fut parfaitement accueilli, et reçut, dans la matinée du 28, l'assurance que les propositions qu'il avait transmises étaient agréées. L'adjudant de l'empereur d'Autriche qui vint lui donner communication des intentions de ce prince, lui apprit que chacun des trois grands souverains était autorisé à traiter, et à signer pour les deux autres ; que ce n'était pas avec l'Autriche seule, mais avec toute la coalition, que la paix était faite. Le colonel demandait une réponse écrite ; mais la rédaction d'une pièce de cette importance exigeait du temps, le moindre retard pouvait de nouveau tout compromettre ; il partit, sur l'assurance réitérée qu'elle serait incessamment expédiée. Elle le fut en effet ; mais un parti de cosaques fondit sur les parlementaires qui en étaient porteurs. Français et Autrichiens, tout fut enlevé, et l'on poussa d'autant plus vivement l'entreprise qu'on avait formée sur Paris.

Cette circonstance était sans doute ignorée par Schwartzenberg, puisqu'au lieu d'accueillir les ouvertures du duc de Trévise, il lui répondit par l'envoi d'une pièce odieuse sur laquelle je reviendrai tout à l'heure. Les choses restèrent dans l'état où elles étaient ; il ne vint à la pensée de Dejean ni de Mortier de faire connaître à Marmont l'arrivée prochaine de l'empereur, d'user le temps de la suspension d'armes, et de tenter un nouvel effort pour atteindre la nuit.

Les deux maréchaux se réunirent paisiblement à

la barrière de la Villette, où ils arrêtèrent avec M. de Nesselrode et le comte Orloff, la capitulation que signèrent le colonel Fabvier et le colonel Saint-Denys, l'un officier d'état major et l'autre premier aide de camp du duc de Raguse.

Ainsi finit cette déplorable affaire, et le sort de la France fut décidé.

L'empereur n'avait cependant demandé à Paris que de se défendre quatre ou cinq jours, et il avait annoncé, en quittant la capitale, qu'il serait possible que, par suite des manœuvres qu'il était obligé de faire, les ennemis s'approchassent jusque sous les murailles de cette grande ville, mais qu'il ne tarderait pas à arriver. On lui avait promis de ne point s'effrayer de l'approche des ennemis, mais on ne lui tint pas parole ; ce n'est pas Paris qui a des reproches à se faire, tous les citoyens étaient prêts à suivre ceux qui auraient voulu les conduire ; et si, au lieu de laisser dans les arsenaux ainsi qu'au Champ-de-Mars les armes et l'artillerie qui y furent trouvées par les ennemis, on les avait abandonnées à la population de Paris quatre jours plus tôt, elle aurait su en tirer un meilleur parti. Une faute aussi grave ne doit être attribuée qu'à ces hommes médiocres qui, avides de faveurs et de pouvoir, étaient parvenus, à force de bassesses et de protestations de leur dévouement, à se faire accorder une confiance exclusive ; ce sont eux qui ont disposé de nos destinées en manquant de courage dans les moments périlleux.

Au moment où l'on faisait prendre au prince Joseph la fatale résolution dont je viens de parler, les ministres et tout ce qui composait l'action du gouvernement étaient encore à Paris. On aurait sans doute bien voulu alors que cette ville fût en état d'insurrection, mais il ne restait que quelques heures pour distribuer les armes et disposer l'immense artillerie qui était au Champ-de-Mars, dépaver les rues, et, en général, prendre l'attitude d'une place déterminée à se défendre : tout cela aurait pu se faire quelques jours plus tôt ; mais lorsque les ci-

toyens de Paris virent qu'on avait plus de confiance dans les ennemis qu'en eux pour conserver leur ville, ils ne durent naturellement avoir qu'une fort mince opinion de ceux aux mains desquels on avait remis le soin de leur sort. On se regardait avec inquiétude ; on se demandait comment cela allait finir.

J'étais encore sur les hauteurs de Belleville, lorsque le Conseil de défense, qui se tenait à Montmartre, prit sa dernière résolution. Je vins à la barrière Saint-Antoine ; je parcourus le faubourg, qui était prêt à tout, si ce n'est à se rendre ; tout le monde demandait instamment des armes ; il y avait de quoi faire une armée des hommes qui étaient dans ces généreuses dispositions. En montant le boulevard Saint-Antoine, pour me rendre une seconde fois à la barrière, je rencontrai dans une calèche le duc Dalberg, qui revenait de l'intérieur du faubourg ; je lui demandai d'où il venait ; il était très agité. Cette rencontre me surprit et m'occupa un instant ; j'ignorais encore la décision qui venait d'être prise à Montmartre. Il était facile de lui faire expier ses trames, mais la partie était perdue ; une exécution n'eût servi à rien : je le laissai aller.

De la barrière Saint-Antoine je revins à Montmartre. On passait encore le long du boulevard extérieur, mais les ennemis n'en étaient pas éloignés. Arrivé au pied de la hauteur, j'appris qu'il était arrivé un aide de camp de l'empereur, et que l'on venait de voir passer le prince Joseph accompagné du duc de Feltre, avec qui il s'était acheminé le long du boulevard extérieur qui mène à la barrière de Mousseaux (1) et à celle de la rue du Roule. Je pris par l'intérieur pour lui couper le chemin et le rejoindre à la barrière des Champs-Elysées ; j'arrivai trop tard. Les officiers de

(1) Il faut lire Monceau, du nom d'un petit village sur lequel on traça plus tard le parc Monceau. — Le bâtiment de l'ancienne barrière, à deux péristyles avec colonnes à bossage existe encore, il est à l'entrée du parc, sur l'ancien boulevard de ronde et qui aujourd'hui porte le nom de boulevard de Courcelles. (D. L.)

la garde nationale m'apprirent qu'il s'était dirigé sur le bois de Boulogne ; je cherchais vainement à me rendre raison de cette marche singulière, lorsque je fus joint par un maréchal des logis de la garde de Paris, qui avait couru après moi depuis le faubourg Saint-Antoine. Il m'apportait une lettre d'un des secrétaires de mon cabinet, qui me rendait compte qu'il venait de recevoir pour moi une lettre très pressée du grand juge, et qu'on en avait exigé un reçu circonstancié. Je courus chez moi, et j'y trouvai l'ordre de quitter Paris à l'instant pour suivre les traces de l'impératrice.

On me rendit compte que M. de Talleyrand était venu, il y avait environ deux heures ; qu'il m'avait attendu et était parti en disant qu'il reviendrait, qu'il avait à me parler. Je jugeai, par l'heure de la date que portait la lettre du grand juge, du motif qui l'amenait. Resté chez lui pendant que je courais d'une barrière à l'autre, il avait reçu avant moi la dépêche qui lui prescrivait de quitter Paris, et voulait m'entretenir à ce sujet. J'avais deviné juste. M. de Talleyrand revenu presque aussitôt que je fus arrivé à mon hôtel, se mit à me faire part de l'embarras où il était. Il ne refusait pas de partir, sans se soucier beaucoup de le faire. Il recommença ses tirades contre ceux qu'il accusait de tous les malheurs qui arrivaient, et plaignit vivement l'empereur de s'en être rapporté aux *ignorants* qui l'avaient perdu. Il ajoutait cependant que les mauvais traitements qu'il en avait reçus avaient mis tout à fait hors de son cœur les anciens sentiments qu'il avait eus pour lui, et qu'il ne saurait oublier qu'il l'avait sacrifié à des misérables. Néanmoins il désirait, pour le bien de tous, que l'édifice ne fût pas détruit, et ce n'était plus qu'à Paris que l'on pouvait le sauver. Il me demandait à l'autoriser à rester, persuadé que je ferais une chose utile pour le bien du service de l'empereur et de tout le monde.

Je ne me laissai pas prendre au leurre, et répondis à ce ministre que non seulement je ne l'autorisais pas à rester, mais que je lui intimais, autant qu'il

était en moi, de partir sur le champ pour se rendre près de l'impératrice ; je le prévins même que dès ce moment j'allais surveiller son départ, et prendre des mesures pour le faire effectuer. Je chargeai en effet des agents d'avoir l'œil sur le personnage. Il feignit de se rendre à mon injonction, et courut solliciter du préfet de police l'autorisation qu'il n'avait pu obtenir de moi. Le préfet refusa ; M. de Talleyrand demanda alors à Marmont une attestation de tous les dangers qu'il y avait à sortir de la capitale, à cause de la présence des ennemis. Marmont refusa aussi. M. de Talleyrand fut obligé de se mettre en route, et de se faire officieusement arrêter pour rentrer à Paris. C'était bien de la prudence, ou ses plans n'étaient pas encore arrêtés ; car enfin à quoi bon solliciter avec tant de persévérance l'autorisation de rester à Paris ? Si ses conventions eussent été faites, il lui suffisait de se cacher quelques heures pour se trouver au milieu des Russes ; mais il n'était sûr de rien, il redoutait l'avenir, et voulait, à tout événement, être en mesure de justifier son séjour dans la capitale. Il fit croire aux alliés qu'il avait des moyens de consommer la ruine de l'empereur, et à ses dupes, que les alliés hésitaient, mais qu'il espérait vaincre leurs répugnances, et ramener les Bourbons.

CHAPITRE XXIII

Je quitte Paris. — M. Pasquier et M. de Chabrol restent chargés de veiller à la sûreté de la capitale. — Je suis tenté de revenir sur mes pas. — Toujours M. de Talleyrand. — L'empereur ne pensait pas que ses antécédents lui permissent de se rallier aux Bourbons. — Esquisse des actes des diplomates contre les diverses branches de cette Maison. — Petite spéculation de M. de Talleyrand et du prince de la Paix. — Félicitations que m'adresse le premier de ces diplomates. — La constance qu'il avait mise à poursuivre les Bourbons permettait bien de croire tout rapprochement impossible.

Aussitôt que M. de Talleyrand fut sorti de chez moi je m'occupai de mon départ. Je fis venir le préfet de police, M. Pasquier : après lui avoir donné connaissance de l'ordre que j'avais reçu, je le chargeai de rester à Paris, et lui communiquai tout ce que je pressentais devoir être la suite d'une décision contre laquelle je m'étais vainement élevé. Je ne lui cachai pas que je ne m'abusais point sur la grandeur du mal ; qu'on allait tenter de déplacer le pouvoir ; qu'indubitablement on s'adresserait à lui pour le faire concourir à cette entreprise ; je l'engageai à se tenir sur la réserve, et surtout à se rappeler son devoir, qu'un homme d'honneur ne méconnaît jamais. Je lui dis que M. de Chabrol, qui était préfet de la Seine, dans lequel l'empereur avait eu assez de confiance pour le charger de l'administration de Paris à l'approche de l'orage, recevait du ministre de l'intérieur la même mission que lui-même recevait de moi ; qu'ils pouvaient, en réunissant leurs efforts, empêcher beaucoup de mal et se faire infini-

ment d'honneur. M. Pasquier connaissait depuis longtemps mes opinions particulières sur l'issue de cette lutte ; je l'avais souvent entretenu de tout ce que je craignais, et il y avait beaucoup de choses sur lesquelles j'étais en confiance avec lui. Je me félicitai de pouvoir le laisser à Paris dans la circonstance où nous étions, tant à cause de la considération qu'il s'était acquise par ses talents, qu'à cause de la réputation que lui avait méritée son caractère intègre. Il me répondit de manière à confirmer la haute opinion que j'avais de lui ; il me dit qu'il ne doutait pas de l'existence de beaucoup de mauvais projets, mais que pour lui, il ne serait jamais que le magistrat de la tranquillité publique ; que tant qu'on lui laisserait de l'autorité, il n'en ferait usage que pour la protéger. Je n'ai pas changé d'opinion sur M. Pasquier, malgré tout ce qui est arrivé, et je ne fais nul doute qu'il eût comprimé une révolution populaire de tout son pouvoir ; mais l'impulsion partit de trop haut, il fut obligé de suivre le torrent. Ma confiance en lui était si forte, que je lui remis un portefeuille dans lequel étaient toutes les lettres que l'empereur m'avait fait l'honneur de m'écrire pendant mon administration, parce que je ne voulais pas les exposer au hasard d'un pillage auquel je pouvais particulièrement être exposé, en cas d'une révolution que je voyais arriver ; il s'en chargea à condition qu'il lui serait permis de le brûler, s'il survenait quelque danger pour lui. Le cas survint en effet, et ce précieux dépôt fut détruit. J'avais fait enlever ma correspondance secrète, et livré aux flammes tout ce qui pouvait compromettre les individus qui étaient attachés au ministère. Je m'étais cru obligé d'assurer le repos d'une foule de gens qui m'avaient servi.

Dès les premiers jours de février, il ne restait dans les bureaux aucune pièce qui pût les exposer aux vengeances, ni même les compromettre. Je laissai le secrétaire général du ministère à Paris, pour contenir le personnel de l'administration, et signifiai à M. Anglès, qui était chargé de l'arrondissement au-

delà des Alpes de me joindre à Blois. M. Réal, qui était à la tête d'un autre arrondissement, reçut la même invitation. Quant à M Pelet de la Lozère, qui dirigeait l'autre, il se trouvait en mission dans le midi. Toutes ces dispositions ayant été prises, je me mis en route ; il était quatre heures et demie. Je voulus partir par la barrière de Sèvres, mais elle était tellement encombrée de voitures, que je me décidai à passer par Orléans, persuadé que je trouverai la route libre. C'est effectivement ce qui arriva.

Jamais je ne m'étais trouvé dans une agitation d'esprit semblable à celle que j'éprouvai en quittant Paris. J'étais même tenté de retourner sur mes pas, et peu s'en fallut que je n'enfreignisse l'ordre que j'avais reçu directement de l'empereur, de ne pas rester à Paris si l'impératrice se trouvait obligée d'en partir. Néanmoins, en réfléchissant aux conséquences qui auraient été la suite d'une désobéissance sans excuse, dans le cas où les choses eussent pris une autre tournure que celle que je me flattais de leur donner, je n'osai pas compromettre ma responsabilité jusque-là. Je n'étais pas sans inquiétude sur M. de Talleyrand, et si je ne le fis pas arrêter et emmener de force avec moi, c'est que je n'avais pas de lieu à ma disposition où je pusse le déposer. Je ne pouvais pas ignorer les rôles qu'il avait successivement joués dans le cours de la Révolution ; je savais qu'il avait servi toutes les factions qui s'étaient tour à tour arraché le pouvoir, qu'il s'était toujours trouvé dans le port quand l'orage avait éclaté, et qu'il avait toujours été du parti du plus fort. Je savais aussi combien il devait être indisposé contre l'empereur, et tout ce qu'il avait à craindre du parti qui l'avait jeté dans cette position vis-à-vis de ce prince ; je ne pouvais donc pas douter qu'il ne saisît l'occasion de se venger de ses ennemis, et de se faire une position tellement forte, qu'il n'eût plus rien à en redouter.

L'empereur savait tout cela encore bien mieux que moi ; il avait d'ailleurs près de lui M. de Bassano, qui n'aimait certainement pas M. de Talleyrand, et

qui le connaissait sous toute sorte de rapports ; et cependant, loin de donner des ordres contre lui, il défendit de l'inquiéter, et le laissa siéger au Conseil de régence. Au reste les opinions qu'il manifesta jusqu'au dernier moment étaient, il faut le dire, bien éloignées de motiver des mesures de sévérité. Pourquoi l'empereur le gardait-il malgré toutes les manœuvres qu'on lui avait signalées ? C'est parce qu'il lui connaissait des antécédents qui ne lui permettaient guère de se livrer aux projets de vengeance qui roulaient dans sa tête, et que le souvenir de ses premiers services n'était pas effacé. L'empereur a toujours conservé la mémoire de ceux qu'il avait reçus, et n'a jamais tout à fait abandonné un homme dont il avait été content, n'eût-ce été qu'une seule fois. Il grondait, disait souvent des choses dures, mais il les oubliait presque aussitôt ; le plus souvent ses mouvements d'humeur ne provenaient que d'un rapport qu'on lui avait fait, et qui était quelquefois étranger à celui qui s'offrait à la réprimande. Je lui ai souvent entendu dire que M. de Talleyrand avait un côté de bon, que c'était celui qui lui avait donné le plus de gages contre un bouleversement en faveur de la Maison de Bourbon. J'ai toujours cru que c'était cette considération qui avait empêché ce prince de le renvoyer tout à fait, comme il en était journellement sollicité. Les antécédents de cet ancien ministre semblaient en effet présenter assez de garanties.

M. de Talleyrand était un des membres de la Constituante qui avaient le plus vivement attaqué la Cour de Versailles. Plus tard, il tira parti de ses faits et actes pour capter la confiance du Directoire, dont il fut le ministre des relations extérieures.

Au retour d'Egypte, il fut un de ceux qui contribuèrent le plus à renverser le Directoire et à dissiper la faction qui travaillait à appeler au trône le duc d'Orléans, et à son défaut un prince d'Espagne.

Lors du procès de Georges Cadoudal et de ses complices, en 1804, ce fut lui qui indiqua le duc d'Enghien comme le seul qui pouvait être l'indi-

vidu que signalèrent deux subordonnés de Georges dans leur déposition (voir les détails de cet événement au tome II); il décida le parti qui fut pris à l'égard de ce prince, en faisant remarquer que l'individu désigné ne pouvait être qu'un prince de la Maison de Bourbon parce qu'elle était seule intéressée à empêcher le parti révolutionnaire de profiter du coup qu'avait médité Georges en venant en France.

Parmi les princes de la Maison de Bourbon, il fit observer que le duc d'Enghien était le seul dont la résolution de caractère et la position de résidence pussent fixer les soupçons qu'avaient fait naître les dépositions des compagnons de Georges. Il appuya son opinion particulière de détails qu'il avait puisés dans la corespondance des agents de son ministère, et fit prendre la mesure qui fut exécutée. Il était en France à peu près le seul qui en avait le secret, et qui peut-être en connaissait ou du moins pouvait en prévoir l'issue. Il écrivit aux envoyés diplomatiques près les princes de la rive droite du Rhin pour justifier la violation de leur territoire. Cette formalité, je le veux bien, était commandée par sa position; mais il faut convenir aussi qu'il fit preuve de réserve dans cette occasion, car enfin il eût suffi d'un mot jeté dans les salons de l'hôtel de Luynes, qu'il fréquentait assidument alors, pour faire échouer l'entreprise.

Le Premier Consul, qui ne savait pas même qu'il existât un duc d'Enghien, ne put voir dans le mouvement que se donna M. de Talleyrand qu'un acte de dévouement à sa personne, car Georges et ses complices n'avaient pas d'autre projet que de lui arracher la vie, et le ministre ne pouvait avoir, dans le zèle qu'il mettait à les poursuivre, d'autre but que de livrer au glaive de la justice tout ce qui pouvait avoir eu part à cette tentative. Le duc d'Enghien n'était pas l'héritier de la couronne; dans aucun cas, il ne pouvait y être appelé, et il n'y avait pour l'empereur aucun avantage à se défaire de lui : il ignorait même qu'il fût si près de Strasbourg : la police

ne le savait guère mieux, car à cette époque elle n'avait pas toutes les ramifications qu'elle eut depuis. Ce qui se passait au-delà des frontières était *uniquement* observé, rapporté et suivi par le ministère des relations extérieures. La part que prit M. de Talleyrand à cette affaire ne contribua pas peu à le préserver des atteintes de ses ennemis, qui s'efforçaient de le présenter comme un agent de la Maison de Bourbon. L'empereur, qui fut très mécontent d'avoir été mal informé dans cette circonstance, ne laissa jamais échapper le blâme contre qui que ce fût. Il savait tenir compte des intentions que l'on avait eues ; mais il faisait son profit des erreurs dans lesquelles étaient tombés ceux qui avaient voulu le servir, afin d'éviter de nouvelles méprises à l'avenir. Indépendamment de cet antécédent, qui pouvait être mis en ligne de compte, M. de Talleyrand en avait d'autres.

Il avait été l'agent principal de la détronisation des Bourbons de Naples, en 1805. Enfin c'était lui qui avait proposé celle de la branche d'Espagne, qui avait été préparée de longue main. Ses partisans prétendent qu'il a été étranger à cette conception, mais le bon sens suffit pour voir qu'un traité qui décidait d'aussi grands intérêts ne pouvait pas avoir été l'affaire d'un jour, et qu'avant d'avoir réglé les prétentions en dédommagements de tout ce qui perdait son existence à la suite des changements qui se préparaient en Espagne, il avait fallu bien des négociations, d'autant plus que cette matière n'avait jamais fait le sujet de notes écrites, qu'elle avait été traitée entre le prince de la Paix et M. de Talleyrand, par le canal d'Izquierdo, agent de confiance du ministre espagnol.

La pièce que j'ai citée précédemment montre d'ailleurs que c'est M. de Talleyrand qui a suivi la négociation ; c'est lui qui a demandé la cession du territoire et insisté pour changer l'ordre de succession. Mais ce n'est pas à cela que s'est bornée la part qu'il a prise à cette affaire : non seulement il l'a conduite, mais, je ne crains pas de l'affirmer, c'est lui qui en a donné l'idée.

Après la bataille de Friedland, l'empereur m'avait donné le gouvernement de Kœnigsberg et de toute la vieille Prusse. Avant l'action, M. de Talleyrand était allé attendre à Danzig les événements et les ordres de l'empereur, qui lui écrivit de Tilsitt de venir s'établir à Kœnigsberg. Il y vint ; mais à peine était-il arrivé, qu'il reçut un courrier qui lui apportait une lettre de l'empereur. J'avais moi-même reçu une dépêche par laquelle ce prince m'ordonnait de faire préparer un équipage de pont qui existait à l'arsenal, de l'expédier par le canal et de le disposer de manière qu'il pût arriver à Tilsitt avec la plus grande célérité. Je fis part de mes ordres à M. de Talleyrand, qui me montra sa lettre. L'empereur lui marquait « qu'Alexandre avait fait demander un armistice de quelques jours ; qu'il l'avait accordé ; que depuis il lui avait fait proposer une entrevue dont il ne se souciait que médiocrement : il n'était pas encore décidé, cependant il réfléchirait ; mais si la paix ne se concluait sur le champ, son parti était pris, il était décidé à passer le Niemen sans délai. Il était d'autant plus porté à le faire, que les Russes n'avaient plus d'armée, tandis que les deux tiers de la sienne ne s'étaient pas trouvés sur le champ de bataille de Friedland. » Et il finissait par lui mander de se rendre près de lui. L'empereur disait vrai ; il n'y avait eu que trois corps d'engagés à Friedland, et une seule division de cuirassiers, sans compter les dragons et la cavalerie légère ; et après la conclusion de la paix, lorsque je fus chargé des affaires de France en Russie, je voyageai de Tilsitt à Pétersbourg avec les corps de la Garde russe. Les officiers que je vis, et que je questionnai, convinrent que, hormis la Garde, ils n'avaient, à proprement parler, plus d'armée, et d'après le calcul que je faisais avec eux, l'empereur de Russie n'aurait pas pu nous opposer plus de vingt-deux mille hommes de troupes régulières. Nous aurions passé le Niemen, l'empereur pouvait le faire avec plus de cent cinquante mille hommes. Nous n'étions qu'au 20 ou 22 juin, et la Pologne était dans le délire de

l'insurrection. Pendant mon séjour en Russie, j'ai souvent eu occasion de me persuader que c'étaient ces considérations qui avaient déterminé l'empereur Alexandre à solliciter la fameuse entrevue du radeau de Tilsitt.

M. de Talleyrand, en recevant l'ordre de se rendre à Tilsitt, et en voyant ce que l'empereur me marquait dans la lettre qu'il m'écrivait, hâta son départ tant qu'il put ; il me disait : « Ne vous pressez pas de faire partir votre pont, j'espère que l'empereur n'en aura pas besoin : qu'irait-il faire au-delà du Niemen ? Il faut lui faire abandonner cette idée de Pologne. On ne peut rien faire avec ces gens-là ; on n'organise que le désordre avec les Polonais. Voilà une occasion de terminer tout cela avec honneur ; il faut la saisir, il faut même d'autant plus se hâter, que l'empereur a une affaire bien plus importante ailleurs, et qu'il peut faire entrer dans un traité de paix. S'il ne le fait pas, lorsqu'il voudra l'entreprendre il sera rappelé ici par de nouveaux embarras, tandis qu'il peut tout terminer dès aujourd'hui. Il le peut d'autant plus que ce qu'il projette est une conséquence raisonnable de son système. »

Dans le fait, comment admettre que M. de Talleyrand était étranger aux affaires d'Espagne ? En supposant même qu'il ait eu le projet de trahir l'empereur en lui faisant faire la paix qui a été conclue à Tilsitt, il n'avait pas affaire à un insensé : l'empereur connaissait l'état de l'armée russe, les Prussiens n'existaient plus que pour mémoire ; notre armée, à très peu de chose près, était intacte : dans cet état de choses, qui pouvait arrêter l'empereur dans l'exécution de ce qu'il aurait voulu ? M. de Talleyrand se proposait cependant de le détourner de l'idée de passer le Niemen et de rétablir la Pologne. Dès lors il dut nécessairement lui expliquer ses motifs, et puisqu'il a été écouté, que la paix a été faite, peut-on admettre que M. de Talleyrand ait négligé de le prier de s'expliquer sur ses projets à venir avec l'empereur Alexandre, dans un moment où il pouvait tout obtenir de ce prince ? Le peut-on, lorsqu'on

sait qu'il ne se dissimulait pas que le concours d'Alexandre était nécessaire pour ne pas voir se renouveler la guerre ?

Il n'y a pas d'esprit, si borné qu'il soit, qui ne voie que c'était folie de renoncer aux immenses avantages de guerre qu'avait l'empereur, et d'aller s'embarquer dans une entreprise comme celle d'Espagne, sans être d'accord avec l'empereur de Russie, qui pouvait reprendre les armes dès que nous nous serions retirés, et s'allier avec l'Autriche, qui n'intervenait pas dans ce que l'on faisait à Tilsitt. Si la paix qui fut signée avait eu d'autres bases que celles sur lesquelles elle fut conclue, on pourrait dire que la Russie était étrangère aux affaires d'Espagne. Dans l'état d'impuissance où elle se trouvait, son monarque venant lui-même traiter au quartier général de l'empereur, et, au lieu de supporter des sacrifices, partageant avec nous les dépouilles des vaincus, il aurait fallu que nous fussions en démence, pour n'avoir pas songé à des affaires que nous projetions, et mettre ainsi leur réussite en problème, en n'y faisant pas participer la seule puissance qui pouvait en traverser l'exécution.

L'empereur de Russie, non seulement ne perdit rien, mais obtint qu'on rendît à son beau-frère, le duc de Mecklembourg-Schwerin, ses Etats, qui avaient été envahis. Il intercéda pour son allié le roi de Prusse, et fit si bien, qu'on remit ce monarque en possession d'une partie des provinces qu'il avait perdues. Il reçut pour lui-même un district qui fut pris sur le territoire de ce prince. Bien plus, nous ne stipulâmes rien pour les Turcs, qui avaient perdu la Valachie et la Moldavie en s'armant pour nous. Il nous était facile de les comprendre dans la paix que nous faisions. Nous avions le droit du plus fort et celui de l'équité, qui nous permettaient bien de stipuler pour nos alliés, comme les Russes le faisaient pour les leurs. Certainement toutes ces transactions n'eurent pas lieu sans quelque retour de la part de l'empereur Alexandre, qui, n'ayant rien à nous donner, nous dut porter en compte ce que nous vou-

lions faire. Si cela n'était pas ainsi, nous serions inexcusables d'avoir abandonné les Turcs. Je ne m'expliquai cette conduite de notre part que par ce que l'empereur Alexandre me fit l'honneur de me dire des entretiens qu'il avait eus avec l'empereur au sujet de la Turquie, et de leurs projets à venir sur ce pays. Je pense bien que cela n'aurait pas été absolument fait comme l'empereur de Russie l'espérait ; mais je n'avais pas d'instructions sur ce sujet.

Assurément il énonça des projets sur les Turcs : l'empereur n'aura pas manqué de lui parler des vues qu'il avait sur l'Espagne, avec la réserve pourtant que mettent les souverains dans leurs relations. Il n'est pas possible de supposer, la confiance n'eût-elle pas été entière, que l'empereur Alexandre ignorait les projets que l'empereur avait formés sur l'Espagne. Assurément, s'il n'avait été question que d'un simple arrangement, nous n'eussions pas laissé prendre sur nos alliés les avantages que nous abandonnâmes aux Russes. D'un autre côté on ne dut pas chercher à donner le change à l'autocrate sur les vues qu'on avait au sujet de la péninsule : car à quoi bon ? Il ne pouvait être dupe de l'artifice : il savait que la Maison d'Espagne avait hérité de tous les droits de Philippe V, et que tant que ses descendants régneraient, l'ouvrage de la Révolution française serait incertain. Il savait qu'il suffirait *des entreprises* d'un prince belliqueux, que le hasard pouvait faire naître en Espagne, pour tout remettre en compromis. L'histoire ne nous apprend-elle pas que, lorsque Louis XV, encore enfant, fut attaqué de la petite vérole, le roi Philippe V crut qu'on lui cachait le danger de son neveu, et se prépara à passer en France pour revendiquer ses droits à la Couronne ? Je crois avoir démontré qu'il n'est pas vraisemblable que la Russie ait été étrangère aux changements projetés en Espagne. Dès lors M. de Talleyrand ne pouvait les ignorer ; autrement il faudrait convenir qu'il a joué un rôle inférieur à Tilsitt, ce que personne n'a jamais dit.

Un autre fait encore qui vient à l'appui de mon

assertion est celui-ci. C'est sur la conscription qui fut levée à la suite de la bataille d'Eylau, que l'on prit la portion de troupes dont on composa les corps qui s'approchèrent de l'Adour et du Roussillon dans le cours de l'été suivant. Cette direction indiquait déjà leur destination ultérieure. Eh ! qui en France pouvait avoir démontré la nécessité d'une expédition de ce genre ? Qui pouvait avoir averti des dangers qui seraient quelque jour dans le cas de menacer cette partie de nos frontières, si ce n'est le ministre des relations extérieures ? Qui a pu rendre compte à l'empereur des dispositions secrètes du prince de la Paix ? Qui a pu mettre sous ses yeux la proclamation que ce favori adressa aux Espagnols ? Personne, assurément, si ce n'est le ministre des relations extérieures. Je terminerai par une dernière observation. Sur quoi repose au fond le traité de Fontainebleau ? Sur les notions fâcheuses que le prince de la Paix avait données à diverses reprises, au sujet des dispositions hostiles que nourrissait contre la France le prince des Asturies. Ce malheureux, qui cherchait à se faire une position qui le mît à l'abri des vengeances dont le menaçait l'héritier du trône, appela vivement l'attention du Cabinet des Tuileries sur les machinations que Ferdinand ne cessait d'ourdir contre le roi Charles IV. Il annonçait que, si l'on tardait à prendre un parti contre ce prince, ou quelques dispositions relatives au pays, il ne répondait de rien, que la première conséquence de l'avénement du prince des Asturies à la Couronne serait un changement de politique de la part de l'Espagne. Entre des communications semblables et la conclusion d'un traité comme celui de Fontainebleau, il a dû y avoir bien des propositions et des réponses. Quelle que soit l'impudence d'un ministre, il a bien du chemin à faire avant de consentir, ou même de proposer de livrer ses maîtres, ou du moins d'abuser de la confiance qu'ils lui ont accordée, pour les effrayer d'abord sur les dangers qu'il leur avait attirés, et les porter ensuite à se retirer dans leurs possessions d'Amérique, afin de venir

plus librement recevoir le prix de sa trahison ; car enfin le prince de la Paix s'était engagé à faire partir le roi Charles IV avec sa famille pour le Mexique, à l'exemple du prince de Portugal, qui avait fait voile pour le Brésil. Il devait l'accompagner jusqu'à Séville, le quitter ensuite clandestinement, et aller jouir de la principauté des Algarves. C'est en effet la proposition qu'il fit dans le Conseil à Aranjuez, d'abandonner l'Espagne pour se retirer au Mexique, qui décida le mouvement à la tête duquel se mit le prince des Asturies.

Quand on considère le temps qu'il a fallu pour arriver jusqu'à convenir de tous ces faits, et que l'on reporte ses réflexions à l'époque où les affaires d'Espagne ont commencé, on est bien forcé de reconnaître qu'elles n'ont pu être conçues et mises à exécution que sous le ministère de M. de Talleyrand. S'il n'en avait pas été ainsi, il aurait fallu que l'on eût établi une négociation directe à côté de ses offices ordinaires, et assurément il l'aurait traversée tant qu'il aurait pu, jusqu'à ce qu'il eût fait abandonner la partie au diplomate intrus ; cela eût été dans son devoir et dans son droit sous tous les rapports.

J'admets que l'entreprise sur l'Espagne n'ait été qu'une conception sortie du cerveau de l'empereur ; mais ce prince n'a pu l'exécuter sans des démarches préliminaires, sans développer ses idées, et les faire adopter aux hommes qui, par état, se trouvaient obligés de les élaborer, tant en Espagne qu'en France. Or, quel était parmi nous celui qui convenait le mieux à une négociation qui n'admettait pas d'écriture, et qui cependant exigeait une grande activité de correspondance ? Celui, assurément, qui, depuis dix ou douze ans, avait présidé à toutes les transactions qui avaient eu lieu entre la France et l'Espagne ; celui enfin qui avait consolidé le crédit du prince de la Paix, avec lequel il avait eu une série d'antécédents de toute espèce. Personne autre en France ne pouvait être chargé d'une semblable négociation ; car quels documents donner à un homme qui aurait eu à débuter par une ouverture

dont le dernier des hommes se serait trouvé blessé ? Plus je réfléchis à tout ce qui a dû précéder la conclusion du traité de Fontainebleau, plus je reste convaincu que le projet de changer la dynastie d'Espagne est une conception dont le mérite appartient tout entier à M. de Talleyrand et au prince de la Paix. Elle a été enfantée en commun par ces deux diplomates, et n'a été soumise à l'empereur que lorsqu'on a pu lui démontrer la facilité de son exécution. Je développerai ce qui me porte à le croire. L'empereur, en suivant, après la bataille de Friedland, le projet qu'il avait de rétablir la Pologne, pouvait compter sur le succès. Il n'a sûrement pas abandonné cette grande entreprise afin d'en tenter une autre, sans que la réussite de celle-ci lui ait été démontrée, c'est-à-dire sans s'être fait rendre compte de tout ce que l'on avait fait pour la mener à fin.

Si l'idée des changements projetés en Espagne était venue de l'empereur, il aurait encore eu bien plus de facilité pour les exécuter après avoir rétabli la Pologne, qui seule eût été en état de contenir ce qui serait resté de puissance à l'empire russe ; l'Autriche n'était pas en état de s'opposer à ce que l'on voulait faire au-delà des Pyrénées. On peut donc avancer, en supposant que telle eût été l'arrière-pensée de l'empereur, qu'il y eut un levier qui mit l'entreprise en mouvement plus tôt qu'il ne le voulait ; ce levier était le prince de la Paix, qui, se trouvant sur un brasier à Madrid, hâtait, autant qu'il était en lui, la perte de ses maîtres, pour échapper lui-même à sa ruine. Il était sur la brèche, appelait au secours, et prétendait qu'il ne pouvait plus tenir, que la France perdrait l'Espagne s'il perdait son crédit. Placé dans la terrible position où il était, il exagérait le danger pour hâter le remède, et il consentit à tout ce qu'on lui proposa. Or, un homme comme M. de Talleyrand, qui connaissait la situation et les moyens du prince de la Paix, n'a pas dû manquer de lui imposer des conditions analogues aux embarras qu'il éprouvait.

Parmi toutes les raisons qui portaient M. de Tal-

leyrand à ne point abandonner le prince de la Paix, il y en avait plusieurs qui étaient peut-être des motifs pour le perdre, et c'est le cas de citer une anecdote qui est peu connue. Après le retour d'Egypte, lorsque le Premier Consul fut devenu le chef de l'Etat, il trouva un arrangement qui avait été fait entre la France et l'Espagne ; cette dernière puissance s'était engagée à payer à la première, pendant toute la durée de la guerre, une somme de 5.000.000 par mois.

Le pitoyable état dans lequel était nos finances obligea le Premier Consul à laisser subsister cet état de chose ; mais après la bataille de Marengo, lorsque l'ordre commença à se rétablir, il ordonna à M. de Talleyrand d'écrire en Espagne que la France n'ayant plus besoin de cet argent, il renonçait au droit qu'il avait de l'exiger, et en faisait la remise au roi Charles, comme un témoignage du désir qu'il avait de ne point être à charge à ses alliés.

M. de Talleyrand désapprouva la résolution et fit observer au Premier Consul que, si, au lieu de faire la remise de la somme entière, il commençait par ne se désister que de la moitié, cela ferait plus d'effet. On montrerait la progression de l'amélioration des affaires et de plus, on aurait le mérite d'avoir été attentif à observer le moment où il avait été possible de se passer d'un secours onéreux à Charles IV. Le Premier Consul adopta cette idée, et donna en conséquence l'ordre de commencer par faire la remise de 2.500.000 francs par mois. Il s'imagina que ses intentions avaient été suivies ; il n'en était rien : cependant l'Espagne continua à payer en entier le subside, et ce ne fut qu'après la paix de Lunéville, lorsqu'il ordonna de faire la remise de la seconde partie, qu'elle cessa le paiement des 5.000.000 que lui avait imposé le traité de Bâle. Le trésor public ne recevant plus rien d'Espagne, avait rayé cet article de ses registres ; il n'y avait plus de moyens de fraude, on n'osa pas continuer à percevoir le tribut. Le trésor ne touchait que les 2.500.000 francs autorisés par l'empereur ; cependant

l'Espagne avait continué de payer les 5,000,000 stipulés. Que devenait la différence? Comment se faisait la fraude? Nous allons l'expliquer.

Si l'empereur, au lieu de diviser la remise en deux parties, l'eût fait en une fois, il n'y aurait pas eu moyen de friponner, parce que le trésor d'Espagne n'aurait eu aucun paiement à faire à celui de France. M. de Talleyrand n'eût pas pu se dispenser d'écrire à Madrid dans le sens des ordres qu'il avait reçus, ni même d'en parler à l'ambassadeur de cette puissance à Paris : autrement il se serait exposé aux plus fâcheuses conséquences, si l'empereur en avait parlé lui-même à cet ambassadeur, comme cela pouvait arriver. D'un autre côté, s'il n'avait pas fait part des intentions du Premier Consul, et que l'Espagne eût continué à payer la totalité du subside, le trésor en aurait tenu compte, et non seulement le Premier Consul aurait vu qu'il n'avait pas été obéi, mais M. de Talleyrand n'y aurait rien gagné. Le prince de la Paix était dans la même situation. Si M. de Talleyrand avait dit un mot à l'ambassadeur de France à Madrid, celui-ci pouvait en parler au roi, et il devenait impossible au prince de la Paix de s'approprier un écu.

Comme il était puissant et disposait de tout, il n'y avait que ce prince qui pût se prêter à laisser sortir des coffres d'Espagne 5,000,000 par mois pour n'en faire entrer que deux et demi dans ceux de France. Au surplus, il n'était pas homme à laisser divertir le reste sans en retenir sa part. Il y était d'autant moins disposé, qu'on ne pouvait rien faire sans lui. La négociation se fit sûrement entre les deux ministres par le canal de quelques agents du prince de la Paix qui se trouvaient continuellement à Paris. Quelle fut la part que chacun se fit? je l'ignore : mais l'empereur connaissait cette friponnerie, qu'il m'a lui-même racontée et sur laquelle il a eu une explication à Bayonne avec le prince de la Paix. Or, l'on conviendra qu'il ne pouvait pas se rencontrer d'antécédents plus convenables pour faire négocier avec le prince de la Paix ses projets sur l'Es-

pagne (si l'idée lui en appartient). MM. de Talleyrand et Godoï avaient réciproquement un égal besoin de se ménager, et peut-être de se perdre. Ils étaient les deux seuls hommes qui, sans craindre de se blesser, pouvaient se proposer mutuellement à discuter tout ce qui était relatif à des affaires de la nature de celles de l'Espagne. Le premier avait toute sorte de raisons pour voir avec plaisir l'élévation du second au suprême pouvoir. Loin de lui nuire, cela passait l'éponge sur tout ce qui avait eu lieu entre eux deux, et arrangeait sa position présente et à venir, à moins qu'il n'eût trouvé une occasion de le perdre sans retour. Cette circonstance de la dilapidation de la moitié du subside de l'Espagne est une de celles qui ont fait le plus de tort à M. de Talleyrand dans l'esprit de l'empereur. Quoique bien informé des détails de cette affaire, il continua à l'employer, parce que, comme il le disait, ce diplomate avait un côté utile.

C'est en vain que les amis de M. de Talleyrand, et lui-même, voudraient faire croire qu'il a été étranger à cette entreprise. A la vérité, on a répandu avec affectation qu'il n'y avait eu aucune part ; lui-même a imbu de cette idée le Corps diplomatique qui était resté à Paris pendant que l'empereur s'était rendu à Bayonne, où il avait emmené le ministre des relations extérieures, M. le duc de Cadore. Ces messieurs du Corps diplomatique rendirent compte à leurs cours de ce qui se disait à Paris, et ajoutèrent à leur rapport que M. de Talleyrand était étranger, opposé même à ce qui se faisait. Il caressa cette opinion, l'accrédita avec persévérance, parce qu'elle était de nature à faire désirer son retour au ministère ; mais il est si vrai qu'il avait eu la première part à tout ce qui était relatif à cela, que, lorsque le prince des Asturies et son frère l'infant don Carlos partirent de Bayonne pour se rendre à l'endroit qu'ils devaient habiter, l'empereur lui fit donner l'ordre d'aller les recevoir à Valençay, et d'y rester quelque temps avec eux. Il y fut et chargea le major Henry, qui revenait nous joindre, de me dire mille choses ami-

cales de sa part. « Vous direz au général Savary, ajouta-t-il en congédiant le major, que l'on n'a jamais tiré un meilleur parti d'une affaire gâtée que celui qu'il a tiré de celle-ci ; je lui en fais mon compliment, il a évité de bien grands maux. »

M. de Talleyrand ignorait ce que j'avais été faire en Espagne, et il n'en voyait que le résultat ; mais il convenait par ses félicitations qu'il y avait eu un autre projet qui devait être exécuté d'une autre manière. Il est vrai que les choses auraient pris une bien autre tournure, si le roi et la famille royale fussent tout simplement partis pour l'Amérique. C'était de cette manière que M. de Talleyrand avait conçu et préparé la chose ; c'est pour cela qu'il se disait étranger à ce qui se faisait en Espagne. Vraisemblablement il aura parlé dans ce sens-là autour des princes pendant son séjour à Valençay ; mais il ne faut rien en conclure, sinon qu'ayant été éloigné des affaires, il était désintéressé à leur réussite, et qu'il y avait plus d'avantage pour lui à se ranger du côté de l'opinion qui désapprouvait cette entreprise, que de chercher à la justifier ; mais un homme sensé, qui a connu l'intérieur de l'administration de la France à cette époque, ne peut pas, sans faire tort à son jugement, douter de la part directe et immédiate que M. de Talleyrand a eue aux changements de dynastie en Espagne. Dans cette occasion encore, il fut un des ardents destructeurs de cette branche de la Maison de Bourbon, comme il l'avait été de celle qui régnait à Parme, puis en Toscane, après que ce pays avait été donné à l'infant de Parme, au fils duquel M. de Talleyrand le fit encore arracher. En général, il était de l'opinion qu'il n'y avait rien d'assuré pour la dynastie de l'empereur tant qu'il existerait une branche de Bourbon, n'importe où.

En ajoutant à toutes ces considérations les inconvénients de la position personnelle de M. de Talleyrand, qui était prêtre marié, on se convaincra qu'il y avait peu d'hommes aussi intéressés que lui à croiser les événements qui suivirent d'aussi près le départ de l'impératrice.

Une foule d'autres détails qui ne m'étaient pas inconnus semblaient lui en faire une loi. Indépendamment des gages que semblait avoir donnés M. de Talleyrand en faveur d'un ordre de choses qui protégeait l'arrangement de sa vie, il est à observer que, pour prendre un parti violent contre lui, il fallait un peu plus que des préventions ; car enfin il était un des premiers personnages de l'État. En supposant même que j'eusse été saisi d'un fait à sa charge, je n'aurais pu prendre des mesures contre lui sans m'y être auparavant fait autoriser par le Conseil de régence, et en son absence par le prince Joseph : mais ni l'un ni l'autre n'eussent voulu me laisser agir contre M. de Talleyrand avant d'avoir entendu les motifs et reconnu la nécessité d'une pareille démarche. Chacun d'eux pouvait se trouver dans le même cas ; la cause de M. de Talleyrand dans celui-ci devenait celle de chacun d'eux. Si je m'étais permis de le faire arrêter de mon autorité privée, l'on aurait jeté de beaux cris contre moi, et on aurait eu raison. Néanmoins, si j'avais été saisi d'un commencement de délit un peu saillant, je n'aurais pas balancé. Si les journaux anglais, par exemple, en rendant compte de l'arrivée de l'émissaire envoyé auprès de M. le comte d'Artois, qui était alors à Vesoul, n'eussent pas estropié le nom de manière à ne pas me le laisser reconnaître, j'aurais sur le champ pris un parti, parce que je connaissais assez d'antécédents au personnage pour ne pas douter que, quand bien même il n'aurait pas été expédié par M. de Talleyrand, celui-ci ne pouvait pas ignorer son départ ni l'objet de son voyage.

Faute de ce renseignement, je restai dans la réserve, d'autant plus qu'en réfléchissant à tout ce qui m'avait été dit sur les espérances dont se flattaient les personnes attachées anciennement à la Maison de Bourbon, je ne pouvais douter que ce n'était que du vent qui agitait un peu de poussière. En effet, de tous les points de la France qui ont été arrosés du sang répandu dans nos querelles intestines, et où le parti royal avait encore des racines, il ne revenait

aucun rapport digne de l'attention des autorités. Là, ainsi que partout, on était résigné à se soumettre aux événements, qui ne pouvaient pas tarder à se prononcer.

— —

CHAPITRE XXIV

Les vœux secrets de M. de Talleyrand étaient pour la régence. — Je suis sur le point de me rendre près de l'empereur. — Considérations qui me retiennent. — Arrivée de l'empereur à la cour de France. — Il envoie Caulaincourt à Paris. — Motifs probables du refus de mes services. — M. Tourton, ses protestations et ses actes. — Artifices de Talleyrand. — Bourrienne et le duc de Raguse. — Méprise de Caulaincourt. — Il se persuade que tout est fini. — Alexandre évite de s'expliquer. — Réception qu'il fait au corps municipal. — Il envoie Nesselrode prendre langue à Paris. — Madame Aimée de Coigny. — Demande de Talleyrand. — Alexandre descend chez lui.

En réfléchissant que ce ne fut que le 22 mars que l'on sut à Paris la rupture des conférences de Châtillon-sur-Seine, et que c'est le 30 que les alliés entrèrent dans cette capitale, on voit aisément que les conspirateurs avaient été pris sur le temps, qu'ils n'avaient pu asseoir leurs idées, convenir de leurs faits. Or, dans cette situation vague, ce qu'il y avait de mieux à faire était d'attendre que les véritables intentions des alliés se dessinassent. M. de Talleyrand était trop habile pour ne pas le voir, trop prudent pour risquer une tentative qui n'eût rien décidé ; car, s'il l'avait fait, le bon sens lui eût tout au moins conseillé de se cacher à Paris le jour où il reçut l'ordre d'en partir, au lieu de venir demander que je l'autorisasse à rester. Ce parti était d'autant plus simple, qu'il ne s'agissait que de gagner quelques heures. J'ai su depuis que son projet, en éludant l'ordre de s'éloigner, était de travailler en faveur de la régence : il l'avait confié à quelqu'un qui me l'a

rapporté, et qui le savait avant de partir pour Blois (1) ; et l'on verra combien peu il s'en fallut qu'il ne vînt à bout de ce qu'il avait projeté. Son intérêt, de toute manière, devait le porter à tâcher de faire adopter la régence ; avec cet ordre de choses, il gardait tous ses avantages ainsi que les hommes de la Révolution ; il échappait aux tracasseries continuelles qui lui avaient été suscitées dans les deux dernières années du règne de l'empereur ; il évitait les inconvénients dans lesquels il ne pouvait manquer de tomber tôt ou tard après le retour de la Maison de Bourbon et si l'installation du gouvernement de la régence n'était pas accompagnée de mesures personnelles contre l'empereur, ce qui était vraisemblable, il avait encore l'avantage de pouvoir contribuer au retour de ce prince au gouvernement. Il pouvait par conséquent refaire la position qu'il avait perdue en quittant les relations extérieures.

Le ballottement de toutes ces idées remplissait mon esprit ; mais je suppose que je ne me fusse pas arrêté à ces considérations, et qu'au lieu de lui intimer

(1) Que voulait-on ? Deux choses : être délivré d'un joug devenu intolérable, et *continuer l'ordre établi*. C'était évidemment le sens de tout ce qui avait influence dans les affaires, et c'est uniquement de ceux-là que l'on doit s'occuper dans les grands mouvements des empires. Les vœux les plus légitimes ne sont pas toujours ceux qui comptent le plus : des milliers d'hommes s'imaginent avoir rétabli le roi, parce qu'ils l'ont désiré, ce dont on ne peut assez les louer ; mais comme ils n'exerçaient aucun pouvoir ni aucune influence active, ils restent avec la seule chose qu'on ne peut leur contester, l'honneur de leurs sentiments. Des vœux, quelque ardents qu'ils soient, ne sont pas un pouvoir : il faut bien se garder de les confondre ensemble, car rien ne se ressemble moins. Tenons donc pour certain que cette masse d'hommes qui, depuis vingt-cinq ans, étaient en possession du pouvoir, qui le maniaient, qui avaient donné à la France les différentes formes qu'elle a subies, *tendaient au double but que nous venons d'indiquer*. Il faudrait n'avoir pas habité Paris une minute pour élever quelque doute à cet égard. » DE PRADT, *De la Restauration de la Royauté*, page 33. Chez Rosa. *(Note de l'édition originale)*.

l'ordre de partir, j'eusse employé la force et fait conduire M. de Talleyrand à Blois, le retour de la Maison de Bourbon n'en eût pas moins eu lieu, car il ne manquait pas à Paris de gens qui ne demandaient que du mouvement et des places. On était las de ce qu'on avait, au point qu'il semblait qu'un cosaque devait être un Washington ; l'expérience des détronisations était connue de tant d'intrigants, que l'empereur de Russie en aurait trouvé cent pour un. Qu'aurais-je eu à répondre, si, après avoir emmené M. de Talleyrand de mon propre mouvement, ce qui a eu lieu fût arrivé ? N'aurait-on pas eu le droit de dire, et l'empereur le premier : « Parbleu ! voilà un ministre de la police qui est un fier imbécile : il s'est avisé de devenir l'ennemi de M. de Talleyrand, dans le moment même où celui-ci était forcé de me servir pour se sauver. Dans son zèle aveugle, il emmène de Paris l'homme qu'il aurait dû y envoyer, s'il n'y avait pas été. Si le sens commun ne lui indiquait pas ce qu'il avait à faire, il ne devait pas du moins donner une pareille extension à son autorité. De quel droit se permet-il d'arrêter un dignitaire, sans mon ordre, surtout lorsqu'il m'a rendu compte de tout ce qu'il pressentait, et qu'il n'a reçu de moi aucune direction particulière ? »

J'aurais passé pour un ignorant, un présomptueux si l'on n'eût osé m'accuser de pis. L'empereur ne m'eût jamais pardonné de n'avoir pas été plus pénétrant. Combien de fois n'a-t-il pas réprimandé la police pour avoir arrêté des individus sur de simples présomptions ! On conviendra que la situation dans laquelle je me trouvais était assez délicate pour que je pesasse mes déterminations. J'avais, comme je l'ai dit, demandé à l'empereur de me nommer son commissaire à Paris, dans le cas où les ennemis y entreraient : mais il m'avait répondu de suivre l'impératrice, si les événements obligeaient cette princesse de sortir de la capitale. Les circonstances difficiles où nous étions, l'ordre positif du chef de l'Etat, devaient me rendre circonspect.

Je crus avoir fait tout ce que je pouvais dans la

latitude qui m'avait été laissée, et je ne pense pas aujourd'hui même avoir manqué au moindre de mes devoirs. Je m'acheminai donc vers Orléans ; je joignis à Etampes le grand juge, M. Molé, qui avait aussi pris cette route pour éviter les encombrements qui obstruaient celles de Versailles, Rambouillet et Chartres. Nous nous communiquâmes nos tristes pressentiments, qui ne tardèrent pas à se réaliser.

On m'amena au milieu de la nuit un courrier qui portait à l'impératrice, qui était encore à Rambouillet, l'ordre de se rendre à Blois. Ce courrier m'apprit qu'il avait quitté l'empereur, dans l'après-midi, à Fontainebleau, où il venait d'arriver avec M. de Caulaincourt, et qu'il était reparti sur le champ pour Paris, où toute l'armée se rendait, mais que la tête n'en était encore arrivée qu'à Montereau. Mon premier mouvement fut de partir pour aller rejoindre l'empereur, mais je réfléchis bientôt qu'il pouvait devenir nécessaire de prendre diverses mesures à Blois ou à tout autre lieu dans lequel s'arrêterait l'impératrice ; j'abandonnai cette idée pour me conformer à l'ordre que j'avais de me rendre auprès de cette princesse. Je me résignais d'autant plus aisément qu'en comparant l'heure à laquelle le courrier avait quitté l'empereur à Fontainebleau avec ce qui avait dû se passer à Paris avant qu'il pût y arriver, il me fut facile de juger qu'il en serait informé avant que je l'eusse joint, ce qui effectivement eut lieu. Je continuai donc mon chemin sur Orléans, puis sur Tours, où je croyais l'impératrice, parce que je présumais que le courrier l'aurait trouvé partie de Rambouillet, et n'aurait pu l'atteindre qu'à Tours, qui était sa première destination. Je me trompai et fus obligé de revenir à Blois, où j'arrivai avant elle.

Il s'est passé des choses si peu importantes à Blois, en comparaison de celles qui se préparaient à Paris, qu'il est naturel de commencer par le récit de celles-ci.

L'empereur poussa jusqu'au lieu appelé la Cour de France : c'est le second relais de poste en partant de Paris par cette route ; il y a de ce point à la bar-

rière à peu près trois lieues. Il rencontra à la Cour de France le général Hullin, qui venait de Paris, d'où il était parti après la signature de la capitulation que le maréchal Marmont avait conclue avec les ennemis. Il apprit de cet officier général que la capitale était rendue, que les troupes françaises devaient l'évacuer le soir, et que les ennemis en prenaient possession le lendemain. On ne peut se faire une idée de l'impression que cette nouvelle fit sur lui. Il avait prévu la marche que les ennemis pouvaient faire sur Paris, il l'avait dit au corps des officiers de la garde nationale avant de partir lui-même pour l'armée. Il les avait prévenus qu'il ne leur demandait de se défendre que quelques jours, pour lui donner le temps d'accourir. Il avait tenu parole puisque Paris n'était attaqué que depuis le matin, et qu'avant la fin du jour il était déjà aux portes suivi de l'armée entière ; mais au lieu de se défendre quelques jours, on ne se défendit pas quelques heures. En effet, midi n'était pas sonné qu'on avait déjà pris la résolution de capituler ; tout cela ne peut s'attribuer qu'à la lâcheté des uns et à l'aveugle empressement des autres de s'en remettre à la générosité des ennemis. L'empereur, après la ruptures des conférences de Châtillon, avait, comme je l'ai dit, fait un mouvement vers les places de Lorraine avec toute son armée ; il apprit en chemin celui que la grande armée des alliés avait fait sur Paris. Il vint de suite, du point où il se trouvait, pour forcer le passage de la Marne à Vitry-le-François ; mais les ennemis avaient pourvu à la défense de cette place, il aurait perdu trop de temps pour l'emporter. Il renonça à l'immense avantage qu'il y aurait eu pour lui à revenir sur Paris par les derrières de l'armée ennemie, dont il avait coupé la ligne d'opérations, et il prit le chemin le plus sûr, en suivant les rives de la Seine. Il n'avait pas perdu de temps ; si Paris s'était défendu seulement deux jours, son armée y entrait, et on sait comme il menait les choses. Il n'aurait pas craint de faire ouvrir les arsenaux au peuple, sa présence eût enflammé la multitude, il

eût imprimé une direction convenable à son élan, et l'on eût vu sans doute imiter l'exemple de Saragosse, ou plutôt les ennemis n'auraient rien tenté : car indépendamment de ce que l'empereur était pour eux une tête de Méduse, on sut plus tard que, dans le combat qui avait précédé la reddition de la capitale, ils avaient brûlé la presque totalité de leurs munitions. Il y a de quoi verser des larmes de sang au souvenir de pareilles choses.

La situation de l'empereur était déchirante ; il arrivait en toute hâte à Paris, mais les corps des maréchaux Mortier et Marmont en sortaient pour prendre une position sur la route de Fontainebleau : il n'avait avec lui que M. de Caulaincourt et M. de Saint-Aignan, l'un de ses écuyers. Il envoya le premier à Paris avec des pouvoirs illimités ; il le chargea d'exercer les fonctions de son commissaire dans la capitale pendant le séjour qu'y feraient les ennemis et retourna à Fontainebleau. L'armée ne tarda pas à déboucher. Il réunit la Garde qui était en tête, la passa en revue, lui donna connaissance des événements qui avaient eu lieu, et lui annonça l'intention de marcher en avant.

« Soldats, dit-il à ces braves, l'ennemi nous a dérobé trois marches, et s'est rendu maître de Paris ; il faut l'en chasser. D'indignes Français, des émigrés auxquels nous avons pardonné, ont arboré la cocarde blanche et se sont joints aux ennemis ; les lâches ! ils recevront le prix de ce nouvel attentat. Jurons de vaincre ou de mourir et de faire respecter cette cocarde tricolore qui, depuis vingt ans, nous trouve sur le chemin de la gloire et de l'honneur. »

La proposition fut accueillie par des acclamations générales, et la Garde alla se placer en deuxième ligne derrière la rivière d'Essonne.

La mesure qu'avait prise l'empereur, d'envoyer M. de Caulaincourt pour traiter à tout prix, était certainement ce qu'il y avait de mieux à faire ; mais le duc de Vicence était de tous les hauts fonctionnaires celui qui avait eu le moins de rapports avec

les administrations de détail de cette grande ville, qui allait décider du sort de l'Etat. Je connaissais la puissance d'opinion de ces petites administrations sur le peuple, et c'était pourquoi j'avais appelé l'attention de l'empereur sur la nécessité de désigner à l'avance ce commissaire, en lui offrant mon dévouement. C'était le devoir d'un ministre de la police sous tous les rapports : si l'empereur n'avait pas de confiance en moi, il fallait qu'il m'éloignât sur le champ du ministère, au lieu de compromettre les intérêts de tant de monde à la fois.

Je ne m'abusai point sur les motifs du refus que j'essuyai. Ce n'était pas manque de confiance dans mon savoir- faire : l'empereur, mieux que personne, avait pu quelquefois en juger dans les négociations dont il m'avait chargé ; ce ne pouvait pas être non plus manque de confiance dans mon habileté militaire, puisque de tout ce qu'il avait laissé à Paris d'hommes de cette profession, j'étais celui qui s'était trouvé le plus souvent sur les mémorables champs de bataille dont le souvenir nous reste seul pour la consolation de la fin de notre histoire. A l'armée, l'empereur m'employait à tout ; j'étais celui de ses aides de camp de l'activité ou de la santé duquel il abusait le plus. J'avais été tant de fois grondé, que j'étais devenu prudent et expert. Il fallait que l'empereur l'eût jugé ainsi, puisqu'il me fournit quelques occasions d'acquérir de la gloire dans des commandements en chef où j'étais tout à fait hors de sa main ; j'avais été assez heureux pour ne pas tromper son attente, ou du moins la fortune avait couronné mes combinaisons. C'est après l'affaire que j'eus à Ostrolenka qu'il me donna le cordon de la Légion-d'Honneur avec une pension viagère de vingt mille francs ; c'était enfin dans l'armée que j'avais obtenu les honneurs dont j'avais été comblé. Néanmoins il plaça ailleurs sa confiance. Il ne me fut pas difficile de voir d'où le coup partait.

Dans la situation où se trouvait l'empereur, toutes les facultés de son esprit étaient absorbées par les soins qu'exigeait l'armée, dont il était l'âme. Je l'a-

vais vu moi-même dans des circonstances bien moins cruelles, en faisant la guerre près de lui : il se livrait exclusivement aux combinaisons militaires, et accordait peu ou point d'attention aux affaires administratives, qu'il abandonnait aux fonctionnaires respectifs qui le suivaient. J'avais reçu de Troyes, après le combat de Brienne, l'ordre de prendre diverses mesures qu'assurément il n'avait pas imaginées. Il en fut de même dans cette occasion, ou peut-être encore pis ; du moins je l'ai conjecturé. J'ai pensé qu'il avait donné connaissance à quelqu'un des personnages qui le suivaient, de la proposition que je lui avais faite de me laisser à Paris au moment de l'arrivée des ennemis, et que celui-ci, qui avait déjà arrêté ma chute l'en avait détourné en lui observant que j'étais un homme au-dessous de ce que je proposais, que je me mettrais à la discrétion de M. de Talleyrand, qui déjà me tenait sous le charme. Ces détestables insinuations seules ont pu empêcher l'empereur de me donner la confiance que méritait le zèle que je montrais pour lui dans un moment où chacun commençait à l'abandonner.

Combien de fois, pendant le cours de cette campagne, j'ai regretté de n'avoir pas été appelé à l'administration quelques années plus tôt ! J'y aurais atteint cette force morale que donne la puissance d'opinion, et à coup sûr j'aurais su m'en servir utilement.

Comme le jugement de l'empereur était essentiellement mathématique, il y avait une marche simple à tenir avec lui, c'était d'être pur et vrai dans tout ce qu'on lui rapportait ou qu'on lui proposait ; malheureusement, pendant les deux dernières années de son gouvernement, il ne fut entretenu qu'au gré des petites passions et des misérables intrigues qui pullulaient autour de lui. Les maréchaux Bessières et Duroc pensaient comme moi à cet égard ; nous avons souvent gémi ensemble de ce qui se passait sous nos yeux.

Arrivé à Paris, M. de Caulaincourt prit connaissance de l'état des choses avant de se rendre au quar-

tier général de l'empereur Alexandre, qui était à Bondy (le premier relais de poste sur la route de Strasbourg). M. de Talleyrand, qui était parti de Paris d'après l'ordre qu'il avait reçu de suivre les traces de l'impératrice, y était rentré, et il m'a été rapporté (1) qu'il avait été arrêté en chemin par M. Tourton, chef d'état-major de la garde nationale, qui se trouvait à la tête de ce corps par suite du départ du maréchal Moncey, qui en était le commandant en chef, et de celui de M. de Montesquiou, qui en était le commandant en second. C'était, m'a-t-on raconté, un arrangement convenu entre eux, ce qui prouverait encore que M. de Talleyrand n'était fixé sur rien, et n'osait pas même prendre sur lui de rester sur le théâtre des grands événements. La fatalité qui poursuivait l'empereur était telle, que l'on avait ordonné aux divers chefs de légions de la garde nationale qui étaient pourvus de charges de Cour ou d'emplois publics, de suivre l'impératrice, qui n'avait nul besoin d'eux, au lieu de les laisser à

(1) Il m'a de même été assuré par quelqu'un qui a pris part à tous les événements, et auquel je témoignais l'étonnement que me causait une telle conduite, que M. Tourton avait encore à rembourser au trésor une somme considérable sur celle que l'empereur lui avait fait prêter en 1811 ; elle passait un million. Dans l'interrègne qui eut lieu entre l'installation du gouvernement provisoire et l'arrivée du roi, M. de Talleyrand lui fit remettre les billets qu'il avait encore à retirer du trésor. Peut-être a-t-il fait sanctionner cela par le comte d'Artois : je n'en sais rien, je rapporte le fait comme on me l'a dit ; s'il est vrai, il explique suffisamment la conduite que M. Tourton a tenue depuis. On peut vérifier la chose au trésor.

La conduite du banquier Tourton est d'autant plus étrange, que c'est lui qui se donna le plus de mouvement pour armer la garde nationale. Il vint trente fois me protester de sa bonne volonté pour l'empereur, et me proposer même de former un corps de *bons garçons* (c'était son expression), pour aller, comme il le disait, réchauffer l'armée qui revenait de Leipzig ; c'est à cet excès de zèle qu'il dut d'être choisi pour le chef de l'état-major de la garde nationale. *(Note de l'édition originale).*

Paris pour diriger leurs subordonnés, quoique ce fût pourtant cette considération qui avait déterminé l'empereur à les placer à la tête de la garde nationale. Dès qu'ils furent partis, on pourvut à leur remplacement, et on fit tomber les choix sur des hommes d'opinions opposées ; on se donna ainsi les moyens d'exécuter ce que l'on voulait faire.

M. Tourton oublia tout ce qu'il devait personnellement à l'empereur, qui lui avait fait des avances considérables dans une circonstance où l'honneur de sa maison était compromis, avances qui n'étaient pas encore remboursées lorsqu'il s'arma contre lui.

M. de Talleyrand, étant entré dans Paris, songea à s'y faire une position qui mît l'empereur Alexandre hors d'état de se passer de lui pour l'exécution des projets qu'il lui connaissait ; il fit sur le champ appeler les hommes de mouvement que renfermaient les diverses classes de la société, et il ne rencontra d'opposition nulle part, puisqu'il y avait absence totale de tout ce qui pouvait faire apercevoir l'influence de l'empereur. M. de Talleyrand reconnut les moyens qu'il avait, organisa sur le papier une administration provisoire, mais ne se prononça point avant de savoir ce que l'empereur de Russie se proposait décidément de faire. Il passa toute sa soirée chez le duc de Raguse, à sa maison de la rue de Paradis, faubourg Poissonnière, où le maréchal était encore, ayant toute la nuit pour évacuer Paris, où les ennemis ne devaient entrer que le lendemain. Plusieurs amis de Marmont y étaient aussi. M. de Talleyrand savait bien que, quoique l'empereur Alexandre voulût tenter, il ne pourrait pas y concourir de manière à s'assurer les avantages qu'il cherchait, s'il ne disposait d'une partie de l'armée, qui se trouvait être la seule puissance physique et morale qui restât à l'empereur. Il ne se dissimulait pas que, tant qu'elle serait entière, elle fixerait l'opinion générale de la nation, de sorte que le parti qui se préparait à déplacer le pouvoir parviendrait au plus à allumer une guerre civile qui mettrait tout en problème.

En persuadant au maréchal Marmont de se détacher de l'empereur, il avait, indépendamment de l'avantage de diminuer encore les moyens qui restaient à l'empereur Napoléon, celui de se présenter à l'empereur de Russie avec des facilités de plus pour ce qu'il lui conviendrait d'ordonner. Il chercha donc à attirer Marmont à lui. Il n'y avait entre eux aucun antécédent, ni même aucune relation de société qui pût lui fournir une occasion d'ouvrir des propositions aussi délicates pour le duc de Raguse, qui était encore dans toute la pureté des sentiments qui avaient germé dans son cœur avec les premiers lauriers d'Italie ; mais M. de Talleyrand avait à sa disposition M. de Bourrienne, qui était le compagnon de la jeunesse du maréchal, et qui, comme lui, avait conçu à la même époque le plus sincère attachement pour l'empereur, et l'avait habilement servi pendant les douze années les plus laborieuses de sa vie. Bourrienne avait été éloigné du cabinet, par suite d'imputations fâcheuses. L'empereur, auquel on le peignit comme un homme indigne de la confiance qui lui était accordée, le nomma depuis son ministre à Hambourg. Bourrienne résida dans cette ville jusqu'à la réunion de ce pays à la France. Revenu alors à Paris, il y retrouva tous les ennuis qu'il avait déjà essuyés. L'intrigue qui l'avait déplacé du cabinet s'effraya de la possibilité du retour à la faveur, d'un homme de talent, et ne ménagea rien pour dissuader l'empereur de le reprendre, ou même de l'employer à quoi que ce fût. On lui rapporta sur le compte de M. de Bourrienne des absurdités qui furent suivies de mille tracasseries. Se voyant à la fois abandonné du souverain, et en butte à des persécutions, Bourrienne se rangea parmi les ennemis de l'empereur.

Je ne l'approuve pas, mais je le plains, parce que j'ai connu toute l'injustice des reproches qui lui étaient adressés. Je l'ai défendu tant que je l'ai pu, et, toutes les fois que j'ai parlé de lui, j'ai trouvé l'empereur bienveillant pour son ancien secrétaire : il n'a pas tenu à moi qu'il l'employât d'une manière

convenable, ni que Bourrienne ne devînt pas son ennemi. Je ne pus y réussir ; Bourrienne épousa le parti contraire, et y porta son activité et son talent. Il connaissait tous les replis du cœur de Marmont, il avait été intimement lié avec lui pendant la guerre d'Italie et celle d'Egypte, et il était trop habile pour n'avoir pas aperçu le côté par lequel il fallait l'attaquer. Il avait d'ailleurs un auxiliaire capable de corrompre le cœur que Talleyrand avait intérêt à gâter : c'était Montessuy, ancien aide de camp du maréchal, à qui aucun des mouvements de l'âme de son chef n'avait échappé.

L'intrigue ne faisait que commencer, mais elle était menée par des hommes qui avaient trop d'expérience pour négliger les moyens de la faire arriver à maturité pour le moment où il fallait la porter à l'empereur de Russie, afin d'en recueillir le fruit qu'on en attendait. Aussi on ne manqua pas de présenter à Marmont, comme une chose faite ou convenue, une révolution dont au contraire on le faisait le principal acteur. On lui parla au nom de l'amitié, on l'engagea à ne pas perdre cette occasion de conserver les honneurs qu'il avait acquis, de sauver la France, et de rester en position d'être utile à ses amis. Il faut se hâter de le dire, tandis qu'il en est temps encore, Marmont se montra fidèle à ses souvenirs. Il repoussa la séduction, et se retira en annonçant que rien ne pourrait le détacher de ses devoirs, qu'il mourrait à côté de l'empereur. Un ami de madame la maréchale, qui était présent à cette scène, m'a raconté qu'il ne quitta le duc de Raguse qu'à onze heures du soir, et rentra chez lui avec la conviction que ce général tiendrait parole, et se ferait tuer plutôt que d'abandonner l'empereur. Telle était l'opinion que le maréchal Marmont avait laissé de lui à ses amis, au moment où il quitta Paris pour rejoindre ses troupes sur le chemin de Fontainebleau. M. de Talleyrand n'avait rien obtenu ; mais il était trop habile dans l'art de juger le cœur humain pour renoncer à l'espérance de séduire le maréchal, et l'on verra comment il réussit à l'égarer.

M. de Caulaincourt, en cherchant à connaître la situation des choses à Paris, ne put manquer de s'apercevoir que l'intrigue contre l'empereur s'agitait; ses mouvements étaient d'autant plus visibles, qu'elle agissait sans entraves, car on avait fait partir tout ce qui aurait pu la croiser. Ne voyant, ne rencontrant partout que des intrus en fonctions, il dut penser que ces nouveaux choix étaient la conséquence des communications que l'on avait déjà eues avec les ennemis. Il dut d'autant plus le croire, qu'à Châtillon il avait été, mieux que personne, à portée de juger de leurs intentions. Il fut dupe des apparences, s'imagina que tout était arrangé, tandis que tout était encore à faire. M. de Talleyrand chez lequel il ne manqua pas de se rendre, le confirma dans son erreur, car c'est un art particulier aux intrigants expérimentés que de présenter comme déjà fait ce qui est précisément à faire.

M. de Caulaincourt, dont la principale mission était pour le quartier général de l'empereur de Russie, se hâta de s'y rendre, d'autant plus que là il pouvait s'expliquer le mot de l'énigme par le langage qu'on lui tiendrait, et qu'alors il réglerait la conduite qu'il devait tenir pour la seconde partie de sa mission, c'est-à-dire, pour être à Paris le commissaire de l'empereur pendant le séjour des alliés.

Dès que la capitulation eût été signée et notifiée aux autorités civiles, le conseil municipal s'assembla et alla en corps à Bondy demander à l'empereur de Russie de ménager la capitale. Il avait à sa tête, selon l'usage, le préfet du département et le préfet de police ; il s'était mis en route le lendemain de la signature de la capitulation, et avait par conséquent devancé M. de Caulaincourt. L'empereur Alexandre fit attendre fort longtemps la députation avant de la recevoir, et je tiens de quelqu'un qui était présent qu'il l'accueillit un peu brusquement ; ce fut du moins la première impression qu'il fit sur elle. Il se radoucit cependant et lui dit, entre autres choses, que « le sort de la guerre l'avait rendu maître de la capitale, qu'il n'était point l'ennemi de la nation.

qu'il n'avait qu'un ennemi en France, que c'était à lui qu'il faisait la guerre. Je plains ajouta-t-il, les maux qu'il a attirés sur vous, et je tâcherai de les alléger ; je mettrai dans Paris le moins de troupes possible, le reste sera placé dans les environs. » Il demanda s'il y avait beaucoup de casernes à Paris ; on lui répondit qu'il y en avait pour à peu près dix mille hommes. Il répliqua : « Eh bien ! ce sera autant de soulagement pour les habitants, auxquels je ne veux aucun mal, non plus que mes alliés. Vous pouvez les en assurer de ma part et de la leur. » Il congédia le corps municipal, qui remarqua qu'il avait évité de s'expliquer sur les projets que chacun lui connaissait.

Pendant que le conseil municipal se rendait à Bondy, l'empereur Alexandre avait dépêché à Paris son ministre des relations extérieures, le comte de Nesselrode, le même qui avait été attaché à la dernière légation russe. Il l'avait envoyé prendre langue auprès des chefs du parti, et s'assurer au juste des moyens dont la conspiration disposait. Nesselrode descendit chez Talleyrand, qu'il savait s'être encore tout fraîchement mis en communication plus intime avec Hartwell. Les conditions transmises par madame Aimée de Coigny avaient été acceptées. Cette dame qui avait été successivement duchesse de Fleury, madame de Montron, et était redevenue, par suite de son divorce, ce qu'elle était d'abord, s'était adressée à son grand-père, le maréchal de Coigny qui était à Londres. Celui-ci courut offrir au roi le repentir et le dévouement de M. de Talleyrand, et lui soumettre les réserves du diplomate. « Acceptez, répondit le prince : si je remonte sur mon trône vous pouvez tout promettre. » Ce marché, connu de Castlereagh, ne devait pas être ignoré de l'empereur de Russie. Nesselrode pouvait adopter celui des projets de Francfort ou de Londres qui lui convenait le mieux. Son choix ne fut pas long.

L'empereur Alexandre avait depuis longtemps résolu de changer la dynastie qui gouvernait la France, si les événements ne s'opposaient pas trop à ses des-

seins. Il s'était arrêté à cette idée depuis la conférence qu'il avait eue à Abo avec Bernadotte, et n'avait sans doute appelé Moreau que pour le faire concourir à l'exécution de son dessein. Nesselrode somma en conséquence Talleyrand de tenir ses promesses. Celui-ci répondit qu'il ne demandait pas mieux, mais que, pour le faire avec succès, il fallait que l'empereur Alexandre lui donnât une marque solennelle de bienveillance qui le mît à même de se saisir de l'influence dont il avait besoin pour exécuter ce qu'il avait promis. L'empereur Alexandre lui fit répondre sur le champ qu'il irait descendre et prendre son quartier chez lui.

M. de Caulaincourt en sortant de la barrière de Paris pour se rendre à Bondy, s'annonça aux avant-postes russes comme parlementaire ; on l'y retint jusqu'à ce que l'on eût pris les ordres de l'empereur, qui fit dire de le recevoir ; il rencontra, comme il se rendait au quartier général, le corps municipal qui en revenait.

Je ne me rappelle pas si M. de Caulaincourt arriva jusqu'à Bondy avant d'être admis près de l'empereur de Russie, ou s'il le rencontra en chemin venant lui-même à Paris pour y entrer à la tête de son armée qui était assemblée sur la route ; mais je suis certain que l'empereur Alexandre, en l'accueillant, lui dit : « Il est bien temps de venir lorsqu'il n'y a plus de remède. Je ne puis vous entretenir à présent : rendez-vous à Paris, je vous y verrai. »

M. de Caulaincourt y revint fort attristé de voir ses pressentiments se réaliser. Il alla à la préfecture de la Seine et à celle de police, où l'on était tout à fait désabusé sur les intentions qu'on attribuait à l'empereur de Russie ; on n'osait plus ni méconnaître son devoir, ni se compromettre davantage pour celui que la fortune ne couronnait plus de ses faveurs. Si M. de Caulaincourt eût voulu déployer son caractère de commissaire de l'empereur, la moindre chose qui eût pu lui en arriver était non seulement de n'être pas reçu par l'empereur de Russie, qu'il devait voir le soir même, mais encore de se faire

renvoyer. Il fut donc obligé de laisser à chacun sa stupeur et de se contenter d'observer, ce qui était une douloureuse extrémité.

J'ai su depuis par des employés de ces mêmes administrations que ce silence de M. de Caulaincourt fut interprété par eux d'une manière différente, et ils se persuadèrent qu'il était au fait de tout ce qu'ils ne faisaient encore que soupçonner.

La colonne russe entra à Paris vers midi ou une heure le lendemain de la capitulation. C'est alors que les cœurs généreux eurent à souffrir d'un spectacle si affligeant pour des Français qui avaient été fiers de la gloire de leur pays.

Nos armées sont aussi entrées triomphantes dans les capitales étrangères, et, qui plus est, à la suite de batailles mémorables qui ont donné leur nom à toute la campagne dans laquelle elles ont eu lieu. On dira encore longtemps la campagne de Marengo, la campagne d'Austerlitz, d'Iéna et de Moscou. Elles seront toujours les monuments de notre histoire en dépit de l'envie ; mais quoiqu'à la suite de ces événements glorieux pour nous, les vaincus aient eu la consolation de nous faire payer cher nos victoires. nous n'avons pas vu leurs familles accourir au-devant de nous ni nous recevoir comme des libérateurs ; on n'est point venu embrasser nos bottes. Nos regards n'ont rencontré que de l'affliction, nous n'avons point vu de bassesse à Vienne et à Berlin, où l'on était fondé à craindre nos ressentiments. On garda la dignité nationale, on ne nous accorda que ce que l'on ne pouvait pas nous refuser.

Il était réservé à Paris d'offrir un honteux contraste, et de montrer aux ennemis qu'il était resté indifférent à notre gloire, tout en devenant dépositaire de tant de trophées accumulés dans ses murs. On blâmera sans doute cette manière de s'exprimer, mais mon intention est de n'adresser de reproches qu'aux hommes qui se sont dégradés dans cette circonstance. Je signale les bassesses de l'époque, afin que nos neveux, en se pénétrant de l'indignation

qu'elles doivent faire naître, connaissent toutes les souillures qu'ils ont à purger.

Tout pousse en France ; les lauriers y sont indigènes : on a pu en faire une ample récolte. C'est une preuve qu'ils y avaient été bien cultivés, et que l'on avait besoin de les naturaliser où on les a transportés. Les ravisseurs en ont usé ainsi que l'on fait ordinairement du bien mal acquis ; mais les racines et le climat nous restent, tout n'est pas perdu lorsqu'on a conservé du courage avec l'amour de la patrie.

Il y avait une foule innombrable pour voir entrer l'armée russe. La curiosité en avait réuni la majeure partie, l'indignation avait assemblé l'autre. La classe qui avait été jusqu'alors insignifiante dans la société, où elle était contenue dans les bornes de la bienséance, rompit le frein qui bridait les haines particulières. On vit des femmes, et même des femmes titrées, sortir des bornes du respect qu'elles se devaient à elles-mêmes, pour se livrer en public à l'exaltation, au délire le plus honteux. On les vit se jeter à travers les chevaux du groupe qui accompagnait l'empereur de Russie, et lui témoigner un empressement plus propre à attirer le mépris qu'à concilier la bienveillance. On en vit d'autres, qui ne vivaient que des bontés de l'empereur, courir les rues en calèche, ameutant le peuple et lançant des imprécations contre celui dont elles n'avaient cessé d'éprouver les bienfaits. Enfin on en vit dont le deuil était à peine expiré, et dont les larmes auraient dû couler encore, s'offrir en spectacle à ce triomphe, et y paraître avec des bouquets de myrte et de laurier qu'elles jetaient sous les pieds des chevaux, au lieu de chercher parmi une population indignée des vengeurs à leurs maris ; elles employèrent à tresser des couronnes pour ceux qui avaient arraché la vie à ces infortunés, les fleurs dont elles devaient orner leur tombe.

Chaque membre de cette armée nombreuse que les alliés déployèrent aux yeux de la capitale portait au bras droit une écharpe blanche, qui servit à

échauffer la multitude. On a dit, et eux-mêmes l'ont répété, que cette distinction avait été donnée aux troupes de la coalition, parce qu'il était arrivé que, ne se connaissant pas à cause de la variété de leurs uniformes, elles s'étaient réciproquement prises pour ennemies, et s'étaient battues entre elles. Que cela soit vrai ou non, la multitude, qui ne juge que par les yeux, n'en donna pas moins à ce signe de reconnaissance une autre interprétation qui devint favorable à l'exécution des projets de l'empereur Alexandre.

Les troupes ennemies remplirent Paris et les environs ; elles portèrent en même temps des corps avancés sur les routes de Fontainebleau et d'Orléans.

L'empereur de Russie qui s'était réservé le rôle de l'Agamemnon de la croisade, vit bien que déjà il était l'arbitre du sort de ce même monarque qu'à une époque non éloignée encore il était venu implorer dans un triomphe mieux mérité que celui dont il étalait la pompe. La vraie puissance est généreuse, le cœur dans lequel cette vertu n'habite pas est privé par la nature de la première des qualités nécessaires à celui qui veut s'élever au-dessus de ses semblables. L'empereur Alexandre laissa défiler les troupes, et se rendit, comme il l'avait annoncé, chez M. de Talleyrand. Les moyens qu'on voulait mettre en œuvre avaient été ébauchés dans l'entrevue qu'avait eue le ministre avec M. de Nesselrode : l'autocrate reprit sur le champ la discussion, et se laissa facilement convaincre que ce qu'il y avait de mieux à faire était ce qu'il désirait(1). La chute de l'em-

(1) L'empereur Alexandre, après avoir exprimé les magnanimes intentions qui animaient les alliés, à peu près comme il le fit devant nous, ainsi qu'on va le lire dans un moment, dit à M. de Talleyrand qu'il n'avait pas voulu arrêter une détermination définitive avant d'en avoir conféré avec lui ; qu'il y avait trois partis à prendre :

1° Faire la paix avec Napoléon, en prenant toutes ses sûretés contre lui ;

2° Etablir la régence ;

pereur fut arrêtée ; mais on voulut ménager l'amour-propre national. On convint de faire exécuter par des mains françaises ce qui eût révolté de la part des alliés. En conséquence, M. de Talleyrand fut

3° Rappeler la Maison de Bourbon.

M. de Talleyrand s'attacha à faire sentir les inconvénients des deux premières propositions, et à les ruiner dans l'esprit du Conseil devant lequel il parlait. Il passa ensuite à l'établissement de la troisième, comme la seule chose qui convînt, qui fût désirée, qui pût être acceptée généralement, et qui finît pour tout et avec tous, en mettant un terme désiré à la tyrannie, et en donnant des garanties aussi fortement désirées pour la liberté, sous des principes d'un caractère connu par leur modération, instruits par le malheur et par un long séjour dans une terre toute de liberté. On ne lui contesta pas les convenances, mais bien l'existence d'un désir dont on n'avait pas trouvé la manifestation sur toute la route traversée par l'armée, dans laquelle au contraire la population s'était prononcée d'une manière hostile. On appuyait sur la résistance de l'armée qui se retrouvait au même degré dans les corps de nouvelles levées et dans les vétérans. On avait vu, il y avait peu de jours, à la Fère-Champenoise, un corps de plusieurs milliers d'hommes arrachés tout fraîchement à la charrue, se battre jusqu'au dernier contre les troupes alliées, au milieu desquelles ils étaient tombés sans s'en douter. Surpris, enveloppés, il fallut que l'empereur Alexandre arrachât leurs débris à la mort qu'ils continuaient de braver. On résistait donc à l'idée que le rappel de la Maison de Bourbon ne fût pas contrarié par les dispositions d'un très grand nombre de personnes. L'empereur demanda à M. de Talleyrand quels moyens il se proposait d'employer pour arriver au résultat qu'il annonçait. Il répondit que ce seraient les autorités constituées, et qu'il se portait fort pour le Sénat : que l'impulsion donnée par celui-ci serait suivi par Paris et par toute la France. Quelque solides que fussent les raisons qu'il allégua, et quelque confiance que l'on eût dans l'influence qu'il était dans le cas d'exercer sur le Sénat, cependant la résistance durait encore, et ce fut pour la vaincre, qu'il crût devoir s'étayer du témoignage de M. le baron Louis et du mien, et qu'il proposa à l'empereur de nous interroger comme des personnes que, depuis plusieurs mois, il avait vu occupées des mêmes intérêts, et de la recherche des moyens de les ménager.

Cette proposition ayant été agréée, M. de Talleyrand nous

chargé de réunir ses amis, de se concerter avec ses complices, afin d'aviser aux moyens qu'exigeait la circonstance.

Ses choix étaient déjà à peu près faits. La capitale

introduisit dans la pièce ou se tenait le Conseil. On se trouva rangé de manière à ce que, du côté droit, le roi de Prusse et M. le prince de Schwartzenberg se trouvassent les plus rapprochés du meuble d'ornement qui est au milieu de l'appartement : M. le duc de Dalberg était à droite de M. de Schwartzenberg ; MM. de Nesselrode, Pozzo di Borgo, prince de Liechtenstein suivaient. M. le prince de Talleyrand se trouvait à la gauche du roi de Prusse, M. le baron Louis et moi placés auprès de lui : l'empereur Alexandre faisait face à l'assemblée, allait et venait. Ce prince, du ton de voix le plus prononcé, et soutenu d'un geste très animé, débuta par nous dire que ce n'était pas lui qui avait commencé la guerre, qu'on avait été le chercher chez lui ; que ce n'étaient ni la soif des conquêtes, ni celle de la vengeance, qui l'amenaient à Paris ; qu'il avait tout fait pour épargner à cette grande capitale, qu'il qualifia des épithètes les plus honorables, les horreurs de la guerre ; qu'il serait inconsolable si elle en avait été atteinte ; qu'il ne faisait point la guerre à la France, et que ses alliés et lui ne connaissaient que deux ennemis : l'empereur Napoléon et tout ennemi de la liberté des Français. Il s'adressa alors au roi de Prusse et au prince de Schwartzenberg, en leur demandant si ce n'étaient pas là leurs intentions. Leur acquiescement ayant suivi cette demande, il répéta avec la même action une partie de ce qu'il venait de dire, insistant sur des sentiments dont la générosité nous pénétrait d'admiration et de reconnaissance ; et après nous avoir répété plusieurs fois que les Français étaient parfaitement libres, que nous l'étions aussi, que nous n'avions qu'à faire connaître ce qui nous paraissait certain dans les dispositions de la nation, et que son vœu serait soutenu par les forces alliées, il s'adressa à chacun de nous. Lorsque mon tour de parler fut venu, j'éclatai par la déclaration que nous étions tous royalistes ; que toute la France l'était comme nous ; que, si elle ne l'avait pas montré, il ne fallait en accuser que les négociations continues de Châtillon ; qu'elles avaient suffi pour tout allanguir, qu'il en était de même de Paris ; qu'il se prononcerait aussitôt qu'il serait appelé à le faire, et qu'il y aurait de la sûreté : que, d'après l'influence que Paris exerçait sur la France depuis la Révolution, son exemple serait décisif et répété partout. L'empereur s'adressa

restée, pour ainsi dire, sans administrateurs lui fournissait un prétexte plausible ; il eut recours au Sénat, et adressa de suite aux divers membres de ce Corps qui étaient encore à Paris, des lettres de convocation. La mesure était illégale et compromettait sans retour ceux qui s'en rendaient complices ; mais les chefs de la coalition savaient comment on enhardit les hommes. Ils avaient assuré leur avenir à ceux qui étaient accourus au-devant de la séduction (1) : ils ne pouvaient hésiter à donner des garanties à ceux qu'ils cherchaient à compromettre. Ils s'engagèrent à ne traiter ni avec Napoléon ni avec aucun membre de sa famille, et confondant, par une fiction odieuse, une poignée de traîtres avec la nation, ils couvrirent les murs de la capitale d'une pièce où, après avoir accueilli les vœux de la nation française, ils déclarèrent :

Que si les conditions de la paix devaient renfermer de plus fortes garanties lorsqu'il s'agissait d'enchaîner

de nouveau au roi de Prusse et au prince de Schwartzenberg : ils répondirent dans un sens parfaitement conforme à celui des opinions que nous avions énoncées. Eh bien ! dit alors l'empereur Alexandre, je déclare que je ne traiterai plus avec l'empereur Napoléon : il fut observé que Napoléon seul se trouvait exclu par cette déclaration qui n'atteignait pas sa famille, et, sur nos représentations, l'empereur ajouta, ni avec aucun membre de sa famille. (De Pradt, *Précis historique de la Restauration*, page 54 à 59.) *(En note dans l'édition originale)*.

(1) Les alliés étonnés de ne recevoir aucune manifestation des sentiments de la nation, se sentant sur un terrain tout neuf, au milieu d'éléments absolument inconnus, désiraient s'appuyer des connaissances des personnes qu'ils supposaient être les mieux informées de l'état interne de la France ; MM. de Talleyrand et Dalberg avaient fixé leur attention d'une manière toute particulière. Quelque peu de titres que je pusse avoir à partager cet honneur, il m'avait été accordé. On avait poussé l'attention jusqu'à pourvoir à notre avenir, s'il eût été compromis par l'issue des événements. (De Pradt, *Précis historique de la Restauration*, p. 26.) *(Note de l'édition originale)*.

l'ambition de Bonaparte, elles doivent être plus favorables lorsque, par un retour vers un gouvernement sage, la France elle-même offrira l'assurance du repos.

Les souverains proclament en conséquence qu'ils ne traiteront plus avec Napoléon Bonaparte, ni avec aucun membre de sa famille ;

Qu'ils respectent l'intégrité de l'ancienne France telle qu'elle a existé sous ses rois légitimes. Ils peuvent même faire plus, parce qu'ils professent toujours les principes que, pour le bonheur de l'Europe, il faut que la France soit grande et forte ;

Qu'ils reconnaîtront et garantiront la Constitution que la nation française se donnera. Ils invitent, par conséquent, le Sénat à désigner sur-le-champ un gouvernement provisoire, qui puisse pourvoir aux besoins de l'administration, et préparer la Constitution qui conviendra au peuple français.

Les intentions que je viens d'exprimer me sont communes avec toutes les puissances alliées.

Paris, le 31 mars 1814, trois heures après midi.

ALEXANDRE.

Ceux mêmes qui s'étaient donné le plus de mouvement pour favoriser les vues de Talleyrand étaient bien loin de prévoir tous les maux qu'ils préparaient : ils étaient même persuadés qu'il leur était réservé de les détourner. L'empereur de Russie, dans ce premier entretien, confia-t-il à M. de Talleyrand le fond de sa pensée et son dernier projet ? Je ne le pense pas, quoi qu'en dise M. de Pradt. Je n'ai, il est vrai, à cet égard, que mes conjectures, mais elles ont aussi leur valeur. Je vais les rapporter.

CHAPITRE XXV

Composition du gouvernement provisoire. — M. de Pradt. — Le duc de Vicence reçoit ordre de se retirer. — Marmont : séductions dont on l'entoure. — M. de Bourrienne. — Le duc de Raguse ne veut rien entendre. — Artifices d'Alexandre. — Toujours M. de Talleyrand. — Il envoie des émissaires à Fontainebleau et à Essonne. — Le maréchal Oudinot. — Montessuy. — Marmont se laisse séduire. — Conseil des généraux.

Je tiens d'un homme qui a servi de secrétaire à M. de Talleyrand dans cette circonstance, que ce grand désorganisateur avait fait son thème de deux manières ; il avait porté sur la liste des personnes dont il voulait composer le gouvernement provisoire :

1° Lui-même, comme président ;

2° Beurnonville, qui avait été son agent en Espagne et en Russie ;

3° Jaucourt, son collègue de Révolution ;

4° Dalberg, sa créature, qu'il avait marié à la fille de madame de Brignole.

5° M. Barthélemy, le Sénateur, homme généralement estimé.

Ces choix n'annonçaient pas assurément le projet de rappeler la branche aînée de la Maison de Bourbon, et garantissaient une majorité constante aux opinions de M. de Talleyrand. Ce ne fut qu'après l'entretien qu'il a eu avec l'empereur de Russie qu'il substitua l'abbé de Montesquiou à M. Barthélemy. Ainsi la proposition qu'il avait fait porter à Hartwell n'était pas ce dont il se souciait le plus ;

et si l'empereur Alexandre ne lui eût laissé entrevoir qu'il penchait pour le retour de la Maison de Bourbon, il est probable qu'il n'eût pas tenu grand compte de son traité. Une chose qui prouve combien peu il était disposé à travailler pour la légitimité, c'est que, même après avoir saisi la véritable pensée de l'autocrate, il ne prit parmi les amis de la monarchie que l'abbé de Montesquiou, afin de conserver la majorité, dans le cas où l'empereur de Russie ne se serait pas tellement prononcé qu'il n'y eût encore espérance de lui faire adopter une idée qu'on avait peut-être pas osé lui développer, et qui aurait rencontré des obstacles, s'il y avait eu dans le gouvernement plus d'un membre de la couleur de M. de Montesquiou.

Le gouvernement composé, on s'occupa de pourvoir aux places principales de l'administration. On fit choix de M. l'abbé Louis, Conseiller d'Etat, pour les finances ;

De M. Beugnot, Conseiller d'Etat, pour l'intérieur ;

De M. Malouet, Conseiller d'Etat, (en exil) pour la marine ;

Du général Dupont, pour la guerre ;

De M. Anglès, maître des requêtes, qui était chargé du troisième arrondissement de la police, pour le ministère de la police générale ;

Du général Dessoles, pour le commandement de la garde nationale ;

De l'archevêque de Malines, pour la Légion-d'Honneur ;

Et de M. de Bourrienne, pour l'administration des postes.

Ces travaux préparatoires achevés, M. de Talleyrand se rendit au Sénat, où toutes ces mesures furent converties en décret.

Les divers individus que M. de Talleyrand s'était associés prirent possession des différentes branches d'administration auxquelles ils étaient si illégalement appelés, sans rencontrer aucune opposition, parce qu'on aime à voir sa responsabilité à couvert

lorsqu'on a besoin à chaque instant d'une direction nouvelle.

Ces places pourvues, l'administration se trouva organisée et commença à se donner du mouvement. Elle annonçait, ou du moins elle ne dissimulait pas ses vues ; mais elle n'avait encore arboré aucun signe, pris aucune couleur que n'avouât pas la nation.

Le préfet de la Seine, M. de Chabrol, et le préfet de police, M. Pasquier, furent conservés, parce qu'ils convenaient l'un et l'autre aux deux hypothèses sur lesquelles M. de Talleyrand avait fait son thème. Ces deux magistrats n'étaient point des hommes de Révolution, ils ne pouvaient qu'obéir aux événements ; on ne les avait laissés à Paris que pour cela.

M. de Talleyrand assembla chez lui les membres du gouvernement provisoire, et les présenta, ou, pour mieux dire, les livra à l'empereur de Russie, qui ne leur parla qu'en protecteur des grands travaux qu'ils allaient faire (1). Il connaissait assez les hommes pour savoir que c'était la manière la plus sûre de les faire courir au-devant de ses désirs. Je tiens de l'archevêque de Malines lui-même, qu'il demanda dans cette présentation un entretien particulier à l'empereur Alexandre, qui le lui accorda ; il lui dit que, « quoi que l'on se proposât de faire, l'opinion ne se prononcerait pas tant qu'on ne serait pas assuré de ses sentiments particuliers, et que d'ailleurs la présence de M. de Caulaincourt à Paris glaçait tout le monde. »

(1) Un homme qui se disait mon allié, dit l'empereur Alexandre à la députation du Sénat chargée de lui présenter la résolution que ce corps venait d'adopter, un homme qui se disait mon allié, est arrivé dans nos Etats en injuste agresseur (Voyez les aveux de Boutourlin) ; c'est à lui que j'ai fait la guerre et non à la France (voir le traité de Paris). Je suis l'ami du peuple français ; ce que vous venez de faire redouble encore ces sentiments : il est juste, il est sage de donner à la France des institutions fortes et libérales qui soient en rapport avec les lumières actuelles. Mes alliés et moi ne venons que pour protéger vos décisions. *(Note de l'édition originale).*

La puissance de l'empereur Alexandre était déjà assez bien établie pour lui assurer le succès de ce qu'il allait entreprendre. Il donna audience le soir même à M. de Caulaincourt. Ce dernier ne m'a pas communiqué les détails de l'entretien ; mais assurément il ne fut pas reçu comme l'ambassadeur de France, quoiqu'il le fût du reste avec la bienveillance habituelle que l'empereur de Russie employait à son égard. Le duc de Vicence ne voyait que trop ce qui allait arriver. Il était le seul qui eût eu assez de relations directes avec ce prince pour ne pas craindre de prendre le ton qui convenait à la circonstance, sans cependant le dépasser ; il est présumable qu'il fit tout ce qu'il lui fut possible pour détourner l'orage, ou tout au moins suspendre l'explosion. Mais tous ses efforts furent inutiles ; l'empereur Alexandre lui notifia sèchement que sa présence comprimait l'opinion, qu'il l'empêchait de se prononcer, et que cependant les souverains avaient besoin de la connaître pour prendre une décision. En conséquence, il lui signifia qu'il eût à s'éloigner, et que les alliés n'avaient rien à répondre aux communications qu'il avait faites.

Cette injonction, et surtout la déclaration dont les murs de la capitale étaient couverts, avaient accru les chances de la conspiration. Les Sénateurs, étourdis par l'orage et comprimés par une surprise que je raconterai tout à l'heure, ne pouvaient opposer de résistance ; la déchéance fut mise en délibération Chacun était plus ou moins engagé, personne n'essaya de combattre la mesure, et la chute de l'empereur fut prononcée.

M. de Caulaincourt s'éloigna et revint à Fontainebleau, où l'empereur avait réuni sa faible armée, qui ne comptait pas soixante mille combattants. On juge aisément de la situation d'esprit dans laquelle le jeta la réponse de l'empereur de Russie. Il avait auprès de lui les maréchaux Berthier, Moncey, Lefebvre, Ney, Macdonald, Oudinot, Mortier et Marmont, dont le quartier général était à Essonne, à moitié chemin sur la route de Fontainebleau à Paris ;

celui du maréchal Mortier était auprès de Villeroi, un peu en arrière d'Essonne du côté de Fontainebleau, de sorte que le premier faisait tète de colonne.

Avant de quitter Paris, il avait transmis à l'empereur la capitulation qu'il avait signée, et lui avait fait dire que, s'il voulait rentrer de force dans la capitale, il devait s'attendre à la voir tout entière s'armer contre lui. L'aide de camp rendit le message tel que le lui avait donné le duc de Raguse, mais il ne fut pas à l'épreuve de cet horrible mensonge ; il en fut longtemps malade, et avoua à quelqu'un qui me l'a répété, que cette coupable faiblesse avait empoisonné sa vie.

Marmont alla lui-même voir l'empereur à Fontainebleau, mais ne lui dit pas un mot de ce qui s'était passé chez lui le soir de la capitulation ; il se retira et était déjà rentré à Essonne lorsque M. de Caulaincourt y passa en revenant de chez l'empereur de Russie. L'empereur avait laissé ignorer aux maréchaux qui étaient près de lui les dangers qui menaçaient l'Etat ; mais les uns et les autres avaient leurs familles à Paris, ils furent bientôt instruits de tout ce qui s'était fait ou se préparait : on y prenait une résolution dont le mot de ralliement n'était pas prononcé. Les murailles étaient tapissées de proclamations de Louis XVIII ; c'était l'idée principale que l'on jetait dans la multitude : était-ce par l'ordre ou avec l'assentiment de l'empereur de Russie qui voulait tâter l'opinion sans avoir l'air de la diriger, afin de pouvoir se retirer de la partie, si cela devenait nécessaire à une autre idée qu'il prévoyait peut-être qu'il serait obligé d'adopter ; ou bien était-ce M. de Talleyrand qui faisait placarder ces proclamations, d'après l'ordre tacite ou les communications de ce prince ? Je ne pourrais le dire, mais ni l'un ni l'autre n'ignoraient ce qui se passait ; ils n'avaient qu'à prononcer un mot pour mettre un terme au désordre.

Malgré l'espèce d'anonyme que l'on voulait donner à la publication des proclamations du roi, on ne pouvait pas se méprendre sur leur point de départ. Que

ce fût, au reste, l'empereur Alexandre ou M. de Talleyrand qui les fît répandre, l'un et l'autre avaient des motifs pour ne pas se laisser apercevoir ; je m'explique. L'empereur Alexandre n'avait cessé de répéter qu'il ne faisait la guerre qu'à l'empereur, qu'il n'en voulait ni à la France ni aux Français. Il tenait ce langage pour détacher la nation de son chef, dépopulariser celui-ci et arrêter l'élan que l'on cherchait à donner à la population ; s'il avait annoncé le projet qu'il exécuta, personne n'aurait été dupe de ses discours, et la plus grande faute qu'il aurait pu faire aurait été de permettre que l'on affichât les proclamations de Louis XVIII dans les villes où il entrait : il aurait vu s'il l'avait fait, les campagnes accourir sous les bannières de l'insurrection qui se serait organisée toute seule. Ses promesses fallacieuses de bonheur prévinrent le mouvement, et finirent par lui donner la victoire.

L'empereur Alexandre avait non seulement la nation à abuser, il fallait aussi donner le change à l'empereur d'Autriche, se ménager les moyens de se rejeter sur l'opinion et d'attribuer à ses exigences ce qui n'était que son ouvrage. Aussi ne fut-ce qu'après la rupture des conférences de Châtillon, et aux portes de Paris, que l'on commença à jeter les proclamations aux avant-postes français.

L'empereur d'Autriche avait assurément beaucoup de griefs particuliers contre l'empereur, mais on ne peut lui faire l'injure de supposer qu'il eût été insensible au rôle humiliant qu'on lui faisait jouer en l'attachant au char du conquérant, qui ne lui laissait, pour sa part de triomphe, que la détrônisation de sa fille. Il serait injuste de croire que ce prince eût été indifférent à tout ce qu'il aurait vu faire pour y parvenir, si l'empereur de Russie lui avait laissé entrevoir son projet ; il n'y a pas de père, quelle que soit sa condition, qui n'aime à se persuader que l'on trompait celui d'Autriche, qui avait présenté sa fille à l'amour des Français, parée de ses vertus et riche de la tendresse de son père.

On doit encore supposer que, si ce prince eût soupçonné que le projet que nourrissait l'empereur de Russie en franchissant le Rhin était de détrôner sa fille, non seulement il aurait répondu sur un autre ton à celle-ci, dans la série de lettres qu'il lui écrivit depuis l'invasion de notre territoire, mais encore, qu'au lieu de s'en tenir à lui conseiller d'engager son mari à faire la paix, il lui aurait dit franchement les dangers qu'elle courait elle-même. On doit ajouter encore qu'il ne se serait pas tenu de sa personne aussi éloigné du quartier général de l'armée alliée, qu'il ne rejoignit qu'à Paris. On lui fit voir les choses sous les couleurs qu'il plut à l'empereur de Russie de leur donner. C'est par ces diverses considérations que l'empereur Alexandre évitait encore d'avouer une révolution qui dès lors n'aurait plus été considérée que comme son ouvrage.

M. de Talleyrand avait des raisons plus fortes encore pour se ménager. D'abord il ne se souciait nullement au fond du retour de la branche aînée de la Maison de Bourbon, avec laquelle il avait trop de comptes à régler et pas assez de temps pour traiter de ses intérêts personnels. Il jugeait bien que la volonté de l'empereur de Russie l'emporterait : néanmoins il ne désespérait pas encore de lui surprendre une détermination, que lui M. de Talleyrand resterait encore maître de changer, tant qu'elle n'aurait pas été annoncée publiquement.

D'un autre côté, il savait bien qu'il ne pouvait pas se flatter de consommer l'œuvre qu'il se proposait tant que l'armée resterait fidèle à l'empereur, parce que la majorité de la nation s'y rallierait toujours. Il vogua à travers toutes ces difficultés, en donnant des espérances à ceux qui voulaient le retour pur et simple de la Maison de Bourbon, et en calmant les inquiétudes de ceux qui le craignaient. Il se servit tour à tour des uns et des autres pour mettre à fin ce qu'il projetait. Il avait expédié M. de Montessuy près du maréchal Marmont, à Essonne, et en même temps il avait envoyé un émissaire particulier près

du général Lamotte (1) qui se trouvait à Fontaine bleau.

Ces deux messagers avaient chacun un langage différent à tenir pour faire arriver leur mission au même résultat.

Ils avaient pour moyens de persuasion l'assurance que l'empereur de Russie était décidé à ne pas traiter avec l'empereur, que ce n'était qu'à lui qu'il en voulait, et que hors lui il accorderait tout ce qui lui serait proposé.

C'était le langage convenu pour être mis en usage près des officiers de l'armée qui exerçaient de l'influence sur les troupes, accoutumées à les voir depuis longtemps à leur tête. Comme le but était de détacher les soldats de l'empereur, il fallait naturellement commencer par obscurcir le jugement de ceux qui les commandaient, car la plupart d'entre eux avaient des antécédents qui n'étaient pas de nature à faire croire qu'ils pussent jamais transiger avec la Maison de Bourbon. L'état de lassitude était si complet que les agents désorganisateurs parvinrent à accréditer facilement ce qu'ils voulaient répandre. En un mot, les uns se laissèrent aller et les autres n'opposèrent pour résistance que l'inertie.

Montessuy s'y prit autrement avec Marmont. Il annonça au maréchal que la résolution de l'empereur Alexandre était arrêtée, que ce prince avait déclaré qu'il ne traiterait plus ni avec l'empereur ni avec aucun membre de sa famille. Il lui peignit les malheurs qui allaient fondre sur la France, les divisions, la guerre civile avec les horreurs qu'elle traîne à sa suite ; car on était bien décidé à rejeter la régence, attendu qu'elle ramènerait forcément l'empereur au pouvoir. Il insista d'autant plus sur ce point, que c'était le moyen de décider Marmont, et de donner un but à sa défection. En effet, si la régence eût été proclamée, sa position était faite, tandis que placé vis-à-vis de l'anarchie révolutionnaire, tout était compromis. Dès lors il ne devait

(1) Beau-frère de Roux-Laborie.

pas balancer sur ce qu'on lui proposerait, fût-ce même le retour des Bourbons, parce que d'une part il avait des honneurs à conserver, et que dans sa vanité il se flattait d'en acquérir de nouveaux en donnant l'exemple de l'abandon. Ces considérations étaient les seules qui fussent capables d'égarer Marmont, et sans la défection d'une partie de l'armée on ne pouvait rien exécuter de ce que voulait l'empereur de Russie. Montessuy ajouta que « nécessairement il y aurait anarchie si l'on ne prenait pas bien vite un parti pour ramener tout à un même pouvoir ; que l'essentiel était d'avoir un point de ralliement. Il lui dit que c'était tellement l'opinion de M. de Talleyrand, que ce prince venait d'écrire à M. le comte d'Artois, parce qu'il préférait les Bourbons, que Bordeaux avait reconnus, aux Jacobins qui commençaient à surgir de toutes parts ; que si lui, Marmont, dont les qualités sociales étaient si aimables, les sentiments patriotiques si élevés et les talents militaires si connus, voulait se couvrir de gloire en donnant à l'armée le courageux exemple de se rallier à ce parti, il éviterait la guerre civile, ce qui était la plus belle couronne qu'il pût ambitionner. Il lui dit qu'indépendamment de la satisfaction personnelle qu'il en recueillerait, son exemple lui donnerait les premiers droits aux faveurs, d'autant plus que déjà les commissaires du roi prenaient à Paris note de tous ceux qui se présentaient, qu'ils recevaient leurs serments d'obéissance et de fidélité. »

Cela était faux : on cherchait encore un traître : Marmont le vit et repoussa le rôle qu'on lui destinait. L'intrigue ne se rebuta pas. Elle mit en campagne de nouveaux émissaires et l'on vit affluer à Essonne une foule d'hommes qui, tout couverts des bienfaits de l'empereur, n'insistaient pas moins vivement auprès du maréchal pour l'en détacher. Le duc résista encore, mais il avait admis des individus dont il ne devait pas tolérer la présence : il ne tarda pas à porter la peine de son imprudence. Compromis comme ils étaient, les chefs du parti

qui s'était livré à l'étranger n'avaient d'autre alternative que de réussir ou de s'expatrier. Ils le sentaient, aussi ne négligeaient-ils rien pour consommer la défection qu'ils méditaient. Ils firent agir ceux des magistrats qui pouvaient exercer quelque influence sur le maréchal; ils lui dépêchèrent quelques uns de ses amis, et en même temps qu'ils lui dépeignaient la cause de l'empereur comme à jamais perdue, ils sollicitaient Schwartzenberg à lui offrir une sorte de planche de salut, à l'aide de laquelle il pût se flatter d'échapper au naufrage. Le généralissime y consentit : ses ouvertures furent accueillies et les bases de la défection arrêtées (1). Mais le duc de Raguse savait bien que, s'il lui était

(1) *Lettre du prince de Schwartzenberg au maréchal duc de Raguse.*

Le 3 avril.

Monsieur le Maréchal,

J'ai l'honneur de faire passer à V. Exc., par une personne sûre, tous les papiers publics et documents nécessaires pour mettre parfaitement V. Exc. au courant des événements qui se sont passés depuis que vous avez quitté la capitale, ainsi qu'une invitation des membres du gouvernement provisoire à vous ranger sous les drapeaux de la bonne cause française. Je vous engage au nom de votre patrie et de l'humanité, à écouter des propositions qui doivent mettre un terme à l'effusion du sang précieux des braves que vous commandez.

Réponse du maréchal duc de Raguse.

Monsieur le Maréchal,

J'ai reçu la lettre que V. A. m'a fait l'honneur de m'écrire, ainsi que tous les papiers qu'elle renfermait. L'opinion publique a toujours été la règle de ma conduite. L'armée et le peuple se trouvent déliés du serment de fidélité envers l'empereur Napoléon par le décret du Sénat. Je suis disposé à concourir à un rapprochement entre l'armée et le peuple, qui doit prévenir toute chance de guerre civile et arrêter l'effusion du sang; en conséquence, je suis prêt à quitter avec mes troupes l'armée de l'empereur Napoléon

impossible d'abuser ses troupes, il n'en était pas ainsi des généraux ; il savait qu'il dépendait d'eux de faire tout manquer ou tout réussir. Il se détermina en conséquence à leur communiquer les propositions qui lui étaient faites, sous prétexte que cela les intéressait personnellement, et qu'il ne voulait pas dé-

aux conditions suivantes, dont je vous demande la garantie par écrit :

Art. 1. Moi, Charles prince de Schwartzenberg, maréchal et commandant en chef les armées alliées, je garantis à toutes les troupes françaises qui, par suite du décret du Sénat du 2 avril, quitteront les drapeaux de Napoléon Bonaparte, qu'elles pourront se retirer librement en Normandie avec armes, bagages et munitions, et avec les mêmes égards et honneurs militaires que se doivent réciproquement les troupes alliées :

2. Que si,par suite de ce mouvement, les événements de la guerre faisaient tomber entre les mains des puissances alliées la personne de Napoléon Bonaparte, sa vie et sa liberté lui seraient garanties dans un espace de terrain et dans un pays circonscrit au choix des puissances alliées et du gouvernement français.

Réponse de M. le maréchal prince de Schwartzenberg.

Monsieur le Maréchal,

Je ne saurais assez vous exprimer la satisfaction que j'éprouve en apprenant l'empressement avec lequel vous vous rendez à l'invitation du gouvernement provisoire, de vous ranger, conformément au décret du 2 de ce mois, sous les bannières de la cause française.

Les services distingués que vous avez rendus à votre pays sont reconnus généralement ; mais vous y mettez le comble en rendant à leur patrie le peu de braves échappés à l'ambition d'un seul homme.

Je vous prie de croire que j'ai surtout apprécié la délicatesse de l'article que vous demandez, et que j'accepte relativement à la personne de Napoléon. Rien ne caractérise mieux cete belle générosité naturelle aux Français, et qui distingue particulièrement le caractère de Votre Excellence.

Agréez les assurances de ma haute considération.

A mon quartier général, le 4 avril 1814.

Schwartzenberg.

cider de la principale action de leur vie sans leur assentiment ; il les appela à une espèce de conseil, où assistèrent entre autres Compans et Souham. La cavalerie de ce corps d'armée était commandée par le général Bordesoulle, à coup sûr un des hommes les plus braves qui aient existé. Pour passer dans une armée ennemie, il faut qu'il ait été étrangement abusé, car il était capable d'entreprendre de la combattre à lui seul (1).

Marmont, qui exerçait une certaine puissance d'opinion, puissance qui dérivait d'ailleurs du commandement dont il savait faire sentir le poids, communiqua à ses généraux ce qui venait de se passer entre lui et M. de Montessuy. Il leur fit un long et affligeant détail de tous les maux qui allaient accabler la patrie, si quelqu'un ne donnait pas l'exemple de la réunion à un pouvoir qui pourrait se consolider et préserver la France de l'anarchie. Il leur dit que ce pouvoir était la Maison de Bourbon, que les alliés rappelaient au trône, et avec laquelle Paris était déjà entré en arrangement ; que la France ni les Français n'y perdraient rien ; qu'il n'y aurait que l'empereur de sacrifié. Il leur annonça que, quant à lui, son parti était pris ; qu'il les avait assemblés pour le leur communiquer, les laissant les maîtres de leurs déterminations. Il n'ignorait pas qu'un esprit supérieur entraîne toujours les faibles, particulièrement dans des circonstances hors de la portée des intelligences communes.

Les généraux de son armée ne pouvaient d'ailleurs suspecter les intentions de leur chef, dès qu'il s'agissait de l'empereur. Ils crurent qu'il n'obéissait qu'à une rigoureuse nécessité, et adoptèrent le parti qu'il avait pris, déplorant toutefois d'être réduits à abandonner leur souverain.

(1) Aussi Marmont ne lui fit-il d'abord aucune communication ; ce ne fut que lorsqu'on ne put plus empêcher que l'affaire ne vînt à sa connaissance que l'on se décida à lui en parler. On commença d'abord à le faire avec réserve, et ce ne fut qu'au moment décisif, comme on va le voir, qu'il fut informé de tout. (*Note de l'édition originale*).

On suivit les relations qu'avait ouvertes Schwartzenberg. Les conditions de la défection furent discutées, convenues, sans néanmoins être signées (1). Marmont conserva en conséquence la position qu'il occupait. Il continua de faire tête de colonne, soit qu'il balançât encore, soit même qu'il voulût revenir sur la surprise qu'on lui avait faite.

(1) ARTICLE PREMIER. — Les troupes françaises qui, par suite du décret du Sénat du 2 avril, quitteront les drapeaux de Napoléon Bonaparte, pourront se retirer en Normandie avec armes, bagages et munitions, et avec les mêmes égards et honneurs militaires que les troupes alliées se doivent réciproquement.

ART. 2. — Si, par suite de ce mouvement, les événements de la guerre faisaient tomber entre les mains des puissances alliées la personne de Napoléon Bonaparte, sa vie et sa liberté lui seraient garanties dans un espace de terrain et dans un pays circonscrit au choix des puissances alliées et du gouvernement français.

Chevilly, 4 avril 1814.

Ce ne fut qu'après la défection consommée que l'on régularisa cet acte inoui.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

---

1. Lettre de M. de Metternich à M. de Bassano (22 juillet 1813).
2. Réponse du duc de Bassano (24 juillet 1813).
3. Convention du 30 juin 1813.
4. Note de M. de Metternich aux plénipotentiaires français (29 juillet 1813).
5. Note des plénipotentiaires français à M. de Metternich (6 août 1813).
6. Réponse des plénipotentiaises français (9 août).
7. Déclaration de guerre de l'Autriche (12 août 1813) et observations dictées par Napoléon.
8. Dernière note de M. de Bassano à M. de Metternich (18 août 1815).
9. Dernière note de M. de Metternich à M. de Bassano (21 août 1815).
10. Réponse à M. Tourton.

I.

Lettre de M. de Metternich à M. de Bassano.

MONSIEUR LE DUC,

M. le comte de Narbonne m'a communiqué la dépêche que Votre Excellence lui a adressée, en date du 19 de ce mois, ainsi que les pièces y annexées, concernant les discussions qui ont eu lieu à Neumarck relativement à l'armistice.

J'ai rendu compte à l'empereur du nouveau retard qu'éprouve l'arrivée de M. le duc de Vicence. C'est d'ordre de Sa Majesté Impériale que j'écris directement à Votre Excellence pour la prier de porter à la connaissance de S. M. l'empereur des Français la pénible impression que ce retard a produite sur elle.

L'empereur, en adressant l'offre de sa médiation aux puissances belligérantes, n'a pas été seulement mû par le désir de la paix ; il y a été également déterminé par le besoin de faire cesser le plus tôt possible les charges qui, souvent plus que la guerre même, s'appesantissent sur les peuples pendant cet état intermédiaire qui n'est ni la guerre ni la paix.

Sa Majesté Impériale n'a pas demandé la prolongation de l'armistice de Pleisswitz. Elle n'a cependant pas hésité à employer ses bons offices pour faire admettre par les puissances alliées un terme additionnel de vingt jours à ajouter au terme présumé des négociations, lesquelles, attendu les distances des quartiers généraux respectifs, et les pourparlers nécessaires pour faire agréer à ces mêmes puissances la prolongation de l'armistice, ne pouvaient guère s'ouvrir que le 12 juillet.

L'engagement que, par l'article 4 de la convention du 30 juin dernier, S. M. l'empereur des Français avait pris envers la puissance médiatrice, de ne pas dénoncer avant le 10 août l'armistice existant, fut transmis par nous aux puissances alliées. LL. MM. l'empereur de toutes les Russies et le roi de Prusse accédèrent à la proposition de l'Autriche, et nous n'avons pas tardé à faire parvenir à S. M. l'empereur des Français l'information officielle de leur engagement formel à ce sujet. Que pouvait-il rester à désirer aux puissances belligérantes pour

entrer en négociation à Prague ? Par quelle autre voie plus légal l'engagement de la France et le contr'engagement des alliés de ne pas dénoncer l'armistice avant le 10 août pouvaient-ils être même rendus obligatoires de part et d'autre ? Quel surcroît d'assurance la France pouvait-elle attendre sur la détermination des puissances alliées ? Quelle garantie plus certaine pouvait-elle enfin recevoir d'une sincérité entière et parfaitement réciproque jusqu'au terme convenu ?

Des ordres cependant furent expédiés au quartier général français, aux commissaires à Neumarck. Une nouvelle discussion s'établit, de cette manière, à côté des garanties les plus formelles. Ce fait avait de quoi surprendre, mais nous étions loin de soupçonner qu'il entraînât les retards les plus précieux à la cause de la paix. Comment prévoir la possibilité que les plénipotentiaires de la puissance médiatrice et des puissances alliées, réunis à Prague dès le 12 juillet, jour convenu pour l'arrivée des plénipotentiaires de part et d'autre, s'y trouveraient le 22 du mois, non seulement sans que le plénipotentiaire français y fût, mais même dans l'incertitude la plus complète sur l'époque de son arrivée ?

Un office que vient de m'adresser le baron d'Anstett ne me laisse point de doute qu'à Neumarck même le différend qui s'était élevé entre les commissaires doit y être aplani. Dix jours précieux ne sont pas moins perdus pour les négociations de Prague ; ils ne pourront être mis ni sur le compte de la puissance médiatrice, qui a rempli dans la plus grande étendue les engagements qu'elle avait contractés envers la France, ni imputés aux alliés, qui ont accepté, dans les formes diplomatiques, la prolongation de l'armistice, et dont les négociateurs sont arrivés ici le jour convenu.

La réunion des plénipotentiaires respectifs eût sans doute suffi pour ne pas laisser s'établir ailleurs des discussions sur des questions décidées d'avance entre les Cabinets.

Il me reste à prier Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître le plus tôt possible le terme auquel seront rendus ici les plénipotentiaires français, Sa Majesté Impériale désirant vivement de ne plus voir de nouveaux incidents servir de motif à une perte de temps irréparable.

Je prie Votre Excellence, etc.

METTERNICH.

2.

Réponse du duc de Bassano.

MONSIEUR LE COMTE,

M. le général de Bubna vient de me faire remettre la lettre de Votre Excellence, en date du 22 de ce mois. Ayant envoyé le même jour à M. de Narbonne ses pouvoirs et ses instructions, j'avais satisfait d'avance à la demande que vous me faites l'honneur de m'adresser par cette lettre. Elle se trouvait ainsi sans objet, et je n'ai point été dans le cas de la placer sous les yeux de Sa Majesté.

Quant aux détails dans lesquels vous avez jugé à propos d'entrer, Monsieur le Comte, je prie Votre Excellence d'agréer que je me borne, pour y répondre, à lui rappeler les faits au moyen de la notice ci-jointe.

J'ai l'honneur de vous offrir, etc.

Dresde, le 24 juillet 1813, au soir.

DUC DE BASSANO.

3.

1813

30 juin. Convention qui fixe au 5 juillet le jour de la réunion des plénipotentiaires et la prolongation de l'armistice au 10 août.

3 juillet. Lettre de M. le comte de Metternich. Son Excellence propose que la réunion n'ait lieu que le 8.

12 — Lettre du même. Son Excellence propose que la réunion n'ait lieu que le 12.

9 — Départ de M. le comte de Narbonne pour presser les réponses de tout ce qui avait été convenu avec M. le comte de Metternich.

1813	
9 Juillet	Lettre du duc de Bassano à M. le comte de Metternich. Il annonce la démarche faite à Neumarck.
8 —	Lettre de M. le comte de Metternich. Il donne avis de la nomination des plénipotentiaires russe et prussien, et de leur arrivée à Prague.
12 —	Lettre du même à M. le général de Bubna. Il voit avec plaisir l'ordre donné à Neumarck.
15 —	Envoi des déclarations des ministres russe et prussien, sur la prolongation de l'armistice.
16 —	Lettre du duc de Bassano, annonçant à M. le comte de Metternich la nomination du duc de Vicence et du comte de Narbonne comme plénipotentiaires français.
17 —	Correspondance de Neumarck. Les commissaires russe et prussien ne veulent prolonger l'armistice que jusqu'au 4 août.
22 —	Lettre d'envoi de ces pièces à M. le comte de Narbonne, pour les communiquer à M. le comte de Metternich.
22 —	Correspondance de Neumarck. Les commissaires russe et prussien annoncent qu'ils sont autorisés à convenir de la prolongation de l'armistice, aux termes de la convention du 30 juin. Ils élèvent des difficultés sur l'envoi d'officiers français aux gouverneurs des forteresses, et sur la fixation des quotités pour l'approvisionnement des places.
19 —	Envoi des pouvoirs et des instructions de M. le comte de Narbonne.
23 —	Envoi à M. le comte de Narbonne de la correspondance de Neumarck et des instructions du prince de Neuchâtel pour lever les dernières difficultés existantes.
25 —	Signature présumée des arrangements à Neumarck.
26 —	Départ du duc de Vicence pour Prague, en conséquence de la conclusion desdits arrangements.

4.

Note de M. de Metternich aux plénipotentiaires français.

Le soussigné, ministre d'Etat et des affaires étrangères de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, désirant voir ouvrir dans le plus court délai les négociations qui, d'ici au terme très rapproché de l'armistice, doivent conduire à la pacification des puissances belligérantes, a l'honneur de s'adresser à LL. EExc. MM. le duc de Vicence et le comte de Narbonne, plénipotentiaires de Sa Majesté l'empereur des Français, roi d'Italie, en les invitant à se concerter avec lui sur le mode à adopter pour les négociations.

Il ne s'en présente que deux : celui des conférences et celui des transactions par écrit. Le premier, où les négociateurs s'assemblent en séances réglées, retarde par les embarras d'étiquette, par les longueurs inséparables des discussions verbales, par la rédaction et la confrontation des procès-verbaux, et autres difficultés, la conclusion bien au-delà du temps nécessaire ; l'autre, qui a été suivi au congrès de Teschen, d'après lequel chacune des Cours belligérantes adresse ses projets et propositions en forme de notes au plénipotentiaire de la puissance médiatrice, qui les communique à la partie adverse, et transmet de même et dans la même forme la réponse à ces projets et propositions, évite tous ces inconvénients. L'extrait ci-joint en copie fera connaître à LL. EExc. MM. le duc de Vicence et le comte de Narbonne la marche qu'on a observée dans cette occasion.

Sans préjuger des instructions que Leurs Excellences les plénipotentiaires de France peuvent avoir reçues sur un objet sur lequel l'Autriche a déjà d'avance fixé l'attention de leur Cour, le soussigné a l'honneur de proposer de son côté ce mode, par le double motif de l'avantage énoncé plus haut, et de la brièveté du temps fixé pour la durée des négociations. La Cour médiatrice se trouve surtout portée à préférer cette voie abrégée, par la considération que les hautes puissances actuellement en négociation sont les mêmes dont les plénipotentiaires ont été réunis pour le Congrès de Teschen, et elle se

plaît à voir dans l'heureuse issue des transactions d'alors, le gage d'un résultat satisfaisant des présentes.

Le soussigné saisit avec empressement cette première occasion d'offrir à LL. EExc. MM. le duc de Vicence et le comte de Narbonne les assurances de sa haute considération.

Prague, le 29 juillet 1813.

COMTE DE METTERNICH.

A LL. EExc. le duc de Vicence et le comte de Narbonne, plénipotentiaires de France.

5.

Note des plénipotentiaires français à M. de Metternich.

Les soussignés, plénipotentiaires de S. M. l'empereur et roi, ont l'honneur de répondre aux notes qui leur ont été remises par S. Exc. M. le comte de Metternich, ministre d'Etat des affaires étrangères de S. M. I. l'empereur d'Autriche, plénipotentiaire de la puissance médiatrice.

La convention du 30 juin, par laquelle la France accepte la médiation de l'Autriche, a été signée après que l'on fut convenu des deux points suivants :

1° Que le médiateur serait impartial ; qu'il n'avait conclu et ne conclurait aucune convention, même éventuelle, avec une puissance belligérante, pendant tout le temps que dureraient les négociations.

2° Que le médiateur ne se présenterait pas comme arbitre, mais comme conciliateur, pour arranger les différends et rapprocher les parties.

La forme des négociations fut en même temps l'objet d'une explication entre M. le comte de Metternich et M. le duc de Bassano. Il fut jugé convenable de s'entendre d'avance à cet égard, parce que, dès la négociation de l'armistice du 4 juin, la Russie avait manifesté ses intentions et donné à connaître qu'elle voulait ouvrir des négociations non dans le but de la paix, mais dans la vue de compromettre l'Autriche et d'étendre

les malheurs de la guerre. On s'arrêta à la forme des conférences.

Les soussignés ne peuvent que témoigner leur étonnement et leurs regrets de ce que, depuis plusieurs jours qu'ils sont à Prague, ils n'ont pas encore vu les ministres russe et prussien, et que les conférences n'ont pas encore été ouvertes par l'échange des pouvoirs respectifs, et enfin de ce qu'un temps précieux a été employé à discuter des idées aussi imprévues qu'incompatibles avec le but de la réunion d'un Congrès, puisqu'elles tendent à établir que les plénipotentiaires doivent négocier sans se connaître, sans se voir et sans se parler.

La question posée par le plénipotentiaire du médiateur dans sa note du 29 juillet, lorsqu'il invite les soussignés à se concerter avec lui sur le mode à adopter pour la négociation, soit celui des conférences, soit celui des transactions par écrit, a été résolue d'avance par les explications qui ont accompagné la convention du 30 juin.

Toutefois, voulant autant que cela dépend d'eux lever toutes les difficultés et concilier les prétentions même les moins fondées, les soussignés proposent au plénipotentiaire du médiateur de n'exclure ni l'un ni l'autre mode de négociations, et de les adopter concuremment tous les deux.

A cet effet, on traiterait dans des conférences régulières, qui auraient lieu une ou deux fois par jour, soit par notes remises en séance, soit par des explications verbales qui seraient ou ne seraient pas insérées au protocole, selon la demande ou la réquisition des plénipotentiaires respectifs. Par ce moyen, l'usage de tous les temps serait suivi, et si le plénipotentiaire russe persistait à vouloir négocier la paix sans parler, il en serait le maître, et pourrait faire connaître par des notes les intentions de sa Cour.

Les soussignés se flattent que leur proposition conciliera tout, et que les conférences ne tarderont plus à s'ouvrir.

Prague, le 6 août 1813.

Caulaincourt, duc de Vicence ;
L. Narbonne.

6.

Réponse des plénipotentiaires français.

Les soussignés, plénipotentiaires de S. M. l'empereur des Français, ont reçu, avec les deux notes que S. Exc. M. le comte de Metternich, ministre d'Etat et des affaires étrangères, plénipotentiaire de la Cour médiatrice, leur a fait l'honneur de leur adresser hier, les copies de celles de MM. les plénipotentiaires russe et prussien. Pénétrés de l'obligation sacrée que leur impose la nature même de leur mission, celle d'écarter toute discussion qui n'aurait pas pour but de réaliser les plus chères espérances des peuples, les soussignés ne considéreront dans les notes qui leur ont été remises, que les points qui ont un rapport direct à l'œuvre de la pacification. Ils éviteront également de s'étendre en protestations de leur désir de la paix, parce que, quelque naturel qu'il soit de s'en honorer, ce désir règle l'esprit des négociations, mais non la marche des affaires, qui doivent se traiter suivant les usages reçus, dans leur ordre, et en levant les difficultés à mesure qu'elles se rencontrent.

C'est avec autant de surprise que de regret que les soussignés ont vu que ces notes avaient pour but de rejeter une proposition qui leur avait paru, et qui est en effet la seule propre à concilier la diversité d'opinion qui s'est élevée sur la forme des négociations.

Dans cet état de choses, ils s'adressent avec confiance au médiateur pour lui représenter, ce qu'il est impossible de ne pas reconnaître, que la seule ouverture qui ait tendu réellement à entamer la négociation a été faite par eux. En effet, les dissentiments des deux parties laissant la question indécise, et l'opinion du médiateur, quelque poids que lui donne sa sagesse et ses lumières, n'ayant pas pu la décider, les soussignés, autant par déférence pour le médiateur que par le désir d'aplanir toutes les difficultés, ont consenti à adopter entièrement le mode qu'il avait proposé, en demandant simplement qu'on admît aussi leur proposition.

C'était donc un pas de fait ; car il serait injuste de ne regarder comme tel, en négociation, que le sacrifice

total de ses prétentions qu'une des parties ferait à l'autre. Ils devaient espérer qu'après cette démarche de leur part, faite dans la forme que le médiateur avait désirée, il se déciderait enfin à faire valoir les motifs, non moins fondés sur la raison que sur l'usage, dont ils ont appuyé leur proposition dans les fréquentes conférences officielles qu'ils ont eues à ce sujet avec M. le comte de Metternich. Cependant ils voient que les plénipotentiaires alliés, sans combattre cette proposition, sans répondre aux considérations qui l'ont dictée, sans alléguer même d'autre raison que leur seule volonté, persistent dans leur prétention, et que le plénipotentiaire de la Cour médiatrice se range entièrement de leur avis, quoiqu'on ne puisse se dissimuler que le seul motif qu'il ait fait valoir pour justifier cette préférence ne se trouve plus fondé depuis que les soussignés ont admis la forme qu'il proposait.

Toutes les objections que l'on peut faire contre le mode qu'ils ont indiqué dans leur note du 6 tombent d'elles-mêmes, si l'on réfléchit qu'il concilie toutes les prétentions, qu'il réunit tous les avantages des différentes formes, l'authenticité de la négociation par écrit, et la facilité et la célérité de la négociation verbale.

Il serait superflu de s'attacher à relever l'étrange assertion que ce mode est inusité, puisque le plus simple examen des faits suffit pour la détruire. Personne n'ignore que dans les principaux congrès dont l'histoire fait mention, dans ceux où, comme à présent, on a eu à débattre des intérêts aussi compliqués que variés, à Munster, à Nimègue, à Riswich, cette double forme a toujours été employée. S'y refuser aujourd'hui, n'est-ce pas évidemment montrer que le but pacifique, qu'on met tant de soin à annoncer, n'est pas celui qu'on se propose réellement ? On affecte de nommer Teschen, de prendre pour règle ce qui a été une exception, et d'invoquer à l'appui le résultat de cette négociation, comme si celles qui viennent d'être citées en avaient eu un moins heureux, comme si elles n'avaient pas également réglé les intérêts des souverains et assuré la tranquillité des Etats. Quel peut être, on le demande encore, le motif qui fait préférer une forme qu'on a suivie seulement dans une circonstance où il n'y avait qu'un objet à traiter, et où les bases étaient même posées d'avance ?

Il est facile de juger, par l'état actuel de la question, qui l'on doit accuser des retards apportés à la négociation, ou ceux qui, élevant une prétention opposée à l'u-

sage, repoussent une proposition qui leur assure tous les avantages qu'ils réclament, ou ceux qui, ayant pour eux l'usage universellement suivi, consentent à adopter en entier la forme choisie par leur partie adverse. et se bornent à demander qu'on n'exclue pas une manière de traiter qui, malgré toutes les allégations contraires, peut seule amener de prompts résultats.

Les soussignés se flattent que ces considérations seront d'autant mieux senties par S. Exc. M. le comte de Metternich, qu'il n'aura pu lui échapper que si la forme exclusive des négociations par écrit offre quelques avantages, ce n'est pas, à en juger du moins par les notes qu'il a communiquées aux soussignés, celui d'aider à concilier les esprits. Il remarquera sans doute aussi que les propositions des soussignés ont été, au contraire, une nouvelle preuve de leur constant désir d'aplanir toutes les difficultés pour arriver à la paix, lors même que leurs adversaires paraissent y avoir renoncé. Ils renouvellent donc la proposition qu'ils n'ont cessé de faire, d'échanger leurs pleins pouvoirs, afin d'ouvrir à l'instant les négociations selon la forme proposée par le médiateur, sans exclure néanmoins la forme des conférences, pour conserver les moyens de s'expliquer de vive voix.

Les soussignés ont l'honneur, etc.

Prague, le 9 août 1813.

CAULAINCOURT, duc de Vicence;
L. NARBONNE.

7.

Déclaration de guerre de l'Autriche.

Le soussigné, ministre d'Etat et des affaires étrangères, est chargé, par ordre exprès de son Auguste Maître, de faire la déclaration suivante à Son Excellence M. le comte de Narbonne, ambassadeur de S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie.

Depuis la dernière paix signée avec la France, en

octobre 1809, S. M. Impériale et Royale Apostolique a voué toute sa sollicitude non seulement à établir des relations d'amitié et de confiance dont elle avait fait la base de son système politique, mais à faire servir ces relations au maintien de la paix et de l'ordre en Europe. Elle s'était flattée que ce rapprochement intime, cimenté par une alliance de famille contractée avec S. M. l'empereur des Français, contribuerait à lui donner sur sa marche politique la seule influence qu'elle soit jalouse d'acquérir, celle qui tend à communiquer aux Cabinets de l'Europe l'esprit de modération, le respect pour les droits et possessions des Etats indépendants, qui l'animent elle-même.

S. M. Impériale n'a pu se livrer longtemps à de si belles espérances ; un an était à peine écoulé depuis l'époque qui semblait mettre le comble à la gloire militaire du souverain de la France, et rien ne paraissait plus manquer à sa prospérité, pour autant qu'elle dépendait de son attitude et de son influence au dehors, quand de nouvelles réunions au territoire français d'Etats jusqu'alors indépendants, de nouveaux morcellements et déchirements de l'empire d'Allemagne (1), vinrent réveiller les inquiétudes des puissances, et préparer, par leur funeste réaction sur le nord de l'Europe, la guerre qui devait s'allumer en 1812 entre la France et la Russie (2).

Observations dictées par Napoléon.

(1) L'Autriche a de plein gré renoncé à l'empire d'Allemagne. Elle a reconnu les princes de la Confédération, elle a reconnu le protectorat de l'empereur. Si le Cabinet autrichien a conçu le projet de rétablir l'empire d'Allemagne, de revenir sur tout ce que la victoire a fondé et que les traités ont consacré, il a formé une entreprise qui prouve mal *l'esprit de modération et le respect pour les droits des Etats indépendants* dont il se dit animé.

(2) Le Cabinet de Vienne met en oubli le traité d'alliance qu'il a conclu le 14 mars 1812. Il oublie que, par ce traité, la France et l'Autriche se sont garanti réciproquement l'intégrité de leurs territoires actuels : il oublie que, par ce traité, l'Autriche s'est engagée à défendre le territoire de la France tel qu'il existait alors, et qui n'a depuis reçu aucun agrandissement : il oublie que, par ce traité, il ne s'est pas borné à demander pour l'Autriche l'intégrité de son terri-

Le Cabinet français sait mieux qu'aucun autre combien S. M. l'empereur d'Autriche a eu à cœur d'en prévenir l'éclat par toutes les voies que lui dictait son intérêt pour les deux puissances, et pour celles qui devaient se trouver entraînées dans la grande lutte qui se préparait. Ce n'est pas elle que l'Europe accusera jamais des maux incalculables qui en ont été la suite (1).

toire, mais les agrandissements que les circonstances pourraient lui procurer ; il oublie que, le 14 mars 1812, toutes les questions qui devaient amener la guerre étaient connues et posées, et que c'est volontairement et en connaissance de cause qu'il prit parti contre la Russie. Pourquoi, s'il avait alors les sentiments qu'il manifeste aujourd'hui, n'a-t-il pas fait alors cause commune avec la Russie ? Pourquoi du moins, au lieu de s'unir à ce qu'il présente aujourd'hui comme une cause injuste, n'a-t-il pas adopté la neutralité ? La Prusse fit à la même époque une alliance avec la France, qu'elle a violée depuis ; mais ses forteresses et son territoire étaient occupés. Placée entre deux grandes puissances en armes, et théâtre de la guerre, la neutralité était de fait impossible. Elle se rangea du côté du plus fort. Lorsque ensuite la Russie occupa son territoire, elle reçut la loi et fut l'alliée de la Russie. Aucune des circonstances qui ont réglé les déterminations de la Prusse n'ont existé en 1812, et n'existent en 1813 pour l'Autriche. Elle s'est engagée de plein gré en 1812 à la cause qu'elle croyait la plus juste, à celle dont le triomphe importait le plus à ses vues et aux intérêts de l'Europe dont elle se montre protecteur si inquiet et défenseur si généreux. Elle a versé son sang pour soutenir la cause de la France ; en 1813, elle le prodigue pour soutenir le parti contraire. Que doivent penser les peuples ? Quel jugement ne porteront-ils pas d'un gouvernement qui, attaquant aujourd'hui ce qu'il défendait hier, montre que ce n'est ni la justice ni la politique qui règlent les plus importantes déterminations de son cabinet.

(1) Le Cabinet français sait mieux qu'aucun autre que l'Autriche a offert son alliance lorsqu'on n'avait pas même conçu l'espérance de l'obtenir ; il sait que si quelque chose avait pu le porter à la guerre, c'était la certitude que non-seulement l'Autriche n'y prendrait aucune part contre lui, mais qu'elle y prendrait part pour lui. Il sait que, loin de déconseiller la guerre, l'Autriche l'a excitée ; que, loin de la craindre, elle l'a désirée ; que loin de vouloir s'opposer

Dans cet état de choses, S. M. l'empereur ne pouvant conserver à ses peuples le bienfait de la paix, et maintenir une heureuse neutralité au milieu du vaste champ de bataille qui, de tous côtés, environnait ses Etats, ne consulta, dans le parti qu'elle adopta, que sa fidélité à des relations si récemment établies, et l'espoir qu'elle aimait à nourrir encore que son alliance avec la France, en lui offrant des moyens plus sûrs de faire écouter les conseils de la sagesse, mettrait des bornes à des maux inévitables, et servirait la cause du retour de la paix en Europe (1).

Il n'en a malheureusement pas été ainsi : ni les succès brillants de la campagne de 1812, ni les désastres sans exemple qui en ont marqué la fin, n'ont pu ramener dans les conseils du gouvernement français l'esprit de modération qui aurait mis à profit les uns, et diminué l'effet des autres (2).

à de nouveaux morcellements d'Etats, elle a conçu de nouveaux déchirements dont elle voulait faire son profit.

(1) Le Cabinet de Vienne ne pouvait, dit-il, maintenir une heureuse neutralité au milieu du vaste champ de bataille qui l'environnait de tous les côtés. — Les circonstances n'étaient-elles donc pas les mêmes qu'en 1806 ? De sanglants combats ne se livrèrent-ils pas en 1806 et en 1807 près des limites de son territoire, et ne conserva-t-il pas aux peuples le bienfait de la paix, et ne se maintint-il pas dans une heureuse neutralité ? — Mais le gouvernement de l'Autriche, en prenant le parti de la guerre, en combattant pour la cause de la France, *consulta*, dit-il, *sa fidélité à des relations nouvellement établies* ; fidélité qui ne mérite plus d'être consultée lorsque ces relations sont devenues plus anciennes d'une année et plus étroites par une alliance formelle. S'il faut l'en croire aujourd'hui, ce n'était pas pour s'assurer des agrandissements qu'il s'alliait à la France en 1812, qu'il lui garantissait toutes ses possessions, et qu'il prenait part à la guerre : c'était pour servir la cause du retour de la paix, et pour faire écouter les conseils de la sagesse. Quelle logique ! quelle modestie !

(2) Comment le Cabinet de Vienne a-t-il appris que les succès brillants de la campagne de 1812 n'ont pas ramené la modération dans les conseils du gouvernement français ? S'il avait été bien informé, il aurait su que les conseils de la France, après la bataille de la Moscowa, ont été modérés

S. M. n'en saisit pas moins le moment où l'épuisement réciproque avait ralenti les opérations actives de la guerre, pour porter aux puissances belligérantes des paroles de paix, qu'elle espérait encore voir accueillir de part et d'autre avec la sincérité qui les lui avait dictées.

Persuadée toutefois qu'elle ne pourrait les faire écouter qu'en les soutenant de forces qui promettraient au parti avec lequel elle s'accorderait de vues et de principes l'appui de sa coopération active, pour terminer la grande lutte (1), en offrant sa médiation aux puissances, elle se décida à l'effort, pénible pour son cœur, d'un appel au courage et au patriotisme de ses peuples. Le

et pacifiques, et que tout ce qui pouvait ramener la paix fut alors tenté.

(1) Le Cabinet de Vienne met de la suite dans ses inconséquences. Il fait cause commune avec la France en 1812 ; et c'était, dit-il aujourd'hui, pour l'empêcher de faire la guerre à la Russie. Il arme en 1813 pour la Prusse et la Russie, et c'est, dit-il, pour leur inspirer le désir de la paix. Ces puissances, d'abord exaltées par des progrès qu'elles devaient au hasard des circonstances, avaient été rendues à des sentiments plus calmes par les revers éclatants du premier mois de la campagne : affaiblies, vaincues, elles allaient revenir de leurs illusions. Le gouvernement autrichien leur déclare qu'il arme pour elles : il leur montre ses armées prêtes à prendre leur défense, et en leur offrant de nouvelles chances de la continuation de la guerre, il prétend leur inspirer le désir de la paix ! Qu'aurait-il fait, s'il avait voulu les encourager à la guerre ? Il a offert à la Russie d'en prendre sur lui le fardeau ; il a offert à la Prusse d'en changer le théâtre, il a appelé sur son propre territoire les troupes de ses alliés et toutes les calamités qui pesaient sur celui de la Prusse. Il a enfin offert au Cabinet de Pétersbourg le spectacle le plus agréable pour un empereur de Russie, de l'Autriche, son ennemie naturelle, combattant la France, son ennemie actuelle. Si le Cabinet de Vienne avait demandé les conseils de la sagesse, elle lui aurait dit qu'on n'arrête pas un incendie en lui donnant un nouvel aliment, qu'il n'est pas sage de s'y précipiter pour un peuple dont les intérêts sont contraires ou étrangers ; enfin qu'il y a de la folie à exposer à toutes les chances de la guerre une nation qui, après de si longs malheurs, pouvait continuer à jouir des douceurs de la paix. Mais l'ambition n'est pas un conseiller qu'avoue la sagesse.

Congrès, proposé par elle et accepté par les deux partis, s'assembla au milieu des préparatifs militaires, que le succès des négociations devait rendre inutiles si les vœux de l'empereur se réalisaient, mais qui devaient, dans le cas contraire, conduire par de nouveaux efforts au résultat pacifique que S. M. Impériale eût préféré d'atteindre sans effusion de sang (1).

En obtenant de la confiance qu'elles avaient vouée à S. M. Impériale le consentement des puissances à la prolongation de l'armistice que la France jugeait nécessaire pour les négociations, l'empereur acquit, avec cette preuve de leurs vues pacifiques, celle de la modération de leurs principes et de leurs intentions (2).

Il y reconnut les siens, et se persuada, de ce moment, que ce serait de leur côté qu'il rencontrerait des dispositions sincères à concourir au rétablissement d'une paix solide et durable. La France, loin de manifester des intentions analogues, n'avait donné que des assurances générales, trop souvent démenties par des déclarations publiques qui ne fondaient aucunement l'espoir qu'elle porterait à la paix les sacrifices qui pourraient la ramener en Europe (3).

(1) L'auteur de cette déclaration ne sort pas du cercle vicieux dans lequel il s'est engagé. La Russie et la Prusse savaient fort bien que le gouvernement autrichien armait contre la France .Dès ce moment elles ne pouvaient pas vouloir la paix. Ce résultat des dispositions du Cabinet de Vienne était trop évident pour qu'il n'y eût pas compté.

(2) Le Cabinet de Vienne avait fait perdre le mois de juin tout entier, en ne remplissant aucune des formalités préalables à l'ouverture du Congrès. La France ne demanda point que l'armistice fût prolongé, mais elle y consentit. Ce qu'elle désirait, ce qu'elle demanda, c'est qu'il fût convenu que les négociations continueraient pendant les hostilités. Mais le Cabinet de Vienne s'y refusa ; l'Autriche aurait été liée comme médiatrice, pendant les négociations : il préféra une prolongation d'armistice qui lui donnait le temps d'achever ses armements, et dont la durée limitée lui offrait un terme fatal pour rompre les négociations et pour se déclarer.

(3) Comment le Cabinet de Vienne s'est-il assuré *que la France ne porterait pas à la paix les sacrifices qui pourraient la ramener en Europe ?* Avant le moment qu'il avait fixé pour la guerre, a-t-il proposé un *ultimatum* et fait con-

La marche du Congrès ne pouvait laisser de doutes à cet égard ; le retard de l'arrivée de MM. les plénipotentiaires français, sous des prétextes que le grand but de sa réunion aurait dû faire écarter (1), l'insuffisance de leurs instructions sur les objets de forme qui faisaient perdre un temps irréparable, lorsqu'il ne restait que peu de jours pour la plus importante des négociations (2) : toutes ces circonstances réunies ne démontraient que

naître ce qu'il voulait ? — Il a déclaré la guerre parce qu'il ne voulait que la guerre. Il l'a déclarée, sans s'assurer si elle pouvait être évitée, et avec une précipitation à laquelle il est difficile de reconnaître l'influence des conseils de la sagesse.

(1) C'est par le fait de l'Autriche et des alliés que l'arrivée des plénipotentiaires a été retardée ; cependant des difficultés suscitées à dessein n'étaient pas levées, que M. le comte de Narbonne était déjà à Prague. Ses pouvoirs, communs aux deux plénipotentiaires, l'autorisaient à agir concuremment ou séparément. M. le duc de Vicence arriva plus tard, parce que de nouvelles difficultés, où la dignité de la France était compromise, furent élevées par les ennemis. Mais à quoi bon ces observations ? Qu'aurait fait un retard de quelques jours à un médiateur qui n'aurait pas voulu la guerre, et quel motif de guerre qu'un retard de quelques jours ?

(2) Les plénipotentiaires avaient pour instruction d'adhérer à toutes les formes de négociations consacrées par l'usage. Le médiateur proposa des formes inusitées, et qui tendaient à empêcher tout rapprochement des plénipotentiaires, tout rapport entre eux, toute négociation. Il introduisit une discussion qu'avec une volonté sincère de la paix le médiateur n'aurait jamais occasionnée. *Il ne restait*, dit-il, *que peu de jours pour la plus importante des négociations.* Eh ! pourquoi ne restait-il que peu de jours ? qu'avait de commun la négociation avec l'armistice ? ne pouvait-on pas négocier en se battant ? Qu'importent quelques jours de plus ou de moins quand il s'agit de la paix ? Si le Cabinet de Vienne ne voulait pas la négocier, mais la dicter, comme on dicte des conditions à une place assiégée, peu de jours à la vérité pouvaient suffire ; mais alors pourquoi n'a-t-il pas même proposé une capitulation ? *Il ne restait que peu de jours pour la plus importante des négociations !* Quelle est donc la négociation qui a été faite en peu de jours ? Le temps

trop que la paix, telle que la désiraient l'Autriche et les souverains alliés, était étrangère aux vœux de la France (1) ; et qu'ayant accepté pour la forme, et pour ne pas s'exposer aux reproches de la prolongation de la guerre, la proposition d'une négociation, elle voulait en éluder l'effet (2). ou s'en prévaloir peut-être uni-

est l'élément le plus nécessaire quand il s'agit de s'entendre; le temps est un élément inutile pour un médiateur qui a pris d'avance son parti. Cependant, lorsque c'est contre la France qu'il s'agit de se déclarer, une telle détermination n'est pas de si peu de conséquence qu'il soit indifférent d'employer quelques jours de plus ou de moins à y penser.

(1) Il faut rendre ici justice à la pénétration du Cabinet de Vienne. Sans doute la paix telle que la voulaient les souverains alliés était étrangère aux vœux de la France, de même que la paix telle que la voulait la France devait être étrangère aux vœux des alliés. Toute puissance qui entre en négociation veut tout ce qu'elle peut obtenir. Lorsqu'il y a un médiateur, il s'interpose entre les volontés opposées, afin de les rapprocher. Telle est sa mission : sa gloire est d'y réussir. Mais tel n'est pas le rôle que le Cabinet autrichien s'était donné ; il n'a jamais été médiateur, il a été ennemi dès le moment où, selon son aveu, il n'a voulu d'autre paix que celle que voulait une seule des parties. Mais quelle était cette paix que voulait le Cabinet de Vienne ? S'il voulait en effet la paix, une paix quelconque, pourquoi ne s'est-il pas expliqué ? Pourquoi ? parce qu'il avait adopté toutes les prétentions de la Russie, de la Prusse et de l'Angleterre ; parce qu'il avait de plus ses prétentions propres sur lesquelles il ne voulait pas céder ; enfin parce qu'il était résolu à la guerre.

(2) La France a proposé l'ouverture d'un Congrès, parce qu'elle voulait sincèrement la paix ; parce qu'elle se flattait que ses plénipotentiaires, mis en présence de ceux de la Russie et de la Prusse, parviendraient à s'entendre avec eux : parce qu'un Congrès, même sous la médiation de l'Autriche, était un moyen d'échapper aux dangers des insinuations que le Cabinet de Vienne répandait.

La France a accepté la médiation de l'Autriche, parce qu'en supposant au Cabinet de Vienne des vues ambitieuses sur lesquelles nous n'avions pas de doute, on devait croire qu'il se trouverait gêné par son rôle de médiateur, et qu'il n'oserait pas, dans une négociation publique et pour son

quement pour séparer l'Autriche des puissances qui s'étaient déjà réunies avec elle de principes, avant même que les traités eussent consacré leur union pour la cause de la paix et du bonheur du monde (1).

L'Autriche sort de cette négociation, dont le résultat a trompé ses vœux les plus chers, avec la conscience de la bonne foi qu'elle y a portée. Plus zélée que jamais pour le noble but qu'elle s'était proposée, elle ne prend les armes que pour l'atteindre, de concert avec les puissances animées des mêmes sentiments. Toujours également disposée à prêter la main au rétablissement d'un ordre de choses qui, par une sage répartition de forces, place la garantie de la paix sous l'égide d'une association d'Etats indépendants, elle ne négligera aucune occasion de parvenir à ce résultat ; et la connaissance qu'elle a acquise des dispositions des Cours devenues désormais ses alliées lui donne la certitude qu'elles coopéreront avec sincérité à un but aussi salutaire (2).

seul intérêt, repousser nos vues modérées et les sacrifices que nous étions disposés à faire à la paix ; parce qu'enfin, s'il en était autrement, et si le médiateur et nos ennemis étaient d'accord sur leurs prétentions réciproques, le Cabinet de Vienne proposerait un *ultimatum* qui soulèverait l'indignation de la France et de ses alliés.

(1) Ainsi l'*Autriche était déjà réunie de principes avec les ennemis de la France !* qui lui demandait cet aveu ?

Le Cabinet de Vienne craignait que la France ne se prévalût d'une négociation pour séparer l'Autriche des puissances ennemies ! Sans doute, si l'Autriche s'était unie à elles pour les empêcher de faire la paix et avec la ferme résolution de nous faire la guerre, elle devait craindre une négociation où notre modération pouvait leur offrir des chances plus avantageuses dans la paix que dans la guerre ; mais pourquoi donc le Cabinet de Vienne a-t-il offert sa médiation et fait retentir l'Europe de ses vœux pour la paix ?

(2) L'Autriche veut *établir un ordre de choses qui, par une sage répartition de forces, place la garantie de la paix sous l'égide d'une association d'Etats indépendants.* Elle ne fera la paix que quand une égale répartition de forces garantira l'indépendance de chaque Etat. Pour y parvenir, elle doit d'abord agrandir à ses dépens la Bavière et la Saxe, car c'est aux grandes puissances à descendre pour que les puissances de second ordre deviennent leurs égales : lorsqu'elle aura

En déclarant, d'ordre de l'empereur, à M. le comte de Narbonne, que ses fonctions d'ambassadeur viennent de cesser de ce moment, le soussigné met à la disposition de S. Exc. les passe-ports dont elle aura besoin pour elle et pour sa suite.

Les mêmes passe-ports seront remis à M. de La Blanche, chargé d'affaires de France à Vienne, ainsi qu'aux autres individus de l'ambassade.

Il a l'honneur d'offrir, etc.

Prague, le 12 août 1813.

METTERNICH.

8.

Dernière note de M. de Bassano à M. de Metternich.

Le soussigné, ministre des relations extérieures, a mis sous les yeux de S. M. l'empereur et roi la déclaration du 11 août, par laquelle l'Autriche dépose le rôle de médiateur dont elle avait couvert ses desseins.

Depuis le mois de février, les dispositions hostiles du Cabinet de Vienne envers la France étaient connues de toute l'Europe. Le Danemark, la Saxe, la Bavière, le Wurtemberg, Naples et la Westphalie ont dans leurs archives des pièces qui prouvent combien l'Autriche, sous les fausses apparences de l'intérêt qu'elle prenait à son allié et de l'amour de la paix, nourrissait de jalousie contre la France. Le soussigné se refuse à retracer le système de protestations prodiguées d'un côté, et d'insinuations répandues de l'autre, par lequel le Cabinet de

donné l'exemple, elle sera en droit de demander qu'il soit imité. Ainsi le Cabinet de Vienne veut combattre pour faire de toutes les puissances une république de souverains dont les éléments seront parfaitement égaux : et c'est à de telles rêveries qu'il faudrait sacrifier le repos du monde ! Peut-on se jouer plus ouvertement de la raison publique, de l'opinion de l'Europe ? En rédigeant des manifestes, comme en réglant sa conduite, le Cabinet de Vienne n'a pas *écouté les conseils de la sagesse.*

Vienne compromettait la dignité de son souverain, et qui, dans son développement, a prostitué ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes, un médiateur, un Congrès et le nom de la paix.

Si l'Autriche voulait faire la guerre, qu'avait-elle besoin de se parer d'un faux langage, et d'entourer la France de piéges mal tissés qui frappaient tous les regards ?

Si le médiateur voulait la paix, aurait-il prétendu que des transactions si compliquées s'accomplissent en quinze ou vingt jours ? Etait-ce une volonté pacifique celle qui consistait à dicter la paix à la France en moins de temps qu'il n'en faut pour conclure la capitulation d'une place assiégée ? La paix de Teschen exigea plus de quatre mois de négociations. Plus de six semaines furent employées à Sistow avant que la discussion, même sur les formes, fût terminée. La négociation de la paix de Vienne, en 1809, lorsque la plus grande partie de la monarchie autrichienne était entre les mains de la France, a duré deux mois.

Dans ces diverses transactions, les intérêts et le nombre des parties était circonscrits ; et lorsqu'il s'agissait, à Prague, de poser, dans un Congrès, les bases de la pacification générale, de concilier les intérêts de la France, de l'Autriche, de la Russie, de la Prusse, du Danemark, de la Saxe et de tant d'autres puissances ; lorsqu'aux complications qui naissent de la multiplicité et de la diversité des intérêts, se joignirent les difficultés résultant des prétentions ouvertes et cachées du médiateur, il était dérisoire de prétendre que tout fût terminé, montre en main, en quinze jours. Sans la funeste intervention de l'Autriche, la paix entre la Russie, la France et la Prusse serait faite aujourd'hui.

L'Autriche, ennemie de la France, et couvrant son ambition du masque de médiatrice, compliquait tout, et rendait toute conciliation impossible. Mais l'Autriche s'étant déclarée en état de guerre est dans une position plus vraie et toute simple. L'Europe est ainsi plus près de la paix ; il y a une complication de moins.

Le soussigné a donc reçu l'ordre de proposer à l'Autriche de préparer dès aujourd'hui les moyens de parvenir à la paix, d'ouvrir un Congrès où toutes les puissances, grandes et petites, seront appelées où toutes les questions seront solennellement posées, où l'on n'exigera point que cette œuvre, aussi difficile que salutaire, soit terminée ni dans une semaine ni dans un mois ; où

l'on procédera avec la lenteur inséparable de toute opération de cette nature, avec la gravité qui appartient à un si grand but et à de si grands intérêts. Les négociations pourront être longues : elles doivent l'être. Est-ce en peu de jours que les traités d'Utrecht, de Nimègue, de Riswick, d'Aix-la-Chapelle ont été conclus ?

Dans la plupart des discussions mémorables, la question de la paix fut toujours indépendante de celle de la guerre : on négociait sans savoir si l'on se battait ou non ; et puisque les alliés fondent tant d'espérances sur les chances du combat, rien n'empêche de négocier, aujourd'hui comme alors, en se battant.

Le soussigné propose de neutraliser un point sur la frontière pour le lieu des conférences ; de réunir les plénipotentiaires de la France, de l'Autriche, de la Russie, de la Prusse, de la Saxe ; de convoquer tous ceux des puissances belligérantes, et de commencer, dans cette auguste assemblée, l'œuvre de la paix, si vivement désirée par toute l'Europe. Les peuples éprouveront une consolation véritable en voyant les souverains s'occuper à mettre un terme aux calamités de la guerre, et confier à des hommes éclairés et sincères le soin de concilier les intérêts, de compenser les sacrifices, et de rendre la paix avantageuse et honorable à toutes les nations.

Le soussigné ne s'attache point à répondre au manifeste de l'Autriche et au seul grief sur lequel il repose. Sa réponse serait complète en un seul mot. Il citerait la date du traité d'alliance conclue le 14 mars 1812 entre les deux puissances, et la garantie, stipulée par le traité, du territoire de l'empire tel qu'il était le 14 mars 1812.

Le soussigné, etc.

Dresde, le 18 août 1813.

DUC DE BASSANO.

9.

Dernière note de M. de Metternich à M. de Bassano.

Le soussigné, ministre secrétaire d'Etat et des affaires étrangères, a reçu hier l'officier que S. Exc. M. le duc de Bassano lui a fait l'honneur de lui adresser le 18 août dernier.

Ce n'est pas après que la guerre a éclaté entre l'Autriche et la France que le Cabinet autrichien croit devoir relever les inculpations gratuites que renferme la note de M. le duc de Bassano. Forte de l'opinion générale, l'Autriche attend avec calme le jugement de l'Europe et celui de la postérité.

La proposition de S. M. l'empereur des Français offrant encore à l'empereur une lueur d'espoir de parvenir à la pacification générale, Sa Majesté Impériale a cru pouvoir la saisir. En conséquence, elle a ordonné au soussigné de porter à la connaissance des Cabinets russe et prussien la demande de l'ouverture d'un Congrès qui, pendant la guerre même, s'occuperait des moyens d'arriver à une pacification générale. LL. MM. l'empereur Alexandre et le roi de Prusse, animés des mêmes sentiments que leur auguste allié, ont autorisé le soussigné à déclarer à S. Exc. M. le duc de Bassano que, *ne pouvant point décider sur un objet d'un intérêt tout à fait commun, sans en avoir préalablement conféré avec les autres alliés, les trois Cours vont porter incessamment à leur connaissance la proposition de la France.*

Le soussigné les a chargés de transmettre, dans le plus court délai possible, au Cabinet français, les ouvertures de toutes les Cours alliées, en réponse à la susdite proposition.

Le soussigné a l'honneur, etc.

Prague, le 21 août 1813.

PRINCE DE METTERNICH.

10.

RÉPONSE A M. TOURTON

M. Tourton avait fait paraître à la date du 7 octobre, une réclamation sur ce que j'ai dit à son sujet. J'ai répondu le lendemain, par la voie du même journal, que je désirais que la réplique qu'il annonçait parût assez tôt pour qu'à mon tour je pusse y répondre dans ma seconde édition, et je tiens parole. Je m'attendais à une discussion sur les faits dans lesquels je m'étais renfermé, et je n'étais pas préparé au débordement d'injures que contient la brochure de M. Tourton.

Il ne me laisse rien à dire, puisque lui-même rapporte ce que j'ai dit ; il m'apprend seulement qu'il participait au projet du général Moreau, et que dans cette position hostile vis-à-vis de l'empereur, il est venu lui demander du secours en 1810. Conséquemment tous les honneurs du bienfait restent à l'empereur.

M. Tourton se prétend dégagé de reconnaissance parce que, dit-il, il a reçu cet argent sur un acte notarié et en payant intérêts. Il en résulterait, d'après lui, que l'empereur était un prêteur sur gages, ou qu'il plaçait des fonds du trésor sur M. Tourton ; ce qui est absurde. Quel intérêt, après tout, l'empereur avait-il que la maison Tourton ne manquât pas ? S'il avait eu des ressentiments contre M. Tourton, l'occasion était belle pour y donner cours. Si

la faillite de la maison Tourton pouvait avoir des conséquences graves pour le commerce de Paris, l'empereur pouvait la soutenir sans y être obligé ; mais déjà à cette époque elle était loin d'avoir le rang que lui donne M. Tourton : ceci a besoin d'être expliqué.

J'ai pu être trompé par M. Tourton, lorsqu'il a eu recours à moi pour solliciter de l'empereur le secours dont il avait besoin, puisque c'était la première fois que je voyais M. Tourton, dont je n'avais encore qu'entendu parler; par la même raison, l'empereur avait pu de son côté être induit en erreur par mon rapport. Mais le ministre du trésor (le respectable M. Mollien), à la sévère probité duquel la garde des deniers publics était confiée, n'a pas dû croire M. Tourton ni moi sur parole ; il a dû prendre des informations ; et comme il y a à Paris un thermomètre auquel on reconnaît la valeur de chaque maison de commerce, et que ce thermomètre est sûr, puisque c'est la banque même, il n'y a pas de doute que M. Mollien ait commencé ses informations par là. Or, qu'a-t-il pu y apprendre, si ce n'est que depuis dix ans même avant cette époque la maison Tourton n'y était plus classée (1)? Dès lors

(1) Voici quelques détails qui pourront expliquer la raison de cet état de choses .

M .Tourton prétend que ce sont les mesures de l'empereur contre le commerce qui ont mis les maisons de Hollande et des Pays-Bas avec lesquelles il correspondait, dans l'obligation de manquer. Il sait bien que cela n'est point exact, puisque ces mesures ne frappaient que le commerce interlope, qui était défendu par les lois. Les Hollandais et les Belges, dont la position géographique offrait de si grandes facilités pour se livrer à la contrebande, n'avaient pas résisté à l'appât du gain qu'offraient les denrées coloniales achetées à vil prix par les Anglais aux colonies, et vendues au consommateur en France à des prix exorbitants (le sucre, par exemple, qu'ils achetaient depuis un sou jusqu'à cinq sous la livre, s'est vendu en France jusqu'à six francs). Cette disproportion devait nécessairement exciter la cupidité de tous les hommes hasardeux, et amener la création d'un papier

il a dû prendre les mesures dont M. Tourton se plaint, c'est-à-dire contrat notarié avec hypothèque ; et encore le gouvernement impérial a-t-il été fort généreux envers lui, puisque son actif n'offrait pas plus d'un million de garantie (1), et qu'on lui a donné 1,500,000 francs.

Les autres maisons de commerce qui se sont trouvées embarrassées à la même époque offraient des garanties bien autrement importantes en consignations de toute espèce ; mais comme elles étaient honorablement classées à la banque, l'empereur fit refuser toutes les garanties, et se contenta de leur parole. Elles reçurent plusieurs millions avec la facilité de rembourser à leur convenance dans plu-

de circulation qu'on pouvait escompter à un intérêt proportionné au bénéfice qu'offrait la vente de ces marchandises. Tant que ce commerce a duré, les signataires de ce papier ont eu une apparence de banquiers ; mais quand les mesures de l'empereur reçurent leur exécution, il en résulta une liquidation, et comme les marchandises avaient été confisquées ou détruites, le papier auquel elles servaient d'hypothèque redevint ce qu'il était réellement, du brouillard, et conséquemment mit dans le plus grand embarras tous ceux qui l'avaient signé. Il est bien vrai que ce moment de peur s'était étendu à tout le commerce en général ; les maisons qui se livraient à des spéculations légales, et qui par conséquent n'émettaient du papier que sur des consignations de denrées dont l'entrée était permise, purent se trouver elles-mêmes un moment embarrassées par le retour de ce papier ; mais comme il avait une hypothèque sûre, leur position était différente, et celles-là le gouvernement ne fit aucune difficulté de les secourir.

Le retrait des capitaux qui eut lieu à cette époque était en grande partie occasionné par la crainte qu'avaient les capitalistes de les voir asseoir sur ce papier de circulation, et ce fut une mesure salutaire que celle qui fit disparaître de la circulation toutes ces fausses valeurs. Le commerce interlope fut anéanti, et le véritable commerce y gagna.

(1) On sait qu'en matière de prêt sur hypothèque foncière, une valeur de quinze cent mille francs n'est reçue ordinairement que pour une garantie d'un million.

sieurs années ; mais toutes remboursèrent en quelques semaines.

Les chefs de ces maisons pouvaient, à plus juste titre que M. Tourton, se considérer comme libérés envers l'empereur, et cependant l'un d'eux, membre du conseil général de la commune, en 1814, se retira à la lecture du rapport des regies de M. Bellart, et ne voulut point participer à cette délibération.

Assurément, si M. Tourton avait été animé des mêmes sentiments, il pouvait donner sa démission, et personne ne l'aurait trouvé mauvais. Mais loin de là, étant seul commandant de la garde nationale de Paris, par la retraite du maréchal Moncey et celle de M. de Montesquiou, il se fit remarquer par une activité qui n'est justifiée que par le besoin de se faire apercevoir partout où il n'avait rien à faire.

En effet, qu'avait-il besoin d'aller au quartier des souverains alliés, stipuler pour la garde nationale de Paris ? La garde nationale ne pouvait pas être comprise dans la capitulation qui concernait les troupes de ligne, puisqu'on ne pouvait lui demander d'évacuer ses propres foyers. Dès lors, qu'était-elle? une troupe dont les individus rentrés chez eux n'étaient plus que de simples citoyens. Les souverains alliés se seraient bien gardés de se les aliéner, ils avaient au contraire un intérêt immense à les ménager ; et c'était mettre cette garde à leur disposition que d'aller les en occuper, comme a fait M. Tourton. Puisqu'il ne pouvait pas se flatter de faire avec elle ce que n'avait pu faire l'armée, c'était leur dire : Prenez-la. Or, je ne crains pas de dire que parmi tous les noms respectables qu'il cite comme ayant remplacé les commandements vacants dans les quatre premières légions, il n'y en pas un seul qui, dans la position de M. Tourton, eût fait ce qu'il a fait : c'était MM. le duc de Choiseul, Louis de Girardin, Benjamin Delessert, Ternaux, et le comte de Nicolaï.

M. Tourton s'appuie sur un alibi pour démontrer qu'il n'a pas pu arrêter M. de Talleyrand, puisque,

dans le moment où l'on prétend que cela aurait eu lieu, il était à Bondy chez les souverains alliés. Il sait bien qu'il répond mal à la question ; il sait par qui l'ordre lui fut porté de s'opposer au départ de M. de Talleyrand, et de la part de qui cet ordre lui fut donné : il portait de consigner M. de Talleyrand aux barrières de Paris. Cela eut lieu après que M. de Talleyrand avait reçu l'ordre de partir ainsi que tous les ministres, et l'ordre pouvait fort bien avoir été donné avant que M. Tourton allât à Bondy, puisqu'il nous apprend qu'il n'y a été qu'après le corps municipal, qui lui-même n'y est allé qu'après la capitulation. M. Tourton sait bien qu'il a arrangé artificieusement cette partie de sa réponse dans l'intention d'égarer le jugement du lecteur.

M. Tourton, qui se trouvait alors le seul commandant légal de la garde nationale, devait connaître le devoir qui lui était imposé, tant envers le gouvernement qu'envers les citoyens ; et c'était déjà y déroger que de donner l'ordre précité et admettre comme commandant supérieur le général Dessolles, qui ne pouvait point être commissionné par l'autorité seule compétente. S'il y avait été forcé il devait se retirer.

M. Tourton prétend qu'il s'est libéré après la Restauration. Il a pu lui convenir de garder jusqu'à cette époque les fonds dont il payait intérêt ; mais je sais à quoi m'en tenir sur l'heureux hasard par lequel il s'est trouvé tout à coup en mesure de rembourser le reste. Je le crois suffisamment libéré de sa dette envers le trésor public ; mais enfin il n'était devenu son débiteur que par un bienfait spécial de l'empereur, et sans ce bienfait il manquait.

Maintenant, comment se fait-il que M. Tourton, qui avait un des premiers reconnu la légitimité, se soit empressé, lors des Cent-Jours, de ramener la garde nationale autour de l'empereur ? Il la commandait à la revue qui eut lieu dans les Tuileries et à la cérémonie du Champ-de-Mai. On le vit à la tête des hommes ardents qui dans cette circonstance firent offrir, par la garde nationale de Paris,

un banquet aux grenadiers de la Garde revenant de l'île d'Elbe : les autorités de Paris,le préfet de la Seine et celui de police y assistèrent avec lui qui en faisait les honneurs. Quel toast a-t-il proposé ? la santé du roi ou celle de l'empereur ? Se rappelle-t-il que, se levant de table, il se tourna du côté du préfet de police, alors M. Réal, en lui demandant : « Eh bien ! comment trouvez-vous que nous faisons les choses ? »

Puis tout à coup après le départ de Waterloo, on trouve encore M. Tourton à la tête des agitateurs.

Je suis bien aise de lui apprendre que l'empereur n'a rien ignoré de tout ce qui se projetait contre sa retraite à l'Elysée. Dieu sait ce qui en aurait été la suite, parce que rien n'est si difficile, même pour celui qui le dirige, que d'arrêter un mouvement insurrectionnel. Cette confidence fut apportée à l'empereur à l'Elysée par un homme qui n'avait pas à se louer de lui, et qui cependant avait employé toute son influence pour détourner cette entreprise. L'empereur fut touché de cet avis, qui ne contribua pas peu à le décider à partir pour la Malmaison, où il aurait peut-être éprouvé un sort semblable sans le dévouement de Benjamin Delessert, comme je l'ai déjà raconté. Je préviens le lecteur que, n'ayant point écrit dans un but personnel à moi, ce sera la dernière fois que je répondrai à des personnalités, de quelque part qu'elles viennent, parce qu'il en est qui ne méritent que le mépris.

FIN DU QUATRIÈME VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

CHAPITRE II

CHAPITRE III

CHAPITRE IV

CHAPITRE V

CHAPITRE VI

CHAPITRE VII

CHAPITRE VIII

CHAPITRE IX

CHAPITRE X

CHAPITRE XI

CHAPITRE XII

CHAPITRE XIII

CHAPITRE XIV

CHAPITRE XV

CHAPITRE XVI

CHAPITRE XVII

CHAPITRE XVIII

CHAPITRE XIX

CHAPITRE XX

CHAPITRE XXI

CHAPITRE XXII

CHAPITRL XXIII

CHAPITRE XXIV

CHAPITRE XXV

PARIS. — IMPRIMERIE P. MOUILLOT, 13, QUAI VOLTAIRE. — 96857.





